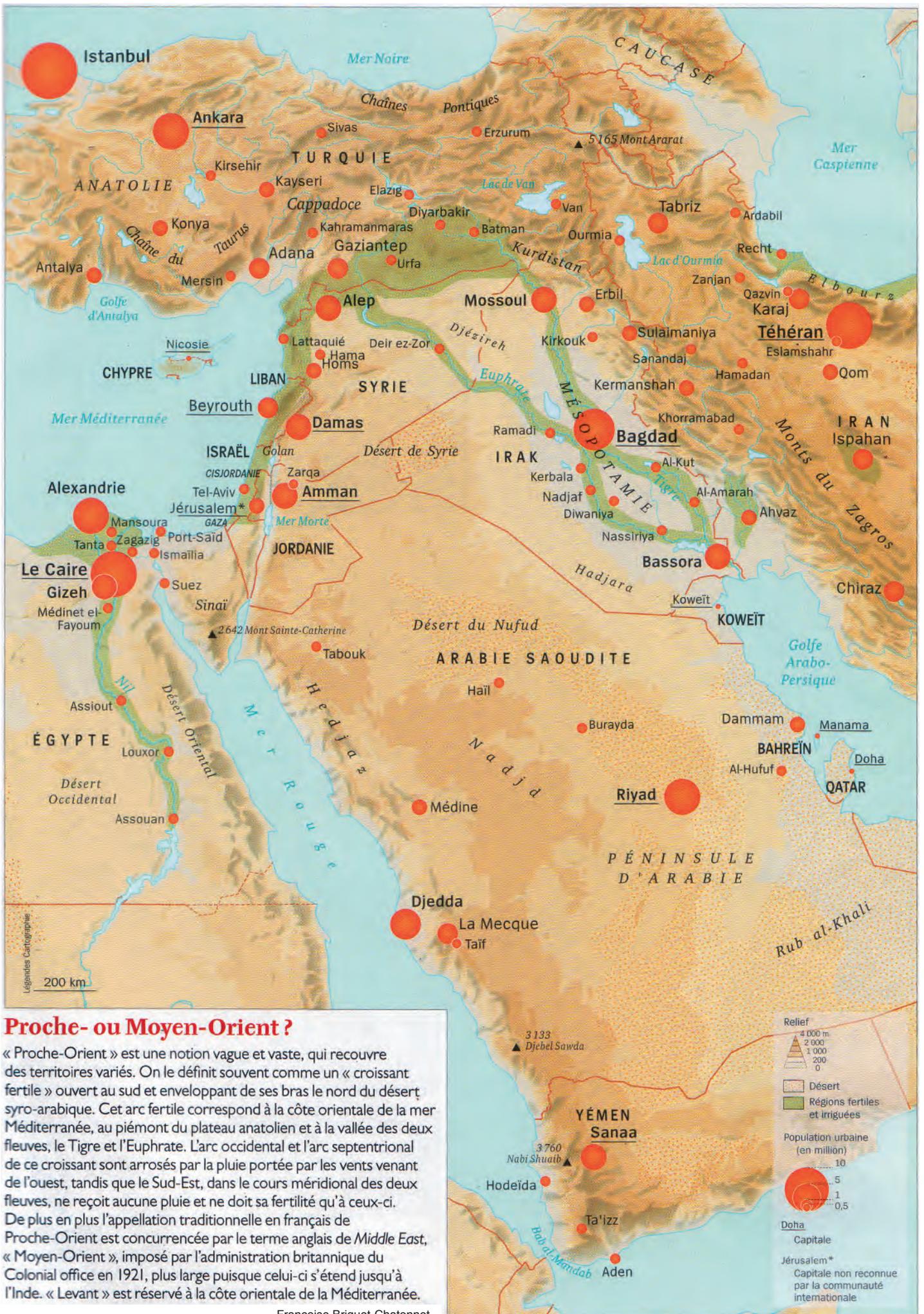


Willy Diméglio

# Comprendre le Moyen-Orient

Qui tue qui ?  
et pourquoi ?





Les problèmes du monde, passés, présents ou à venir, me passionnent. Ma curiosité m'aiguille vers toutes sortes de sources, les médias, les bibliothèques, le dialogue au bistrot. Lors de conférences, de spectacles, de rencontres, j'aime prolonger les sujets abordés. Je suis collectionneur de tout ce qui peut m'enrichir d'un détail, d'une réflexion. Ainsi, mon attention s'est toujours positionnée en alerte maximum sur les problèmes de la Méditerranée. Aujourd'hui, les projecteurs sont braqués sur une partie de ce champ opératoire : le Moyen-Orient. Sur ce dossier, les interrogations soulevées ne manquent pas, mais les réponses apportées sont souvent approximatives, malaisées, parfois contradictoires ou éludées. Peut-on relier les événements actuels à la géographie ou à l'histoire de cette région ? L'hétérogénéité de ces peuples les condamne-t-elle à une dictature ? à un pouvoir militaire ou religieux ? A-t-on une bonne connaissance des acteurs qui occupent la scène : le calife, les dictateurs, les sunnites, les chiites, les alaouites, les peshmergas, al-Nosra ? et de ceux qui sont derrière le rideau : États-Unis, Russie, Europe, Iran, pays du Golfe ? Comment ne pas prendre en compte les interférences du dossier israélo-palestinien, ouvert en 1922 mais posé sur la table depuis 1917 ?... Comment ne pas tenir compte des odeurs de pétrole et de gaz qui se dégagent dans cette partie du globe ? Comment ne pas être terrifié par les destructions massives, l'utilisation d'armes chimiques tombées du ciel, et devant des attentats odieux et meurtriers ? Comment imaginer leur lendemain pour ces longs cortèges d'hommes, de femmes, d'enfants, qui parcourent l'Europe à la recherche d'un terminus ? Pourront-ils ou voudront-ils revenir dans leur pays ? ce pays quitté, que sera-t-il devenu ? redessiné ? avec un semblant de démocratie ? sous tutelle d'un puissant ? Comment apporter des réponses claires et audibles à de telles interrogations ?

L'exercice est difficile. Les experts peuvent avancer des thèses, proposer des pistes fondées ou pas, les citoyens les plus avertis peuvent émettre un point de vue. Celui qui a d'autres centres d'intérêt que la géopolitique et le Moyen-Orient, s'il souhaite se prêter à cet exercice, peut laisser parler son bon sens, reprendre des propos captés ici ou là, ou manifester la volonté d'entrer plus à fond dans le sujet et de le faire sien. Dans ce dernier cas, il devra affronter une double épreuve : celle de l'asphyxie médiatique et celle du parcours du combattant de la sémantique. Notre époque nous offre en permanence des avalanches d'informations. Cela peut répondre à notre soif de savoir et nous entraîner vers des horizons nouveaux insoupçonnés. Cela peut aussi nous submerger, nous faire lâcher prise et nous asphyxier. Lorsque le sujet ne nous est pas familier, avant de le recevoir, nous tendons la longueur d'onde de notre attention, nous nous mobilisons, avec la volonté de tout capter. En audiovisuel, les messages sont généralement courts. Ils peu-

vent surprendre au démarrage. Ils se déroulent à un rythme accéléré. Si vous butez sur un mot, vous êtes déséquilibré. Si un deuxième obstacle se présente, vous êtes désesparé, vous ne suivez plus, vous laissez filer ! Certes avec le répétitif, sur le papier, sur Internet, vous pouvez recommencer et réussir l'épreuve de la "captation". Cela vous entraîne

vers la deuxième épreuve obligatoire. C'est l'épreuve de la sémantique. Soumettons-nous à un exercice. Prenons connaissance d'un communiqué concernant l'actualité. Il tient en quelques phrases. « *Les Peshmergas, généralement basés à Erbil, occupent la ville stratégique de Kirkouk. Les Kurdes passent la frontière de Turquie pour faire front à Daech à hauteur de Kobané. Les troupes djihadistes d'Al-*

*Nosra et l'ASL résistent sous les bombes d'Assad* ». Pour ne pas tomber ou succomber, lors de ce parcours du combattant, le candidat qui n'a pas une connaissance approfondie du sujet, devra faire montre d'une remarquable détermination pour découvrir le sens ou la face cachée de certains mots. Il faut alors avoir la volonté de se retourner vers le dictionnaire, Internet ou des ouvrages de vulgarisation sur ce sujet.

**Chercher, toujours chercher, toujours essayer de comprendre et de faire comprendre.** J'ai essayé, dans l'écriture et la présentation de ce document, d'entrer et d'avancer sans brutalité. Un souci m'a taradé en permanence : « *ne pas perdre en route, au détour de quelques mots, d'une phrase complexe, d'une référence inconnue ou inconnue, celui que j'ai invité à me suivre* ». Au cours de mes lectures, je me suis appliqué à retenir des observations, des analyses, des conclusions, qui m'ont paru d'un grand intérêt. J'en ai récupéré, les ai introduites dans le corps de certains paragraphes et répertoriées. Je tiens à remercier leurs auteurs pour leur contribution. Je tiens à féliciter et à dire toute mon admiration pour le noyau d'universitaires, de journalistes, de politiques, qui font de formidables efforts pour mettre à notre disposition des travaux fournis, concernant l'actualité brûlante de cet "Orient parfois indéchiffrable".

J'ai commencé ce travail en le destinant à mes petits-enfants. Deux suivent déjà un parcours universitaire. Le dernier est sur le point de les rejoindre. Bien que ce sujet ne relève pas de leur discipline, j'ai pensé qu'il était indispensable d'attirer leur attention et de les éclairer sur ce carrefour du monde.

Chemin faisant, j'ai décidé d'élargir le cercle de ma famille à mes amis. Ces pages n'encombreront pas les rayons des librairies. Je les destinerai à qui manifestera le souhait de les lire et plus, si possible, de les commenter, de les critiquer, de les enrichir et de les poursuivre.

Willy Diméglio

## J'aime comprendre J'aime faire comprendre



2

## Libre arbitre

Le Moyen-Orient est sur le devant de la scène internationale. Les attentats, les massacres, les bombes occupent quotidiennement une place dans les médias. “Daech” est probablement un des mots les plus prononcés sur la planète. En arrière-plan, les “Grands de ce monde” s’activent, se rendent visite, font des déclarations qui

souvent varient. Derrière les phrases bien construites, les mises en scène calculées et une détermination affichée, transpire un sentiment d’impuissance. Et les peuples de tous les continents, de toutes les religions, peu rassurés, suivent avec angoisse ce qu’il est convenu maintenant de résumer en un mot : “l’Horreur”. Mon objectif n’est pas de commenter cette actualité brûlante et douloureuse. Ma préoccupation, c’est de franchir la barrière des mots pour tenter de déceler s’ils sont appropriés, s’ils sont justifiés ou s’ils coiffent une mystification. C’est de rechercher des documents qui

permettent de confirmer ou d’infirmes des arguments développés par les uns et les autres pour vous les présenter et les soumettre à votre libre arbitre. C’est de remonter le temps long de l’histoire, pour comprendre pourquoi et comment certaines mèches allumées il y a un siècle ont, en se consumant tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, provoqué d’énormes brûlures. Elles continuent d’ailleurs à enflammer notre actualité. Saura-t-on les éteindre ? Saura-t-on en tirer des enseignements ?

*W.D.*

# Sommaire



Ci-dessus : L'Expédition d'Égypte sous les ordres de Bonaparte, par Léon Cogniet (1794 - 1880).  
Esquisse. Orléans, musée des Beaux-Arts.

En 1798, la guerre fait rage entre la France et l'Angleterre. Le jeune Bonaparte, alors général des armées, incité par ses nombreuses victoires sur l'ennemi, entreprend de couper la route aux Anglais, vers l'Asie. Pour ce faire, il organise une campagne militaire en Égypte, point stratégique de la route des Indes. Le pays est alors gouverné par des mamelouks (ces anciens mercenaires descendants d'esclaves provenant de Turquie, qui ont pris le pouvoir en Égypte depuis le XIII<sup>e</sup> siècle) et soumis à l'Empire ottoman qui s'étend alors de la Grèce à l'Algérie. Le 19 mai 1798, Bonaparte quitte le port de Toulon, à la tête de 54 000 soldats et d'une cinquantaine de savants, ingénieurs et artistes. Si l'opération militaire est un échec, du point de vue scientifique les résultats sont considérables, notamment sur l'essor de l'Égyptologie : découverte de la pierre de Rosette, fouilles de vestiges antiques, relevés topographiques, études des arts et de l'architecture.

avant-propos .....	1
Mise au point .....	2
La France en guerre .....	4
Daech .....	6
Organisation, fonctionnement. Les armes, les combattants. Les forces sur le terrain. Les parrains. La monnaie Le Coran. La charia. Le salafisme	
Objectif : Le grand califat .....	14
Le retour du calife. L'annonce. Le corps du discours. Le serment d'allégeance. Enseignements. Lecture du scanner.	
La diplomatie de la Grande-Bretagne .....	18
Chronologie des enjeux. La correspondance Hussein-Mac Mahon. Accords Sykes-Picot. Déclaration de Balfour.	
L'armistice et la paix baclée de Versailles ....	28
Les 14 points du président W. Wilson. Le rapport King Crane. Le Moyen-Orient sous tutelle	
Le Monde Musulman .....	36
La Turquie et le modernisme. Les Frères musulmans. L'Arabie Saoudite et le wahhabisme.	
La Grande Bretagne perd la main .....	41
La Seconde guerre mondiale .....	45
Chronologie. Le théâtre – Moyen-Orient-Méditerranée. La guerre du désert. Opération Torch – 8 novembre 1942. Le Moyen-Orient en 1945. Bilan Seconde Guerre mondiale. Conférence de Yalta.	
Les Américains aux commandes .....	62
Le fil rouge : Israël et le Monde arabe .....	66
Plan de partage. Naissance d'Israël. Les conflits 1948-1956-1967-1973. Sadate à Jérusalem. Les accords 1978-1993. La Paix enterrée.	
Le fil bleu : La politique des EU au Moyen-Orient....	99
Endiguement de l'Union Soviétique. Les enjeux du pétrole. Renversement Mossadegh. Pacte Bagdad. Afghanistan 1979-1989. Opération Tempête du désert 1991. La mainmise des États-Unis au Moyen-Orient.	
Le fil vert : L'Islam 1945-2000 .....	118
Du quietisme au djihadisme, et sunnites et chiïtes. Les Frères musulmans - Sayyid Qutb. Le Baas. Le wahhabisme. Iran - Khomeini - le chiïsme. Guerre Iran-Irak. Le conflit sunnites-chiïtes.	
Ici Tango Charlie : «MEDAY ! MEDAY !» .....	134
Le fil rouge : le conflit Israélo-Palestinien .....	134
Les opérations : "Pluies d'été" "Nuages d'automne". "Plomb durci", "Pilier défense", "Bordure productrice". Kerry tente de calmer le jeu. Le plan Herzog. Attendre et espérer.	
Le fil vert (L'Islam contre l'Islam) .....	148
Les printemps arabes. L'ombre des États-Unis. Le grand jeu de l'Arabie. Le Yémen. Conflit sunnites-chiïtes.	
Les printemps arabes par pays .....	150
Le fil bleu : La descente aux enfers .....	167
11 septembre 2001 : World Trade Center. Bush s'en va-t-en guerre. Oussama Ben Laden. Afghanistan. Grand Moyen-Orient. Guerre d'Irak. Discours Villepin. Obama attentiste. Discours du Caire. Irak. Naissance de Daech. Syrie guerre civile.	
Épilogue .....	224
Tour de table. Sous la table. Sur la table	
bibliographie .....	232

# «La France est en guerre !»

Déclaration de François Hollande, Président de la République Française,  
devant le parlement réuni en Congrès à Versailles.

Lundi 16 novembre 2016



4

Mais est-ce une guerre ? Le débat a été lancé. Certains, comme Dominique de Villepin pensent que « faire croire que nous sommes en guerre est un piège ». D'autres, comme Jean Daniel, posent, avec d'innombrables précautions, une série d'interrogations. Beaucoup répondent oui sans hésitation. Il est bon, en ces moments, de revisiter les grands Anciens.

## Winston Churchill Machiavel

Winston Churchill affirme dans ses mémoires : « *Ne pensez jamais, jamais, jamais, qu'une guerre peut être facile et sans surprise [...]. L'homme d'État qui cède au démon de la guerre doit savoir que, dès que le signal est donné, il n'est plus le maître de la politique, mais l'esclave d'évènements imprévisibles et incontrôlables.* »

Pour sa part, Machiavel considère que si « on entre dans la guerre quand on veut, on en sort quand on peut ». Toujours est-il que « être en guerre, c'est combattre un adversaire ». Et Machiavel donne ce conseil : « Puisqu'un prince est

À gauche, le porte-avion Charles de Gaulle en partance pour l'est de la Méditerranée.  
Ci-dessous, Winston Churchill.



*obligé de savoir imiter les bêtes en temps et en lieu, il doit surtout prendre pour modèles le lion et le renard. Le lion ne sait pas éviter les filets ; le renard ne peut pas se défendre contre des loups. Ceux qui se contentent d'être des lions manquent d'intelligence . »*

## Bien connaître son adversaire

Il y a donc un préalable : « bien connaître son adversaire ».

Mettons donc le curseur sur la position RENARD et scannons DAECH. Cela nous permettra de l'identifier, de le dénommer, de mesurer ses moyens, d'analyser ses méthodes, de répertorier ses amis, ses ennemis, de déceler ses objectifs et d'entrer dans son univers cérébral pour repérer les tendances lourdes qui l'obsèdent et pour définir les écarts entre les convictions affichées et les motivations profondes. Passé ce stade, nous nous retournerons vers l'histoire longue, celle sur laquelle reposent arguments et postures présentés par Daech. Cela part du partage opéré au Moyen-Orient, suivi du dossier de la Palestine, de la montée des nationalismes arabes, des conséquences de



L'auto-proclamé calife de L'«État islamique», Abou Bakr al-Baghdadi.

Yalta pour la Méditerranée, des conflits israélo-arabes, du contrôle du pétrole par les Américains, de la montée en puissance de l'Iran et du chiisme, etc. Tous ces émetteurs qui ont parasité l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle continuent, par leurs ondes puissantes, à nous perturber encore aujourd'hui, avec ce cortège impressionnant de deuils et de malheurs qui, du 11 septembre 2001 avec l'Al Qaïda, nous a conduits, le 13 novembre 2015 avec Daech, au "Bataclan".

La célèbre poignée de mains échangée par l'Israélien Yitzhak Rabin et le palestinien Yasser Arafat, lors des accords d'Oslo en 1993.



## Brèves de comptoir

### Je ne comprends plus rien !

C'est quoi Daech ? Qu'est-ce qui se passe là-bas ? Je ne comprends plus rien !...

Tu as vu comment ils coupent les têtes au sabre ?

Ces mecs sont des fous furieux, il faut les éliminer !

J'ai entendu que c'était une guerre de religion, mais je constate que, sur la zone, les musulmans se tuent entre eux !

Les sunnites ! les chiïtes ! C'était déjà incompréhensible, mais, maintenant avec les alaouites au milieu, je préfère laisser tomber !

Et pourquoi font-ils tout cela ? Ils disent qu'ils agissent au nom du Prophète : ils prennent les gens pour des billes !

J'ai lu qu'on aurait menti aux Arabes...

il y a un siècle. C'est ça qui provoque leur révolte aujourd'hui ?

Il vaut mieux les laisser entre eux, car ça n'arrête jamais. Ils n'arrêtent pas de s'affronter, de s'égorger, et nous, on est là, au milieu, à prendre des coups pour rien, et à dépenser nos impôts.

Certains disent que c'est pour le pétrole ! et à cause des Américains ! c'est vrai ?

L'Arabie Saoudite, les Américains, les Russes, l'Iran, le Qatar... ils tirent tous les ficelles et nous, on se fait tirer dessus !

Et nous, nous récoltons les migrants. Que vont-ils devenir, ces hommes et ces femmes cheminant le long des routes en tirant leurs enfants ? Retrouveront-ils ensuite leur pays ?

Alors, d'après vous, quelle est la solution ?



# Daech

Daech est né des cendres, des échecs successifs de nombreux pays, de la religion, depuis le Panarabisme jusqu'aux soulèvements des printemps arabes.

Son ambition avouée est de bouleverser l'ordre régional hérité de la décolonisation, pour substituer aux dictatures laïques une dictature unique islamique, s'étendant par-dessus les frontières dites "Sykes-Picot" qui avaient dessiné le Moyen-Orient lors de la Première Guerre mondiale.

Ce "cancer" a diffusé les métastases du djihadisme de la terreur vers l'Europe, l'Afrique, l'Asie, jusqu'en Australie et au Canada.

Il est urgent de maîtriser ce mal qui occupe désormais une place envahissante et destructrice.

Le pire serait de ne pas prendre l'exacte mesure de cette menace qui, en brandissant le drapeau noir d'un islam dévoyé, se veut conquérante.

Le pire serait de la surestimer et de nous enfermer dans nos peurs.

## Ouvrons le dossier

6

S'agit-il d'une organisation terroriste de nouvelle génération née d'Al Qaïda et des attentats du 11 septembre ?

D'un califat moderne ressuscité ?

D'un véritable État avec ses attributs ?  
D'une coquille vide ?

D'une déferlante de barbares lancés à la conquête d'une région, ou même, du monde ?

Agit-il pour la conquête d'un monde arabo musulman du Moyen-Orient en décrépitude ?

S'agit-il d'une nouvelle religion de la terreur ? <sup>(1)</sup>

## Daech ? Est-ce la bonne terminologie ?

Créée en 2004 au lendemain de l'intervention américaine en Irak, l'organisation djihadiste est née sous les traits d'Al Qaïda en Mésopotamie.

À sa création en 2006 (octobre) en Irak, de la fusion d'Al Qaïda en Mésopotamie et de petites groupes islamistes en Irak, le groupe extrémiste sunnite se faisait appeler "l'État islamique d'Irak" (EII).

Ce n'est qu'en avril 2013 qu'est apparu "l'État islamique en Irak et au Levant" (EIL).

Et, selon une autre traduction, "l'État islamique en Irak et en Syrie" (EIIIS en français et ISIS en anglais). Après son offensive fulgurante en Irak, le groupe change son nom pour devenir "l'État islamique", supprimant ainsi toute réfè-

rence géographique (Irak, Levant, Syrie). Il désigne son chef Abou Bakr Al-Baghdadi comme "calife" et donc "chef des musulmans partout dans le monde".

Commentant la spectaculaire percée de l'organisation djihadiste en Syrie, ce sont des opposants syriens qui évoquent, pour la première fois, le terme de DAESH (en anglais) sur le plateau de la chaîne d'information saoudienne Al Arabia. Cette appellation a été ensuite institutionnalisée par les chaînes opposées à l'organisation, car elle ne contient pas les termes "État" ni "islamique" et "possède une connotation péjorative" explique Wassim Nasr, journaliste spécialiste des questions djihadistes à France 24. En effet, l'acronyme DAECH ressemble au mot arabe "daes" (celui qui écrase les pieds), mais aussi à celui de "dahes" (celui qui sème la discorde).

DAESH est l'acronyme arabe de "dowlat-al-islamiya f'al-iraq wa belaad al-sham" (comprenez : l'État islamique en Irak et au Levant).

Devant les députés de l'Assemblée nationale, le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, s'en est expliqué : « Le groupe terroriste dont il s'agit n'est pas un État. Il voudrait l'être, il ne l'est pas, et c'est lui faire un cadeau que de l'appeler État. De la même façon, je recommande de ne pas utiliser l'expres-





Sur ces trois photos, autour du drapeau de Daech, la même détermination vengeresse se lit sur les visages et les attitudes de ces jeunes militants et militaires de l'État islamique.

sion État islamique, car cela occasionne une confusion islam, islamique, musulman. Il s'agit de ce que les Arabes appellent DAECH et que j'appellerai pour ma part "les égorgeurs de Daech". » Depuis, tous les communiqués du Quai-d'Orsay et de l'Élysée portent cette mention : DAECH.

## Organisation

« Pour les États-Unis, l'E.I. est plus qu'un groupe terroriste... Il allie idéologie et sophistication militaire. Il est incroyablement bien financé... cela va au-delà de tout ce qu'il nous a été donné de voir. » Chuck Hagel, secrétaire d'État américain à la Défense. Le 21 août 2014.

Lors de son audition par la Commission des Affaires Étrangères, de la Défense et des Forces armées, du Sénat, le général Vincent Desports, professeur associé à Sciences Politiques de Paris, a déclaré :

« Ne doutons pas de la réalité de la menace directe pour nos intérêts vitaux, dont notre territoire et notre population. Daech est le premier mouvement terroriste à contrôler un aussi vaste territoire (35 % du territoire irakien, 20 % du territoire syrien). Ce qui représente 200.000 km<sup>2</sup> (soit l'équivalent de l'Aquitaine, Midi Pyrénées, Languedoc-Roussillon, Paca,

et Rhône-Alpes réunis) et une population de 10 millions de personnes. Ce territoire est imparfaitement mais réellement "administré" par un "ordre islamique", fait de barbares et de rackets. Daech dispose d'un véritable "trésor de guerre" (2 milliards de dollars selon la C.I.A.) de revenus massifs et autonomes, sans comparaison avec ceux dont disposait Al Qaïda. Daech dispose d'équipements militaires nombreux, rustiques mais, aussi, lourds et sophistiqués. Plus qu'une mouvance terroriste, nous sommes confrontés à une véritable armée encadrée par des militaires professionnels. »

17 décembre 2014.



## Le fonctionnement

L'organigramme de Daech est souple et décentralisé.

À la tête : le calife Al Baghdadi.

Il s'est adjoint un bras droit pour les provinces irakiennes et un autre pour diriger les opérations en Syrie ; Le premier a sous ses ordres les gouverneurs des sept provinces irakiennes transformées en wilayas islamiques.

Le second mène la lutte contre le régime de Bachar al Assad. S'ajoutent sept délégués qui composent l'exécutif, chacun ayant la charge d'un domaine spécifique allant des prisonniers, passant par l'accueil des combattants étrangers, et terminant par la responsabilité des finances.

Ce noyau dur de chefs expérimentés peut être élargi à d'autres individus ; il forme la Shura : le conseil politique, religieux et militaire de Daech.

À ce gouvernement se rattachent deux branches :

- La partie tactique, qui procède aux enlèvements et attentats ;
- La branche médiatique, chargée des informations et des vidéos.

**Pour beaucoup de djihadistes, Al Qaïda est une marque respectable, prestigieuse, mais vieillie, voire dépassée. Daech se veut moderne, ouvert, enraciné, urbain.**

# Les armes de Daech

**1970-1980** : 34 pays fournissent des armes à l'Irak.

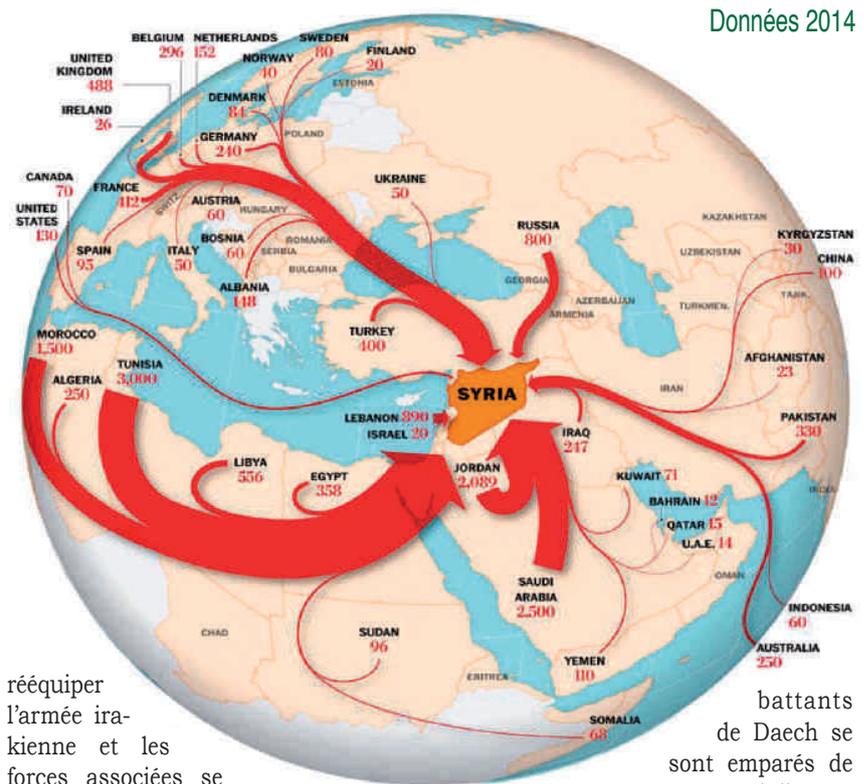
Dans le contexte de la guerre Iran-Irak, les stocks de l'armée irakienne ont gonflé et cette période a marqué un tournant dans le développement du marché mondial moderne des armes. Au moins 34 pays, dont la France, fournissaient des armes à l'Irak ; parmi eux, 28 en fournissaient également à l'Iran.

Le président irakien de l'époque, Saddam Hussein, a supervisé le développement d'une solide industrie nationale de l'armement produisant des armes légères et des mortiers.

**2003** : prolifération des armes après l'invasion du pays par la coalition dirigée par les États-Unis.

L'Irak a été submergé par les flux d'armes. La plupart n'étaient pas sécurisées ni dûment contrôlées par les forces de la coalition et les forces irakiennes reconstituées. Des centaines de milliers d'armes ont disparu et on ignore toujours ce qu'il en est advenu... En raison de la corruption endémique au sein de l'armée irakienne, ainsi que des contrôles défectueux sur les stocks militaires, le risque était élevé que ces armes ne soient détournées vers des groupes armés terroristes.

**De 2011 à 2013** : les États-Unis signent des contrats pour des milliards de dollars avec l'Irak. Les initiatives visant à reconstruire et à



rééquiper l'armée irakienne et les forces associées se sont une nouvelle fois traduites par des importations d'armes massives en Irak. Entre 2011 et 2013, les États-Unis ont livré, entre autres, des chars de combat (140M1A1 Abrams), des armes de combat F-16, des missiles sol-air portables (681 Stinger) et des batteries anti-aériennes Hawk.

**En 2014**, ils avaient livré plus de 500 millions de dollars d'armes légères et de munitions au gouvernement irakien. Pour avoir pris Mossoul, la deuxième ville irakienne, en juin 2014, les com-

battants de Daech se sont emparés de tout un arsenal d'armes après la débandade de quatre des seize divisions de l'armée irakienne. Plus de 80 % des équipements militaires de Daech proviennent de ce pillage. Le bilan des récupérations est lourd. Une trentaine de chars soviétiques T.55 ainsi que quelques T.72, des véhicules blindés types huminivées et MRAP, ainsi que 52 canons M-198 de 155 mm, et des missiles SCVD dont le nombre reste inconnu.

## Les combattants

### Combien sont-ils ?

Parmi les nombreuses évaluations, arrêtons-nous sur le chiffre de 50.000, dont 30.000 djihadistes étrangers. Face à eux, l'armée irakienne comprend 350.000 hommes, 500.000 policiers, et des miliciens sunnites de la Shwa, qui sont progouvernementaux. Si près d'un million de forces combattantes sont incapables de faire reculer Daech, c'est que la solution ne peut découler de la situation actuelle.

### D'où viennent-ils ?

- De l'enrôlement et du ralliement des tribus sunnites, conséquences du rejet du gouvernement Maliki, accusé de les opprimer et de les marginaliser.
- D'anciens officiers baassistes de l'ar-

## Les Djihadistes étrangers

### Un phénomène mondial

Le nombre des combattants djihadistes présents actuellement en Syrie atteint environ 30.000 alors qu'on ne les évaluait qu'à 12.000 en juin 2014... On peut considérer que l'arrivée de djihadistes étrangers en Irak et en Syrie est un problème véritablement mondial. En Syrie, ils sont originaires de 86 pays. Cela correspond, à titre de comparaison, au nombre de réservistes de l'armée française, et même à l'effectif d'armées comme celles du Danemark, de l'Autriche ou de la Hongrie.

Moyen-Orient	8 240
Maghreb	8 000
Europe	5 000
Ex URSS	4 700
Sud-Est Asia	900
Balkans	875
Amérique Nord	280

La Tunisie est le premier pays avec 6 000 djihadistes. On compte 2 500 Saoudiens, 2 400 Russes, 2 100 Turcs, 1 700 Français. On peut noter les 500 d'Oubekistan, les 500 du Pakistan, les 360 du Turkménistan, les 500 du Kazakhstan et les 300 de Chine.

Données 2015



mée de Saddam Hussein, abandonnés sur le carreau après l'intervention américaine de 2003. Ces professionnels savent manier les armes modernes.

- Le troisième vivier est celui des frères musulmans.
- Daech a également bénéficié d'une partie des milices sunnites Sahwa et d'autres groupuscules armés à influence locale, de tendance baassiste ou islamiste, qui avaient combattu contre la présence de l'armée américaine.

## Daech bat sa propre monnaie

Avec le "dinar or" lancé à l'été, le groupe terroriste rêve d'instaurer un nouvel ordre monétaire islamique. Un moyen pour le groupe terroriste d'asseoir sa légitimité d'État et d'accroître son influence sur les territoires occupés. Daech a désormais sa monnaie, « dédiée à Dieu » selon ses promoteurs. Le "dinar or", adossé au métal jaune, n'est pas à la merci du « tyrannique et

oppressif système financier » des Occidentaux et du dollar. Cette guerre monétaire contre le billet vert est le pendant du conflit militaire que livre Daech. Ce dernier veut instaurer un nouvel ordre monétaire islamique au centre duquel le "dinar or" jouerait le rôle essentiel.

Le premier 5 « dinars islamiques » en or frappé par Daech depuis juin 2015, pour s'affranchir du « système monétaire tyrannique » du « dollar des juifs » qui aurait conduit à « l'oppression des musulmans »...



### Légitimité et privilège régalien.

En substituant sa monnaie à la livre syrienne et au dinar irakien, le groupe terroriste accroît son emprise sur les territoires occupés et imprime une marque qu'il veut indélébile, sans retour en arrière possible. Cette monnaie a été créée en référence. Il s'affirme comme un véritable État disposant du privilège régalien de battre sa propre monnaie. Elle a été créée en référence au "dinar or", une devise en vigueur lors du règne, au VIIIe siècle, du troisième calife Abd al-Malik, le premier à avoir créé des pièces à son effigie et avec des versets du Coran. Un âge d'or avec lequel Daech veut renouer, en se constituant toute une gamme de pièces de monnaie pour un usage quotidien : deux pièces d'or, l'une de "1 dinar or" pèse 4,25 grammes d'or, soit 164 dollars, et celle de 5 dinars, 820 dollars. Elles sont complétées par trois pièces d'argent, de 1,5 et 10 dirhams, et des pièces en cuivre. Toutes ces monnaies représentent des symboles très explicites : une carte du monde, future zone sous domination islamiste, un minaret, la mosquée Al Aqsa à Jérusalem, la conquête de la ville sainte étant un des objectifs ultimes de Daech. En prenant Mossoul en juin 2014, Daech avait pu mettre la main sur une partie des réserves (liquidités, or) de la banque centrale irakienne. Un butin estimé à 425 millions de dollars par les autorités irakiennes.

Coût de fabrication : 100 millions de livres. Le groupe terroriste avait annoncé son intention de créer sa monnaie il y a près d'un an. Selon des conversations interceptées sur les plates-formes Twitter et Ask-fm, le coût de fabrication de cette nouvelle devise était alors estimé à 100 millions de li-



Hourdement armés, les Peshmergas sont les forces militaires du Kurdistan irakien qui s'opposent aux djihadistes de l'armée islamique jusque sur le front syrien.

vres sterling, laissant entendre que le matériel servant à la fabriquer est peut-être britannique. En janvier, des panneaux d'affichage annonçaient à Mossoul la création du dinar or. Les premières pièces auraient été frappées au printemps dernier, dans cette même ville.

10

## Les forces en présence sur le terrain

**1. L'organisation de l'État Islamique. DAECH.** Elle agit militairement en électron libre. Elle lutte contre tous ceux qui s'opposent à son extension.

**2. La coalition internationale en Syrie.** Dirigée par les États-Unis, elle regroupe le Canada, la Turquie, l'Arabie Saoudite, le Bahreïn, la Jordanie et les Émirats Arabes Unis. La France et la Grande-Bretagne participent aux frappes aériennes.

**3. La Russie,** jusqu'ici, jouait le grand parrain du régime syrien... Elle observait avec attention l'activisme des pays du Golfe, consciente qu'un assaut rebelle sur Lattaquié menacerait sa présence stratégique sur le littoral syrien. Pour empêcher les rebelles du front Al Nosra d'atteindre Lattaquié, elle est pas-

sée à une phase active avec des frappes aériennes.

**4. Les Kurdes du PYD** (branche syrienne du parti des travailleurs du Kurdistan). À la faveur d'un pacte tacite de non agression avec l'armée de Bachar al Assad, les Kurdes peuvent s'appuyer sur les frappes aériennes de la coalition internationale anti-Daech. Cet avantage leur a permis d'infliger des défaites au djihadistes de Daech.

**5. Bachar el Assad.** Le président syrien continue de bombarder massivement les zones rebelles, sans distinction aucune pour les populations civiles. L'intensité est moindre sur les zones te-

nues par Daech. Plus de 100 000 soldats et miliciens pro-régime sont morts depuis mars 2011, face à la rébellion.

**6. L'Armée de la Conquête.** C'est la coalition rebelle la plus efficace sur le terrain face à Bachar al Assad, composée du front Al Nosra, branche syrienne d'Al Qaïda, et de l'organisation salafiste Ahrar-al-Sham, née en mars 2015 après la décision de l'Arabie Saoudite, du Qatar et de la Turquie d'unifier leurs efforts contre le président syrien.

**7. Le front Al Nosra.** C'est la branche syrienne d'Al Qaïda. Créé en avril 2011, après que Bachar el-Assad eut décidé de libérer de prison la quasi-totalité des djihadistes syriens, le front Al Nosra a fait allégeance à Al Qaïda en 2013, épousant de fait sa doctrine prônant une djihad.

Un politologue syrien, Ziad Majed, déclare : *« Ils rejoignent ce groupe car c'est le plus organisé, le mieux armé et le plus riche, mais leur objectif reste la chute de Bachar al-Assad. Ils assurent ne pas vouloir s'en prendre à l'Occident. »*

**8. Ahrar al Sham** (les hommes libres de Syrie). Cette organisation salafiste, qui revendique un retour à l'islam des origines, est entièrement composée de combattants syriens. En termes d'effectif, c'est le groupe rebelle le plus important de l'Armée de la Conquête. Comme pour le front Al Nosra, ses chefs ont été libérés en avril 2011 de la prison de Sconaya, par Bachar al Assad, pour



En haut : les soldats du front al-Nostra.  
Dessous, des dignitaires du Qatar et de  
l'Arabie Saoudite.

mieux discréditer les manifestants pacifiques. Ahrar al Sham a évolué vers un agenda tourné vers le national syrien. Il s'efforce d'apparaître, aux yeux des Américains, comme une alternative crédible et modérée au sein de la rébellion, pour bénéficier de leur soutien.

**9. L'Armée de l'Islam.** Cette formation salafiste se prononce en faveur d'un État syrien régi par la charia.

**10. L'Armée syrienne libre (A.S.L.)** Tout d'abord première force anti Bachar al Assad, composée, à l'origine, de soldats déserteurs de l'armée régulière syrienne, ce groupe rebelle modéré d'inspiration laïque et nationaliste a pâti de la faiblesse de l'aide financière et armée promise par l'Occident. Des éléments de l'ASL sont également présents à l'ALEP, aux côtés de brigades islamiques modérées et du Front Al Nosra, pris en étau entre l'armée syrienne et les djihadistes de Daech.

**11. Les milices chiites irakiennes et afghanes.** Pour parer aux nombreuses pertes de l'armée de Bachar al Assad, l'Iran a dépêché et formé en Syrie des centaines de combattants chiites, irakiens et afghans, parfois contre leur gré, renforçant la confessionnalisation sunnite/chiite du conflit.

## Les parrains étrangers

### L'ARABIE SAOUDITE, LE QATAR

Membres de la coalition internationale contre Daech, qui menace aujourd'hui directement le royaume Saoud, l'Arabie saoudite et le Qatar n'en ont pas moins perdu leur objectif principal : la chute de Bachar al-Assad. Les deux pays ont échoué à former une opposition crédible à l'étranger et se sont perdus dans le financement tous azimuts de groupes islamiques sur le terrain. Mais l'arrivée sur le trône d'Arabie saoudite du nouveau roi Salmane, entraîne un changement de donne. Décidé à

À gauche,  
Des commandos de la Marine iranienne  
apportent leur concours à Bachar el Assad.



contrer coûte que coûte l'influence grandissante de l'Iran chiite, le nouveau monarque pousse à une meilleure coordination de l'aide de l'Arabie saoudite, du Qatar, mais aussi de la Turquie, à la rébellion syrienne.

### LA TURQUIE

Ankara a longtemps été accusé de complaisance à l'égard de Daech. Obsédé par la chute de Bachar al-Assad, Recep Tayyip Erdogan est soupçonné d'avoir fermé les yeux sur le passage, via son territoire, d'armes et de combattants étrangers, à destination de groupes djihadistes en Syrie. Accusée de double jeu, la Turquie a été victime, le 20 juillet, d'un attentat sanglant attribué à l'État Islamique. Au lendemain de l'attentat, elle a, elle-même, lancé ses premières frappes contre "les soldats du Califat". L'aviation turque a surtout concentré ses tirs contre les bases, en Irak, de son véritable ennemi le P.K.Kurde, dont la

branche syrienne est pourtant la première à combattre Daech sur le terrain.

### L'IRAN

Alliée indéfectible de Bachar al-Assad, la République islamique juge vitale la survie du régime alaouite (secte issue du chiisme), pour conserver son axe chiite Téhéran-Bagdad-Damas-Beyrouth, lui garantissant un accès à la Méditerranée et marquant sa puissance régionale face à son grand rival l'Arabie saoudite sunnite.

le président turc, Erdogan, joue un double jeu face à el Assad, Poutine et Daech...





La mosquée al-Nabawi de Médine, en Arabie saoudite, a été construite par Mohammed au VII<sup>e</sup> siècle. Elle est la deuxième mosquée la plus sainte de l'Islam après Masjid al-Haram à La Mecque.

## Le sens des mots

### Coran

Dans la grande grotte où médite Mohamed, celui qu'en occident on a pris l'habitude d'appeler Mahomet, le silence règne. Le jeune homme, une fois de plus, a quitté sa maison et sa femme, Khadija, pour réfléchir aux questions qui le taraudent : Pourquoi y a-t-il des riches et des pauvres ? Que se passe-t-il après la mort ? Qui a créé les hommes ? Les idoles de pierre qu'adorent les Arabes sont-elles de vraies divinités ? Mohamed pourrait se contenter de mener une vie simple et prospère. Cet orphelin pauvre qui ne sait ni lire ni écrire a épousé une veuve, riche de plusieurs caravanes. Il est à l'abri du besoin, mais pas des interrogations... Soudain, une lumière intense envahit l'obscurité de la grotte. Une voix céleste s'adresse à Mohamed : « *Récite.* » C'est l'ange Gabriel, envoyé de Dieu, qui parle ainsi. Il ordonne à Mohamed de transmettre aux autres hommes la vérité cachée de Dieu, ALLAH. Pendant des années, Mohamed reçoit ainsi la parole d'Allah. Comme il ne sait pas écrire, ce sont ses amis qui, convaincus de son message, le transcri-

À droite : Selon les communautés, le voile musulman change de forme et de nom. Ici la **burqa**, le **Hijab** et le **Niqab**.

vent sur des omoplastes de chameau et sur des fragments d'os. Même si quelques scribes avaient pu noter des passages par écrit, l'essentiel du texte sacré était récité, et donc dépendant de la fidélité et de la mémoire des transmetteurs. De plus, pour compliquer les choses, les récepteurs n'avaient pas tous reçu la même partie du message. Après sa mort, lors de la bataille d'Aqaba, au début de l'année 633, de nombreux musulmans qui connaissaient par cœur le Coran trouvant la mort, on craint que le Coran ne vienne à disparaître. Il est décidé de consigner le texte par écrit. La mission est difficile, car il faut travailler à partir de documents très hétéroclites. La transcription se fait sur des feuilles. Le Calife Othman, inquiet des divergences apparues dans la manière de réciter le Coran, décide de le mettre complètement par écrit.

#### Sourates et Versets

Le Coran, texte sacré des musulmans, parole même de Dieu, rassemble 114 sourates (ou chapitres) classées de la plus longue à la plus courte. Ces sourates sont elles-mêmes composées de versets, le chiffre de 6236 est avancé.

#### Les hadiths

Un hadith est une communication orale du prophète Mahomet. C'est un recueil qui comprend l'ensemble des traditions relatives aux actes et aux paroles de Mahomet (ce n'est plus la transmission de la voix céleste). Considérés comme des principes de gouvernance personnelle et collective pour les musulmans, on les désigne généralement sous le nom de "tradition du prophète".

Bien que le prophète fût déclaré par le Coran simple mortel, sa mémoire fut auréolée d'une grande dévotion.

Des dires ("*hadiths*") émanaient de ses compagnons les plus fidèles, faisaient de lui un être inspiré, doublé d'un saint. Comme le Coran faisait de lui un exemple à suivre, le moindre de ses faits et gestes, voire ses silences, pouvaient servir de norme de conduite ou d'action pour le croyant. Ce fut une raison pour rechercher et conserver toute information relative au prophète.

Avec le temps, la masse des traditions recueillies augmenta considérablement. Cette abondance favorisa les contradictions, les informations douteuses, voire les pires inventions. Il devenait nécessaire de faire un tri.

Dès le début du III<sup>e</sup> siècle de l'Hégire, se mit en place une méthodologie destinée à séparer le vrai du faux dans les traditions prophétiques.

Les hadiths auraient été rapportés par près de 50 000 compagnons. Certains auteurs ont recensé plus de 700 000 hadiths. Il existe à ce jour 100 000 hadiths reconnus comme authentiques.

### La charia

La charia, la loi islamique, régleme la totalité de la vie du croyant : le droit de la famille, la vie en société, le respect de la religion musulmane.

La charia définit des sanctions pour le non-respect de ces règles, allant de la distribution obligatoire d'aumône aux pauvres, à la peine de mort.

Il n'existe pas, dans le Coran, de sourate spécifiquement consacrée à la charia. Les règles de celle-ci sont énumérées "en vrac" dans de nombreuses sourates et des versets, sans ordre apparent préétabli.

De nombreuses dispositions de la loi co-



ranique régissent la polygamie, le divorce, la répudiation, les relations des maîtres avec les esclaves, les règles de partage des biens entre héritiers lors des successions, les interdits alimentaires, la loi du talion, le Ramadan, etc.

## Les Sunnites et les Chiites

Deux ans après la mort de Mahomet, en 632, les musulmans ne sont pas encore parvenus à se mettre d'accord pour désigner son successeur.

Deux clans s'affrontent :

- Les compagnons du prophète, autrement dit les premiers convertis, dont la plupart ne sont pas de la famille du prophète.
- Et ceux qui font partie de la famille du prophète. Ce clan, minoritaire, voudrait que le jeune Ali (cousin, puis gendre de Mahomet) soit désigné. Les partisans d'Ali sont appelés Chiat Ali (parti d'Ali), ce qui donne le terme "chiite" employé aujourd'hui.

Le premier clan, celui des compagnons, l'emporte sur la famille. Ils vont devenir les sunnites. Ils définissent l'ordre de succession des premiers califes.

Après les trois premiers califes sunnites, c'est à Ali qu'échoit la succession ; les chiites ne le dénomment pas "calife", mais "imam".

Les chiites assureront ensuite les successions jusqu'au 12<sup>e</sup> imam. Mohamed Al Mahdi disparaît à l'âge de cinq ans.

Les chiites (pas tous) le reconnaissent comme étant le douzième imam légitime, "l'Imam caché" qui reviendra à la fin des temps.

## Islam

Islam est une religion monothéiste fondée par Mahomet au VII<sup>e</sup> siècle. Son fondement est le Coran, livre saint et parole de Dieu révélée à Mahomet, et la Sunna, enseignement et vie du prophète.

Le mot islam signifie soumission à la volonté d'Allah (Dieu).

Les musulmans se répartissent en deux courants principaux : le sunnisme (84 %) le chiisme (15 %).

L'islam compte 1,3 milliard de croyants, c'est-à-dire 22 % de la population mon-

diale. Les pays qui comptent le plus de musulmans sont l'Indonésie, le Pakistan, l'Inde, le Bangladesh, la Turquie, l'Iran, l'Égypte, le Nigéria.

Il ne faut pas confondre musulmans et Arabes. Les Arabes sont minoritaires parmi les musulmans (22 %) et il existe des Arabes chrétiens (Égypte, Liban).

## L'islamisme

Il ne doit pas être confondu avec l'adjectif "islamique", qui qualifie tout ce qui se rapporte à l'Islam. L'islamisme est un mouvement regroupant les courants les

plus radicaux de l'Islam. Ces courants veulent faire de l'Islam une idéologie politique qui passe par l'application rigoureuse de la charia (loi islamique), fondée sur les préceptes du Coran et la création d'État islamique.

## Le salafisme

C'est un mouvement politico religieux revendiquant un retour à l'Islam des origines, qui serait donc fondé exclusivement sur le Coran et la Sunna.

Au sein du salafisme, il est nécessaire de distinguer trois tendances :

## Les trois tendances du salafisme

### 1. Le salafisme quiétiste

Il est convaincu que la seule solution aux problèmes des musulmans réside dans ce qu'il nomme al-tasfiyatu wal-tarbiyya, la purification et l'éducation : purifier la religion des "innovations" entachant ses préceptes et ses dogmes, pour revenir à la religion transmise par le prophète ; éduquer les musulmans pour qu'ils se conforment à cette religion et délaissent leurs mauvaises coutumes, toute autre solution (politique ou révolutionnaire) ne faisant que les détourner du bon chemin.

Proche des autorités religieuses saoudiennes, cette tendance est ultra majoritaire en France, une de ses références majeures étant le religieux et universitaire saoudien Rabi'al Madkhali.

En Grande-Bretagne, elle est animée par deux prédicateurs, Abu Khadeeja et Abu Hakeem Bilal Davis, au sein de l'association Ahl-Sunna à Birmingham.

Au Québec, le salafisme quiétiste est porté par Abù Hammaad Sulaiman Dameus al-Hayiti, passé par Médine en 1995 et très connu dans les milieux salafistes francophones pour ses très nombreuses traductions d'ouvrages de théologiens saoudiens.

### 2. Le salafisme politique

Il défend une vision militaire et politique de l'Islam, à la manière des Frères musulmans. La création de partis politiques est défendue comme moyen pacifique d'accéder au pouvoir ou de faire pression sur celui-ci. Les thèmes poli-

tiques (intégration des musulmans en Occident, citoyenneté, politique américaine, conflit israélo-arabe...) s'accompagnent d'une vision conservatrice de la société.

Quasi inexistante en France, elle est très active en Grande-Bretagne via l'association Jamiyat Ithia Minhaj Assuna (JIMAS, groupement de la revivification de la méthode de la sunna), dirigée par le pakistanais Abu Muntasir.

Elle est également présente en Belgique avec le Parti citoyenneté et prospérité (PCP) créé en 2002 par Jean-François Bastin (qui l'a quitté en 2004 pour fonder le Parti jeunes musulmans).

### 3. Le salafisme révolutionnaire

Il prône le jihâd dans sa dimension de lutte armée. Produit d'une scission avec l'idéologie des Frères musulmans, il a conservé, de la doctrine frériste, l'idée que les actions politiques et sociales doivent nécessairement s'inscrire dans une perspective islamique.

Il marie à cette perspective une lecture littéraire des textes coraniques à connotation politique, concernant le califat et le pouvoir, le tout tendant vers une action révolutionnaire. Le discours et les actions sont radicaux et réfutent toute idée d'engagement et de collaboration dans les sociétés musulmanes ou occidentales. Hostiles à une action religieuse limitée à la prédication (da'wa), ces militants révolutionnaires placent le jihâd au cœur de leur croyance et en font une obligation religieuse.

# Objectif : Le grand califat



Après avoir déclaré officiellement la création du califat et un État islamique dans les vastes étendues du Moyen-Orient qui sont tombées sous son contrôle, Al Baghdadi, le nouveau calife, a ouvertement exposé sa vision politique. Dans une carte largement diffusée par ses partisans sur les réseaux sociaux, il a été représenté un plan de cinq ans sur la façon dont les djihadistes aimeraient étendre leurs limites au-delà des pays à majorité musulmane, ainsi que des plans pour étendre le califat dans tout le Moyen-Orient : l'ensemble de l'Afrique du Nord, de l'Afrique subsaharienne, de grandes parties de l'Asie occidentale... la carte marque aussi une expansion dans certaines parties de l'Europe.

Ailleurs, il est envisagé de prendre le contrôle des États des Balkans, la Grèce, la Roumanie, la Bulgarie, d'étendre les territoires aussi loin que l'Autriche, pour retrouver les frontières d'avant la Première Guerre mondiale, à l'époque de l'Empire austro-hongrois .

Abu Bakr al Baghdadi, le calife auto-proclamé de Daech sur le territoire qui comprend l'Irak et la Syrie, a lancé un appel aux musulmans du monde entier, afin qu'ils émigrent vers cette nouvelle terre (Irak et Syrie) pour combattre tous ensemble sous son drapeau. « *Tous ceux*

dadi dans un message audio publié, sur le site web, d'un groupe connu sous le nom d'État islamique d'Irak et du Levant. « *Hâtez-vous, ô musulmans, de venir dans votre pays. C'est votre Pays. La Syrie n'appartient pas aux Syriens ni l'Irak aux Irakiens. Cette terre appartient aux musulmans, à tous les musulmans* » a-t-il ajouté.

C'est *The Telegraph Online* qui a révélé les déclarations de celui qui s'est proclamé premier calife de l'islam depuis l'effondrement de l'empire ottoman. « *Voilà ce que je vous propose. Et si vous suivez mon conseil, vous pourrez conquérir Rome et vous deviendrez les maîtres du monde, avec la volonté d'Allah* » a-t-il conclu. Les partisans de cet État islamique ont publié, sur *Twitter*, une carte qui indique les territoires que les terroristes veulent conquérir d'ici cinq ans et étendre ainsi la domination du tout nouveau califat. Cette carte comprend : le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord, les Balkans et une grande partie de l'Asie occidentale. L'Espagne fait aussi partie des territoires à conquérir, puisqu'elle fut occupée par les musulmans pendant

**« Daech s'étendra jusqu'à Rome »,  
a déclaré le "calife"  
Al Baghdadi !**

*qui peuvent immigrer dans Daech doivent le faire, car venir dans la maison de l'islam est un devoir* » a déclaré al Bagh-



700 ans, jusqu'en 1492. Elle est marquée comme un territoire du califat, qui prévoit de l'avoir sous son contrôle en 2020. Et maintenant, Abu Bakr al Baghdadi a rajouté Rome dans ses désirs de domination. Rome qui, jusqu'à présent, avait été épargnée par les conquêtes islamiques.

## Le retour du calife

### L'annonce

Le 24 juin 2014, premier jour du ramadan, le Conseil de l'État islamique en Irak et au Levant annonce, à l'issue d'une réunion, l'établissement du califat sur des territoires syriens et irakiens qu'il contrôle. L'émir Abou Bakr al Baghdadi est proclamé calife, sous le nom d'Ibrahim et l'organisation prend désormais le nom d'État islamique (E.I.), Daech en arabe, Isis en anglais. L'État islamique se revendique comme le successeur des précédents califats. Le dernier calife Abdulrecib II ayant été déposé en 1924, lorsque la grande assemblée nationale de Turquie abolit le califat. Le porte-parole de l'EI, Abou Mohamed al Adnani donne, ce jour là, lecture du communiqué suivant :

**« Il est du devoir de tous les musulmans du monde (1,3 milliard) de prêter allégeance au nouveau Calife Ibrahim... Croyants, obéissez à votre calife et soutenez votre État qui devient plus fort de jour en jour grâce à Dieu... vous n'avez aucune excuse pour ne pas soutenir ou vous rallier à ce calife, car le calife Ibrahim réunit toutes les conditions exigés par les maîtres du califat. Rejetez la démocratie, la laïcité, les nationalismes et les autres ordures de l'Occident. L'Occident et l'Orient se soumettront à vous ! ».**

### Le masque tombe

Le 4 juillet 2014, dans la Grande Mosquée de Mossoul, jour de la grande prière, un homme barbu avec turban et tunique noirs, habillé comme les pre-

miers califes au VII<sup>e</sup> siècle, s'avance vers le minbar (escabeau), monte vers la chaire et se retourne vers les croyants et combattants qui emplissent la salle. À cet instant, le "masque" du terroriste Abou Bakr al Baghdadi est tombé. Cet homme, jusque là caché, dont la tête est mise à prix par les États-Unis pour 10 millions de dollars, va donner un spectacle religieusement et politiquement austère, mais standardisé et bien minuté avec, comme préliminaire, un

**« La pire des choses, ce sont les innovations : toute innovation est une hérésie, toute hérésie est une déviance et toute déviance mène au feu (l'enfer). »**

### Hadith d'al Albani.

appel à la prière du muezzin. Le cadre est fixé. Le nouveau seigneur du lieu prend la parole, sans note, sans se répandre : il veut donner l'impression d'improviser son discours.

Mais, dans l'Islam, la mémorisation du Coran et des hadiths est telle qu'elle permet à celui qui est en chaire de lâcher sa mémoire et d'ébahir ses auditeurs par son apparente érudition. Tel est le cas de ce néo-calife. C'est un ancien prêcheur de mosquée qui connaît bien la musique qui agit sur les cervelles de ses ouailles. Une vidéo enregistrée et largement diffusée permet d'éclairer le personnage et ses objectifs.

### Un prêche référencé

Son prêche commence par des références coraniques : « Ô les croyants, craignez Allah comme il doit être craint, et ne mourez qu'en pleine soumission. » (3 :102).

« Craignez Allah et parlez avec droiture afin qu'il améliore vos actions et vous pardonne vos péchés. Quiconque obéit à Allah et à son messenger obtient une

grande réussite. » (33.11).

Au cours de ce mois de ramadan, l'appel au djihad est lancé. Le prophète détermine les légions, enrôle les forces armées pour combattre les ennemis d'Allah et déclarer le djihad contre les associants.

« Profitez de ce grand mois pour lui obéir, ô serviteurs d'Allah, car la gratification est double. Que ceux qui la convoitent entrent en compétition pour l'acquérir.

(83 :26).

Ô musulmans,

Allah le Très-Haut nous a créés pour le rendre unique, pour l'adorer et établir sa religion. Allah le Très Haut a dit : « Je n'ai créé les djinns et les hommes que pour qu'ils m'adorent (51.5.) » . « Qu'il soit béni et exalté, il nous intime l'ordre de combattre ses ennemis et de mener le djihad pour réaliser cela et instaurer la religion. La meilleure guidance est celle de Mohammad (qu'Allah prie sur lui et lui accorde la paix).

Allah le Très-Haut a dit : « Le combat vous a été prescrit alors qu'il vous est désagréable. » (2 :216)

« et combattez-les jusqu'à ce qu'il ne subsiste plus d'association et que la religion soit entièrement à Allah... » (8 :39)

## Le corps du discours

Voici le fondement de la religion : un livre qui guide et un glaive qui rend victorieux.

À vos frères, les moujahidines (combattants de la foi), Allah a accordé victoire et expansion. Il les a fortifiés, après de longues années de djihad, de patience, de lutte contre les ennemis d'Allah. Il les a renforcés pour concrétiser leur objectif. Ils se sont alors dépêchés de déclarer le califat et d'introniser un imam.

C'est un devoir pour les musulmans, un devoir qui a été perdu pendant plusieurs siècles et a disparu concrètement de la terre et ainsi il a été ignoré par d'innombrables musulmans. Ceux qui ont commis la faute, les musulmans, en le faisant disparaître ou en l'occultant, doivent œuvrer à l'instaurer.

Grâce à Allah et à ce don, je suis affligé

de cette charge immense. Je suis affligé de cette loyauté, d'une lourde loyauté. Je suis nommé votre suzerain alors que je ne suis pas meilleur que vous ni préférable à vous. Si vous me trouvez juste, aidez-moi, comme j'ai obéi à Allah à travers vous. Si je lui désobéis, vous n'êtes pas obligés de m'obéir. Je ne vous ferai point de promesses comme le font les rois et les gouvernants envers leurs affligés et leur troupeau : des promesses de douceur, de tranquillité, de sécurité et de bien-être, mais je vous promets ce qu'Allah, béni et exalté, a promis à ses serviteurs : « Allah a promis à ceux d'entre vous qui ont cru et fait les bonnes œuvres qu'il leur donnerait la descendance sur terre comme il l'a donnée à ceux qui les ont précédés, qu'il donnerait force et suprématie à leur religion qu'il a agréée pour eux, qu'il leur changerait leur ancienne peur en sécurité. Ils m'adorent et ne m'associent rien et celui qui mécroit par la suite ce sont ceux-là les pervers. » (24 :55)".

### Croyez et combattez

Le Très-Haut a dit : « Ne vous laissez pas abattre, ne vous affligez pas alors que vous êtes supérieurs, si vous êtes de vrais croyants. » (3 :139)

Et le Très-Haut a dit : « Si Allah vous donne son secours, nul ne peut vous vaincre. » (3 :160)

Et le Très-Haut a dit : « Or c'est à Allah qu'est la puissance, ainsi qu'à son messager et aux croyants, mais les hypocrites ne le savent pas. » (63 :8)

Si vous réclamez la promesse d'Allah, craignez Allah, obéissez-lui. Craignez le grand Allah en toute chose et en toute

La charia est implacable pour les femmes que l'on bat et que l'on lapide en public...



circonstance. Respectez le droit et tenez vous à lui dans tout ce que vous aimez et dans tout ce que vous détestez. Si vous réclamez la promesse d'Allah, combattez sur sa voie, incitez les fidèles et patientez sur cette épreuve.

Si vous saviez ce qu'il y a dans le djihad de gratification, d'honneur, de promotion et d'estime dans le monde et dans l'au-delà, personne d'entre vous ne serait resté assis ou absent au djihad. C'est le commerce indiqué par Allah et qui vous fait épargner la honte. Il y rattache l'honneur dans les deux demeures (sur terre et au-delà).

**« Vous croyez en Allah et en son messager et vous combattez avec vos biens et vos personnes dans le chemin d'Allah et cela vous est bien meilleur, si vous saviez. » (61 :11)**

« Il vous pardonnera vos péchés et vous fera entrer dans des jardins sous lesquels coulent les ruisseaux et dans des demeures agréables dans les jardins d'Éden, voilà l'énorme succès (61 :12), et il vous accordera d'autres choses encore que vous aimez bien : un secours venant d'Allah et une victoire prochaine. Et il annonce la bonne nouvelle aux croyants. » (61 :13)

### Une mise en scène réglée

« J'ai terminé mon discours et je demande pardon à Allah pour moi et pour vous. Imploré Allah et vous serez sûrs d'être exaucés. »

Son discours achevé, al Baghdadi, après un intermède de chant religieux, quitte la chaire et va au-devant des croyants, son regard orienté vers la Kibla (les lieux saints, La Mecque) pour adresser des incantations à Allah.

## Le serment d'allégeance

Bien guidé, le calife, "ombre de Dieu sur terre", selon la tradition, exige toutefois une allégeance inconditionnelle, manifestée au cours d'une prestation collective de serment (*la baya*) à laquelle ne manquent pas de procéder les hommes de l'État islamique dans les endroits qu'ils contrôlent.

Ainsi, un propagandiste s'adresse à la foule réunie le vendredi :

**« Votre Calife est un descendant du prophète, or, nous devons aimer la famille du prophète. Nous devons le soutenir par notre argent, par le sacrifice de nos vies et par tout ce que nous pourrions faire. »**

**« Au nom de Dieu miséricordieux, jurons-lui notre allégeance. »**

Et les fidèles de répondre :

**« Nous jurons. »**

**« Au commandeur des croyants ! »**

reprend l'homme.

**« Au commandeur des croyants ! »**

**« Et au calife des musulmans ! »**

**« Et au calife des musulmans ! »**

**« Abu Bakr al Qurayshi ! »**

**« Abu Bakr al Qurayshi ! »**

**« Tabkir ! »** lance enfin, trois fois, le propagandiste, appelant à proclamer la grandeur de Dieu.

**« Allah akbar ! »**

**(Dieu est le plus grand)**

reprend alors trois fois la foule.

## Enseignements

Quels enseignements tirer de ce discours et de cette séance ?

Le calife al Baghdadi sait doser ses interventions pour imposer son aura.

Son phrasé de l'arabe classique et son respect des règles du Taswid, la récitation coranique, sont parfaits.

Il mêle en permanence citations de versets et de hadiths à ses propres déclarations.

Après le prêche qui plonge les fidèles dans la soumission, il entame son discours et les entraîne sur le parcours qu'il a balisé jusqu'au paradis.

**1.** En suivant Allah, la victoire et le succès sont garantis.

2. Nos frères combattants victorieux se sont empressés d'installer le califat.
3. Grâce à Allah je suis affligé de cette charge immense.
4. Si je me conduis mal, rectifiez-moi (une parenthèse d'humilité).
5. La trajectoire de l'obéissance va de vous à moi et à Allah.
6. Craignez Allah (donc craignez-moi).
7. Vous vous réclamez d'Allah, alors il faut combattre.
8. Si vous saviez : le paradis vous attend.
9. Avec Allah, vos vœux seront exaucés.
10. Allégeance ! obéissance !

### Allégeance ! obéissance !

L'obéissance est une exigence coranique et le musulman doit obligatoirement se battre sous l'égide d'un souverain. Sans obéissance, la communauté verse dans l'anarchie qui est la terreur des régimes islamiques, bien qu'ils la provoquent souvent eux-mêmes. « *Cent ans de tyrannie de ses sujets les uns envers les autres, écrit le Littérateur al Ghazali, mort en 1111.* »

### Obéissez, combattez dans le chemin d'Allah !

Pour le cas où certains n'auraient pas perçu ce chemin, l'État islamique compte sur son propre label de vidéo-



production : Al Furqan Media Production, pour diffuser les messages du calife. Ainsi celui de juillet 2014 pour le mois du ramadan, qui alterne, de façon manichéenne, l'exhortation pour ses partisans et la stigmatisation de l'adversaire.

« *Prenez les armes, prenez les armes, ô soldats de l'État islamique et combattez ! Combattez ! Faites savoir au monde que vous vivez maintenant dans une nouvelle ère... Ô umma de l'Islam, le monde d'aujourd'hui a été séparé en deux camps, il n'y en a pas un troisième.*

Scène de l'islam éternel. Chaque musulman est tenu d'effectuer cinq prières quotidiennes.

*Le camp de l'Islam et de la foi, le camp des infidèles et de l'hypocrisie qui est le camp des juifs, des croisés et de leurs alliés. Ils accomplissent leurs forfaits en occupant nos terres, ils donnent le pouvoir à leurs agents iniques qui dirigent les musulmans avec une main de fer et avec leurs vains slogans : civilisation, paix, coexistence, liberté, démocratie, sécularisme, baassisme, nationalisme et patriotisme. » (2)*

## Lecture du scanner

La lecture des documents de propagande révèle des traumatismes profonds ; le patient réclame des réparations et des dommages et intérêts pour trois motifs :

1. **Le monde arabe a subi une humiliation profonde.**
2. **Le monde arabe a subi une exploitation éhontée.**
3. **Le monde arabe a subi l'injection d'un poison.**

### Humiliations

Pendant la Première Guerre mondiale, en contrepartie de notre engagement à vos côtés, Occidentaux, pour

lutter contre l'empire ottoman, vous nous aviez promis l'indépendance et un grand royaume d'Arabie.

Nous avons tenu nos promesses, vous avez répondu par la trahison en vous partageant le Moyen-Orient.

De la colonisation ottomane, nous sommes passés sous la vôtre. Pire, nous avons découvert que vous aviez même promis un foyer juif en Palestine.

### Exploitation

Les Américains sont venus fouler et souiller notre terre. Avec la soumission passive d'Arabes, des infidèles, ils se sont livrés à une exploitation sans retenue de nos ressources. Nos peuples n'ont rien perçu de cette manne, ils ont dû subir les renversements de pouvoirs

auxquels les Occidentaux se livraient lorsque cela leur était nécessaire.

### Perversion

Avec votre complicité, l'imam Khomeini s'est installé en Iran et sur la scène internationale avec la révolution islamique. Et ce poison chiite que vous avez injecté est un fléau qui touche le monde sunnite. Il faut maintenant que nous nous livrions à la Purification en le combattant.

Sur leur feuille de route, ils ont inscrit :

**Résurrection,  
Libération,  
Purification.**

# La diplomatie de la Grande-Bretagne

1914 - 1939

Elle bat, coupe et distribue

## Chronologie des enjeux du Moyen-Orient

### • 1911

Création de la Turkish Petroleum Company. (Capitaux turcs, allemands, britanniques).

### • 1914

Début de la Première Guerre mondiale.

### • 24 octobre 1915

Correspondance secrète entre le haut-commissaire britannique en Égypte : Henry Mac Mahon et le chérif Hussein. L'accord prévoit : révolte arabe contre les Ottomans, en échange de la reconnaissance et du soutien de l'indépendance des Arabes dans les régions proposées.

### • mars 1916

L'Empire britannique assemble un corps expéditionnaire d'Égypte avec forte composante australienne et indienne, qui entame la reconquête du Sinaï.

### • juin-novembre 1916

Décision du chérif Hussein de soulever les Arabes contre l'autorité ottomane, conformément à l'accord avec Mac-Mahon. En novembre, il se réclame « *roi des pays arabes* ».

### • 9 et 16 mai 1916

Accords Sykes-Picot, Français et Britanniques ont un intérêt commun à rallier à leur camp les tribus arabes pour les retourner contre les Ottomans. Mais, tout en leur faisant de grandes promesses, ils négocient secrètement, dans leur dos, leurs futures zones d'influence.

### • 6 avril 1917

Les États-Unis entrent en guerre. Entrée tardive mais décisive. En août 1914, les États-Unis, attachés à une solide tradition isolationniste, s'étaient déclarés neutres.

### • 2 novembre 1917

Dans une lettre adressée à Lord Rothschild, président de l'antenne anglaise du mouvement sioniste, le ministre des Affaires Étrangères fait savoir que son gouvernement s'engage à faciliter la formation d'un « *foyer national juif* » en Palestine. C'est la déclaration Balfour.

### • 1917

Révolution d'Octobre en Russie

### • 7 novembre 1917

Les Bolcheviques, à l'instigation de leur chef Lénine, arrêtent les combats de façon unilatérale. C'est une aubaine pour l'Allemagne qui peut reporter tous ses efforts contre la France et l'Angleterre.

### • décembre 1917

Les forces britanniques entrent à Jérusalem. C'est la fin de la souveraineté ottomane sur la Palestine.

### • 8 janvier 1918

Le président Wilson présente, devant le Congrès américain, son programme de paix en 14 points.

### • 11 novembre 1918

Un armistice met fin à la Grande Guerre. Il est conclu pour 36 jours, mais sera régulièrement renouvelé jusqu'au traité de paix du 28 juin de l'année suivante.

### • 28 juin 1919.

Le traité de Versailles, signé dans le cadre somptueux de château de Versailles, met à genoux l'Allemagne qui a capitulé après cinq ans de guerre acharnée. Inauguration de la S.D.N. : la Société des Nations. Dans ses mandats, la France crée le « *Grand Liban* ».

### • avril 1920

La conférence de San Remo réunit les alliés vainqueurs afin de fixer le sort des provinces arabes de l'Empire ottoman et de préparer les conditions du traité de paix avec la Turquie.

### • avril 1920

Émeutes sanglantes entre Juifs et Arabes dans le partage du Moyen-Orient. La Palestine revient à la Grande-Bretagne, qui prend en charge son administration civile.

### • 10 août 1920

Traité de Sèvres : il consacre la vision européenne du partage de l'Empire ottoman, qui perd les quatre cinquièmes de son territoire. Il est signé par le sultan Mehmed, mais il n'est pas accepté par Mustapha Kemal, le général qui a pris la tête des groupes nationalistes turcs. La Société des Nations donne mandat au Royaume Uni et à la France d'administrer les territoires enlevés à l'Empire ottoman au Moyen-Orient. Les Arabes proclament l'indépendance de la Syrie sous l'autorité de Fayçal. La France intervient militairement pour chasser Fayçal et faire reconnaître son mandat sur la Syrie. Le Liban, où elle se présente en protectrice traditionnelle des intérêts chrétiens, est séparé de la Syrie.

### • 1921

Fayçal, qui s'était réfugié à Londres, est placé par les Britanniques sur le trône de l'Irak.

### • 1922

Dans le cadre de leur mandat sur la Transjordanie, les Britanniques installent Abdallah, le frère de Fayçal. L'Égypte devient une monarchie officiellement indépendante. Elle est étroitement contrôlée par la Grande-Bretagne. Début du mandat britannique. Publication par la Grande-Bretagne du Livre

Blanc qui légitime la présence juive en Palestine, tout en affirmant la nécessité d'un contrôle strict de l'immigration et le rejet de toute subordination de la population arabe du Foyer National Juif.

### • 24 juillet 1923

Le Traité de Lausanne. À la construction de la nation turque doit correspondre la destruction de l'empire. Il répond à l'objectif d'homogénéité des Kémalistes. Il précise les frontières de la Turquie.

### • 29 octobre 1923

La République turque est proclamée sur des principes de modernité.

### • 1924

Création de la Compagnie française des pétroles (GFP), qui est chargée de gérer la part française de la Turkish Petroleum, constituée à partir des capitaux allemands confisqués en 1918.

### • 1925-1927

Révolte syrienne.

### • 1926

Reza Khan est couronné Shah des Perses. Le pays est renommé Iran en 1935.

### • 1928

Dissolution de la Turkish Petroleum, remplacée par l'Irak Petroleum Company que se partagent des firmes britanniques (Anglo-Persan, future British Petroleum et Royal Dutch Shell), françaises (Compagnie française des pétroles) et américaines. Elle reçoit des concessions pétrolières sur la quasi-totalité du territoire irakien.

### • 1930

Indépendance de l'Irak.

### • 1932

Fondation du royaume d'Arabie saoudite.

### • 1936

La France accorde leur indépendance à la Syrie et au Liban. Le traité n'est jamais ratifié.

### • 1937

Premier plan de la Palestine proposé par les Britanniques avec transfert de la population arabe hors de la zone juive, en échange de compensations financières (plan Peel), la zone de Jérusalem devant rester sous l'autorité du mandataire. Début de la révolte arabe qui durera jusqu'à la fin de 1939.

### • 1939

Nouveau Livre Blanc qui limite drastiquement l'immigration juive et les transferts fonciers.

# De l'Empire Ottoman au système des mandats

La Première Guerre mondiale éclate en Europe en 1914 :

L'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie le 28 juillet 1914, un mois jour pour jour après l'assassinat de l'archiduc François Ferdinand à Sarajevo, capitale de la Bosnie, province annexée à l'Empire austro-hongrois depuis 1908. Forte du soutien de l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie avait adressé un ultimatum à la Serbie, soupçonnée d'avoir financé l'organisation terroriste à laquelle appartenait l'assassin Gavrilo Princip, un étudiant bosniaque. La Serbie avait pourtant signifié aux autorités austro-hongroises qu'elle acceptait leur ultimatum, à l'exception du point exigeant que les fonctionnaires impériaux puissent enquêter eux-mêmes sur le territoire serbe, ce que la Serbie considère comme une atteinte inacceptable à sa souveraineté. Cette déclaration de guerre entraîne, le 30 juillet 1914, la mobilisation générale de la Russie, protectrice de la Serbie.

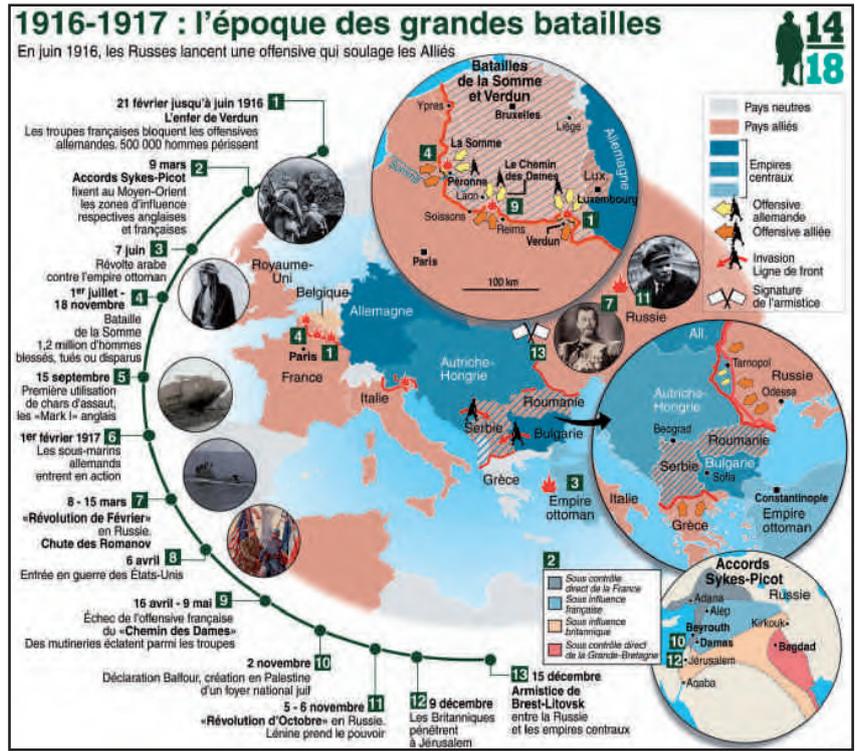
L'Allemagne déclare la guerre à la Russie le 1<sup>er</sup> août 1914, tandis que la France, alliée de la Russie, décrète la mobilisation générale.

L'Allemagne déclare la guerre à la France le 3 août 1914.

Le Royaume-Uni, constatant la violation de la neutralité belge par les armées allemandes, déclare la guerre à l'Allemagne le 4 août 1914.

Nous savons maintenant pourquoi et comment la Première Guerre mondiale a commencé. Mais nous savons aussi comment elle s'est terminée.

**Certes, il y a des vainqueurs et des vaincus. Mais le bilan de la Première Guerre mondiale est sur le plan humain impressionnant, monstrueux sur l'ensemble des belligérants : Les pertes militaires s'élèvent à 9 600 000 hommes et les pertes civiles à 8 900 000 personnes. Soit 18 200 000 morts auxquels il faut ajouter 2 200 000 blessés.**



La moitié des jeunes Français nés en 1894 et donc âgés de 20 ans en 1914 ont disparu à l'issue du conflit. Aux 28 % décédés déjà avant la guerre (la mortalité infantile et juvénile était encore importante) s'ajoutent les 24 % de ceux qu'on appelait « la classe 14 » morts au combat, un véritable traumatisme pour la société française.

Seize traités de paix en cinq ans ont été signés pour quatre années de guerre. Les frontières de l'Europe et du Moyen-Orient vont se retrouver modifiées à la suite des négociations et l'éclatement des empires.

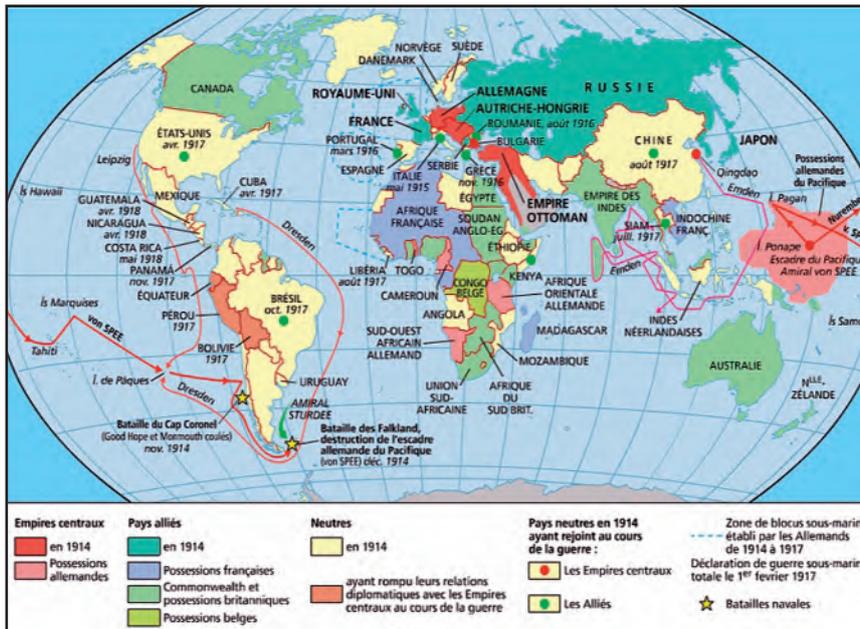
Chacun voit la guerre 1914-1918 par le prisme des grandes batailles qui ont marqué son pays. Les Français et les Allemands pensent : Verdun, les Anglais : la Somme, les Autrichiens : Caporetto. Aucun doute que la Première Guerre mondiale est une guerre occidentale. Elle a été cependant, pour l'Empire ottoman, l'évènement par lequel un monde social, culturel, religieux, émergé du XIII<sup>e</sup> siècle et rayonnant dès le XVI<sup>e</sup> siècle, a définitivement sombré. Elle reste, pour l'Orient, un évènement fondamental du XX<sup>e</sup> siècle. Elle est le tremblement de terre qui a bouleversé les cartes, redessiné les frontières, remodelé les pays. Elle a semé des haines et des conflits dont un siècle plus tard

nous ne sommes toujours pas sortis. Elle est un des plus terrifiants accélérateurs de l'Histoire.

En 1914, les provinces de l'Empire ottoman se trouvaient sous l'influence collective et multiforme des puissances européennes. Les jeunes Turcs arrivés au pouvoir cherchaient à se débarrasser de ces ingérences permanentes, mais au prix d'un centralisme autoritaire qui suscitait l'émergence d'un mouvement autonomiste arabe prêt à chercher des appuis chez les Européens. En entrant en guerre en novembre 1914, aux côtés de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, les Ottomans entendaient s'affranchir des dominations étrangères (France, Grande-Bretagne, Russie) et liquider les autonomistes locaux.

Dès le début de 1915, la répression frappe les élites politiques arabes (pensions, exils en Anatolie). Des populations entières seront martyrisées





(chrétiens du mont Liban décimés par la famine) sort tragique des Arméniens et autres chrétiens anatoliens (déportés, massacrés).

## Appel au Djihad

Cherchant à déstabiliser les deux grandes puissances musulmanes que constituaient les empires coloniaux français et britanniques, les Ottomans appellent à la guerre sainte, au Djihad. Dès le déclenchement de la Première Guerre mondiale en août 1914, des orientalistes allemands, très introduits auprès de l'état-major de leur pays, misent sur l'autorité du calife ottoman. Selon eux, une proclamation du djihad sèmerait le trouble chez les populations musulmanes et pourrait déstabiliser la Grande-Bretagne aux Indes et en Égypte, la France en Afrique du nord et la Russie dans le Caucase. « *Ce djihad made in Germany* » ainsi les historiens anglo-saxons le décrivent-ils avec un brin d'ironie, est proclamé par le calife Menmed en novembre 1914.

La déclaration est relayée dans tout l'empire par les imams, lors des prêches du vendredi. Les agents de Berlin et de Vienne se chargent de lui assurer la plus large diffusion en arabe, en persan ou en ourdou. L'appel du calife au djihad anti colonial ne récolte pourtant aucun écho sérieux dans le monde arabe, relevant l'ampleur du fossé qui s'est creusé avec des Ottomans de plus en plus considérés comme Turcs.

La Grande-Bretagne recherche une alliance avec les Arabes. Au fond, le mythe ottoman a vécu. Il s'est révélé incapable de rallier sous la bannière du Calife les peuples musulmans de toutes les origines. La Première Guerre mondiale en Orient va voir s'opposer Turcs et Arabes, les uns et les autres choisissant un camp différent dans cette immense conflagration historique. De nombreux officiers britanniques stationnés au Moyen-Orient estiment alors que la solution pour les défaire des Ottomans est d'organiser une révolte des Arabes contre eux. Sir Henry Mac Mahon, haut-commissaire britannique en Égypte, engage alors des discussions avec Hussein Ibn Ali, chérif de La Mecque, un dirigeant arabe très influent, pour le pousser à se révolter. L'Empire ottoman était transnational et

fondé sur l'allégeance des musulmans sunnites au sultan calife d'Istanbul, qu'ils soient Turcs, Arabes ou Kurdes. Sur le plan religieux, les minorités reconnues étaient essentiellement chrétiennes et juives. Les chiites ne bénéficiaient d'aucune reconnaissance. Avant de s'engager, Hussein Ibn Ali dépêche son fils Faysal auprès des nationalistes arabes de Damas.

Il en revient avec un protocole mandant son père pour négocier la reconnaissance d'un "État arabe indépendant", en contrepartie d'une alliance défensive.

Le gouverneur de La Mecque, fort du soutien des nationalistes, mise également sur l'appui des islamistes arabes à sa revendication de califat.

C'est sur cette base que le chef Hussein entame en juillet 1915 une correspondance secrète avec Henry Mac Mahon, le haut-commissaire britannique en Égypte. Au cours de ces discussions, Mac Mahon a promis un État arabe indépendant situé entre l'Iran et l'Égypte, en retour d'une révolte arabe contre les Ottomans. C'est ainsi qu'est née ce que nous appelons aujourd'hui "la Correspondance Hussein-Mac Mahon", qui s'étend du 14 juillet 1915 au 10 mars 1916.

Djemal Pacha, un des Jeunes Turcs, installé à Damas à la tête de la "quatrième armée ottomane" vouée à bouter les Britanniques hors d'Égypte, va commettre un "effet déclencheur". Son armée reste fondamentalement turque, avec une contribution des conseillers allemands. Les Arabes ne veulent pas s'enrôler. Seuls quelques centaines de



supplétifs arabes répondent à l'appel, essentiellement des Druzes et des Libyens. Devant ce refus, Djemal Pacha réagit par une répression brutale avec la déportation vers l'Anatolie de centaines de familles syriennes et libanaises. Le 6 mai 1916, vingt et une personnalités arabes sont pendues à Damas et à Beyrouth, devenant des "martyrs emblématiques" du nationalisme arabe. Dix-sept sont musulmans et quatre sont chrétiens. Ces exécutions précipitent la décision de chérif Hussein de se soulever, en juin 1916, contre l'autorité ottomane. La Mecque et Djeddah tombent rapidement entre ses mains. Le pèlerinage à La Mecque, qui se déroule en octobre 1916, lui donne l'occasion de recevoir des délégations venues de tout le monde arabe.

En novembre, le chérif Hussein se réclame "roi des pays arabes", conformément à ce qu'il pense être l'esprit et la lettre de sa correspondance avec Mac Mahon. Mais Paris et Londres ne le reconnaissent pas comme roi du Hedjaz. Et pour cause ! Les deux empires coloniaux ont convenu, déjà, secrètement, d'un partage du Moyen-Orient qui va à l'encontre des engagements contractés. Ces accords ont été conclus avant même que le chef Hussein entre en guerre, en... mai 1916 ! Ces accords sont connus sous le nom de "Sykes-Picot", du nom des deux négociateurs.

## Ouvrons la malle aux secrets...

### Analyse de la correspondance Hussein-Mac Mahon :

#### Lettre n° 1 :

Traduction d'une lettre de sharif Hussein de La Mecque à Sir Henry Mac Mahon, haut-commissaire de Sa Majesté au Caire. Le 14 juillet 1915. <sup>(3)</sup>

**« Pour ces raisons, la nation arabe juge bon de se limiter, comme le temps est court, pour demander au gouvernement de la Grande-Bretagne**

**si elle doit, pour l'approbation, par le biais de son adjoint ou de son représentant, des propositions fondamentales suivantes, en laissant de côté toutes les choses considérées comme secondaires par rapport à ceux-ci, de sorte qu'il peut préparer les moyens nécessaires pour atteindre ce noble objectif, jusqu'au moment où il trouve l'occasion pour faire les négociations proprement dites.**



Sayyid Hussein bin Ali, chérif de la Mecque, et Sir Henry Mac Mahon.

#### Firstly :

L'Angleterre reconnaîtra l'indépendance des pays arabes, délimitée au nord par Mersina et Adana jusqu'au 37e degré de latitude, sur lequel chute de Degre Birijik, Urfa, Mardin Mediat, Jezirat (Ibn'Umar), Amadia. Jusqu'à la frontière de la Perse, jusqu'au golfe de Bassorah, au sud de l'océan Indien à l'exception de la position d'Arden rester tel qu'il est, à l'ouest par la mer Rouge, la mer Méditerranée jusqu'à Messine.

L'Angleterre pour approuver la proclamation d'un califat arabe de l'islam.

#### Secondly :

Le gouvernement arabe du chérif va reconnaître que l'Angleterre doit avoir la préférence dans toutes les entreprises économiques dans les pays arabes, lorsque les conditions des entreprises sont égales par ailleurs.

#### ... Fifthly :

L'Angleterre reconnaîtra l'abolition des privilèges étrangers dans les pays arabes, et aidera le gouvernement du chérif dans une convention internationale pour confirmer cette suppression. «

#### Lettre n° 2 :

Traduction de la lettre de Mac Mahon à Hussein du 30 août 1915.

«...Pour Son Altesse chérif Hussein. (Après les compliments et les salutations). Nous avons l'honneur de vous remercier pour vos explications franches, de la sincérité de votre sentiment envers l'Angleterre. Nous nous réjouissons, en outre, que Votre Altesse et vos gens soient d'une opinion que les intérêts arabes sont les intérêts anglais, et anglais-arabes. Pour cette intention, nous vous confirmons les termes du message de Lord Kitchener qui vous atteint par la main d'Ali Effendi, et qui a été dit clairement notre désir d'indépendance de l'Arabie et de ses habitants, avec notre approbation du califat arabe quand il doit être proclamé. Nous déclarons une fois encore que le gouvernement de Sa Majesté saurait accueillir la reprise du khalifat par un Arabe de la vraie course. **En**

**ce qui concerne les questions de limites et des frontières, il serait prématuré de consommer notre temps à discuter de ces détails dans le feu de la guerre, et tandis que dans de nombreuses parties d'entre eux, le Turc est jusqu'à présent dans l'occupation effective.** D'autant plus que nous avons appris avec surprise et regret que certains Arabes, dans les parties mêmes, loin de nous aider, négligent leur chance suprême et leurs bras à l'Allemand et le Turc, au nouveau spoliateur et à l'ancien oppresseur.»

#### Lettre n° 3 :

Traduction de la lettre de Hussein à Mac Mahon, du 9 septembre 1915.

« À Son Excellence le très haut, l'éminent haut-commissaire britannique en Égypte, que Dieu lui accorde la réussite. Avec une grande joie et beaucoup de plaisir que je reçois votre lettre datée du 19 shawal 1333 (le 30 août 1915) et lui ai donné une grande considération et de respect, en dépit de l'impression que je recevais de lui de l'ambiguïté et de son ton de froideur et hésitation à l'égard de notre point essentiel.

[...] **Votre Excellence me pardonnera**



Les différentes régions de l'Empire ottoman....

**et me permettra de le dire clairement, que la fraîcheur et l'hésitation dont vous avez fait preuve dans les questions des limites et des frontières, en disant que la discussion de ces choses actuellement n'est d'aucune utilité et est une perte de temps, et qu'ils sont toujours entre le gouvernement qui les gouverne, pourraient être prises pour en déduire un éloignement ou quelque chose du genre.**

[...] si vous choisissez d'envoyer une réponse à cela, s'il vous plaît, envoyez-le avec le porteur. Le 29 Shawal 1933.»

#### Lettre n° 4 :

Traduction de la lettre de Mac Mahon à Hussein, du 24 octobre 1915.

« J'ai reçu votre lettre du 29 shawal avec beaucoup de plaisir de vos expressions de gentillesse et de sincérité, m'a donné plus de satisfaction. [...] je me suis rendu compte, cependant, à partir de votre dernière lettre, que vous considérez que cette question (des frontières) comme une question d'une importance vitale et urgente. Je n'ai donc pas perdu de temps pour informer le gouvernement de la Grande-Bretagne du contenu de votre lettre et c'est avec grand plaisir que je vous communique en son nom la déclaration suivante que je suis sûr que vous recevrez avec satisfaction. Les deux districts de Mersina et Alexandrette, et des par-

ties de la Syrie à l'ouest des districts de Damas, Homs, Hama et Alep ne peuvent pas être considérés comme purement arabes et devraient être exclus des limites exigées. Avec cette modification, et sans préjudice de nos traités existants avec les chefs arabes, nous acceptons ces limites. Comme pour les régions situées à l'intérieur de ces frontières dans lesquelles la Grande-Bretagne est libre d'agir sans mise à l'intérêt de son allié, la France, je suis habilité, au nom du gouvernement de Grande-Bretagne, de donner les assurances suivantes et de faire la réponse suivante à votre lettre.

**1 - Sous réserve des modifications ci-dessus, la Grande-Bretagne est prête à reconnaître et à appuyer l'indépendance des Arabes dans toutes les régions, dans les limites exigées par le chérif de La Mecque.**

**2 - La Grande-Bretagne garantira les lieux saints contre toute agression externe et reconnaîtra leur inviolabilité.**

**3 - Lorsque la situation l'admet, la Grande-Bretagne donnera aux Arabes ses conseils et les assistera dans ce qui peut sembler être les formes les plus adéquates du gouvernement dans ces différents territoires.**

**4 - D'autre part, il est entendu que les Arabes ont décidé de demander l'avis et les conseils de la Grande-Bretagne seulement, et que ses conseillers et fonctionnaires européens qui peuvent être nécessaires pour la formation d'une forme so-**

**nore d'administration, seront britanniques.**

**5 - En ce qui concerne les vilayets de Bagdad et de Bassorah, les Arabes vont reconnaître que la position établie et les intérêts de la Grande-Bretagne nécessitent des modalités administratives particulières afin de garantir ces territoires de l'agression étrangère, de promouvoir le bien-être des populations locales et de sauvegarder nos intérêts économiques mutuels.**

Je suis convaincu que cette déclaration vous assurera, hors de tout doute possible, de la sympathie de la Grande-Bretagne vers les aspirations de ses amis les Arabes, et se traduira par une alliance solide et durable, les résultats immédiats qui seront l'expulsion des Turcs des pays arabes et la libération des peuples arabes des jougs turcs qui, pendant tant d'années, a pesé lourdement sur eux. »

#### Lettre n° 5 :

Traduction de la lettre de Hussein à Mac Mahon du 5 novembre 1915.

« À son Excellence, le ministre le plus exalté et éminent qui est doté de la plus haute autorité et la solidité de l'opinion,

**1 - Afin de faciliter un accord et de rendre un service à l'islam en même temps pour éviter tout ce qui peut provoquer des troubles et des difficultés islam, voyant que nous avons une grande considération pour les éminentes qualités et dispositions du gouvernement de la Grande-Bre-**

**tagne renoncer à notre insistance sur l'inclusion des vilayets de Mersina et d'Adana dans le royaume arabe.**

**2 - Mais les deux vilayets d'Alep et Beyrouth et leurs côtés maritimes sont purement des vilayets arabes et il n'y a aucune différence entre un musulman et un chrétien arabe. Ils sont tous deux descendants d'un ancêtre...**

**3 - Comme les vilayets irakiens sont partis du royaume arabe pur et étaient en fait le siège de son gouvernement au moment de Ali Ibn Abu Talib et dans le temps de tous les khalifs qui lui ont succédé et comme dans les commencés la civilisation des Arabes et que leurs villes ont été les premières villes construites dans l'islam où le pouvoir arabe est devenu si grand.**

Par conséquent, ils sont appréciés par tous les Arabes, de loin et de près, et leurs traditions ne peuvent pas être appréciées par eux... nous pourrions accepter de quitter, « sous l'administration britannique », pour un court laps de temps, ces districts maintenant occupés par les troupes britanniques, sans les droits de chaque partie ; le préjudice ainsi (en particulier ceux de la nation arabe dont les intérêts sont à elle économique et vitale) et contre une somme rémunérée convenable en tant que compensation au royaume arabe pour la période d'occupation, afin de couvrir les dépenses que chaque nouveau royaume est lié à soutenir, dans le même temps le respect de vos accords avec les cheikhs de ces districts et en partie celles qui sont essentielles. »

**Lettre n° 6 :**

Traduction de la lettre de Mac Mahon du 14 décembre 1915.

« Je suis heureux de constater que vous êtes d'accord, à l'exclusion des districts de Mersina et d'Adana, limites du territoire arabe...

**En ce qui concerne les vilayets d'Alep et de Beyrouth, le gouvernement de Grande-Bretagne a bien compris et pris bonne note de vos observations, mais comme les intérêts**

**de notre allié, la France, sont impliqués dans les deux, la question nécessitera un examen attentif et une nouvelle communication sur le sujet adressé à vous en temps voulu.**

[...] Je suis également chargé par le gouvernement de Grande-Bretagne de vous informer que vous pouvez être assuré que la Grande-Bretagne n'a pas l'intention de conclure une quelconque paix en termes de laquelle la liberté des peuples arabes de la domination allemande et turque ne fait une condition essentielle. Comme un gage de nos intentions et afin de vous aider dans vos efforts dans notre cause commune, je vous envoie, par notre messenger digne de confiance, une somme de vingt mille livres.»

**Lettre n° 7 :**

Traduction de la lettre de Hussein à Mac Mahon du 1<sup>er</sup> janvier 1916.

« À Son Excellence, le ministre éminent, énergique et magnanime. Nous avons reçu du porteur votre lettre du 9 safar (14 décembre 1915) avec beaucoup de respect et d'honneur et nous avons compris son contenu, ce qui m'a causé le plus de plaisir et de satisfaction, car il enlève ce qui avait fait de moi inquiet... En ce qui concerne les régions du nord et de la côte, nous l'avons déjà indiqué dans notre précédente lettre quelles étaient les modifications maximum possibles et tout cela n'a été fait afin de répondre à ces aspirations dont la réalisation est souhaitée par la volonté du Bienheureux et Suprême. Il est ce même sentiment et le

**le Ministre éminent doit être sûr que, à la première occasion après cette guerre est terminée, nous allons vous demander (ce que nous détournons les yeux à partir d'aujourd'hui) pour ce que nous laissons maintenant à la France, à Beyrouth et ses côtes.»**

**Lettre n° 8 :**

Traduction d'une lettre de Mac Mahon à Hussein. Le 25 janvier 1916.

« [...] en ce qui concerne les régions nord, nous notons avec satisfaction votre désir d'éviter tout ce qui pourrait éventuellement nuire à l'alliance de la Grande-Bretagne et la France. Il est, comme vous le savez, notre détermination fixe que rien ne doit être autorisé à intervenir dans le moindre degré avec notre poursuite unie de cette guerre à une conclusion victorieuse. »

Les dernières lettres, n° 9 et n° 10 de Mac Mahon à Hussein, en dates du 18 février 1916 et du 10 mars 1916, traitent de considérations financières, matérielles et militaires.

## Le grand partage

### L'accord Sykes-Picot et les accords Grey-Cambon

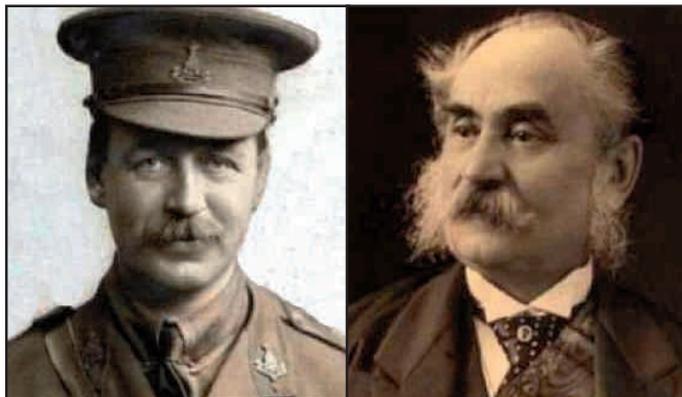
#### Les négociations

En 1915, la Grande-Bretagne propose à la France d'établir une concertation pour penser à l'après guerre, sur la question de l'Orient arabe.

Durant l'été 1915, Paris envoie à Londres l'ancien consul de France à Beyrouth, François-Georges Picot.

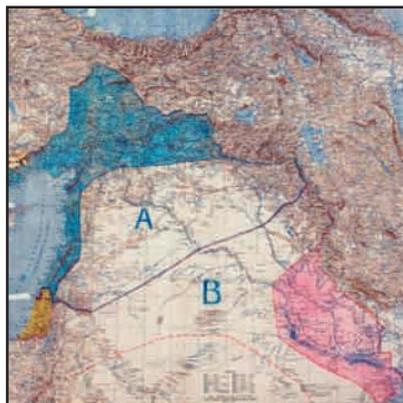
Le 21 octobre 1915, Londres et Paris décident d'entamer des négociations. En novembre, Georges-François Picot est désigné par la France pour cette mission. Il est chargé de négocier sous la houlette de l'ambassadeur de France à Londres, Paul Cambon, les « droits de la France en

Orient » pour les Français, cela signifie délimiter la frontière entre la Syrie française et une Arabie britannique. Lors des premières réunions avec les diplomates britanniques, Georges Picot réclame, au nom de la France, un protectorat sur « une Syrie intégrale » ou



Le britannique Park Sykes et le Français Georges Picot

désir qui nous pousse à éviter de qui pourrait éventuellement nuire à l'alliance de la Grande-Bretagne et de la France et de l'accord conclu entre eux pendant les guerres et les calamités actuelles. **Pourtant, nous trouvons notre devoir que**



« Syrie naturelle », s'étendant des plaines de la Cilicie au Sinaï et du littoral méditerranéen à Mossoul. Une question s'impose : chargé de négocier, était-il au courant des échanges épistolaires entre la Grande-Bretagne et le chérif Hussein, qui avaient commencé depuis quelques mois ? Ne savait-il pas qu'il était invité à découper un gâteau qui avait déjà été promis par la Grande-Bretagne à Hussein ? Jouait-il les innocents ? Les responsables britanniques sont effarés par l'ampleur des demandes territoriales de

la France. Et pour cause !... D'autre part, la Grande-Bretagne souhaite exclure la Palestine des visées françaises. Elle souhaite aussi, sans le dire, réduire au minimum la présence française dans les régions arabes afin de satisfaire au mieux les demandes de chérif Hussein, lorsque viendra le temps du règlement final. En décembre, le député conservateur Park Sykes est invité à se joindre à la table de la négociation. Sa connaissance de l'Orient en fait le principal interlocuteur de Georges Picot.

### Le memorandum Sykes-Picot

Le 4 janvier 1916, Sykes et Georges Picot rédigent un memorandum qui va servir de cadre aux accords franco-britanniques sur l'avenir de l'Orient arabe. En vertu de ce texte, la France et la Grande-Bretagne s'engagent à reconnaître une « Confédération d'États arabes » s'étendant de la péninsule à la partie nord de l'Orient arabe, mais avec les restrictions suivantes : les deux



puissances s'octroient également une zone d'influence dans le futur état arabe : la France sur la Syrie intérieure entre Damas et Alep, la seconde sur la région de Bagdad. Dans leur zone respective, les deux puissances étrangères fourniront exclusivement les conseillers et administrateurs étrangers demandé par la Confédération arabe. La Palestine forme une zone internationalisée, dite Zone Brune, divisée en trois lots :

Un lot sous influence française au nord (sauf les ports de Haïfa et de Saint-Jean-d'Acre, qui passent sous contrôle britannique).

Un lot sous souveraineté britannique au sud.

Un lot sous souveraineté internationale, au centre, autour de Jérusalem.

### L'accord Grey-Cambon <sup>(4)</sup>

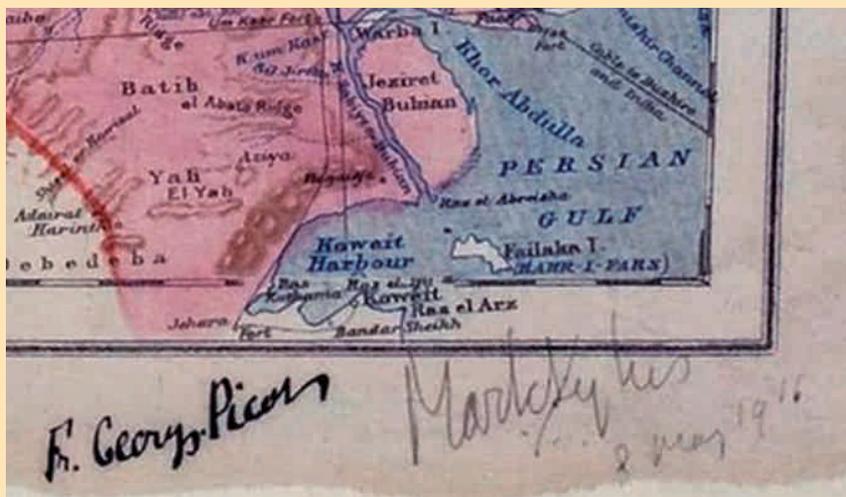
Le memorandum Sykes-Picot n'est considéré que comme un document de travail. Les Britanniques estiment qu'il doit être soumis à l'accord de la Russie. Au prix de quelques modifications dans la région de Mossoul, la France et la Russie parviennent à se mettre d'accord.

La Russie approuve l'internationalisation des lieux saints et réclame un « libre usage ». Les accords entre la Russie et ses deux alliés sont signés à Petrograd en mars et mai 1916. Enfin, le 9 mai 1916, Paul Cambon, ambassadeur de France à Londres, établit l'accord de la France et de la Grande-Bretagne, en envoyant une lettre officielle au responsa-

## Petite histoire des négociations Sykes-Picot

Dans un premier temps, ils ont juste divisé la région entre la France et la Grande-Bretagne. Sykes a pointé le doigt sur la carte du Levant et dessiné une ligne droite qui allait du «e» de Acre au «k» de Kirkouk (voir carte ci-dessus). La Cilicie de la Turquie actuelle et la Syrie dont les Français détacheront le Liban, reviennent à la France. La Palestine, l'Irak et la Transjordanie à la

Grande-Bretagne. La carte d'origine existe toujours. Elle mesure un mètre sur un mètre, et porte, comme on peut le constater sous le coin de la carte (ci-dessous), les signatures de Georges Picot et de Mark Sykes. Mais, tandis que Georges Picot signe à l'encre noire, Mark Sykes emploie un crayon noir... comme pour signifier que tout cela était transitoire et susceptible d'être effacé.





C'était l'époque de Laurence d'Arabie, où les troupes arabes ont pris une part importante à la victoire contre les Ottomans.

La proclamation officielle de la révolte arabe du 10 juin 1916.



Grande-Bretagne obtiendra le contrôle des ports de Haïfa et d'Acre.

À la suite de la Révolution d'Octobre qui renverse l'État tsariste et installe le pouvoir bolchevik, le nouveau gouvernement de Petrograd découvre dans les archives du ministère des Affaires Étrangères, une copie du texte du traité Sykes-Picot qu'il porte, en janvier 1918, à la connaissance du gouvernement ottoman, toujours possesseur des territoires concernés. Le pouvoir ottoman transmet alors ces informations à chérif Hussein, pour qu'il se désengage de la coalition. Dès la nouvelle connue, la colère gronde chez les Arabes, désagréablement surpris par la lecture du traité. Hussein transmet le texte au gouvernement britannique avec une demande d'explications. Le 18 février 1918, le gouvernement britannique répond. « *Le gouvernement de Sa Majesté et ses Alliés n'ont pas abandonné leur politique qui consiste à apporter leur concours le plus entier à tous les mouvements qui luttent pour la libération des nations opprimées. En vertu de ce principe, ils sont plus que jamais résolus à soutenir les peuples arabes dans leur effort pour instaurer un*

*Monde arabe dans lequel la loi remplacera l'arbitraire ottoman et où l'unité prévaudra sur les rivalités artificiellement provoquées par les intrigues de l'administration turque. Le gouvernement de Sa Majesté confirme ses promesses antérieures concernant la libération des peuples arabes. »*

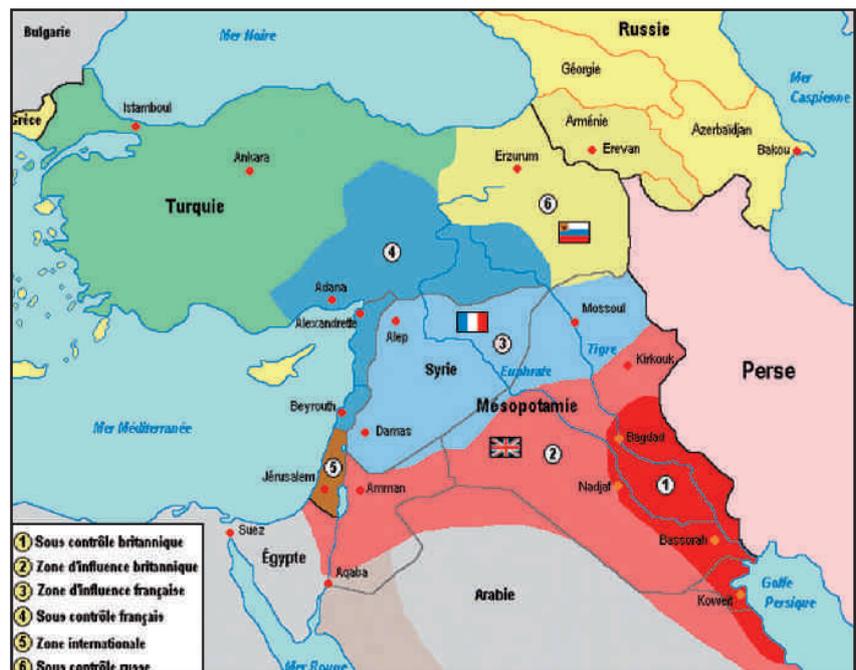
**Sykes et Georges Picot reçus par le roi Hussein à Djeddah en mai 1917**

Sykes et Georges Picot, reçus par le roi Hussein à Djebbah, lui garantissent son autorité sur la future "Syrie musulmane". En effet, les alliés ne veulent en rien compromettre cette révolte arabe qui a réussi, en les assiégeant, à éliminer, capturer ou neutraliser des milliers de militaires turcs. La prise audacieuse d'Aqaba par les insurgés arabes est d'autant plus remarquable que, depuis des mois, l'armée britannique piétine aux portes de Gaza, fortifié par les Turcs en véritable verrou de la Palestine.

ble de la diplomatie britannique, Sir Grey. Ce dernier répond par une lettre identique le 16 mai. Ces lettres précisent que les conseillers étrangers ne seront fournis qu'à la demande des Arabes, que le système d'administration des zones bleues et rouges ne sera établi qu'après entente avec l'État arabe. Elles garantissent l'indépendance au Hedjaz et des lieux saints de l'islam. Enfin, elles soulignent que la France sera associée à la poursuite des négociations avec chérif Hussein.

**Le Proche-Orient est découpé en cinq zones malgré les promesses d'indépendance faites aux Arabes**

1. Zone arabe B, d'influence britannique, comprenant le sud de la Syrie actuelle, la Jordanie et la future Palestine mandataire ;
2. Zone rouge britannique, d'administration directe, formée du Koweït actuel et de la Mésopotamie ;
3. Zone arabe A, d'influence française, comportant le nord de la Syrie et la province de Mossoul ;
4. Zone bleue française, d'administration directe, formée du Liban actuel et de la Cilicie ;
5. Zone brune, d'administration internationale, comprenant Saint-Jean-d'Acre, Haïfa et Jérusalem. La



# La révolte arabe décime les rangs ottomans

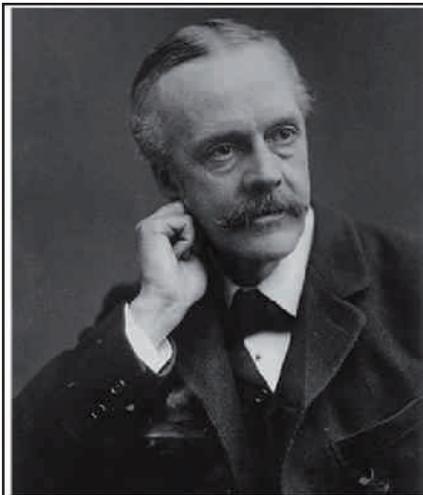
La révolte arabe accélère désertions et défections dans les rangs ottomans. Djemal Pacha tente d'enrayer l'hémorragie en proclamant, en 1917, un armistice inconditionnel pour tout partisan du chérif Hussein qui se rendrait dans les trente jours. Mais les insurgés arabes continuent leur progression au nord depuis Aqaba, vers Talifa, harcelant la garnison turque. Sur l'autre rive du Jourdain, les Britanniques entrent bientôt à Jérusalem.

**Daech détruit symboliquement la frontière tracée par Sykes et Picot**

## La déclaration de Balfour <sup>(5)</sup>

Le monde juif et la guerre idéologique. Le 2 novembre 1917, le gouvernement de Londres s'engage formellement à favoriser la formation d'un foyer national juif en Palestine. La déclaration Balfour, du nom du chef de la diplomatie britannique, est un des documents les plus célèbres de l'histoire du Moyen-Orient au XX<sup>e</sup> siècle. Plusieurs décennies après sa publication, cette déclaration continuera de faire l'objet de débats, d'interprétations, et servira de référence aux

Arthur James Balfour (1848-1930) et sa déclaration du 2 novembre 1917.



documents et actes publics de la puissance britannique. Comment en est-on arrivé à cette déclaration capitale pour l'histoire de la Palestine ? Le sort du monde juif occupe une place importante dans la "guerre idéologique" que les belligérants se livrent durant le premier conflit mondial. La France et la Grande-Bretagne, qui se présentent comme les champions du droit et de la liberté des peuples, voient leur position affaiblie par la nature autocratique de leur allié, la Russie. Cette dernière mène, durant la guerre, une politique de persécution des juifs, accusés de trahison et d'espionnage en faveur de l'Allemagne (déportations, emprisonnements). Au contraire, l'Allemagne mène une politique d'émancipation relative des populations juives dans les territoires polonais qu'elle occupe, et protège les communautés juives en Palestine contre une éventuelle répression des autorités ottomanes.

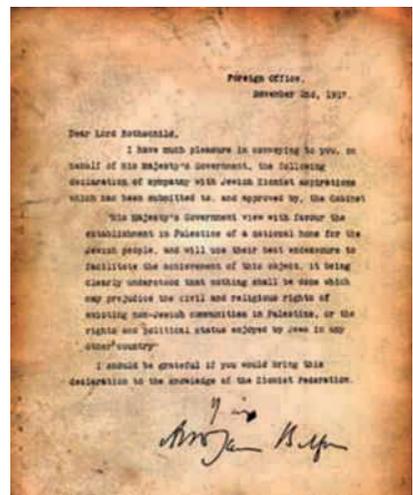
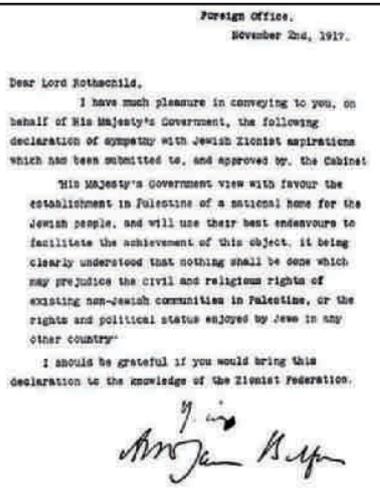
## La stratégie de l'organisation sioniste

Au début de la guerre, l'organisation sioniste a proclamé sa neutralité et transfère son siège de Berlin à Copen-

le centième anniversaire de la déclaration de James Balfour, le chef de la diplomatie britannique lors de la Première Guerre mondiale, sera célébré le 2 novembre 2017. Favorable à la création d'un foyer national juif en Palestine, ce texte est toujours controversé...

hague. En Grande-Bretagne, un chimiste de renom naturalisé britannique, Chaim Weismann, devient vice-président de la Fédération sioniste en Grande-Bretagne, puis président en 1917. Il entretient des relations suivies avec la famille Rothschild en France et surtout avec les milieux sionistes russes, dont le représentant en Grande-Bretagne, Nahum Sokolow. Weismann, considère que la réussite des projets passe par une identification des buts de son mouvement avec ceux de la politique britannique au Moyen-Orient.

Dès 1914, il multiplie les entretiens avec des personnalités gouvernementales britanniques. Il rencontre Hubert Samuel, ministre, de confession juive, converti aux idées sionistes. En décembre 1914, il rencontre Lord Balfour. Ce dernier se montre intéressé par des projets sionistes de formation d'une "nation juive" en Palestine. Au début de 1915, Weismann met au point un procédé de synthèse de l'acétone, agent nécessaire à la fabrication des explosifs. Ce procédé assure 10 % des besoins britanniques durant la guerre. Cela confère à



## Déclaration officielle du 2 novembre 1917

sous forme de lettre, adressée par **Lord Arthur Balfour (1848-1930)**, ministre britannique des Affaires Étrangères (Foreign Office), à **Lord Lionel Walter Rothschild (1868-1937)** vice-président du Board of Jewish Deputies.

« Cher Lord Rothschild, j'ai le grand plaisir de vous adresser, de la part du gouvernement de Sa Majesté, la déclaration suivante, en sympathie avec les aspirations juives sionistes ; cette déclaration a été soumise au Cabinet et approuvée par lui. Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement, en Palestine, d'un foyer national pour le peuple juif, et il emploiera tous ses efforts

pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui porte atteinte aux droits civils et religieux des communautés non juives de Palestine, ainsi qu'aux droits et aux statuts politiques dont les juifs jouissent dans les autres pays.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter cette déclaration à la connaissance de la Fédération sioniste. »

Weismann une grande notoriété dans les milieux politiques et militaires britanniques. En 1916, un second cabinet de coalition est formé. Lord Balfour prend la direction des Affaires Étrangères. Son attention se fixe sur la Palestine. Les responsables britanniques estiment, en conséquence, qu'en cas d'occupation militaire de cette région par leur armée, il ne saurait être question de la rétrograder à une administration internationale, ainsi que le prévoit l'accord Sykes-Picot. Les responsables de Londres plaident pour un protectorat britannique ou américain.

Dans ce cadre, les projets sionistes intéressent Londres. Ils justifieraient la mise en place d'un protectorat et permettraient à la Grande-Bretagne de constituer, en Palestine, une zone tampon entre la Syrie française et l'Égypte.

## Mark Sykes pilote l'opération

Mark Sykes, devenu secrétaire adjoint au Cabinet de guerre, entame de sa propre initiative des contacts avec les sionistes britanniques. Il rencontre une délégation composée de James de Rothschild (fils d'Edmond), de Weismann, de Sokolow, et d'Herbert Samuel. Il obtient que Sokolow soit mandaté pour entrer en contact avec les gouvernements alliés. Sokolow rencontre des responsables français et italiens ainsi que le Pape Benoît XV.

En 1917, Sokolow rédige, avec d'autres dirigeants sionistes, un projet de

déclaration britannique. Le gouvernement britannique y affirmait être favorable à un « foyer national pour le peuple juif ». Finalement, le 2 novembre 1917, Lord Balfour adresse à Lord Rothschild une lettre dans laquelle il précise que le gouvernement britannique envisage favorablement, en Palestine, l'établissement d'un foyer national juif. La déclaration Balfour du 2 novembre 1917, relative à la création d'un foyer national juif en Palestine, constitue une étape décisive dans l'histoire du sionisme.

## Le grand jeu

C'est l'époque du « grand jeu », selon l'expression de Rudyard Kipling. Dans le cadre d'une vision géostratégique, une thèse est avancée : il faut maîtriser les zones riches en pétrole et protéger l'accès aux Indes. Le don de la Palestine aux juifs ferait partie d'un plan plus large de contrôle des routes commerciales. Si l'Irak est proche de la mer Rouge et donc de l'Inde, la Palestine est le verrou interdisant l'accès au canal de Suez et à l'Égypte.

## Winston Churchill témoigne

Dans un article publié le 3 novembre 1930 par l'agence télégraphique juive, Winston Churchill écrivait :

« L'année 1917 marquera peut-être la période la plus sombre et la plus maussade de la guerre [...]. C'était l'époque où les éléments les plus résolus du gouverne-

ment britannique cherchaient à enrôler toute influence capable de garder unies à la tâche les nations alliées. Le mouvement sioniste, dans le monde entier, était activement pro-allié et, en particulier, pro-britannique. Ce mouvement n'était nulle part plus visible qu'aux États-Unis, dans la lutte sanglante qui s'annonçait. Les talentueux dirigeants du mouvement sioniste et ses nombreuses ramifications exercèrent une influence appréciable sur l'opinion américaine et cette influence [...] était constamment en notre faveur. Les juifs (sionistes aussi bien que non sionistes) [...] ont œuvré pour le succès de la Grande-Bretagne et pour une étroite coopération entre la Grande-Bretagne et les États-Unis ».

**LA DÉCLARATION BALFOUR NE DOIT PAS ÊTRE REGARDÉE COMME UNE PROMESSE FAITE POUR DES MOTIFS SENTIMENTAUX. C'ÉTAIT UNE MESURE PRATIQUE PRISE DANS L'INTÉRÊT D'UNE CAUSE COMMUNE, À UN MOMENT OÙ CETTE CAUSE NE POUVAIT SE PERMETTRE DE NÉGLIGER AUCUN FACTEUR D'ASSISTANCE MATÉRIELLE OU MORALE.**

## Réactions à la publication de cette déclaration

1. La spécificité de ce document qui entraînera l'hostilité des Arabes vient du fait que ces derniers ne sont définis qu'en tant que « *collectivités non juives* ». De plus, ce texte ne leur garantit pas les droits politiques, alors que ceux-ci sont garantis aux Juifs.

2. Le 14 février 1918, le gouvernement français envoie une lettre officielle à Sokolow, dans laquelle il affirme que l'entente est complète entre les gouvernements français et britanniques en ce qui concerne la question d'un établissement juif en Palestine.

3. La Palestine était considérée, dans le cadre des accords Sykes-Picot,

comme une "zone brune", car la France avait fait valoir ses droits de protection des lieux saints catholiques de Jérusalem, Bethléem et Nazareth. La Russie, informée des tractations entre ses deux alliés, avait mis en avant ses propres "droits" sur les institutions orthodoxes. Le compromis trouvé avait été d'internationaliser cette "zone brune".

4. Certains font remarquer qu'au moment où cette déclaration est rédigée, l'armée britannique piétine encore aux portes de Gaza et n'a donc pas autorité sur cette Palestine qu'elle attribue généreusement à une tierce partie.

5. La population arabe, qui constitue 90 % de la population palestinienne, est condamnée au régime des "sans droits".

#### D'autres éclairages sur les motivations de la déclaration Balfour

1. Aux États-Unis, les citoyens juifs principalement issus de l'immigration

russe et allemande sont plus favorables à la cause des empires centraux (Allemagne, Autriche, Hongrie, Ottoman) qu'à celle de l'entente (Russie, Grande-Bretagne, France). Or, le financement de l'effort de guerre de la France et de la Grande-Bretagne passe par un appel constant au crédit des grandes banques américaines, dont certaines détenues par des juifs d'origine allemande. Ces derniers tendent à conditionner l'octroi des crédits bancaires à l'amélioration des juifs de Russie. L'Allemagne d'un côté, la France et la Grande-Bretagne de l'autre, se livrent à une véritable guerre de propagande auprès des communautés juives américaines.

2. Le pamphlétaire américain Benjamin Freedman, prétend :

*« Les sionistes de l'Europe de l'est rencontrèrent le British War Cabinet. Je vais être bref, car c'est une longue histoire ; mais je détiens tous les documents prou-*



*vant mes déclarations. Ils dirent : "Écoutez-nous, vous pouvez encore remporter cette guerre... ne baissez pas les bras... vous n'êtes pas obligés d'accepter la proposition de paix faite par l'Allemagne. Vous pourriez gagner cette guerre si l'Amérique venait à vos côtés en tant qu'alliée..." ... ils disent à l'Angleterre : "nous vous garantissons d'embarquer les États-Unis contre l'Allemagne si vous nous promettez la Palestine après la victoire" .*

**Benjamin Freedman,**  
discours à l'hôtel Willard.

## « Daech s'étendra jusqu'à Rome », a déclaré le "calife" Al Baghdadi !

28



# L'armistice et la paix baclée à Versailles

## 11 novembre 1918. Un armistice met fin à la «Grande Guerre»

Lundi 11 novembre 1918, 11 heures. Dans toute la France les cloches sonnent à la volée. Au front, les clairons bondissent sur les parapets et sonnent le "Cessez-le feu", "Levez-vous", "Au drapeau". Pour la première fois depuis quatre ans, Français et Allemands peuvent se regarder sans s'entretuer. Un armistice a été conclu le matin entre les Alliés et l'Allemagne, dernière des puissances de la "Triple alliance" à rendre les armes. Les militaires s'étant défaussés, c'est à un civil, Mathias Erzberger, que revient la pénible tâche de négocier l'armistice. Les Allemands se voient soumettre des "conditions" sans aucune marge de négociations. Ils doivent livrer l'essentiel de leur armement, de leur aviation et de leur flotte de guerre. Leur armée est sommée d'évacuer sous trente jours la rive gauche du Rhin (même en Allemagne), ainsi que trois têtes de pont sur la rive droite, Coblenze, Cologne et Mayence. L'armistice est conclu pour 36 jours, mais sera régulièrement renouvelé jusqu'au traité de paix du 29 juin 1919. L'armistice est signé dans le wagon spécial du généralissime Foch, au carrefour de Rethondes, au milieu de la forêt de Compiègne, le 11 novembre à 5 h 15 du matin.



## 28 juin 1919 Paix baclée à Versailles

Le Traité de Versailles est un traité de paix signé le 28 juin 1919, entre l'Allemagne et les Alliés, à l'issue de la Première Guerre mondiale. Il règle le conflit qui débuta à Sarajevo cinq ans plus tôt, jour pour jour. Élaboré au cours de la Conférence de Paris, le traité fut signé dans la galerie des Glaces du château de Versailles et promulgué le 10 janvier 1920. Il annonça la création de la Société des Nations et détermina les sanctions à l'encontre de l'Allemagne et de ses alliés. Pour la forme, les représentants des pays alliés font face aux Allemands, mais le traité a été concocté en cercle fermé par quatre personnes. Les quatre négociateurs sont :

Dans son salon-wagon, le maréchal Foch, ici debout entre le général Weygand et les amiraux britanniques Rosslyn Wemyss et G. Hope, fait signer à Mathias Erzberger la capitulation allemande.

### Clemenceau - Le Français

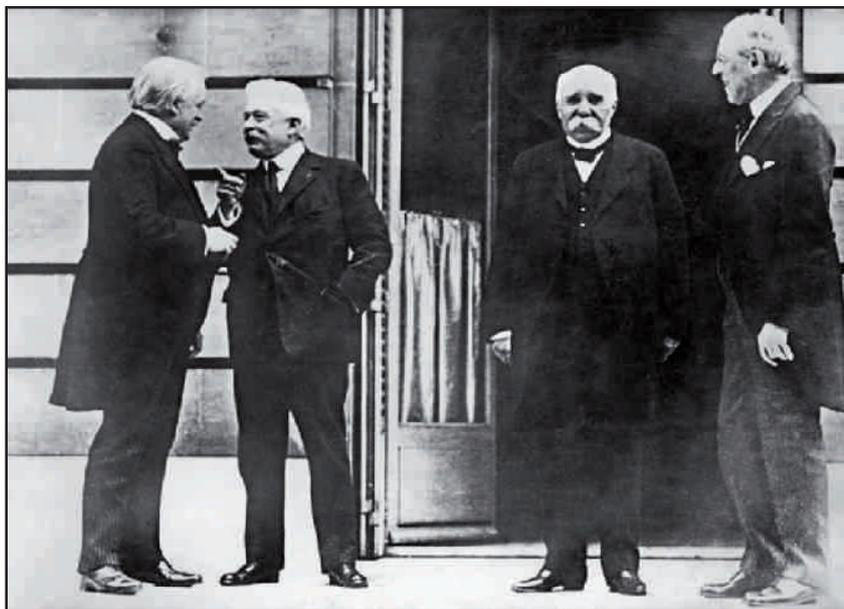
Clemenceau, cherche à imposer de lourdes indemnités pour limiter la puissance économique et politique de l'Allemagne et pour financer la reconstruction de la France, ainsi que la récupération de l'Alsace-Lorraine, voire l'annexion d'autres territoires (Sarre, etc.)

### Lloyd George - Le Britannique

Dans un premier temps, le Premier ministre tient à « *presser le citron jusqu'à ce que les pépins craquent* ». Il vise les colonies allemandes et le marché intérieur des vaincus. Mais, à partir de mars 1919, il considère l'Allemagne suffisamment affaiblie et veut éviter une suprématie française. Fidèle à l'équilibre des puissances continentales, il décide alors d'éviter qu'aucun des deux rivaux n'acquière une trop grande force.

### Wilson - L' Américain

Malgré la contribution tardive de ses troupes, le président des États-Unis se présente en véritable leader du monde civilisé. À la différence des pays européens, les États-Unis ont en effet accru



De gauche à droite : Lyod Georges, premier ministre britannique et Viottorio Orlando, président du Conseil italien, puis Georges Clemenceau et le président américain Wilson.



La signature du traité vue par le peintre William Orper. De dos en train de signer : L'Allemand Johannes Bell. Devant lui, les alliés Wilson, Clemenceau, Lloyd Georges, etc.

leur puissance économique du fait même de la guerre et des ventes d'armement aux alliés franco-anglais. Il met sur la table un document qui est un programme de paix en quatorze points,

présenté devant le Congrès américain le 8 janvier 1918. Il veut mettre en place une nouvelle politique internationale. Pour lui, la nouvelle diplomatie doit être fondée sur « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Il propose la création de la S.D.N. Il cherche à ménager l'Allemagne, à la fois pour éviter que l'esprit revanchard ne s'y développe et

pour y retrouver un partenaire économique.

### Orlando – L'Italien

Plein de faconde, le président du Conseil italien ne souhaite rien d'autre que des annexions autour de la mer Adriatique, au détriment de l'Autriche-Hongrie.

## Le traité de paix (extraits)

**1.** Des conventions de paix publiques, ouvertement conclues, après lesquelles il n'y aura pas d'accords internationaux privés d'aucune sorte, mais une diplomatie qui agira toujours franchement, à la vue de tous ;

**2.** Liberté absolue de navigation sur les mers en dehors des eaux territoriales, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre ;

**3.** Suppression, autant qu'il sera possible, de toutes les barrières économiques ; établissement de conditions commerciales égales entre toutes les nations consentant à la paix et s'associant pour la maintenir ;

**4.** Garanties convenables, données et prises, que les armements nationaux seront réduits au dernier point compatible avec la sécurité du pays ;

**5.** Libre arrangement, dans un esprit large et absolument impartial, de toutes les revendications coloniales, sur l'observation et le strict principe qu'en fixant toutes les questions de souveraineté, les intérêts des populations intéressées devront avoir un poids égal à celui des demandes équitables du gouvernement dont le titre doit être déterminé ;

**6.** Évacuation de tous les territoires russes [...] pour donner à la Russie l'oc-

casion de déterminer, sans être entravée ni embarrassée, l'indépendance de son propre développement et de sa politique ;

**7.** La Belgique. Le monde entier sera d'accord qu'elle doit être évacuée et restaurée [...];

**8.** Tout territoire français devra être libre et les régions envahies devront être restaurées. Le tort fait à la France par la Prusse en 1871, en ce qui concerne l'Alsace-Lorraine [...] devra être réparé [...];

**9.** Le rétablissement de la frontière italienne devra être effectué suivant les lignes de nationalité clairement reconnaissable ;



La Galerie des Glaces de Versailles lors de la signature du traité de Paix.

**10.** Aux peuples d'Autriche-Hongrie [...] on devra donner plus largement l'occasion d'un développement autonome ;

**11.** La Roumanie, la Serbie et le Monténégro devront être évacués et les territoires occupés devront être restitués. À la Serbie, on devra accorder libre et sûr accès à la mer, et des relations entre les divers états balkaniques devront être fixées amicalement, sur les conseils des puissances, et d'après des lignes de nationalité établies historiquement [...];

**12.** Une souveraineté sûre sera assurée aux parties turques de l'Empire ottoman actuel, mais les autres nationalités qui se trouvent en ce moment sous la domination turque devront être assurées d'une sécurité indubitable de leur existence et une occasion exempte d'obstacles leur sera fournie de se développer de façon autonome. Les Dardanelles devront être ouvertes de façon permanente [...];

**13.** Un État polonais indépendant devra être établi. Il devra comprendre les territoires habités par les populations incontestablement polonaises auxquelles on devra assurer un libre accès à la mer [...];

**14.** Une association générale des nations devra être formée d'après des conventions spéciales dans le but de fournir des garanties mutuelles d'indépendance et d'intégrité territoriales aux grands comme aux petits États.

## Wilson contre les accords Sykes-Picot

Lors de la Conférence de la paix qui se tient à Versailles du 18 janvier au 28 juin 1919, des réflexions sont menées concernant le démembrement de l'Empire ottoman vaincu et la création de la Société des Nations. Dans ce contexte et dans celui des nouvelles orientations idéologiques du président américain Wilson énoncées dans ces quatorze points, l'idée d'envoyer une commission dans les provinces arabes de l'ancien Empire ottoman se précise, afin d'enquêter sur place sur les volontés des populations. Le président Wilson souhaite que cette commission composée d'Américains, de Britanniques, de Français et d'Italiens enquête sur l'opinion des populations concernant leur avenir, dans tous les territoires liés par les accords Sykes-Picot. Mais, en dépit des souhaits de Wilson, la commission est finalement constituée uniquement par des Américains, issus des milieux missionnaires protestants, présidée par Henry King, auteur d'ouvrages de théologie et de philosophie, et par Charles Crane, industriel de Chicago, tous deux membres de la Conférence de la paix. La commission débute son enquête en mai 1919 et se rend dans la zone d'occupation britannique en Palestine (Jaffa, Jérusalem, Caza de Ramier et de Lydda, région d'Hébron, dans la zone d'occupation arabe en Syrie (Damas, Baalbeck, Homs, Hana) et dans la zone d'occupation française au Liban jusqu'à Alexandrette (Beyrouth, Djail, Batroum, Bkerké, Saïda, Ainab, Baadba, Zahic, Tripoli, Alexandrette, la Haquie) et en Cilicie ; la Mésopotamie n'étant pas finalement incluse.



La guerre sous-marine allemande provoque l'entrée en guerre des États-Unis en avril 1917. Le président Wilson est alors soucieux de se distinguer des Alliés. Refusant un simple partage des territoires allemands, austro-hongrois ou ottomans, il expose les fondements d'une paix durable.

« 1. Une diplomatie qui procédera toujours franchement et ouvertement, à la vue de tous.

2. Liberté absolue de navigation sur les mers, en dehors de eaux territoriales, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre [...].

3. Suppression dans la mesure du possible de toutes les barrières économiques et établissement de conditions commerciales égales entre toutes les nations [...].

4. Les armements de chaque pays seront réduits au seuil minimum compatible avec sa sécurité intérieure.

5. Arrangement librement débattu, dans un esprit large et tout à fait impartial, de toutes les revendications coloniales [...]. Les intérêts des populations pèseront d'un même poids.

7. La Belgique, tout le monde en conviendra, devra être évacuée et restaurée [...].

8. Le tort causé à la France par la Prusse en 1871 en ce qui concerne l'Alsace-Lorraine [...] devra être réparé [...].

9. Le rétablissement de la frontière italienne devra être effectué conformément au [...] principe des nationalités.

10. Aux peuples de l'Autriche-Hongrie [...] on devra accorder [...] la possibilité d'un développement autonome.

13. Un État polonais indépendant devra être établi [...].

14. Il faudra constituer une association générale des nations [...] visant à offrir des garanties mutuelles d'indépendance politique et d'intégralité territoriale aux grands comme aux petits États. »

W. Wilson, Message au Sénat américain, 8 janvier 1918.

Les «quatorze points» du président Wilson.

Globalement, l'enquête met en évidence la volonté, dans les milieux musulmans de Syrie, du Liban et de la Palestine, de l'unité arabe et de l'indépendance, et dans les milieux maronites et grecs catholiques, de la présence française et d'un Liban indépendant. La commission publie son rapport à l'automne 1919. Mais ses recommandations ne sont pas prises en compte car, dans le même temps, Wilson doit faire face à d'autres décisions et à un état de santé préoccupant. En outre, le Sénat américain rejette le traité de Versailles et les responsables américains se retirent de la Conférence de paix. Le rapport de la commission King-Crane n'est connu qu'en décembre 1922 et n'aura aucune influence, car les mandats ont déjà été attribués à la France sur la Syrie et le Liban et à la Grande-Bretagne sur la Palestine et l'Irak.

## Rapport de la mission King-Crane

C'est le président de l'American College de Beyrouth, Howard Bliss qui, ayant entendu parler d'une commission d'enquête lors de sa venue à Paris pour la Conférence de la paix, insiste auprès du président Wilson pour que cette

commission ne soit pas seulement américaine, mais quadripartite. Howard Bliss est entendu par le conseil des Dix le 13 février 1919. Mais ce n'est qu'un mois plus tard que le président Wilson réussit à convaincre ses interlocuteurs du conseil des Quatre (États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie) de la nécessité d'envoyer une commission en Syrie.

Deux jours plus tard, le 22 mars, le président Wilson avait préparé les instructions « pour la Commission Inter Alliés ». Instructions qui furent approuvées le 25 mars 1919. Malheureusement, cette commission d'enquête est bien la dernière chose dont Britanniques et Français veulent entendre parler, puisqu'ils ont déjà décidé du devenir de ces territoires et de la meilleure façon de se les répartir entre eux. Ils n'ont donc aucune envie de savoir ce que souhaitent les populations sur place.

Le président Wilson n'en procède pas moins à la désignation de ses représentants à la Commission Inter-Alliés. Ce sont Henry, Churchill, King et Charles R. Crane. Le premier est président de l'American College de Beyrouth, le second est un riche industriel de Chicago. Les Français et les Britanniques s'absentent. Finalement, c'est une commission croupion qui se met en route. Alors que les deux Américains et leur équipe avaient initialement prévu de partir le 15 avril, ils ne se mettent en route que le 29 mai 1919. <sup>(6)</sup> Ils adoptent une méthode de travail proche des sondages d'opinion d'aujourd'hui. Ils font le décompte des réponses qu'ils obtiennent aux questions qu'ils posent et des

Les membres de la commission King-Crane avant de partir en mission.





Ci-dessus, une délégation des Druzes consultée par la commission lors de ses déplacements dans l'empire ottoman.

À gauche, les membres de la commission King-Crane, essentiellement issus des milieux missionnaires américains, posent ici pour la postérité.

requêtes spontanées qui leur sont soumises sans qu'ils les aient sollicitées.

Le rapport de la commission King-Crane est daté du 28 août 1919. Le traité de Versailles a été signé deux mois plus tôt, mettant fin à la Conférence de la paix qui les avait mandatés. Le rapport ne fut officiellement publié qu'en 1947, quand parut le volume XII des Papers Relating to the Foreign Relations of the United States, the Paris Peace Conference 1919. \*

### Ils partent d'un constat :

En Palestine, le pays est déjà peuplé d'Arabes (en majorité musulmans, mais avec une importante minorité chrétienne) et les sionistes veulent y créer un État juif. Comment créer un État juif dans un pays peuplé d'Arabes ? Autant renoncer tout de suite à cette gageure qu'ils qualifient "d'extrême". Ils reconnaissent qu'un engagement sans équivoque a été donné aux sionistes dans le document de Balfour et dans l'approbation qu'il a reçue des autres représentants des Alliés.

Il n'est plus possible de revenir dessus. King et Crane ne demandent pas l'impossible, mais seulement un peu de modération dans la réalisation d'une promesse faite solennellement aux sionistes. Car un foyer national pour le peuple juif n'est pas la même chose que de faire de la Palestine un État juif.

La présence sioniste en Palestine, à l'époque, est insignifiante. Si 10 % de la population palestinienne est juive, ces

Juifs ne sont pas tous sionistes, loin de là ! Soumettre un tel peuple à une immigration juive illimitée et à une pression financière constante pour qu'il vende la terre, représenterait une violation grossière du principe ci-dessus rappelé et, quand bien même elle satisfèrait aux formes de la légalité, une violation du simple droit des gens.

**King et Crane se tournent ensuite vers l'aspect religieux de la question de la Palestine :**

*« Il y a aussi une considération supplémentaire qu'on ne saurait, en toute justice, passer sous silence si le monde doit envisager que la Palestine devienne un État spécifiquement juif pour aussi graduelle que soit cette transformation. Cette considération tient au fait que la Palestine est "la Terre Sainte" de la même façon pour les juifs, les chrétiens et les musulmans. Des millions de chrétiens et de musulmans, sur toute la surface du globe sont tout aussi attachés que les juifs aux conditions qui prévalent en Palestine, tout particulièrement aux conditions qui touchent au sentiment religieux et aux droits acquis qui en découlent.*

*En Palestine, les relations en ces matières, sont des plus délicates et des plus difficiles. Même avec les meilleures intentions du monde, on peut douter que les juifs puissent être, aux yeux aussi bien des chrétiens que des musulmans, des gardiens appropriés pour les différents lieux saints ou pour la Terre Sainte dans son ensemble.*

*La raison en est la suivante : les lieux qui*

*sont les plus sacrés aux yeux des chrétiens (ceux qui ont traité à Jésus) et qui sont également sacrés aux yeux des musulmans, ne sont pas sacrés pour les juifs, mais pire, ils les ont en horreur. »*

**King et Crane concluent leur recommandation sur la Palestine :**

*« C'est en vertu de ces diverses considérations et d'un très fort sentiment de sympathie pour la cause juive que les commissaires se sentent obligés de recommander que seul un programme sioniste considérablement réduit soit mis en œuvre par la Conférence de la paix, et, même dans ce cas, que celui-ci ne soit introduit que très graduellement et que le projet de faire de la Palestine un Commonwealth spécifiquement juif soit abandonné. Il n'y aurait alors aucune raison pour que la Palestine ne fasse pas partie, comme d'autres portions du pays, d'un État syrien uni, les lieux saints étant pris en charge par une commission internationale et inter-religieuse. Les juifs, bien entendu, seraient représentés à cette commission. »*

## Pour la Syrie

La commission est revenue de son enquête sur le terrain avec trois constatations.

La première est que les habitants de la Syrie le "Bilad el Sham" ne voulaient pas que leur pays soit démembré et débité en petits morceaux.

La deuxième est qu'ils souhaitaient accéder à l'indépendance immédiatement. La troisième est qu'ils étaient opposés à l'implantation sioniste en Palestine.

## Je te passe... et tu me passes...

Dans son journal du 11 décembre 1920, Maurice Hankey, secrétaire du gouvernement britannique, notera :

« Clemenceau et Foch ont traversé la mer après l'Armistice. On leur a donné une grande réception militaire et publique. Lloyd George et Clemenceau ont été conduits à l'ambassade de France, [...] quand ils furent seuls, [...] Clemenceau a dit :

« Bien ! De quoi devons-nous discuter ?  
— De la Mésopotamie et de la Palestine, répondit Lloyd George.

— Dites-moi ce que vous voulez, demanda Clemenceau.

— Je veux Mossoul, dit Lloyd George.

— Vous l'aurez, a dit Clemenceau. Rien d'autre ?

— Si. Je veux aussi Jérusalem, a continué Lloyd George.

— Vous l'aurez, a dit Clemenceau, mais Pichon (ministre des Affaires Étran-

gères) fera des difficultés pour Mossoul. »  
Il n'y a absolument aucune trace écrite ou memorandum fait sur le moment [...].

Cependant, en dépit des grandes pressions de la part de ses collègues et de toutes sortes de parties concernées, Clemenceau a toujours été inflexible et ne revint jamais sur sa parole.

« Et je suis bien placé pour le dire, Lloyd George ne lui en a jamais laissé l'occasion. » C'est ainsi que va l'Histoire.

Clemenceau expliquera : « La question pétrolière était dominante. Certes la France devait contrôler Mossoul, mais les Britanniques possédaient les droits de concession. Ils souhaitaient se limiter à une "Syrie" ne comprenant pas la Terre Sainte. Une trop grande expansion territoriale impliquerait des charges administratives trop lourdes. En outre, en contrepartie de Mossoul, il avait obtenu 2,5 % de la participation sur le pétrole. »

Dans cette Syrie unitaire, ils optaient pour la monarchie et souhaitaient que le prince Fayçal, qui avait mené la fameuse révolte arabe, soit reconnu comme leur roi. Pour ce qui est du choix du mandataire, s'il en fallait absolument un, pour les aider dans la période transitoire, ils récusèrent les Français, dont ils n'appréciaient pas les méthodes, et donnaient leur préférence aux Américains dont, à l'inverse, ils partageaient l'engagement, nous l'avons vu, en faveur du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à s'autodéterminer.

## Le Moyen Orient sous tutelle sous domination occidentale

À la fin de la guerre va se décider en Europe, à travers une série de conférences diplomatiques, le sort du Moyen-Orient. De ces dernières sort la carte territoriale contemporaine de la région, avec la création des mandats, préfiguration des futurs États arabes. En dépit de nombreuses manifestations d'indépendance, le Moyen-Orient passe sous la domination occidentale, essentiellement celle de la Grande-Bretagne et de

la France. Le mandat sur la Palestine est dévolu à la Grande-Bretagne.

## Londres : décembre 1918

Les Français et les Britanniques ont tenté de se mettre d'accord sur l'avenir de leur présence en Orient. Il est clair que l'accord Sykes-Picot ne sera pas respecté. À la veille de la conférence de Versailles, Clemenceau et Lloyd George, les deux chefs de gouvernement, se rencontrent et s'entendent pour un nouveau partage des responsabilités dans la région. La France accepte que la Palestine ne soit pas internationalisée et passe sous l'influence de la Grande-Bretagne. Elle cède à cette dernière la région de Mossoul, intégrée désormais au reste de l'Irak, mais obtient, en échange, une participation à l'exploitation du pétrole de la Mésopotamie. En revanche, Clemenceau reste ferme sur la présence française en Syrie.

## San Remo sous tutelle

**Avril 1920. Conférence de San Remo.**

En avril 1920, la conférence de San Remo réunit des représentants britan-

niques, français, italiens, japonais, grecs et belges, afin de fixer le sort des provinces arabes de l'Empire ottoman, et de préparer les conditions du traité de paix avec la Turquie, prévu pour le mois d'août de la même année, à Sèvres.

### Plusieurs questions sont soulevées lors de cette rencontre.

La France se voit attribuer un mandat sur la Syrie et sur le Liban. La Grande-Bretagne obtient un mandat sur la Mésopotamie et sur la Palestine. Le vilayet de Mossoul, dont les droits sont abandonnés par la France depuis décembre 1918, est placé sous tutelle britannique, contre l'octroi à la France d'une participation de 26 % à l'exportation des gisements de pétrole.

**Depuis la guerre, les Britanniques ont mesuré l'importance stratégique du pétrole. Un monopole européen commence à se mettre en place sur le pétrole au Moyen-Orient.**

Par ailleurs, face aux pressions exercées par la Grande-Bretagne et par l'Italie, la France accepte de renoncer à son droit sur la protection des chrétiens en Orient, qui entravait fortement l'autorité britannique sur la Palestine. Elle cherche notamment à faire valoir les droits des populations arabes et affirme que l'établissement d'un foyer national juif dans le pays, prévu par la déclaration de Balfour de 1917, ne doit pas annoncer la formation d'un État juif.

La conférence de San Remo scelle donc le destin des provinces arabes sans prendre en compte les revendications des populations sur place (v. le rapport King-Crane) et les promesses d'indépendance faites pendant la guerre sont définitivement oubliées.

Les réactions ne se font pas attendre dans le monde arabe. Une insurrection

Sur les marches de San Remo.



éclate en Irak. En Syrie, les nationalistes se radicalisent. Les violences se succèdent en Palestine. Fayçal, proclamé roi du royaume arabe de Damas de manière unilatérale par le Congrès arabe du 8 mars 1920, a refusé de se rendre aux pourparlers. Il sait alors que sa position est fortement menacée. Les Alliés lui font comprendre qu'il doit se soumettre aux décisions de San Remo. Quelques mois plus tard, les troupes françaises du général Gouraud mettent fin au royaume arabe de Damas et imposent le mandat.

Ainsi la France et la Grande-Bretagne s'établissent progressivement dans les anciennes provinces ottomanes entre 1920 et 1922. Les décisions mandataires de San Remo sont officiellement entérinées par la Société des Nations en 1922.

## Le système des mandats

Les mandats accordés à la France et à la Grande-Bretagne à San Remo sont de "catégorie A".

*« Certaines communautés qui appartenaient à l'Empire ottoman ont atteint un degré de développement tel que leur existence comme nations indépendantes peut être reconnue provisoirement, à condition que les conseils et l'aide aux mandataires guident leurs administrations jusqu'au moment où elles seront capables de se conduire seules. Le vœu de ces populations doit être d'abord pris en*

*considération pour le choix du mandataire. »*  
(paragraphe 4 de l'article 22 de la Charte de la Société des Nations adoptée à Versailles le 28 avril 1919).

Le système des mandats est un compromis entre les visées des puissances européennes et la volonté qu'avait affichée Wilson à Versailles, de favoriser l'autodétermination des peuples. Si le terme d'indépendance est mentionné dans le pacte de la Société des Nations, les populations n'ont d'autre choix que d'accepter une puissance tutélaire. Celle-ci étant supposée correspondre au vœu des populations.

Le système convient parfaitement à la France et à la Grande-Bretagne, car il propose un régime colonial classique. En effet, le mandat prévoit que les coûts d'installation de la puissance mandataire sont pris en charge par le gouvernement local.

## Sèvres

10 août 1920. Traité de Sèvres.

Le traité de Sèvres est signé entre l'Empire ottoman, vaincu, et les vainqueurs de la Première Guerre mondiale, le 10 août 1920 à Sèvres. L'entente victorieuse impose alors ses conditions et achève le démembrement de l'Empire ottoman, qui perd les quatre cinquièmes de son territoire. C'est le Sultan Mehmet VI, dernier sultan ottoman, qui signe, ayant choisi de coopérer avec les Alliés.

Les conditions du traité sont considérées comme humiliantes pour un des plus grands empires de l'Histoire moderne.

## L'humiliation

Il détache de l'Empire ses parties arabophones, pour lesquelles la *Société des Nations* a donné des mandats à la France et à la Grande-Bretagne.

**La France** jouira d'un contrôle financier et administratif en Cilicie et l'Italie dans les régions d'Adalia.

Il confirme à **l'Italie** la possession de l'archipel du Dodécanèse, dont l'île de Rhodes.

**La Grèce** obtient la Thrace orientale et la région de Smyrne, ce qui devra être confirmé au bout de cinq ans, par un référendum, pour le pays de rattachement (Grèce ou Turquie).

**Les Arméniens** souhaitent une grande Arménie, allant de la mer Noire à la mer Méditerranée et du Caucase à la Cilicie. Le traité prévoit finalement la formation d'un État indépendant restreint.

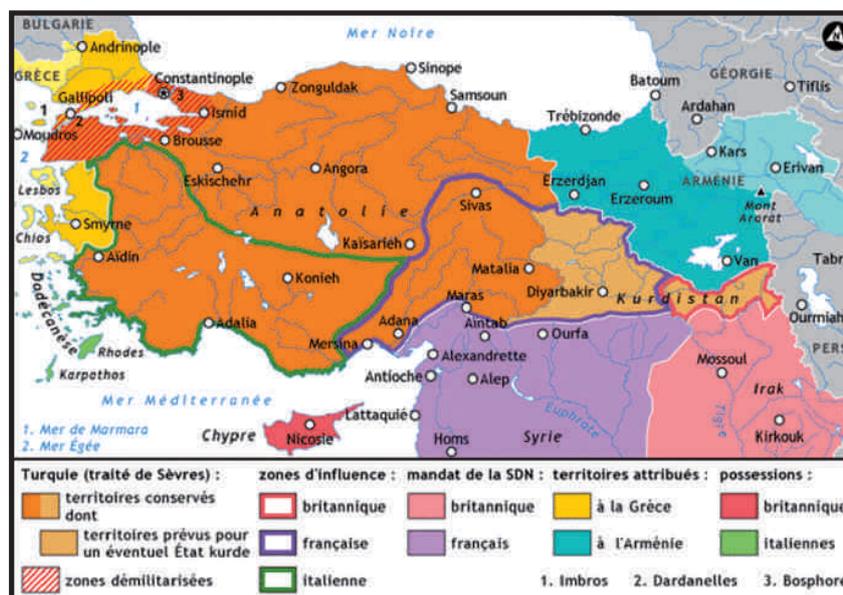
Le principe d'un **Kurdistan** est retenu. Les alliés s'entendent sur la constitution d'un État autonome, compris dans la zone ottomane au sud-est de l'Anatolie, comprenant 20 % des régions peuplées par les Kurdes.

Les détroits du **Bosphore** et des **Dardanelles** doivent être démilitarisés et gérés par une commission internationale.

**La Turquie** est aussi sommée de livrer sa flotte, de réduire son armée à 15 000 hommes et 35 000 gendarmes.

Si le Sultan se résigne, après deux mois de discussions, à signer le traité de Sèvres, celui-ci est considéré comme inadmissible par les nationalistes, dirigés par Mustapha Kemal, considéré comme un héros de guerre. Il rejette ce traité. La sévérité des clauses l'aide alors à rallier une bonne partie de la population au mouvement. La Turquie est alors en pleine guerre civile et en pleine guerre contre la Grèce.

Les alliés semblent avoir négligé l'importance du mouvement national turc. Ce traité ne sera jamais ratifié. Une conférence se tient à Londres en février





Les dignitaires turcs sortent têtes hautes, mais très affligés par les conditions humiliantes de leur capitulation imposées par le Traité de Sèvres.

1921 pour le ratifier, sans résultat. Le traité de Sèvres est finalement remplacé le 24 juillet 1923 par le traité de paix de Lausanne.

## Lausanne<sup>(7)</sup>

24 juillet 1923.

Le traité de Lausanne.

En 1921 et 1922 Mustapha Kemal Atatürk livre des combats contre les Grecs, qui ont occupé l'Anatolie. Avec le titre de généralissime et des pouvoirs dictatoriaux, il les arrête sur la Sakarya en août 1921, après une longue bataille de trois semaines. Il complète son succès par une victoire à Doumloufinat, le 30 août 1922.

Le 8 septembre 1922, les troupes grecques quittent Smyrne. Le vainqueur signe avec l'ennemi héréditaire un armistice à Mudanya, le 11 octobre 1922. Ce triomphe inespéré lui vaut de recevoir de l'Assemblée nationale le titre de "Ghazi" (le victorieux).

Les vainqueurs de la Première Guerre mondiale ont très vite compris que le traité de Sèvres, signé dans la manufacture de porcelaine et justement surnommé "le traité de porcelaine" devait être réécrit.

Une nouvelle conférence de paix s'ouvre à cet effet à Lausanne le 20 novembre 1922. Mussolini et Poincaré participent à la séance d'ouverture. Après des mois de tractation, le traité est signé le 24 juillet 1923 à Lausanne, entre la Turquie d'une part et la France, le royaume d'Italie, le Royaume-Uni, l'empire du Japon, le royaume de Grèce, le royaume de Roumanie, le royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

## Le traité

La légitimité du régime d'Atatürk installé à Ankara est reconnue. Les alliés obtiennent la reconnaissance, par la République turque, des pertes territoriales

de l'Empire ottoman à Chypre, dans le Dodécannèse, en Syrie, en Palestine, Irak et Arabie mais, en échange, renoncent à demander l'indépendance, voire simplement l'autonomie du Kurdistan et de l'Arménie. Le traité prévoit que les Turcs récupèrent une pleine souveraineté sur Istanbul et son arrière-pays européen. Les détroits bénéficient de la liberté de navigation, mais il est prévu une zone démilitarisée de 10 à 20 kilomètres sur les deux rives du Bosphore, de la mer de Marmara et du détroit des Dardanelles.

## L'annexe

Une annexe du traité prévoit – fait inédit – des échanges de population entre la Grèce et la Turquie. (1,6 million de Grecs ottomans contre 385 000 musulmans de Grèce : ces échanges forcés ont débuté "baïonnette dans le dos" avant même la signature du traité de 1923). Dans une moindre mesure, les autres signataires sont également concernés, le régime kémaliste souhaitant "rapatrier" des Turcs de Bulgarie, de Roumanie ou du Dodécannèse italien, en échange de populations chrétiennes de Turquie (Bulgares de la Thrace turque, politiques envoyés en Roumanie, Grecs de Cilicie envoyés à Rhodes). Près d'un demi-million de Grecs de Turquie sont morts (pour la plupart dans ces camps ou en route) et 400 000 musulmans en majorité turcs, ont quitté, eux, la Grèce pour la Turquie. L'échange de population était strictement établi sur l'appartenance religieuse.



# Le Monde Musulman



## La Turquie et le modernisme

**29 octobre 1923.**  
**La république turque d'Atatürk**

36

Comme Pierre le Grand en Russie, ou Mutsu-Hito au Japon, Mustapha Kemal entend voir son pays relever le défi de la modernité et se poser en modèle pour les pays musulmans désireux de s'occidentaliser.

Le 29 octobre 1923, la république est proclamée et le Ghazi élu président le jour même. Ismet Pacha est chargé de former le gouvernement. Issu des comités de résistance constitués en 1919 pour organiser le mouvement national, le Parti républicain du peuple sera un parti unique, présidé par Mustapha Kemal en personne.

Leader du parti, président de la République, chef des armées, président du



Parlement, le maître du pays concentre sur sa personne la totalité des pouvoirs, et c'est par la voie autoritaire qu'il entend construire un état unitaire et laïque, seul en mesure de réaliser les mutations profondes nécessaires à la réalisation d'un grand projet national. Cet État unitaire ne peut tolérer l'existence de minorités potentiellement dissidentes. Élimination des minorités et échange des populations garantissant l'unité nationale du nouvel État. Mais celui-ci doit également engager contre l'islam la bataille de la laïcisation.

## Les réformes (8)

**1924**

**Abolition du califat le 3 mars**, par l'Assemblée. L'ultime détenteur du titre, un cousin de Mehmed VI est expulsé de Turquie. Réformes de l'éducation nationale : l'enseignement est arraché à la religion. Toutes les écoles religieuses sont abolies ou laïcisées et les méthodes pédagogiques s'inspirent des systèmes en usage en Europe.

**1925**

**Réformes vestimentaires :**  
Il impose aux Turcs l'abandon du fez, leur coiffure traditionnelle, le port de la casquette ou du chapeau étant plus ci-

vilisé. Le port du voile est interdit aux femmes.

**1926**

**L'**ancienne loi coranique est remplacée par le code civil suisse.

Adoption du Code Commercial allemand, du Code Pénal italien, du Code Criminel français.

L'égalité des sexes est proclamée.

La polygamie et la répudiation sont interdites, le mariage et le divorce sont reconnus.

Le calendrier grégorien basé sur l'année solaire remplace l'année lunaire de 354 jours des musulmans, et on compte les heures, de minuit à minuit comme en Occident, et non plus du lever au coucher du soleil, comme les musulmans.

**1926**

**Réformes économiques.**

L'agriculture est modernisée par l'emploi de tracteurs, l'introduction de l'irrigation, la création de coopératives, la construction de routes et de voies ferrées. Développement de l'industrie du sucre et du ciment, du coton et de la laine, des centrales électriques et de l'exploitation des ressources minières.

Des banques sont créées pour soutenir le développement économique, etc.

**1928**

**L'**islam est supprimé de la Constitution en tant que religion d'État. Il n'est plus question de le détruire, mais de le séparer de l'État pour mettre fin à son influence sur les affaires politiques, sociales et culturelles.

Changement d'alphabet. Le manuscrit arabe est remplacé par l'alphabet latin. Le turc s'écrivait en caractères arabes qui étaient, d'une part, la cause du taux élevé d'analphabétisme (90 %) en raison de leur difficulté, d'autre part, de leur inadaptation à la phonologie du turc, qui possède huit voyelles, alors que



## « Paix intérieure. Paix universelle »

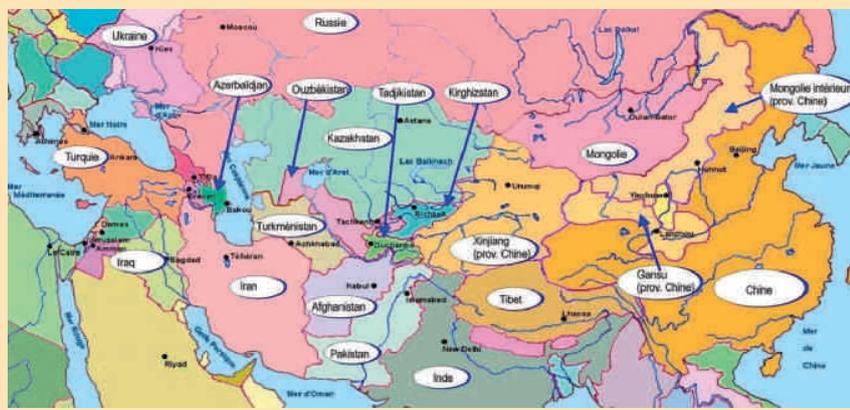
Gazi Mustapha Kemal Atatürk

En 1932, la Turquie entre à la Société des Nations, en 1934 avec la Grèce, la Yougoslavie et la Roumanie.

Un pacte balkanique, qui vise à surmonter les antagonismes passés. Bien plus que vers les Balkans ou le Proche-Orient arabe, c'est vers l'est que la nation turque regarde alors, ce que confirme la signature du pacte de Saada Bad conclu en juillet 1937 avec l'Afghanistan et l'Iran, étape préliminaire à la réalisation d'un grand projet pantouranien analogue à celui dont avait rêvé

jadis Euber Pacha, projet visant à la réunion des peuples issus, comme les Turcs, des steppes de l'Asie Centrale. C'est à sa véritable identité et à sa mission historique que Mustapha Kemal voulait ramener le peuple turc, première étape d'une aventure de plus vaste envergure, telle qu'il l'imaginait en déclarant à l'un de ses proches :

« Le monde verra un jour, avec stupeur, s'éveiller et se mettre en marche cet empire invisible qui git, encore ensommeillé, dans les flancs de l'Asie. »



l'arabe n'en a que trois. Retour à la langue d'origine : l'ottoman était un mélange des langues arabes, persanes et turques, de plus non parlé au sein de peuple.

1929

La Société d'histoire turque est chargée d'explorer le passé des Turcs par des méthodes scientifiques et de construire la généalogie de la nation en remontant jusqu'à ses ancêtres d'Asie Centrale.

1932

Création de l'Institut national des études de la langue turque.

1934

Adoption des noms patronymiques. Mustapha Kemal Pacha commence lui-même par prendre le nom de famille que tous lui attribuaient : Atatürk, père des Turcs. Bien plus, pour abroger l'inégalité des sexes, il est accordé à la femme des droits politiques (elle peut voter et se présenter comme candidate aux élections).

1935

Le dimanche remplace le vendredi comme jour de repos hebdomadaire. On décrète que le vendredi est le jour de la prière commune.

## Le monde arabe, du nationalisme à l'islamisme

### Les Frères musulmans

#### Égypte début des années 1920

Nous sommes à l'époque des interminables faux départs des Anglais qui prétendaient sans cesse octroyer l'indépendance du pays, tout en continuant de le dominer économiquement et de l'occuper militairement. Le ressentiment des couches les plus conservatrices de la société égyptienne rencontre la colère des oulémas dépossédés de leurs prérogatives sur la justice, la politique et l'éducation, après quatorze siècles d'un pouvoir religieux sans partage. D'autant plus que les

idées occidentales : la démocratie, la laïcité, le socialisme ont commencé à pénétrer le tissu social.

Nous nous trouvons dans la continuité de la Nahda, le grand mouvement de reformulation de l'islam, qui agite le XIX<sup>e</sup> siècle et amène les penseurs à trouver les moyens pour réconcilier la religion et le monde moderne. Certains théologiens, alors, vont très loin en ce sens. En 1925, Ali Abderrazia (1888-1966), un cheik formé à l'université cairote d'Al Azhar, écrit un livre qui le rend célèbre, mais déclenche aussi un immense scandale. Il y prouve la nécessité absolue, pour l'islam, de préserver la religion de toute ingérence dans la politique.

C'est dans ce contexte, en réaction « au colonialisme et à la mécréance occidentale », que va se fonder la confrérie dont les objectifs sont de rejeter les Britanniques à la mer et de défaire le pouvoir corrompu du roi Farouk « une marionnette de l'Occident », afin de rétablir, sur l'ensemble du monde arabo-islamique, un califat purifié dans sa

Le leader Hassan al-Banna.



## Islam est Religion et État, Coran et Glaive

«Orants la nuit, chevaliers le jour !  
L'islam est Religion et État, Coran et Glaive, Culte et Commandement, Patrie et Citoyenneté.  
Allah est notre but, le Prophète notre modèle, le Coran notre loi, le Djihad notre toit, le Martyre notre vœu [...].  
L'islam dans lequel croient les Frères musulmans voit dans le pouvoir un de ses piliers.  
L'application effective est, pour lui, aussi important que l'orientation de principe. Le prophète a fait du pouvoir politique l'une des racines de l'islam. Et dans nos livres de droit musulman, le pouvoir politique est compté parmi les articles du dogme et les racines politiques. Car l'islam est à la fois l'injonction et l'exécution, tout comme il est la législation et l'ensei-

gnement, la loi et le tribunal, pas l'un sans l'autre.  
Si quelqu'un estime que l'islam n'interfère pas dans la politique ou que la politique n'entre pas dans le domaine des investigations, il se fait du tort à lui-même et porte préjudice à la connaissance qu'il a de l'islam [...].  
L'État islamique ne repose sur rien d'autre que sur l'appel. Il est un État qui a une mission.  
Il ne consiste pas dans la composition d'une administration, ni dans un gouvernement matériel, inerte, sourd, sans âme.»

Extraits de Recueil de lettres de Hassan Al Banna, cité par Olivier Caré, dans *L'Utopie islamique dans l'Orient arabe*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

doctrine comme dans son autorité, fondé sur une lecture littéraliste du Coran et une application rigoriste de la Charia.

Un jeune instituteur, nommé Hassan al Banna (1906-1949), issu de la petite bourgeoisie, habitant à Ismaïlia, la grande ville du canal de Suez, pense que le seul moyen, pour les Égyptiens, de retrouver leur dignité dans leur pays réside dans la religion, ce bien qui leur est propre.

En 1928, il fonde, avec quelques amis, la confrérie des "Frères musulmans", une association dont le but est de replacer la foi au cœur de tout. « *L'islam est la solution* » dit un des plus célèbres slogans des "Frères".

La confrérie promet une réislamisation de la Société par l'action sociale. Construction de mosquées, d'écoles, de clubs de sport. Elle est dirigée par un guide, éclairée par un conseil, à la façon dont fonctionnait le prophète. Elle est aussi appuyée sur une direction clandestine, "l'appareil secret", qui réfléchit à la façon de prendre le pouvoir. Le mouvement progresse rapidement.

## Un programme totalitaire

En 1936, Hassan al Banna publie son programme politique, politico-religieux.

"Interdire", "surveiller", "punir" sont les maîtres-mots qui émaillent tous les articles de ce manifeste en cinquante points. Il s'agit d'interdire toute mixité dans la société, de placer sous surveillance l'éducation et les lieux publics, de mettre en place une police des mœurs qui abolira la sphère privée et traquera l'impiété où qu'elle se trouve. Qui douterait de la suprématie du pouvoir religieux ou ne respecterait pas le jeûne du Ramadan, sera passé au fil de l'épée. Ce manifeste constitue l'ossature d'une dictature religieuse très influencée dans l'exercice et la structure du pouvoir par son partenaire allemand. Car, pour financer son mouvement, Al Banna s'est trouvé deux mécènes de choix : l'Arabie saoudite dont la tradition religieuse, le wahhabisme est très proche de celle des perceptions fréristes... et le parti nazi.

Les nazis ont en partie financé "l'appareil secret" de la confrérie, sa branche armée et clandestine, qui ne répond qu'aux ordres du "guide suprême". Via ses écoles et ses radios, le nazisme a marqué de son influence la première génération des Frères musulmans. Il a notamment façonné son antisémitisme structurel. Dans les années 40, les Frères commettront des attentats qui ciblent le pouvoir, mais aussi les quartiers juifs du Caire et les populations exogènes d'Égypte.

## L'Arabie Saoudite et le Wahhabisme

Le royaume d'Arabie saoudite a été créé en 1932. Une grande part de la légitimité de cet État est fondée sur l'islam, dont il contrôle les principaux lieux saints, et sur le pétrole dont il contrôle, à lui seul, le quart des réserves mondiales. Seul État au monde à porter le nom de la famille régnante, l'Arabie saoudite s'est constituée autour d'une sorte de pacte social et politique. Le pays vit sous le régime d'une monarchie absolue, la contestation politique y est impossible et la majorité des postes clés de l'État saoudien est occupée par les membres de la dynastie Al Saoud, soit quatre mille deux cents princes du sang.

Un État-providence mis en place grâce aux recettes pétrolières, offre protection, éducation et santé à ses citoyens. En échange, la monarchie saoudienne a pu asseoir son pouvoir face aux autres tribus bédouines qui composent la société du pays et s'assurer de sa pérennité.

Le wahhabisme, auquel les Saoudiens son liés de façon inextricable, est une des doctrines les plus étouffantes qui soient. Ce courant religieux, ultra rigoriste, fondé au XVIIIe siècle, mettant l'accent sur le strict monothéisme et la fidélité aux sources de l'islam, représente aujourd'hui la doctrine officielle de l'Arabie saoudite.

## L'unification de la péninsule arabe par les Saoud

L'unification de la péninsule arabe commence en 1902, lorsque Abd Al Aziz III, connu sous le nom de Ibn Seoud, alors âgé de vingt et un ans, prend aux Turcs la ville de Riyad avec une quaran-





Le wahhabisme saoudien codifie l'intégrisme et impose un islam radical et sectaire par le sabre... lequel tranche toujours aujourd'hui en public la tête des condamnés à mort.

taine d'hommes. Il reprend le flambeau de ses ancêtres qui, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, face à l'armée ottomano-égyptienne de Mehmet Ali, avaient échoué dans leur projet de conquête de la péninsule.

Portés par le wahhabisme, Ibn Seoud et ses guerriers expulsent, en 1913, les Ottomans du Haza, conquièrent, en 1920, la moitié du territoire attribué à l'émir du Koweït, puis l'Arabie du nord. En 1924 et 1925, ils prennent possession du désert du Rub al Khali et des villes saintes du Hedjaz. Ils en chassent les hachémites, dynastie rivale, celle du chérif Hussein, dont les Britanniques préférèrent s'éloigner pour faire alliance avec Ibn Seoud.

Les Britanniques peuvent ainsi protéger leurs intérêts : stratégiques d'abord, le long de la "route des Indes", pétroliers ensuite, dans les protectorats du golfe Persique d'Irak et de Transjordanie. En échange de cette alliance, Ibn Seoud accepte le principe d'une frontière avec ces nouveaux États. Elles seront d'ailleurs les seules frontières reconnues par l'État saoudien proclamé en 1932, car la frontière n'est qu'une ligne imaginaire qui ne doit en rien gêner le déplacement des nomades et Bédouins dans le désert. Mais cela favorise aussi les ambitions conquérantes d'Ibn Seoud.

## L'OR NOIR sous les pieds de l'Arabie saoudite et du wahhabisme

Jusque dans les années 1930, sous les sables de l'est arabe, reposaient, insoupçonnées, les plus grandes réserves mondiales de cet or qu'on dit "noir". Certes, le roi Abdelaziz Al Saoud avait accordé une concession autorisant une holding britannique, à la recherche du pétrole, à explorer le désert. Mais celle-ci, n'ayant pas fait usage de ce droit, avait perdu sa concession.

En 1933, le roi, par l'intermédiaire de St John Philby, attribua à la Socal (Standard Oil of California), les droits de prospection et d'exploitation du pétrole dans la région de l'Arabie, ainsi que des droits spéciaux dans d'autres régions du royaume, ce, pour une durée de 60 années, qui furent portées par la suite à 66 ans.

Une nouvelle entité, la *California Arabian Standard Oil Company (Casoc)*, détenue à 50 % par la Socal, devint propriétaire de la concession en 1934. En 1944, la Casoc fut renommée la *Standard Oil Company*, mondialement connue sous son acronyme *Aramco*. Le forage débuta en avril 1935, dans la région de Dammane Domc, le long du golfe Persique, mais le premier puits ne commença à rendre qu'en mars 1938. Le premier baril embarqua en mai 1939

à Ras Tanura, qui devint par la suite un des plus grands exportateurs de pétrole.

## Le wahhabisme <sup>(9)</sup>

**Au XVIII<sup>e</sup> siècle, au centre de la péninsule Arabique, un prédicateur fait alliance avec un chef tribal, le cheikh Ibn Abd Al Wahhad. Le wahhabisme codifie l'intégrisme et impose, par le sabre, un islam sectaire.**

Le wahhabisme, c'est l'expression saoudienne qui, peu à peu, s'est propagée dans le monde sunnite.

La doctrine, qui s'appuie sur un texte d'Ibn Taymiya, est prêchée au XVIII<sup>e</sup> siècle, près de l'oasis Wadi Hanifa, par le cheikh Ibn Abd Al Wahhad. Cet homme était un "anti-tout" : anti-femme, anti-bijoux, anti-saints, anti-chansons, anti-mausolées, anti-Européens... Il se disait uniquement pro-Mahomet et professait que la majorité des musulmans trahissaient le prophète. En conséquence, ils devaient se convertir à ses prêches ou être passés par le fil de l'épée. Tout le monde le prenait pour un farfelu. De plus, il n'avait pas d'épée.

Malheureusement pour le destin de l'islam, il croisa en 1745, la piste de l'émir Mohammed al Saoud, petit chef de guerre assoiffé de rapines. Le "pirate des sables" flaira l'aubaine. Coaché par ce cagot, l'émir allait galoper plus loin que le Nadj, l'Arabie Centrale, vers le reste de la Péninsule.

Détruisant tombeaux des saints et décapitant tous ceux qui lui résistent, les

nouveaux conquérants s'imposent par la terreur dogmatique et belliciste. « *Oui, nous avons démolé, détruit et pillé* », écrira fièrement le fils d'Abd al Wahhab. Mais le premier royaume des Saoud est défait en 1818 par l'Empire ottoman. Il se reconstitue entre 1824 et 1890 sur un territoire réduit. Dès la première décennie du XX<sup>e</sup> siècle, la marche vers le troisième royaume est entamée. Elle s'appuie sur trois facteurs. D'abord, la confusion religieuse et idéologique : le réformisme musulman qui règne dans un Moyen-Orient en plein questionnement sur son identité, face au colonialisme, est divisé entre pro et anti-Occidentaux. Ensuite, sur la chute de l'Empire ottoman. Enfin, sur la carte jouée par les Britanniques dans la région, et que symbolisera « *l'épopée Lawrence d'Arabie* ».

Les Saoud prennent La Mecque en 1924 grâce à des phalanges bédouines endoctrinées par le wahhabisme, qu'ils éliminent lorsqu'elles se montrent trop revendicatrices.

## La mondialisation d'une hérésie

Dans son enquête « **Le Pacte de Nadjd** », le penseur tunisien Hamadi Redissi démontre comment la secte wahhabite puritaine, austère et sectaire, a réussi à conquérir de nombreux pays musulmans. Le wahhabisme représente une opportunité extraordinaire pour comprendre l'islam sectaire. Ceux qui n'ont jamais vu de près ces sectes médiévales hardies passer à l'acte sont là devant « *le présent des choses passées* ».

Né à l'abri des interférences étrangères, le wahhabisme est la dernière secte médiévale, par sa forte immersion dans l'imaginaire médiéval, son univers langagier, ses hantises et ses caprices. Mais, le wahhabisme est aussi la première des hérésies modernes [...]. On ne peut comprendre l'entente entre le wahhabisme et l'islamisme sans expliquer que les liaisons dangereuses, loin d'être accidentelles ou fortuites, se ressourcent dans une matrice commune. D'un mot, les thèses de l'islam millénariste,

misanthrope, indompté, belliqueux, antichrétien, antisémite et misogynne, se trouvent à l'état brut dans le wahhabisme.

L'unitarisme va au-delà de l'exclusion. Rien n'échappe à sa vigilance, car tout peut mener à l'impiété. Ibn Abd Al Wahhab condamne naturellement les formes consacrées de l'idolâtrie : fabrication des images, magie, faux dieux, divination. Il s'aventure dans le détail de la vie religieuse pour traquer l'idolâtrie,

**Les wahhabites ont réinventé le manichéisme. Force contre force : « musulmans, gens de la religion, de la croyance, de la Communauté, de l'Unité et de la foi » contre « les impies, les gens de l'erreur, les égarés, les apostats et les partisans de la discorde ».**

**Le djihad est donc légitime.**

y compris dans les pratiques rituelles islamiques, la religion sacralisée des paroles, des attitudes, des êtres, des objets, des temps et lieux. Mais lui, Ibn Abd Al Wahhab cherche plutôt à fixer la seule manière d'adorer Dieu. Il le fait dans un désordre indescriptible [...]. L'enjeu de l'unitarisme est de culpabiliser le croyant, de disqualifier toute forme d'intermédiation et d'effacer toute distinction entre l'idolâtrie, une grande impiété et des péchés mineurs, uniquement désapprouvés par la tradition.

**« Prendre des tombes, les mausolées, les coupes édifices en l'honneur des saints, en commémoration des martyrs ou par amour des proches parents, comme objet de culte est une forme d'associationisme qui détourne le pratiquant du seul lieu de prière qui convient, la Mosquée. »**

**« Les mosquées appartiennent à Dieu. N'invoquez donc personne à côté de lui. »** (72-18). Cette interdiction s'étend aux tombes, aux grottes [...]. Ibn Al Wahhab en tire la conclusion que ces édifices doivent être démolies [...]. L'argument d'autorité est une parole attribuée à Ali ou Muath : « *Le prophète m'a ordonné de démolir toute idole et d'aplanir toute tombe.* » Ou encore ce hadith : « *Puisse Dieu maudire les juifs et les chrétiens qui prennent les tombes de leurs prophètes pour des lieux de prière.* »

## Le processus de réhabilitation du wahhabisme

Le processus de réhabilitation commence timidement à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, et il s'achève dans les années 30. En 1918, Louis Massignon (grand orientaliste français fasciné par l'islam), range les wahhabites parmi les « *premiers coopérateurs de la renaissance arabe.* ». Hartmann (orientaliste allemand), en 1928, répond indirectement aux voyageurs : « *Plus personne ne croit maintenant qu'Ibn Abd al Wahhab a fondé une nouvelle religion... nous savons maintenant qu'ils sont de bons sunnites et qu'ils veulent revivifier l'islam des origines.* »

Mais comment la secte va-t-elle rejoindre la masse des fidèles ? Une étrange et équivoque complicité va, non seulement lier le fondamentalisme réformiste et le wahhabisme, mais également le modernisme rationaliste [...].

On assiste alors, vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, à la naissance de l'intellectuel hérétique, le nouveau clerc de l'islam. Mais ce n'était qu'un début. Car le wahhabisme n'aurait pu faire bonne figure sans la complicité des intellectuels arabes des années 20.

Ainsi, des écrivains naïfs qui n'ont rien à voir avec le wahhabisme, mais aussi des partisans inconditionnels, vont réussir, par la plume, ce que le wahhabisme n'a pu faire tout seul par l'épée. Ce qui est remarquable, c'est que cette réhabilitation commence en l'absence du mouvement wahhabite, en pleine déconfiture, à la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Les voyageurs et les oulémas, à l'époque, en parlent au passé. Mais Abdelaziz Al Saoud reconstruit son royaume (1902-1932) dans le contexte de la lutte anticoloniale.

Nous disposons ainsi d'une dernière clé explicative : le wahhabisme n'est plus seulement une quelconque espèce de salafisme dont on peut discuter. Il est aussi un mouvement de libération nationale.

# La Grande Bretagne perd la main

## Le dossier «Palestine»

**San Remo avril 1920**

Le mandat de la Palestine est confirmé comme étant dévolu à la Grande-Bretagne.

**30 juin 1920**

En vertu des décisions diplomatiques, un haut-commissaire civil est nommé par Londres en Palestine, il s'agit de Sir Herbert Samuel, personnalité politique libérale de confession juive et favorable à la thèse sioniste.

Il octroie des terres et des concessions industrielles aux sionistes et délivre des certificats d'émigration aux juifs russes qui fuient la guerre civile.

**Décembre 1920**

Troisième Congrès islamo-chrétien de Haïfa. Les congressistes réclament l'arrêt du projet sioniste et l'indépendance d'un État arabe de Palestine, sous influence britannique.

**Mai 1921**

Herbert Samuel décide de suspendre l'immigration juive.

**Juin 1921**

Le IV<sup>e</sup> congrès islamo-chrétien décide d'envoyer à Londres une délégation palestinienne conduite par Musa Kazimal Husseini.

**Août 1921**

La délégation est reçue par Churchill. Il conseille une rencontre avec Weizman, président de la Fédération sioniste de Grande-Bretagne. Ce dernier refuse de déclarer que le projet sioniste en Palestine n'est pas la formation d'un État. La seule assurance que reçoivent les délégués est que l'immigration juive n'excèdera pas les capacités de développement économique du pays.

**Juin 1922**

Londres publie un Livre Blanc qui affirme qu'il n'y aura pas d'État juif en Palestine, mais simplement le développement d'une communauté juive avec ses propres institutions.



**Juillet 1922**

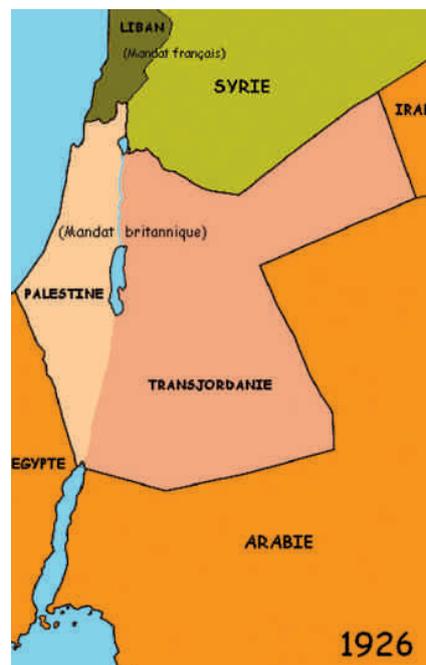
La Charte du Mandat est adoptée par les Communes le 4 juillet sur la base du Livre Blanc, puis ratifiée par la Société des Nations, le 24 juillet.

Les Arabes, refusant de reconnaître la déclaration de Balfour, décident de boycotter les institutions mandataires prévues par la Charte. Le développement séparé des deux communautés empêche la formation d'une citoyenneté palestinienne, ou l'émergence d'une identité régionale associant Juifs et Arabes. La seule organisation institutionnelle des Arabes de Palestine est religieuse. La proclamation comme grand mufti de Jérusalem Hajj Amin al Husseini, lui confère une place prépondérante. Les Britanniques lui ont confié la gestion des fondations pieuses et toutes les affaires relevant de la religion sunnite musulmane en Palestine.

De même, les Juifs se constituent en peuple autonome, refusant toute collaboration économique et sociale avec les Arabes, et se définissant selon des critères à la fois civiques et laïcisants (le peuple juif) et religieux (la religion juive). Dans l'immédiat, cet échec justifie le maintien de la tutelle britannique.

**1929**

L'agence juive est créée pour organiser le développement des implantations



juives dans le pays. Clandestinement, les Juifs se dotent d'une milice armée : "la Haganah". Les Juifs de Palestine prennent progressivement le contrôle de l'organisation sioniste mondiale. Le leader de cette dernière devient, entre les deux guerres, le chef des socialistes juifs de Palestine : David Ben Gourion.

## La question foncière <sup>(10)</sup>

**Le problème central de la mise en valeur de la Palestine, autant que des rapports judéo-arabes, réside dans la question foncière. La propriété juive en Palestine est essentiellement collective, résultat de l'achat de terres par les organisations sionistes. Elle est donc considérée comme inaliénable et non susceptible d'être retournée ou vendue à des Arabes.**

**Dans les années 1920, les sionistes acquièrent des lots importants appartenant surtout à des Libanais et des Syriens coupés géographiquement de la Palestine.**

**Les tenanciers arabes qui occupent ces terres sont expulsés, mais les autorités britanniques obligent un relogement aux frais des acheteurs sionistes.**

1929

**l'affaire du Mur des Lamentations**

À partir de la fin des années 1920, des groupes juifs revendiquent la possession du site du Mur des Lamentations à Jérusalem. Or, ce monument religieux appartient à une fondation pieuse musulmane prestigieuse, celle de l'Esplanade des mosquées.

Le 23 août 1929, à la suite d'une manifestation juive, la population arabe de Jérusalem et d'Hébron, attaque les quartiers et les nouveaux faubourgs juifs. Elle est rejointe par les communautés paysannes des alentours.

L'état de siège est proclamé par les autorités mandataires. Le bruit se répandant que les Juifs sont sur le point de s'emparer de la mosquée d'Omar, des tribus bédouines de Transjordanie traversent le Jourdain pour aider leurs coreligionnaires et prennent d'assaut les casernes britanniques.

Les affrontements causent la mort de 133 Juifs et de 116 Arabes.

1930

**la commission Shaw**

Suite aux troubles de 1919, la commission d'enquête Shaw est chargée d'étudier les causes des affrontements entre Juifs et Arabes. Dans le rapport, elle insiste sur les causes profondes.

1. L'immigration juive a dépassé les capacités d'absorption du pays.

2. Les personnes expulsées des terres achetées par les sionistes ne trouvent plus de terres en échange et constituent une catégorie de gens sans terre, revendicatifs et porteurs de violences.

3. Ayant refusé de former le conseil législatif que l'autorité mandataire leur avait proposé en 1922, les Arabes n'ont aucune organisation politique autonome.

Conclusion : il est nécessaire de reconsidérer la politique britannique en Palestine :

en limitant l'immigration,

en adoptant une nouvelle politique foncière,

en favorisant un nouveau projet constitutionnel associant les Arabes.

1930

**en mai, le Livre blanc**

L'exécutif arabe décide d'envoyer à Londres une délégation. Elle réclame

une évolution constitutionnelle devant mener à l'indépendance, et demande l'élection d'une assemblée par la population juive et arabe. Les Britanniques refusent ces revendications. Les conclusions de la commission Shaw sont reprises dans le Livre blanc

Octobre 1930

Les sionistes doivent faire des concessions sur la quantité de l'immigration et sur les acquisitions de terres. En retour, les Arabes doivent accepter la présence juive et coopérer avec celle-ci.

1931

Le rééquilibrage de la politique britannique déplaît fortement aux sionistes. Grâce à une campagne d'opinion active, ils obtiennent la levée des restrictions à l'immigration et à l'achat des terres.

1931

**La mobilisation du monde musulman**

L'affaire du Mur des Lamentations de 1929 connaît un retentissement dans le monde musulman.

En 1931, en décembre, le mufti de Jérusalem Hajj Amin al Husseini, utilise cette émotion pour organiser, à Jérusalem, un congrès islamique qui réunit 145 délégués de 20 pays.

Le Congrès condamne le sionisme, demande l'arrêt de l'immigration juive et en appelle à la solidarité entre Arabes, chrétiens et musulmans. L'idée d'une solidarité entre les peuples orientaux soumis à la colonisation émerge durant cette réunion et annonce le futur mouvement tiers-mondiste de la décolonisation.

Les manifestations de solidarité contre les impérialismes occidentaux sont influencées par le gandhisme. Comme les tenants d'un islam réformé, Gandhi soutient que la supériorité occidentale est purement matérielle, alors que l'Orient dispose d'une supériorité morale et spirituelle.



1934

**Evolution de la vie politique arabe**

Mort de Musa Kazim al Husseini, maire de Jérusalem. L'association islamo-chrétienne était placée sous son autorité. De nombreux partis politiques sont créés :

Parti de la défense nationale (politique de collaboration avec le mandataire).

Parti arabe palestinien (arabiste et islamiste). La fragmentation de la vie politique palestinienne se développe, mais la classe politique partage, dans sa grande majorité, les mêmes craintes devant l'immigration juive.

Une autre inquiétude est la montée des forces radicales qui remettent en cause le pouvoir traditionnel des notables sur la population.

1935

Le 25 novembre, la majorité des organisations politiques s'adresse à la puissance mandataire pour lui demander l'arrêt immédiat de l'immigration juive et le transfert des terres aux Arabes.

1933

**Les répercussions de l'arrivée d'Hitler au pouvoir en Allemagne**

Alors que l'immigration juive en Palestine se limite à quelques milliers de personnes par an jusqu'au début des années 1930, elle augmente à partir de 1933 pour atteindre 60 000 en 1935. Cet afflux massif et soudain est dû à l'avènement du nazisme en Allemagne. L'objectif de celui-ci est de vider l'Allemagne de ses habitants juifs en les expulsant, facilitant l'immigration dans des conditions très défavorables pour les Juifs. L'Allemagne soutient le mouvement sioniste. Des "accords de transfert" sont négociés entre les autorités allemandes et l'organisation sioniste, seule institution juive à être autorisée sur le territoire germanique. En vertu des accords, les immigrants juifs d'Allemagne peuvent partir pour la Palestine, en emportant avec eux une partie de leurs avoirs, convertis en marchandises allemandes. Ainsi, la Palestine connaît à partir de 1933, une arrivée massive à la fois d'hommes et de capitaux.

Pendant ce temps-là, Michel Aflak s'emploie à diffuser dans les universités la doctrine du Baas : «Socialisme et liberté».

Cette évolution inquiète les Arabes. Dès octobre 1933, une manifestation arabe en Palestine, dirigée contre la présence britannique fait une trentaine de morts. Certains Arabes de Palestine commencent à organiser et préparer les conditions d'une insurrection générale. Un chef religieux Izz ad Din al Quasam, favorable au déclenchement d'une révolte, est abattu par les Britanniques en 1935 avec une douzaine de compagnons. Très vite, il devient un martyr de la cause arabe palestinienne.

### L'impossible accord

Depuis les évènements de 1929, les sionistes ont pris conscience de l'existence d'un mouvement national arabe en Palestine. Les opposants juifs au sionisme sont par ailleurs tentés de parvenir à un accord de cohabitation avec les Arabes.

Les sionistes ne veulent pas demeurer inactifs et tentent de trouver un accord avec le nationalisme arabe.

C'est l'action menée par le nouveau leader du sionisme palestinien dans l'entre-deux-guerres, David Ben Gourion. Il reconnaît le projet panarabe d'unité de la région, il est prêt à rejoindre une fédération arabe, à condition que la Palestine soit majoritairement juive. Le mufti de Jérusalem, mis au courant de ces ouvertures, n'y est pas défavorable.

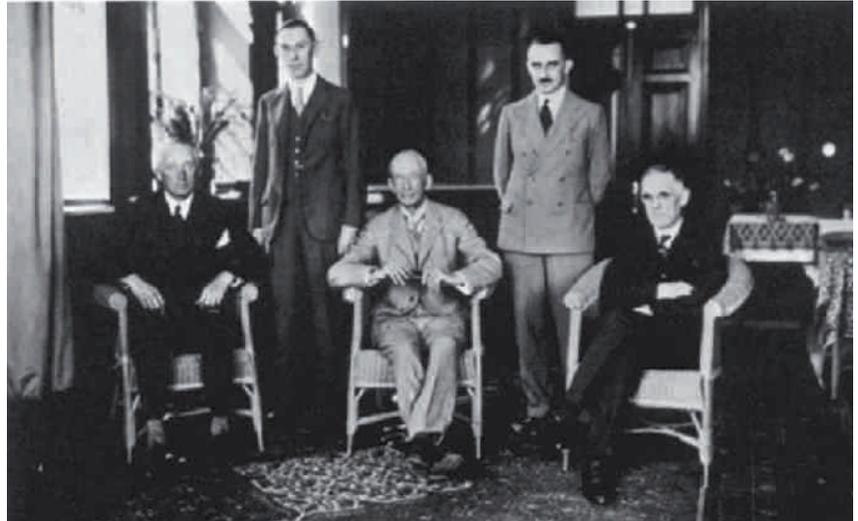
La rencontre la plus significative est celle de Ben Gourion avec Shakib Arslan, une des figures les plus éminentes du nationalisme arabe. Mais ces entretiens font long feu, car les interlocuteurs de Ben Gourion sont davantage alarmés par la perspective d'un État juif que séduits par les propositions qui leur sont faites.

**1936**

### La grande grève

Le 15 avril 1936, deux Juifs sont assassinés dans la région de Naplouse par les membres d'un groupe arabe extrémiste. En représailles, deux Arabes sont tués.

Le 19 avril, des ouvriers agricoles tuent neuf Juifs dans la région de Jaffa. L'état d'urgence est proclamé. Les violences se poursuivent. Le fait le plus marquant est le déclenchement, dans toute la Palestine, d'une "guerre des Arabes".



Les membres de la commission Shaw étudièrent en 1930 les raisons des affrontements entre Juifs et Arabes à Jérusalem.

Le 25 avril, les principaux partis créent un centre suprême arabe. En dépit de la présence des notables, le mouvement est surtout encadré par les forces radicales.

En mai, la violence s'étend aux campagnes. Des bandes rurales attaquent les Britanniques et les sionistes.

La grève est très populaire dans l'ensemble du monde arabe.

Londres accepte la médiation des gouvernements arabes de l'Arabie saoudite, de l'Irak, et de la Transjordanie.

Fin de la grève.

Pour les palestiniens arabes, ce n'est qu'une trêve.

**Juillet 1937**

### le plan Peel

Après plusieurs mois d'investigation, une commission d'enquête présidée par Lord Peel, publie son rapport :

Un constat : la coexistence entre Arabes et Juifs dans une même entité nationale est impossible.

Une proposition : elle préconise un partage de la Palestine.

La plus grande partie du littoral et la Galilée reviendraient aux Juifs.

Au centre, un corridor reliant Jérusalem à la mer resterait sous domination britannique, afin d'assurer la protection des lieux saints.

Tout le reste formerait un État arabe fusionnant avec la Transjordanie.

Le plan Peel est refusé catégoriquement par les Arabes. Du côté sioniste, les avis sont partagés.

Pour Ben Gourion, le plan Peel accorde aux sionistes ce qu'ils n'espéraient plus d'un État juif : une totale liberté d'im-

migration, et un territoire destiné à devenir ethniquement homogène.

De nombreux sionistes s'opposent à cette stratégie pragmatique et protestent contre ce plan. Ils parviennent à être majoritaires lors du Congrès de Zurich en 1937.

**9 septembre 1937**

Les nationalistes de tous les pays arabes se réunissent à Bludan en Syrie, afin de coordonner l'action antisioniste. L'agitation reprend en Palestine. Les autorités britanniques adoptent une politique de fermeté.

**25 septembre 1937**

Le commissaire britannique pour la Galilée est assassiné. Les autorités britanniques dissolvent le Comité suprême arabe. Le mufti est relevé de ses fonctions officielles. Il s'enfuit vers le Liban.

**Fin 1937**

La grande révolte des Arabes en Palestine éclate. Une véritable guerre civile accompagne l'insurrection.

Les paysans, plus fidèles à l'islam, obligent les citadins à respecter davantage les règles religieuses, comme le port du voile chez les femmes. Le keffieh blanc et noir, coiffure traditionnelle des paysans devient, à partir de cette date, le symbole de la lutte arabe palestinienne. Certains notables arabes s'enfuient dans les pays voisins ou se rangent du côté des Britanniques. La loi martiale est établie. Les Britanniques utilisent

aussi les forces sionistes. La révolte dure près d'un an. À la fin de l'année 1938 elle commence à s'essouffler. La conjoncture européenne se tend. Il devient nécessaire de trouver une solution politique.

**1938**

### Gandhi s'exprime sur le conflit en Palestine

*La Palestine appartient aux Arabes au même titre que l'Angleterre appartient aux Anglais ou que la France appartient aux Français... ce qui se passe aujourd'hui en Palestine ne peut être justifié par aucun code moral de conduite... s'ils [les Juifs] doivent compter géographiquement sur la Palestine pour en faire leur patrie, alors se cacher derrière l'artillerie britannique n'est pas la bonne façon d'y entrer. Toute action religieuse ne doit pas s'accomplir à l'aide de la baïonnette ou des bombes. Ils ne peuvent s'installer en Palestine qu'avec la bienveillance des Arabes... Au point où cela est arrivé, ils sont coresponsables, avec les Britanniques, de la dévastation d'un peuple qui ne leur a fait aucun mal. Je ne défends pas les excès des Arabes. J'aurais souhaité qu'ils eussent choisi la voie de la non-violence pour résister à ce qu'ils considèrent à juste titre comme une intrusion inacceptable dans leur pays. Mais, selon les critères reconnus du bien et du mal, on ne peut rien reprocher à la résistance arabe face à une adversité écrasante.*

Mahatma Gandhi, cité dans *A Land of Two Peoples* éd. Mendès-Flohr.

**1939**

### Conférence et Livre Blanc

Londres est convaincu que le plan de partage proposé par la commission Peel



est inapplicable et qu'il faut arriver à un accord entre Juifs et Arabes.

La classe politique arabe palestinienne ayant été éliminée ou exilée, il est nécessaire de convier à la Conférence des représentants des autres États arabes : l'Égypte, la Transjordanie, l'Arabie saoudite, et l'Irak envoient des délégués. La France a refusé la présence de la Syrie et du Liban.

La conférence s'ouvre le 7 février à Saint James en Grande-Bretagne. Les Britanniques proposent la solution suivante : Les Arabes auront un droit de veto sur l'immigration juive et les Juifs un droit de veto sur l'indépendance de la Palestine.

Londres pense parvenir à un accord. Les parties refusent la proposition. La conférence est ajournée.

Les Britanniques décident alors de publier un Livre Blanc. Il y est dit que la Grande-Bretagne n'a jamais eu l'intention de faire de la Palestine un État

Manifestation de femmes juives à Jérusalem contre le Livre Blanc qui accorde aux Arabes un droit de veto sur l'immigration juive.

pour les juifs, contre la volonté du peuple arabe. La Palestine ne doit pas être partagée. Le double veto est remis en course. Il faut aboutir à la mise en place d'institution arabo-juive de libre gouvernement et à l'établissement d'un État palestinien indépendant.

L'immigration juive est pour la première fois limitée. Les ventes des terres arabes aux Juifs seront limitées. C'est un tournant de la politique britannique. Le mufti et ses partisans rejettent les propositions, car le projet britannique retarde la date de l'indépendance de la Palestine d'au moins dix ans.

Les sionistes rejettent également le projet et se lancent dans une politique d'émigration clandestine.

Comme dirait Zorba le Grec, « c'est un magnifique désastre ! »

1 p.6 Eléments d'informations tirés de : FELLOUS Gérard, Daech « Etat islamique » L'Harmattan 2015. CLOAREC Vincent et LAURENS Henri , *Le Moyen-Orient au XX<sup>e</sup> siècle* Armand Colin 2014. HANNE Olivier, FUCHY de LA NEUVILLE *L'Etat islamique*, Bernard Giovanangeli, 2014. LUZARD Pierre-Jean, *Le piège de Daech* La Découverte 2015  
2 p.17 Le Discours de Mossoul transcription et traduction de l'arabe par BERNARD Dick. [<http://ripostelaique.com/le-discours-sermon-de-mossoul-la-naissance-du-califat-mondial-de-letat-islamique.html>]  
3 p.21 Correspondance Hussein-Mac Mahon. [<http://www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/History/hussmac1.html>]  
4 p.24 Accord Sykes-Picot. [[http://www.lib.byu.edu/index.php/Sykes-Picot\\_Agreement](http://www.lib.byu.edu/index.php/Sykes-Picot_Agreement)]  
5 p.26 La déclaration de Balfour. [<http://www.egaliteetreconciliation.fr/2-novembre-1917-la-declaration-Balfour-21067.html>]  
6 p.31 La commission King-Crane. [<http://aldeilis.net/france/?s=king-crane&x=14&y=6>]  
7 p.35 Le traité de Lausanne. [[https://www.herodote.net/24\\_juillet\\_1923-evenement-19230724.php](https://www.herodote.net/24_juillet_1923-evenement-19230724.php)]  
8 p.36 Les réformes. [<http://www.bleublancurc.com/Ataturk/Ata-principal.htm>]  
9 p.39 Le Wahhabisme. Martine Gozlan *Marianne* no 971 du 21 au 26 novembre 2015  
10 p.41 Henri LAURENS *La faillite du mandat anglais* Les collections de l'histoire n° 39 Vincent CLOAREC et Henri LAURENS *Le Moyen-Orient au XX<sup>e</sup> siècle* Armand Colin 2014

# La Seconde Guerre mondiale

1<sup>er</sup> septembre 1939 - 2 septembre 1945

## Chronologie <sup>(1)</sup>

### 1936

- **septembre.** Conférence de Munich

### 1939

- **23 août.** Pacte de non-agression germano-soviétique

- **septembre.** Invasion de la Pologne par Hitler, début de la guerre

### 1940

- **mars.** Capitulation Finlande, invasion Danemark, Norvège, Hollande

- **mai.** Invasion Belgique et France

- **mai/juin.** Attaque allemande et défaite de la France

- **17 juin.** Pétain demande l'armistice

- **18 juin.** Appel du général de Gaulle

- **22 juin.** Armistice franco-allemand à Rethondes



- **septembre.** France + Afrikakorps attaquent l'Égypte

- **octobre.** Entrevue de Montoire

- **11 novembre.** Premier acte de résistance

- **décembre.** Pétain renvoie Laval, appelle l'amiral Darlan

### 1941

- **4 mai.** Les Allemands entrent en Grèce et dominent les Balkans

- **28 mai.** Protocole de Paris

- **22 juin.** Les communistes entrent dans la résistance. Attaque allemande en URSS

- **7 décembre.** Attaque japonaise sur Pearl Harbor

### 1942

La BBC annonce les défaites de l'Axe

- **mars.** Le Japon occupe l'île de Java  
L'Axe est maître d'une partie du monde

- **avril.** Pétain rappelle Pierre Laval

- **juin.** Batailles de la mer de Corail et de Midway (Pacifique)

- **juin.** Annonce de la relève des prisonniers par des travailleurs volontaires

- **juillet.** Rafle du Vel d'hiv à Paris

- **août.** Guadalcanal

- **1942.** En Égypte, Afrikakorps allemand contre troupes britanniques de Montgomery

- **octobre.** Victoire d'El Alamein. Afrique du Nord libérée

- **novembre.** Bataille de Stalingrad

### 1943

- **2 février.** La Wehrmacht capitule à Stalingrad

- **février.** Service de Travail Obligatoire. Les jeunes refusent le STO et rejoignent le maquis

- **été.** Bataille de l'Atlantique, remportée par les Alliés. Débarquement allié en Sicile, bataille du Mont Cassin

### 1944

- **15 août.** Débarquement en Provence (Hyères)

- **19 août.** La population parisienne se soulève à l'approche des Alliés

- **hiver.** Poche de Belfort

### 1945

- **janvier.** La France commence à être envahie

- **Janv.-févr. 1945.** Contre-offensive allemande dans les Ardennes

- **février.** Conférence de Yalta

- **25 avril.** Américains et Soviétiques font la jonction sur l'Elbe

- **30 avril.** Suicide d'Hitler

- **8 mai.** Capitulation allemande

- **août.** Bombes atomiques sur le Japon (le 6 sur Hiroshima, le 9 sur Nagasaki)

## Anschluss de l'Autriche

À l'aube du samedi 12 mars 1938, l'armée allemande franchit les postes frontières autrichiens.

En occupant l'Autriche le 12 mars, Hitler se prévaut du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le surlendemain de l'entrée des troupes dans son pays natal, il proclame officiellement l'Anschluss (le rattachement) de l'Autriche depuis une tribune dressée face à la Hofburg, le palais impérial de Vienne, rebaptisé Ostmark (marche vers l'est). L'Autriche est placée sous l'autorité du

Gauleiter (chef de région) Joseph Burch. Le rattachement est avalisé le 10 avril 1938 par un référendum qui recueille plus de 99 % des votes favorables parmi les Autrichiens.

## Les Sudètes

Les Sudètes, région tchécoslovaque, riche, frontalière avec l'Allemagne, étaient habitées par trois millions de descendants de colons allemands et faisaient partie, jusqu'en 1918, de l'Empire austro-hongrois. En 1919, les Sudètes avaient été rattachées à la toute nouvelle République de Tchécoslovaquie (15 millions d'habitants). En 1938,

poursuivant sa politique de regroupement dans le Reich de toutes les populations d'origine germaniques, Hitler réclame les Sudètes pour les annexer à l'Allemagne. Par ailleurs, les Sudètes sont une région industrielle importante. Leur annexion renforcerait la production d'armes pour le Reich.

## Les accords de Munich

Le 30 septembre 1938

Par les accords de Munich, Français et Anglais livrent aux Allemands la Tchécoslovaquie. Hitler tire de son suc-

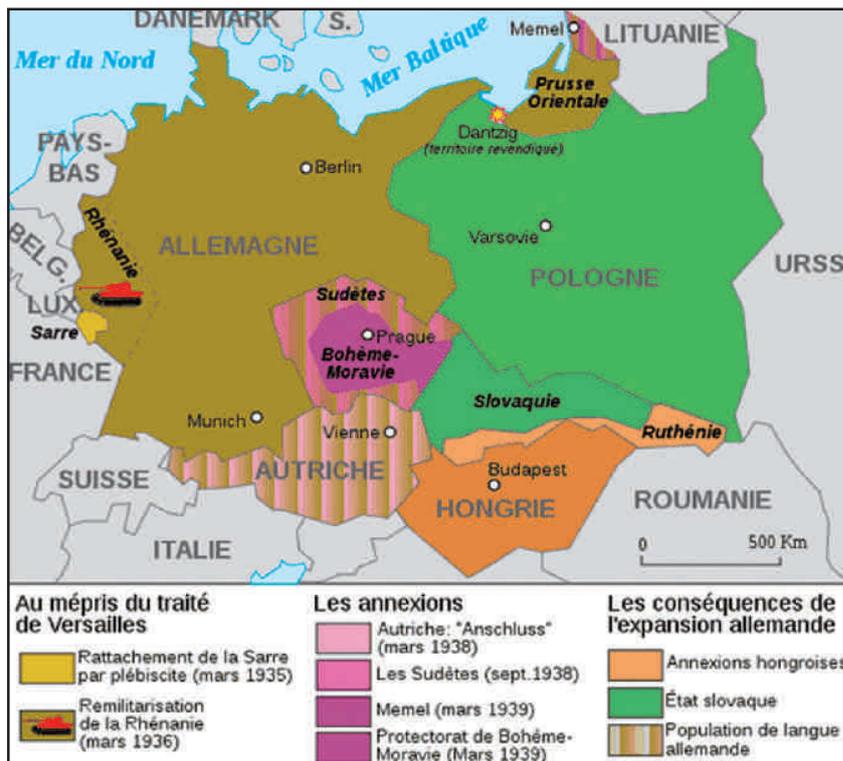


« Dès la conviction que tout lui est permis. Après avoir annexé l'Autriche sans coup férir, Hitler réclame, en septembre 1938, l'autodétermination pour les 3,2 millions d'Allemands qui peuplent la région des monts Sudètes en Tchécoslovaquie.

Le premier ministre britannique, Neville Chamberlain, multiplie les gestes d'apaisement envers Hitler et lui rend visite le 15 septembre, puis le 22, après avoir persuadé les Tchécoslovaques de la nécessité de trouver un arrangement. Hitler choisit de surenchérir et exige une cession des Sudètes dès le 1er octobre suivant, menaçant d'envahir le territoire à cette date.

Le 28 septembre, alors que la guerre est imminente, le Duce italien Mussolini propose une conférence internationale de la dernière chance... en l'absence des principaux intéressés, les Tchécoslovaques.

Dès le lendemain, le 29 septembre, Hitler accueille Mussolini en gare de Munich. Le britannique Chamberlain et le français Daladier arrivent chacun de leur côté en avion.



Daladier et Chamberlain finissent par accepter un "compromis" présenté par Mussolini, par lequel le gouvernement de Prague est tenu d'évacuer les Sudètes dans les dix jours et de démanteler ses forteresses situées à la frontière. C'est la première fois qu'un État européen est ainsi asservi et réduit à l'état de colonie.

Après convocation par Hitler à Berlin, le président tchèque avait été sommé de « remettre en pleine confiance entre les mains du Führer le destin du peuple et du pays tchèque », sous peine de détruire Prague.

**15 mars 1939**, l'armée allemande occupe, sans combattre, la Bohême-Moravie. De son côté, la Slovaquie devient un pays indépendant, mais vassal du Reich.

L'opinion publique des pays démocratiques est à la fois troublée et soulagée par les accords de Munich.

À sa descente d'avion, Neville Chamberlain, toujours plein d'illusions, n'hésite pas à affirmer que le Führer « est un homme sur qui on peut compter lorsqu'il a engagé sa parole ».

En France, au lendemain des accords de Munich, tous les journaux titrent : « la Paix ». Daladier est accueilli à son retour au Bourget par une foule en délire.

**5 octobre 1938**, Churchill lance : « Nous avons subi une défaite totale et sans mélange [...]. Notre peuple doit savoir que nous avons subi une défaite sans guerre, dont les conséquences nous accompagneront longtemps sur notre chemin ».

La postérité retiendra de Churchill cette formule dans une lettre postérieure : « Ils ont accepté le déshonneur pour éviter la guerre. Ils auront le déshonneur et la guerre ».

Pour l'Europe entière, la Seconde Guerre mondiale est un chant du cygne.



Cartes des victoires successives de l'axe Rome-Berlin-Tokyo, puis de celles des alliés.

En 1945, le Royaume-Uni est victorieux, mais à terre. La France a du mal à se relever du désastre de 1940. Elle s'est déconsidérée aux yeux du monde et plus encore à ceux des peuples qui sont censés lui être soumis. La colonisation est fondée largement sur la force du colonisateur. La défaite humiliante des Français face à l'Allemagne change à jamais le regard porté sur eux.

L'Italie est hors-jeu.

L'Allemagne est en cendres. L'Europe s'est suicidée une première fois en 1914. La récurrence l'achève. Elle a fait son temps.

Deux nouvelles puissances sont prêtes à se partager le planisphère : L'URSS occupe la moitié de l'Asie et la moitié de l'Europe, les États-Unis sont présents partout ailleurs.

Comme d'autres peuples du monde colonisé, les Arabes placent en eux les plus grands espoirs. Dans la charte de l'Atlantique de 1941, un texte, qui servira de base à la charte fondamentale de l'O.N.U., a été appelé « *le droit pour chaque peuple de choisir sa forme de gouvernement* ». Cela revient à encourager la décolonisation. Celle-ci va devenir le grand principe moteur de l'après-guerre.

## sur le théâtre Moyen-Orient Méditerranée

La Seconde Guerre mondiale s'est jouée pour la plus grande part en Europe, puis dans l'immensité Russe et en Extrême-Orient. Ce conflit, contrairement à celui de 1914-1918, n'a pas rebattu les cartes dans le monde arabe, ni chamboulé les frontières. Il entérine les mécanismes en cours, c'est-à-dire la volonté des peuples de se dégager des puissances coloniales et de leur inexorable déclin. De grandes opérations ont lieu sur le « *théâtre Moyen-Orient-Méditerranée* » comme l'appellent les états-majors anglo-saxons. Leurs réussites ont certainement ouvert le chemin de la victoire. Leurs échecs auraient certainement changé l'issue de cette guerre. <sup>(2)</sup>



## Irak-Syrie

Après la défaite française, l'Irak recherche un accord avec l'Allemagne. Les Britanniques obtiennent le renvoi de Rashid Ali par le régent en janvier 1941. Il est remplacé par Taha al Hashimi. Ce dernier tente de réduire l'influence des nationalistes arabes dans l'armée, mais ceux-ci provoquent une nouvelle épreuve de force. Le gouvernement est renversé, le régent et Nuri Saïo s'enfuient et Rashid Ali est rappelé au pouvoir en avril 1941. Les Britanniques et les Américains refusent de reconnaître le nouveau gouvernement. Londres débarque des troupes à Bassorah.

**30 avril 1941**, l'armée irakienne assiège la base aérienne de Habbaniya, près de Bagdad. L'aviation britannique bombarde les positions irakiennes, tan-

dis qu'une force de secours est mise sur pied en Palestine. Elle traverse l'Irak et parvient à dégager Habbaniya.

**31 mai 1941**, Rashid Ali s'enfuit en Iran et l'armée irakienne signe un armistice. Pendant ce temps, en Syrie, les Allemands voulant porter secours à leurs alliés irakiens, obtiennent l'autorisation du gouvernement de Vichy d'utiliser les bases aériennes. Les Britanniques attaquent le Levant français, aidés par les soldats de la France Libre. Après quelques combats meurtriers qui opposent des Français à d'autres Français, Beyrouth et Damas sont contrôlés par la Force Française Libre et par les Britanniques. La France Libre assure l'administration de la Syrie et du Liban et doit gérer les revendications indépendantes locales.

47

## Iran

Le Chah Reza Pahlavi, souverain officiellement membre de l'État impérial d'Iran, s'est rapproché de l'Allemagne. Les Britanniques craignent que l'Allemagne ne mette la main sur les ressources pétrolières du pays. Le passage par l'Iran est, par ailleurs, nécessaire pour accroître l'aide des États-Unis à l'Union Soviétique. Le Chah est détrôné et remplacé par son fils Mohamad Reza Pahlavi, lequel se rallie aux Alliés. Le contrôle de l'Iran et celui de l'Irak permettent d'établir le Corridor Perse.

## Égypte

Au printemps 1941, alors que la Grande-Bretagne est aux prises avec une situation politique et militaire critique, une partie de la classe politique

Le Chah d'Iran, Reza Pahlavi, en 1941.





La résistance des Français face à l'Afrika Korps du général Rommel à Bir Akeim.

égyptienne estime qu'il est nécessaire de prendre contact avec l'Allemagne et l'Italie afin d'obtenir l'indépendance. Ali Maher entre en relation avec Rome, tandis que le chef d'état-major, limogé sur intervention britannique, tente de rejoindre les troupes allemandes. Il échoue et est arrêté, mais il a eu le temps de constituer un réseau clandestin composé d'officiers, dont le jeune Sadate et des membres des Frères musulmans, qui entre en contact avec des espions allemands. Le réseau est finalement démantelé en 1942. Farouk entretient également des discussions avec l'Allemagne par l'intermédiaire d'Ankara et de Téhéran.

La Grande-Bretagne demande que l'Égypte rompe ses relations diplomatiques avec le régime de Vichy. Le roi refuse, mais le gouvernement cède. Ce

dernier démissionne après un conflit avec le Palais. Les Britanniques font pression pour la formation d'un gouvernement wafdiste autour de Nahhas Pacha, mais le roi s'y oppose.

**4 février**, l'armée britannique encercle le palais royal et oblige Farouk à accepter la solution politique proposée par Londres. Le Wafd sort déconsidéré par l'événement. L'armée égyptienne, surtout, est fortement révoltée contre la reculade du pouvoir. De cette amertume naît le mouvement clandestin des "Officiers libres" qui prône la lutte contre les Britanniques et le remplacement de la monarchie égyptienne.

**Octobre 1944**, la direction des affaires est confiée à Ahmad Maher. L'Égypte déclare la guerre aux puissances de l'Axe, entraînant le mécontentement des forces politiques radicales qui y voient un alignement sur la politique britannique.

**24 février 1945**, Ahmad Maher est assassiné par un jeune nationaliste.

## La guerre du désert

**1940**. Mussolini rêve de reconstituer l'Empire Romain.

**13 septembre 1940**, depuis leur colo-

nie de Lybie, les Italiens se ruent vers l'Égypte, protectorat britannique, dans le but de mettre très vite la main sur le précieux canal de Suez. Mussolini avait pour objectif de faire jonction, par la Lybie, avec l'Abyssinie, colonie italienne. L'armée italienne subit des défaites. Les troupes italiennes du maréchal Rodolfo Craziani attaquent l'Égypte, mais se heurtent à une efficace contre-offensive britannique. Hitler doit soutenir les troupes italiennes et envoie l'Afrika Korps sous les ordres du général Rommel.

**6 février 1941**, Rommel est officiellement mandaté.

**31 mars 1941**, il a repoussé les troupes britanniques de la Lybie jusqu'aux frontières de l'Égypte.

**26 mai 1942**, début de la bataille de Bir Hakeim. Les troupes de Rommel réputées invincibles sont à 100 km d'Alexandrie. Le général anglais Montgomery réussit à déclencher la puissante contre-offensive qui oblige les Allemands et les Italiens à refluer vers la Tunisie.

Le canal de Suez, voie maritime essentielle, et les champs pétrolifères du Moyen-Orient restent sous le contrôle des Alliés.

**Le 8 novembre 1942**, les Américains débarquent au Maroc et en Algérie.

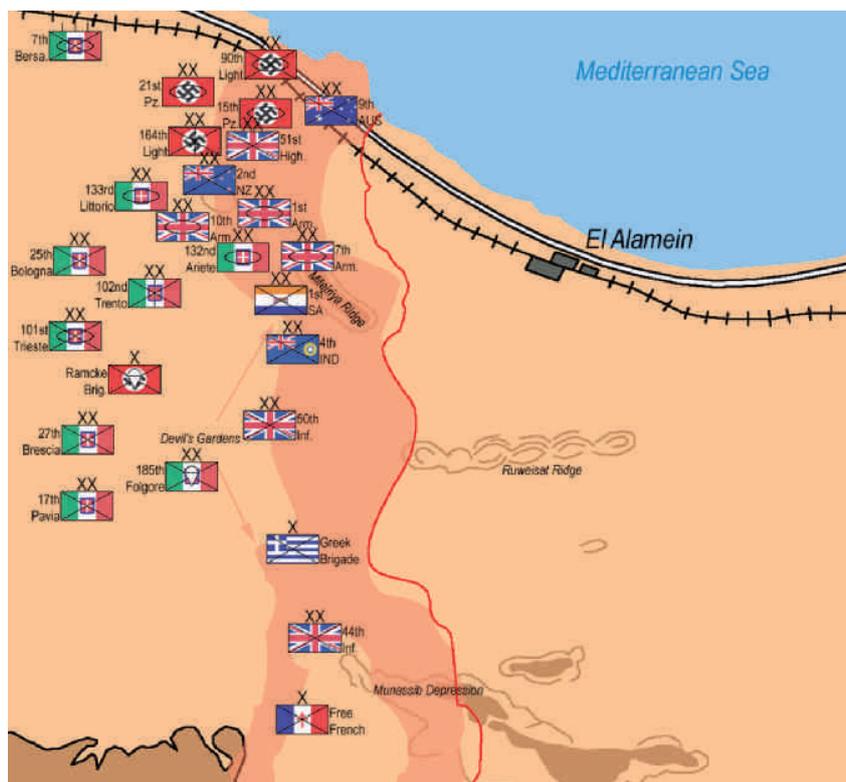
## La bataille de Bir Hakeim

*«En retardant de quinze jours l'offensive de Rommel, les Forces Françaises Libres de Bir Hakeim ont contribué à sauvegarder le sort de l'Égypte et du canal de Suez.»*

*(Le Sort de l'Égypte et du canal de Suez).  
Winston Churchill.*

**Mai 1942**, la première brigade des Forces Françaises Libres occupe le sud du dispositif de la 8<sup>e</sup> Armée britannique en Lybie, face aux forces germano-italiennes de l'Axe. Elle doit empêcher toute manœuvre d'encerclement par le sud des forces alliées ou de retraite désordonnée après la défaite et la prise de Tobrouk.

**27 mai 1942**. La position est attaquée par la division blindée italienne "Ariete" qui, repoussée, laisse quarante chars sur le terrain.



**Du 1<sup>er</sup> au 10 juin**, la position est complètement encerclée par les forces allemandes et italiennes. Le général Rommel propose une reddition. En réponse, le général Koenig, commandant de la brigade française, répond : « *Nous ne sommes pas ici pour nous rendre.* » Les forces françaises résistent héroïquement, sous les tirs d'artillerie et les bombardements les plus violents. Elles repoussent tous les assauts, ne cèdent pas un pouce de terrain et infligent à l'ennemi de nombreuses pertes.

**10 juin**, toutes les ressources en eau, vivres, munitions, sont à la veille d'être épuisées. La garnison reçoit du commandant de la 8e Armée britannique l'ordre de se replier.

Au cours de la **nuît du 10 au 11**, elle se fraie un passage de vive force à travers les lignes ennemies et les champs de mines, ramenant ses blessés et le matériel utilisable.

Par sa résistance prolongée au-delà de tout espoir dont le retentissement fut important, la 1re Brigade Française Libre permit à la 8e Armée britannique de se dégager et de trouver le temps et les moyens nécessaires au redressement de la situation.

La défense prolongée de la garnison française a perturbé et déréglé l'offensive de Rommel. Elle a permis aux forces britanniques d'échapper à l'anéantissement prévu par l'Axe. C'est ainsi que Bir Hakeim a facilité le succès stratégique d'El Alamein. Au total 2 619 hommes des F.F.L. arriveront à rejoindre les lignes britanniques sur les 3 723 présents au départ

## La bataille d'El Alamein

Début d'une inexorable retraite des forces de l'Axe en Afrique du Nord.

### Le contexte général :

**Juillet 1942**, la poussée des troupes de l'Axe italo-allemand s'arrête en Égypte devant El Alamein, aux portes d'Alexandrie. Alors qu'Hitler néglige toujours le front de l'Afrique du nord et ce, malgré les opportunités offertes par Rommel, ainsi que ses nombreuses demandes

Rommel, le général allemand surnommé «Le Renard du désert».

pour obtenir des renforts, le général Montgomery réorganise, pour plus d'efficacité, la direction de la 7<sup>e</sup> Armée britannique afin de reprendre l'offensive en octobre. Face aux troupes ennemies hétérogènes et usées par les précédentes campagnes, les Alliés se renforcent massivement, tout en obtenant progressivement, la suprématie maritime et aérienne en Méditerranée.

**Le principal enjeu stratégique ou opératif d'El Alamein est bien la conservation du canal de Suez et le contrôle des voies d'approvisionnement énergétiques du Moyen-Orient.**

Hitler espère que ses forces africaines pourront faire jonction avec celles déployées en URSS et pense ainsi s'emparer des champs pétrolifères du Caucase. Sur un plan tactique, la bataille d'El Alamein a pour objectif la maîtrise de l'axe logistique et des ports qui longent la côte, afin de permettre le ravitaillement des nombreuses forces déployées dans des régions désertiques et dénuées de ressources.

### La bataille :

**Nuit du 23 au 24 octobre 1942**, Montgomery déclenche l'opération "Light food" : attaques de diversion aux deux extrémités de la ligne de défense adverse, puis attaque au centre. Les Alliés réussissent une percée, repoussée par une contre-attaque allemande. Ces derniers ne peuvent exploiter leur prise d'initiative, faute de carburant.

**2 novembre 1942**, l'offensive britannique "Supercharge" concentre encore plus de forces. L'attaque permet la percée. Les Allemands subissent de lourdes pertes, et Rommel organise sa retraite



Le général anglais Bernard Montgomery, vainqueur d'El Alamein.

jusqu'en Tunisie. L'offensive brutale des Alliés se traduit par des pertes deux fois supérieures à celles des défenseurs (environ 4 200 morts contre 2 300). Mais ils capturent un nombre considérable de prisonniers italo-allemands. De plus, la première rupture de la ligne logistique des Allemands les conduit à abandonner la majorité de leurs blindés dans le repli vers la Tunisie.

El Alamein marque surtout le début d'une inexorable retraite des forces de l'Axe en Afrique du Nord. La domination alliée en Méditerranée les asphyxie progressivement. Leur supériorité numérique deviendra de plus en plus écrasante. Face aux ordres inflexibles d'Hitler qui ne veut pas lâcher un pouce de terrain, Rommel ne peut que retarder l'échéance inéluctable.

## La retraite du Renard du désert<sup>(3)</sup>

Le 4 novembre 1942, Rommel, n'ayant pu faire sauter le verrou d'El Alamein et ayant laissé beaucoup de forces dans la contre-offensive lancée par Montgomery, décide de faire retraite. Il ne reste plus que 32 chars aux





Allemands. Si les divisions, encore fortement motorisées, peuvent se soustraire aux encercllements tentés par le trop prudent Montgomery, il n'en est rien pour les troupes italiennes mal équipées.

Rommel n'hésite pas à sacrifier les meilleures unités italiennes, comme les parachutistes de la division "Folgore", pour ralentir les Alliés. Le temps presse, les forces de l'Axe doivent se replier sur la Tunisie, alors que les Britanniques et les Américains débarquent au Maroc et en Algérie (c'est l'opération *Torch*, novembre 1942). Au cours d'une longue retraite où il fait preuve de grandes qualités, Rommel parvient à sauver l'essentiel de ses troupes.

**22 janvier 1943**, ces dernières se replient sur la ligne Mareth (fortifications d'avant-guerre construites par les Français) dans le sud de la Tunisie. Bien que malade et devant être remplacé, Rommel s'accroche à son commandement, convaincu qu'il peut encore défendre les positions de l'Axe. Il a décidé de prendre pour cibles les unités américaines qu'il estime être de mauvaise qualité.

Il parvient ainsi à infliger plusieurs défaites comme à Kasserine et à reprendre l'initiative. Ses nouveaux succès lui valent même d'être nommé à la tête de toutes les troupes de l'Axe combattant en Afrique du Nord. Il sait pourtant que la victoire n'est plus possible. La situation est totalement déséquilibrée en faveur des Alliés, le rapport de force est de un pour sept en ce qui concerne les véhicules blindés, un contre vingt pour les chars et un contre trois pour l'artillerie. Les quelques succès que peuvent encore remporter ses troupes ne pourront rien changer. Estimant que ses armées ne peuvent plus se permettre de tenir l'essentiel du territoire tunisien, il préconise à Hitler un repli sur un périmètre défensif autour de Tunis.

Le Führer estime que le maréchal n'est plus bon qu'à faire retraite et le

soupçonne de défaitisme. Il rejette catégoriquement son plan, demandant à Rommel de repartir à l'offensive. C'en est trop pour le maréchal qui, gravement malade, cède son commandement au général Van Armin. "Le Renard du désert" quitte l'Afrique du Nord le 9 mars pour ne plus y revenir. <sup>(4)</sup>

## La campagne de Tunisie

À la suite du débarquement des Alliés en Afrique du Nord, le **8 novembre 1942**, l'Allemagne et l'Italie envoient des renforts en Tunisie pour s'assurer la possession de Tunis et de Bizerte. Leur présence en Afrique du Nord est indispensable pour conserver la maîtrise de cette partie du bassin méditerranéen et retarder toute attaque alliée vers l'Europe. Elles sont rejointes par les troupes de Rommel qui se replie sur la ligne Mareth.

En face, les forces françaises, sous les ordres du général Barré, commandant supérieur des troupes de Tunisie, ne comptent guère plus de 100 000 hommes. L'essentiel des troupes de l'armée d'Afrique était stationnée en Algérie et au Maroc. En attendant l'armée des Alliés qui progresse depuis Bône et Alger, les troupes françaises se chargent de couvrir la frontière algérienne, en retardant judicieusement l'avancée de l'ennemi.

**Début mars 1943**, les forces en présence comptent quelque 300 000 hommes dans les deux camps.

**16 mars**, la 8<sup>e</sup> Armée de Montgomery lance une attaque en direction de Gabès, tandis que les troupes fran-

çaises se lancent à l'assaut de la dorsale orientale.

Une première offensive sur Bizerte et Tunis est repoussée le 22 avril. La seconde, lancée le 6 mai, après des bombardements aériens massifs, est victorieuse.

**7 mai 1943**, les Alliés entrent dans Bizerte et Tunis.

**13 mai**, les combats cessent avec la reddition de l'Afrika Korps et des Italiens du général Messe.

**20 mai**, les vainqueurs défilent à Tunis en présence du général Eisenhower et du général Giraud.

250 000 soldats de l'Axe sont faits prisonniers. Les Alliés comptent plus de 60 000 tués ou disparus.

**Allemands et Italiens sont définitivement rejetés hors d'Afrique et perdent le contrôle de la Méditerranée. L'Afrique du Nord peut devenir la base d'opérations vers l'Europe. L'Italie se retrouve à la merci d'un débarquement.**

**Pour les Français, la campagne de Tunisie marque le retour dans la guerre de l'Armée d'Afrique aux côtés des Alliés et des Français Libres.**

## Opération Torch

**8 novembre 1942**

**«L'opération Torch» est le nouveau nom de code donné au débarquement des Alliés, le 8 novembre 1942, en Afrique du Nord (protectorat français), sur le Maroc et les départements français d'Algérie.**

Ce débarquement marque le tournant de la Seconde Guerre mondiale sur le





Débarquement des troupes américaines sur la plage d'Arzew en novembre 1942.

front occidental, conjointement avec la victoire d'El Alamein et avec la capitulation des dernières troupes allemandes encerclées à Stalingrad le 2 février 1943.

### Conception de l'opération

Elle prend naissance au cours du printemps 1942 au plus fort de la domination allemande. Les îles Britanniques ont certes évité l'invasion allemande au cours de la bataille d'Angleterre. Mais Hitler, avec ses forces de l'est, n'en est pas moins aux portes de Stalingrad. Aussi, l'Union Soviétique se trouve-t-elle au bord de la rupture. Donc, si les Alliés veulent conserver une chance de gagner cette guerre, il devient urgent d'ouvrir un second front, afin de soulager l'URSS. Le choix de l'Afrique du Nord n'allait pas de soi. Le président Roosevelt et le général Marshall avaient d'abord donné leur préférence à un débarquement sur les côtes de la Manche. De son côté, Churchill n'avait pas oublié les intérêts britanniques en Afrique, où le canal de Suez restait à la portée de l'ennemi. Surtout, il estimait que débarquer sur le continent européen représentait de gros risques, compte tenu de la qualité des défenses allemandes et parce qu'il jugeait les effectifs alliés disponibles au Royaume-Uni encore insuffisants pour réussir une opération de grande ampleur. Il lui paraissait donc préférable de s'orienter vers une offensive moins directe en Afrique. Si les Alliés réussissaient à repousser les troupes de l'Afrika Korps de Rommel, l'Afrique du Nord permettrait ensuite de disposer d'une plate-forme pour un projet plus ambitieux qui concernait l'Eu-

rope méridionale

Les pourparlers aboutirent, en juillet 1942, à un accord désignant l'Afrique du Nord comme objectif immédiat des Alliés. Le général Marshall confia à Eisenhower ce nouveau commandement et le projet fut baptisé "Opération Torch" (flambeau).

Le 5 septembre 1942, Casablanca, Oran et Alger furent désignées comme cibles principales du débarquement.

### Ordre de bataille et objectifs

**8 novembre 1942**, à l'aube, les premiers vaisseaux de l'opération abordent les plages de l'Afrique du Nord. L'opération qui comprenait 107 000 hommes s'effectue sur 200 bâtiments de guerre et 110 navires de transport.

### Les ripostes de l'Axe

Les conséquences immédiates de l'opération Torch sont les représailles d'Hitler. Le sud de la France, épargné de l'occupation depuis 1940, est envahi par les Allemands et les Italiens. Pour éviter la capture de la flotte française à Toulon, l'ordre de sabordage est donné. Celui-ci a lieu le 22 novembre. Cinq sous-marins échapperont au désastre. Seuls trois atteindront l'Afrique du Nord pour rejoindre le combat. D'autre part, débute le bombardement de l'Algérie par les forces aériennes allemandes et italiennes, qui attaquent des cibles civiles et militaires, notamment Bône, Philippeville, Djidjelli et Alger où les bombardiers allemands, "en piqué", prennent le port pour cible. La campagne d'Afrique du Nord se termi-

nera le 12 mai 1943 avec la capitulation de l'Afrika Korps en Tunisie (sous protectorat français, avait été livrée aux Allemands sans aucune résistance par le régime de Vichy).

La prise de contrôle de l'Afrique du Nord constitue une formidable tête de pont pour préparer le débarquement en Sicile et ouvrir, en 1943, la campagne d'Italie. L'armée d'Afrique réarmée et rééquipée fournira la 2<sup>e</sup> DB de Leclerc, qui libérera Paris, et la 1<sup>re</sup> armée de De Lattre qui libérera Marseille. La présence américaine en Algérie et au Maroc permet des tractations secrètes avec le roi du Maroc et introduit les germes des futures guerres de l'indépendance.

### Négociations

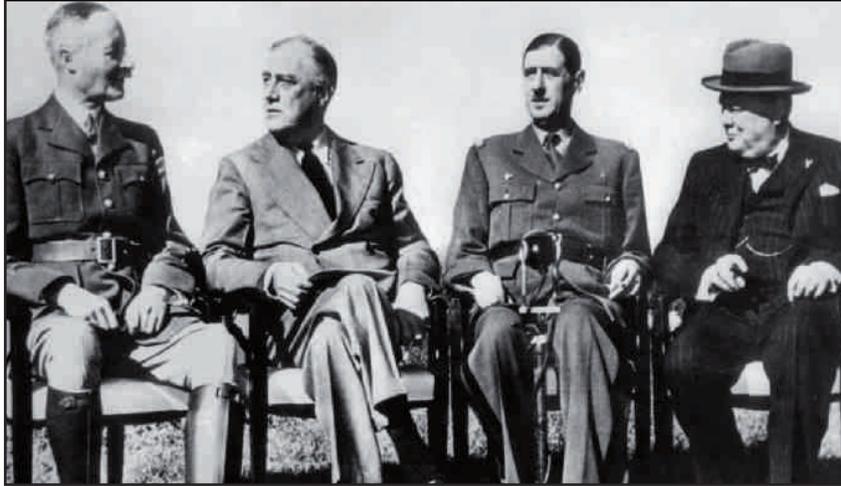
#### 1- Avec les autorités vichystes.

Dans la préparation politique de l'opération se posait une importante question, celle de l'attitude des autorités militaires de Vichy vis-à-vis d'une éventuelle intervention américaine en Afrique du Nord. Hitler avait laissé au gouvernement de Vichy la souveraineté sur son empire. Le président Roosevelt, influencé par le discours de François exilés aux États-Unis, soupçonnait chez De Gaulle des tendances dictatoriales tandis que, sur la foi des informations de son ambassadeur, l'amiral Leahy, il ima-



Les Américains n'avaient pas oublié d'emporter avec eux tracts et affiches à l'adresse des populations locales. Dans ce message du président Roosevelt, il faut comprendre entre les lignes que les principes démocratiques signifient indépendance...

ginait les dirigeants de Vichy comme susceptibles de reprendre la guerre contre l'Allemagne à la première occasion. Le consul Robert Murphy, représentant personnel du président Roo-



La conférence de Casablanca. De gauche à droite, le général Henri Giraud, Franklin Roosevelt, Charles de Gaulle et Winston Churchill.

sevelt en Afrique du Nord, partageait les vues de Leahy.

## 2- Avec les résistants d'Afrique du Nord.

Les diplomates américains et l'OSS (le service secret américain précurseur de la CIA), avaient obtenu, du côté de la Résistance, mieux qu'une adhésion, une stimulation.

Après négociations, il fut décidé que lors du débarquement allié, les principales personnalités et points stratégiques d'Afrique du Nord, devaient être neutralisés afin de permettre aux Alliés d'effectuer leur intervention sans heurt. Il était souhaité qu'une fois le débarquement opéré, l'Armée d'Afrique se joindrait aux Alliés et rentrerait de leur côté dans la guerre. Le débarquement s'effectuerait sans intervention des Français Libres,

car la participation du général de Gaulle à l'opération n'aurait pu que braquer davantage encore les généraux vichystes. Un autre facteur était le peu de sympathie de Roosevelt pour de Gaulle, et, également, la libération de Saint-Pierre-et-Miquelon, effectuée par les Forces navales Françaises Libres de l'amiral Muselier le 24 décembre 1941, sans l'accord des États-Unis. Succès de la Résistance à Alger, mais échec à Oran.

Comme le révèlent leurs coloris et leur graphisme, très voisins du dollar, ces billets libellés en francs furent imprimés aux États-Unis, de février à mai 1944, par le Bureau of Engraving and Printing, qui est normalement chargé d'imprimer les dollars américains et les autres documents officiels du gouvernement fédéral. Etant fabriqués aux États-Unis, c'est le papier, l'encre, la matière, la présentation et le format des dollars américains qui servirent de référence.

Dès les premiers jours suivant le débarquement en Normandie du 6 juin 1944, les armées américaines commencèrent à distribuer ces billets de banque pour remplacer les billets français émis durant l'Occupation, et des tracts à l'adresse des populations autochtones.

Dès le 14 juin 1944, le commissaire de la République François Coulet, présent en Normandie, fut confronté à cette circulation de monnaie, qui était d'ailleurs mal accueillie par la population. Il recommanda aux banques de les encaisser et de ne pas les remettre en circulation.

Dès le 27 juin 1944, le général de Gaulle, arrivé entre-temps sur le sol français, tapa du poing sur la table en dénonçant cette « fausse monnaie », et en interdisant la circulation, dès son installation au pouvoir au sein du Gouvernement provisoire de la République française. Cette interdiction alla de pair avec l'effondrement du projet de commandement militaire imposé à la France (AMGOT).

## Le Moyen-Orient en 1945

En 1945, à l'issue de la guerre, le Moyen-Orient offre le visage d'une région du monde largement émancipée. La Syrie et le Liban accèdent à l'indépendance complète. L'Irak et l'Égypte, bien que demeurant encore sous influence britannique, peuvent être considérés comme quasiment affranchis de la domination occidentale. L'Arabie saoudite est un État souverain. Seules



Le général Charles de Gaulle prononçant en 1944 son fameux discours de Brazzaville où il annonce « *les Africains libres de choisir...* »

la Palestine et la Transjordanie restent sous la tutelle de la Grande-Bretagne. Cette émancipation précoce au regard des autres continents explique le rôle que certains pays arabes vont jouer bientôt dans l'émergence politique du tiers-monde et dans les mouvements de décolonisation. En 1945, à l'exception de la Palestine, les principaux États arabes entrent à l'ONU. Ils s'organisent sur le plan régional avec la création de la Ligue des États arabes. <sup>(5)</sup>

## Bilan de l'évolution politique

### 1. La fin du leadership franco-britannique

#### L'éviction de la France

##### Le départ des mandats

**Mai - juin 1945**, la France cherche à garder une position privilégiée en Syrie et au Liban. Affrontements avec la population, la Grande-Bretagne intervient à Damas et impose le retrait militaire français des mandats.

##### L'image d'une France colonialiste.

La France est accusée d'avoir refusé de reconnaître le fait national dans ses mandats. Certains s'emploient à ternir son image après 1945 par le maintien de sa domination coloniale en Afrique du Nord.

#### Les difficultés de la Grande-Bretagne

##### Une domination apparemment incontestée.

Tout en préservant ses intérêts stratégiques : canal de Suez, bases militaires, exploitation pétrolière, etc., la Grande-Bretagne prétend avoir réussi l'émancipation des pays arabes sous son influence. C'est minimiser la montée en force des mouvements religieux en Égypte. C'est ne pas tenir compte, dans le bilan, du fiasco de la gestion du dossier de la Palestine.



#### Une position privilégiée dans le Golfe.

La Grande-Bretagne maintient son protectorat sur l'Irak.

#### Une domination de plus en plus coûteuse.

La situation financière de la Grande-Bretagne après-guerre ne lui permet plus de conserver le leadership du Moyen-Orient. L'idée de transférer la gestion de certains dossiers à une autre puissance est de plus en plus évoquée (les États-Unis sont preneurs).

#### L'essor de la présence américaine

Le Moyen-Orient, un champ stratégique privilégié. Depuis 1942, le Moyen-Orient est déclaré zone d'intérêt vital pour les États-Unis (les champs de pétrole). L'installation des Américains dans la région. Ils vont installer dans cette région stratégique leur puissance militaire, économique, politique, avec une idée simple : *"tout contrôler"*, du pétrole aux indépendances.

### 2. L'unité arabe face aux États

#### Le nationalisme arabe en 1945.

Une définition partagée par tous les pays arabes. La nationalité arabe se définit par la langue et une histoire commune. Les appartenances religieuses sont secondaires dans cette définition. Plusieurs prétendants à la direction du Monde arabe.

Début des luttes d'influence entre les pays arabes pour obtenir la direction du nationalisme arabe.

La création de la Ligue des États arabes. Créée en mars 1945, elle reprend la définition admise du nationalisme arabe,

dotée d'un Conseil représentatif aux décisions exécutives, ouverte à tout État arabe non encore indépendant.

#### L'importance de la domination étatique

##### Une unité sans fusion.

La Ligue des États arabes réunit avant tout des États souverains. Pas de projet fédératif visant à réunir les pays arabes dans une communauté politique.

Le poids de l'héritage mandataire. Les puissances occidentales, par le système des mandats, ont créé des frontières désormais intangibles. La dimension de l'État est en conséquence plus forte que celle de l'unité nationale.

### 3. De nouvelles forces

#### De nouvelles forces sociales

Le rôle des institutions.

Les progrès de la scolarisation, les armées nationales creusets des futurs dirigeants, le rôle impulseur des États.

La montée des classes moyennes.

Professions libérales, enseignants, professions administratives, officiers.

Le début de l'exode rural.

La *"ruralisation"* croissante des villes : apparition d'un nouveau prolétariat urbain sensible aux idées politiques nouvelles.

L'assemblée de la Ligue des États arabes.



## De nouvelles forces politiques

La radicalisation des partis nationalistes.

Nouveaux partis réclamant une véritable unité arabe en s'appuyant sur un programme économique et social inspiré du socialisme.

L'essor des mouvements paramilitaires. Ils recrutent dans la jeunesse éduquée et plus radicalisée.

Influence des régimes autoritaires sur la formation de ces mouvements.

L'apparition des partis de masse.

Les partis étaient jusque-là de petites formations parlementaires composées de membres des hautes bourgeoisies nationales.

**D**éclin du modèle politique traditionnel. Remise en cause du libéralisme politique. Idéologie au nom de laquelle les régimes des principaux pays arabes ont gouverné dans l'entre-deux-guerres.

Discrédité par la corruption de l'État et l'absence de programme social.

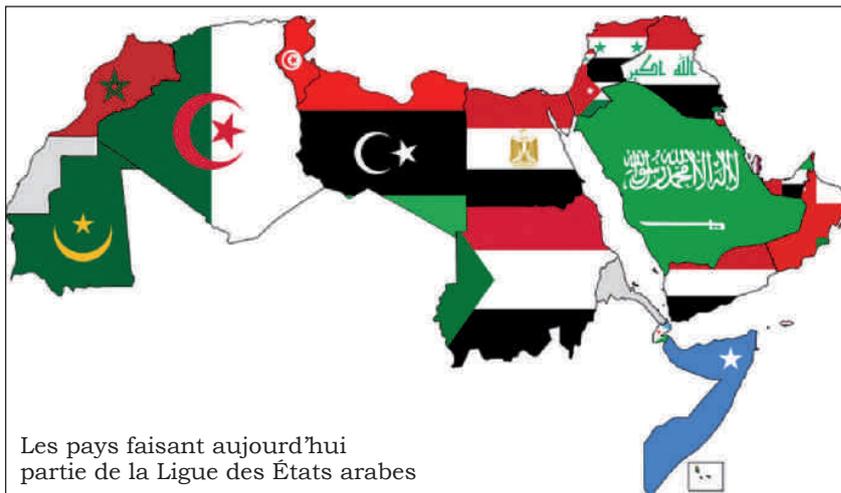
Refus du modèle des puissances coloniales. Le libéralisme est l'idéologie de la France et de la Grande-Bretagne, assimilé au colonialisme. Attrait des forces nouvelles pour des régimes comme l'URSS. Résistance des forces dirigeantes. Elles bloquent l'ascension politique des nouvelles forces. Elles adoptent des programmes réformistes et un discours populiste.

## 4. La création de la Ligue des États arabes

**En février 1943**, une déclaration parlementaire d'Eden laisse entendre que la Grande-Bretagne serait favorable à une certaine forme d'unité arabe.

Alors que le thème de l'unité, thème récurrent du nationalisme arabe, est à nouveau d'actualité (avec les propositions hachémite d'Irak et de Transjordanie de créer l'Union arabe composée de l'Irak, de la Syrie, de la Transjordanie, du Liban et de la Palestine), un autre mouvement se précise.

Le Premier ministre égyptien Nahhas Pacha, hostile au mouvement hachémite, en prend la tête. Il s'agit toujours de réaliser l'unité arabe. Mais, à la différence du projet hachémite qui veut réaliser une union, Nahhas Pacha souhaite organiser une coopération entre les États arabes.



**Le 25 septembre 1944**, les États arabes se réunissent ainsi à Alexandrie, en Égypte, et un protocole est signé le 7 octobre, sur le plan politique. Le but des États arabes est d'affermir leurs relations, d'améliorer leur coopération, de préserver leur indépendance et leur souveraineté, de défendre leurs intérêts. Ces principes sont repris dans la charte de la Ligue des États Arabes, signée le 22 mars 1945 au Caire.

Les États signataires en sont : l'Égypte, l'Irak, l'Arabie saoudite, la Syrie, le Liban, la Transjordanie et le Yémen.

L'intérêt de la L.E.A. se porte également sur le domaine culturel et le domaine économique. Un conseil et un secrétariat général forment l'ossature de la L.E.A dont le siège est fixé au Caire. La souveraineté et l'indépendance du Liban, dans ses frontières de 1944, sont rappelées par le comité.

Pour la Palestine, le comité rappelle son soutien à la cause de l'indépendance des populations arabes, demande le maintien de l'arrêt de l'immigration juive par la Grande-Bretagne, ainsi que la sauvegarde des terres arabes.

**En 1945**, le Moyen-Orient constitue la première région du monde non occidental à accéder à l'indépendance. Il va représenter, dans les années suivantes, l'un des fers de lance de la décolonisation et du non-alignement face à la guerre froide.

**Mais**, déjà, se posent quelques-uns des principaux problèmes de l'après-guerre : la rivalité des États autour de l'unité arabe et, surtout, la question de la Palestine.

## Le bilan de la Deuxième Guerre mondiale

### 1 - Pertes humaines et destructions considérables

**40 à 50 millions de morts.** Destructions entraînant une paralysie des transports et de l'appareil productif et un effondrement de la production. Seuls les États-Unis sont épargnés.

Les pays les plus touchés sont l'URSS, la Pologne, la Yougoslavie, l'Allemagne et le Japon.

### 2 - Règlement du conflit

**- Les conférences de Yalta et de Postdam** Ébauchées par Roosevelt et Churchill en février 1945 à Yalta où a été signée la « Déclaration sur l'Europe libérée ». Le règlement du conflit arrêté à Postdam en juillet 1945 découle du rapport de force qui s'établit entre les Alliés occidentaux et soviétiques, sur le théâtre des opérations, à la fin de la guerre.

#### - Le sort de l'Allemagne

L'Allemagne est ramenée dans ses frontières de 1937. Elle doit rendre les Sudètes à la Tchécoslovaquie, l'Alsace-Moselle à la France, céder Koenigsberg à l'URSS et la Prusse revient à la Pologne. La frontière germano-polonaise est fixée à la ligne Oder-Neisse.

L'Allemagne est découpée en quatre zones d'occupation, désarmée, dénazifiée et placée sous la tutelle des Alliés.

#### - Le sort de l'Italie

L'Italie perd ses colonies, mais elle est

épargnée parce qu'elle a rejoint les Alliés en 1943.

**- Le sort du Japon.**

Le Japon perd tous les territoires qu'il avait conquis avant et pendant la Seconde Guerre mondiale. Il est occupé par l'armée américaine, démilitarisé et placé sous la tutelle du général MacArthur. L'empereur Hiro Hito est maintenu sur son trône.

### 3 - Vers la fin de la Grande Alliance

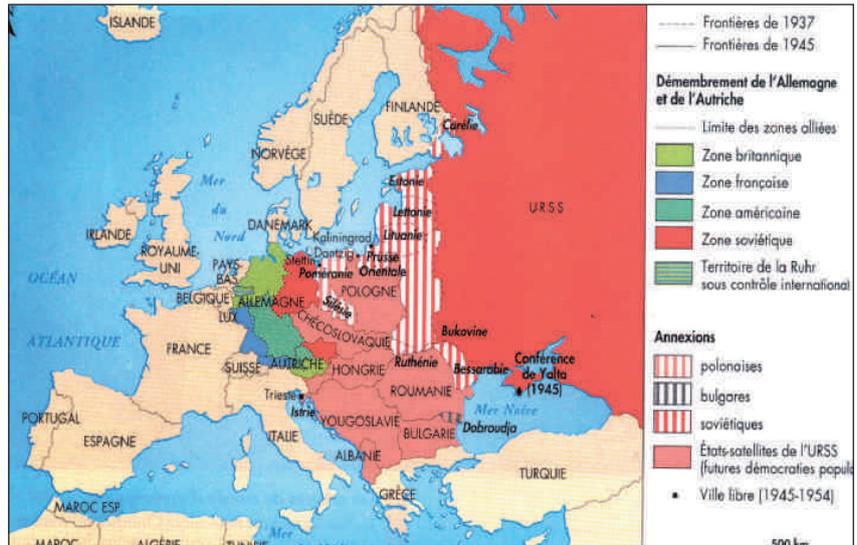
- La fin de la guerre marque aussi la fin de la Grande Alliance qui s'était constituée face aux puissances de l'Axe.

- La fin de l'aide américaine à l'URSS, dont la présence en Europe Centrale est perçue comme une menace. Désormais, les Soviétiques et les Alliés occidentaux se comportent davantage en rivaux qu'en alliés, tandis que se dessinent les prémices de ce qui va devenir la guerre froide.<sup>(6)</sup>

## Un monde nouveau

### 1 - La primauté américaine est confirmée et renforcée

La suprématie acquise par les États-Unis à la faveur de la Première Guerre mondiale se trouve nettement renforcée. C'est le seul pays qui sort de la guerre avec une puissance économique plus



grande qu'avant le conflit. Grâce à la guerre, les États-Unis ont retrouvé le chemin de la croissance et de la prospérité. Ils sont détenteurs de l'arme nucléaire.

### 2 - Affirmation de la puissance soviétique

La guerre lui a permis de réaliser une double expansion. Expansion territoriale en Europe (Carlie finlandaise, États baltes, territoires polonais peuplés de Biélorusses, Koenisberg en Prusse orientale, Ruthénie hongroise, Bessarabie roumaine). Et en Extrême-Orient (îles Kouriles et sud de l'île de Sakhaline). Mais la situation de l'URSS est catastrophique sur le plan démographique et économique.

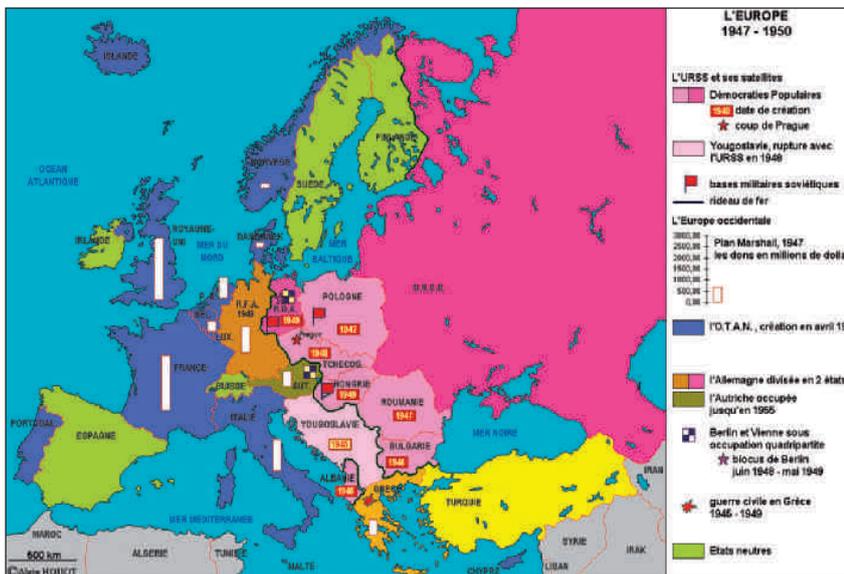
### 3 - Le déclin de la dépendance de l'Europe

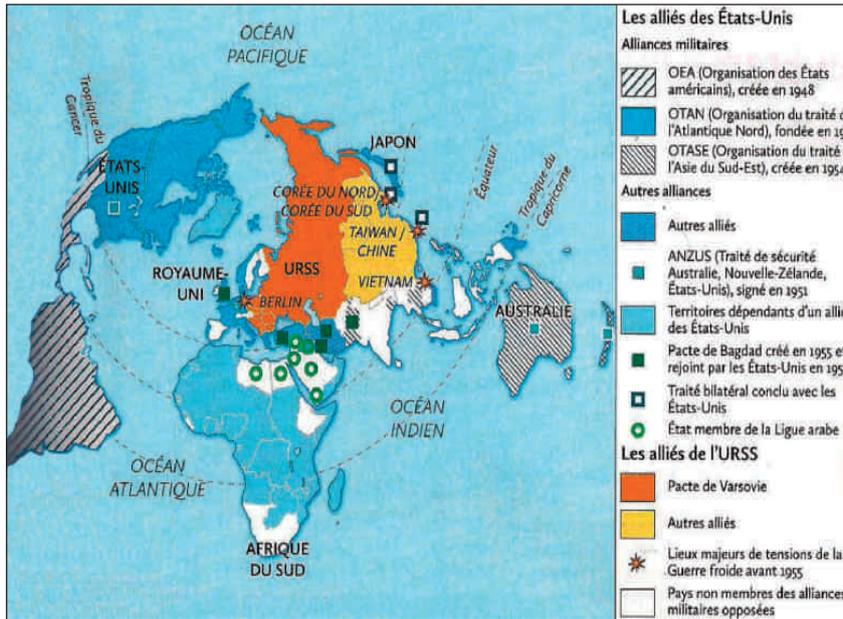
L'Europe sort de la guerre divisée entre vainqueurs et vaincus, très affaiblie. On s'achemine à l'est vers la soumission à l'hégémonie soviétique, et à l'ouest vers l'acceptation du leadership américain et la dépendance vis-à-vis des États-Unis. L'Europe va devenir un lieu d'affrontement entre les deux seuls vainqueurs, les États-Unis et l'URSS.

### 4 - L'ébranlement de la puissance coloniale

La guerre a mis en lumière les faiblesses et les divisions des puissances coloniales et réveillé les nationalismes indigènes. La décolonisation est en marche, portée par un souffle de plus en plus puissant venant des États-Unis. En Afrique, le général de Gaulle, lors de la conférence de Brazzaville en 1944, laisse entrevoir des évolutions nécessaires.

En Algérie, les événements de Sétif en mai 1945, laissent apparaître des lendemains douloureux. Au Moyen-Orient, le Royaume-Uni, confronté au problème de la cohabitation entre Juifs et Arabes, se prépare à abandonner son mandat sur la Palestine. Il avait réclamé ce dossier, il lui a été accordé, il a été incapable de le gérer. Par abandon, il l'a déposé sur la table de l'ONU. Ce dossier va continuer à traverser le XX<sup>e</sup> siècle. Il est toujours





à la une de l'actualité, avec son cortège de sang, de larmes et de deuils.

En Asie, l'indépendance est proclamée en Indonésie par Soekarno, au Vietnam par Ho Chi Minh. En Inde, on s'achemine vers l'indépendance et la partition.

## 5 - L'entrée dans l'ère atomique

La Seconde Guerre mondiale a permis d'accélérer les découvertes scientifiques et techniques. Elle a donné naissance à des complexes militaro-industriels engagés dans la course aux armements atomiques, laquelle va devenir, avec la conquête de l'espace, le principal enjeu de la compétition entre les États-Unis et l'URSS. Des applications pacifiques dans les secteurs de l'électronucléaire, de l'électronique informatique et de l'espace, ouvrant la voie à une troisième révolution industrielle.

## 6 - Naissance de l'ONU

En 1945, la Conférence de San Francisco adopte la charte des Nations Unies, acte de naissance de l'Organisation des Nations Unies qui se substitue à la Société des Nations (S.D.N.).

## La conférence de Yalta

La conférence de Crimée, plus connue comme la conférence de Yalta, s'est tenue du **4 au 11 février 1945** au palais de Livadia, à proximité de Yalta, la station balnéaire de Crimée. Les chefs de trois puissances alliées : Roosevelt, Churchill et Staline se sont réunis, pendant une semaine, dans l'ancienne résidence d'été du tsar, afin de conférer sur la poursuite de la guerre.

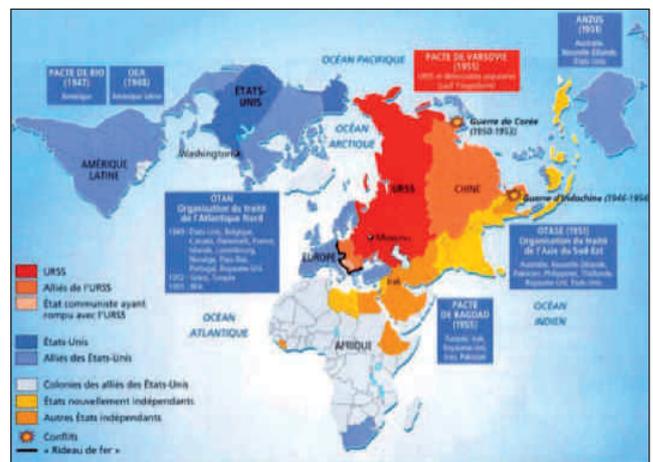
Depuis la Déclaration des Nations Unies du 1<sup>er</sup> janvier 1942, les relations entre les Alliés ont été scandées par les rencontres entre les trois grandes puissances, afin de coordonner les opérations militaires, puis de prévoir les conditions du retour à la paix : Tehéran (du 28 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 1943), Yalta, puis Postdam (17 juillet - 2 août 1945), tandis que les conférences de Dumbarton Oaks (septembre, octobre 1944) et de San Francisco (25 avril - 26 juin 1945) permettaient la mise au point de la Charte de l'ONU.

À l'issue de la conférence, le 12 février 1945, un communiqué a été publié, mais il ne concerne qu'une partie des accords conclus entre les trois dirigeants. Le reste est tenu secret pour des raisons diplomatiques et stratégiques évidentes. Le protocole de la conférence qui a été établi et signé par les trois ministres des Affaires Étrangères a été publié plus tard par le Département d'État pour répondre aux critiques des Républicains sur la politique de Roosevelt.

Ce protocole a été approuvé et signé par les trois ministres des Affaires Étrangères à la conférence de Crimée, le 11 février 1945. E.R. Stehinius Jr, M. Molotov, Anthony Eden.

## Accords concernant l'entrée en guerre de l'URSS contre le Japon.

Les chefs des trois grandes puissances : l'Union soviétique, les États-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne, ont convenu que, dans les deux ou trois mois qui suivront la capitulation de l'Allemagne et la fin de la guerre en Europe, l'Union soviétique entrera en guerre





À gauche, paradoxe et confiance, Winston Churchill et le général Charles de Gaulle tirent les conclusions de la conférence de Yalta. À droite, Staline est ravi du bon tour qu'il vient de jouer à Churchill.

contre le Japon aux côtés des Alliés, à la condition :

- 1 - que le statu quo soit maintenu en Mongolie extérieure.
- 2 - que retournent à l'Union soviétique la partie méridionale de Sakhaline, ainsi que toutes les îles avoisinantes.
- 3 - que les îles Kouriles soient remises à l'Union soviétique.

De son côté, l'Union soviétique se déclare prête à conclure, avec le gouvernement chinois, un pacte d'amitié entre l'URSS et la Chine, en vue d'apporter à la Chine l'appui des forces armées soviétiques dans la libération de la Chine du joug japonais.

Joseph V. Staline - Franklin Roosevelt - Winston Churchill

## Le contexte

**H**itler, très diminué physiquement, réfugié dans son blockhaus sous la chancellerie à Berlin, place tous ses espoirs dans «*les armes nouvelles*», les V1 et V2 («*V*» comme *Vergeltungswaffe* : «*arme de représailles*»), mais aussi les avions à réaction et la bombe atomique. La libération de la France n'est pas encore terminée.

Londres continue d'être à l'épreuve, sous les bombardements.

Roosevelt est très malade, il mourra deux mois plus tard.

Staline voit ses soldats avancer sur tous les fronts. Ils se battent dans Budapest et comptent pouvoir entrer avant les soldats d'Eisenhower dans Vienne, Prague et Berlin. Appuyé sur une armée triomphante, il se trouve dans une si-

tuation de force exceptionnelle. De plus, en Crimée, c'est lui qui reçoit et organise la conférence.

Le cardinal Spellman a fait aussi observer que la Russie avait déjà prévu des gouvernements à prédominance communiste pour l'Allemagne, l'Autriche et qu'elle pouvait établir, dans ces pays, des régimes à son service.

## Yalta n'a pas «partagé» le monde

**S'**il est vrai que la Seconde Guerre mondiale a vu à son terme l'Europe centrale et balkanique basculer dans la sphère soviétique, c'est au terme d'un mécanisme qui n'a pas attendu Yalta pour se déclencher.

**P**ie XII est très inquiet. Le soir même de son retour de la conférence de Québec, le 2 septembre 1944, Roosevelt a tenu au cardinal Spellman des propos qui l'ont épouvanté, au point d'en aller faire immédiatement rapport à Rome. Et voici le Pape qui, à son tour, éprouve une identité épouvante.

«*Le partage est simple, a dit Roosevelt : à la Chine : l'Extrême-Orient. Le Pacifique aux États-Unis. L'Afrique et l'Europe partagées entre la Russie et la Grande-Bretagne... j'espère que l'intervention russe en Europe ne sera pas trop dure... je pense m'entendre mieux avec Staline qu'avec Churchill. Winston est un idéaliste. Staline est un réaliste comme moi. Dès lors, un ac-*

**L**e président américain et le Premier ministre britannique, le 23 août 1943 à Québec, décidèrent d'accélérer la préparation du débarquement de Normandie, approuvèrent le plan de débarquement en Italie et envisagèrent l'ouverture d'un front supplémentaire en Chine.

À Téhéran, du 28 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 1943, les deux dirigeants occidentaux se réunirent pour la première fois avec Staline, abordant le sort des pays baltes, la question des futures frontières de la Pologne, le débarquement de Normandie, la réorganisation de l'Allemagne. Lors de la seconde conférence de Québec, du 12 au 16 septembre 1944, Roosevelt et Churchill étudièrent l'occupation à venir de l'Allemagne et la participation britannique à la guerre du Japon.

*cord entre nous sur des bases réalistes va de soi... le souci est, bien que cela semble improbable, d'obtenir de Staline l'engagement de ne pas étendre son empire au-delà d'une certaine ligne. Il devrait sûrement recevoir la Finlande, les États baltes, la moitié orientale de la Pologne et la Bessarabie. Il n'est pas question de contrecarrer les désirs de Staline qui a le pouvoir de les satisfaire par ses propres moyens ; autant vaut-il mieux y consentir... De surcroît, la population de la Pologne orientale veut devenir russe... mais à savoir si Staline se satisfera de telles limites. »*

Le 9 octobre 1944, alors que s'achevait, à Washington, une conférence interalliée de mise au point de la future organisation des Nations-Unies, Churchill était à Moscou. Le Premier ministre était inquiet de l'avancée de l'Armée rouge dans les Balkans et il n'était pas parvenu à faire accepter par les Américains son projet de débarquement allié dans l'Adriatique, projet visant à prendre Vienne et Prague, verrou de l'Europe centrale, avant les Soviétiques. Aussi s'était-il persuadé qu'il pourrait parler d'homme à homme avec Staline et infléchir ses vues.

## Churchill : paradoxe et confiance

Le paradoxe est que ce soit le même Churchill qui, d'une part, comme on le présentait en Roumanie à l'époque, avait assez tôt perçu le danger de la domination soviétique après la chute d'Hitler et s'était efforcé de la limiter en souhaitant que les Occidentaux arrivent avant les Russes à Berlin et dans les Balkans, et qui, d'autre part, avait pris l'initiative de cette répartition qui leur abandonnait la Roumanie et, en fait, la Hongrie et la Bulgarie.

Ce paradoxe semble s'expliquer par cette confiance de Churchill à de



Gaulle (*Mémoires de guerre. Le Salut. Page 53*) :

« Pour la Russie, c'est un gros animal qui a eu faim très longtemps. Il n'est pas possible aujourd'hui de l'empêcher de manger, d'autant plus qu'il est parvenu en plein milieu du troupeau des victimes. Mais il s'agit qu'il ne mange pas tout. Je tâche de modérer Staline qui, d'ailleurs, s'il a grand appétit, ne manque pas de sens pratique. Et puis, après le repas, il y a la digestion. Quand l'heure viendra de digérer, ce sera, pour les Russes assoupis, le moment des difficultés. Saint Nicolas pourra peut-être alors ressusciter les pauvres enfants que l'ogre aura mis

au saloir. En attendant, je suis présent à toutes les affaires, ne consens à rien pour rien et touche quelques dividendes. »

C'était le 13 novembre 1944. Ce jour là, il fallait comprendre que plusieurs centaines de millions d'hommes et de femmes allaient perdre leur liberté et que certains, pour reprendre l'image de Churchill, « ne ressortiraient du saloir » qu'après plusieurs décennies. Voilà comment, avec un chiffre tracé sur une feuille de papier, on peut vous enlever la liberté... et la vie.

**« Cela fait froid dans le dos ! »**

### De Gaulle donne l'explication.

Quelques lignes après cette confidence, de Gaulle écrit : « La paix que nous, Français, voulions aider à bâtir d'après ce qui nous semblait être la logique et la justice, les Anglais, eux, jugeaient expédient de la traiter avec les recettes de l'empirisme et du compromis. Au demeurant, ils poursuivaient certains objectifs précis, là où l'assiette des États-Unis et les situations acquises n'étaient pas encore fixées, offraient, à l'ambition britannique, des possibilités de manœuvre et d'extension. C'était le cas, avant tout, pour la Méditerranée. Athènes, Belgrade, Beyrouth, Damas, Tripoli, devraient demain, suivant les plans de Londres, y compléter, sous des formules diverses, la prépondérance britannique antérieurement appuyée sur Gibraltar, Malte, Chypre, Le Caire, Amman et Bagdad. Ainsi trouveraient leur contrepartie, les concessions faites, que la Grande-Bretagne ne pouvait éviter d'offrir à la voracité des Russes et à l'idéologie capitaliste des

## Comment s'est joué le sort de millions d'hommes et de femmes

Les Soviétiques, estimait Churchill, voulaient une influence prépondérante en Roumanie et en Bulgarie ?... Fort bien !... Mais, à condition qu'ils laissent la prééminence aux Anglais en Grèce ! Moscou exigeait que le comité de Lublin, fondé par les communistes polonais avec l'appui des soviétiques, participe au gouvernement du pays ?... Churchill ferait pression sur les Polonais exilés à Londres afin qu'ils acceptent leur entrée dans un gouvernement de coalition !

Au terme d'une discussion nocturne que l'Anglais mena en affrontant une forte fièvre, un accord griffonné sur une feuille de papier (le document se trouve aujourd'hui à la Bibliothèque nationale de Vienne) entérina les pourcentages d'influence arrêtés.

**Roumanie** : 90 % pour la Russie, 10 % pour les autres.

**Grèce** : 90 % pour la Grande-Bretagne (en accord avec les USA), 10 % pour la Russie.

**Yougoslavie** : 50 % - 50 %.

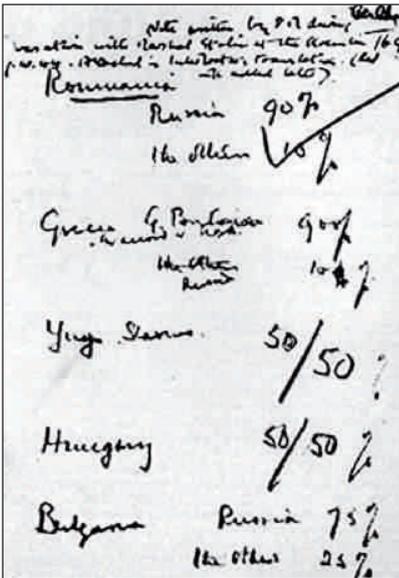
**Hongrie** : 50 % - 50 %

**Bulgarie** : 75 % pour la Russie, 25 % pour les autres. (7)

Seul problème, ces pourcentages étaient théoriques. Comment les Britanniques et les Américains auraient-ils pu exercer 25 % d'influence en Bulgarie, pays auquel ils n'avaient pas accès et que l'avancée rouge occupait entièrement ?

François Kersaudy, le plus récent biographe de Churchill, le souligne : « Il ne faudra pas deux semaines à Churchill pour comprendre qu'il a été dupé. »

(Jean Sevilla. *Le Figaro/histoire*)



La conclusion des accords griffonnée à la hâte sur cet historique bout de papier

Américains. Aucune épreuve ne change la nature de l'homme ; aucune crise celle des États. »

## La France : bien servie à Yalta

Malgré l'absence de De Gaulle, la France obtint, à Yalta, tout ce qu'elle pouvait espérer, comme en témoigne le communiqué final de la rencontre :

- une zone d'occupation en Allemagne.
- un siège au Conseil de contrôle allié pour l'Allemagne, qui gouvernerait provisoirement le pays.
- le statut de membre permanent du futur Conseil de sécurité de l'ONU.

Winston Churchill, qui craignait sans doute de se retrouver seul en Europe face à l'URSS, et son secrétaire au Foreign Office, Anthony Eden, défendirent avec force les intérêts français, face à un Franklin Roosevelt plutôt conciliant, peut-être en raison de l'avancée des troupes françaises jusqu'au Tyrol, mais aussi de la note rédigée par son secrétaire d'État Edward Reilly Settinus, à la veille de Yalta :

« Il est de notre intérêt d'aider la France à regagner son ancienne position dans les affaires du monde [...] et notre gouvernement gagnerait sans aucun doute plus [...] à traiter la France sur la base de son pouvoir et de son influence potentielle, plutôt que sur la base de sa force actuelle. »

## Et si vous aviez été à Yalta ?

Charles De Gaulle :

« La conférence que vous évoquez s'est tenue au début de 1945. La légende tenace, selon laquelle le partage de l'Europe et du monde aurait eu lieu à Yalta, est absolument infondée. Les zones d'influence des deux véritables puissances qui allaient survivre à la Seconde Guerre mondiale (États-Unis et Russie) étaient pratiquement dessinées dès l'automne 1944, par les positions de leurs armées. Les principaux sujets discutés à Yalta furent donc, d'une part, le projet de création de l'Organisation des Nations-Unies et, d'autre part, le découpage de l'Allemagne et de l'Autriche en zones d'occupations.

Ainsi, rassurez-vous ! Ma présence à Yalta n'aurait strictement rien changé, puisque, sans me déplacer, j'ai obtenu autant que Churchill : un siège au Conseil de sécurité des Nations-Unies et une zone d'occupation en Allemagne. D'ailleurs, Sir Winston n'avait été invité que pour l'ambiance : entre l'ogre Staline et Roosevelt le mourant (il est finalement parti en avril 1945), il fallait bien un pitre de la trempe de Churchill pour détendre l'atmosphère. »

## Le « Pacte de Quincy »

14 février 1945

L'exploitation des gisements pétroliers du Hasa (Arabie Saoudite), sur le littoral du golfe Persique, a débuté dans les années 1920, à l'initiative d'une petite compagnie américaine. Quand survient la Seconde Guerre mondiale, le roi Ibn Seoud, soucieux de présenter son indépendance chèrement acquise, et instruit par l'expérience, se tient à l'écart des combats. Les Britanniques, qui dominent la région depuis la chute des Ottomans en 1918, reprennent pied en Irak en 1941 pour protéger leurs approvisionnements en pétrole. Ils chassent ainsi les Alle-

mands de la Syrie sous mandat français. Les Américains installent par ailleurs des bases logistiques dans les ports iraniens pour ravitailler leurs alliés soviétiques.

Ibn Seoud, toutefois, a besoin d'argent pour remplacer les revenus sur les pèlerinages, interrompus par la guerre. Les Américains comblent ses attentes en lui ristournant une partie des prêts accordés à la Grande-Bretagne.

Mais le président Roosevelt va faire encore mieux ; il va tirer parti du ressentiment des Arabes et des Iraniens à l'égard des Britanniques pour évincer son allié du Moyen-Orient.

En novembre 1943, en se rendant à la conférence de Téhéran, il s'arrête au Caire où il rencontre diverses notabilités musulmanes. À son retour de Washington, sa décision est prise : il fait voter par le Congrès l'inscription de l'Arabie sur la liste des nations bénéficiaires de la loi du « prêt bail », destinée à financer l'effort de guerre contre le nazisme.

Harry Hopkins, conseiller du président, écrira à un confident : « Je ne sais pas comment on expliquera cette décision aux membres du Congrès, ni comment on les persuadera que l'Arabie est une démocratie victime d'une agression fasciste. » Heureusement, les congressistes

ne poseront pas de questions embarrassantes au gouvernement. C'est que le pétrole saoudien apparaît d'ores et déjà comme un enjeu majeur de la guerre. Il est exploité par un consortium américain connu à partir du 31 janvier 1944 sous le nom d'Aramco (Arabian American Oil Co).

Début 1945, à l'insu des Britanniques, le président américain propose à Ibn Seoud de le rencontrer. Le roi ne peut faire moins que d'accepter.

Le 14 février 1945, la rencontre a lieu sur le croiseur USS Quincy, aux amarres sur le grand Lac Amer, au mi-



Abdelaziz al Saoud en grande conversation avec Roosevelt et, ici agenouillé, l'amiral William Leahy, conseiller du président américain.

lieu du canal de Suez, au retour de la conférence de Yalta.

Inflexible sur certains points, tels que le sort des Juifs en Palestine qui, à ses yeux, doivent rentrer dans leur pays d'origine, Ibn Seoud trouve de nombreux terrains d'entente avec le président Roosevelt. Un pacte, qui comportait plusieurs aspects décisifs dans la région, était né. Il mettait définitivement un terme à la domination européenne sur place.

Les Américains garantissent la protection du régime saoudien et de ses successeurs contre le danger provenant du monde musulman (Égypte, le vieil ennemi jordanien, l'Iran...) et d'ailleurs, en échange d'un accès aux gisements pétroliers à prix modérés. Les compagnies américaines pouvaient s'installer en louant les terrains contre le versement d'une prime reversée au roi Ibn Seoud, et ce pour une durée de soixante ans.

## 1945 États des lieux

À la fin de la guerre, les Américains se trouvent en position hégémonique.

1 - Tous les espaces industriels du monde ont été largement détruits par la guerre, à une exception près, et celle-ci est de taille : les États-Unis.

2 - Les États-Unis présentaient un haut niveau de productivité dans tous les domaines de l'économie en 1940. Ils sortent de la Seconde Guerre mondiale largement renforcés, avec une position de leader mondial incontesté, vu les chutes enregistrées dans toutes les autres parties du monde.

3 - Venait donc le moment, pour les États-Unis, de brandir le fanion de l'hégémonie, « d'assumer les responsabilités » comme on aimait à le dire à Washington. Ils vont s'employer à reconstruire le monde matériellement, politiquement, et même culturellement, et à ériger un réseau d'alliance tourné vers l'Europe occidentale (plan Marshall - Otan) et le Japon.

4 - Sans doute, ils n'avaient pas le champ entièrement libre. L'Union soviétique est sortie de la guerre ébranlée sur le plan humain et matériel, mais forte d'une machine militaire massive, d'un cordon sanitaire impressionnant (l'Eu-

rope de l'Est) avec un vent idéologique en poupe (les mouvements communistes en marche un peu partout).

5 - Pour que les États-Unis puissent s'assurer d'une hégémonie efficace sur le système monde, il leur fallait trouver un *modus vivendi* avec le seul pouvoir militaro-politique hors circuit. Pour ainsi dire, ce fut fait. C'est l'accord de Yalta. Mais celui-ci ne fut qu'une façade. Le fait majeur reste la rencontre Churchill-Staline à Moscou, le 9 octobre 1944, et l'accord « *en pourcentage* ». Ce jour-là, Churchill pensait avoir sauvé ses positions au Moyen-Orient, en donnant la Roumanie et la Bulgarie, avec une contre-partie, pour lui essentielle, la Grèce (barrière protectrice nord de Suez et de la Palestine). En vérité, il n'a fait que travailler pour les Américains, qui vont mettre la main sur tout le Moyen-Orient et qui se satisfont très bien de ne pas avoir à gérer l'Europe de l'Est. Peut-être imaginait-il que le régime soviétique serait plus doux...

6 - Quels furent les avantages, vus de chaque côté ? Pour l'Union Soviétique, ce mini empire avait trois utilités : D'abord, il permettait, au moins au début, une exploitation économique des biens et des productions de l'est européen au bénéfice de l'Union soviétique. Il permettait de garder la haute main sur l'Allemagne dont elle craignait la revendication militaire. Enfin, tout en légitimant les thèses dogmatiques de l'idéologie (nécessaire pour le maintien du régime soviétique), il permettait en même temps de freiner les mouvements socialistes révolutionnaires, surtout en Europe.

7 - Et, de cela, on voit l'intérêt américain dans cet arrangement. Les Soviétiques s'engageaient, derrière toute la rhétorique, à agir en tant que pouvoir sous-impérial, pour les États-Unis, étouffant toute velléité de gauchisme en Europe et dans l'est européen.

8 - les États-Unis tiraient encore d'autres avantages : tout un tiers-monde, allant de l'est européen à l'Asie de l'Est, le monde dit « *communiste* », fut tenu à l'écart de l'économie mondiale. Une mise à l'écart provisoire, ces pays étant plutôt « *en réserve* ».

9 - les États-Unis avaient « *tout à faire* » avec la reconstruction de ce qui s'appelait « *le Monde libre* ».

10 - l'Europe, attachée à sa reconstruction, ne pouvait plus regarder ailleurs. Les Américains s'empressaient de dégager les Britanniques du Moyen-Orient. Quant à la France, elle aurait, outre sa reconstruction, à beaucoup s'employer dans ses colonies, ses protectorats et en Algérie où les Américains avaient, avec grand soin, balisé les chemins qui mènent aux indépendances.

11 - Pour parfaire leur système, il restait aux Américains à poursuivre la mise en place des « *théories de Mahan* », dont Roosevelt fut le disciple. Contrôler les mers, les détroits, les points stratégiques, avec la mainmise sur le pétrole, cela devait amener jusqu'à la fin du XX<sup>e</sup> siècle.

12 - En cas d'essoufflement, la décongélation de l'Europe de l'Est, ou le réveil de la Chine, pourraient être mis à l'ordre du jour.

## Fred Mahan

Alfred Thayer Mahan, né le 27 septembre 1840 à West Point (État de New York), mort le 1er décembre 1914, était un historien et un stratège naval américain. Fils du réputé professeur de tactique à West Point, Dennis Hart Mahan, il sert dans l'US Navy durant la guerre de Sécession, puis devient président du Naval War College de Newport au Rhode Island.

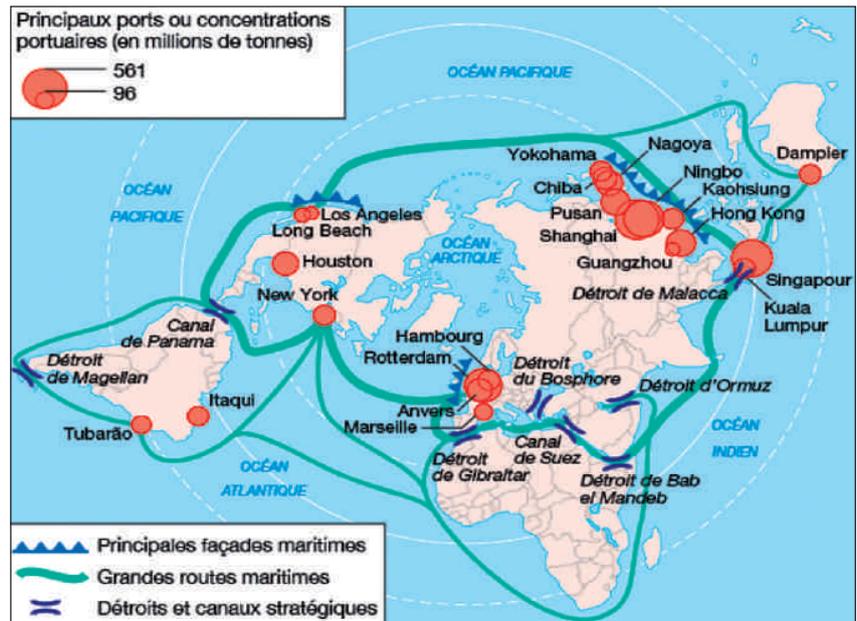
Mahan est surtout reconnu pour son influence sur la doctrine maritime des États-Unis. Son ouvrage *The Influence of Sea Power upon History 1660-1783*, paru en 1890, a été le plus influent de son époque en matière de stratégie militaire et de politique étrangère. Mahan insistait sur la nécessité, pour les États-Unis, de développer une marine puissante. En 1902, il devint président de l'American Historical Association et se retira contre-amiral en 1906.



C'est lui, en 1902, qui employa pour la première fois, dans un article de la National Review publiée à Londres, l'expression « **Middle East** » (**Moyen-Orient**). Dans « *Retrospect and Prospects, Studies in International Relations Naval and Political* », Boston 1902, Mahan insistait sur la pertinence de « concentrer l'attention sur, à tout le moins se préparer à la compréhension de, cette portion de la route de Suez vers l'Extrême-Orient (Partner East), qui s'étend entre Aden et Singapour et dont le golfe Persique un élément très prééminent [...] Au-delà de son influence sur la route de Suez, le Golfe a une relation très spéciale avec la vallée de l'Euphrate et toute route qui la traverse depuis le Levant ; et cette relation est partagée avec la Perse méridionale, du fait de l'effet politique du contrôle qu'elle exerce. Il y a donc là, une concentration de l'influence commerciale et politique sur ces deux routes qui, sur terre comme sur l'eau, vont de l'Europe à l'Inde et au-delà vers l'Orient (East) [...] Le Middle-East aura, un jour, besoin de son Malte, tout autant que de son Gibraltar. Il ne s'ensuit toutefois pas que ni l'un ni l'autre seront dans le Golfe. La force navale a cette qualité de mobilité qui comporte le privilège d'absences temporaires, mais, elle a besoin de trouver, sur chaque théâtre d'opérations, des bases établies de réparation, d'appui et, en cas de désastre, de sécurité. La marine britannique devrait avoir la possibilité de se concentrer en force, si l'occasion le nécessitait, autour d'Aden, de l'Inde et du Golfe ».

## Théories de Mahan

Dans ses livres, l'amiral Mahan tâchait d'expliquer d'où provenait la grandeur de l'Empire britannique. Il affirma en trouver la réponse dans l'acquisition, par la Grande-Bretagne, de la suprématie maritime. Les Britanniques avaient réussi à assurer, en même temps, un



commerce extérieur prospère qui les enrichissait, une marine marchande florissante pour effectuer le commerce, une marine de guerre puissante pour veiller à la défense des bateaux de commerce partout dans le monde, une série de bases maritimes où les navires pouvaient se ravitailler ou être réparés, et enfin un empire qui fournissait les matières premières nécessaires à l'industrie et constituait un marché de consommation pour des produits finis. Ces cinq éléments apparaissent à Mahan à la fois complémentaires et indispensables pour assurer puissance et prospérité. Sans eux, les nations restent en retard dans la marche de la civilisation. Les Américains devaient donc en tirer la leçon. Mahan se rendait compte qu'il n'était pas possible de rivaliser, sur le champ, avec les Britanniques. L'acquisition des colonies n'était que la dernière étape à envisager dans le processus.

**Le gouvernement américain devait d'abord acquérir une flotte de guerre susceptible de contrôler les océans autour des États-Unis. Il lui fallait empêcher d'éventuels ennemis d'avoir accès à certains sites stratégiques à proximité des zones à défendre. Enfin, il devait oc-**

**cuper des positions sur les principales routes maritimes du globe.**

## Influence de Mahan

L'importance de Mahan vient surtout de l'influence qu'il a exercée sur des hommes bien placés pour définir la politique étrangère américaine et, tout particulièrement :

**1** - sur Benjamin Tracy, secrétaire à la Marine, qui proposa un vaste plan de construction navale en 1889,

**2** - sur Henry Cabot Lodge, membre de la commission de la Marine à la chambre des Représentants de 1889 à 1893, puis au Sénat des États-Unis à partir de 1893,

**3** - enfin et surtout sur Théodore Roosevelt qui devint Assistant Secretary of the Marine en mars 1897. Lodge déclara au Sénat, le 2 mars 1895, qu'aucune nation ne pouvait être réellement grande sans être une puissance navale et que, sans la possession des îles Hawaï, clé de l'océan Pacifique, il était inutile d'entreprendre la construction d'un canal transocéanique. Quant à Théodore Roosevelt, il écrivit en 1882, juste à sa sortie de Harvard, un livre sur la guerre dans lequel il adopta complètement les vues de Mahan.

1 p.45 Chronologie seconde guerre mondiale. [[http://ww2unit.free.fr/chronologie\\_1939\\_45\\_complet.htm](http://ww2unit.free.fr/chronologie_1939_45_complet.htm)]  
 2 p.47 Christian DESTREMAU Le Moyen-Orient pendant la seconde guerre mondiale. Perrin 2011  
 3 p.49 La bataille d'El Alamein 1942. [<http://lechoduchampdebataille.blogspot.fr/2014/12/la-bataille-del-alamein-1942.html>]  
 4 p.50 [<http://www.histoire-pour-tous.fr/dossiers/87-seconde-guerre-mondiale/1648-courriel>]  
 5 p.53 Vincent CLOAREC, Henri LAURENS Le Moyen-Orient au XX<sup>e</sup> siècle 2014  
 6 p.55 [<http://www.cndp.fr/crdp-reims/memoire/bac/2gm/connaissances/06.monde.htm>]  
 7 p.58 [<http://www.jeudhistoire.fr/forum/viewtopic.php?t=9197>]

# Les Américains aux commandes

1945 - 2000

## La Guerre est finie... Tout recommence

### Chronologie

8 mai 1945

#### Fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe

Au lendemain de la capitulation sans condition de l'Allemagne, les chefs d'États et de gouvernements alliés annoncent, simultanément, sur les radios, la cessation officielle des hostilités en Europe. Mais la fin véritable de la Seconde Guerre mondiale interviendra le 2 septembre suivant, avec la capitulation du Japon après les explosions atomiques de Hiroshima et Nagasaki, les 6 et 9 août.

26 juin 1945

#### Naissance des Nations-Unies

Cinquante et un États, réunis à San Francisco (Californie), signent la Charte des Nations-Unies. L'Organisation des Nations-Unies (ONU) a été constituée pour succéder à la Société des Nations (SDN) fondée en 1921. Elle vise à sauvegarder la paix et la sécurité internationale et à instituer entre les nations une coopération économique, sociale et culturelle. L'ONU, dont le siège est à New-York, commencera à exister officiellement le 24 octobre.

17 juillet 1945

#### Conférence de Postdam

Alors que la Seconde Guerre mondiale n'est pas encore terminée, les représentants des États-Unis (Truman et Byrnes), de l'URSS (Staline et Molotov) et de la Grande-Bretagne (Churchill et Eden) se réunissent à Postdam, au sud-ouest de Berlin, pour débattre du sort de l'Allemagne. La France n'est pas conviée. La conférence annonce le début de la "dénazification". Chaque puissance alliée aura sa zone d'occupation délimitée en Allemagne. Les trois pays se mettent également d'accord sur la formation d'un Conseil des Cinq Grands (Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, URSS), chargé d'assurer la paix

avec les anciens alliés du Reich. Ils posent ainsi les prémices de l'ONU.

6 août 1945

#### Bombe atomique sur Hiroshima

À 8 h 15, l'avion américain "Enola Gay" largue la première bombe atomique, "Little Boy", sur la ville d'Hiroshima, siège du commandement du Japon impérial. L'explosion provoquera la mort d'environ 100 000 personnes et anéantira complètement la ville dans un rayon de deux kilomètres. Les radiations continueront à faire de nombreuses autres victimes pendant des années. Cette explosion a été décidée par le président américain Harry Truman pour mettre fin à la Seconde Guerre mondiale.



Depuis Hiroshima, une nouvelle menace pèse sur la planète : celle du nucléaire militaire...

9 août 1945

#### Bombe atomique sur Nagasaki

Trois jours après le lancement de la première bombe atomique américaine sur le Japon à Hiroshima, c'est la ville de Nagasaki qui est touchée. L'explosion de la bombe "Fat Man" fera 70 000 victimes. Le président américain Harry Truman veut ainsi mettre fin à la Seconde Guerre mondiale. Cinq jours plus tard, l'empereur Hiro-Hito se résignera à une reddition sans condition.

du 15 au 21 octobre 1945

#### V<sup>e</sup> Congrès panafricain de Manchester

Véritable succès populaire, le congrès proclame la "détermination des Africains à être libres" et adopte le socialisme comme philosophie politique. Kwame

Nkrumah, futur Premier ministre du Ghana, participe à l'organisation du congrès et crée un Secrétariat national ouest-africain. Le congrès met en marche l'idée d'une fédération, destinée à unir économiquement et culturellement les pays africains.

13 novembre 1945

#### De Gaulle chef du gouvernement

Le général de Gaulle est élu, à l'unanimité, par l'Assemblée constituante, nouveau chef du Gouvernement provisoire. Il formera son équipe aux côtés de ministres communistes.

27 décembre 1945

#### Création du FMI

Suite à la conférence monétaire et financière de la SDN de Bretton Woods en juillet 1944, le Fonds monétaire international est créé, pour reconstruire l'Europe dans un premier temps, puis pour assurer un développement harmonieux dans le monde. L'organisation internationale sera homologuée par l'ONU en novembre 1947. Son siège sera établi à Washington. Elle est composée de 182 pays membres qui veillent à la stabilité des échanges, en accordant des prêts aux pays se trouvant dans l'obligation d'assainir ou de relever leur économie.

27 décembre 1945

#### Fondation de la Banque mondiale

À la suite de l'accord de Bretton Woods signé en juillet 1944, la Banque mondiale est créée sous le nom de Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD). Le but de cette création est d'aider à la reconstruction de l'Europe et du Japon après la Seconde Guerre mondiale. Le premier prêt est accordé à la France et se monte à 250 millions de dollars. À partir des années soixante, elle aide à la croissance économique des pays en voie de développement. Elle fonctionnera en binôme avec le FMI.

20 janvier 1946

### De Gaulle démissionne

Après 18 mois passés à la tête du gouvernement provisoire, le général de Gaulle annonce brutalement sa démission. La raison : un désaccord avec le Parti communiste au sujet de l'élaboration de la nouvelle Constitution. Il déclare, au cours du Conseil des ministres qu'il a convoqué pour annoncer sa décision : « *Le régime exclusif des partis a reparu. Je le réprouve.* » Le lendemain, il adressera sa démission à Félix Faure, président de l'Assemblée nationale. Son absence de la scène politique durera douze ans.

5 mars 1946

### Début de la guerre froide

Lors d'un discours prononcé au Westminster College de Fulton, dans le Missouri, Winston Churchill utilise pour la première fois l'expression « *rideau de fer* ». L'ancien chef d'État britannique déclare : « *de Stettin, dans la Baltique, jusqu'à Trieste, dans l'Adriatique, un rideau de fer est descendu à travers le continent* ».

Il termine son allocution en exhortant les pays d'Europe occidentale à contrecarrer le pouvoir communiste afin « *d'établir, dans tous les pays, aussi rapidement que possible, les prémices de la liberté et de la démocratie* ». Bien que Churchill ne soit plus Premier ministre, son discours marque le début de la Guerre Froide.

3 avril 1946

### Début de la crise irano-soviétique

La crise irano-soviétique, qui débute le 3 avril 1946, est la première confrontation de la guerre froide entre Soviétiques et Américains. Elle fait suite au refus de l'URSS de retirer ses troupes d'Iran, contrairement à ce que le traité signé auparavant entre l'Iran et l'URSS prévoyait. En effet, les Soviétiques souhaitent obtenir une concession pétrolière dans le nord de l'Iran, et veulent faire du Kurdistan et de l'Azerbaïdjan, qui ont proclamé leur indépendance vis-à-vis de ce dernier, des États satellites. Les États-Unis et le Royaume-Uni ont alors porté le problème devant le Conseil de sécurité de l'ONU, ce qui incita l'URSS à retirer définitivement ses troupes. L'invasion du Kurdistan et de

l'Iran azerbaïdjanaise par les troupes iraniennes en novembre 1946 mit définitivement fin à l'influence soviétique en Iran.

16 juin 1946

### Discours de Bayeux

Après avoir démissionné du gouvernement, le général de Gaulle proclame, sur les lieux mêmes de son débarquement en 1944, le discours de Bayeux, dans lequel il donne ses principes pour une nouvelle Constitution française. Quelques mois plus tard, il fondera le RPF. Toutefois, il ne pourra mettre en échec le projet de Constitution pour la Quatrième République. Le discours de Bayeux restera la principale source d'inspiration de la Constitution de la Cinquième République.

19 août 1946

### Naissance de Bill Clinton 42e président des États-Unis

Né à Hope (Arkansas), le 19 août 1946, William Jefferson Clinton, dit Bill Clinton, accède au poste de gouverneur de l'Arkansas de 1979 à 1981, puis de 1983 à 1992, avant de devenir président des États-Unis de 1993 à 2001. Sous sa présidence, les États-Unis ont connu la plus longue période de prospérité économique de leur histoire. Ses mandats ont également été marqués par un certain nombre de scandales, dont l'affaire Lewinsky.

Septembre 1946

### Reprise de la guerre civile déclenchée par le parti communiste grec

Le cessez-le-feu, qui avait mis fin à la guerre civile en Grèce entre les forces gouvernementales et les partisans communistes est rompu. En effet, ces derniers ont repris le conflit à la demande de l'URSS, principal soutien des communistes grecs avec la Yougoslavie de Tito. La guerre civile prendra fin en octobre 1949, avec la victoire des forces gouvernementales grecques, soutenues par le Royaume-Uni et les États-Unis.

13 octobre 1946

### La Constitution de la Quatrième République

Après le gouvernement de Vichy (1940-1944) et le Gouvernement provisoire né de la Libération (1944-1946), la France se dote d'une nouvelle Constitu-

tion. Après un long processus d'élaboration, le projet constitutionnel est adopté par référendum avec une faible majorité. Il définit un bicamérisme complexe et déséquilibré : la Chambre des députés a un rôle envahissant. Douze ans plus tard, la France adoptera une autre Constitution, celle de la V<sup>e</sup> République, qui donnera plus de pouvoir au président de la République.

19 décembre 1946

### Début de la guerre d'Indochine

Après un an de négociations entre les troupes françaises d'Indochine et les représentants du parti Viêt-Minh, aucune solution concrète n'a encore été trouvée. Les troupes du Viêt-Minh, sous l'autorité d'Hô Chi Minh, luttent pour l'indépendance de leur pays, tandis que les Français veulent y maintenir leur souveraineté. Lorsque les forces du Viêt-Minh envahissent la ville d'Hanoï et massacrent les Français, la guerre éclate. Le mois précédent, plusieurs Français avaient été tués à Haïphong. Cette dernière avait aussitôt été bombardée. Le conflit ne s'achèvera qu'en 1954, avec la défaite française de Dien Bien Phu.

Janvier 1947

### François Mitterrand plus jeune ministre de France

François Mitterrand devient le plus jeune ministre de France sous le gouvernement Ramadier. Il est alors ministre des Anciens Combattants et est affilié à un parti mineur, l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR). Il sera onze fois ministre sous la IV<sup>e</sup> République.

12 mars 1947

### Truman expose sa doctrine

Devant le Congrès américain, le président Harry Truman présente sa doctrine dite de « *containment* » (endiguement). Il propose de mettre en place des aides économiques et financières, notamment pour l'Europe, afin que ces pays puissent conserver leur indépendance. Visant explicitement les communistes et la mainmise de l'URSS sur certains pays de l'Europe centrale, la doctrine Truman affirme que les États-Unis doivent être les défenseurs du monde libre face aux asservissements de l'URSS. Il aboutit à la mise en

place du plan Marshall. L'URSS répondra par le rapport Jdanov en septembre, fustigeant l'impérialisme américain.

14 avril 1947

### **Fondation du Rassemblement du peuple français**

Afin de promouvoir ses idées, Charles de Gaulle crée son parti, qui n'en est pas un. Le Rassemblement du peuple français (RPF) rassemble, autour du général, de nombreux hommes politiques qui appartiennent en fait à d'autres formations. De surcroît, luttant contre le "régime des partis", de Gaulle ne souhaite pas que son mouvement soit considéré comme tel. Le RPF connaîtra le succès électoral lors des municipales de 1947, mais s'affaiblira pour ne faire qu'un score moyen aux Législatives de 1951. Finalement, de Gaulle quittera la politique en 1953, entamant ainsi sa "traversée du désert".

5 mai 1947

### **Exclusion des communistes du Gouvernement français**

Alors qu'il doit faire face à une vague de contestation face à la guerre d'Indochine, le socialiste Ramadier, alors président du Conseil, décide d'exclure les communistes du gouvernement. Dans un contexte économique encore difficile et en pleine Guerre Froide, les grèves s'amplifient et font craindre un soulèvement communiste. Cependant, les tensions s'apaiseront dans les mois suivants.

5 juin 1947

### **Le plan Marshall pour reconstruire l'Europe**

Le Secrétaire d'État américain George Catlett Marshall propose un programme d'aide, destiné à stimuler la reconstruction de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale. Mis en place dans le cadre de la doctrine Truman, cette aide est refusée par l'URSS, qui fait d'ailleurs pression sur les pays d'Europe centrale pour qu'ils en fassent de même. Par contre, l'aide est très bien accueillie en Europe occidentale, qui crée l'Organisation européenne de coopération économique, pour se répartir l'aide.

18 juillet 1947

### **L'exodus refoulé en Palestine**

Les Britanniques, administrateurs de la Palestine depuis la fin de la Première

Guerre mondiale, arraisonnent le navire Exodus dans le port de Haïfa. À son bord, 4 500 juifs survivants des camps de la mort, partis du port de Sète le 10 juillet et fuyant vers la terre d'Israël. Les Anglais, qui interdisent toute immigration juive sur leur protectorat, font ramener de force les passagers en France et en Allemagne, à bord de bateaux-prisons. Les affrontements provoqueront la mort de trois personnes et feront 146 blessés. Quatre mois plus tard, l'ONU prendra la décision de créer l'État d'Israël.

15 août 1947

### **Indépendance de l'Inde et du Pakistan**

La Grande-Bretagne accorde à l'Inde le statut de dominion indépendant, associé au Commonwealth. Après deux siècles de colonisation britannique, de très longues négociations et des affrontements religieux, l'ancien Empire des Indes est divisé entre la République de l'Inde et celle du Pakistan. De violents affrontements éclatent entre hindous, musulmans et sikhs, aux endroits où la frontière est encore à déterminer.

Octobre 1947

### **Reprise de la guerre civile en Grèce**

Le Parti communiste grec crée, avec le soutien de la Yougoslavie et de l'URSS, l'Armée démocratique de la Grèce. La création de cette milice déclenche la reprise de la guerre civile, qui avait débuté l'année précédente. L'intervention militaire des États-Unis et du Royaume-Uni, à laquelle s'ajoute la rupture entre les Soviétiques et les Yougoslaves, contribue à la chute des communistes grecs, qui déposeront les armes en août 1949.

2 novembre 1947

### **Première guerre indo-pakistanaise**

La première guerre indo-pakistanaise fait suite au démantèlement des Indes britanniques et du rattachement du Cachemire à l'Inde. En effet, le Pakistan, qui souhaite également rattacher le Cachemire à son territoire, l'envahit, ce qui provoque la riposte indienne. Le conflit s'achève en janvier 1949, avec l'intervention de l'ONU, qui coupe le Cachemire en deux, par l'entremise d'une ligne de cessez-le-feu placée sous man-

dat international.

29 novembre 1947

### **L'ONU scinde la Palestine**

L'Assemblée générale de l'ONU réunie à New-York prend la décision de partager la Palestine en deux États : un État arabe et un État juif. L'administration de Jérusalem relèvera le l'organisation internationale.

Le Conseil de la Ligue arabe s'oppose à cette décision et, très vite, les affrontements commencent entre Juifs et Arabes. La guerre civile s'achève le 14 mai 1948 avec la proclamation de l'État d'Israël et la fin du mandat britannique sur la Palestine. Dès ses premiers jours, le nouvel État sera envahi par l'Égypte, la Jordanie, l'Irak, la Syrie et le Liban.

## **Fil rouge Fil bleu Fil vert**

1945 - 2000

Au stade de notre enquête, certains peuvent raisonnablement se poser la question :

**"Maintenant, quel rapport tout cela a-t-il avec Daech ?"**

L'histoire longue, avec la correspondance Mac-Mahon - Hussein, les accords Sykes-Picot et la déclaration de Balfour, ça peut expliquer un sentiment d'humiliation, de révolte. Mais là, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, le rapport semble bien loin.

Il faut toujours suivre la mèche allumée durant la Première Guerre mondiale, elle continue à fuser et à provoquer, sur son passage, des dégâts et des deuils. Procédons à son analyse. Découpons la gaine et examinons-la. À l'intérieur, il y a trois fils torsadés : un rouge, un bleu, un vert. En fusionnant, ils dégagent des vapeurs hautement toxiques qui agissent sur l'environnement.

Trois fils !... Nous allons procéder à leur présentation sommaire, puis nous suivrons leurs actions au cours de cette étape, et leur apport au résultat final :

## **Daech**

## Fil rouge : Israël et les pays arabes

Le refus, par les Pays arabes, de la création d'Israël, va déstabiliser durablement la région. Elle va s'embraser à quatre reprises lors des guerres israélo-arabes.

1948 - 1949

### La première guerre

Le nouvel État d'Israël, mal accepté, est attaqué par les États arabes voisins. Inexpérimentés et divisés, ceux-ci sont écrasés par Tsahal, l'armée israélienne. Pour les Palestiniens, c'est la "**Nakba**": presque un million d'entre eux se réfugient dans les pays voisins.

1956

### Opération contre la nationalisation du canal de Suez

En accord avec la France et la Grande-Bretagne, Israël intervient militairement : le Sinaï est pris, tandis que la France et l'Angleterre s'occupent du canal. Mais l'opération est condamnée par l'URSS et les États-Unis. Ce qui oblige les Européens à se retirer. Israël évacue le Sinaï, qui est démilitarisé.

1967

### Israël déclenche et gagne la "guerre des Six-Jours" contre les Pays arabes.

La Cisjordanie et Gaza deviennent des territoires occupés.

1973

### L'Égypte riposte par la "guerre du Kippour"

La guerre est montée d'un cran. Armements lourds, aviation, sont déployés. Tsahal doit s'employer à fond pour résister et pour gagner. L'URSS et les USA sont en coulisses : ils fournissent des armes aux belligérants et jouent en même temps l'apaisement.

### Des espoirs de paix naissent :

après une visite en Israël, Sadate signe, avec le Premier ministre israélien, **les accords de Camp David**. Le président égyptien Anouar Al Sadate est assassiné par des extrémistes musulmans.

### La non-résolution de la question palestinienne

À partir des années 1970 émerge un sentiment national palestinien. Une résistance avouée se constitue. Les actions terroristes se multiplient. Jeux olympiques de Munich (1972). L'OLP dirigée par Yasser Arafat s'installe au Liban.

1987

### La violence s'installe

C'est la **première Intifada** (guerre des pierres). Jusqu'en 1993, les territoires occupés (Gaza-Cisjordanie) sont le théâtre de très violentes émeutes entre les civils palestiniens et les forces de sécurité israéliennes.

### La paix semble possible

Le 13 septembre 1993, le Premier ministre israélien, Yitzhak Rabin et Yasser Arafat signent **les accords d'Oslo**, avec Clinton à la manœuvre. Echech des accords d'Oslo et permanence des tensions, le processus n'avance que lentement.

### Les mouvements islamistes prospèrent

Ils commettent des attentats suicides à partir de 1994. Israël est aussi fragilisé par l'assassinat de Yitzhak Rabin en 1995 par un Juif d'extrême-droite.

Septembre 2000

### Deuxième Intifada

*« Le rouge, dit-on, est une couleur fascinante, ambiguë. C'est aussi celle des paradoxes, des sentiments passionnels, de la colère, des dangers, et du sang. »*

## Le fil bleu : L'interventionnisme américain

Le pétrole, bien sûr, a attisé les convoitises européennes, la Grande-Bretagne et la France. Mais, faute d'avoir su interpréter les positions du président américain Wilson au congrès de Versailles, les Européens ont dû quitter le terrain après le pacte de Quincy, conclu entre Roosevelt et Ibn Séoud.

**L'approvisionnement en pétrole** et le

contrôle du marché étant vitaux pour les États-Unis, les gouvernements américains développent une politique interventionniste dans la région, sans ménagement. Lorsque le Premier ministre iranien Mossadegh nationalise la production, un coup d'État le renverse en 1953.

1955

### Le pacte de Bagdad

Il rassemble plusieurs États producteurs. Il a pour but de contenir la pénétration soviétique au Moyen-Orient. En 1957, **le président Eisenhower définit l'importance cruciale de cette région pour les intérêts américains**. Les États-Unis, afin de s'assurer le contrôle des zones de production pétrolières, se donnent la possibilité d'intervenir militairement, et placent sous leur protection, les monarchies pétrolières.

Pour contrer l'influence américaine, les Soviétiques arment les pays dits "**progressistes**" comme la Syrie, l'Égypte, l'Irak. Cette lutte d'influence est vive dans les guerres israélo-arabes. Lorsque **l'URSS envahit l'Afghanistan en 1979**, les États-Unis s'autorisent à livrer des armes aux moudjahidines. Malgré **l'effondrement de l'URSS en 1991**, les États-Unis poursuivent leur politique de sécurisation des zones de production de pétrole. **Ils interviennent en Irak (1991 et 2003)**. Mais l'interventionnisme américain, loin de stabiliser la région, provoque, aussi, un vif ressentiment exploité, par la mouvance islamiste.

*« Le bleu est, dit-on, la couleur préférée des Occidentaux. Elle est apaisante. Mais, précise-t-on, elle peut devenir étouffante si elle est trop présente. »*

## Le fil vert : l'essor de l'islamisme

L'idéologie islamiste a pris forme, nous l'avons vu, dans les années 1920, sous l'effet de la confrérie des Frères musulmans égyptiens et de l'instauration d'un pouvoir wahhabite en Arabie. Les régimes politiques de la région issus

de la décolonisation, souvent pan-arabes et laïques, répriment violemment les mouvements islamistes.

Mais il y a un retournement de situation qui s'opère, avec l'échec et la déception engendrés par les régimes issus de la décolonisation. Misère et dictature favorisent la popularité des islamistes, qui pallient les carences de l'État par leur action sociale.

L'échec du nationalisme arabe, symbolisé par la défaite face à Israël en 1967, est exploité par les islamistes. Ceux-ci dénoncent une idéologie trop influencée par l'Occident et incapable de sortir le monde arabe du sous-développement.

## les trois vagues de l'islamisme

L'islamisme remporte une première victoire avec la révolution iranienne qui renverse le Chah en 1979. L'ayatollah Khomeiny devient le guide suprême de la "République Islamique".

Dans les années 1980. Les moudjahidines afghans combattent l'occupation soviétique et l'athéisme communiste. Les islamistes s'emparent aussi de la lutte nationale des Palestiniens et augmentent leur audience avec l'Intifada. Des mouvements djihadistes se développent grâce aux anciens Afghans, qui prônent la lutte armée de l'Algérie aux Philippines.

À la fin des années 1990, un nouvel islamisme se développe, sous la forme d'un réseau terroriste mondialisé, nommé **Al Qaïda**, et fédéré par Ossama Ben Laden. Il prône la guerre sainte "contre l'Occident".

*« Le vert est la couleur la plus présente dans la nature. Certains disent qu'elle est porteuse d'échecs et d'infortune, ainsi elle est bannie dans les théâtres. »*

Elle est censée être la couleur préférée de Mahomet. Un passage du Coran décrit le Paradis « comme un endroit où les gens portent des vêtements verts en soie fine ».

# Suivons le fil rouge

## Palestine : le plan de partage de 1947

Résolution 181 de l'Assemblée générale de l'ONU le 29 novembre 1947. Plan de partage avec union économique.

La Résolution 181, adoptée par l'Assemblée générale des Nations-Unies le 29 novembre 1947, recommande le partage de la Palestine entre un État juif et un État arabe, en proposant, pour les lieux saints, un "corpus separatum".

- **Pour l'État juif** : 14 000 kilomètres carrés, avec 558 000 Juifs et 405 000 Arabes. Il épouse, en grande partie, les contours de l'immigration juive, une large bande côtière le long de la Méditerranée, la Galilée orientale et le désert du Néguev.

- **Pour l'État arabe** : 11 500 kilomètres carrés avec 804 000 Arabes et 10 000 Juifs. Il comprend la Galilée occidentale, avec accès à la Méditerranée à



La police militaire anglaise fouille les Palestiniens à Jérusalem.

Acre, la Cisjordanie (excepté Jérusalem) et un petit morceau de la plaine littorale à proximité de l'Égypte, la bande de Gaza et Jaffa, ville portuaire à majorité arabe, qui restera une enclave arabe.

- **Pour la zone internationale** qui aurait compris les lieux saints, Jérusalem et Bethléem : 106 000 Arabes et 100 000 Juifs. Entre les deux États juif et arabe, une union économique, monétaire et douanière était prévue.

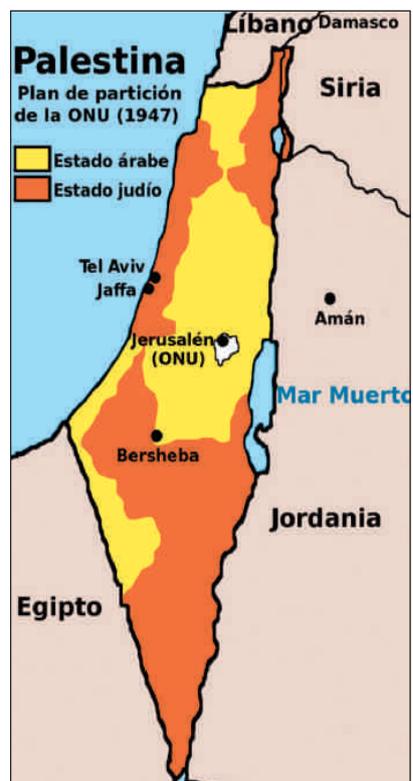
Le 29 novembre 1947, les États vont, avant leur vote, se livrer à des contorsions, et parfois à des retournements aussi inattendus qu'explicables.

Les responsables américains demeurent partagés. Les militaires, les diplomates et les milieux pétroliers prédisent une guerre judéo-arabe. Mais la Maison Blanche estime que le projet a le soutien de l'opinion publique américaine. Elle décide de le voter.

La France flotte entre sa position en faveur du sionisme et sa crainte de mettre en péril ses intérêts au Maghreb et au Maroc. Il faudra un câble de Weismann à Léon Blum et une lettre de celui-ci à Georges Bidault pour emporter la décision, deux heures avant le vote. Elle votera pour le projet.

Le vote le plus spectaculaire sera celui de l'Union soviétique, dont l'ambassadeur à l'ONU, Andréï Gromyko appuie

Des armes saisies dans une colonie juive.



avec enthousiasme les *“aspirations des Juifs d'établir leur propre État”*. Ayant échoué en Iran et en Grèce, Moscou entrevoit la possibilité de pénétrer au Proche-Orient par la Palestine, à condition de chasser d'abord les Anglais... et c'est précisément ce que les Juifs sont en train de faire.

Bien que favorables au plan de partage, les sionistes ne se satisfont pas de la solution onusienne.

Ben Gourion déclare que tant que la population de l'État juif ne sera pas constituée de 60 % de Juifs, il n'y aura pas de pouvoir fort et stable en Palestine juive.

Les sionistes envisagent donc des solutions radicales afin de remédier à cette situation. Les Arabes ressentent le partage comme une véritable injustice et une violation du droit à l'autodétermination. L'absence d'organisations politiques structurées entraîne la multiplication d'accords locaux de non-agression entre agglomérations arabes et juives, entre villages et kibboutz. De grandes villes comme Jaffa ou Tel-Aviv font l'objet de tels accords. Toutefois, dès l'annonce du plan de partage, les violences éclatent, notamment dans la région de Jérusalem. La grève générale est décrétée par les Arabes et les quartiers juifs sont attaqués, entraînant des opérations de représailles de la part des groupes sionistes radicaux. Les autorités britanniques refusent de maintenir l'ordre et laissent le pays s'enfoncer dans la guerre civile.

Dès février 1948, les sionistes prennent l'avantage dans les principales villes du littoral. Les populations arabes fuient les zones de combat.

Une intervention des pays arabes paraît inévitable. Les sionistes doivent donc s'assurer de la sécurité des zones d'implantation de la population juive avant chaque échéance. C'est ainsi

L'exode des Palestiniens du village de Deir-Yssin.



qu'est conclu le plan Dalet. Ce dernier préconise l'élimination des forces hostiles présentes dans la partie juive, ainsi que dans les zones qui pourraient être annexées.

Les opérations sionistes débutent en avril 1948, au fur et à mesure des départs des forces britanniques. La fin de l'ordre public mandataire, la fuite des notables arabes, l'effondrement économique des villes accélèrent le départ des Arabes. Cette fuite est condamnée et combattue par les responsables arabes, mais sans succès. Ces derniers comprennent que l'intervention des États arabes est désormais nécessaire.

## Le plan Dalet

Le plan Dalet a été exécuté méticuleusement en plusieurs étapes.

- **Prise d'Haïfa le 22 avril 1948**, après un bombardement massif de la ville par la Haganah, qui a entraîné un exode de la population, organisé par les Britanniques. Début mai, il ne reste que 4 000 Arabes dans la ville contre 70 000 deux mois plus tôt.

- **Prise de Jaffa le 13 mai**, après un assaut violent de l'Irgoun, arrêté par les Britanniques. Au moment de la reddition, la ville ne compte plus que 5 000 arabes sur une population originelle de 80 000 habitants.

- **Attaque de la Galilée**, afin de s'assurer des positions solides face à l'intervention future des armées arabes, entraînant la fuite des civils arabes vers la Syrie et le Liban.

- **Nettoyage de la route Tel-Aviv - Jérusalem** par la destruction des villages arabes.

**Haganah**, en hébreu : *“défense”*. Organisation militaire clandestine des Juifs de Palestine, fondée en 1920, embryon de l'armée de défense d'Israël *Tsahal*.

**Irgoun** : abréviation de *“Irguntsiva i Le umi”*. Organisation militaire nationale en 1931, branche armée de la mouvance sioniste de droite.

## Les jours d'après

Par **Élie Barnavi**, professeur émérite à l'université de Tel-Aviv :

L'Assemblée générale de l'ONU procède au vote sur le plan de partage le 29



Les Britanniques descendent leurs couleurs à Haïffa.

novembre 1947. Il est adopté. Cette nuit-là, le Yishouv (en hébreu *“implantation”* désigne les communautés juives de Palestine avant la fondation de l'État d'Israël), danse dans les rues, dans une explosion de joie qui lui fait oublier, pour un bref moment, que rien n'est encore joué.

## La guerre civile

La guerre *“civile”*, en effet, commence dès le lendemain, avec une série d'attaques contre les quartiers juifs des grandes villes. Dans les collines de Jérusalem, une armée palestinienne s'organise sous la houlette d'un neveu du grand mufti de Jérusalem, Abd-el-Kader-al-Husseini. Cependant qu'au Caire, le 12 décembre, les Irakiens exigent l'intervention directe en Palestine, difficile à réaliser tant que les Anglais restent nominalement les maîtres du pays. Les États arabes se contentent d'envoyer des armes, de l'argent et des *“volontaires”*.

En face, les Juifs disposent du Palmakh (les *“bataillons de choc”* de la Haganah, les forces de défense du Yishouv) fort d'environ 3 000 hommes et femmes, des 5 000 membres de l'Irgoun, du Leni (les combattants pour la liberté d'Israël) ainsi que des réserves de la Haganah, une vingtaine de milliers de combattants potentiels.

Théoriquement au-dessus de la mêlée, les Britanniques ne cachent plus depuis longtemps leur sympathie pro-arabe. La Grande-Bretagne fait ce qu'elle peut pour étrangler le Yishouv, économiquement et militairement, et pour permettre aux Arabes de lui succéder. Ils arment, en vertu des traités qui les lient à ces pays, l'Irak et la

Transjordanie. Dans un même temps, les Anglais imposent aux Juifs un embargo total, désarment les hommes de la Haganah, servent d'informateurs aux troupes arabes, leur font cadeau, comme à Sarafend, au sud de Tel-Aviv, d'installations militaires stratégiques. Ils tablent sur une victoire arabe qui leur permettrait de conserver, sinon le mandat, du moins une présence permanente, par l'entremise de régimes clients.

## Ben Gourion prend des risques

Au printemps 1948, la situation militaire semble désespérée pour les juifs. De plus, des bruits alarmants parviennent de Washington. Effrayés par la tournure des événements, les Américains tentent d'abandonner le Plan Partage. Tout le monde pense, d'ailleurs, que l'État juif, s'il venait à naître, serait aussitôt détruit par ses voisins. Fallait-il, dans ces conditions, proclamer l'État ? De nombreux dirigeants sionistes de premier plan supplient Ben Gourion de n'en rien faire, d'accepter la proposition américaine d'un armistice de trois mois, assorti d'une tutelle temporaire de l'ONU, d'attendre encore un peu. Ben Gourion décide de passer outre [...].

Le 12 mai, à la pointe du jour, les combats font rage dans la vallée d'Ayalon, lieu de passage obligatoire entre la plaine côtière et les monts de Jérusalem. À 8 heures précises, le général Sir Allan Gordon Cunningham, dernier haut-commissaire britannique en Palestine, sort du Government House de Jérusalem, passe en revue la garde

Ben Gourion lit à la tribune la déclaration de la création de l'État d'Israël.



## David Ben Gourion. Une journée historique

À 16 heures précises, David Ben Gourion, pour une fois en costume sombre et cravate, entame la lecture des 979 mots de la Déclaration de l'Indépendance. C'est un texte où l'on peut lire, en filigrane, cette dualité qui n'a cessé d'imprégner l'esprit de ce pays tout au long de son existence : « Israël sera une démocratie héritière obligée des idéaux européens du XIX<sup>e</sup> siècle qui furent à l'origine du sionisme politique, mais une démocratie pas comme les autres. » C'est qu'au-delà des problèmes particuliers qui seront les siens, notamment la guerre permanente et une immigration unique dans l'histoire par sa masse relative, sa diversité et l'indigence des structures d'accueil, il lui faudra se conformer tant soit peu à la mémoire historique du peuple juif, il lui faudra préserver l'unité entre le centre israélien et la périphérie diasporique, et intégrer à son identité cette dialectique de l'Unique et de l'Universel, il lui faudra



donc intégrer une part de "religion" entendue comme un ciment identitaire plutôt que comme un système de foi dans les structures mêmes de l'État.

Pratiquement, cet État arborera donc un certain nombre de symboles "juifs", veillera au respect de certains préceptes religieux dans ses manifestations extérieures (interdiction des transports en commun le jour du shabbat, imposition des diététiques (règles) de la cachेरouth dans l'armée et les institutions publiques, et surtout, abandonnera aux cours religieuses des communautés ethniques du pays, le statut personnel des citoyens, mariage, divorce et enterrement.

Ben Gourion a fini sa lecture. Le vieux rabbin Hacochem Fishman dit Shenehyanov, la prière de la grâce. Après quoi, les trente-cinq membres du Conseil présents, (les onze autres sont bloqués dans Jérusalem assiégée), apposent leur signature. La Philharmonie de Palestine entonne la Hasikva, le chant du mouvement sioniste devenu l'hymne national.

## L'État d'Israël est né.



d'honneur, monte dans sa limousine noire. L'Union Jack est amené sur le siège d'un pouvoir qui, en trente ans, a connu des jours meilleurs [...]. Cependant, les Juifs s'empressent d'occuper le terrain abandonné par les troupes d'occupation. En fin de journée, toute la Galilée occidentale est aux mains des Juifs. À Jérusalem est aussitôt lancée l'opération "Trident". Dans la soirée, les forces juives se sont emparées de toute la ville neuve, entre les faubourgs nord et le mont Scopus. Mais la vieille ville est perdue, de même que la Troun, le verrou qui commande la seule route qui monte de la plaine côtière vers Jérusalem.

Et à Tel-Aviv, on prépare dans la fièvre la cérémonie de signature du "rouleau de l'Indépendance". Vers midi, le texte de la déclaration est prêt, ainsi qu'un second document, une "proclamation" en trois articles, qui constituera le premier texte législatif de l'État d'Israël :

- L'article premier confère le pouvoir législatif à un Conseil d'État Provisoire.
- Le deuxième déclare nulles et non avenues les dispositions du Livre Blanc honni de 1939, qui avait pratiquement aboli l'immigration juive en Palestine.
- Le troisième comble le vide juridique en validant, le temps qu'une législation se mette en place, les lois en vigueur.



Ci-dessus, des Palestiniens quittent leurs terres. C'est l'exode : «La Nabka». À droite, le retour à la terre promise : «Alyah».

«Nous, membres du Conseil national, représentants du peuple juif en Palestine et du mouvement sioniste mondial, sommes réunis en assemblée extraordinaire, en ce jour, qui met un terme au mandat britannique en Palestine. Et c'est en vertu des droits historiques et naturels du peuple juif et de la résolution de l'Assemblée générale des Nations-Unies, que nous proclamons, ici, la création d'un État juif en Palestine, qui s'appellera désormais Medinat Israel (l'État d'Israël).»

Le dernier acte de cette journée se joue loin de Tel-Aviv, au siège new-yorkais de l'ONU.

Depuis 10 h 30, heure locale, le Comité politique des Nations-Unies discute âprement la question palestinienne. Le temps presse, le débat doit être terminé et les recommandations soumises à l'Assemblée générale avant 18 heures (0 heure en Palestine) terme officiel du mandat britannique.

À 18 h 14, les points de vue soviétique et arabe sont toujours aussi éloignés l'un de l'autre, quand une dépêche d'agence fait l'effet d'une bombe. Elle annonce la reconnaissance, de facto, de l'État juif par les États-Unis.

Le jour même de sa naissance, Israël remporte sa première grande victoire diplomatique.

Mais, à la même heure, au Caire, le ministre égyptien des Affaires étrangères adresse un télégramme au président en exercice du Conseil de sécurité, pour l'informer que les forces de son pays allaient pénétrer en Palestine, afin d'y rétablir l'ordre et de mettre fin aux combats. L'on comprend que Ben Gourion ait noté, dans son journal, au terme de cette journée somme toute bien remplie : «16 h, déclaration d'Indépendance, tout le monde est profondément nerveux, et moi, je suis plein d'appréhensions». (1)



## Lexique

**Alyah** : en hébreu «montée», désigne l'immigration en Terre Sainte, puis dans l'État d'Israël. L'histoire de la Palestine juive entre 1881 et 1939 a été marquée par cinq grandes vagues d'immigration.

**Colonie** : la colonisation juive dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza commence dès l'été 1967.

Avant 1977, elle demeure toutefois modeste (sauf à Jérusalem est).

Elle connaît une impulsion décisive dans les années 1980, sous le gouvernement du Likoud.

Soixante-quinze mille Israéliens vivent en Cisjordanie et à Gaza en 1988.

Contrairement au droit international, cette politique se poursuit même après les accords d'Oslo de 1993.

En 2006, on compte 360 000 colons juifs en Cisjordanie et 190 000 à Jérusalem est.

**Diaspora** : ce terme grec signifiant «dispersion» s'est répandu après la prise de

Jérusalem par Titus en 70, pour désigner la dispersion des Juifs tout autour du bassin Méditerranéen. Ce mot s'est imposé dans le langage courant pour qualifier les populations dispersées en exil.

**Eretz Israël** : expression hébraïque signifiant «Terre d'Israël».

**Haganah** : en hébreu «Défense». Organisation militaire clandestine des Juifs de Palestine, fondée en 1920, embryon de l'armée de défense d'Israël (Tahal).

**Hébreu** : langue de la Bible devenue une langue morte. L'hébreu connaît une renaissance dans les années 1880-1900, sous l'impulsion d'Eliezer Ben Yehouda et de tout un réseau d'intellectuels qui travaillent à sa modernisation. En 1948, il devient la langue du nouvel État juif.

**Irgun** : abréviation de Irgun Tsva' i Le' Umi, organisation militaire nationale.

Le mur des lamentations à Jérusalem.





Les femmes au Kibboutz.

Fondée en 1931, elle fut la branche armée de la mouvance sioniste de droite.

**Kibboutz** : En hébreu “regroupement”, village agricole collectiviste, fondé sur des principes idéologiques conjuguant les idéaux sionistes et socialistes.

**Kippour** : le *Yom Kippour* ou “jour de l’expiation” (appelé aussi «Grand Pardon») est un jour de jeûne très strict, durant vingt-cinq heures, du coucher du soleil à la tombée de la nuit du lendemain, en septembre-octobre, dix jours après le Nouvel An juif.

C’est un jour de Kippour, le 6 octobre 1973, que la Syrie et l’Égypte attaquèrent Israël. D’où le nom donné à cette guerre. Les Arabes parlent de la guerre d’octobre.

**Knesset** : en hébreu “assemblée”, désigne le Parlement israélien à chambre unique, composé de membres élus au suffrage universel pour quatre ans et représentant l’autorité législative suprême. Créée en 1949, elle s’est réunie pour la première fois à Tel-Aviv, avant d’être transférée à Jérusalem la même année.

**Likoud** : en hébreu “Unité”. Coalition politique israélienne de droite, fondée en

1973, et qui accéda au pouvoir en 1977 avec la formation du premier cabinet de Menahem Begin. Le Likoud exerça le pouvoir jusqu’en 1992, date de l’élection du travailliste Yitzhak Rabin, puis de 1996 à 1999 (Benyamin Netanyahou), et à nouveau entre 2001 et 2006 (Ariel Sharon). Aujourd’hui, c’est Benyamin Netanyahou qui l’exerce.

**Mossad** : de l’hébreu “institution”. Organisme fondé en 1951, chargé du renseignement et de la sécurité. Il agit principalement à l’étranger, tandis que le Shin Bet est chargé de la sécurité intérieure dans l’État d’Israël et les territoires occupés.

**Mur des Lamentations** : le “mur des Lamentations”, ou “mur Occidental”, est ce qui reste du Temple construit par Hérodote à Jérusalem au Ier siècle avant J.-C. et qui fut détruit par Titus. C’est le lieu le plus vénéré du judaïsme. Il constitue aussi le mur de soutènement du sanctuaire musulman du Haram El Sharif de Jérusalem. Dès les années 1920, le site est devenu un enjeu de luttes passionnelles entre Juifs et Arabes.

**Nakba** : “la Catastrophe”, en arabe. Nom donné à la vague de départs des populations palestiniennes pendant la guerre israélo-arabe de 1948. Plus de 500 000 Palestiniens deviennent des réfugiés.

**Palestine** : “Philistie” dans l’Ancien Testament, c’est la partie de la côte située entre la rivière d’Égypte et la Phénicie. La Palestine entre dans la nomenclature géographique grecque, puis dans le lan-



La Knesset.

gage administratif romain (c’est une province romaine), pour désigner l’ensemble du pays qui s’étend de Gaza au lac de Tibériade, du mont Carmel au Jourdain. Le terme disparaît dans l’usage arabe au Moyen-Orient, au profit de celui de “Terre Sainte”, et réapparaît au XIX<sup>e</sup> siècle sous l’influence des Occidentaux, qui n’ont jamais cessé de l’employer.

**Sabra** : en hébreu *tsaba* (“cactus”). Terme désignant les Israéliens nés en Israël (par opposition aux immigrants).

**Shoah** : de l’hébreu “catastrophe”. Terme qui s’est imposé dans les années 1980, pour désigner le massacre de près de six millions de Juifs d’Europe entre 1941 et 1945.

**Sion** : dans la Bible, c’est le nom de la colline située au sud-ouest de Jérusalem, dont le roi David s’empara, où il décida de résider, et qu’il fit appeler “Cité David”. Par extension, le mot en vint à désigner la ville de Jérusalem, voire toute la Judée.

**Sionisme** : mot désignant l’aspiration à la restauration d’une entité politique juive indépendante, en Palestine.

**Stern** : du nom de son fondateur Abraham Stern, petite organisation paramilitaire antibritannique fondée en Palestine en 1940. Elle comptait quelques centaines de membres et fut l’une des plus extrémistes.

Yitzhak Shamir, le futur Premier ministre, en était l’un des principaux dirigeants.

**Tsahal** : acronyme de *Tsaya Hagana Le Yisraël*, c’est l’armée de défense d’Israël.

**Yishouv** : en hébreu “implantation”, “population”, désigne les communautés juives de Palestine avant la fondation de l’État d’Israël.

Les combattantes de Tsahal.



## Déclaration d'indépendance d'Israël

### 14 mai 1948

Le texte qui suit, lu par Ben Gourion le 15 mai 1948, est la proclamation établissant l'État d'Israël, signée le 14 mai par les membres du Conseil national, qui représentaient la communauté juive du futur pays et le mouvement sioniste à l'étranger.

**ERETZ-ISRAËL** est le lieu où naquit le peuple juif. C'est là que se forma son caractère spirituel, religieux et national. C'est là qu'il réalisa son indépendance, créa une culture d'une portée à la fois nationale et universelle et fit don de la Bible au monde entier.

Contraint à l'exil, le peuple juif demeura fidèle au pays d'Israël à travers toutes les dispersions, priant sans cesse pour y revenir, toujours avec l'espoir d'y restaurer sa liberté nationale.

Motivés par cet attachement historique, les juifs s'efforcèrent, au cours des siècles, de retourner au pays de leurs ancêtres pour y reconstituer leur État. Tout au long des dernières décennies, ils s'y rendirent en masse : pionniers, maapilim et défenseurs. Ils y défrichèrent le désert, firent renaitre leur langue, bâtirent cités et villages et établirent une communauté en pleine croissance, ayant sa propre vie économique et culturelle. Ils n'aspiraient qu'à la paix encore qu'ils aient toujours été prêts à se défendre. Ils apportèrent les bienfaits du progrès à tous les habitants du pays. Ils nourrirent toujours l'espoir de réaliser leur indépendance nationale.

En 1897, inspiré par la vision de l'État juif qu'avait eue Théodore Herzl, le premier congrès sioniste proclama le droit du peuple juif à la renaissance nationale dans son propre pays. Ce droit fut reconnu par la Déclaration Balfour du 2 novembre 1917 et réaffirmé par le mandat de la Société des nations qui accordait une reconnaissance internationale formelle des liens du peuple juif avec la terre d'Israël, ainsi que de son droit d'y reconstituer son foyer national.

La Shoah, qui anéantit des millions de juifs en Europe, démontra à nouveau l'urgence de remédier à l'absence d'une patrie

juive par le rétablissement de l'État juif dans le pays d'Israël, qui ouvrirait ses portes à tous les juifs et conférerait au peuple juif l'égalité des droits au sein de la famille des nations.

Les survivants de la Shoah en Europe, ainsi que des juifs d'autres pays, revendiquant leur droit à une vie de dignité, de liberté et de travail dans la patrie de leurs ancêtres, et sans se laisser effrayer par les obstacles et la difficulté, cherchèrent sans relâche à rentrer au pays d'Israël.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, le peuple juif dans le pays d'Israël contribua pleinement à la lutte menée par les nations éprises de liberté contre le fléau nazi. Les sacrifices de ses soldats et l'effort de guerre de ses travailleurs le qualifiaient pour prendre place à rang d'égalité parmi les peuples qui fondèrent l'Organisation des Nations-unies.

Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations-unies adopta une résolution prévoyant la création d'un État juif indépendant dans le pays d'Israël et invita les habitants du pays à prendre les mesures nécessaires pour appliquer ce plan. La reconnaissance par les Nations-unies du droit du peuple juif à établir son État indépendant ne saurait être révoquée.

C'est, de plus, le droit naturel du peuple juif d'être une nation comme les autres nations et de devenir maître de son destin dans son propre État souverain.

**EN CONSÉQUENCE, NOUS, MEMBRES DU CONSEIL NATIONAL REPRÉSENTANT LE PEUPLE JUIF DU PAYS D'ISRAËL ET LE MOUVEMENT SIONISTE MONDIAL, RÉUNIS AUJOURD'HUI, JOUR DE L'EXPIRATION DU MANDAT BRITANNIQUE, EN ASSEMBLÉE SOLENNELLE, ET EN VERTU DES DROITS NATURELS ET HISTORIQUES DU PEUPLE JUIF, AINSI QUE DE LA RÉOLUTION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS-UNIES, PROCLAMONS LA FONDATION DE L'ÉTAT JUIF DANS LE PAYS D'ISRAËL, QUI PORTERA LE NOM D'ÉTAT D'ISRAËL.**

**NOUS DÉCLARONS** qu'à compter de la fin du mandat, à minuit, dans la nuit du 14 au 15 mai 1948, et jusqu'à ce que des organismes constitutionnels régulièrement élus entrent en fonction, conformément à une Constitution qui devra être adoptée par une Assemblée constituante d'ici le 1er octobre 1948, le présent Conseil agira en tant qu'Assemblée provisoire de l'État et que son propre organe exécutif, l'administration nationale, constituera le gouvernement provisoire de l'État d'Israël.

**L'ÉTAT D'ISRAËL** sera ouvert à l'immigration des Juifs de tous les pays où ils sont dispersés; il développera le pays au bénéfice de tous ses habitants; il sera fondé sur les principes de liberté, de justice et de paix enseignés par les prophètes d'Israël; il assurera une complète égalité de droits sociaux et politiques à tous ses citoyens, sans distinction de croyance, de race ou de sexe; il garantira la pleine liberté de conscience, de culte, d'éducation et de culture; il assurera la sauvegarde et l'inviolabilité des Lieux saints et des sanctuaires de toutes les religions et respectera les principes de la Charte des Nations-unies.

**L'ÉTAT D'ISRAËL** est prêt à coopérer avec les organismes et représentants des Nations-unies pour l'application de la résolution adoptée par l'Assemblée le 29 novembre 1947 et à prendre toutes les mesures pour réaliser l'union économique de toutes les parties du pays.

**NOUS FAISONS APPEL** aux Nations-unies afin qu'elles aident le peuple juif à édifier son État et

qu'elles admettent Israël dans la famille des nations.

Aux prises avec une brutale agression, **NOUS INVITONS** cependant les habitants arabes du pays à préserver les voies de la paix et à jouer leur rôle dans le développement de l'État sur la base d'une citoyenneté égale et complète et d'une juste représentation dans tous les organismes et les institutions de l'État, qu'ils soient provisoires ou permanents.

**NOUS TENDONS** la main de l'amitié, de la paix et du bon voisinage à tous les États qui nous entourent et à leurs peuples. Nous les invitons à coopérer avec la nation juive indépendante pour le bien commun de tous. L'État d'Israël est prêt à contribuer au progrès de l'ensemble du Moyen-Orient.

**NOUS LANÇONS UN APPEL** au peuple juif de par le monde à se rallier à nous dans la tâche d'immigration et de mise en valeur, et à nous assister dans le grand combat que nous livrons pour réaliser le rêve poursuivi de génération en génération : la rédemption d'Israël.

**CONFIANTS EN L'ÉTERNEL TOUT-PUISSANT, NOUS SIGNONS CETTE DÉCLARATION SUR LE SOL DE LA PATRIE, DANS LA VILLE DE TEL AVIV, EN CETTE SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE PROVISOIRE DE L'ÉTAT, TENUE LA VEILLE DU CHABBATH, 5 IYAR 5708, QUATORZE MAI MIL NEUF CENT QUARANTE-HUIT.** <sup>(2)</sup>

Encadrant l'étoile de David, les bandes bleues (tekhéléth) du drapeau d'Israël évoquent le talith, le châle de prière juif.



## Ce que «sionisme» veut dire <sup>(3)</sup>

Le terme de «sioniste» est fondamentalement simple, clair, facile à définir, à comprendre et à justifier. Cependant, au cours des vingt ou trente dernières années, ce terme s'est transformé en une notion des plus confuses. La droite l'ajoute comme une sorte de crème chantilly pour améliorer le goût de mets douteux, tandis que la gauche l'envisage avec crainte, comme une sorte de mine susceptible d'exploser entre ses mains, qu'il convient de neutraliser avec toutes sortes d'ajouts bizarres, du genre «sionisme raisonnable» ou «sionisme humaniste».

À l'étranger, dans les cercles critiques à l'égard d'Israël, le sionisme sert de poison, à l'aide duquel chaque argument à l'encontre de l'État hébreu se voit aggravé. Pour certains critiques, la solution pour l'avenir de ce pays est même dans la «désionisation» de son identité.

Pour les ennemis jurés d'Israël, **sioniste est un vocable diabolique, un qualificatif péjoratif remplaçant le mot «israélien» ou «juif»**. Les membres du Hamas parleront du «soldat sioniste prisonnier», et le Hezbollah et l'Iran se référeront à «l'entité sioniste criminelle» et non à Israël.

Dans ces conditions, il faut tenter de définir de façon réaliste le terme «sioniste». Tout d'abord, il convient de se rappeler que ce terme est né à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Cela n'a donc aucun sens de définir par ce mot le poète Yéhouda Halévy, lui qui œuvrait au XI<sup>e</sup> siècle en Espagne, ou un Juif quelconque immigré en terre d'Israël au cours des siècles passés. Du coup, comment définir qui est sioniste depuis l'apparition du mouvement sioniste, inspiré de Théodor Herzl et de ses adeptes ?

Voici une définition : **un sioniste est un individu qui désire, ou soutient, la création d'un État juif en terre d'Israël** qui serait, dans le futur, l'État du peuple juif. Selon les propos même de Herzl : « À Bâle, j'ai fondé l'État des Juifs. » Le mot-clé, en l'occurrence est : «État». Et, de manière naturelle, il s'agit de la terre d'Israël à cause de l'attachement du peuple juif à cette terre.

Mon trisaïeul, par exemple, venu de Salonique en terre d'Israël au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, ne peut donc pas être défini comme un sioniste. Il est venu s'y installer, et non fonder un État.

Herzl lui-même et nombre de dirigeants sionistes n'ont jamais immigré en terre d'Israël, sans que, pour autant, on ne puisse les qualifier de sionistes.

Quiconque définit le sioniste comme celui qui a immigré en Israël déclare, en fait, qu'aucun sioniste ne se trouve hors de ce pays. Ce qui est faux. Et que dire de ceux qui sont nés en Israël ? Seraient-ils sionistes de naissance ?

Reste à savoir quel État désiraient ceux qui en soutenaient le projet ? Chaque sioniste affichait sa propre vision et son programme. Le sionisme n'est pas une idéologie.

Si l'on retient comme définition de l'idéologie la conjonction systématique et unifiée d'idées, de conceptions, de principes et de mots d'ordre à l'aide desquels s'incarne une vision du monde d'un groupe, d'un parti ou d'une classe sociale, **le sionisme ne peut sûrement pas être tenu pour une idéologie, mais juste comme une très large plate-forme de différentes idéologies, parfois même antagonistes.**

Après la création de l'État d'Israël en 1948, la définition du sionisme s'est métamorphosée :

Un sioniste accepte le principe que l'État d'Israël n'appartient pas à ses citoyens mais au peuple juif tout entier, et l'expression obligatoire qui en découle est «la loi du retour».

Les affaires de l'État sont du ressort exclusif de ses citoyens, les détenteurs de la carte d'identité israélienne, dont 80 % de juifs et 20 % de Palestiniens israéliens et d'autres. Néanmoins, seul celui qui soutient la loi du retour est sioniste et celui qui la refuse ne l'est pas. Mais les Juifs israéliens qui rejettent la loi du retour et se qualifient de non-sionistes ou de post-sionistes (à droite comme à gauche) demeurent de bons citoyens loyaux de l'État d'Israël, avec leurs droits garantis.

Il en découle que toutes les grandes questions idéologiques, politiques, sécu-

ritaires et sociales, sur lesquelles nous nous affrontons, nuit et jour, ne relèvent pas du sionisme. Elles appartiennent au même registre de querelles que d'autres peuples ont connues et connaissent encore.

En outre, le mot **sionisme** n'est pas là pour se substituer à «patriotisme», «esprit pionnier», «humanisme» ou «amour de la patrie» que d'autres langues utilisent.

De même, il n'existe pas de rapport entre la surface de l'État et le sionisme. Si les Arabes avaient accepté le Plan Partage de la Palestine en 1947, l'État d'Israël dans les frontières du partage n'aurait pas été moins sioniste que dans d'autres frontières. Si l'État hébreu avait conquis et annexé la Transjordanie et abrogé la loi du retour, il aurait cessé d'être sioniste, bien qu'il eût triplé ou quadruplé son territoire.

Concernant la loi du retour, que d'aucuns considèrent comme discriminatoire à l'égard des citoyens palestiniens d'Israël, il convient de répondre que la loi du retour est la condition morale posée par les nations du monde à la création de l'État d'Israël.

Le partage, en 1947, de la Palestine en un État juif et un État palestinien ne s'effectuait qu'à condition que l'État juif ne soit pas celui du petit établissement des 600 000 Israéliens qui y vivaient à cette époque, mais **un État qui puisse résoudre la détresse de tous les Juifs du monde et offrir à tous les Juifs la possibilité d'y trouver un foyer.**

Serait-il moral que des centaines de Juifs qui ont pu immigrer en Israël, grâce à la loi du retour, referment les portes par lesquelles ils ont pu y pénétrer ?

Théodor Herzl à la tribune du congrès sioniste, à Bâle en 1897..



En outre, il est vraisemblable que l'État palestinien qui naîtra, je l'espère, rapidement et de nos jours, aura sa propre loi du retour. Cette loi revêtira un semblable valeur morale, qui permettra à tout Palestinien exilé d'y revenir et d'en recevoir la citoyenneté. Que ce soit en Israël ou dans l'État palestinien, cette loi ne contredit pas les lois d'immigration générale, comme partout dans le monde.

Libérer le terme sioniste de tous les appendices et autres ajouts superflus qui lui ont été accolés permettra non seulement d'éclaircir tous les différends idéologiques et politiques entre nous, évitant ainsi une mythification des controverses, mais obligera les critiques, en dehors d'Israël, à mieux préciser et à mieux focaliser leurs positions.

Traduit de l'hébreu par Jean-Luc Allouche.

## Les Guerres entre Israël et les pays arabes

### 1948. Premier conflit israélo-arabe

Le 15 mai 1948, lendemain de la proclamation de l'État d'Israël par David Ben Gourion, afin de soutenir les Palestiniens et par crainte que l'État d'Israël ne menace l'équilibre régional, les armées égyptienne, syrienne, irakienne, jordanienne et libanaise déclarent la guerre à Israël.

Les combats sont menés au nord par l'armée syrienne, qui progresse en Galilée et, au sud, par l'armée égyptienne, qui prend la région de Gaza, le Néguev et atteint la Cisjordanie. À Jérusalem, l'armée jordanienne conquiert les quartiers juifs de la vieille ville. Quant à l'armée irakienne, elle occupe la région de Jenine et de Naplouse. Un cessez-le-feu est néanmoins signé **le 11 juin 1948**, à la suite de l'arrivée du médiateur envoyé par l'ONU, le comte Folke Bernadotte. Ce moment est mis à profit par les deux camps pour reconstituer leurs forces. Cette trêve renforce les positions israéliennes avec l'arrivée d'armes soviétiques.

Bernadotte propose un nouveau plan, qui prévoit l'internationalisation



Soldats sur le front libanais, tirant sur des positions israéliennes. 24 mai 1948.

de Jérusalem, le retour des réfugiés et des échanges de territoires entre Israéliens et Arabes favorisant la formation de blocs géographiques plus homogènes. Ce nouveau plan est soutenu par les États-Unis et la Grande-Bretagne, mais rejeté par les pays arabes et par Israël, qui refuse de laisser le Néguev aux Arabes.

Les belligérants ont profité de la trêve pour se renforcer. Les forces arabes atteignent 35 000 hommes, les forces israéliennes unifiées sous le sigle de la nouvelle armée nationale Tsahal comptent 60 000 hommes. La supériorité israélienne est désormais écrasante. Les combats reprennent le **8 juillet**, entraînant une victoire israélienne en plusieurs phases.

**La guerre des Dix-Jours** voit le succès de Tsahal dans la région de Jérusalem et en Galilée. La Légion arabe, au bord de l'effondrement, parvient toutefois à reconstituer une ligne de front. Les États arabes acceptent le cessez-le-feu le **18 juillet**.

**Le 15 octobre**, les combats reprennent, Tsahal prend l'offensive contre l'armée égyptienne et pénètre dans le Sinaï. La Grande-Bretagne, au nom du traité de 1936, menace d'intervenir contre Israël en cas de non-évacuation du territoire égyptien. Les combats s'arrêtent le **7 janvier 1949**.

**Le 4 mars 1949**, l'armée israélienne lance une dernière offensive sur le sud du Néguev et atteint la mer Rouge. Les forces britanniques prennent position à Aqaba, pour protéger la Jordanie. Le cessez-le-feu est rétabli le **11 mars 1949**.<sup>(4)</sup>

### Les armistices de Rhodes

Les négociations d'armistice débutent à Rhodes dès l'**automne 1948**, sous la coordination du médiateur de l'ONU, Ralph Bunche. Les entretiens demeurent bilatéraux (Israël-Égypte, Israël-Syrie, Israël-Jordanie, Israël-Liban).

- **L'armistice israélo-égyptien (24 février 1949)** établit une zone démilitarisée du côté palestinien, à El-Auja, et l'obligation de restriction des forces égyptiennes à proximité de cette zone. Il n'y a aucune reconnaissance des acquisitions territoriales d'Israël. L'Égypte s'insurge contre les opérations de mars 1949 et décide, en représailles, de fermer à Israël l'accès à la mer Rouge.

- **L'armistice israélo-libanais (23 mars 1949)** crée également une zone démilitarisée le long de la frontière internationale. Israël évacue des villages libanais occupés par ses forces durant la guerre.

- **L'armistice israélo-jordanien (3 avril 1949)** donne à Israël des concessions supplémentaires. Des négociations en vue de déterminer des lignes d'armistices dans Jérusalem échouent.

Des volontaires arabes.





Moshe Dayan signe le traité d'armistice Israélo-Egyptien le 24 février 1949.

**- L'armistice israélo-syrien (20 juillet 1949)** porte sur le statut de la bande de territoire palestinien encore aux mains de l'armée syrienne. Elle est évacuée moyennant démilitarisation.

Il n'y a pas d'armistice entre Israël et l'Irak.

### **La conférence de Lausanne, 27 avril - 15 septembre 1949**

En parallèle aux négociations d'armistice, une conférence se tient à Lausanne du 27 avril au 15 septembre 1949. Organisée par l'ONU, son but est de régler les problèmes nés du conflit israélo-arabe : la question du retour des réfugiés et celle des territoires. Pour les réfugiés, les États arabes demandent le droit au retour. Les pays arabes sont prêts à accueillir un certain nombre de réfugiés, à condition qu'Israël se soumette au respect du Plan de Partage et accepte la réintégration d'au moins 200 000 réfugiés sur son territoire. Israël refuse et déclare que son territoire est désormais celui du Plan de Partage, plus les conquêtes de la guerre, les lignes d'armistice devant être considérées comme des frontières internationales.

### **Bilans et réflexions**

Le bilan de la guerre 1948-1949 est lourd, aussi bien pour les Israéliens que pour les Arabes : 5 800 soldats sont



morts et 12 000 sont blessés du côté israélien ; 4 000 soldats sont morts du côté arabe et environ 13 000 du côté palestinien. 700 000 Palestiniens ont fui, ou vont fuir, la Palestine (les chiffres diffèrent en fonction des sources), pour aller se réfugier dans des camps installés dans les États arabes voisins : au Liban, en Syrie et en Jordanie. Ils se réfugient également dans la bande de Gaza, administrée par l'Égypte, et en Cisjordanie, annexée par la Transjordanie.

Contrairement à la légende dépeignant un frêle État juif, à peine né et déjà confronté aux redoutables armées d'un puissant monde arabe, les "nouveaux historiens" établissent la supériorité croissante des forces juives (effectifs, armement, entraînement, coordination, stratégie et modernisation). Israël bénéficie aussi du soutien politique, diplomatique et militaire des États-Unis, comme de l'Union soviétique. D'un côté, la Transjordanie, l'Égypte, l'Irak, le Liban, la Syrie. De l'autre, le tout petit État d'Israël nouvellement créé. Cinq contre un. Sur le papier, les choses paraissent pliées d'avance.

La réalité est plus complexe.

Les Israéliens se battent avec l'énergie du désespoir. Il y va de leur survie.

Dans la lutte contre les Arabes, dira plus tard madame Golda Meir, future Premier ministre israélienne, nous avons une arme secrète : **Pas le choix !**

Nous avons passé en revue les qualités des forces juives. Leurs adversaires, eux, souffrent d'une impréparation militaire absolue. Le petit Liban préfère se retirer immédiatement. La Syrie vient à peine de décrocher son indépendance et son armée est misérable. Celle de l'Égypte est dotée d'un arsenal souvent défectueux, acheté à vil prix par des affairistes sans scrupules qui gravitent dans l'entourage du

La Hagana, embryon de Tsahal.

roi Farouk. Surtout, les armées arabes sont incapables de coordonner leurs actions. Les objectifs réels divergent. La Ligue arabe entend régler la question sioniste de façon radicale, en détruisant le nouvel État. Abdallah, le roi de Transjordanie, préfère négocier un accord. En quelques semaines, les Israéliens réussissent à renverser le cours du destin et gagnent la guerre.

**Le paysage humain de la Palestine a changé du tout au tout. Dès le début des hostilités, des centaines de milliers d'Arabes, fuyant les combats, ont quitté dans la panique leur maison, leur village. Tous pensaient revenir plus tard, à l'heure du cessez-le-feu. La quasi-totalité se retrouve en exil, souvent parqués dans des camps qui, pour certains, n'ont pas encore disparu.**

### **Tensions dans les Pays arabes**

La guerre israélo-arabe va entraîner des tensions politiques dans les États arabes. En Égypte, l'arrivée des premières vagues de réfugiés palestiniens exacerbe les opinions publiques, excitées par la propagande des Frères musulmans. Les forces égyptiennes

restent battues. Attaquée sur son territoire, l'Égypte n'a été sauvée que par la menace d'une intervention britannique en cas de non-évacuation du Sinaï par Israël. C'est une humiliation, au moment où l'Égypte négocie le retrait des forces britanniques de son territoire.

Les événements s'enchaînent. Le chef du

Gouvernement décide de dissoudre l'organisation des Frères musulmans fin 1948. Il est assassiné le 28 décembre. En réponse, Hassan Al Banna, guide suprême du mouvement, est arrêté et exécuté le 12 février 1949. L'amertume est surtout forte chez les officiers de l'armée, qui estiment que les causes sont à chercher en Égypte même pour expliquer la défaite.



Pour les sionistes devenus des Israéliens, cette victoire lors de la guerre d'indépendance de 1948, représente un triomphe et un immense bonheur. Elle est le baptême du feu de ce pays dont ils rêvaient depuis plus d'un demi-siècle. Les palestiniens nomment ce même épisode "al Nakba", la catastrophe.

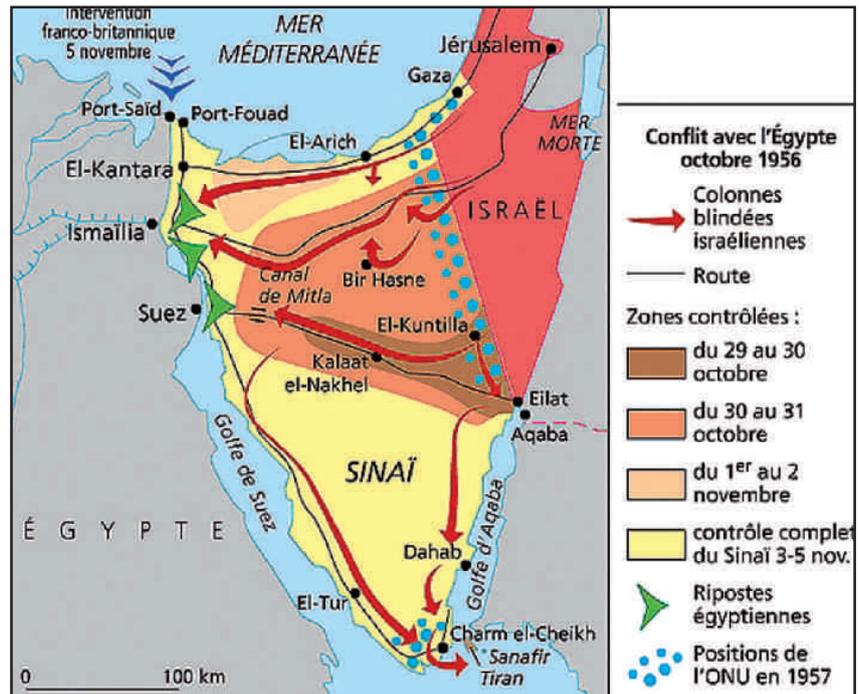
La mèche allumée en 1917, avec la déclaration de Balfour, continue à se consumer, provoquant sur son passage déflagrations et victimes. Après avoir obtenu de gérer sans partage ce dossier et s'en être délestée trente ans après, la Grande-Bretagne est maintenant une victime collatérale des brûlures engendrées par la mèche.

La Grande-Bretagne va aussi payer pour la Nakba. En Égypte, son homme, Nokrachi Pacha, est assassiné en décembre 1948. Le Wafd (les nationalistes) revient aux affaires en 1950 puis, le 23 juillet 1952, c'est la prise de pouvoir des "Officiers libres". En Irak également, les troubles se multiplient. La Syrie connaît des coups d'État. Même la Transjordanie, qui a réussi à annexer la Cisjordanie pour former le "royaume de Jordanie", n'est pas épargnée. Abdallah, le fils du chérif Hussein et le grand-père du roi Hussein, est assassiné en 1951, dans la mosquée Al Aqsa de Jérusalem.

## La crise de Suez 1956

### Le contexte

Dans les années 1950, l'Orient arabe est confronté à des défis à la fois externes et internes. La guerre froide entre Soviétiques et Occidentaux touche la région. Elle est convoitée par l'URSS, dont les objectifs principaux sont l'établissement de régimes amis et le passage de sa flotte de guerre en Méditerranée. Les États-Unis définissent, en retour, l'Orient arabe comme une nouvelle zone d'endiguement de l'expansionnisme soviétique. Leurs intérêts ne sont pas seulement idéologiques. Le pétrole occupe désormais une place privilégiée dans la politique américaine. Les deux grands doivent composer avec l'évolution politique interne des pays arabes et la radicalisation d'un certain nombre d'entre eux.



Cette radicalisation rend les relations difficiles, avec des régimes arabes fluctuants et instables.

L'Orient arabe, guidé par la figure de Nasser, recherche par ailleurs une position neutraliste entre les deux super-puissances.

### Nasser et le neutralisme

En avril 1955, Nehru et Sokarno, respectivement chefs d'État de l'Inde et de l'Indonésie, décident d'organiser un sommet à Bandung (Indonésie). Les États africains indépendants sont invités à y participer, en premier lieu l'Égypte. Ni l'URSS, ni les pays occidentaux ne sont invités.

A Bandung, Nasser se présente comme le véritable leader du monde arabe. Il adhère au neutralisme et affirme vouloir prendre ce qu'il y a de meilleur dans le capitalisme et le socialisme, sans dépendre d'un des deux systèmes.

### La nationalisation du canal

Nasser, soucieux de donner rapidement l'indépendance économique à l'Égypte, entreprend d'achever le contrôle et la régulation du Nil, en construisant un immense barrage à Assouan. Il se tourne vers les puissances occidentales pour obtenir un financement. La France et la Grande-Bretagne refusent, les États-Unis conditionnent leur aide à un accord avec Israël.

Discussions, négociations, marchandages... finalement le 19 juillet 1956, Dulles affirme que les États-Unis s'opposent à la construction du barrage.

En réponse à cet échec, Nasser prend la décision immédiate de nationaliser la Compagnie du canal de Suez. Les revenus du canal permettront de financer le haut barrage d'Assouan.

L'annonce officielle est faite par Nasser le 26 juillet 1956 au cours d'un célèbre discours à Alexandrie. Il annonce devant une foule surchauffée que les forces égyptiennes viennent de s'emparer de la zone du canal et que celui-ci est désormais aux Égyptiens.

### La réaction franco-britannique

Les Britanniques, n'ayant pas les moyens d'intervenir seuls, décident d'organiser une opération conjointe avec les Français. Les États-Unis se montrent défavorables à une telle intervention. Une conférence des usagers du canal se réunit à Londres le 16 août 1956. L'affaire est ensuite portée devant le Conseil de sécurité de l'ONU. Une résolution est votée. Français et Britanniques conservent toutefois l'idée d'une intervention militaire.

Les Britanniques rêvent de reprendre pied en Égypte et de réorganiser le Moyen-Orient. L'opération sera commandée par les Britanniques.



Navires coulés par les Égyptiens afin de bloquer le canal de Suez.

### L'opération "Mousquetaire"

Le plan implique un débarquement à Alexandrie, puis une marche sur Le Caire. Le régime égyptien serait renversé et le canal réoccupé. Durant la période d'attente, les Français cherchent à impliquer Israël dans l'affaire. Le président du conseil de la France, Guy Mollet, est gagné à la cause d'Israël. Il donne à Ben Gourion l'assurance d'une couverture aérienne et navale de son pays. Ben Gourion accepte de s'engager dans les opérations contre l'Égypte.

Le 22 octobre 1956, un accord est conclu à Sèvres, entre les trois pays. Il est convenu que les forces israéliennes attaqueront les premières l'Égypte. Pour imposer un cessez-le-feu entre les belligérants, Français et Britanniques débarqueront et s'installeront dans la zone du canal.

L'attaque israélienne commence le 29 octobre 1956. La flotte franco-britannique quitte immédiatement Malte pour l'Égypte. Nasser décide de retirer



Nasser crie Victoire.

son armée du Sinaï, met son aviation hors de portée et fait couler des bateaux dans le canal, pour le rendre impraticable. En conséquence, les Israéliens atteignent plus rapidement les objectifs prévus. Ils s'arrêtent à quinze kilomètres du canal. La séparation de fait des belligérants rend sans motif l'intervention franco-britannique.

Le 2 novembre, saisie de la question, l'Assemblée générale de l'ONU vote une résolution exigeant l'arrêt des combats et le retrait des forces israéliennes.

Le 4 novembre, l'Assemblée générale ayant décidé la constitution d'une force internationale d'interposition, l'intervention des deux pays est sans objet. Le plan "Télescope" est alors monté en toute hâte. Des troupes sont parachutées sur l'Égypte le 5 novembre, s'emparent de Port Saïd et marchent vers le canal.

Le 5 novembre, l'URSS annonce qu'elle s'emploiera à mettre fin à l'opération, y compris par l'utilisation de l'arme nucléaire. Eden, chef du gouvernement britannique, accablé par la pression hostile des États-Unis, ordonne le cessez-le-feu.

Les Français sont contraints de suivre. C'est une victoire politique pour Nasser.

La crise de Suez représente bien le chant du cygne de la présence franco-britannique au Moyen-Orient et en Méditerranée. Les Occidentaux s'étant

Le débarquement et le largage des troupes françaises aux abords du Canal de Suez.

discrédités aux yeux des Arabes, ces derniers se tournent davantage vers l'URSS. L'échec diplomatique des deux vieilles puissances européennes consacre la montée en puissance de la politique américaine dans la région. La cause panarabe en sort renforcée.



## La guerre des Six-jours 1967

1967

### Le contexte

Depuis la première guerre 1948-1949, les tensions n'ont jamais cessé entre les États arabes et Israël, sous forme d'incidents frontaliers donnant lieu à des représailles.

Fin 1966, les tensions s'intensifient entre la Syrie et Israël, à la suite notamment du coup d'État de février 1966, qui porte au pouvoir, en Syrie, des officiers

du parti Baas, hostiles à Israël. Plusieurs opérations sont menées par les Palestiniens du Fatah, soutenus par la Syrie, suivies de représailles de l'État d'Israël.

**Le 7 avril 1967**, Israël lance une bataille aérienne contre la Syrie, au cours de laquelle des avions syriens sont abattus. Dans ce contexte de vives tensions, l'URSS fait savoir que des troupes israéliennes sont massées le long de la frontière avec la Syrie. L'Égypte décide de mobiliser en soutien à la Syrie.

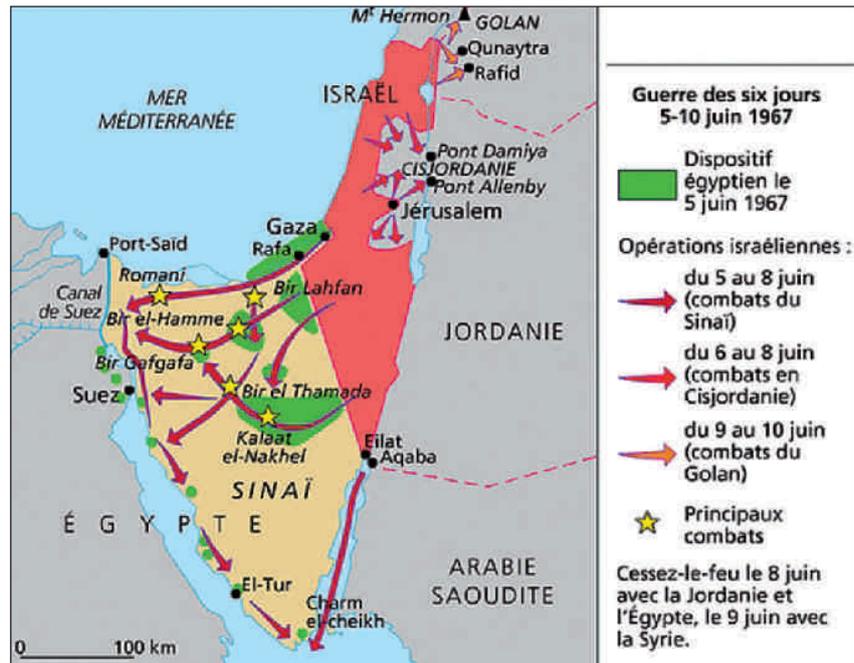
**Le 15 mai**, l'armée égyptienne se concentre dans le Sinaï. Le lendemain, Nasser demande le retrait des forces de l'ONU positionnées, depuis la crise de Suez, à la frontière entre l'Égypte et Israël, qu'il remplace par des troupes égyptiennes.

**Le 18 mai**, Israël mobilise. Le 22 mai, l'Égypte décide d'interdire à la marine israélienne l'accès du golfe d'Akaba (où elle est présente depuis 1949, sur l'île de Tiran).

**Le 25 mai**, le ministre des Affaires étrangères d'Israël, Abba Eban, entreprend une tournée diplomatique en Europe. Il rencontre notamment le général de Gaulle à Paris, qui lui recommande de ne pas attaquer les États arabes. La tension monte en Israël et l'opinion est partagée entre les partisans de la guerre autour de Ben Gourion et ceux de l'option diplomatique autour du gouvernement en place de Levi Eshkol.

**Le 1<sup>er</sup> juin**, l'entrée au gouvernement de deux nouveaux ministres, Moshe Dayan au ministère de la Défense et Menahem Begin comme ministre sans portefeuille, fait que l'option guerre est

Le général Moshe Dayan.



décidée. De son côté, Nasser forme des alliances militaires : celle avec la Syrie déjà mise en place en novembre 1966, suivie d'une alliance avec la Jordanie le 1er juin 1967, et avec l'Irak le 4 juin 1967.

### La guerre

Le 5 juin, Israël déclenche les hostilités militaires et bombarde l'aviation et les aéroports égyptiens. Une attaque terrestre lui permet d'envahir le Sinaï et Gaza le 7 juin, puis le canal de Suez le 8 juin. L'armée égyptienne, dont une partie se trouve au Yémen, est en grande partie détruite. L'aviation jordanienne, qui décide de porter secours à l'Égypte, est également détruite par Israël. Puis l'armée israélienne mène une attaque terrestre contre la Jordanie, à la suite du repli jordanien le 6 juin, elle reprend toute la Cisjordanie, ainsi que Jérusalem est.

En Syrie, à la suite du bombardement de l'aviation syrienne le 6 juin, le Gouvernement israélien hésite à entreprendre une action terrestre en raison des liens entretenus entre la Syrie et l'URSS. L'action terrestre débute, finalement, le 9 juin, par l'invasion du Golan, à l'est de la Galilée. L'armée syrienne résiste dans un premier temps, mais Israël l'emporte le 10 juin. Le même jour, le cessez-le-feu est mis en place à l'initiative du Conseil de sécurité de l'ONU.

### Le bilan

Au terme d'une guerre qui a duré 6 jours :

- **Du côté israélien**, on compte 3 000 blessés et 750 morts.
- **Du côté arabe**, la Jordanie laisse 6 000 morts et 30 000 blessés. L'Égypte 10 000 morts.

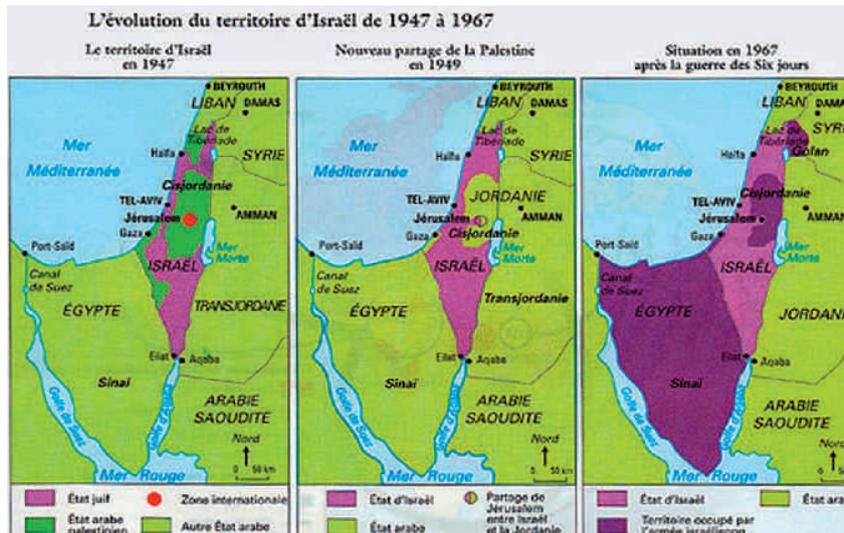
Israël n'accepte que des discussions bilatérales, en vue d'obtenir une nouvelle définition des frontières de la région.

**Pour Israël, Jérusalem-est, la Cisjordanie, la bande de Gaza, le Golan, sont définitivement acquis.** La liberté de circulation dans le golfe d'Akaba et dans le canal de Suez est également une condition majeure à la cessation des activités.

Les territoires occupés (Cisjordanie et Gaza) sont peuplés d'un peu plus d'un million d'Arabes, dont la moitié sont des réfugiés de 1948. L'exode de la population vers la Jordanie se chiffre à environ 200 000 personnes, ce qui porte le total des réfugiés installés en Jordanie à près de 600 000 personnes.

### La phrase

La célèbre phrase (controversée) du général de Gaulle présentant les Juifs comme « **un peuple d'élites, sûr de lui-même et dominateur** » est prononcée dans ce contexte, lors de la conférence de presse tenue au palais de l'Élysée le 27 novembre 1967.



## Les conséquences de la guerre des Six-Jours

La victoire israélienne a pour conséquence la démission de Nasser le 9 juin, mais son geste est refusé par l'opinion publique égyptienne et il revient au pouvoir. Nasser comprend que, contrairement à la crise de Suez de 1956, les États-Unis ne vont pas exercer de pression pour qu'Israël se retire des territoires acquis, car la diplomatie américaine considère que les causes du conflit proviennent de la fermeture, par l'Égypte, du golfe d'Akaba à Israël. L'URSS, pour sa part, condamne Israël, et rompt ses relations diplomatiques avec l'État d'Israël. Répondant aux liens mis à plat entre les États-Unis et Israël, Nasser se tourne vers l'URSS, qui lui envoie des conseillers et une présence militaire. En outre, il offre à la marine soviétique des facilités dans les ports égyptiens.

En plus de l'Égypte, les autres États arabes réagissent. Le 1<sup>er</sup> septembre, se tient le sommet de Khartoum, autour des ministres arabes des Affaires étrangères. Il est notamment décidé de ne pas procéder à la paix avec Israël, de ne pas se réconcilier avec lui, et de ne pas reconnaître l'État d'Israël.

L'aviation : un rôle décisif.



Un peu plus tard, en octobre, alors que les combats reprennent dans la région du canal de Suez entre l'Égypte et Israël, le Conseil de sécurité de l'ONU procède au vote d'une résolution, la résolution 242 du **22 novembre 1967**.

## La résolution 242 de l'ONU

En septembre 1967, la question est portée devant les Nations-Unies. Le Secrétaire général de l'ONU, U Thant, accepte le principe d'une médiation et d'une négociation précédant tout retrait d'Israël. Toutefois, il insiste sur la restitution du Sinaï à l'Égypte. La question d'Akaba devra être portée devant la Cour internationale de justice de La Haye.

Le Secrétaire général insiste aussi sur le problème des réfugiés. Au Conseil de sécurité, l'URSS propose une résolution demandant le retrait « de tous les territoires occupés » ; les États-Unis refusent cette formulation.

Le **22 novembre**, les membres du Conseil parviennent à se mettre d'accord et adoptent la résolution 242. Elle demande (ou décide, selon l'interprétation) : le retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés lors du récent conflit, la cessation de toutes assertions de belligérance, et de tous états de belligérance, le respect et la reconnaissance de l'intégrité territoriale, l'indépendance de chaque État de la région, son droit de

vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, à l'abri des menaces ou d'actes de force [...], de garantir la liberté de navigation sur les voies d'eau internationales de la région, de réaliser un juste règlement du problème des réfugiés de chaque État de la région par des mesures comprenant la création de zones démilitarisées [...]. L'Égypte, le Liban, la Jordanie acceptent la résolution. La Syrie refuse.

Les Palestiniens n'acceptent pas que leur sort soit réduit à la question des réfugiés (le terme "palestinien" n'est pas utilisé dans le texte de la résolution).

Israël adopte une interprétation du texte voté, s'appuyant sur sa version en langue anglaise : il soutient que la résolution demande le retrait « des territoires occupés lors du conflit » (from territories occupied in the recent conflict) et non des "territoires occupés" auparavant.

## Guerre d'Octobre Guerre du Kippour Guerre du Ramadan 1973

La guerre israélo-arabe de 1973 est déclenchée le **6 octobre 1973** par les forces armées conjointes syriennes et égyptiennes, contre l'État d'Israël. Elle est à réinscrire dans le contexte géopolitique bouillonnant de l'époque, dans la région et dans le monde. Ce n'est plus un évènement à prendre de manière isolée pour en comprendre les tenants et les aboutissants, mais aussi pour les conséquences sur les décennies qui vont suivre, et ses résonances dans le Moyen-Orient d'aujourd'hui.

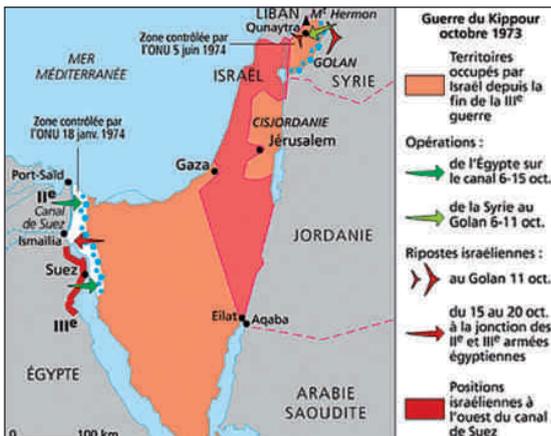
Contexte socio-économique mondial tendu, séquelles de la guerre des Six-Jours triomphale pour Israël, frustration ravalée des ennemis vaincus depuis 1948, attaque arabe qu'Israël avait prévue mais peut-être mal appréciée, écorchant son image d'invincibilité, crise pétrolière historique consécutive à la guerre... autant d'éléments qui ressortent de ce moment.

L'extension du territoire israélien après le 6 juin 1967, avec la



prise du Golan au nord, le Sinaï au sud, et une partie de la Cisjordanie, qui ont accru le territoire d'un tiers et constituent autant de garanties de zones de sécurité inviolables, mais également avec des territoires pris aux Arabes, qui ne l'ont jamais accepté. Ces derniers rongent leur frein de défaite en défaite depuis la création de l'État d'Israël en 1948, la guerre de 1956 et celle de 1967, pour avoir leur vengeance. Simplement, le contentieux israélo-arabe est à la fois plus lourd et plus vaste. Plus lourdes et plus vastes sont aussi les rancœurs.

Le président égyptien Anouar Al Sadate, successeur de Nasser décédé en 1970, déclare : « *Il n'y a plus d'espoir d'un accord politique pacifique. Notre décision est de combattre. Les dirigeants arabes ne peuvent plus tolérer au-delà de l'humiliation subie en 1967 à la*



« cause arabe », de voir une partie de leurs territoires, Golan et Sinaï en tête, sous domination et occupation israélienne, et de voir inabouties la demande des Nations-Unies d'amorcer la paix contre le retrait de ces territoires, précisé dans la résolution 242 de l'A.G. des Nations-Unies du 22 novembre 1967. »

**Égypte et Syrie décideront donc de mener ensemble l'opération, au sud et au nord, pour déstabiliser Israël et récupérer leur dû.**

Le président syrien Hafez el Assad et le président égyptien Anouar Al Sadate se rencontrent pour préparer la reprise des combats. La date retenue pour l'offensive est finalement celle du 6 octobre 1973, **fête de la victoire du prophète Mahomet sur les Mecquois**. C'est également le jour de la **fête juive du Yom Kippour**.

**Le 6 octobre 1973** au matin, à 8 h 05, Madame Golda Meir, Premier ministre, organise une réunion de crise, parce que le Mossad, dans la nuit, l'a averti de l'imminence d'une guerre. Selon les archives récemment révélées, la source sûre avancée par le Mossad se révélera être le beau-fils de Nasser, Ashraf Marwan.

C'est à 13 h 58 que les Syriens attaquent en premier, au nord, avec 1 000 chars et trois divisions d'infanterie puis, à 14 h 18, l'armée égyptienne avec 1 500 chars, au sud. Pour l'ensemble de la population israélienne, la surprise est plus que totale.

L'armée égyptienne franchit le canal et s'empare des postes fortifiés. Sur le Golan, l'armée syrienne attaque en force. L'armée israélienne essuie de lourdes pertes, recule. Le 7 octobre, elle est au bord de l'effondrement. Le 13 octobre, les Syriens sont revenus à leurs lignes de départ.

L'armée israélienne a dû sacrifier le quart de son potentiel militaire. Inquiet de voir ses réserves s'épuiser, Israël s'adresse aux États-Unis pour de nouvelles fournitures de matériels. Après qu'Israël ait menacé d'utiliser l'arme nucléaire, les Américains organisent un pont aérien, effectif le 14 octobre. Le 17 octobre a lieu, dans le Sinaï, une des plus grandes batailles de chars de l'histoire contemporaine.

### La tension américano-soviétique

L'objectif de l'URSS, durant le conflit, est d'empêcher une escalade internationale, tout en préservant son influence dans la région. Dans les premiers jours de la guerre, les responsables soviétiques recherchent un cessez-le-feu, afin de conserver le gain des avancées des forces arabes, tandis que les États-Unis, persuadés d'une rapide victoire israélienne, le refusent. Sadate accepte le

Le 24 octobre 1973, Israël et l'Égypte ont signé un accord de cessez le feu. Rencontre entre le chef d'État Major Haine-Barlev et du général égyptien organisée par les Nations-Unies.



cessez-le-feu le 16 octobre, mais Israël refuse, emporté par l'élan de la contre-offensive au sud du canal.

**Une victoire israélienne totale est inacceptable pour les deux grandes puissances.**

L'URSS met en alerte des forces aéroportées susceptibles d'intervenir dans la région du canal. Elle met en place des ponts aériens avec la Syrie et l'Égypte.

Les négociations soviéto-américaines s'ouvrent le 20 octobre à Moscou. Les deux pays rédigent un document qui devient la résolution 338 du Conseil de sécurité des Nations-Unies, votée le 22. Le texte demande l'instauration d'un cessez-le-feu immédiat, l'application de la résolution 338, l'ouverture de négociations entre les parties.





La bataille du Golan fait rage entre Israéliens et Égyptiens dans la « Vallée des pleurs ».

Pressée par la situation militaire, l'Égypte accepte la résolution 338. Puis c'est au tour de la Syrie et d'Israël. Mais ce dernier décide de ne pas respecter le cessez-le-feu et poursuit sa manœuvre d'encerclement de l'armée égyptienne.

**Le 24 octobre**, la résolution 339 exige le retrait des Israéliens sur leur position du 22. L'URSS propose une intervention militaire conjointe avec les États-Unis, pour séparer les belligérants. Mais Kissinger décide alors de mettre en alerte toutes les forces américaines du secteur atlantique, y compris l'aviation stratégique porteuse d'armes nucléaires.

**La résolution 340 réitère l'ordre de cessez-le-feu et crée une force d'urgence des Nations-Unies (Fonu). Devant la tension internationale, Israël accepte le cessez-le-feu.** (5)

### Enseignements et conséquences de la guerre du Kippour

**1- Guerre d'un mois**, la quatrième guerre israélo-arabe constitue un des plus intenses conflits mécanisés de l'histoire de l'après-guerre. Les pertes matérielles sont impressionnantes. Près de 2 500 chars détruits (dont 80 % du



côté syro-égyptien), plus de 400 avions abattus (dont une centaine d'Israéliens), sur le plan humain les pertes sont lourdes.

Côté israélien 2 700 morts et 5 000 blessés, « un bilan sans précédent pour cette nation d'à peine trois millions d'habitants, qui a vu, en ces jours sacrés, sacrifier une génération de soldats ».

Côté arabe, 12 000 morts égyptiens et 3 000 syriens. C'est le conflit le plus meurtrier de l'histoire entre les deux parties belligérantes.

**2 - Côté israélien**, l'ébranlement est de taille, suite à la guerre de 1973.

Après **la démission de Golda Meir en 1974**, et le départ du ministre de la défense Moshe Dayan, Menahem Begin, premier ministre Likoud de l'histoire d'Israël, parvient au pouvoir, après le désaccord de la gauche travailliste et le mécontentement croissant de l'opinion israélienne. C'est l'arrivée du Bloc de la foi, des religieux, des nationalistes et des inconditionnels de l'argument sécuritaire, après 1973, pour préserver Israël d'un nouveau cataclysme.

**Charles Enderlin**, journaliste à France 2, revient sur les débuts de l'effritement de l'image de l'armée et des politiques auprès des Israéliens : « *La guerre d'octobre 1973 a totalement remis en question la confiance des Israéliens envers les chefs politiques et militaires. Après le rapport de la commission d'enquête dirigée par le juge Agrat, le chef d'état-major et la plupart des patrons des renseignements militaires ont été limogés...* »

« *La guerre du Yom Kippour provoqua une rupture entre le peuple et ses élites, ou plutôt elle aggrava le clivage entre le vieil establishment askhenaze-sioniste et socialiste, aux affaires depuis 1948, et les élites émergeant des droites libérales,*

*nationalistes et religieuses, portées par la communauté sépharade d'immigration récente... »*

*Désormais, les dirigeants du pays ne sont plus intouchables. La chute du mythe Dayan prouve qu'aucun responsable, fût-il un héros, ne réchappe désormais à la défiance populaire. La première grande leçon de la guerre du Yom Kippour est bien celle-là : le fragile État d'Israël ne pourrait souffrir un leadership défaillant. »*

**3 - Du côté arabe**, et surtout égyptien, le fait d'avoir mis en difficulté Israël, plus qu'à aucun moment depuis 1948, a été considéré (et notamment par la propagande) comme une victoire.

**Vaincu militairement**, Sadate n'en a pas moins gagné son pari et légitimé son pouvoir auprès des Égyptiens (à l'exception notable des islamistes, ce qui lui sera fatal...) L'Égypte est redevenue la nation phare du monde arabe et a les coudées franches pour négocier, face à un Israël en plein doute.

Cela tend à expliquer pourquoi le règlement du contentieux israélo-égyptien fut si rapide. Sadate, fort de son succès de 1973, prendra l'initiative de négociations avec le gouvernement likoud de Menahem Begin en 1977.

Pour Le Caire comme pour Israël, ce fut l'occasion de mettre fin à un conflit coûteux et de faire un geste en direction de Washington.

Deux ans plus tard, avec les accords de Camp David, Israéliens et Égyptiens s'engagent sur la voie de la paix, traduite par la rétrocession du Sinaï à l'Égypte. Le triomphe de Sadate sera pourtant de courte durée. Décrié par les anciens alliés (et notamment la Syrie qui persiste dans son opposition



Ci-dessus et dessous, au Caire, le mémorial de la guerre de 1973





La Première ministre Golda Meir et le secrétaire d'État américain Henry Kissinger. «Nixon, enlisé dans l'affaire du Watergate, laisse carte blanche à Kissinger. Certains affirment que Kissinger avait estimé, dans une approche cynique, qu'un Israël affaibli et exangue serait prêt à des concessions. Il aurait conditionné l'aide militaire déterminante à ce «chantage politique».

à Washington), le président égyptien verra son pays exclu de la Ligue arabe. Il mourra **assassiné le 6 octobre 1981**, date anniversaire du déclenchement de l'opération d'octobre 1973, par des militaires islamistes révoltés par son revirement pro-américain et par la paix avec Israël.

### 17 octobre 1973 le premier choc pétrolier

Le 17 octobre 1973, les représentants des pays arabes pétroliers, réunis à Koweït, décident une réduction mensuelle de 5 % de la production pétrolière, jusqu'à évacuation des territoires occupés et reconnaissance des droits des Palestiniens.

Le 20 octobre, Fayçal décide un embargo total sur les livraisons destinées aux États-Unis et aux Pays-Bas. L'embargo est symbolique, dans la mesure où les pays frappés peuvent se ravitailler ailleurs. En revanche, le prix du baril sur le marché libre connaît une forte

hausse, passant de 3 \$ à 18 \$ en quelques semaines.

En décembre, les pays de l'OPEP (Organisation des pays producteurs de pétrole) réunifient le prix du baril à 11,6 \$ ; c'est donc un quadruplement de prix qui est opéré. Les revenus des pays arabes pétroliers connaissent alors une hausse spectaculaire. Ceux de l'Arabie saoudite passent de deux milliards de dollars en 1970 à quarante-



trois milliards en 1977. La masse des revenus n'est pas totalement investie dans les projets de développement... Les surplus sont considérables. Ils sont recyclés dans les pays occidentaux sous forme de placements bancaires. C'est ce qu'on appelle le recyclage des pétroliers. Très vite, certains pays arabes souhaitent une réduction de la production, pour maintenir les prix à la hausse. Les États-Unis refusent cette perspective. Ils tentent de constituer un cartel international de consommateurs pour faire face à l'OPEP. Mais l'entreprise échoue en raison du refus de la France. Ils sont alors disposés à faire de l'Iran, seule puissance militaire d'envergure dans la région, le gendarme du Golfe. Dès 1974, l'Arabie saoudite répond qu'elle est disposée à une réduction des prix, mais elle se heurte à l'opposition de l'Algérie, de l'Irak et de l'Iran.

### 9 novembre 1977 Sadate à Jérusalem

Anouar el Sadate est le premier chef d'État arabe en visite dans un pays avec lequel l'Égypte est officiellement encore en guerre. Cette rencontre conduira à la signature des accords de paix entre l'Égypte et Israël, moins d'un an plus tard, ce qui vaudra à l'Égypte d'être exclue de la Ligue arabe pendant plusieurs années. Sadate le paiera de sa vie.

#### Une visite historique

Le 9 novembre 1977, Anouar el Sadate, président de l'Égypte, annonce officiellement, et en arabe, qu'il

accepterait une éventuelle invitation à une visite d'État en Israël, afin de convaincre les Israéliens de la sincérité de ses intentions de paix.

Six jours plus tard, le 15 novembre, Menahem Begin, Premier ministre de l'État d'Israël, envoie une invitation officielle au président égyptien, malgré les fortes réticences dans son propre camp politique. L'avion présidentiel atterrit en Israël le 19 novembre au soir.

#### Les premiers pas

Samedi 19 novembre 1977, 20 000 hommes aux aguets, arme au poing, attendent sur le tarmac de l'aéroport Ben-Gourion. L'espace aérien israélien est fermé au trafic. Seul le vol du Caire est attendu.

Des drapeaux israéliens et égyptiens flottent au vent, pour la toute première fois. « Bienvenue au Président Sadate » est inscrit partout, en arabe, en hébreu et en anglais.

Le dispositif est exceptionnel. L'assistance scrute le ciel pour y déceler les lumières du Boeing. Tous attendent fébrilement « l'hôte le plus précieux qu'Israël ait jamais accueilli ».

L'accueil de Sadate à l'aéroport de Tel Aviv.





Le discours de Sadate à la Knesset.

À 19 h, comme prévu, l'avion se pose sur la piste. L'accueil est délirant. Les journalistes arrivés la veille sont extrêmement surpris par l'accueil chaleureux qui leur est réservé. Des « *Marhaba* » se multiplient et, dans le taxi les emmenant à leur hôtel, le chauffeur insiste pour leur faire entendre Oum Kalsoum ou Farid el Atrache.

Sadate, vêtu d'un costume gris clair, se présente, descend et salue le Premier ministre Menahem Begin, qui l'accueille sous le regard du président israélien Katzir.

Il arrive à Jérusalem à 21 h 30, sous la clameur des Israéliens, pour la plupart vêtus de tous leurs habits et entonnant des chants israéliens évoquant la paix.

**Le lendemain** Sadate réalise le rêve de feu le roi Fayçal d'Arabie saoudite : prier à Jérusalem. Le chef d'État égyptien a fait ses dévotions à la mosquée d'Al Aqsa, le jour de la fête d'Al Adha. Puis, il visite l'église du Saint-Sépulcre, située dans la vieille ville. Enfin, il passe quarante minutes en compagnie de Menahem Begin, au mémorial de Yad Vachem, dédié à la mémoire des victimes juives. Il insiste pour rencontrer Golda Meir, l'ancien Premier ministre d'Israël, qu'il surnomme affectueusement « *Old Lady* ». Elle lui rétorque qu'elle est certes, vieille, mais qu'elle espère vivre assez longtemps pour être témoin de la paix. Un échange de cadeaux se fait. Il lui dit : « *Toi et moi sommes grand-mère et grand-père. Je t'ai apporté un cadeau pour ton petit-fils.* » Sadate reçoit, en échange, un présent pour sa petite-fille.

### Sadate : discours de paix devant la Knesset

Quelques déclarations avant la Knesset

« *Toute vie perdue dans la guerre est celle d'être humain, qu'il soit Arabe ou Israélien. Toute femme qui perd son mari*

*est un être humain qui a le droit de vivre dans une famille heureuse, qu'elle soit Arabe ou Israélienne. Les enfants qui sont privés de leur père sont des enfants de chacun d'entre nous, en terre arabe ou en Israël, et nous avons le grand devoir de leur donner un présent heureux et un bel avenir.* »

« *Franchement, dans l'esprit qui m'a poussé à venir aujourd'hui chez vous, je vous dis : "vous devez abandonner vos rêves de conquête".* »

« *Si vous avez trouvé la justification légale et morale de l'établissement d'une patrie nationale, sur un territoire qui n'était pas le vôtre, alors il vaut mieux que vous compreniez la détermination du peuple palestinien à établir son propre État.* »<sup>(6)</sup>

## Discours

« *Je suis venu à vous aujourd'hui, afin que nous puissions construire une vie nouvelle, afin que nous puissions établir la paix pour nous tous sur cette terre, la terre de Dieu – nous tous, musulmans, chrétiens et juifs [...].*

*Le destin a voulu que mon voyage, une mission de paix, coïncide avec la fête musulmane d'Al Adha, la fête du sacrifice consenti quand Abraham, l'ancêtre des Arabes et des Juifs, obéit au commandement de Dieu et se remit à Lui, non par faiblesse, mais par force spirituelle et, dans une totale liberté, accepta de sacrifier son fils avec une foi inébranlable, établissant ainsi, pour nous, des idéaux qui donnent à la vie une profonde signification [...].*

**Le premier fait est qu'il ne peut pas y avoir de bonheur pour quiconque au prix du malheur d'autrui [...].**

*Vous voulez vivre avec nous dans cette région du monde, et je vous dis en toute sincérité : nous vous accueillerons avec plaisir parmi nous, en sureté et en sécu-*

Confidences...



*rité [...]. Mais une autre barrière reste. Cette autre barrière entre nous est une barrière psychologique complexe, c'est une barrière de doute, de dégoût, de crainte, de tromperie.*

*Je vous le dis, en vérité, la paix ne sera réelle que si elle est fondée sur la justice et non sur l'occupation des terres d'autrui. Il n'est pas admissible que vous demandiez pour vous-même ce que vous refusez aux autres [...].*

**En toute honnêteté, je vous dis que la paix ne peut être obtenue sans les Palestiniens.**

*Ce serait une grosse erreur, dont les conséquences seraient imprévisibles, que de détourner nos yeux du problème ou de le laisser de côté [...]. Si vous avez trouvé la justification légale et morale de l'établissement d'une patrie nationale sur un territoire qui n'était pas le vôtre, alors il vaut mieux que vous compreniez la détermination du peuple palestinien à établir son propre État, une fois de plus, dans sa Patrie. Quand quelques extrémistes demandent que les Palestiniens abandonnent cet objectif suprême, cela signifie, en réalité, qu'on leur demande d'abandonner leur identité, et tous leurs espoirs pour l'avenir [...].*

**Permettez-moi de résumer la réponse à la question : "Qu'est ce que la Paix pour Israël ?" ; la réponse est qu'Israël devrait vivre à l'intérieur de ses frontières, à côté de ses voisins arabes, en sécurité et en paix, dans le cadre de garanties acceptables, que l'autre côté obtiendra également.**

Comment cela peut-il être réalisé ? Comment pouvons-nous arriver à ce résultat, pour obtenir une paix permanente et juste ? Voici les faits auxquels on doit faire face avec courage et clarté.

Il y a de la terre arabe qu'Israël a occupée et qu'il continue à occuper par la force des armes. Nous insistons sur le retrait complet de ce territoire arabe, y compris Jérusalem arabe, Jérusalem où je suis venu comme dans une cité de paix, la cité qui a été et qui sera toujours l'incarnation vivante de la coexistence entre les fidèles des trois religions [...].

**Il est inacceptable que quiconque puisse penser à la position de Jérusalem en termes d'annexion ou d'expansion. Jérusalem doit être une ville libre, ouverte à tous les fidèles [...].**

J'ai déclaré, plus d'une fois, qu'Israël est devenu "un fait" que le monde a reconnu et dont la sécurité et l'existence ont été garantis par les deux superpuissances [...].

Nous déclarons même que nous acceptons toutes les garanties internationales que vous pourriez imaginer, d'où qu'elles viennent [...].

**L'expérience de l'histoire nous enseignera peut-être, à nous tous, que les fusées, les navires de guerre et les armes nucléaires ne peuvent établir la sécurité mais, au contraire, détruisent tout ce qu'elle bâtit [...].**

**La paix n'est pas seulement une signature apposée sous un texte. C'est une nouvelle écriture de l'Histoire.**

La paix n'est pas une manipulation de slogans qui la réclament afin de défendre des convoitises ou de dissimuler des ambitions. La paix, dans son essence, est opposée à toutes les convoitises et à toutes les ambitions [...].

Je suis venu ici pour vous transmettre un message. Et Dieu m'en est témoin, j'ai transmis le message. Je répète avec Zacharie : "Amour, Droit et Paix". Du Coran sacré, je tire le verset suivant : "Nous croyons en Dieu, en ce qui nous a été révélé et en ce qui a été révélé à Abraham, à Ismaël, à Jacob et aux tribus, et dans les livres donnés à Moïse, à Jésus et au Prophète par le Seigneur. Nous ne faisons aucune distinction entre eux et nous nous soumettons à la volonté de Dieu". Que la Paix soit avec vous. »

## Revue de presse

**Christian d'Épenoux : Jérusalem l'Espoir**  
[L'Express 28 novembre 1977]

« ...Lorsque le président Anouar El Sadate, le visage ruisselant de sueur, prononce son discours incantatoire devant la Knesset, Moche Dayan, le ministre des Affaires étrangères, est complètement tassé sur son banc, la tête entre les mains. Cet homme parle bien l'arabe, il a pourtant coiffé les écouteurs de la traduction simultanée, pour ne pas perdre une nuance des propos du raïs. Au bout d'une vingtaine de minutes, il griffonne quelques mots sur une feuille et la passe à Ezer Weismann, le ministre de la Défense. Ce soldat a simplement écrit : « C'est un discours vachement dur. » [...].

Bain de foule chaleureux à Jérusalem d'Anouar El Sadate et de Menahem Begin..

**Durant toute la durée de son séjour, Sadate se conduit avec un naturel écrasant. Il connaît les visages, les surnoms, les habitudes de ces hommes et de ces femmes qu'il n'a jamais vus de sa vie.** Pour les Israéliens, c'est un choc psychologique formidable, un tremblement de terre aussi profond que celui de la surprise de Yom Kippour en 1973. Il n'esquisse aucun problème, aucune difficulté. Lorsqu'il se trouve face à face avec "Motta Gur", le chef d'état-major de l'armée israélienne, qui a dénoncé les risques d'un siège, il le tance de l'index et lui lance malicieusement : « Alors, vous pensiez vraiment que je bluffais ? » [...].

Sadate écoute, à la Knesset, les représentants du parti travailliste. Shimon Pérès, Golda Meir, Itzhak Rabin, Abba Eban, répètent avec mesure des arguments connus. On croit même qu'il ne peut plus rien se passer et que l'évènement a déjà eu lieu. Erreur ! C'est Yehouba Ben Meir, l'un des leaders du parti national religieux, qui a pris la parole. Il représente la tendance du Goush Emoumim, ce "Bloc de la foi" dont toute l'action, depuis des années, consiste à implanter des colonies sauvages en Judée-Samarie.

**Or, Yeouda Ben Meir, 37 ans, d'origine américaine, vient de prononcer cette phrase extraordinaire : « Oui, il existe un problème palestinien et, avec l'aide de Dieu, on pourra lui trouver une solution ? » [...].**

Au lendemain du départ du président Sadate, Moche Dayan déclare publiquement qu'Israël « doit se préparer à des



décisions difficiles que le pays ne doit pas passer à côté de l'occasion historique offerte. » Un des proches conseillers du ministre des Affaires étrangères affirme : « La pyramide est renversée. Nous pensions jusqu'à présent, dans nos rêves les plus optimistes, qu'un jour peut-être, après de longues négociations, nos efforts seraient couronnés par une reconnaissance arabe, par la poignée de main d'un chef d'État. Ce geste aurait été la pointe de l'édifice. C'est exactement le contraire qui s'est produit. Tout repose, aujourd'hui, sur le geste du président Sadate. Tout doit suivre. Nous n'avons pas le droit de laisser s'écrouler la pyramide. » [...].

**Le grand perdant dans l'immédiat est Arafat, chef de l'OLP. Sadate n'a pas prononcé le nom de son organisation à la tribune de la Knesset.**

Il a fait plus !... Il a ordonné la fermeture de l'émetteur palestinien au Caire. Il a, d'autre part, déclaré à Begin qu'il demandait au roi Khaled d'Arabie saoudite de faire pression sur Arafat. Le souverain wahhabite est bien placé pour le faire, puisqu'il a financé à lui seul 70 % du dernier budget de l'OLP.

Le compromis qui se dessine aujourd'hui ressemble déjà au plan du roi



Hussein, de fédération entre une entité palestinienne de Cisjordanie avec 650 000 habitants, le royaume de Jordanie, où vivent plus d'un million de Palestiniens, et les 300 000 habitants de la bande de Gaza.

**A.D. Israël et le défi de l'histoire**  
[Revue Esprit, janvier 1978 pp. 75-76]

**« ... Ces discours à la Knesset marquent toute la distance qui sépare Sadate de Begin. La ferveur de l'Égyptien contrasta avec la raide fierté de l'ancien clandestin, de l'éternel leader de l'opposition accédant au pouvoir juste pour voir éclore l'éventualité à laquelle il avait cru moins que quiconque. On sentait bien que l'évènement les dépassait tous.**

L'Histoire avait pris un tournant irréversible, qui faisait augurer du meilleur comme du pire. La guerre n'est plus inéluctable, le problème judéo-arabe est soluble. Mais nous assistons à un renversement des rôles : si, hier, le refus arabe était politique, l'ouverture juive était spirituelle et culturelle, aujourd'hui, le refus juif serait politique et l'ouverture arabe culturelle. Doit-on toujours dissocier ces deux dimensions ? Ne devrait-on pas les joindre ? Faire aller ensemble le spirituel et le politique ? »

**Jean-François Revel Tout est changé**  
[L'Express du 21 au 27 novembre p. 61]

**« ... L'initiative d'Anouar el Sadate est le premier évènement qui ait fait bouger la situation au Proche-Orient sans être une guerre.**

Seuls les conflits armés avaient, jusqu'à présent, modifié les rapports de forces, dans un sens ou dans l'autre. Conflits armés, parmi lesquels il faut, naturellement, compter non seulement les quatre guerres israélo-arabes, mais les luttes arabes internes, en Jordanie et au Liban, avec des organisations palestiniennes équipées militairement, et, dans le second cas du moins, poussées au combat par l'URSS. Dans la semaine dernière, le schéma selon lequel le Proche-Orient est condamné au blocage total dans les intervalles qui séparent les configurations, appartient au passé. Même si cet électrochoc, avant-hier unimaginable, le spectacle du chef égyptien en train de haranguer la Knesset, ne peut suffire à faire disparaître immédiatement, par sa



seule magie, les casse-têtes territoriaux et humains de la région, il permettra, au moins, que les intéressés commencent à les analyser de façon réaliste. »

**Mehdi Yakdhan - Sadate à Jérusalem, la reddition** [Afrique-Asie 28/11/1977 p. 51]

« ...La propagande égyptienne, relayée par les formidables moyens des médias occidentaux, a tenté de présenter le voyage de Sadate comme une initiative destinée à surmonter les vieilles inhibitions et à créer de nouvelles conditions propices à l'amorce d'une dynamique de paix. Les partisans les plus optimistes du chef de l'État égyptien y ont même vu une façon de défier les dirigeants sionistes, en les acculant à faire sauter les barrières psychologiques et à considérer lucidement la réalité du drame palestinien. Le résultat obtenu a été pourtant que le séjour à Jérusalem a pris les allures d'un véritable affront à l'opinion arabe. En réalité, et contrairement à ce qu'il a laissé entendre, Sadate savait pertinemment que « le conflit n'était pas à 70 % d'ordre psychologique ». En jouant son va-tout par un acte d'une témérité suicidaire, il a fait davantage la preuve de son désarroi que de l'audacieux réalisme auxquels ses nouveaux laudateurs rendent aujourd'hui hommage. »

**Josette Alia - Pourquoi Sadate a fait le saut** [Le Nouvel Observateur 28/11/1977 p. 66]

« ... Sur la voie étroite qu'il s'est choisie, Sadate avance prudemment en tâtant du pied, à la manière d'un danseur sur sa corde raide. Il ne peut se permettre une paix séparée, quelle que soit l'environnement qu'en ait son peuple. Il ne peut pas, non plus, laisser tomber ce si beau soufflé. La seule issue possible reste donc de relancer Genève. Genève avec tous les Arabes, y compris les Palestiniens, que le gouvernement d'Israël continuait à refuser jeudi soir. Alors ?

**Alors Sadate risque gros, et tout le monde, en Égypte, le ressent, il risque son prestige et, sans doute, sa vie.**

Dimanche matin, devant le palais Abdine, deux cent mille Frères musulmans priaient, en silence, vers cinq heures du matin, après avoir parcouru les rues en chantant des chants religieux. Ceux-là, et d'autres extrémistes encore, ne pardonneraient pas à Sadate un échec, qui serait finalement l'échec de la Paix. Mais les Israéliens pardonneraient-ils à Begin d'avoir volontairement gâché une telle occasion ? Dans le jeu compliqué que mène Anouar Sadate, cette question reste sa meilleure, sa dernière peut-être, sa seule carte d'atout. »

**Issa Goraieb - Dans la fosse aux lions.**  
[L'Orient le Jour édito du 20 novembre 1977]

« ...C'est fait. Par delà l'indignation et la colère, l'abattement et la tristesse, l'émotion ou l'exaltation, chacun des cent vingt millions d'Arabes sent confusément, dans sa chair et dans son âme, que rien ce sera plus comme avant.

Pour les uns, un cauchemar qu'ils n'auraient jamais cru voir de leur vivant. Pour d'autres, cependant, le rêve d'une paix qui, soudain, a cessé d'être impossible. Images irréelles, images hors du temps, que celle d'Anouar Sadate arrivant "là-bas", serrant la main à Katzir et Begin, passant en revue la garde d'honneur aux accents des deux hymnes ennemis, devisant avec Golda Meir, Rabin, Dayan, Sharon, toute la galerie des portraits tapissant trente années de guerre, réunie pour accueillir le chef de la plus grande des Nations arabes. Et cela ne fait que commencer, car l'amère coupe doit être bue d'un trait, jusqu'à la lie. La prière, ce matin, à Al-Aqsa, à l'ombre des baïonnettes israéliennes, après le pèlerinage au Saint Sépulcre, la visite au Mémorial des victimes juives du nazisme, l'après-midi, l'impensable hommage au soldat inconnu, avant le discours à la

Golda Meir, Sadate et Shimon Perez.



Knesset : interminable rituel, terrible calvaire consenti par le raïs qui, dans sa descente aux abîmes, sait qu'il lui faut continuer d'opérer à chaud, de trancher dans le vif, de renverser impitoyablement tous les tabous, de heurter toutes les consciences, arabes et israéliennes.

**Fantastique équipée que celle de cet homme seul, renié avec éclat par les siens et qui, dans la fosse aux lions, prétend tirer sa force de sa solitude même.**

« Je ne demande pas une approbation collective arabe », affirmait-il jeudi dernier à l'issue de ses entretiens à Damas. Mais le président égyptien se défend de vouloir régler en vitesse son contentieux avec l'État hébreu, quitte à renoncer à quelques kilomètres de désert, avant de claquer la porte sur le reste de la région. L'écrasante suprématie d'Israël, démobilisé sur le front du sud, interdirait alors à tous les laissés-pour-compte de recourir à une solution militaire. Ce serait, bien évidemment, le règne du chaos, le pourrissement dans la valse des régimes, la guerre entre Arabes.

Tout aussi effrayant est le spectre d'un fiasco de la mission Sadate, à supposer qu'elle ait bien pour objectif de promouvoir un règlement global du conflit comme ne cesse de l'affirmer le successeur de Nasser. Le banco suprême qui se terminerait en désastre, pour lui comme pour les autres spectateurs turbulents mais directement concernés. Car, si cette initiative, d'une audace absolument sans précédent, devait se retourner contre son auteur, c'est tout le monde arabe qui aurait essuyé, gratuitement, une défaite politique, elle aussi sans précédent.

Plongeant le monde entier dans un mortel suspense, le chef de l'État égyptien réussit même à faire frissonner les Américains. Après, Carter, le médiateur, n'était, hier, qu'un téléspectateur parmi des centaines de millions d'autres. Certes, le raïs est un homme aux abois, mais il est difficile de croire qu'il ait pu se lancer à l'aveuglette dans une mission suicide, dont on sait désormais qu'elle est le fruit de transactions secrètes qui se sont déroulées à Washington, à Bucarest, et même, peut-être aussi, dans certaines capitales du Maghreb.

En définitive, c'est une révolution arabe, aux retombées incalculables, dont Sadate s'est voulu, hier, à Jérusalem, le

porte-drapeau. Et cet événement unique devrait maintenant correspondre une deuxième révolution, israélienne celle-là : le "oui" qu'attendent les Palestiniens et, après eux, les capitales arabes, pour entamer, à leur tour, l'opération déblocage.

On ne saurait ignorer, en tous cas, que le spectaculaire pari du leader du Caire a considérablement impressionné les gens du ghetto. Aussi incroyable que cela puisse paraître, Anouar Sadate était, hier, l'homme le plus populaire auprès des Israéliens. Il est plus que probable que l'opinion accueillerait favorablement, réclamerait même, des concessions de la part de Menahem Begin. Il ne faut pas "les" laisser repartir les mains vides, dit-on déjà en Israël.

Autrement, le sacrifice du raïs aurait été parfaitement inutile.

### Le retour

Dans l'avion du retour, la délégation égyptienne s'interroge. Le discours prononcé par le Premier ministre israélien, Menahem Begin, a quelque peu déçu, par sa brièveté, et parce qu'il n'a pas répondu à celui du président Anouar al Sadate. Les Égyptiens ressentent, dans un premier temps, fascination et fierté pour le courage de leur président, qui a fait le premier pas.

**Son retour au Caire est un triomphe. Le discours officiel devient plus nationaliste et critique envers les autres États arabes qui ne comprennent pas la vision de l'Égypte et qui commencent à l'abandonner.**

L'Arabie saoudite prend notamment of-

fense de n'avoir pas été consultée par Sadate avant son voyage ; il semble que le président syrien Hafez al Assad ait été le seul leader auquel Sadate ait essayé d'expliquer son point de vue.

**Au début 1978**, seulement trois États de la région s'abstiennent de condamner l'Égypte : le Maroc, le Soudan et le sultanat d'Oman. En février, le président du journal Al Ahrâm, proche de Sadate, est assassiné à Nicosie par deux hommes de main palestiniens. Le lendemain, quinze soldats égyptiens le sont par des soldats chypriotes à l'aéroport de Larcana, d'où devaient partir les terroristes.

**En mars 1978**, les relations entre l'Égypte et Israël se dégradent, à la suite de l'intervention d'Israël au Liban. Les pays arabes accusent alors l'Égypte d'avoir trop rassuré Israël. Dans ce contexte tendu, et afin d'éviter une trop grande détérioration entre les deux pays, le président américain Carter invite Sadate et Begin à Camp David.

## Les accords de Camp David

**7 septembre 1978**

L'initiative du président Sadate, avec sa visite à Jérusalem et son discours à la Knesset le **20 novembre 1977**, détentent une situation qui aurait pu déboucher sur un nouveau conflit. Or, l'économie égyptienne, pas plus que celle d'Israël, ne pouvait supporter le choc d'une nouvelle guerre israélo-arabe.

Des signatures historiques.



**En décembre 1977**, Menahem Begin vient à la conférence d'Ismaïlia. L'impact sur l'opinion publique ne revêt pas la même ampleur que celle de Sadate à Jérusalem. On était entré dans l'ère de la diplomatie. L'Égypte avait fait les premiers pas. En réponse, Israël est plus réservé. C'est un peu l'impasse. Les États arabes, hostiles à la politique de "capitulation" du président Sadate, pour marquer leur désapprobation, réunissent à Bagdad un sommet du Front arabe de la résistance.

Les États-Unis, extérieurs à la région, mais qui entendent y maintenir leur influence, décident de relancer le processus de paix. Dès le début de son mandat, la politique du président Carter a été orientée vers la recherche d'une solution au conflit du Proche-Orient. La présence, à la Maison Blanche, de M.Z. Brezezinski comme assistant spécial pour les affaires de sécurité internationale a donné une actualité particulière à un rapport établi en 1975, avec sa participation dans le cadre de l'Institut Brookings sur les moyens d'instaurer un règlement global et définitif au Proche-Orient. Estimant que le Moyen-Orient fait partie de la stratégie globale américaine, Jimmy Carter invite Menahem Begin et Anouar al Sadate à Camp David en septembre 1978. Les négociations sont donc tripartites. Elles associent le président des États-Unis en qualité de "témoin", aux côtés du président égyptien et du Premier ministre israélien.

Les accords historiques de Camp David sont signés. Anouar al Sadate, Jimmy Carter et Menahem Begin se congratulent devant la presse et le public

## Jérusalem

Les accords-cadres de Camp David "oublie" la question de Jérusalem. Le nom de la ville sainte n'est pas mentionné une seule fois.

Il faut une lettre du président Sadate au président Carter, datée du 17 septembre 1978, pour rappeler que l'Égypte réaffirme que « la Jérusalem arabe fait partie intégrante de la rive occidentale » et, en conséquence, qu'elle doit être sous souveraineté arabe. Les résolutions 242 et 338 s'appliquent à la ville qui est territoire occupé, et « toute mesure prise

par Israël pour modifier le statut de la ville est nulle et non avenue et doit être abrogée ». Le président Sadate se prononce en faveur d'un conseil municipal, composé à égalité d'Israéliens et d'Arabes, pour veiller à la bonne marche du fonctionnement des services.

M. Begin répondra à cette lettre en indiquant que « le gouvernement d'Israël a promulgué, par décret, en juillet 1967, que Jérusalem constituait une cité, une et indivisible capitale de l'État d'Israël ».

Deux accords sont signés le **17 novembre 1978**, après plusieurs jours d'intenses négociations. Il est indiqué, de façon expresse, que les États-Unis seront invités à participer aux négociations concernant les questions liées aux modalités d'application des accords, modalités et calendrier d'exécution, ce qui signifie, non seulement dans les relations israélo-égyptiennes, mais également en ce qui concerne les traités de paix à intervenir entre Israël et chacun de ses voisins : Égypte, Jordanie, Syrie et Liban. Pour l'avenir, on pourrait donc exclure la procédure de la conférence de Genève et le rôle éventuel de l'URSS.

Cependant, Israéliens et Égyptiens ne sont pas allés à Camp David avec le même objectif. Le président Sadate estime que la participation américaine est nécessaire, car elle sauvegarde la perspective d'un règlement global du problème, c'est-à-dire non seulement l'évacuation des territoires occupés, mais aussi la solution du problème pa-

lestinien et la question du statut de Jérusalem.

Le Premier ministre Begin poursuit un but différent. Il tient à séparer le processus de paix entre Israël et l'Égypte de l'évolution de la situation à Gaza et en Cisjordanie. Il veut dissocier règlement bilatéral et règlement global, par là-même, il isole l'Égypte dans le monde arabe. <sup>(7)</sup>

## Revue de presse

Raymond Aron - *Espoir sans illusion* [L'Express 30 septembre 1978 p. 57]

« ...l'accueil ambigu, mi-figue, mi-raïsin, réservé par certains gouvernements occidentaux à l'initiative de Sadate, s'expliquait par les conséquences éventuelles du geste spectaculaire : en cas de réussite, la politique égyptienne divisait le monde arabe en deux groupes d'États, l'un résolu à la paix, donc à la reconnaissance officielle de l'État d'Israël, l'autre



obstiné dans le refus. Refus que les Palestiniens de la diaspora exprimeraient en opérations militaires ou terroristes. Les accords de Camp David, arrachés au dernier moment par l'infatigable médiation du président Carter, représentent une étape, essentielle mais non finale, de l'action entreprise au mois de novembre de l'année dernière. Non pas une paix séparée, puisqu'un des deux accords concerne d'autres pays arabes, peuple palestinien inclus, mais deux accords en vue de la paix, un prévu en détail, l'autre esquissé, un qui sera consacré dans les trois mois par la signature d'un traité de paix israélo-égyptien, l'autre qui exige la coopération de la Jordanie, des populations de la Cisjordanie et, probablement aussi, l'assentiment de l'Arabie saoudite. Accords inséparables ? On ne sait. »

**Simon Malley -**  
**La Palestine contre une poignée de sable** [Afrique-Asie 2/09/1978 p. 12]

« ... Un coup de théâtre d'ailleurs fort prévisible. Car, comment aurait-on pu croire qu'Israéliens et Égyptiens, qui avaient tout misé sur la carte américaine, qui étaient, les uns et les autres, très conscients de l'alternative qui se serait imposée en cas d'impasse, pouvaient se payer le luxe de claquer la porte d'une conférence convoquée par le chef de l'État capitaliste le plus puissant du monde ?

En réalité, ce chaud et ce froid successivement soufflés, ce finish spectaculaire, n'avaient d'autre but que de chloroformer l'opinion mondiale, de lui faire avaler la pilule empoisonnée de la "paix séparée" et, surtout, de faire croire au peuple égyptien que son raïs avait réussi le "miracle" en "arrachant" à Israël une concession de taille "sans verser une goutte de sang" : le retour du Sinaï dans la mère patrie, en cachant le fait qu'il s'agira d'un Sinaï démilitarisé et placé sous la double surveillance des Américains et des Israéliens et en faisant ce que chacun sait, à savoir que ce donnant-donnant, Sinaï contre la paix séparée, était depuis longtemps accepté par Tel-Aviv. »

**Josette Alia -**  
**Les atouts secrets de Sadate** [Le Nouvel Observateur 25 septembre 1978 p. 47]

« ... Le problème est qu'à partir de ce projet, on peut procéder à deux "lectures" bien différentes.



Discussion décontractée à Camp David.

La première, la lecture de Sadate et des Américains, explique que la brèche est faite, où les Palestiniens pourraient s'engouffrer pour construire, peu à peu, leur État : on leur offre un gouvernement local autonome, une force de police indépendante, un fauteuil autour de la table des négociations finales. S'ils savent jouer de la dynamique de la paix sur le terrain des relations publiques internationales et de la solidarité arabe, leur destin est tracé [...].

La seconde lecture, plus pessimiste, est celle de l'OLP et de certains Arabes qui voient, dans l'accord, la légitimation d'une présence militaire israélienne pratiquement indéfinie, la reprise fatale de la colonisation israélienne de peuple après échec des négociations pendant cinq ans et, surtout, la réduction des Palestiniens de l'extérieur, réfugiés un peu partout, à un statut bâtard de citoyens arabes de seconde zone [...].

Entre les deux voies possibles, Sadate a choisi. Joueur solitaire, il mise toute sa fortune sur la case de la paix d'abord, la paix comme une arme, la paix à tout prix. »

## Traité de paix

26 mars 1979

Après de laborieuses négociations et un retard dans le calendrier prévu, les accords de Camp David conduisent au traité de paix entre Israël et l'Égypte, signé à Washington le 26 mars 1979. Une fois encore, le mécanisme accélérateur est venu des États-Unis.

En effet, s'il veut solliciter un nouveau mandat, le président Carter doit améliorer son image de marque : les sondages d'opinion sont catastrophiques. Les États-Unis viennent de perdre leur allié iranien tombé dans le chaos, en partie

de leur faute. Les experts de Washington estiment que la meilleure façon d'asseoir l'influence américaine dans la région est d'obtenir la signature d'un traité de paix entre Israël et l'Égypte, accord séparé auquel seront associés, par la suite, les autres pays arabes. L'entourage du président Carter se rallie ainsi à la "politique des petits pas", inaugurée par Henry Kissinger.

Le traité de Paix qui est signé solennellement, non seulement met fin au conflit qui oppose depuis trente ans Israël et l'Égypte, mais il fait participer les Américains au maintien de la paix et de la stabilité dans la région. Le but que se propose le traité, dans son préambule, est d'établir « une paix juste, globale et durable au Proche-Orient ». En réalité, il ne constitue qu'une étape dans le règlement global.

Conscients de réaliser seulement une entente bilatérale, l'Égypte et Israël recherchent une sécurité maximum sur une base de réciprocité.

Ainsi peut-on soutenir que les accords de Camp David, conclus en septembre 1978, constituent un acte ambitieux pour un règlement global du conflit. Par contre, le Traité de Washington n'est qu'un accord bilatéral dans lequel se manifeste le souci d'écartier les points de désaccord entre Israël et l'Égypte et de s'en tenir aux intérêts réciproques.

## Gaza et la Cisjordanie

Le mécanisme de la paix est imaginé de la façon suivante : un traité sera signé entre l'Égypte et Israël, et des négociations conduiront à l'autonomie de



la Cisjordanie et de Gaza, en associant à Israël et à l'Égypte, la Jordanie et les Palestiniens. Ainsi, à partir de ces éléments moteurs, progressivement, les États arabes qui font du problème palestinien une question préalable, se trouveront associés à la procédure de paix "de facto", puis "de jure", s'ils décident de signer la paix avec Israël, les principaux facteurs d'hostilité s'ameuisant au fur et à mesure.

## L'inquiétude de Carter

Le mécanisme accélérateur en faveur de la paix est venu du président Carter. Les États-Unis, depuis la guerre du Kippour, sont inquiets. L'Union soviétique manœuvre pour s'installer dans la région. La pénétration soviétique doit être combattue, et la meilleure façon de s'opposer à la présence russe est de réaménager la sphère d'influence américaine dans la région.

Pour cela, il convient d'aller plus loin que les accords de Camp David et de conduire Israël à conclure un traité de paix, en se portant garant de son application, grâce à des engagements militaires, politiques et économiques.

## Organisation de la libération de la Palestine (OLP)

**1948 - 30 septembre. <sup>(8)</sup> Première Déclaration d'indépendance palestinienne.** Elle intervient à Gaza. Cela fait des mois que des centaines de milliers d'Arabes fuient leurs foyers en Palestine. C'est dans une ville de Gaza

contrôlée par l'armée égyptienne que 83 membres du Conseil national palestinien (CNP) accordent leur confiance à un Gouvernement de toute la Palestine (GTP) avec Jérusalem pour capitale. L'Égypte, l'Irak, le Liban, la Syrie, le Yémen et l'Arabie saoudite reconnaissent ce GTP, à l'autorité néanmoins symbolique.

**1949.** Transféré au Caire avec des moyens chichement dotés, le GTP, bientôt, dépérit. D'ailleurs, **les États arabes signent des accords d'armistice avec Israël** en 1949, année où ils s'accordent pour refuser toute représentation palestinienne indépendante au sein de la Ligue arabe.

**1964.** Gamal Abdel Nasser, maître de l'Égypte depuis dix ans, crée, sous son égide, une **Organisation de libération de la Palestine (OLP)**. L'enjeu est moins de promouvoir la cause palestinienne que de l'accaparer dans le jeu complexe des rivalités inter-arabes.

**5 février 1969. Arafat chef de l'OLP.** Le Conseil national palestinien, réuni au Caire,



élit Yasser Arafat président du comité exécutif de l'OLP. Arafat avait fondé en 1959, au Koweït, le Fatah, un mouvement nationaliste palestinien qui coordonne l'action contre Israël. Mais la branche la plus à gauche du mouvement palestinien, le Front de libération de la Palestine (FPL), refuse de voir en Arafat un leader, ce qui provoquera une scission du groupe à partir de 1983. En 1988, le Conseil national proclamera l'existence d'un État palestinien et nommera en 1989 Yasser Arafat chef de cet État.

**3 novembre 1969.** Les accords du Caire permettent aux fedayins et Libanais de s'entendre. Fedayins de l'OLP mené par Yasser Arafat et Libanais s'entendent lors des accords du Caire pour trouver une solution aux camps palestiniens qui fragilisent le Liban. Après avoir subi les ripostes israéliennes suite aux attaques palestiniennes et vainement tenté de se débarrasser de ces camps, le gouvernement libanais reconnaît leur extra-territorialité. Mais leur présence accroît encore les oppositions entre les communautés libanaises : les chrétiens souhaitent le départ des fedayins soutenus par les musulmans. Tandis que sunnites et phalanges chrétiennes s'apprêtent à s'opposer, des mouvements politiques contestent l'organisation du régime et réclament un système laïque.

**26 octobre 1974. Reconnaissance de l'OLP.** Au 8<sup>e</sup> Sommet arabe de Rabat, Yasser Arafat obtient la reconnaissance de l'OLP comme « *le seul et légitime représentant du peuple palestinien* ». Cette résolution implique également « *l'obligation de tous les pays arabes de préserver l'unité palestinienne et de s'abstenir de toute ingérence dans les affaires palestiniennes* ».

L'ONU avait déjà reconnu l'OPL le 14 mai par 105 voix contre 4. L'organisation est désormais, aux yeux du monde entier, le représentant du peuple palestinien.

**1975.** Une telle percée diplomatique est compromise par le conflit armé qui ravage le Liban. Arafat, longtemps réticent envers un engagement militaire, finit par jeter toutes ses forces dans la bataille en janvier 1976, aux côtés de la gauche libanaise et des milices islamiques. Mais il est vaincu par la collu-

sion entre Israël, allié contre l'OLP aux milices chrétiennes, et la Syrie qui intervient aussi, massivement, contre les fedayins. La crise libanaise détourne Arafat et l'OLP des territoires occupés par Israël.

**16 octobre 1976. Conférence de Riyad.** Le Liban, l'OLP et les principales nations arabes tiennent une conférence à Riyad, pour régler la guerre civile libanaise. Après l'appel du président libanais Frangié, l'armée syrienne est intervenue pour occuper le Liban et soutenir les chrétiens. La Syrie joue en fait le statu quo, ce qui n'arrêtera pas les violences. En 1978, les relations entre maronites et syriens seront interrompues.



L'Opération Litani.

**14 mars 1978. Israël lance l'opération Litani** pour occuper le sud du Liban. Alors qu'arabes et chrétiens s'entredéchirent, Israël décide de mettre en place une zone tampon au Sud-Liban pour se protéger des attaques des fedayins palestiniens. L'opération prend le nom de Litani, car Jérusalem veut occuper et contrôler les terres qui se situent au sud du fleuve et en faire une zone de sécurité. Les réactions internationales sont vives et le Conseil de sécurité de l'ONU réclame, dès **le 19 mars**, le retrait des troupes israéliennes dans la résolution 425. Finalement, Tsahal se retirera en juin pour laisser place à la Finul (Force d'interposition des Nations-Unies au Liban).

**1980.** En Cisjordanie et à Gaza, **les Frères musulmans** du cheikh Ahmed Yassine voient leur influence grandir, d'autant plus que les Israéliens encouragent en eux un contre-feu au nationalisme palestinien.

À partir de 1980, les incidents se multiplient entre militants islamistes et partisans de l'OLP.

**1982. La tension monte** au printemps 1982, tant au Liban qu'en Cisjor-



L'ONU met en place au Liban une force d'interposition, la FINUL (Force intérimaire des Nations Unies au Liban).

danie. L'invasion du Liban, l'été suivant, par l'armée israélienne, dépasse les limites d'une opération de police visant à garantir « *la Paix en Galilée* ».

À Washington, où il est en visite, Ariel Sharon, alors ministre de la Défense, déploie, devant ses interlocuteurs américains, une carte du Moyen-Orient où figurent un Liban chrétien, une Cisjordanie israélienne et une Jordanie palestinienne.

**Le long siège de Beyrouth** vise à en chasser l'OLP. Il met à rude épreuve la population civile, soulève l'émotion du monde et l'inquiétude des États-Unis, qui imposent à l'organisation palestinienne un retrait total et sans condition du territoire libanais. Dans les derniers jours d'août 1982, ce sont près de 15 000 combattants palestiniens qui s'embarquent au port, à destination de l'Algérie, du Yémen ou de la Tunisie, où s'installera l'état-major de l'OLP. Au Sud-Liban, c'est le mouvement libanais chiite du Hezbollah, soutenu par l'Iran et la Syrie, qui mènera désormais le combat pour le retrait de l'armée israélienne.



**L'OLP entame alors une longue traversée du désert**, marquée par le renforcement des tutelles arabes et l'éclatement de l'organisation, dont les franges radicales s'abandonneront une nouvelle fois aux tentations d'un terrorisme de refus.

## L'Intifada

Décembre 1987

En 1987, un mouvement de protestation populaire appelé "Intifada" (qui signifie "soulèvement" en arabe) ou "guerre des pierres" se déclenche en Cisjordanie et à Gaza contre l'administration et l'armée israéliennes.

### Contexte historique

à la suite de la guerre des Six-Jours, en 1967, Israël occupe la Cisjordanie et la bande de Gaza. Ces deux territoires ne sont plus sous la tutelle arabe et se trouvent sous le contrôle des Israéliens. Le 20 août 1967, le Fatah, le mouvement de Yasser Arafat, décide de mener la résistance palestinienne à l'intérieur de ces deux territoires. Cette décision provoque la réaction d'Israël, qui arrête plusieurs milliers d'activistes. Mais les actes de résistance se poursuivent, tant dans les territoires occupés qu'en Israël. Plusieurs mouvements palestiniens y participent : le Fatah, le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP). À la suite de ces actions de guérilla palestiniennes, l'armée israélienne renforce sa présence dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, mais mène également des actes de représailles contre les pays arabes dans lesquels se trouvent des unités de résistance palestiniennes.

*L'Intifada des pierres*, la révolte de la jeunesse palestinienne face à la misère.



Sur le plan territorial, Israël contrôle, en 1987, environ 52 % des territoires en Cisjordanie et 11 % dans la bande de Gaza. Sur ces territoires, Israël développe des implantations juives. Certains avancent qu'environ 150 000 colons vivent dans cent implantations de Cisjordanie et les douze de Gaza. C'est dans ce contexte qu'éclate l'Intifada.

### Déclenchement et déroulement

Le 6 décembre 1987, un officier israélien est assassiné à Gaza et, le 8 décembre, un camion israélien percute une voiture palestinienne, faisant trois morts et des blessés graves. Cet incident n'est pas considéré comme tel par la population palestinienne, qui émet l'hypothèse d'une vengeance à la suite de l'assassinat de l'officier israélien. À la suite de ces événements de la bande de Gaza, des émeutes s'y déclenchent et touchent également la Cisjordanie. Les actions sont dirigées contre les militaires israéliens par des jeunes Palestiniens qui lancent des pierres, puis des bouteilles incendiaires artisanales. Cette population palestinienne, née sous l'occupation, exprime ainsi sa volonté de changement dans un contexte de chômage et de misère quo-

tidienne. C'est également l'une des premières fois où s'exprime la volonté de résistance des Palestiniens de l'intérieur.

Ces actions sont suivies par des initiatives passives contre les intérêts israéliens, notamment le refus d'acheter des produits israéliens, le boycott des impôts, les grèves des travailleurs palestiniens journaliers. L'activisme a laissé la place au "sumud", la résistance passive. L'action s'est déplacée du terrain de l'engagement politique à celui du travail social. C'est par là que le Congrès islamique de Gaza s'est enraciné dans la société locale, tandis que son discours sur l'islamité de la Palestine et l'il-légitimité d'Israël coexistait avec le souci constant d'éviter la confrontation avec l'adversaire. En fragilisant le contrôle israélien sur la Cisjordanie et Gaza, l'insurrection palestinienne pose la question du statut à venir de la population arabe des territoires.

Si Israël choisit de l'intégrer, il devra lui reconnaître la citoyenneté israélienne, au risque de perdre sa nature démocratique. Quoi qu'il en soit, il apparaît aux autorités israéliennes qu'il n'y a pas de solution militaire à l'Intifada. Pourtant, à la fin de l'été 1988, le soulèvement populaire, rapidement cautionné par l'OLP, par "le Commandement national unifié pour l'intensification du soulèvement sur la terre occupée" (CNU), formé par le l'OLP, le Fatah et le parti communiste, et rejoint par le Hamas qui s'est organisé, en 1988, avec comme objectif la libération par les armes de toute la Palestine, de la Méditerranée au Jourdain, s'essouffle et marque le pas.

Certes, Israël a réagi, lance des actions de répression contre les manifestants, procède à des arrestations, à des



punitions collectives, met en place le couvre-feu, mais la cause essentielle réside dans des clivages au sein du CNU. Entre le CNU et les organisations islamistes, au sein du CNU, le FPLP s'oppose aux autres organisations sur la stratégie à suivre.

**C'**est de Jordanie que surgit l'évènement qui marquera un nouveau tournant dans la maturation politique de l'OLP.

**Le 30 juillet 1988**, le roi Hussein renonce officiellement à toute revendication sur la rive occidentale du Jourdain. La menace n'est plus, désormais, dans les prétentions des Hachémites sur la Cisjordanie, mais dans le vide politique que le désengagement d'Amman ne peut manquer d'y créer.

Cette décision oblige l'OLP à un nouveau positionnement et, lors de la XIX<sup>e</sup> session du Conseil national palestinien, tenue en novembre 1988 à Alger, la naissance de l'État palestinien et son indépendance sont proclamées sur la base de la résolution 181 de 1947. La fiction de l'indépendance venant équilibrer la première reconnaissance effective d'Israël.

## Les mouvements de résistance palestiniens

### Le Fatah

C'est l'organisation la plus importante, représentante du nationalisme arabe, dont la réalisation doit se faire par la libération de la Palestine.

### Le FPLP

C'est un mouvement plus révolutionnaire, qui mêle la libération de la Palestine et le combat contre l'impérialisme. Il est en relation avec les forces révolutionnaires mondiales, notamment en



Le Fatah est une vraie organisation militaire fortement armée.

Europe et au Japon. En 1968 il se scinde en plusieurs mouvements:

- le Front populaire de la Palestine, commandant général d'Ahmad Jibril,
- le Front démocratique de la Palestine (FDLP) de Nayef Hawarime.

### La Sa'iq (la foudre)

C'est la branche militaire du ba'th syrien, créé après la guerre de 1967. De tendance nettement syrianiste, elle suggère que la libération de la Palestine doit se faire dans le cadre de la Grande Syrie. Elle est fortement soutenue par Damas.

### Le Front de libération arabe (FLA)

Créé par le ba'th irakien en avril 1969, il prône le panarabisme. Cette organisation demeure toutefois marginale, dans la mesure où il n'y a pas de camps en Irak.

### Al Ansar

L'organisation des partisans. Elle est issue des partis communistes de la région. Bien implantée au Liban, elle demeure secondaire dans les autres pays arabes.

## Conférence de Madrid

**30 octobre 1991**

Dans le contexte de la guerre froide, et à la suite de la guerre du Golfe de 1991, la diplomatie américaine décide de travailler à la question palestinienne et au processus de paix. Sous la présidence de George Bush (1989-1993), les relations avec Israël se refroidissent, les États-Unis défendant, sur le plan éco-

nomique, leurs intérêts pétroliers détenus dans la région du golfe et, sur le plan de droit international, s'étant faits les défenseurs du Koweït lors de la guerre du Golfe, ils entendent appliquer le même droit aux territoires palestiniens. Conduites par le secrétaire d'État américain James Baker, des négociations sont entreprises avec Israël, la Syrie, les Palestiniens (non membres de l'OLP), la Jordanie et le Liban. Les États-Unis entendent ainsi normaliser les relations entre Israël et les États arabes.

### Préparation de la conférence

À partir du 8 mars 1991, la conférence se prépare. Les États-Unis donnent à chacun des États concernés des lettres dites "d'assurance", leur garantissant ce qu'ils souhaitent :

- Les États-Unis garantissent à la Syrie que la conférence sera appelée "Conférence de la Paix" et ils confirment leur refus de prendre acte des annexions israéliennes.
- Ils garantissent à Israël le principe de rencontres bilatérales, le droit à des frontières "sûres et défendables", sa sécurité, et disent ne pas soutenir la création d'un État palestinien indépendant.
- Les Palestiniens reçoivent l'assurance de la mise en place d'un "processus de négociation" politique, d'un "exercice de l'autorité sur la Cisjordanie et Gaza", ainsi que l'assurance du refus américain de prendre acte des annexions israéliennes et de la colonisation dans les territoires occupés.





L'ouverture de la conférence de Madrid.

Il est prévu que la conférence, qui n'a aucun pouvoir de décision, lance le processus de paix. Celui-ci prévoit un double mécanisme de négociations :

- des négociations bilatérales seront menées entre Israël et la Syrie, le Liban, la Jordanie, la délégation palestinienne,
- des négociations multilatérales seront organisées en cinq commissions, en charge des réfugiés, de l'environnement, de l'eau, de la coopération économique et de l'armement.

La conférence n'a donc pas pour but d'organiser le paix, mais d'entamer des négociations entre les participants. Sont finalement invités à la conférence : Israël, la Syrie, la Jordanie, les Palestiniens (au sein d'une délégation mixte avec la Jordanie), l'Égypte, le Liban, le secrétaire général du Conseil de coopération du Golfe, l'ONU, la présidence de la Communauté européenne, les États-Unis et la Russie. Quant à la conférence, il est décidé qu'elle se tiendra à Madrid.

### Conférence de Madrid

La conférence est ouverte le **30 octobre 1991** à Madrid, par le Premier ministre espagnol Felipe Gonzales. Suit une intervention du président Bush sur la paix, paix à laquelle Israël doit être intégrée par des traités dans les domaines économique, culturel, sécuritaire et diplomatique.

Le président Gorbatchev lui succède, parlant également de la normalisation



de l'existence d'Israël. Suivent les interventions israélienne, syrienne, palestinienne, jordanienne et libanaise.

À la suite de la conférence, le 1<sup>er</sup> novembre, des difficultés apparaissent entre les participants, sur la question des négociations. Les Israéliens refusent d'ouvrir à Madrid des négociations bilatérales, afin d'éviter un front commun entre les Palestiniens et les pays arabes, et demandent que les négociations se déroulent, en alternance, en Israël et dans une des capitales arabes concernées.

En revanche, les pays arabes, et plus particulièrement la Syrie, demandent l'ouverture des négociations à Madrid. Les États-Unis proposent alors que la prochaine conférence se déroule à Washington en décembre. Les négociations se tiennent du 9 au 18 décembre, mais aucun résultat n'est enregistré.

**Entre 1991 et août 1993, onze sessions de négociations bilatérales se tiennent à Washington, sans résultat.**

Concernant les sessions de négociations multilatérales, elles s'organisent difficilement et butent notamment sur la question de la délégation palestinienne, qui doit être composée de "Palestiniens de l'extérieur" et non, à la demande des Israéliens, de membres de l'OLP. Lors de la première conférence multilatérale, organisée à Moscou en janvier 1992, la délégation palestinienne ne s'y rend pas, n'étant pas constituée. Quant aux Syriens et Libanais, ils refusent d'y participer, en raison du peu d'avancée dans les négociations bilatérales tandis que, sur le terrain, la violence reprend entre Israéliens et Palestiniens.

Cette période est également marquée par la défaite du président Bush aux élections de novembre 1992 et le retrait de son équipe des négociations de paix. Le processus engagé à la suite de la conférence de Madrid va néanmoins aboutir à la reprise des négociations directes entre les représentants de l'OLP et le gouvernement israélien d'Yitzhak Rabin (qui remporte les élections le 23 juin 1992) et à la signature des accords d'Oslo, le 13 septembre 1993.

À Madrid, le Premier ministre espagnol Felipe Gonzales ouvre la conférence. Le président soviétique Michael Gorbatchev intervient après le président américain Georges Bush.

## Les accords d'Oslo

### 19 septembre 1993

#### L'engagement du processus

Durant les négociations de Washington, Itzhak Rabin prend conscience de l'influence que l'OLP exerce sur la délégation palestinienne. Des entretiens confidentiels entre responsables israéliens et responsables de l'OLP ont déjà commencé sous le gouvernement Shamir. Rabin décide de les intensifier. Une négociation parallèle s'ouvre, par l'intermédiaire de l'Égypte.

Deux autres canaux de communication entre Israéliens et Palestiniens de l'OLP ont été ouverts :

- Le premier réunit des personnalités de l'entourage de Rabin et des proches de l'OLP, mais il n'aboutit à aucun résultat.

- Le second, établi en septembre 1992, réunit des proches de Shimon Pérès, ministre des Affaires étrangères et des responsables de haut niveau de l'OLP.

Les rencontres ont lieu à Oslo, où le gouvernement norvégien assure une confidentialité totale aux discussions et intervient pour essayer de parvenir à un accord. Les États-Unis, prévenus de l'existence de ce canal, ne le prennent pas au sérieux et continuent de miser sur les négociations de Washington. Un pas nouveau est franchi lorsqu'en mai 1993, Rabin et Pérès remplacent les négociateurs israéliens d'Oslo par des hauts-fonctionnaires.

#### L'échange de lettres Rabin-Arafat

Les délégués palestiniens à Oslo acceptent les exigences de Rabin : processus d'autonomie par étapes, renvoi des questions de fond à une négociation finale comme celle de Jérusalem, ou celle des droits nationaux palestiniens. Durant l'été, les négociateurs rédigent ensemble une déclaration de principe. Le document est signé par Pérès à Oslo, le 20 août 1993. Les États-Unis apportent leur soutien au texte et proposent sa signature officielle à Washington. Cette dernière a lieu entre Rabin et Arafat, le **13 septembre 1993**, à la Maison Blanche. <sup>(9)</sup>

Deux lettres d'Arafat accompagnent le document des accords d'Oslo.

La première est adressée au chef du gouvernement israélien. Arafat engage l'OLP à reconnaître le droit de l'État d'Israël à vivre en paix et en sécurité, à reconnaître les résolutions 242 et 338, à continuer de trouver une solution au contentieux israélo-palestinien par la voie pacifique des négociations, et renoncer au terrorisme. Arafat ajoute que les articles et points de la Charte palestinienne niant l'existence de l'État d'Israël sont invalidés.

Une seconde lettre est adressée au ministre des Affaires étrangères norvégien. Il s'engage à tout mettre en œuvre pour arrêter l'Intifada dans les territoires occupés, et rappelle son refus du terrorisme. En réponse, une lettre de Rabin reconnaît son engagement à mener désormais les négociations de paix avec l'organisation palestinienne.

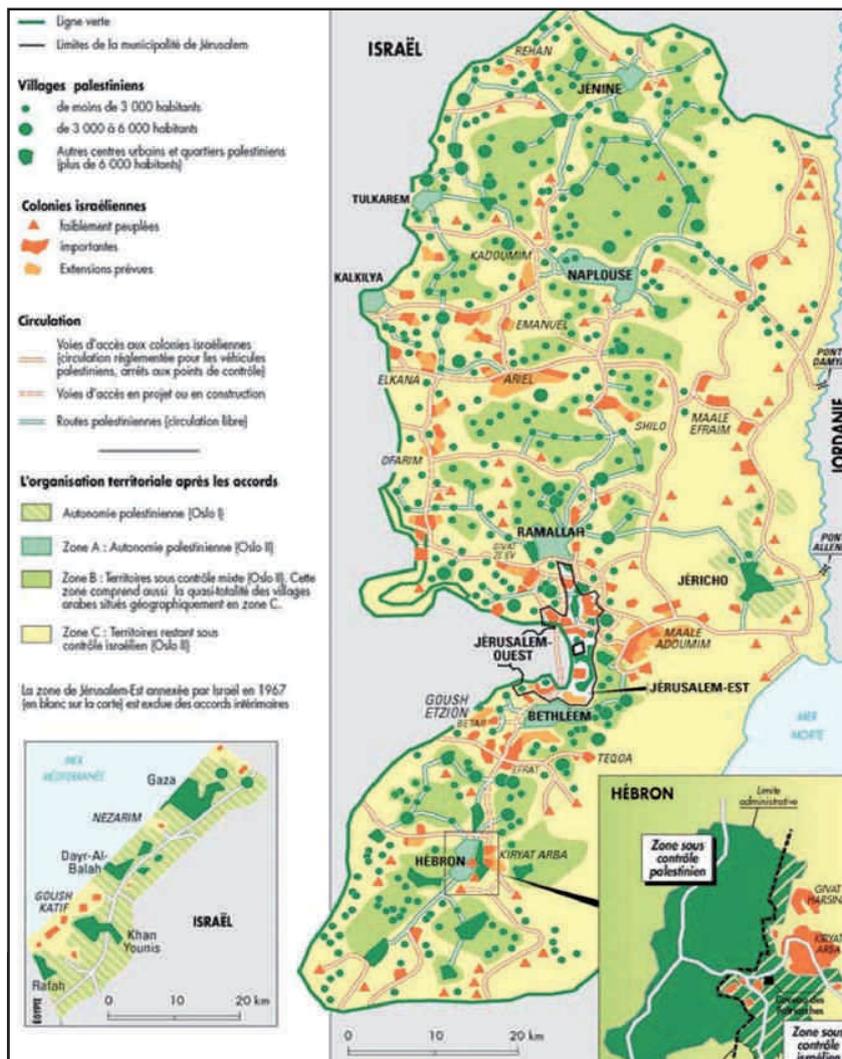
### La déclaration des principes

Signée le **13 septembre 1993**, la «*déclaration des principes sur les arrangements intérimaires d'autogouvernement*» est un document complexe qui prête à différentes interprétations possibles. Les points essentiels sont les suivants :

- **Formation d'une autorité palestinienne d'autogouvernement intérimaire** assistée d'un conseil représentant les habitants de Cisjordanie et de Gaza. Il sera en place dans la période intermédiaire (5 ans). Les élections du conseil constituent une étape significative « en vue de la réalisation des droits légitimes du peuple palestinien ». Les Palestiniens de Jérusalem auront le droit de participer à des élections ;

- **Le cadre géographique des accords** : la déclaration des principes reconnaît la Cisjordanie et Gaza comme unité territoriale unique, dont l'intégrité sera préservée durant la période intérimaire. La juridiction de conseil couvrira, en conséquence, l'ensemble de ces territoires ;

- **Le calendrier des étapes suivantes** : la période transitoire de cinq ans commence le jour de l'évacuation israélienne de Gaza et de Jéricho. Les négociations sur le statut définitif de l'entité palestinienne commenceront au plus tard trois ans après et aborderont





## Témoignage

**Le jour où Rabin a serré la main d'Arafat.** L'Histoire n° 243, propos recueillis par Martine Gozlan]

Le témoignage de Jean Frydman, ami intime du Premier ministre israélien assassiné, sur les coulisses d'un geste historique : la poignée de main échangée par Rabin et Arafat, le **13 septembre 1993**.

« Le véritable initiateur d'Oslo, c'est Yossi Beïlin, le ministre adjoint des Affaires étrangères. C'est lui qui prend le risque. Même le ministre des Affaires étrangères Shimon Peres, au début, est très hésitant. Il ne sera convaincu qu'après ses contacts avec Abou Ala et Abou Mazen, émanations directes d'Arafat. À partir de là, il lui faut convaincre Rabin de parler à l'OLP. Je résumerai les longs entretiens

entre Peres et Rabin (des hommes qui font équipe sans s'aimer), par cette formule : "Arafat c'est l'horreur, mais Arafat est le patron des Palestiniens".

À un certain moment, Rabin va dire à Peres : "oui, on signe". À partir de là, il ne fait pas les choses à moitié. À la minute où il donne son accord au processus d'Oslo, c'est lui qui devient le héraut de la paix. Le réalisme politique et national l'emporte sur tout.

La préparation de la rencontre de Washington se passe dans des transes extraordinairement douloureuses. Yitzhak Rabin avait décidé de ne pas aller à Washington, car il ne voulait pas serrer la main de Yasser Arafat. Pour lui, c'était une main encore pleine de sang ! Peres irait seul, voilà tout.

Mais, pendant la nuit qui précède la rencontre de Washington, Bill Clinton télé-

phone à Rabin. Il faut se souvenir que la relation entre les deux hommes est très profonde ; Clinton considère le Premier ministre comme le maître qu'il n'a pas eu, comme un père. Il lui dit en substance, "tu ne peux pas me faire ça ! La paix n'aura aucune signification si tu ne serres pas la main d'Arafat !"

Et là, Rabin comprend qu'il boira le calice jusqu'à la lie. Il ira. Peres apprend cette volte-face par la radio, au matin, en faisant ses bagages.

Le 13 septembre 1993, Rabin souffre encore mille morts ! Il hésite jusque dans les couloirs. Il touche au bout de cette évolution déchirante. Il n'arrête pas de répéter : "je dois le faire, je dois le faire" Et il fait le geste. La fameuse scène de la poignée de main est extraordinairement dramatique. On voit bien que Clinton le pousse vers Arafat, comme s'il lui disait "c'est ton devoir !"

Arafat est le premier Palestinien que Rabin a en face de lui. Même dans le bureau de Clinton, il ne lui avait pas serré la main ! Mais là, il passe à l'acte. Il devient le symbole de la paix dans le monde et, pour les extrémistes, celui de la trahison. »

Le président Isaac Rabin paiera de sa vie ses engagements pour la paix. Il sera assassiné par un extrémiste le 4 novembre 1995.

Des milliers de personnes commémoreront sa mémoire à Tel Aviv le 31 octobre 2015 .



les questions essentielles telles Jérusalem, les réfugiés, les colonies, la sécurité, les frontières.

- **Le transfert d'autorité** : le départ israélien de Gaza et de Jéricho entraîne le transfert des Pouvoirs à l'autorité palestinienne dans le domaine de l'éducation, de la culture, des affaires sociales, de la fiscalité directe et du tourisme. Les Palestiniens sont autorisés à former une force de police. Les compétences du Conseil seront définies par un nouvel accord intérimaire.

**Les ambiguïtés du document sont nombreuses**

**L'autogouvernement** : le terme ne précise pas si la souveraineté de celui-

ci vient du peuple palestinien ou d'une délégation de pouvoir israélienne.

**Une solution binationale** : la séparation géographique de la Cisjordanie et de Gaza implique la mise en œuvre d'une coopération israélo-palestinienne, notamment dans les domaines économiques. On peut interpréter ce fait comme constituant la voie vers un État binational, donc vers la reconnaissance d'un État palestinien.

**Le renvoi des questions essentielles** : ce renvoi hypothèque le succès des accords et peut constituer une cause de rupture des négociations.

Si ces dossiers n'aboutissent pas, la solution évoluera vers un processus de

cantonement de la population palestinienne.

## Les accords Oslo II 28 septembre 1995

**Début 1995.** Israël invite à reprendre les négociations. Elles s'ouvrent dans un climat tendu. En effet, Israël a donné aux



aux colonies le droit de s'étendre. Cette décision entraîne de nouvelles manifestations et de nouveaux attentats, portant sur quelques principes. Israël conserverait le contrôle militaire de l'ensemble de la Cisjordanie et les territoires sous domination palestinienne s'agrandiraient.

La question des élections est également abordée. Israël accepte la formation d'un conseil législatif de 88 membres qui désignera un conseil exécutif.

**Dès juillet 1995.** La signature d'un nouvel accord est en vue. Cette perspective entraîne le développement des oppositions israéliennes de la droite religieuse, qui refuse toute perspective de cession des territoires. Finalement, l'accord est signé à la Maison Blanche le 28 septembre 1995 sous le terme "Accords Oslo II".

**Entre octobre et décembre 1995,** l'armée israélienne évacuera les agglomérations cisjordaniennes, à l'exception d'Hébron, et se retirera de 450 villages. L'accord entraîne le développement des contestations en Israël.

**Le 5 octobre,** les partisans du Grand Israël manifestent lors du vote de ratification de l'accord du Parlement. Le retrait de Cisjordanie s'opère. Les oppositions israéliennes prennent une tournure violente. Des personnalités religieuses appellent au meurtre de Rabin. Le gouvernement réplique par une grande manifestation pour la paix, organisée à Tel-Aviv **le 4 novembre 1995.**

Ce soir-là Rabin est assassiné en public.

### L'organisation territoriale après les accords d'Oslo

Les accords d'Oslo 1 (1993) et Oslo 2 (1995) instaurent un découpage complexe des territoires palestiniens. L'autonomie est proclamée dans la bande de Gaza mais 40 % du territoire, correspondant aux colonies et à la zone frontalière avec l'Égypte, restent sous le contrôle de l'armée israélienne.

La Cisjordanie est découpée en trois zones :

**Zone A :** 20 % de la population de la Cisjordanie, mais 3 % du territoire, constitués de villes. Elle passe sous le contrôle de l'autorité palestinienne (à l'exception d'Hébron qui reste partielle-

ment sous le contrôle israélien).

**Zone B :** 24 % du territoire et 68 % de la population. Il s'agit de zones rurales où l'autorité palestinienne est dotée de pouvoirs civils, mais assure la sécurité conjointement avec l'armée israélienne.

**Zone C :** 73 % du territoire de Cisjordanie, comportant les colonies, les zones de sécurité, les camps militaires et une partie des zones rurales qui restent sous le contrôle exclusif d'Israël.

### Les relations israélo-arabes

Le processus de négociation entre Israël et les Palestiniens, qui se développe entre 1993 et 1995, entraîne la montée et la vigueur des oppositions religieuses en Israël. La multiplication des attentats d'islamistes de plus en plus radicaux gagne le camp des Palestiniens. Les questions de sécurité, surtout après l'assassinat de Rabin par un extrémiste israélien, deviennent la priorité et pèsent de plus en plus sur la vie politique.

Cette situation contraste avec les relations israélo-arabes, qui traversent une période de normalisation.

Après le Maroc, la Tunisie décide, en 1994, d'établir des relations diplomatiques avec Israël. De leur côté, les pays du Golfe lèvent partiellement le boycott économique sur Israël, et l'Arabie saoudite approuve publiquement le processus de paix. En octobre 1994, une conférence économique se tient à Casablanca et réunit hommes politiques, hommes d'affaires arabes et israéliens.

### La paix enterrée

1993 - 2000

23 juin 1992.

Victoire travailliste aux élections législatives israéliennes.

Itzhak Rabin devient Premier ministre.

**13 septembre 1993.** Les accords d'Oslo sont dévoilés solennellement par Yasser Arafat et Itzhak Rabin sur la pelouse de la Maison blanche, en présence du président Clinton. L'accord doit entrer en vigueur un mois plus tard, le 13 octobre 1993. Il annonce que le gouvernement israélien et l'OLP sont d'accord sur le fait qu'il est temps de mettre fin à des décennies de conflit, de reconnaître les droits légitimes [...], de s'efforcer de vivre dans la coexistence pacifique, la dignité et la sécurité mutuelle et de par-

venir à un règlement de paix juste, durable et globale, ainsi qu'à une réconciliation ne faisant pas référence à la création d'un État palestinien.

**13 décembre 1993.** Un accord sur le retrait israélien de la bande de Gaza et de Jéricho devait être signé, retrait qui aurait dû être achevé le 13 avril 1994. En fait, l'accord ne fut pas signé et le processus commença à prendre du retard, ce qui devint fréquent par la suite.

**9 février 1994.** Dans le cadre d'un premier accord de sécurité avec Israël, les Palestiniens acceptent que les points de passage entre les futures zones autonomes et les pays voisins (Égypte, Jordanie et les ponts sur le Jourdain) restent sous contrôle israélien.

**4 mai 1994.** Les accords du Caire, signés par Itzhak Rabin et Yasser Arafat, définissent les modalités d'application de la déclaration d'Oslo. Ils constituent le deuxième volet des accords d'Oslo. Il est prévu qu'à partir du 4 mai 1996, devaient commencer les négociations sur le statut définitif de Gaza, de Cisjordanie et de Jérusalem et que, le 4 mai 1999, s'achèverait la phase transitoire.

**25 février 1994.** La situation se dégrade. Le colon d'origine américaine Bauch Goldstein abat au fusil d'assaut 29 Palestiniens devant le caveau des Patriarches à Hébron. En réplique, le mouvement islamiste Hamas multiplie les attentats suicides en Israël.

**28 septembre 1995.** Signature à Washington du troisième volet des accords d'Oslo, l'accord de Taba, dit parfois "Oslo II".

**4 novembre 1995.** Assassinat d'Itzhak Rabin par un "étudiant" juif extrémiste. Shimon Peres devient Premier ministre et décide d'aller de l'avant dans l'application des accords d'Oslo.

**20 janvier 1996.** Élection d'un Conseil national palestinien de 88 membres, disposant de pouvoirs législatifs et exécutifs, ainsi que du président de l'Autorité palestinienne : Yasser Arafat est élu.

**Février 1996.** Sur fond d'attentats commis par le Hamas à Jérusalem et Tel-Aviv, la droite israélienne du Likoud, menée par Benjamin Netanyahu et Ariel Sharon, reproche au gouvernement Peres de "commettre une erreur stratégique" et développe une campagne

organisée contre les accords d'Oslo.

**29 mai 1996.** Le Likoud remporte les élections avec une courte avance de 0,5 % des voix. Arrivé au pouvoir, Benjamin Netanyahou se trouve dans une situation contradictoire. Il doit, en principe, respecter des accords internationaux auxquels il s'est toujours opposé.

**Août 1996.** Sans prendre l'avis du ministre de la Défense ni de l'état-major, Netanyahou autorise la municipalité de Jérusalem à ouvrir un souterrain sous l'esplanade des Mosquées (les Israéliens sont toujours à la recherche de vestiges archéologiques du temple de Salomon, ce qui justifierait leur prééminence sur Jérusalem-est). Cela déclenche des manifestations. Les chars sont déployés. Armée israélienne et police palestinienne s'affrontent. Résultats : 80 morts palestiniens et 15 israéliens.

**Octobre 1996.** Le secrétaire d'État Américain Warren Christopher organise une rencontre où se retrouvent, à Washington, Yasser Arafat, Benjamin Netanyahou, et le roi Hussein de Jordanie. Malgré une longue et chaleureuse poignée de main avec Arafat devant les caméras, Netanyahou déclare qu'il ne sera pas l'homme d'une fausse paix.

**1997.** Durant cette année, la région connaît un nouveau cycle de violences : attentats du Hamas en Israël, assassinats du Mossad contre des responsables du Hamas dans les territoires et, à l'étranger, bouclages des territoires.

**16 octobre 1998.** Après des mois de blocage et avec des réticences, Benjamin Netanyahou accepte de se rendre à



À Wye River, Netanyahou, le Premier ministre israélien, Madeleine Albright, la secrétaire d'État américaine, et Arafat, le leader palestinien.

une conférence avec les Palestiniens et l'administration américaine, dans la localité de **Wye River**, dans le Maryland. Ariel Sharon, nouveau ministre des Affaires étrangères depuis le 15, n'arrive que le 17. Contrairement à Netanyahou, il refuse toujours de serrer la main de Yasser Arafat, même en privé. Dès le début, les décisions restent bloquées sur les questions de sécurité. Finalement, un accord intervient le **23 octobre 1998**, après une grosse pression de Clinton. En échange d'engagements de sécurité très précis, les Israéliens s'engagent à effectuer des déploiements de territoire occupés.

#### **14 décembre 1998.**

Bill Clinton arrive à l'aéroport international de Gaza, ouvert depuis fin octobre. Cette première visite marque la reconnaissance internationale des Palestiniens. En présence du président Clinton, Arafat fait voter, à main levée, par le Conseil national palestinien, l'abrogation des fameux articles de la Charte de l'OLP prévoyant la destruction d'Israël.

**4 janvier 1999.** La décision est prise de fixer au mois de mai des élections législatives anticipées.

Ehoud Barak, parvenu à la tête du parti travailliste depuis septembre 1997, mène campagne en promettant la paix avec les Palestiniens et le retrait des troupes israéliennes du Sud-Liban.

#### **15 mai 1999.**

Les travaillistes remportent les élections avec 56 % des voix. Cette victoire fait renaître l'espoir de voir repris l'héritage de Rabin. Arafat et son équipe pensent que, désormais, tout va être plus facile.

#### **Mai 1999 - mars 2000.**

Ehoud Barak laisse de côté le dossier israélo-palestinien et s'oriente vers la conclusion d'un pacte de paix avec la Syrie, comme il en existait déjà avec l'Égypte et la Jordanie. Barak et Clinton se persuadent qu'un traité avec la Syrie peut aussi être la clé du conflit israélo-palestinien. Des négociations secrètes s'engagent à Bonn en décembre puis, plus officiellement, à Washington et à Shefferstown. Finalement, toute l'affaire échoue, car Barak n'est pas certain d'avoir une majorité à la Knesset pour restituer le Golan.

#### **Fin mai 2000.**

Le gouvernement Barak n'a pas réussi à faire la paix avec la Syrie ni à faire progresser le dossier israélo-palestinien. Le seul point de son programme qu'il peut encore réaliser, c'est l'évacuation du Sud-Liban.

L'évacuation du Sud-Liban a des effets pervers pour l'opinion palestinienne. Il apparaît que le Hesbollah, qui a continué la lutte armée contre l'occupation, a fini par obtenir la terre. À l'inverse, l'Autorité palestinienne du Hamas ou du Djihad islamiste, en faisant la police pour Israël, n'a pas reçu de terre en échange.

**De mai 1999 à fin 2000.** Ehoud Barak est le seul Premier ministre israélien depuis 1993 à n'avoir présenté aucune évacuation des territoires occupés.

**Été 2000.** Les territoires palestiniens sont sous pression. L'ambiance est celle de l'effondrement du processus de paix. L'explosion est proche. Chars et hélicoptères israéliens se positionnent en prévision d'un soulèvement général. Pour éviter cette explosion, Clinton prend l'initiative d'inviter les dirigeants israéliens et palestiniens à venir se réunir pour trouver une issue et un accord définitif.

Bill Clinton et Yasser Arafat à l'aéroport de Gaza.





**17 juillet 2000.** S'ouvre le sommet de Camp David (II). C'est la première fois qu'une négociation, à ce niveau (président des États-Unis, Premier ministre israélien, président de l'Autorité palestinienne), se tient, en ayant pour ambition de régler la totalité des dossiers en suspens depuis 1948, sans aucune exception. Très vite elle achoppe sur trois obstacles majeurs : les frontières, la souveraineté à Jérusalem Est (incluant les lieux saints) et la question des réfugiés. L'atmosphère dans laquelle baigne la rencontre est détestable.

À Jérusalem, à Tel-Aviv, une mobilisation organisée par l'opposition se dresse dans les rues, contre les concessions que Barak, peut-être, tente de faire. À plusieurs reprises, Barak refuse de discuter directement avec Arafat, contraignant Clinton à négocier entre eux en faisant des navettes.

**25 juillet 2000.** Le sommet se termine sur un échec.

**1<sup>er</sup> août - 25 septembre 2000.** Les contacts se maintiennent au niveau des équipes de négociateurs, qui se rencontrent trente-quatre fois.

**25 septembre.** Yasser Arafat et Ehoud Barak se rencontrent au domicile privé du Premier ministre israélien, dans une ambiance très conviviale, selon les participants. Arafat demande à Barak d'interdire la visite sur l'esplanade des Mosquées qu'Ariel Sharon a annoncée. Elle serait ressentie comme une provocation. Barak ne répond pas. Il considère déjà Sharon comme un partenaire possible pour un futur gouvernement de coalition.

**28 septembre 2000.** Sharon entame la visite sur l'esplanade des Mosquées, protégé par 1 500 policiers anti-émeutes. La journée est plutôt calme.

**29 septembre 2000.** À la fin de la prière, des jeunes manifestent avec des

jets de pierres. Il s'ensuit une confrontation avec la police. En fin de soirée, on compte 7 morts et 160 blessés palestiniens.

**30 septembre 2000.** Les territoires s'enflamment. Les affrontements deviennent durs, la seconde Intifada a commencé. Une violence illimitée s'installe. Toutes les tentatives de paix qui suivent se déroulent sur un fond d'attentats et de répression.

## Intifada II 2000

Il ne semble pas qu'il y ait eu de plan prédéterminé de l'Autorité palestinienne pour déclencher la seconde Intifada. C'est ensuite qu'Arafat a cherché à tirer bénéfice de la violence pour améliorer sa position politique, espérant pouvoir redistribuer les cartes.

La pression de l'armée israélienne, qui a été d'emblée très forte, a eu l'effet inverse à celui recherché : loin de se calmer, les Palestiniens entrent dans une logique de militarisation, avec de petits groupes armés liés aux différentes factions palestiniennes. Les islamistes comme le Fatah harcèlent l'armée et s'en prennent aux colons de Cisjordanie. Très vite, les attentats suicides touchent Israël de façon régulière, dans le cœur des villes, ce qui ne s'était jamais vu à cette échelle. Le recours au même terme arabe "intifada" (soulèvement) souligne une apparente proximité entre 1987 et 2000. Les deux Intifada sont très différentes.

**En 1997, c'était une grande révolte populaire contre l'occupation. À coups de pierres. À partir de 2000, on a affaire à une confrontation armée, asymétrique, qui fait beaucoup de victimes civiles des deux côtés.**

Le bilan humain sera finalement très lourd. En septembre 2007, après sept ans de conflits, on comptait 5 800 morts dont 4 500 Palestiniens.



## Règlements de compte et Raisins de la colère 2000

**En juillet 1991,** l'armée libanaise se heurte à des Palestiniens qui tentent de conserver des positions au Liban-Sud. Ils sont désarmés et l'OLP est pratiquement interdite au Liban.

L'entrée de l'armée libanaise dans la zone sous contrôle de la Finul entraîne immédiatement la réaction d'Israël. Ce dernier réclame des accords de sécurité lui donnant un droit de regard sur le Liban-Sud. Israël n'accorde aucun crédit à la reconstruction libanaise. Pour lui, le Liban est un État qui n'existe pas et qui dépend de la Syrie.

La milice du Hezbollah, présente dans le sud, n'a pas été désarmée. Elle se lance dans une guérilla contre l'armée israélienne. Ces actions sont vécues par la population comme des actes de résistance nationale et jouissent d'un fort soutien populaire.

**25 juillet 1992.** L'aviation israélienne décide de répliquer aux attaques des chiites du Hezbollah (on compte treize soldats israéliens morts depuis le début de l'année). De nombreux sites sont bombardés. Le Hezbollah réplique en bombardant la Galilée. Rabin lance alors l'opération "Règlement de compte" qui entraîne la fuite vers le Nord-Liban de 300 000 personnes.

**31 juillet 1992.** Suite à une intervention américaine, un cessez-le-feu est obtenu.

**Fin mars 1995.** Péres relance des opérations au Liban-Sud contre le Hezbollah. Ce dernier réplique en bombardant la Galilée.

**10 avril 1995.** Le chef du gouvernement israélien lance l'opération "Raisins de la colère", répétition de l'opération "Règlement de comptes". Toutes les régions périphériques sont visées. Les populations du sud fuient les raids israéliens. Les pertes civiles se multiplient.

Un cessez-le-feu est obtenu le **26 avril**. Des comités de surveillance comprenant la France, les États-Unis, le Liban et la Syrie sont mis en place.

L'Opération Les Raisins de la colère.



La même détermination, la même haine, se lit dans les yeux des combattants du Hezbollah libanais (à gauche) et du Hamas palestinien.

## Hamas le refus d'Israël

Il fut l'initiateur des attentats suicides. Qu'est-ce que le Hamas ? Quels sont ses objectifs, son pouvoir ?

### Les réponses d'Henry Laurens

Le Hamas est un mouvement politico-religieux, issu des Frères musulmans, apparu à la fin des années 1980, au moment de la première Intifada, sous la direction de cheikh Ahmed Yassine.

Politique, il récupère la totalité du programme originel de l'OLP des années 1960. Le Hamas prône donc la libération totale de toute la Palestine par le moyen de lutte armée, ce qui implique le refus de toute négociation. Depuis les années 1990, il a utilisé massivement l'arme de l'attentat-suicide.

Religieux, il est un mouvement islamiste puritain, qui considère que la loi islamiste peut être la base des règlements de la vie en société, avec tout ce que cela signifie en termes de contrôle des mœurs. Il est favorable à la séparation des sexes, mais non opposé au travail ou aux études des femmes.

Le Hamas s'est posé de facto en rival de l'OLP qui, depuis 1974, est la seule

organisation reconnue par les États arabes et par la communauté internationale, pour représenter le peuple palestinien des territoires occupés et de la diaspora. Dans les années 1990, Yasser Arafat a proposé aux dirigeants du Hamas de les faire entrer dans l'OLP (dominée par le Fatah depuis 1969). Ils ont refusé et continuent de contester la représentativité de l'OLP. Son premier soutien a été celui des Frères musulmans jordaniens. Mais, dans les années 1990, les autorités jordaniennes ont expulsé le Hamas.

La direction de l'extérieur, autour de Khaled Mechal, a été accueillie à Damas, en Syrie. Le mouvement bénéficie aujourd'hui d'un soutien syrien. La connexion avec le Hezbollah est aussi bien établie. Elle conduit sans doute, directement ou indirectement, à l'Iran. Les armes transitent par l'Égypte : les Égyptiens ont, depuis longtemps, perdu le contrôle du nord du Sinaï, qui est traditionnellement une zone de trafic et de contrebande. Quant à l'argent, qui permet tout le travail caritatif du Hamas (les hôpitaux, les écoles), il est collecté par différentes organisations caritatives islamiques dans les pays du Golfe et ailleurs.

S'il est si puissant dans la bande de Gaza, c'est parce que celle-ci s'est trouvée sous administration égyptienne entre 1949 et 1967 et que les Frères musulmans y étaient alors bien implan-

tés. Sur le terrain, il est réputé pour son honnêteté et son travail caritatif, face à un Fatah dont la corruption est devenue notoire.

Le Hamas, peu préparé à exercer le pouvoir, a été très surpris par sa victoire électorale de janvier 2006. C'est l'un des problèmes qui se posent au sein de sa direction, qui a du mal à mener une stratégie de longue durée. Ses cadres dirigeants sont régulièrement éliminés par les assassinats israéliens, et des tensions opposent les plus pragmatiques et les plus radicaux (en exil en Syrie, autour de Khaled Mechal). Ils ont été obligés de se retirer à Gaza avec, semble-t-il, des divergences entre les politiques et les militaires, qui ont poussé à la prise du pouvoir, par crainte d'un coup de force conjoint du Fatah, des Israéliens et des Américains.

**Le problème fondamental du Hamas, aujourd'hui, est de savoir s'il doit maintenir sa posture radicale (lutte armée et libération totale de la Palestine) ou entamer, à son tour, une évolution politique telle que celle de l'OLP. Pour l'instant, il n'est pas question, pour le Hamas, de reconnaître ni la légitimité, ni l'existence, de l'État d'Israël. Les plus modérés proposent la possibilité d'une trêve de vingt, trente ou cinquante ans, si Israël évacuait la totalité des territoires occupés depuis 1967, mais refuse de négocier avec Israël.**

1 p.69 Alain DIECKHOFF – Collections de l'histoire n° 39  
 2 p.71 Déclaration d'indépendance d'Israël du 14 mai 1948. [<http://www.axl.cefar.vlaval.ca/asia/israel-declaration-indep-1848.htm>]  
 3 p.72 Par Avraham B. YEHOSHUA. [<http://www.liberation.fr/auteur/12605-avraham-b-yehoshua>]  
 4 p.73 Alain DIECKHOFF – Collections de l'histoire n° 39  
 5 p.80 Vincent Cloarec – Henry LAURENS Le Moyen-Orient au XX<sup>e</sup> siècle. Armand Colin, 2003  
 6 p.82 [<http://www.lorientlejour.com/article/941498/le-jour-ou-sadate-sest-rendu-en-israel.html>]  
 7 p.86 Alain DIECKHOFF – Collections de l'histoire n° 69  
 8 p.88 [<http://www.linternaute.com/histoire/cgi/motele/imprimer.php>]  
 9 P.92 Alain DIECKHOFF – Collections de l'histoire n° 69

# Le fil bleu

## La politique américaine au Moyen-Orient

### La question méditerranéenne sous la guerre froide

Pendant trois décennies, de 1955 à 1985, la Méditerranée a été l'un des sites privilégiés de la compétition Est-Ouest. En 1955, les héritiers de Staline affirment leur volonté d'être présents en Méditerranée. Une présence qui se développera sur tous les échiquiers, non sans prudence, ni hésitations...

La guerre froide avait commencé en Méditerranée, le 12 mars 1947, avec la proclamation de la doctrine Truman et l'endiguement opéré par l'Occident. Elle se termine les 2 et 3 décembre 1989 avec le sommet Bush-Gorbatchev, sommet de Malte, qui symbolise à la fois la fin de la guerre froide et tout particulièrement celle de la compétition en Méditerranée.

La compétition des grandes puissances pour le contrôle de la Méditerranée, fondée sur des raisons économiques et stratégiques (hier, les épices et la voie impériale britannique, aujourd'hui, le pétrole), conserve au couloir méditerranéen, durant la guerre froide, son caractère de voie de communication à la fois vitale et vulnérable. À partir de 1955, le bassin méditerranéen a renoué avec les cliquetis d'armes, non plus seulement des conflits locaux, mais aussi des tensions mondiales.

Avec cette région du monde, après la Seconde Guerre mondiale, l'URSS avait manqué un premier rendez-vous en 1947. 1947 : la création de l'État d'Israël apparaît aux Soviétiques comme un

moyen de "déstabiliser" de l'intérieur la région méditerranéenne. Israël sera un îlot de modernité, voire un modèle révolutionnaire, dans un Proche-Orient aux structures figées. Le calcul se révèle faux !... Loin d'être le chef de file d'un Proche-Orient progressiste, Israël rallie le camp occidental. L'Union soviétique, en soutenant l'État juif, s'aliène l'ensemble des peuples arabes et affaiblit la position des partis communistes locaux.

Le "désistement" britannique face à la guerre civile en Grèce, à partir de 1946 (le gouvernement de Londres, en proie à ses propres difficultés économiques et sociales, cesse d'aider les dirigeants d'Athènes), suscite une intensification de la pénétration américaine. Puisque les guérilleros du général Markos font courir le risque d'une "soviétisation" de la Grèce, le président Truman rend publique, le 12 mars 1947, une déclaration de soutien économique et militaire au gouvernement légal du royaume hellénique.

Cette déclaration présente un objectif plus général : il s'agit d'endiguer l'avance soviétique et la poussée communiste en contribuant à la défense des pays menacés. « Les États-Unis doivent avoir pour politique de soutenir les peuples libres décidés à résister aux tentatives d'asservissement exercés par des minorités intérieures armées ou aidées par des pressions extérieures. »

La doctrine Truman implique le renforcement de la présence navale améri-

Le président américain Harry S. Truman.



La Sixième flotte américaine.

caine : la 6<sup>e</sup> Flotte est créée le 1<sup>er</sup> juin 1948, avec pour mission de répondre aux mouvements soviétiques en Méditerranée et dans les régions voisines. Parallèlement à une importante aide économique et en matériel militaire, un réseau de pactes de sécurité est mis en place le 22 octobre 1951. Le Conseil des suppléants de l'Alliance atlantique signe un protocole invitant la Grèce et la Turquie à accéder au Traité de l'Atlantique Nord. Ainsi la Grèce échappet-elle à l'influence soviétique. Avec l'adhésion de la Turquie, l'organisation atlantique contrôle les détroits du Bosphore et des Dardanelles.

En 1955, l'endiguement de l'Union soviétique en Méditerranée orientale semble parachevé par la conclusion du pacte de Bagdad (Grande-Bretagne - Pakistan - Iran - Irak), lié au "problème d'action mutuelle", par lequel les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France s'engagent à parer toute agression au Proche-Orient.

Mais, au même instant, l'action internationale des "Officiers libres" au pouvoir au Caire depuis 1952, va permettre à l'Union soviétique d'influer sur le destin de l'est méditerranéen.

### La rentrée de l'Union soviétique

La déclaration de politique étrangère soviétique du 16 avril 1955 marque la rentrée de l'Union soviétique en Méditerranée. Elle préface l'intervention active de l'URSS dans la compétition et la justifie par avance. Pour le gouvernement de Moscou, la pénétration américaine dans la région menace la sécurité de l'URSS et légitime une contre-présence soviétique.

Le 27 septembre, la conclusion d'un accord de fourniture d'armes entre Le Caire et Prague est annoncée. Le contenu désarçonne les observateurs

occidentaux. Alors que Nasser avait demandé 27 millions de dollars d'armement, la valeur des armes achetées à la Tchécoslovaquie est estimée à 90 millions de dollars.

### La portée politique concrète de l'accord du 27 septembre est considérable

L'Union soviétique, en brisant le monopole britannique du commerce des armes au Moyen-Orient, prend pied au cœur du monde arabe dans cette Égypte qui fait la jonction entre le "Maghreb" et le "Machrek", entre l'Afrique et l'Asie, entre la Méditerranée et l'océan Indien. Dans le même temps, elle donne un coup d'arrêt à la tentative occidentale d'organiser tous les pays arabes autour du pacte de Bagdad : la Jordanie renonce à adhérer ; une alliance militaire sera conclue entre l'Égypte, la Syrie et l'Arabie saoudite ; l'Irak, seul membre arabe du pacte de Bagdad, se retrouve isolé. Par l'accord du 27 septembre, l'Union soviétique adresse enfin un "signal" aux pays du tiers-monde : le choix de l'allié est possible. L'Union soviétique se présente comme l'allié objectif des États du Sud. Dès 1955, la Syrie engage le dialogue avec l'URSS, qui se présente désormais comme puissance rivale des États-Unis dans cette région du monde. (1)

## L'affaire de Suez

Dans un précédent chapitre, nous avons présenté ce dossier. Souvenez-vous ! Nasser annonce sa décision de nationaliser le canal de Suez le 26 juillet 1956.

L'affaire se termine le 6 novembre à minuit, avec l'arrêt des forces franco-britanniques, vingt-quatre kilomètres au-delà de Port-Saïd, sur l'injonction de l'Assemblée générale des Nations-Unies, sous la pression des États-Unis et les menaces de l'Union soviétique. Trois mois de crise ont accéléré la redistribution des rôles dans la région :

– **Le déclin de l'influence franco-britannique** dont l'intervention est apparue aux États arabes et asiatiques comme une évidente manifestation de colonialisme.

– **L'Union soviétique** sort de l'affaire de Suez avec un prestige confirmé au re-



Eisenhower discute de la crise de Suez avec Allen Dulles, directeur de la CIA.

gard de l'opinion publique arabe. Elle a manifesté immédiatement son soutien à la position égyptienne. Elle présente la décision de nationalisation « comme l'affirmation de l'Égypte et de la lutte menée contre l'impérialisme » par les dirigeants du Caire.

– **les États-Unis**, dont le comportement a été particulièrement nuancé, ont réussi à préserver "leur image" dans la région.

### La doctrine Eisenhower et le plan Chepilov

Le président Eisenhower présente sa doctrine le 5 janvier 1957 devant le Congrès.

La doctrine Eisenhower procède d'un constat. Celui du « vide actuel au Moyen-Orient » qui « doit être comblé par les États-Unis avant de l'être par l'Union soviétique ».

Pour le chef d'État américain, l'Union soviétique veut imposer sa volonté à l'Occident à partir du Proche-Orient. Sa maîtrise sur le canal de Suez et le pétrole lui permettrait un jour d'étrangler l'économie occidentale. La relève des puissances européennes par les États-Unis est donc urgente. Elle comportera deux aspects fondamentaux : l'aide économique et l'aide militaire.

Il prépare donc la création d'un organisme économique spécial pour le Moyen-Orient et une augmentation de 200 millions de dollars de crédits pour cette région pour les années 1958 et 1959.

Aide militaire : Eisenhower offre l'assistance des États-Unis à tout pays soucieux de prévenir non seulement toute « agression venue de l'extérieur », mais aussi toute « subversion ou rébellion intérieure ».

L'expérience de la guerre civile en Grèce conduit donc, en ces temps de "conflit par procuration", à dépasser le cas classique dans les traités d'alliance (celui de l'attaque de l'extérieur), pour faire une plus grande part à l'agression indirecte, à la participation extérieure à des troubles internes.

### Le plan Chepilov

Le 11 février 1957, le gouvernement de Moscou saisit le président de l'Assemblée générale des Nations-Unies d'une demande de débat « sur la menace à la paix » que constituerait l'initiative américaine. Il remet aux ambassadeurs des trois "Grands" occidentaux une note baptisée "plan Chepilov". Il préconise : la solution des problèmes régionaux par des moyens exclusivement pacifiques ; la non-ingérence dans les affaires internes ; la non-intégration des États du Moyen-Orient dans les blocs militaires ; la liquidation des bases étrangères et le retrait des forces étrangères ; l'accord pour ne pas fournir d'armes aux États de la région, mais aussi pour leur ménager une assistance sans condition politique, militaire ou autre... Le plan reste sans effets, car ce plan a été adressé non aux États du Moyen-Orient dont Moscou entend soutenir l'aspiration aux indépendances, mais aux trois "Grands".

### Le développement de la présence soviétique

Désormais se développe la présence soviétique dans cette région. Intensification, à des fins politiques, de la course aux armements. L'Union soviétique prodigue ses fournitures d'armes à nombre de pays arabes et implante ses réseaux d'experts militaires.

Présence navale : enfin les visites d'amitié sporadiques d'unités soviétiques du début des années soixante sont éclipsées à partir de 1965 par la présence constante d'une flotte autonome l'Eska-dra.

Reste que la pénétration soviétique en Méditerranée ne s'accomplit pas sans prudence ni hésitation. L'Union soviétique doit-elle se comporter en État soutenant de l'extérieur les États confrontés aux grandes puissances ou s'insérer dans le club des "Grands" pour partager des responsabilités ?

Par ailleurs, la dimension idéologique de

la diplomatie soviétique explique certaines réactions de rejet et de subits retournements de position, comme celui de la Syrie dans les affaires du Liban en 1976. Nouvelle puissance impériale, l'Union soviétique connaît à son tour l'enlisement dans les aventures extérieures.

### La thèse de l'exclusion des "Grands"

Le thème du refus des blocs et de l'indépendance des nations de la région est développé à partir du début des années soixante par le parti communiste italien.

Diagnostic : les conflits de la région sont tous les fruits des ingérences étrangères. Ils naissent toujours d'une distorsion entre le vieux fonds commun et des influences greffées de l'extérieur. Que les immixtions extérieures et, singulièrement, celles des deux superpuissances soient prohibées et les contentieux régionaux s'évanouissent. Remède : la police de la Méditerranée est facile. La France, l'Italie et surtout l'Angleterre, l'ont assurée au XIX<sup>e</sup> siècle. Les verrous tenus dans un passé proche par tel "Grand" peuvent être aisément contrôlés par les riverains. Il faut débarasser la Méditerranée des flottes américaine et soviétique, tandis que les États qui la bordent retrouveront leur authenticité dans la paix !

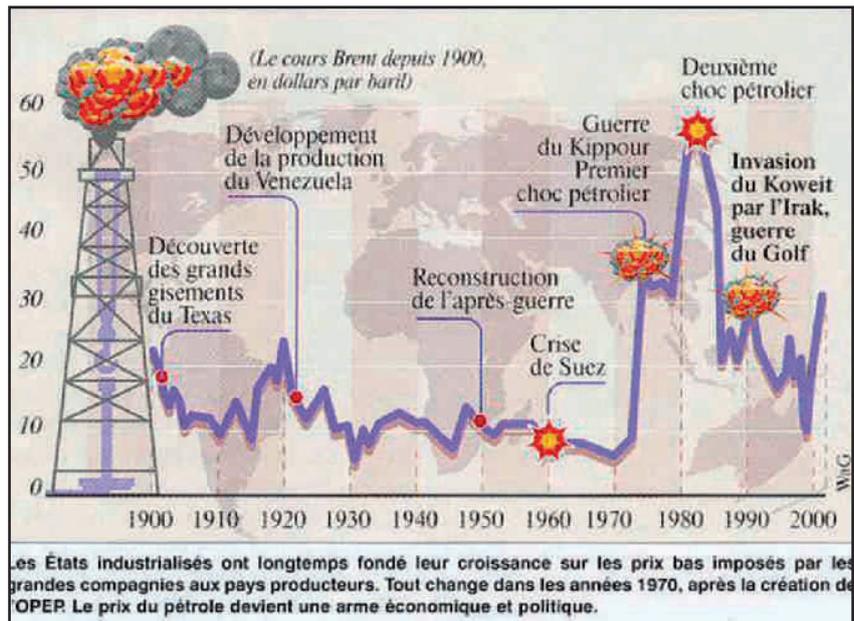
### Deux séries d'objections

Est-il sûr que les conflits locaux résultent essentiellement de la manipulation des "Grands" ? Au Proche-Orient, d'une crise à l'autre, le rôle des superpuissances semble surtout avoir été d'empêcher la défaite de leurs alliés ou de leurs clients, de leur épargner des revers trop considérables.

Et qui manipule l'autre dans l'association que forme chaque superpuissance avec les alliés ?

Est-il sûr que les conflits locaux gagneraient à être réglés par les intéressés eux-mêmes ?

Après le sommet Bush-Gorbatchev de Malte des 2 et 3 décembre 1989, il était dit qu'il n'était plus possible d'identifier l'Union soviétique, puis la fédération de Russie, comme le "deus ex machina" des crises méditerranéennes. Le temps du dialogue était, semblait-il, venu. La diplomatie française relançait déjà l'idée



d'une conférence sur la sécurité en Méditerranée occidentale.

Mais, deux ans plus tard, la guerre pour la libération du Koweït révélera de nouvelles tensions.

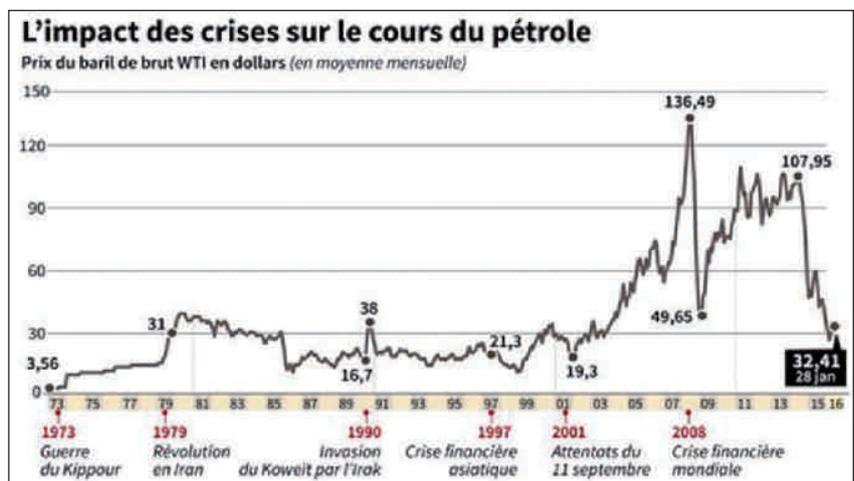
### L'arme pétrolière

Le pétrole est connu depuis la plus haute Antiquité, mais il ne servait alors, au mieux, qu'à calfeutrer les bateaux. Il connaît son premier boum au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, après qu'on en découvre en abondance aux États-Unis et surtout qu'on lui trouve un usage commercial de masse. C'est un très bon carburant pour les lampes.

Un certain John D. Rockefeller (1839-1937), un employé qui a démissionné de son entreprise parce que, selon la légende, une augmentation lui aurait été refusée, entre dans le jeu. Astucieux, dénué de scrupule dès lors qu'il s'agit

d'éliminer ses concurrents, il est doté d'un sens des affaires hors pair. Il a acheté des puits mais, pour écouler son pétrole au prix qui l'arrange, il commence par vendre aux consommateurs les lampes qui l'utilisent. Jusque-là, l'huile de baleine était très recherchée pour les chandelles, les lampes, les réverbères. Comme le dit Mathieu Auzanneau, « la pétrole a sauvé les baleines ». C'est un principe bien connu aujourd'hui dans le secteur des imprimantes et des machines à café... En l'inaugurant dans le pétrole, Rockefeller réussit à rafler toutes les parts de marché et à bâtir une fortune qui passe parfois pour être la plus grande de tous les temps.

À la fin du siècle, l'ampoule électrique est en passe de rendre inutile le précieux carburant. L'invention du moteur à explosion est le miracle qui le sauve.



En 1912, Churchill, Lord de l'Amirauté de Grande-Bretagne, décide de faire basculer la marine britannique du charbon au mazout. Les navires y gagnent en puissance, ce qui leur permet d'écraser leurs rivaux, mais la mutation engendre aussi un problème qui bouleverse l'économie du pays. Le charbon est produit en Grande-Bretagne, le pétrole ailleurs. Il faut aller le chercher. Hormis les États-Unis, tous les pays occidentaux se trouvent dans ce cas. L'énergie devient une affaire étrangère.

**Vers 1900, on découvre en Iran de vastes réserves sur lesquelles l'Angleterre a mis la main. On pressent qu'il doit y en avoir d'autres en Mésopotamie. Ce qui explique l'empressement des Britanniques d'y débarquer leurs troupes dès 1914.**

Le premier conflit mondial confirme l'importance de l'hydrocarbure, indispensable pour la propulsion des bateaux comme pour l'aviation. Les "taxis de la Merne", en septembre 1914, sautent in extremis la France de la défaite, en permettant le transport rapide des troupes. Les chars font leur apparition en 1916. « Dans les batailles du futur, prévoit Clemenceau dans une lettre au président américain Wilson, le suppliant de lui en fournir, l'essence sera aussi nécessaire que le sang des hommes. »

Après la Première Guerre mondiale, les Britanniques contrôlent l'Irak. Avec l'Iran, par l'intermédiaire de l'Anglo-Persian Company, l'Irak constitue la prin-

cipale ressource pétrolière connue au Moyen-Orient à l'époque. Les Américains restent le plus gros producteur mondial et leurs puissantes entreprises contrôlent presque entièrement le marché.

**Sur les sept compagnies qui dominent le monde, surnommées "les Sept Sœurs", on compte une britannique (Anglo-Persian Oil Company), une anglo-néerlandaise (la Royal Dutch Shell) et cinq américaines.**

Elles se sont réparties secrètement les zones de prospection, de chalandise, et se sont entendues sur les prix.

Jusqu'aux premières découvertes de pétrole à Bahreïn (1925) l'avenir pétrolier de la péninsule était considéré comme peu prometteur. C'est au début de la décennie 1930 que des concessions sont accordées à Koweït et à l'Arabie saoudite. Les grands gisements sont découverts en 1936 (Dammâm) et en 1938 (Burgan).

En 1945, le Moyen-Orient, dans son ensemble, n'est encore qu'un petit producteur à l'échelle mondiale (5 %) et seuls, dans la péninsule, Bahreïn et l'Arabie saoudite sont exportateurs. À cette époque, le Moyen-Orient pétrolier est constitué par l'Irak (17,7 Mt) et l'Irak (4,7 Mt).

**Après la victoire de 1945, pour jouer leur rôle de nouveau leader du monde, les États-Unis s'emploient à prendre le contrôle des principales ressources, en particulier au Moyen-Orient, où les Britanniques et les Français étaient seuls maîtres.**

Depuis les années 1930, Ibn Seoud, se méfiant des Anglais, avait accordé à une compagnie américaine, l'Aramco, le droit de prospecter dans ses déserts.

Le pacte de Quincy, entre Roosevelt et Ibn Seoud, confirme et assoit cette stratégie, en échange des concessions pétrolières contre un indéfectible soutien des Américains à la péninsule.

En quelques années, l'Arabie saoudite et le Koweït vont accéder au rang de producteurs majeurs et le Moyen-Orient deviendra le pivot de l'économie pétrolière mondiale. L'apparition, après 1960, d'un nouveau "grand" (Abou Dhabi) et le maintien de productions intéressantes au Qatar et à Oman, ne feront que renforcer cette position.

Le pays de «l'or noir»... distribué par oléoduc.



**La période de l'après-guerre est marquée par un déplacement progressif du "centre de gravité" de l'industrie pétrolière, de la zone "États-Unis - golfe du Mexique" vers le Moyen-Orient.**

Le Moyen-Orient devient progressivement la plus importante zone de production et surtout la source de l'écrasante majorité des exportations mondiales. Si on tient compte du fait que 40 % des réserves mondiales privées se trouvent dans la seule péninsule, et que les coûts d'exploitation y sont beaucoup plus faibles que partout ailleurs dans le monde, on prend pleinement conscience de l'importance géopolitique de la péninsule, évidente dès les années 50, et qui s'accroîtra par la suite.

Le gisement de Ghawar, découvert en 1948, est le champ pétrolier le plus vaste du monde, avec 280 kilomètres de longueur. La péninsule en compte sept autres presque aussi grands, et une centaine de plus petits.

Les États producteurs ont cédé l'essentiel de leurs prérogatives aux compagnies, sous forme de concessions. Par exemple, 75 ans et la totalité du territoire pour la concession accordée en 1934 à la Koweït Company, 60 ans et 500 000 miles carrés pour la concession accordée en 1939 par l'Arabie saoudite.

### L'utilisation de l'arme pétrolière

L'accroissement rapide de la production de pétrole, la décolonisation, les revendications des États consommateurs exclus du "cartel", les conflits israélo-arabes, peuvent être comptés dans les nombreux facteurs qui mettaient progressivement en cause, après 1950, le contrôle absolu des "majors" sur le pétrole de la péninsule. Bénéficiaires de relations moins déséquilibrées avec les majors, les États de la péninsule sont cependant rarement en première ligne du "mouvement" et ils récoltent souvent le fruit des luttes menées par d'autres États producteurs.



**La** nécessité de lutter contre des prix relatifs et même absolus du pétrole (entre 1950 et 1960 par exemple, le prix du brut saoudien à Rais Tannûra passe de 1,71 \$ à 1,45 \$ par baril) conduit certains exportateurs à s'unir dans un groupement destiné à bloquer les prix, puis à accroître le prélèvement fiscal en leur faveur. Deux États de la péninsule (Arabie saoudite et Koweït) comptent parmi les cinq membres de l'OPEP en septembre 1960. La décision de créer l'organisation est prise à la suite d'une baisse de 16 % du prix affiché par les compagnies (il s'agit du prix fictif sur lequel sont calculées les redevances). Par la suite, Qatar en 1961, Abou Dhabi (ultérieurement "Émirats arabes unis") en 1967, rejoindront l'organisation dont les membres vont assurer 80 % des exportations mondiales.

**La** concertation entre producteurs, l'alignement sur la situation du plus favorisé, la recherche de nouvelles relations avec les compagnies, influenceront cependant très vite sur les comportements des États et leur position face aux producteurs.

**Les** États producteurs vont tenter d'ébranler le monopole des majors en créant des compagnies nationales. Celles-ci sont à la fois des instruments d'acquisition et de maîtrise des technologies et le moyen d'une intervention croissante dans l'industrie pétrolière. Koweït crée, en 1960, la Kuwait National Petroleum Company, tandis que l'Arabie saoudite crée Petromin en 1962.

**À** la fois cause et conséquence d'une mise en question progressive du monopole des majors, les années soixante voient l'apparition de nouveaux partenaires sur le marché pétrolier : les indépendants américains et certaines compagnies nationales des pays consommateurs. En Libye, en quelques années, les "indépendants américains", parfois puissants aux États-Unis mais peu implantés à l'extérieur jusque-là, devaient acquérir une place égale à celle des majors et contribuer à la rupture du front des compagnies. Au Moyen-Orient, monopole absolu des majors, les indépendants, Getty Oil et Aminoil notamment, et les compagnies européennes ou japonaises (ENI, ERAP, Hispanoil, Arabian Oil Company) réus-

sissent à contrôler 10 % de la production.

**Impuissants** à bouleverser l'équilibre fondamental des relations avec les majors et souvent peu désireux de le faire, tout au moins dans la péninsule, les dirigeants des États producteurs vont tirer profit, cependant, de l'apparition des nouveaux partenaires et de l'extension rapide des avantages obtenus par un producteur aux autres producteurs.

**Les** aspects fiscaux et les modalités de calcul et de partage des revenus seront au centre des débats de l'année 1960. En raison du caractère très intégré de l'activité des compagnies au Moyen-Orient, il n'est pas possible de connaître le prix réel de vente, aussi va-t-on calculer les bénéfices à partir d'un prix posté (fictif).

**L'**aspect le plus significatif de l'intervention des nouveaux venus réside moins, cependant, dans les nouvelles formules de partage des bénéfices que dans les nouvelles formes de contrats qu'ils posent aux producteurs. Il s'agit d'accords dits de "joint-venture" ou d'associations. Le premier en la matière fut l'accord NIOC (Iran)-AGIP de 1957. L'Arabie saoudite signera, en 1965, un accord de participation avec Auxerap (filiale de l'ERAP), et deux autres en 1967.



Si l'action de l'OPEP permet une augmentation des revenus fiscaux, elle est sans effet sur l'érosion des prix. Ainsi, les revenus globaux augmentent du fait de l'accroissement de la production, mais le revenu par baril se retrouve, en 1970, à peu près du niveau de 1955. En Arabie saoudite, il est de 87,1 cents en 1970, à comparer au chiffre de 82,2 cents en 1955. Alors que les revenus totaux de l'Arabie saoudite passent entre 1960 et 1970 de 355 millions de dollars à 1 200 millions.

**Ainsi, le Moyen-Orient est bien devenu le centre de gravité du marché mondial. La production augmente très rapidement. Les revenus s'accroissent aussi du fait de la fiscalité.**

L'influence de l'OPEP commence à se faire sentir. Mais, en sens opposé, les majors contrôlent toujours le marché et le système des concessions reste prépondérant. Les États producteurs ne sont maîtres, ni des prix, ni de la production.

## L'histoire du pétrole <sup>(2)</sup>

### 1945

Les États-Unis échangent leur soutien aux Saoudiens contre l'exploitation de leurs richesses pétrolières.

### 1951

En Iran, nationalisation de l'industrie pétrolière par Muhammad Mossadegh et création de la National Iran Company (NIOC).

### 1953

Renversement du gouvernement de M. Mossadegh.

### 1956

Découverte du pétrole en Libye. Explosion de la production de pétrole en Algérie et au Nigéria. Nationalisation de la Compagnie du canal de Suez par Gamal Abdel Nasser.

### 1960

Création de l'Elf-Erap en France. Début de la production de pétrole en Chine.

### 1973

Guerre du Kippour. Les États arabes décident de hausser les prix du baril pour protester contre le soutien américain aux Irakiens

### 1974

L'OPEP lève l'embargo pétrolier contre les USA, le Danemark et les Pays-Bas. Création de l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

### 1979

La révolution iranienne provoque une perturbation des approvisionnements occidentaux en pétrole en provenance du golfe Arabo-persique.

## Deuxième choc pétrolier

### 1980

Début de mésentente entre les États membres de l'OPEP. L'Irak attaque l'Iran ; cette guerre va durer huit ans.



Photo de famille à l'OPEP.

## 1982

Début de la baisse des prix du pétrole. L'OPEP établit des quotas de production. Ces quotas ne sont pas toujours respectés par les membres de l'OPEP.

## 1985

Hausse du dollar.

## Troisième choc pétrolier

## 1986

Contre-choc pétrolier : effondrement du prix du pétrole, chute à 7 dollars.

## 1990

L'Irak envahit le Koweït, ce qui cause de nouveaux problèmes dans l'alimentation en pétrole en provenance du golfe Arabo-persique.

## 1991

Libération du Koweït par une coalition internationale menée par les USA. Dissolution de l'Union soviétique, un des plus grands producteurs de pétrole au monde.

## 1992

Grosse baisse du prix du pétrole. Découverte de pétrole en Amérique latine, en Syrie, en Inde et en Norvège.

## 1999-2000

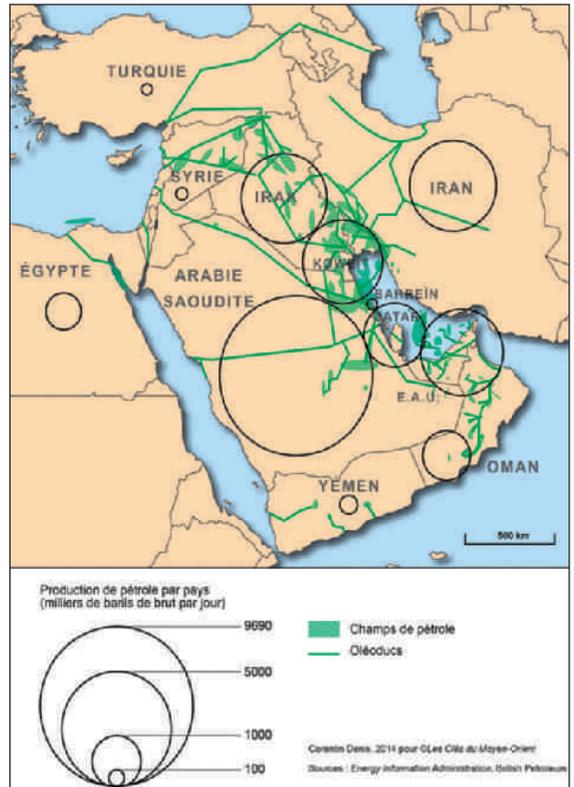
Forte remontée des prix suite à un accord entre l'OPEP et les autres pays producteurs.

## Les enjeux du pétrole au Moyen-Orient par les cartes

Les cartes qui suivent proposent une vue d'ensemble des enjeux pétroliers au Moyen-Orient, à des échelles différentes. La première carte localise les sites d'extraction du pétrole dans la région, et les pays producteurs. À une plus petite échelle, la deuxième carte présente les destinations d'exportation du pétrole moyen-oriental. Les troisième et quatrième cartes soulèvent la question des tensions et des risques pour les approvisionnements en pétrole.

## Carte 1 les ressources pétrolières du Moyen-Orient

L'Arabie saoudite domine largement la production pétrolière régionale et fait la course en tête aux côtés de la Russie et des États-Unis au niveau mondial. Au premier semestre 2014, les États-Unis ont été les premiers pour la production de pétrole et de gaz liquéfiés, notamment grâce à l'essor des gaz de schiste. Mais, d'après les chiffres de l'OPEP, les pays du Golfe peuvent compter plus durablement sur leurs ressources pétrolières : les deux tiers des réserves de pétrole prouvées se trouvent au Moyen-Orient, dont 266 milliards de barils en Arabie saoudite. Le golfe Persique, en particulier, abrite des réserves sous-marines, exploitées par les pays riverains.



## Carte 2 les exportations de pétrole depuis le Moyen-Orient (en millions de tonnes par an)

Il apparaît très rarement que le premier consommateur de pétrole moyen-oriental est l'Asie. La demande chinoise, comme la demande indienne, augmente d'année en année, pour représenter 30 % des exportations du Moyen-Orient en 2013. L'Europe privilégie l'énergie russe tandis que les États-Unis complètent leur production nationale par des apports diversifiés canadien, sud-américain, moyen-oriental et, en proportion plus modeste, nigérien et russe.



## Carte 3 passages stratégiques et menaces sur les approvisionnements pétroliers

Les tensions géopolitiques sont des menaces pour les pays de la région : la fermeture des approvisionnements par un acteur en amont, ou la captation par un acteur en aval, sont des risques au cœur des jeux d'alliance et des conflits régionaux.

Au cœur de la guerre des Six-Jours, par exemple, la prise du Golan par Israël a entraîné la fermeture de l'oléoduc trans-arabe, qui permettait au pétrole saoudien de déboucher directement sur la mer Méditerranée, en ne passant ni par le canal de Suez, ni par les détroits de Bab el-Mandeb ou d'Ormuz. L'oléoduc a continué à approvisionner la Jordanie jusqu'en 1990. La Jordanie espère maintenant s'approvisionner depuis

## Renversement de Mossadegh en Iran

19 août 1953

Début des années 1950. Le sous-sol iranien regorge de ressources. La raffinerie d'Abadan est la plus grande du monde. L'emplacement est stratégique. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, les Alliés, s'apercevant que Reza Chah, le prince régnant à Téhéran depuis les années 1920, avait des sympathies marquées pour l'Allemagne, l'ont tout bonnement éjecté de son trône et exilé, pour le remplacer par son fils, le jeune et docile Mohammad Reza.

Cinq ans plus tard, en 1951, arrive à la tête du gouvernement impérial le docteur Mohammad Mossadegh (1882-1967), issu d'une ancienne dynastie iranienne, homme politique de très haut niveau, érudit, polyglotte et matois.

Patriote fervent, soucieux de son pays, il en a assez du pourboire que la puissante Anglo Persane Oil Company concède en échange de l'exploitation du pétrole iranien depuis plusieurs décennies. D'autres pays ont réussi à obtenir de meilleurs contrats de la part des compagnies exploitantes. Mais, celle-ci résiste et tergiverse. Devant ces attermoissements, il passe à la manière forte. Le **1<sup>er</sup> mai 1951**, il fait voter la nationalisation des puits iraniens et

l'expropriation de l'Anglo-Iranian. Il expulse, dans la foulée, les techniciens britanniques. Mais son pays manque de cadres qui pourraient les remplacer et n'a pas de pétroliers pour transporter le pétrole. Qui plus est, le Royaume-Uni menace, en représailles, de saisir "les bateaux pirates" transportant "du pétrole rouge". Pour ne rien arranger, les experts français révèlent alors les colossales malversations de l'Anglo-Iranian : corruption massive, dissimulation de recettes...

Mossadegh rompt en **octobre 1952** les relations diplomatiques avec Londres. La réaction internationale est immédiate : les marchés se ferment au pétrole iranien, provoquant une grave

tions d'infrastructures et la captation de ressources pour financer la guerre.

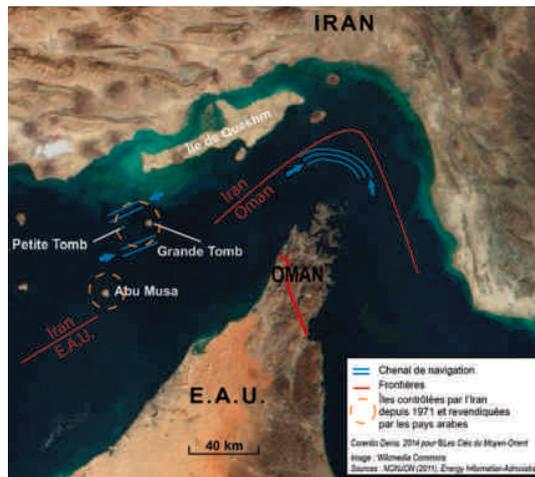
Les détroits font l'objet d'une attention particulière et suscitent toutes les craintes en raison de leur vulnérabilité. L'OTAN conduit une opération dans le golfe d'Aden pour tenter d'éradiquer la piraterie autour de la corne de l'Afrique. Le risque est réel : par exemple en 2009, le superpétrolier saoudien Sirius Star est détourné par des pirates somaliens à proximité de Bab el-Mandeb, alors qu'il transportait deux millions de barils à destination des États-Unis. Il est restitué contre une rançon de plusieurs millions de dollars.

**Image 4**  
le cas d'Ormuz, passage à risque pour les flux mondiaux de pétrole



Bassora, en Irak : un oléoduc vers le port jordanien d'Aqaba est en effet en projet.

La guerre entre l'Irak et l'Irak, dans les années 1980, a eu des conséquences sur les flux pétroliers dans la région. Au cours de la guerre, le détroit d'Ormuz a été bloqué par l'Iran à plusieurs reprises, mais pas de manière durable. En 1982, la Syrie ferme l'oléoduc Kirkouk-Baniyas afin de nuire à l'Irak et de soutenir l'Iran. Rouvert depuis, l'oléoduc a été endommagé par les États-Unis en 2003 et le pétrole extrait au Kurdistan est désormais acheminé par la Turquie. L'actuel conflit syrien a eu pour effet une chute de production du pays (passée de 380 000 barils de brut par jour en 2010 à moins de 60 000 en 2013). De plus, les sanctions prises par les États-Unis et l'Europe empêchent la Syrie d'exporter. La présence de l'organisation armée de l'État islamique dans les régions pétrolières entraîne des détériora-



Situé dans les eaux territoriales d'Oman, le détroit d'Ormuz, large de dix kilomètres, voit passer environ 30 % des flux mondiaux de pétrole. Le détroit concentre l'attention du monde entier car sa fermeture aurait des conséquences dramatiques pour l'économie mondiale. Les oléoducs saoudiens permettent de le contourner, mais à un débit plus faible. Or l'Iran menace régulièrement de passer à l'acte, provoquant, en 2012, le déploiement d'une flottille comprenant un groupe de trois porte-avions états-uniens, un destroyer et plusieurs frégates britanniques, ainsi qu'une frégate française. La menace terroriste est également sérieuse étant donné la densité du trafic qui suit l'étroit chenal. (3)

crise dans le pays et un conflit aigu entre le Premier ministre et le souverain Mohammad Reza Chah Pahlevi (33 ans). Mossadegh doit démissionner du poste de Premier ministre sous la menace d'un coup d'État militaire. Mais le peuple s'insurge en sa faveur et il reprend ses fonctions au bout de quatre jours d'émeutes sanglantes. La confiance n'est pas pour autant restaurée entre le souverain et le Premier ministre. Un projet d'assassinat de celui-ci, conduit par le Chah, des militaires et des ministres, échoue en mars 1953.

En août 1953, suite à un référendum qui donne quitus au gouvernement pour poursuivre les réformes, Mossadegh dissout le Majlis (le parlement iranien) et annonce de nouvelles élections. Le **19 août 1953**, Mohammad Reza Chah envoie ses gardes au domicile de son Premier ministre pour l'arrêter. Surprise ! Les gardes de Mossadegh désarment le roi... et ce dernier doit, dans la précipitation, fuir son pays pour l'Italie. Le Chah déchu peut heureusement faire confiance aux services secrets occidentaux.

La CIA américaine, dirigée par Allan Dulles, et le MIG britannique apportent leur soutien au général Fazlollah Zahedi, qui organise, le 19 août, un coup d'État dans les règles.

La résidence de Mossadegh est bombardée et le Premier ministre ne doit son salut qu'à une fuite par une échelle. Le Chah peut bientôt revenir et faire juger Mossadegh. Celui-ci est condamné à mort mais, au final, n'effectuera que trois ans de prison.

Les circuits de fonctionnement de l'OPEP (carte établie en 2007).

L'Anglo Iranian Oil Company retrouve ses biens en changeant son nom pour celui de British Petroleum (BP) et tout rentre dans l'ordre.



Tout, ou presque... Les compagnies américaines, autour de la puissante Standard Oil, profitent de l'affaire pour entrer sur le marché iranien.

L'éviction de Mossadegh et le retour des pétroliers ont nourri de profonds ressentiments chez les Iraniens, jusqu'à la révolution de 1978-1979. L'Occident domine. Il semble maintenant que cela ne peut plus durer de façon aussi absolue. Une tendance au rééquilibrage au profit des pays producteurs pointe à l'horizon. Les latino-américains, Mexique et Venezuela, avaient ouvert la lutte pour le contrôle de leurs ressources pétrolières dès l'avant-guerre.

En 1955, la conférence de Bandung, acte de naissance du Tiers-Monde, fait figurer parmi les combats fondamentaux à mener celui pour le droit de chacun à disposer de ses matières premières.

Vingt ans après l'expérience malheureuse de l'Iran débute une vague de nationalisations que rien n'a pu arrêter. L'Algérie ouvre le bal. Le **24 février 1971**, le président Houari Boumedienne met fin aux tractations avec les entreprises françaises qui exploitent les ressources du Sahara, en décidant la

nationalisation des hydrocarbures. Il est bientôt suivi par l'Irak, puis la Libye de Kadhafi.

Les pays qui possèdent les hydrocarbures prennent conscience que leur union peut faire la force. En 1960, le Venezuela convainc quatre autres pays pétroliers (l'Iran, l'Arabie saoudite, l'Irak et le Koweït) de créer un petit lobby, à même de négocier les prix à la hausse. L'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), un club installé à Genève puis à Vienne, est né.

## Le pacte de Bagdad 1955

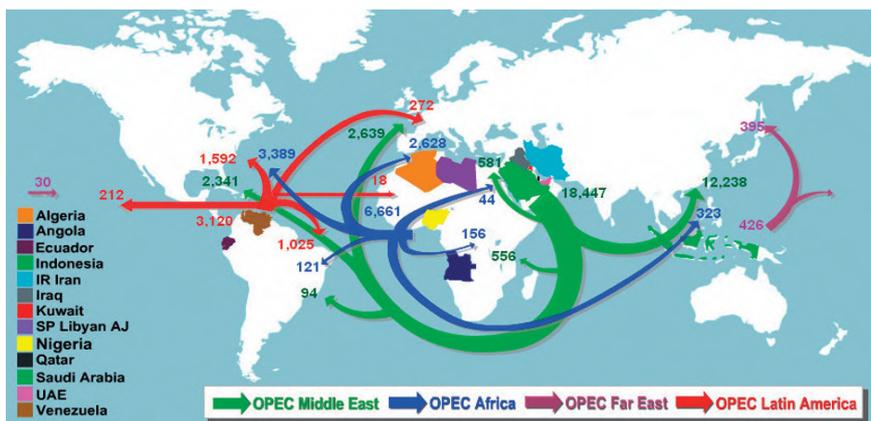
Le pacte de Bagdad, ou traité d'organisation du Moyen-Orient, est un traité de défense commune cherchant à unir la zone du Moyen-Orient, de la Turquie au Pakistan, dans le but de contenir l'influence de l'Union soviétique.

Dans les années 1950, la guerre froide oppose les blocs de l'Ouest et de l'Est. La stratégie américaine consiste à isoler son rival. Après l'OTAN en 1949 et l'Otase en 1954, les États-Unis veulent compléter leur dispositif de "containment", d'endiguement de la menace soviétique, en établissant une alliance militaire dans la région appelée le "cra-din nord northern tier".

Or, c'est une affaire bien délicate que de réussir à accorder les intérêts de chacun dans ce conflit (développement du nationalisme arabe et rejet des puissances coloniales, hostilité aux pays qui soutiennent Israël). Ils décident alors de procéder de manière progressive.

Les États-Unis peuvent déjà compter sur la Turquie et le Pakistan. En effet, la Turquie a choisi le camp occidental en devenant membre de l'OTAN en 1951. Quant au Pakistan, il s'est lui aussi allié à l'Ouest en signant un accord de défense mutuelle avec les États-Unis en mai 1950. Un accord de coopération et de consultation est ainsi signé le **2 avril 1954** entre ces deux pays.

Toutefois, soucieux de maintenir de bonnes relations avec les États arabes, les États-Unis ne souhaitent pas s'in-



Le Pacte de Bagdad, une zone tampon face à l'URSS.

vestir directement afin de ne pas être assimilés aux puissances coloniales françaises et anglaises. Le Royaume-Uni, puissance traditionnelle dans la région et rattaché militairement aux États-Unis dans le cadre de l'OTAN, sera donc porteur du pacte régional. Il sera organisé sous son égide. Pour les Britanniques, c'est un excellent moyen de maintenir et de réaffirmer leur position au Moyen-Orient.

Le 24 février 1955, la Turquie et l'Irak signent à Bagdad un pacte de défense commune. La Grande-Bretagne adhère en avril. Le Pakistan les rejoint en septembre et l'Iran en novembre. Ce pacte est conclu pour cinq ans renouvelables et ses signataires invitent les autres pays de la région à s'y associer.

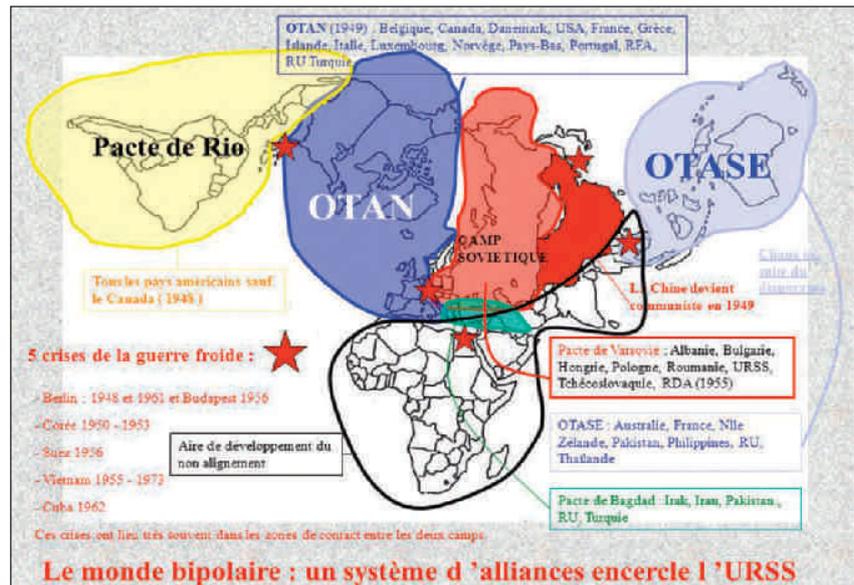
Le 21 novembre 1955, une première réunion se tient dans la capitale irakienne. L'organisation se met en place sur le modèle de l'OTAN. Elle est composée d'un conseil et d'un comité militaire permanent où siège un représentant américain. L'Irak, au cœur du pacte, est donc le principal appui arabe des États-Unis.

### Les conséquences du pacte de Bagdad

La formation du pacte déstabilise fortement la région et perturbe les relations inter-arabes. En liant un pays arabe à une puissance occidentale, le pacte va à l'encontre des ambitions panarabistes dont Nasser se fait le porte-parole.

Celui-ci devient le champion de l'opposition au pacte. Nasser, anti-communiste, n'était pas hostile à la mise en place d'un pacte de défense contre l'URSS, porté par la ligne des États arabes. Lorsque l'Irak se montre favorable à l'élaboration du traité d'assistance militaire avec des puissances occidentales, il se détache des principes panarabistes chers à Nasser. La tension monte entre l'Irak et l'Égypte nassérienne.

Nasser accuse l'Irak de trahir la nation arabe en s'alliant avec une puissance extérieure et le soumet, avec l'Arabie saoudite, à de nombreuses pressions diplomatiques. De plus, il



n'est pas question, pour Nasser, que son pays puisse jouer un rôle secondaire dans une alliance régionale, face au régime hachémite irakien. Si un traité devait être signé, l'Égypte ne pourrait en être que la puissance centrale. Une campagne hostile au pacte est donc lancée auprès des pays arabes. L'Arabie saoudite se range du côté égyptien. Il en va de même pour la Syrie. Le Liban, tiraillé, finit par refuser le pacte. La Jordanie doit faire face à une opposition populaire qui l'oblige à renoncer à une éventuelle adhésion. Le monde arabe est donc divisé sur la question du pacte.

On constate, en outre, que le pacte renforce le sentiment nationaliste arabe et donc, paradoxalement, l'influence de l'URSS dans la région. En effet, après avoir essuyé un refus de la part des États-Unis, Nasser se tourne vers la Tchécoslovaquie pour se fournir en armement. L'Union soviétique peut alors profiter de la position fragile de l'Occident pour étendre son influence dans la région. Les États-Unis décident alors que leur appui le plus sûr dans la région est Israël.

Le pacte de Bagdad n'est pas un succès. Les buts affichés sont loin d'être atteints. Les évolutions politiques internes aux États du Moyen-Orient n'y aideront pas. La révolution irakienne du 8 juillet 1958 entraîne ainsi le retrait de l'Irak en 1959.

Le pacte évolue vers une coopération plus économique que militaire en prenant le nom de Cento (Central Treaty

Organization, Organisation du traité central) le 21 août de la même année. La révolution iranienne de 1975 et le retrait de l'Irak marquent la fin définitive de l'alliance. (4)

## Afghanistan

### 1979-1989

La Russie a toujours manifesté beaucoup d'intérêt pour l'Afghanistan, ce pays d'Asie centrale avec lequel elle a noué des relations diplomatiques dès l'accession de celui-ci à l'indépendance en 1919. Depuis, Moscou et Kaboul entretiennent une étroite collaboration économique et militaire. Habité par des Pachtouns, des Tadjiks, des Hazaras et des Ouzbeks, l'Afghanistan est une mosaïque ethnique. Situé sur la route du pétrole, le pays occupe une place stratégique en ces temps de guerre froide.

Depuis 1978, la situation y est tendue. Nationaliste et communiste, l'impétueux Hafizullah Amin refuse de n'être qu'une marionnette aux mains de Moscou. Il multiplie les "contacts" avec Washington après l'assassinat, en février 1978, de l'ambassadeur américain Adolphe Dubs, qui ne sera pas remplacé. Architecte du coup d'État militaire du 27 avril 1978, organisé avec l'aval des Russes, Amin participe au renversement du gouvernement réformiste du général Mohamed Daoud et installe Mohamed Nour Taraki à la tête du pays



L'armée rouge rentre en Afghanistan.

L'Afghanistan est rapidement transformé en une république populaire satellite de l'URSS. Insatiable, Amin prend de plus en plus d'importance au sein du gouvernement et cherche à confisquer le pouvoir, affaiblissant toujours un peu plus Taraki.

Depuis le coup d'État d'avril 1978, la situation intérieure s'est fortement dégradée. En s'attaquant aux structures traditionnelles de la société, le gouvernement a désorganisé le pays et provoqué la révolte des tribus. La répression aggrave la crise : 300 000 personnes sont tuées, 15 000 jetées en prison, 200 000 se réfugient au Pakistan. Affaibli par les purges et les désertions, l'armée nationale échoue à rétablir l'ordre. Elle a perdu la moitié de ses effectifs (90 000 hommes). L'aide du protecteur, le grand voisin soviétique est sollicitée.

Le Kremlin envisage d'abord une intervention en mars 1979, mais il renonce pour ne pas compromettre la politique de détente est-ouest. Il révis

Les montagnes deviennent les terrains de feu des rebelles.

sa position après que les mollahs chiites iraniens eurent renversé le Shah au mois de janvier 1979. Les Américains doivent plier bagage, laissant le champ libre à l'URSS qui espère devenir la puissance dominante et se rapprocher des mers chaudes. La prise en otage du personnel de l'ambassade américaine à Téhéran, le 4 décembre 1979, précipite les événements. Anticipant le retour des Américains, Moscou décide de les prendre de vitesse.

Dans le même temps, une résistance encouragée par les États-Unis s'organise dans les milieux islamistes.

Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller pour la sécurité du président américain Jimmy Carter, révélera bien plus tard, en 1998, que « dès le 3 juillet 1979, le président Carter avait signé la première directive sur l'assistance clandestine aux opposants du régime pro-soviétique de Kaboul », souhaitant entraîner les Russes dans le "piège afghan".

Percevant l'apparition de la fièvre islamiste et craignant qu'une rébellion islamiste ne gagne les quarante millions de musulmans vivant en URSS, le président Leonid Brejnev insiste auprès de Taraki pour qu'il remplace Amin par son rival de longue date, le modéré Karmal. Informé du complot, Amin fait assassiner Taraki à son retour de Moscou, le 16 septembre 1979, et prend sa place. Conscient du danger islamiste, le mois suivant, le nouveau gouvernement s'emploie à repousser les rebelles. Décidé à s'émanciper de la "tutelle" sovié-

tique, Amin exige le départ de l'ambassadeur russe et ordonne à ses compatriotes de ne pas obéir aux "étrangers en uniforme" présents sur le sol afghan. Il aurait même déclaré aux Américains qu'il était prêt à expulser les conseillers soviétiques.

L'URSS ne peut plus tolérer ces provocations et décide de passer à l'action. En portant au pouvoir, le 27 décembre 1979, Barak Karmal, elle pense avoir fait le plus dur.

Mais c'est compter sans la rébellion des moudjahidines, "les combattants de Dieu", soutenus et armés par les États-Unis, l'Arabie saoudite, l'Iran et la Chine. La CIA dépensera deux milliards de dollars et propulsera un certain Oussama Ben Laden pour bouter les Russes hors du pays.

Le 15 février 1989, l'URSS décide le retrait des troupes soviétiques. Dernière crise, produite par l'affrontement est-ouest. La guerre d'Afghanistan aura fait plus d'un million de morts, 700 000 mutilés, 1,5 million de déplacés, 5 millions de réfugiés au Pakistan et en Iran, et déclenché une guerre civile dont les fondamentalistes talibans sortiront vainqueurs en 1996-1997.

Au début des années 80, les États-Unis apportèrent un soutien logistique aux Afghans, engagés dans une guerre terrible contre l'Union soviétique. Un soutien symbolisé par la fourniture de missiles sol-air, les redoutables Stingers. Cette aide américaine fut, dans les faits, gérée directement par le Pakistan et se porta essentiellement en faveur de l'un des chefs de la résistance afghane, Gulbuddin Hekmatyar. Issu de l'ethnie pachtoun, population dont une partie vit également au Pakistan (où ils sont dénommés Pathan), Gulbuddin Hekmatyar était un familier des cercles du pouvoir du Pakistan. L'aide américaine lui fut en majorité attribuée au détriment d'un autre chef militaire, le commandant Massoud. Ce dernier, un Tadjik (25 % de la population de l'Afghanistan) inspirait moins confiance à Islamabad.

À la fin de la guerre d'Afghanistan, les soldats de Gulbuddin Hekmatyar, enhardis par leur succès, entreprirent un nouveau combat contre cette "Amérique impie", accusée de persécuter les musulmans en Bosnie et en Somalie. Le



symbole de cette lutte fut le premier attentat contre le World Trade Center, en **février 1993**. Première trahison, c'est à ce moment-là que les Américains prennent conscience de la menace que représentent les mouvements extrémistes.

Washington décide alors de mettre sur pied et de financer, avec le concours de l'Arabie saoudite et du Pakistan, un mouvement dénommé "les talibans", avec deux objectifs en tête. La priorité est d'éradiquer les mouvements islamistes présents en Afghanistan, en instaurant un régime politique rigoriste et stable, à l'image de celui de l'Arabie saoudite.

Mais le financement des talibans s'explique également par un intérêt pétrolier largement oublié aujourd'hui. En ce milieu des années 90, les hydrocarbures de la mer Caspienne et des États riverains suscitent les convoitises du consortium américain Unocal. Or, cette région d'Asie centrale est enclavée. L'idée va alors germer de construire un gazoduc doublé d'un oléoduc, partant du Turkménistan et qui devrait déboucher sur l'océan Indien, en passant à travers l'Afghanistan. Le pétrole et le gaz auraient pu être évacués par le sud à travers l'Iran. Mais la loi d'Amato interdit tout investissement américain dans ce pays. Les autres voies à travers la Turquie ou le Caucase sont jugées dangereuses (rébellion Kurde, Tchétchènes...), reste le trajet à travers l'Afghanistan. Ces hydrocarbures permettront d'alimenter les nouveaux marchés d'Asie, comme la Chine, contrainte d'importer du pétrole.

Toutefois, la construction de ce gazoduc ne peut se concrétiser dans un pays plongé dans l'anarchie. L'arrivée des talibans est donc vue sous un angle favorable. Le département d'État américain, comme les lobbies pétroliers américains, vont faciliter la victoire des talibans, en accord avec le Pakistan et l'Arabie saoudite. Le Pakistan, chef d'orchestre, gagnera une profondeur stratégique face à l'Inde, et l'Arabie saoudite poursuit sa politique d'endiguement du chiisme (en Iran et en Irak).

Parvenus au pouvoir à Kaboul en septembre 1996, les talibans vont trahir les États-Unis. La culture du pavot leur



La culture du Pavot d'où on tire l'opium est une source de revenus pour les moudjahidines.

offre la liberté de quitter la tutelle américaine et de financer leur prosélytisme religieux. L'engrenage est inéluctable. En août 1998 sont perpétrés deux attentats, en Tanzanie et au Kenya. Deuxième trahison pour les États-Unis. Les événements politiques et la condamnation de l'Afghanistan obligent alors l'Unocal à suspendre son projet pétrolier en décembre 1998. Les rêves de profits fabuleux grâce à l'or noir de la Caspienne s'évanouissent.

Soucieux de sortir de leur ghetto et convaincus par le montant de l'aide internationale, les talibans s'étaient engagés, au début de l'année 2000, à éradiquer les cultures de pavot. Mais les

## Guerre-pétrole-opium-talibans, tels sont les principaux ingrédients du malheur afghan... pour le moment !

observateurs des Nations-Unies chargés de contrôler l'éradication des cultures ne peuvent se rendre sur l'ensemble du territoire afghan. De plus, le relief montagneux du pays (40 % de l'Afghanistan est situé à plus de 1 000 mètres d'altitude) est un atout pour les trafiquants, car il rend difficile la localisation précise des champs de pavot.

### Quelques-unes des restrictions imposées aux femmes par les talibans en Afghanistan <sup>(5)</sup>

Les restrictions et brutalités des talibans incluent :

- 1- L'interdiction totale du travail des femmes hors de chez elles, y compris pour les enseignantes, les ingénieurs et la plupart des professions. Seules quelques femmes médecins et infirmières sont autorisées à travailler dans quelques hôpitaux de Kaboul.
- 2- L'interdiction totale de l'activité des femmes hors de chez elles si elles ne sont pas accompagnées par un mahram (parent masculin).
- 3- L'interdiction pour les femmes de traiter avec les marchands masculins.
- 4- L'interdiction pour les femmes de se faire soigner par un médecin homme.
- 5- L'interdiction d'aller à l'école, à l'université ou dans quelque autre organisme éducatif. (Les talibans ont converti les écoles de filles en séminaires).
- 6- L'obligation de porter un long voile (burqa), les couvrant de la tête aux pieds.
- 7- Les femmes qui ne portent pas ce voile ou ne sont pas accompagnées d'un mahram sont fouettées, battues et insultées.
- 8- Les femmes dont on voit les chevilles sont fouettées en public.

**9-** La lapidation publique des femmes accusées de relations sexuelles extra-maritales. (Nombre d'entre elles ont été lapidées à mort).

**10-** L'interdiction de se maquiller. (On a tranché les doigts de beaucoup de femmes aux ongles vernis).

**11-** L'interdiction de parler ou de serrer la main d'hommes autres que les mahram.

**12-** L'interdiction de rire de manière audible. (Aucun étranger à la famille ne doit pouvoir entendre la voix d'une femme).

**13-** L'interdiction de porter des chaussures à talons, pour ne pas faire de bruit en marchant. (Un homme ne doit pas entendre les pas d'une femme.)

**14-** L'interdiction de se déplacer en taxi sans un mahram.

**15-** L'interdiction d'être présentes à la radio, à la télévision ou lors d'événements publics d'aucune sorte.

**16-** L'interdiction de faire du sport ou d'entrer dans un club ou un centre sportif.

**17-** L'interdiction de faire de la bicyclette ou de la mobylette, même accompagnées d'un mahram.

**18-** L'interdiction de porter des habits de couleurs vives. Les talibans considèrent qu'il s'agit de "couleurs qui incitent au sexe".

**19-** L'interdiction de se rassembler lors de fêtes populaires ou pour tout motif récréatif.

**20-** L'interdiction de laver le linge près des rivières ou en public.

**21-** La modification de tous les noms de lieux comportant le mot "femmes". Par exemple, "jardin des femmes" a été renommé "jardin printanier".

**22-** L'interdiction d'apparaître au balcon de leur maison ou appartement.

**23-** L'obligation de peindre toutes les fenêtres, pour éviter que les femmes soient vues de l'extérieur.

**24-** L'interdiction pour les tailleurs hommes de prendre les mensurations d'une femme ou de lui coudre des habits.

**25-** L'interdiction pour les femmes de se baigner en public.

**26-** La séparation des hommes et des femmes dans les transports en commun. Les bus portent la mention "ré-



servé aux hommes" ou "réservé aux femmes".

**27-** L'interdiction de porter un pantalon large, même sous la burqa.

**28-** L'interdiction de photographier et de filmer les femmes.

**29-** L'interdiction d'imprimer des photos de femmes dans les journaux et les livres ou d'en accrocher sur les murs des maisons ou des magasins.

À part ces restrictions sur les femmes, les talibans ont :

- Interdit d'écouter de la musique, pour les hommes comme pour les femmes.

- Interdit de regarder des films, la télévision et des vidéos pour tout le monde.

- Interdit de célébrer le nouvel an traditionnel (Nowroz) le 21 mars, qui a été proclamé jour férié non islamique.

- Abrogé la fête du Travail (le 1er mai), qu'ils ont qualifiée de "fête communiste".

- Exigé que les personnes ne portant pas un nom islamique changent de nom.

- Imposé des coiffures pour les jeunes Afghans.

- Exigé que les hommes portent des habits islamiques et se couvrent la tête.

- Exigé que les hommes ne se rasent pas et ne se taillent pas la barbe tant qu'elle ne descend pas de la largeur d'un poing à partir de l'extrémité du menton.

- Exigé que tout le monde assiste aux cinq prières quotidiennes dans les mosquées.

- Interdit de garder des pigeons et de jouer avec les oiseaux, car c'est une attitude non islamique. Les fauteurs seront emprisonnés et les oiseaux tués.

- Exigé des spectateurs de manifestations sportives qu'ils encouragent en psalmodiant Allah Akbar (Dieu est le plus grand) et ont interdit les applaudissements.

- Interdit certains jeux, comme le cerf-volant, considérés comme "non-islamiques".

Et décrété que :

- Toute personne en possession d'écrits répréhensibles sera exécutée.

- Tout musulman qui se convertira à une autre religion sera exécuté.

- Tous les écoliers et étudiants (masculins) doivent porter un turban. "Pas de turban, pas d'éducation".

- Les minorités non musulmanes doivent porter un badge distinctif ou couvrir un morceau de tissu jaune sur leurs habits. Exactement comme les nazis l'ont exigé des Juifs.

Etc.

## Chronologie

Véritable plaque tournante en Asie centrale, l'Afghanistan a toujours été très convoité. Ce pays constituait en effet la voie de passage vers la Chine, sur la route de la soie, avant de devenir un État tampon entre l'Empire russe et la colonie britannique des Indes.

## La République d'Afghanistan 1973-1977 <sup>(6)</sup>

**17/07/1973** - Coup d'État de Daoud qui, avec l'appui militaire russe, renverse son cousin Zaher. Ce dernier abdique en août et s'installe en Italie.

**1977** - Daoud est élu président de la République.

## Le régime communiste 1978-1989

**27/04/1978** - Coup d'État du PDPA, et assassinat de Daoud. Muhammad Taraki (1917-1979), leader de la faction radicale "Khalq" (Parti du peuple, équivalent du Parti communiste dans les pays arabes) devient président de la

nouvelle République démocratique d'Afghanistan (pro-soviétique).

**Mai 1978** - Mise en place d'un programme de réformes d'inspiration "kémaliste".

**5/12/1978** - Signature à Moscou d'un traité d'amitié avec le "grand frère" soviétique.

**14/09/1979** - Coup d'État d'Hafizullah Amin, assorti de l'assassinat de Muhammad Taraki.

**25/12/1979** - Entrée de troupes soviétiques en Afghanistan.

**27/12/1979** - Assassinat de Hafizullah Amin.

### L'occupation soviétique 1979-1989

**28/12/1979** - Nouveau coup d'État militaire soutenu par l'URSS, qui installe Babrak Karmal au pouvoir.

**Janvier 1980** - Les troupes soviétiques envahissent la majeure partie du pays et combattent la rébellion anticommuniste.

**1980** - Des musulmans de nombreux pays (dont le Saoudien Oussama Ben Laden) rejoignent l'Afghanistan afin de se battre contre les Soviétiques. La CIA commence à apporter un soutien matériel et financier à divers groupes de la résistance afghane, dont les mouvements composés "d'étrangers".

**30/11/1986** - Mohammed Najibullah remplace Babrak Karmal à la tête du gouvernement.

**15/04/1988** - Accords de Genève entre le gouvernement de Kaboul, l'URSS, le Pakistan et les États-Unis. L'opposition afghane ne reconnaît pas ces accords.

### La guerre civile 1989-2001

**Février 1989** - L'armée Rouge est vaincue par le djihad. Début de la guerre civile qui oppose le gouvernement communiste et les rebelles.

**1990-1991** - Début de la guerre du Golfe et du débarquement des troupes américaines en Arabie saoudite.

**16/04/1992** - Démission de Mohammed Najibullah. Fin du régime communiste et début de la guerre civile entre factions moudjahidines divisées selon des critères religieux, ethniques et régionaux.

**29/04/1992** - Ahmad Shah Massoud, islamiste modéré tadjik, entre dans Ka-

boul avec plusieurs milliers d'hommes et devient ministre de la Défense en mai.

**28/06/1992** - Burhanuddin Rabbani, islamiste modéré du Jamiat-e-Islami, est nommé président intérimaire, puis élu chef du gouvernement en décembre.

**1992-1995** - Un gouvernement issu de la résistance afghane prend le pouvoir, mais il y a des dissidences internes.

**7/05/1993** - Malgré un accord de paix entre les factions rivales, les affrontements continuent au sud de Kaboul. Massoud démissionne du gouvernement, lequel est recomposé autour de Gulbuddin Hekmatyar, un fondamentaliste appartenant à l'ethnie pachtoune, majoritaire dans le pays.

**1994** - Début de l'offensive des talibans et conquête progressive des différentes provinces du pays.

**1994-1996** - Soutenus par l'armée pakistanaise, les talibans conquièrent l'essentiel du pays (sauf le réduit tadjik au nord-est) et instaurent une dictature fondamentaliste.

**1996** - La plupart des factions afghanes, à l'exception des talibans, se mettent d'accord pour former un gouvernement présidé par Hekmatyar.

**Été 1996** - Oussama Ben Laden, fuyant l'Arabie saoudite et après un séjour de deux ans au Soudan, retourne en Afghanistan. Il diffuse une "déclaration de djihad contre les Américains".

### Le régime taliban 1994/1996-2001

**27/09/1996** - Prise de Kaboul par les talibans, qui s'emparent dès lors du pouvoir. Le mollah Omar, chef charismatique du mouvement et "Comman-

deur des croyants", dirige le pays sans aucun titre politique ou constitutionnel.

**Mai 1997** - Le Pakistan est le premier pays à reconnaître officiellement le régime taliban. Il sera bientôt suivi par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis.

**Juillet 1997** - Les forces de Massoud prennent le contrôle des zones au nord de Kaboul.

**Février 1998** - Ben Laden et les responsables de quelques groupuscules islamiques extrémistes créent un "Front islamique international contre les juifs et les croisés" dont la charte fondatrice précise les menaces contre les États-Unis.

**Avril 1998** - Échec du processus de paix proposé par l'ONU.

**7/08/1998** - À la date anniversaire du débarquement des soldats américains dans les pays du Golfe, deux attentats sont perpétrés contre les ambassades américaines de Tanzanie et du Kenya. Ben Laden en est tenu responsable et devient "l'ennemi public n° 1" de Washington.

**15/11/1999** - Après le retour de l'ONU en Afghanistan et le nouvel échec des négociations de paix, un embargo aérien est mis en vigueur. Des sanctions financières sont votées par le Conseil de sécurité de l'ONU qui, à l'instigation des États-Unis, avait adopté le 15 octobre une résolution donnant aux talibans un mois pour extradier Oussama Ben Laden.

**27/07/2000** - Le mollah Omar décrète, sous la pression internationale, l'inter-

Oussama Ben Laden, une création de l'Arabie saoudite et des États-Unis.





La stratégie appliquée par la coalition internationale conduite par les Américains, lors de l'opération *Tempête du désert*.

diction de produire du pavot en Afghanistan, ainsi que la destruction des récoltes.

**12/10/2000** - L'USS Cole est endommagé par un canot suicide dans le port d'Aden, au Yémen.

**19/12/2000** - Le Conseil de sécurité de l'ONU inflige de nouvelles sanctions aux talibans en raison de leur soutien au terrorisme.

112

## IRAK

### Opération

### Tempête du désert

**17 janvier 1991**

Le 17 janvier 1991 débute l'opération "*Tempête du désert*". Une coalition internationale attaque l'Irak de Saddam Hussein, coupable d'avoir annexé l'émirat du Koweït. Cette guerre, dite du Golfe parce qu'elle se déroule sur les bords du golfe Persique, trouve son origine dans la précédente guerre engagée par l'Irak contre l'Iran, terminée en 1988. Ce conflit meurtrier a laissé les deux pays exsangues.

C'est alors que le Koweït augmente unilatéralement sa production de pétrole de 20 %, en rompant la solidarité entre les pays exportateurs. Cette mesure fait chuter les cours, à la grande satisfaction des consommateurs occidentaux. Mais l'Irak perd les deux-tiers

de ses recettes pétrolières. Qui plus est, l'émir du Koweït, Jaber al Sabah, refuse d'annuler une dette de quinze milliards de dollars contractée par l'Irak pendant la guerre contre l'Iran, l'ennemi commun de tous les Arabes. Saddam Hussein en garde rancune au Koweït et se souvient opportunément que le petit émirat faisait partie de son pays avant que les Britanniques ne l'en détachent en 1932.

**Le 25 juillet 1990**, il convoque à Bagdad l'ambassadrice américaine April Glaspie et lui fait part de son intention d'envahir le Koweït. L'ambassadrice ne bronche pas. Saddam Hussein croit comprendre qu'elle approuve sa décision et que les États-Unis n'interviendront pas dans le conflit. Dans le même temps, le département d'État américain (le ministère des Affaires étrangères) rappelle opportunément qu'aucun accord de défense ne lie les États-Unis au Koweït.

**Le 31 juillet** à Djeddah, en Arabie saoudite, l'Irak et le Koweït tentent un compromis de la dernière chance. C'est l'échec. Saddam Hussein ordonne alors l'invasion de l'émirat le **2 août 1990**. Celle-ci se déroule sans résistance notable. Mais le dictateur va être surpris par la violence des réactions internationales. Les Occidentaux craignent, en effet, que l'appropriation par l'Irak des ressources pétrolières du Koweït ne déséquilibre le marché du pétrole. Il semble, avance une autre thèse, que les dirigeants américains aient choisi de tirer parti de Saddam Hussein et de ses fougades pour installer une base militaire au milieu des champs pétroliers du golfe Persique. L'implosion de l'URSS, au même moment, leur laisse les mains libres.

Sans attendre, les Américains annoncent à leurs alliés Saoudiens que les Irakiens ont concentré des chars à leur frontière et se préparent à envahir l'Arabie après le Koweït.

Inquiètes pour leur survie, les monarchies arabes, qui refusaient jusque-là toute présence militaire occidentale sur le territoire sacré de l'islam, se plient aux injonctions de Washington dès le **7 août 1990**. Une armada est donc rassemblée dans le désert arabe par les Anglo-Saxons et les Européens, sous le commandement du général américain Schwarzkopf, Colin Powell étant le chef de l'état-major américain.

À la veille du déclenchement des opérations, les forces de la coalition se disposent comme suit : 550 000 soldats américains, 45 000 britanniques, 19 000 français, 1 800 canadiens, 1 300 italiens. Du côté arabe, on compte :

Saddam Hussein harangue ses troupes.



67 000 soldats saoudiens, 14 000 de la confédération du Golfe, 35 000 égyptiens, 21 000 syriens, 1 200 marocains, auxquels il faut ajouter un contingent de 10 000 Pakistanais et un petit contingent de Sénégalais.

L'offensive aérienne, appelée "Tempête du désert" est déclenchée le 17 janvier 1991. Elle combine toutes les armes de l'armée aérienne moderne : tirs de missiles de croisière, action des hélicoptères, avions de combat, bombardements stratégiques. Plus de 100 000 missions sont effectuées jusqu'au **28 avril 1991**, dont 90 % par les forces américaines. Très vite les forces de la coalition pénètrent en Irak et au Koweït. Les soldats irakiens se rendent en masse. Bagdad annonce le retrait de ses forces du Koweït. Le **27 février**, la bataille est quasiment achevée. Le Koweït est libéré. En revanche, il n'est nullement question d'aller jusqu'à Bagdad. Le 28, l'Irak accepte toutes les résolutions des Nations-Unies. L'offensive terrestre a duré quatre jours. (On nous avait annoncé l'armée irakienne comme la quatrième armée du monde. Sic).<sup>(7)</sup>

## La politique reprend ses droits

Le **26 février**, alors que les combats touchent à leur fin, les populations chiïtes du sud de l'Irak se soulèvent contre Saddam Hussein. Les populations chiïtes, concentrées au sud du pays, se livrent au massacre des cadres du Ba'ath. Saddam Hussein perd le contrôle de la région, mais la révolte ne bénéficie d'aucun appui. Ni les États-Unis, ni les monarchies du Golfe ne veulent l'installation d'une république islamique au sud de l'Irak. L'absence de soutien extérieur permet à Saddam Hussein de reprendre l'avantage et d'organiser la répression du mouvement. Celle-ci, très violente, aurait fait des milliers de morts. Les insurgés se replient vers l'Iran à la **mi-mars 1991**.

La même situation d'insurrection contre le régime éclate au nord, dans les régions kurdes. Ici aussi, la réaction de la coalition est celle de la non-intervention. Après l'écrasement de la révolte chiïte, Saddam Hussein peut donc tourner ses forces vers le nord.



La déroute irakienne s'installe rapidement.

Le régime de Saddam Hussein n'a pas été renversé par la coalition. Les États-Unis auraient souhaité un coup d'État militaire instaurant un régime leur étant favorable. Faute d'y parvenir, Washington est déterminé à maintenir strictement l'embargo destiné à désarmer l'Irak et à l'isoler du reste du monde arabe. Pour les États-Unis, la pression de l'embargo doit être maintenue jusqu'à la chute de Saddam Hussein alors que, dans le même temps, les Nations-Unies affirment qu'il suffira que l'Irak respecte les résolutions onusiennes pour que les contraintes internationales soient levées.

## La résolution 687

Le **3 avril 1991**, le Conseil de sécurité adopte la résolution 687.

- Elle demande la reconnaissance irakienne des frontières du Koweït.
- Crée une zone démilitarisée entre les deux États.
- Envoie des observateurs.
- Interdit l'utilisation des armes non conventionnelles.
- Établit les responsabilités de l'Irak pour les dommages commis.
- Et maintient l'embargo.

## La résolution 688

Le **5 avril 1991**, le Conseil de sécurité adopte la résolution 688. Elle exprime une préoccupation profonde pour le sort des populations civiles irakiennes et considère que la répression menée par le régime (contre les chiïtes et les Kurdes) menace la paix et la sécurité de la région.

## Opération Provide Comfort

Le **13 avril 1991**, après de nombreuses hésitations, les États-Unis déclenchent l'opération "Provide Comfort", destinée à apporter une aide humanitaire aux Kurdes.

Une zone d'exclusion aérienne est créée au nord.

Les Kurdes ne parviennent pas à obtenir plus, à savoir l'indépendance.

## La résolution 986 Pétrole contre nourriture

Le maintien de l'embargo, associé à la nature dictatoriale du régime, entraîne une dégradation de plus en plus visible des conditions de vie de la population (nourriture, soins médicaux, éducation...). Les rapports de l'Unicef attribuent à l'embargo la mort de 5 000 à 7 000 enfants de moins de 5 ans, par mois. La résolution 986 dite "Pétrole contre nourriture" autorise l'Irak à ven-

Opération Provide comfort, une aide humanitaire pour les Kurdes.



dre pour un milliard de dollars de pétrole par trimestre, pour acheter des produits alimentaires et des médicaments. L'ensemble du processus doit se faire sous le strict contrôle de l'ONU.

## Opération Renard du désert

En 1997, l'Australien Richard Butler est nommé à la direction de l'Unscop (commission des Nations-Unies, inspection état armement irakien).

À la **mi-novembre 1998**, Butler publie un rapport dans lequel il dénonce le manque de coopération de l'Irak. S'appuyant sur ce rapport, les États-Unis et les Britanniques lancent, le 16 décembre 1998, l'opération de bombardements massifs "Renard du désert". Tandis que la France reste réservée, la Russie et la Chine condamnent cette opération sans prise de mandat de l'ONU. Les raids durent quelques jours, mais l'impasse politique est totale.

### Quelques réflexions

Comme le soulignèrent, à l'époque, deux chercheurs de l'Influent Council of Foreign Relations, « *la guerre de 1991-1991 apportait la démonstration frappante qu'il n'y avait pas d'alternative viable au leadership américain dans la région et mettait un terme à l'anticipation que la fin de la guerre froide ouvrirait la voie à un monde multipolaire* ». Elle mettait au jour la dépendance de leurs alliés européens et asiatiques à l'égard de l'appareil militaire américain.

Elle fut un moyen d'utiliser le centre (États-Unis, Europe, Japon) pour or-

De nombreuses manifestations anti-américaines éclatent dans le monde arabe.

donner la périphérie (dont le Proche-Orient) tout en utilisant la périphérie pour maintenir l'influence (américaine) sur le centre (Europe, Japon).

La victoire de la coalition alliée consacre la domination politique américaine au Moyen-Orient. L'URSS s'est révélée incapable d'offrir une solution diplomatique alternative à la crise. La position hégémonique américaine va permettre à G. W. Bush de maintenir les grands équilibres dans le Golfe et d'utiliser l'autorité accrue des États-Unis pour relancer le processus de paix israélo-arabe, dans l'impasse dans les années 1980. En 1991, Washington organisa, conjointement avec l'Union soviétique, la conférence de Madrid sur le Moyen-Orient. Elle débouchera, sous Bill Clinton, sur les accords d'Oslo de 1993.

Dans le golfe Arabo-Persique, tout en infligeant une sérieuse défaite à Saddam Hussein, ils évitèrent d'anéantir l'État irakien, ce qui aurait eu pour effet de lancer les États-Unis dans « *l'occupation indéfinie d'un État hostile* » selon l'expression du président et, surtout, de bouleverser l'équilibre régional au profit de l'Iran. Des forces américaines furent déployées de façon permanente en Arabie saoudite et dans d'autres pétromonarchies du Golfe.

Au cours des années 1990, sous Bill Clinton, les États-Unis poursuivirent une politique de "double endiguement" de l'Iran et de l'Irak. Cette stratégie se révéla de plus en plus inopérante.

L'embargo contre Bagdad, aux conséquences désastreuses pour la population irakienne, eut pour effet de consolider le régime autoritaire.

L'Égypte, la Turquie et certains pays

du Golfe (Oman, Qatar, Bahrein) se montrèrent réticents. Dans le même temps, la Chine, le Japon et l'Inde refusèrent de s'engager dans un embargo strict de l'Iran, partenaire économique important. De plus, les pressions constantes américaines auprès de leurs alliés locaux et leur présence militaire accrue engendraient de forts ressentiments, stimulant la montée en puissance de mouvements d'opposition de plus en plus radicaux.

Nous allons, peu à peu, découvrir des traces d'Al Qaïda en Arabie saoudite.

## Compression 1945-2000

### La politique américaine au Moyen-Orient

#### Point de départ : 6 avril 1917

Le 6 avril 1917, le Congrès vote l'entrée en guerre de l'Amérique pour "sauver la démocratie" mise en péril par les pays de la Triple Alliance en Europe. Il s'agit d'une rupture par rapport au principe de neutralité, affiché dès le 4 août 1914 par Wilson, qui marque l'inexorable engagement américain dans les affaires internationales.

En réalité, Wilson est tout à fait conscient de l'affaiblissement des grandes puissances contemporaines. Il va profiter de la conflagration européenne pour proposer l'idée d'une organisation internationale, projection de la démocratie incarnée par les États-Unis, afin de limiter les risques politiques de leur engagement commercial dans le monde.

Les années 20 sont marquées par le formidable élan de leur économie et de leur industrie. Ce dynamisme leur permet de se positionner dans l'Europe affaiblie, mais aussi sur les traditionnelles chasses gardées des colonies et du Moyen-Orient.

#### Le positionnement stratégique face à l'URSS (1945-1958)

1945. Roosevelt et Ibn Seoud concluent l'accord de Quincy, qui ga-



Les dégâts d'un attentat anti-américain en 1996 à Darham, en Arabie saoudite.



rantit un indéfectible soutien des Américains à la péninsule, en échange des concessions pétrolières. Une base américaine est implantée à Dahran, au milieu de cette zone. Mais les États-Unis glissent d'une vision strictement sécuritaire des impératifs "énergétiques" à une appréhension idéologique plus globale des enjeux, face au bloc communiste attiré par les mers chaudes du sud. C'est cette conception qui les impliquera dans le plan de partage en 1947, afin de faire d'Israël un relais régional et un pivot stratégique. Ils pensent que ce partenariat avec Israël sera durable, quel que soit le type de gouvernement en place, contrairement aux États arabes pro-américains, trop soumis aux aléas conjoncturels.

La crise de Suez, en 1956, marque l'éviction des vieilles puissances européennes et l'émergence des nationalistes égyptiens (Nasser) et iraniens dès 1951 (Mossadegh) qui reçoivent le soutien soviétique.

Le pacte de Bagdad de 1955, signé entre l'Irak, l'Iran, le Pakistan, la Turquie, tente de juguler les aspirations soviétiques vers le sud (Égypte et Syrie). Les services secrets américains, craignant une nationalisation de l'Iran Petroleum Company, organisent un coup d'État qui écarte définitivement Mossadegh, en 1953. La Turquie et l'Iran, deux pays non arabes du Moyen-Orient, assurent les verrous territoriaux stratégiques face à l'URSS.

Sur le plan militaire, les États-Unis sont de plus en plus convaincus que la supériorité d'Israël face aux États arabes pro-soviétiques est essentielle dans la géopolitique de la région. Pour cette raison, les États-Unis soutiennent Israël en 1967, mais aussi en 1973.

### Les contestations de l'empire américain (1958-1979)

L'empire américain construit au Moyen-Orient commence à s'affaiblir et a été contesté par les élites. Le gouvernement nationaliste du parti Baas, en 1958, en Irak, le rapprochement de l'Iran et de l'Irak (accords d'Alger de 1945) et le détachement progressif de l'Iran du glacis bâti par les États-Unis,

la récusation de la politique américaine par Fayçal conduisent, en mars 1975, à l'assassinat de Fayçal par les services secrets.

En janvier 1979, le renversement du shah d'Iran, fomenté par des groupes religieux extrémistes soutenus par les Anglo-saxons, place Khomeiny à la tête d'une République islamique. Ce bouleversement de l'échiquier géopolitique ne profite ni aux Américains (pour Khomeiny, l'Amérique est le "Grand Satan") ni aux Soviétiques (l'athéisme est fortement décrié). Cette révolution religieuse contamine également l'Arabie saoudite qui gèle ses réformes sous la pression des wahhabites.

En 1979, non seulement le verrou stratégique de l'Iran tombe, mais également l'URSS envahit l'Afghanistan. Les États-Unis sont affaiblis sur trois plans : militaire avec l'Iran et l'Irak (soutenus par l'URSS et la France pour l'Irak) idéologique avec l'Afghanistan et économique avec l'Arabie saoudite.

### La fin d'un monde bipolaire (1979-1989)

Alors que les États-Unis étaient favorablement perçus comme l'émancipateur du joug des colons européens, en garantissant de la démocratie, leur

"aura" s'émousse progressivement. 1979 est une date particulièrement clé dans la compréhension de Moyen-Orient :

- par l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS, l'influence des États-Unis et le Pakistan, leurs alliés sont directement menacés ;

- par la révolution iranienne de Khomeiny, qui est religieuse et qui s'écarte de toute orbite d'influence (URSS ou USA), les États-Unis perdant leur atout essentiel dans la région.

Malgré les premiers pas d'une reconnaissance par les pays arabes du statut d'Israël, avec la signature par Sadate d'un traité de paix.

### Les bouleversements de la révolution iranienne (1979)

En 1979, la révolution iranienne surprend et dérange l'équilibre géopolitique de la région pour plusieurs raisons :

- Le régime des mollahs est religieux. Il conteste le contrôle de la dynastie saoudienne sur les lieux saints (La Mecque). L'Arabie saoudite wahhabite craint, de son côté, une contagion de la révolution islamique à sa région pétrolière peuplée de minorités chiites.

- De plus, puissamment armé jusque-là par les USA, le pouvoir se réorganise difficilement. Stratégiquement,



La révolution iranienne invite le monde musulman au soulèvement.

l'Irak de Saddam Hussein compte profiter de cette faiblesse pour envahir une zone pétrolière du sud de l'Iran chiïte à l'est du Chatt el Arab.

- En troisième lieu, la montée en puissance de l'Irak, soutenu par l'URSS et la France depuis 1958, face à un Iran devenu anti-américain, inquiète fortement Israël.

### La montée en puissance de l'Irak (1968-1988)

Les revers de la politique américaine au Moyen-Orient imposent donc de trouver de nouveaux alliés. L'Irak profite de ce changement de vent en sa faveur et fédère tous les intérêts.

En déclenchant une guerre contre l'Iran jusque-là militairement très puissant, l'Irak reçoit le soutien de tous, pendant le conflit de 1980 à 1988. L'Arabie saoudite, les pays du Golfe, le Koweït, la France, les États-Unis et même l'URSS, non seulement ferment les yeux sur cette invasion territoriale, mais contribuent à fourbir les armes de la plus puissante armée du Moyen-Orient. Mais cette guerre s'éternise pour deux causes :

- L'une tient au fait que la zone envahie est chiïte et que l'Irak, bien que son parti Baas soit laïque, est majoritairement peuplé de chiïtes (et possède éga-

lement des lieux saints chiïtes comme Kerbala et Naajaf). La résistance iranienne repose donc sur deux atouts : son sentiment national et sa proximité religieuse avec la population d'Irak.

- L'autre repose sur le jeu des relations internationales : les services secrets d'Israël craignant les conséquences d'une victoire irakienne et afin d'épuiser les deux pays, ont contribué, avec l'appui américain, à moderniser l'ancienne armée du Shah. C'est le fameux scandale de l'Iran Gate.

### Le borbier afghan (1979-1989)

En 1973, le roi est balayé au profit d'un président soutenu par un parti communiste (le Parti démocratique du peuple Afghan), dont les rivalités internes poussent à des réformes de plus en plus radicales. La forte opposition des partis ultra religieux et des mollahs atteint son paroxysme lorsque, en 1978 et 1979, diverses insurrections et lynchages de cadres soviétiques obligent l'URSS à intervenir militairement.

Ce Front de résistance à l'URSS, en Afghanistan, n'est pas uni. Mais une importante aide financière est déclenchée par les États-Unis, mais aussi par l'Arabie saoudite et les riches pays du Golfe. De plus, de tout le monde arabe affluent des combattants du djihad, les moudjahidin, pour rallier la résistance contre l'URSS. La guerre bascule vraiment en 1986, lorsque les États-Unis fournissent les missiles Stinger (via

l'Arabie saoudite qui les revendait par des réseaux pakistanais) contre les hélicoptères soviétiques, pour aboutir finalement au retrait soviétique d'Afghanistan en 1989.

Mais pendant les dix ans d'occupation par l'URSS, les trafics d'armes, alimentés par le jeu de tous les puissants de la drogue, ont rodé les circuits de la guérilla et de la résistance de ces moudjahidin au plus haut point.

### La mainmise américaine au Moyen-Orient (1989-1993)

Après l'échec cuisant de l'URSS en Afghanistan, les États-Unis ressortent comme la principale puissance dominante les enjeux du Moyen-Orient. Avec la disparition de l'URSS en 1991, ils deviennent les uniques instigateurs des processus de réconciliation (cf. la conférence de Madrid en 1991 et les accords d'Oslo en 1993).

### La guerre du Golfe (1990-1991)

Lorsque Saddam Hussein envahit le Koweït, l'URSS, périlissant et proche de son implosion, n'empêche pas l'ONU de décider l'envoi d'une force internationale. L'armée irakienne est écrasée, mais le régime de Saddam Hussein est maintenu au pouvoir.

«Par précaution», des bases américaines sont implantées définitivement sur le sol saoudien et dans le Golfe. À tel point que cette présence est de plus en plus mal vue sur le sol sacré des Saoudiens wahhabites. En principe, avec la chute du mur de Berlin, la déliquescence puis, finalement, l'effondrement de l'URSS, les États-Unis n'ont plus aucune légitimité à maintenir leur puissance au Moyen-Orient, face à une menace qui n'existe plus. D'autre part, l'Irak n'accorde pas un grand intérêt commercial aux États-Unis, privilégiant plutôt l'Europe (notamment la France) et l'Asie (Japon, Chine). Mais, à leurs yeux, l'Irak peut menacer la sécurité directe de l'Arabie saoudite (zone pétrolière chiïte) et d'Israël (à portée de missiles et d'une invasion territoriale). Enfin, Saddam Hussein et son parti, le Baas, progressiste et laïque, dernier ersatz des aspirations panarabes du Moyen-Orient, peut encore séduire et attirer la sympathie de pays arabes et européens.

**Conclusion** : l'Irak reste un obstacle à la mainmise énergétique américaine.

Cependant, il ne faut pas oublier les vues américaines sur le pétrole des pays riverains de la mer Caspienne, qui iront grandissantes. Comme le soulignent de nombreux documents stratégiques américains concernant la maîtrise de tous les flux énergétiques et économiques mondiaux (Brzezunski), les routes d'acheminement du pétrole du Kazakhstan, de l'Azerbaïdjan et du Turkménistan doivent être libérées de toute influence russe ou chinoise.

Pour les États-Unis, la Turquie doit être un allié clé pour la sécurité des oléoducs, tout comme les groupes islamiques indépendants (Tchéchénie) afin de repousser l'influence russe sur ses anciens satellites.

Tous ces jeux indirects, ces trafics et manipulations de la politique américaine pour assurer son assise énergétique et économique ont contribué à l'apparition d'une nouvelle donne : la montée en flèche de l'islamisme.

### La radicalisation de la stratégie américaine, face au terrorisme (1991-2000)

En 1991, l'assise des États-Unis au Moyen-Orient est totale, mais son discrédit est à la hauteur de son emprise stratégique. À l'origine, la contestation émane des leaders victorieux de l'URSS, installés en Afghanistan et au Pakistan.

L'aide officielle apportée par l'administration Reagan pour contrebalancer l'influence soviétique en Afghanistan a contribué à structurer un réseau de milliers de combattants islamistes et certaines figures idéologiques charismatiques (telles que Abdullali Azzam, Oussama Ben Laden ou Omar Abdel

Rahman). Mais après le retrait soviétique, les combattants d'Al-Qaïda vont chercher de nouveaux terrains (Tchéchénie, Somalie).

Ben Laden, réfugié en Arabie saoudite, en est expulsé en 1991 pour ses positions trop véhémentes envers la présence américaine sur le sol des lieux saints. Cette date marque l'internationalisation du terrorisme.

### Les origines du terrorisme international d'Al-Qaïda (1991-2000)

À l'origine, le terrorisme est la défense d'un territoire. Avant d'être, aux yeux des États-Unis, l'unique apanage de Ben Laden ou de Saddam Hussein, le terrorisme a été un moyen de contestation de populations autonomistes ou anticoloniales.

En 1928, la création des Frères musulmans en Égypte prône le refus de l'asservissement culturel, politique et économique de l'Ouma, pour se dégager du joug colonial.

Avant tout, "le terrorisme" est la défense d'un territoire.

Ce terrorisme combat la présence physique des soldats américains sur les lieux saints, mais aussi la présence symbolique des valeurs occidentales (par exemple les touristes en Égypte).

Et cette guerre de libération glisse progressivement vers une radicalisation idéologique. Effectivement, si on parle de territoire, il devient, petit à petit, celui du religieux.

Il constitue la lutte armée pour l'établissement d'un territoire dépourvu de toute influence ou déviance occidentale. Il est l'expression radicale et violente des projets de panarabisme.

Le vecteur de cette contestation est la religion.

*Ce qu'il faut bien enregistrer, c'est que le territoire n'est plus la terre à proprement parler, mais le territoire des croyants.*

**L'Oumma face aux infidèles.**

### La pression américaine sur le Proche-Orient

Capitaliser la guerre contre l'Irak afin d'établir un nouvel ordre mondial. L'Irak est maintenu dans une position d'embargo total jusqu'en 1996, date à laquelle il est allégé d'un programme "Pétrole contre nourriture". L'Irak est soupçonné de mener un programme d'élaboration d'armes de destruction massive. Mais, en attendant le rapport des experts, l'opération "Renard du désert" est déclenchée en 1998.

Conserver la maîtrise des processus de paix et préserver la souveraineté israélienne : cela va, à partir de la conférence de Madrid, conduire au processus d'Oslo. Il aboutit à la reconnaissance mutuelle officielle entre Itzhak Rabin et Yasser Arafat, qui signent une déclaration de principe à Washington, en septembre 1993.

*Nous sommes à la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Le XXI<sup>e</sup> va ouvrir avec, dès le premier acte, en septembre 2000, une seconde Intifada, nouvel épisode d'un douloureux feuilleton dont la première page a été écrite en 1917. En septembre 2001, les attaques terroristes frappent les États-Unis : les images des Twin Towers qui s'abattent sont dans toutes les têtes. Les plans d'action américains au Moyen-Orient vont immédiatement être mis en œuvre. <sup>(8)</sup>*

- 1 p.100 Charles ZORGBIBE *La question de la Méditerranée sous la guerre froide* [[www.strategicsinternational.com/21\\_04.pdf](http://www.strategicsinternational.com/21_04.pdf)]
- 2 p.103 *L'Histoire du pétrole I<sup>o</sup> Chronologie - 1859 : première découverte du pétrole en Pennsylvanie (USA)* par Edwin DRAKE et George BISSEL. [<http://petroleum.e-monsite.com/pages/histoire-du-petrole/>]
- 3 p.105 *Les enjeux du pétrole au Moyen-Orient par les cartes* [<http://www.lesclesdumoyenorient.com/Les-enjeux-du-petrole-au-Moyen.html>]
- 4 p.107 *Les collections de l'histoire* n° 69
- 5 p.109 [[http://www.rawa.org/rules\\_fr.htm](http://www.rawa.org/rules_fr.htm)]
- 6 p.110 *Histoire de l'Afghanistan : chronologie* [<http://www.thucyde.com/realisations/utiliser/chronos/afghanistan.htm>]
- 7 p.113 Vincent CLOAREC et Henry LAURENS *Le Moyen-Orient au 20<sup>e</sup> siècle*, 2014
- 8 p.117 Vincent FROMENTIN *La politique américaine au Moyen-Orient* [<http://www.mep-online.org/La-politique-americaine-au-Moyen>]

### Références

# Le fil vert

L'Islam 1945 - 2000

Du quietisme au  
dihadisme.

L'islam contre l'islam.

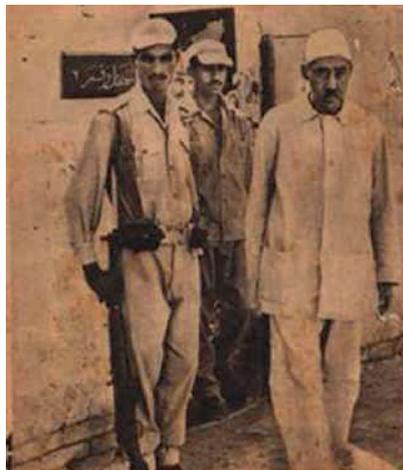
Sunnites contre  
chiites.

## Sayyid Qutb. Les frères musulmans

Sayyid Qutb est né en 1906 à Musha, en Haute-Égypte. Après des études secondaires au Caire, il suit les cours du Darai-Ulum entre 1929 et 1933, comme son contemporain Hassana al Banna, le fondateur des Frères musulmans. Une fois diplômé, il devient enseignant dans cette université.

Vers l'âge de quarante ans, il opère un retour à la religion et publie son premier livre engagé en 1948 *"La Justice sociale en islam"*. Par cette étude, il participe non seulement au débat alors à la mode en Égypte sur la justice sociale, le socialisme et la réforme agraire, mais il développe également la notion de *"Hakimiyya"*, ou souveraineté exclusive de Dieu sur toute chose, en particulier dans le domaine politique.

Sayyid Qutb, le père des salafistes djihadistes, est mené à la potence pour y être pendu.



Les partisans des Frères musulmans.

Entre 1948 et 1950, il est envoyé en mission aux États-Unis afin d'étudier le système éducatif américain, puis il visite la Suisse, la Grande-Bretagne et l'Italie. Ce premier contact avec l'Occident a certainement affermi sa "conversion" à l'islam. Il fait l'expérience de sa différence, d'autant plus que son apparence d'homme du sud le désigne naturellement comme une victime du racisme et il prend conscience de la singularité de la culture islamique.

Selon lui, la civilisation occidentale sombre dans une décadence qui est due à une faillite des valeurs. Le mode de vie occidental est contraire à l'islam. Son modèle de société est porté par l'intérêt économique, alors que l'islam authentique est fondé sur des valeurs universelles.

À son retour, Sayyid Qutb adhère à l'organisation des Frères musulmans grâce à une certaine notoriété et à ses nombreux contacts dans les milieux nationalistes. Il joue un rôle essentiel entre les Frères et le futur pouvoir nassérien. En effet, le groupe des Officiers libres qui prend le pouvoir le 23 juillet 1952, en destituant le roi Farouk, manque d'une véritable base populaire que peuvent lui fournir les Frères musulmans. Qutb met alors au service des Officiers libres le réseau de l'organisation islamique. Il est, à cette époque, un proche de Nasser, et même le seul civil à assister aux premières séances du Conseil de commandement de la Révolution. Or, le pouvoir nassérien, une fois aux affaires, cherche à écarter les Frères, en jouant des divisions en leur sein et en les persécutant.

Automne 1952. Sayyid Qutb reçoit Nasser dans sa villa de Halwan dans la banlieue du Caire. Le futur raïs, qui vient de renverser la monarchie du roi Farouk, est attendu de pied ferme. Si

les deux hommes se connaissent bien, se fréquentent, s'apprécient, il n'est plus question, comme par le passé, de deviser sur le programme commun ou la constitution d'un futur califat. Qutb rappelle vertement ses engagements à Nasser, lui-même membre de la confrérie. Quid des portefeuilles ministériels promis aux Frères ? Quid de la restauration de la charia ? Quid du califat ? Qutb comprend, ce jour-là, que Nasser ne cédera rien et qu'il a tourné le dos à la puissante confrérie égyptienne. Le partenariat entre les Officiers libres a fait long feu.

La rupture intervient après la signature d'un accord avec les Britanniques, le 27 juillet 1954, qui est violemment critiqué par les Frères et que Qutb perçoit comme une trahison.

Le conflit était inévitable entre deux visions totalisantes de la politique, Qutb n'acceptant pas que le régime nassérien fonde sa légitimité sur une loi non divine en adoptant le socialisme, et lève l'étendard de l'arabité plutôt que de l'islam.

Le 26 octobre 1954, Nasser est victime d'un attentat lors d'un grand meeting à Alexandrie. Il en sort indemne. L'agresseur est un Frère musulman. Une grande campagne d'arrestations dans les milieux de la confrérie est mise en œuvre. Un millier de cadres de l'organisation sont condamnés, pour certains exécutés. Qutb est jeté en prison. Désormais, Nasser n'a plus d'opposants politiques.

Aujourd'hui, certains historiens émettent des doutes sur la thèse de l'attentat, en constatant le calme incroyable du tribun durant l'évènement, et le fait qu'il ait à peine interrompu son discours alors que les balles sifflaient à ses oreilles.

Quoi qu'il en soit, cette attitude crâne lui procure une immense popularité dans le pays.

Qutb restera emprisonné jusqu'en décembre 1964.

C'est au cours de ces années de détention qu'il rédige ses deux ouvrages majeurs : *À l'ombre du Coran*, un long commentaire du livre sacré, et *Jalons sur la route*, qui connaîtra un succès foudroyant lors de sa publication en 1965.



Les Frères musulmans sont reçus par le président américain Eisenhower.

À peine Qutb libéré de prison, ces écrits révolutionnaires sont interprétés par le pouvoir comme un programme précis d'attentat et de coup d'État. Il est à nouveau incarcéré en août 1965, accusé d'une tentative de complot présumée contre le raïs (réelle ou forgée de toute pièce).

**Condamné à mort par le tribunal militaire, il est pendu le 26 août 1966. À partir de ce moment, l'intellectuel égyptien devient un martyr dont se réclameront des générations d'islamistes à travers le monde.**

Son concept phare est celui de jahiliya. Le mot, emprunté au Prophète, désigne "l'affreuse ignorance" qui régnait avant l'islam. Qutb considère que les sociétés et les États musulmans sont sortis de l'islam parce qu'ils n'en appliquent plus les principes et qu'ils sont retournés à l'état d'ignorance qui caractérisait l'Arabie avant l'arrivée du Prophète et l'expansion du message de l'islam. Il oppose deux camps en terre d'islam : les mécréants à combattre et les vrais croyants qui reconnaissent l'autorité absolue de Dieu. De fait, il excommunie potentiellement tous les musulmans qui s'écartent des préceptes de l'islam.

**Qutb rompt avec la tradition de l'islam réformiste qui, depuis Mohammad Abdul, prônait la guerre sainte uniquement en cas d'attaque d'un État musulman. Selon lui, le djihad ne saurait se limiter à son aspect défensif et devrait être utilisé pour libérer les hommes, aussi bien sur le territoire de l'islam qu'en dehors de celui-ci. Il érige le djihad en pilier de l'islam, qu'il ajoute aux cinq préceptes traditionnels.**

Comble de l'humiliation pour la confrérie, Nasser, qui était censé lui li-

vrer le pouvoir sur un plateau, a installé à la tête de l'Égypte un pouvoir laïque-socialiste et nationaliste.

Les Frères musulmans, après une brève parenthèse, reprennent le chemin de la clandestinité et de l'agitation terroriste. La confrérie en profite pour étendre son influence souterraine, multipliant les créations d'associations caritatives et éducatives pour mieux pénétrer le tissu social. La mort de Nasser en 1970 redonne un peu d'air au mouvement.

Sadate, le nouveau raïs, s'appuie sur elle pour accroître sa légitimité. Elle relève la tête. Ses relations avec le pouvoir semblent apaisées. Cela ne durera pas. La trahison de Sadate qui, non content d'avoir perdu la guerre du Kippour en 1973, signe des accords de paix avec Israël, "l'entité sioniste", la bête noire de la confrérie, est un nouveau casus belli. La Gamak al Islamiyya, un syndicat étudiant, créé et piloté en sous-main par les Frères musulmans, met les universités égyptiennes sous influence islamiste. La confrérie réclame la tête du président félon.

**Bientôt les mosquées échappent au pouvoir et deviennent des centres d'opposition. Les prêches qui y sont donnés sont ensuite reproduits sur cassettes et diffusés à travers le monde.**

La presse islamiste a été ré-autorisée et jouit d'une réelle influence dans le pays. Le réveil de l'islam entraîne un renouveau religieux dans la communauté chrétienne d'Égypte : les coptes. Ces derniers refusent l'évolution demandée par les islamistes qui reléguerait la religion copte à un statut secondaire.

Les coptes s'opposent à la politique de conciliation de Sadate envers les islamistes, notamment dans le domaine de la législation. En juin 1981, des incidents entre coptes et islamistes ont lieu dans la banlieue du Caire.

Le 3 septembre 1981, Sadate ordonne

une vaste opération de police et d'arrestations.

L'organisation islamiste de tendance qutbiste Al-Jihad décide de préparer un attentat contre le chef de l'État, suivi d'un soulèvement populaire.

**Le 6 octobre 1981, lors du défilé commémoratif de la guerre d'Octobre, Sadate est assassiné devant les caméras de télévision et meurt dans les heures suivantes.**

**Un mouvement de révolte, lancé en Haute-Égypte échoue. Le vice-président Hosni Moubarak est placé rapidement à la tête de l'État.**

Contrairement aux idées reçues, ce n'est pas le clergé chiite qui arrive au pouvoir dans les bagages de l'ayatollah Khomeiny en 1979 à Téhéran, mais bien l'idéologie des Frères musulmans.

Tout commence en 1953 lorsque, sous l'égide de Sayyid Qutb, ils organisent la deuxième conférence islamique à Jérusalem. Soucieux de s'ouvrir aux autres chapelles de l'islam, les Frères musulmans sunnites ont invité un chiite iranien, Navvab Safavi à y participer. Ce dernier, le leader des Fedayins de l'islam, une petite organisation clandestine rompue aux attentats terroristes et aux assassinats politiques en Iran, y fait un discours qui subjugué littéralement l'auditoire frériste.

Biberonné à l'antisémitisme nazi en vigueur dans l'école technique allemande où il a fait ses études, à Nadjaf, Safavi déclare que la guerre contre le sionisme ne doit pas être dévolue uniquement aux voisins d'Israël, c'est une question qui concerne l'ensemble de l'Ouma. La Palestine serait un waaf "un domaine sacré" de l'islam. Le "décret" fabriqué de toutes pièces, sera repris dans la charte du Hamas.

En conséquence, conclut Navvab Safavi, Israël est une pustule qui doit être éradiquée au nom d'une croisade qui implique tous les musulmans. Impressionné par son prêche, Qutb invite Safavi l'année suivante au Caire. Le révolutionnaire islamiste y donnera deux conférences devant les instances dirigeantes de la confrérie. C'est le début d'une romance entre les Fedayins de l'islam chiite et les Frères musulmans. au point que leurs organisations fusionnent à cette occasion. Quand Safavi rentre à Téhéran, son organisation

sera désormais appelée Ikhwan al Muslimin : les Frères musulmans.

**En 1955, Safavi, qui a tenté d'assassiner le Premier ministre iranien, est arrêté et exécuté. Son organisation se cherche à nouveau un leader. Ce sera Ruhollah Khomeiny, un intime de Safavi.**

Les Fedayins de l'islam initient l'ayatollah en exil à la doctrine et aux objectifs de la confrérie, qu'il appliquera à la lettre une fois au pouvoir. Pour lui rendre hommage, Khomeiny, à peine installé au pouvoir, donne à l'idéologie des Frères musulmans des noms de rues et imprime un timbre postal à son effigie.

**Ali Khomeiny, l'actuel guide suprême, est le premier traducteur de Qutb en persan.**

Par un effet boomerang, la révolution islamique en Iran ranime la pulsion révolutionnaire chez les Frères égyptiens et dans la nébuleuse qu'ils ont engendrée. Deux organisations clandestines grandissent en leur sein, la Gamaa al Islamiyya et Al-Jihad, dont le leader n'est autre que Ayman al Zawahiri, l'actuel numéro un d'Al-Qaïda, tente de s'emparer du pouvoir en faisant assassiner Sadate.

Seyed Nawab Safavi, condamné à mort pour une tentative d'assassinat à l'encontre de Hossein Ala, est exécuté le 25 décembre 1955.

Les Frères musulmans, réprimés, prennent le chemin de l'exil et trouvent refuge en Arabie saoudite et en Occident. À nouveau dans l'impasse, les Frères en profitent pour étendre leur influence au reste du monde. Les branches arabes de la confrérie (Ennahda en Tunisie, les Frères palestiniens qui prendront le nom de Hamas à Gaza, le FIS en Algérie, les Frères syriens, soudanais, etc.) constituent déjà les forces d'opposition aux dictatures arabes. Il s'agit maintenant de s'implanter dans les territoires nouveaux où l'islam n'est pas majoritaire et de tisser le réseau associatif qui permettra d'unifier les diasporas musulmanes et de préparer le terrain à l'islamisation du monde.

## Le Baas

Parti politique d'origine syrienne dont l'appellation officielle est : *le Parti de la renaissance socialiste*. Parti fondé en 1942 par Michel Aflak et Salah al Din al Bitar dont la doctrine repose sur deux piliers : **la constitution d'une nation arabe unifiée du Maroc à l'Irak**, et la construction d'un socialisme antimarxiste fondé sur l'individu.

## Résurrection

Si surprenant que cela nous paraisse aujourd'hui, l'idée même d'identité arabe est presque neuve. Pendant des siècles, explique Eugène Rogan, un égyptien, pas plus de "un" habitant de la province de Syrie, de Tripoli ou d'Alger, ne se considérait comme un "Arabe" et aurait mal pris qu'on le désigne ainsi. Chacun se définissait par rapport à sa famille, son clan, son village d'origine ou son appartenance religieuse. Un Arabe, c'était un habitant de la péninsule Arabique, le descendant d'une famille de cette région, ou encore, un Bédouin du désert. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, sur le modèle de ce qui s'est passé un peu plus tôt en Allemagne ou dans les Balkans, quelques intellectuels, en particulier à Damas et à Beyrouth, souvent issus de milieux chrétiens, théorisent le fait que la langue arabe et la culture qu'elle a créée au cours des siècles ont tissé des liens tels que tous ceux qui les ont en partage forment un même peuple, le peuple arabe. L'éphémère royaume unifié que Fayçal et ses partisans réussissent à édifier durant trois mois, à Damas en 1920, est une première ébauche de traduction politique du concept.

La Ligue arabe, fondée en 1945 au Caire sous l'égide de Farouk, avec la bénédiction de Londres, porte officiellement ce rêve, même si elle se contente de réunir des États aux intérêts, aux alliances et aux régimes bien trop disparates pour qu'il leur soit possible d'accoucher d'une politique commune. C'est en Syrie que le concept prend à nouveau de l'envergure.

Michel Aflak, d'origine chrétienne, et Salah Bitar, un damascène issu d'une famille sunnite, ont peaufiné leurs aspirations au nationalisme en se frottant au concept européen de l'époque. Juste après l'indépendance, en 1947, ils fondent, à Damas, le parti Baa's ("résurrection"), qui relance l'idée arabe sur la base d'un nationalisme modernisé, teinté de socialisme. Plus concrètement, cela suppose qu'il ne pourra s'épanouir que dans un État moderne fort, débarrassé des vieilles structures féodales, s'appuyant sur une mise en commun des moyens de production. Créé par un musulman et un chrétien, bientôt rejoints par





Hafez el Assad et Saddam Hussein : socialistes au départ, dictateurs à l'arrivée.

un troisième compère, issu de la communauté alaouite, le baassisme prend bien garde de ne pas mettre la religion au centre du dispositif. Ils reconnaissent à l'islam son importance dans la formation de l'arabité, mais pensent que le spirituel doit être soumis à un État impartial, supérieur aux communautés.

Peu à peu, les idées du baassisme commencent à imprégner l'esprit des Arabes, pas seulement en Syrie, mais dans la plupart des pays arabes. En 1955, un premier traité d'alliance est signé entre la Syrie et l'Égypte. Le panarabisme prôné par le Baas apparaît comme une solution. Le raïs d'Égypte soutient cette idée avec beaucoup de vigueur.

**Le 1<sup>er</sup> février 1958**, l'État égyptien et l'État syrien fusionnent pour créer la République arabe unie. Le soir même de la conclusion de l'union, Michel Aflak déclare à la presse que Nasser avait désormais, auprès de lui, une idéologie politique fiable. Il comptait diffuser ses idées dans le parti unique nassérien, l'Union nationale. Au lieu de l'heureux mariage attendu, la Syrie se retrouve soumise à un mari autoritaire. Elle croyait gagner une puissance nouvelle dans l'union, la voilà ravalée au rang de "province du Nord" de l'Égypte et contrainte d'accepter les dictats du raïs. Il supprime le multipartisme pour imposer son propre parti unique, instaure la collectivisation des moyens de production et prie l'armée de rentrer dans ses casernes.

L'administration égyptienne débarque avec ses habitudes paperassières et bureaucratiques qui exaspèrent les populations. Le climat est intenable. En

**1961**, un nouveau coup d'État organisé par des militaires anti-unionistes met un terme à l'expérience.

**La grande idée continue de surgir de temps à autre. En 1963, deux coups d'État successifs placent les baassistes au pouvoir à Bagdad et à Damas.**

Une tentative fédérale est envisagée. Elle s'engluie bien vite, avant d'être enterrée. Les partis frères sont devenus, d'un pays à l'autre, des ennemis farouches. Chacun prétend défendre le monde arabe dans la globalité mais aucun n'accepte de dépasser ses intérêts. Le panarabisme butera toujours sur le même écueil.

**Deux personnages vont faire leur entrée en scène, avec les habits du baassisme.**

**- Le 16 novembre 1970, Hafez el Assad en Syrie.**

**- Le 16 juillet 1979, Saddam Hussein en Irak.**

Le constat est celui d'un échec. Le baassisme a servi de marchepied. Il a pris le pouvoir (en Algérie avec le FLN, en Égypte avec Nasser, en Irak et en Syrie) à partir des mouvements de libération nationale qui se sont réclamés du nationalisme arabe. Ces mouvements se sont enfermés dans le cadre des frontières héritées du colonialisme. Finalement, le nationalisme arabe a servi de couverture à une captation de pouvoir en Syrie par la minorité alaouite crypto-chiïtes, dont fait parti la famille el Assad, au détriment des sunnites. En Irak, dans une symétrie négative, le parti Baas a servi de relais aux arabes sunnites, minoritaires démographiquement, représentés par Saddam Hussein.

## Une nation arabe avec une mission éternelle

*« Nous représentons l'esprit arabe contre le matérialisme communiste. Nous représentons l'histoire arabe vivante, contre l'idéologie réactionnaire morte et le progrès artificiel. Nous représentons le nationalisme en son essence, qui exprime la personnalité contre le nationalisme en mots, qui nuit à la personnalité et contredit les comportements naturels. Nous représentons la nouvelle génération arabe. »*

*« Notre objectif est clair et il ne souffre aucune ambiguïté : une seule nation arabe de l'Atlantique au Golfe. Les Arabes forment une seule nation ayant le droit imprescriptible de vivre dans un État libre. Les moyens de la résurrection sont les suivants : l'Unité, la Liberté, le Socialisme. »*

*« Il faut maintenant créer les conditions de la grande révolution arabe du vingtième siècle, qui permettra aux Arabes de réintégrer l'histoire. »*

*« La philosophie marxiste est matérialiste et totalisante, donc totalitaire. Elle ne considère que la collectivité, en oubliant la personne humaine. Elle entend se plaquer n'importe où et n'importe comment. Mais le socialisme ne doit pas écraser l'individu, il doit, au contraire, être à son service. »*

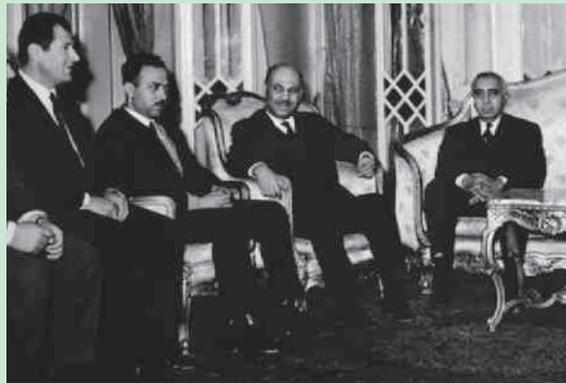
*« L'islam a été la pulsion vitale qui a révélé aux Arabes les potentialités et les forces latérales qui résidaient en eux. Il*

## Michel Aflak et Salah al Din al Bitar

Michel Aflak, est né à Damas dans une famille de la petite bourgeoisie grecque orthodoxe, en 1910.

À partir de 1928, étudiant à Paris à la Sorbonne, il s'y passionne pour l'histoire des idées politiques. Avant de venir en France, nationaliste de sentiment, il comprend, lors de ses études, que le nationalisme arabe doit dépasser le cadre sentimental pour reposer sur des bases solides, et envisager tous les champs : la politique, l'économie, la culture et les problèmes sociaux.

Paris devient, au début du XX<sup>e</sup> siècle, le centre de rayonnement du nationalisme arabe, en raison du grand nombre d'étudiants arabes présents dans la ville. C'est ici que le chrétien Michel



Michel Aflak et Salah al Din Bitar, Premier ministre.

Aflak rencontre son compatriote Salah al Din al Bitar, un musulman sunnite qui partage les mêmes préoccupations que lui, ce qui les conduit à fonder l'Union des étudiants arabes en France. Ensemble, ils ont participé à de nombreuses conférences et débats politiques, pour approfondir leurs connaissances idéologiques et économiques. Rentrés en Syrie tous deux, ils

enseignent au prestigieux lycée Tajhiz al Ula de Damas ; ils utilisent leur fonction de professeur pour attirer politiquement l'attention des élèves sur l'actualité du monde arabe.

En 1943, ils fondent le Parti de la renaissance arabe, et se lancent ensuite en politique active.

les a projetés sur la scène de l'histoire. L'islam est la meilleure expression du désir d'éternité et d'universalité de la nation arabe. Il est arabe dans sa réalité et universel dans ses idées. »

« Sans nous, sans notre mouvement, la société arabe serait menacée de se voir défigurée par l'athéisme. Grâce à notre résistance contre la réaction religieuse, sans compromis et sans relâche, grâce à notre position ferme et courageuse face à cette réaction, nous sauvons la société arabe de la mutilation que serait, pour elle, l'athéisme. »

## Le wahhabisme

Le mouvement puritaniste est la religion officielle de l'État d'Arabie saoudite. Avec l'accroissement considérable de ses revenus dans les années 1970, l'Arabie saoudite relance la prédication wahhabite dans le monde musulman comme moyen de combattre l'arabisme. Le roi Fayçal, assassiné en 1945, en est le grand organisateur. Il fait des villes saintes de l'islam des centres de formation pour les religieux musulmans du monde entier. Il mène également une politique de subvention des œuvres religieuses, comme la construction de mosquées dans l'ensemble du monde. Depuis les années 1960, les États-Unis

soutiennent cette politique de prédication qui leur apparaît comme un excellent moyen de combattre l'arabisme et le marxisme.

Le wahhabisme n'a pas pour ambition de bouleverser l'ordre social. Il est considéré, par les responsables américains comme un facteur de stabilité politique dans un Moyen-Orient révolutionnaire.

Le wahhabisme recherche la restauration d'un ordre traditionnel, en partie mythique, fondé sur les relations entre religieux et pouvoir monarchique. Contrairement aux Frères musulmans, c'est un mouvement institutionnel officiel, étroitement associé au pouvoir.

**Question : les véritables héritiers du wahhabisme ne sont-ils pas les salafistes et les djihadistes, ennemis jurés des Saoud coupables d'avoir ouvert l'Arabie aux armées infidèles ?**

Le pétrole semble appartenir essentiellement à l'histoire occidentale. Il est aussi un élément déterminant de l'histoire de l'Orient, dont il ne cesse de bouleverser les équilibres. Les hydrocarbures, pétrole ou gaz, ruissellent dans les sous-sols des pays qui ont une longue histoire, comme l'Iran

ou l'Irak. Ils jaillissent aussi dans de nombreux pays qui n'en ont guère.

Pendant des siècles, les petits émirats bordant le golfe Persique ont vécu de peu. Dans les années 1930 encore, l'Arabie survit essentiellement grâce aux taxes prélevées sur les périphériques de Médine et de La Mecque. Avec le pétrole, d'un coup, tous ces royaumes se retrouvent assis sur un tas d'or. Une révolution !

À partir des années 1950, le Bédouin, cet être mystérieux dissimulé sous son turban, se déplaçant à dos de chameau, sobre et farouche, se présente sur le devant de la scène métamorphosé en émir du pétrole. Ce milliardaire capable d'acheter des immeubles, des hôtels, voire des équipes de football en toute tranquillité.

Tous ces émirats, dont beaucoup n'avaient pas soupçonné l'existence pendant des siècles, deviennent des eldorados. Tous les pays pétroliers ou gaziers deviennent immensément riches. La rente pétrolière a des avantages, en particulier pour asseoir son pouvoir. Les généraux, les dictateurs, l'ont bien compris. Le principe est de prendre beaucoup pour soi et d'en garder un peu pour arroser ceux qui vous aident à garder le pouvoir. Ces fortunes colossales permettent d'établir durablement son



Le roi Salmane et Ben Laden.

influence. L'historien libanais, Georges Corn, parle même de la "tyrannie pétrolière" qui a bouleversé les équilibres politiques diplomatiques, religieux préexistants. Fayçal en est convaincu. Le don que Dieu a placé dans son sous-sol lui confère la mission sacrée de promouvoir sa parole, ou du moins la conception qu'il s'en fait de lui-même.

**Le wahhabisme auquel les Saoudiens sont liés de façon inextricable est une des doctrines les plus étouffantes qui soient.**

Dans les années soixante, l'Arabie saoudite cherche un moyen de contourner la Ligue arabe devenue un foyer du nassérisme. Il pousse à la création, en 1969, de l'Organisation de la conférence islamique (OCI). En 1970, l'idée est d'opter pour la "réislamisation" par le bas, de redonner le goût de la religion, de la façon dont les Saoudiens la conçoivent : en exportant des imams, en aidant à la construction de mosquées, en fournissant du matériel pédagogique partout dans le monde arabe et musulman. L'Arabie saoudite parvient à diffuser le wahhabisme à une vitesse effrayante et à éliminer peu à peu les courants concurrents.

*« En vingt ans, l'islam wahhabite, inconnu au Maroc, avait conquis près de la moitié des mosquées du royaume. »*

Partout, l'islam, ouvert, subtil et impécunieux, doit faire place à ce nouveau venu, doctrinaire, fondamentaliste et richissime. Au passage, Riyad, tout en s'en défendant, fait le lit de nombreux mouvements franchement islamistes. C'est la face sombre du pacte de Quincy. Pris dans leur logique économique et géopolitique, les États-Unis ont soutenu à bout de bras un pays dont les idées nourrissaient les combattants les plus acharnés à se battre contre l'Occident.

## L'Iran Khomeiny Le chiisme

L'Ayatollah Khomeiny est l'homme par qui le chiisme est devenu intégriste. La section persane des Frères musulmans se crée à Téhéran, en 1943, sous le nom de Fedayan e islam. Khomeiny était l'un des dirigeants lorsqu'en 1963, les intégristes iraniens s'attaquèrent pour la première fois au régime impérial. Le clergé d'où il est issu avait forti-

fié de siècle en siècle, depuis la conversion massive de la Perse au chiisme au XVI<sup>e</sup> siècle, son image et sa référence aux yeux du peuple. Sous le régime du Shah, alors que la contestation touchait la petite bourgeoisie, les intellectuels et le prolétariat urbain, la révolution en gestation disposait de relais tout trouvés pour encadrer la population et la guider vers le grand soir. Le charisme de Khomeiny réveillait, en outre, les ardeurs extatiques du chiisme.

**C'est en 1963, lors des manifestations traditionnelles de deuil (l'Achoura) commémorant la bataille de Kerbala (douleur séculaire jouée chaque année dans le sang et les larmes), que Khomeiny fut arrêté par le Shah, pour avoir conduit une manifestation étudiante. Commence alors, pour les Iraniens, l'identification de celui qui deviendra le guide de la révolution.**

En mars 1977, le "printemps de Téhéran" est déclenché par la lettre ouverte de Seyed Javad au Shah. À la surprise générale, l'audacieux essayiste n'est pas poursuivi, ni emprisonné. Les intellectuels iraniens se sentent encouragés à prendre la parole, d'autant qu'aux États-Unis, Jimmy Carter vient d'être élu sur un programme en faveur des Droits de l'homme. Le régime confie alors la répression à sa police secrète. La dynamique du "printemps iranien" croît, en réponse. Il s'ensuit une escalade de la violence. En février 1978, un deuil religieux soulève la population chiite à Tabriz. Des symboles de l'Occident "décadent", (boutiques de luxe, cinémas, magasins vendant de l'alcool), mais aussi des symboles du régime impérial, sont incendiés.

La police fait appel à l'armée, dont l'intervention se solde par la mort d'une centaine de manifestants. C'est à ce moment-là que les "bazaris" (les commerçants et corporations du bazar) se rangent, peu à peu, dans le camp des religieux. Ils sont excédés par les campagnes de lutte anti-corruption au régime et apportent explicitement leur soutien à Khomeiny, qui parvient à se rallier une partie croissante du clergé. Il dispose, en outre, d'un important réseau de militants à l'étranger qui diffusent ses discours enregistrés. L'absence





Khomeini et Khomeiny.

de solution politique à l'ensemble du régime facilite le ralliement des libéraux, des marxistes et des islamistes opposés au Shah. Des manifestations réclament le départ de ce dernier et le retour de Khomeiny, en exil en France à Neauphle-le-Château. La loi martiale est décrétée, l'armée ouvre le feu sur les manifestants, perpétrant le Massacre du vendredi soir.

**Le pays est paralysé par des grèves.** Certains soirs, à la demande de Khomeiny, les habitants montent à 20 heures sur les terrasses des immeubles pour crier « Dieu est grand, à bas le Shah ! »

Le régime est vaincu politiquement en décembre, au moment de la commémoration du martyr de Hussein. Plus d'un million de personnes manifestent à Téhéran les **10 et 11 décembre**. Un mois plus tard, Reza Chah Pahlavi quitte l'Iran.

Le **1<sup>er</sup> février 1979**, Khomeiny rentre à Téhéran. Il reçoit un accueil triomphal. Il a, avec lui, les écrits peaufinés qui deviendront le petit livre vert de la Révolution iranienne. Quelques jours après, le slogan « *Indépendance, liberté, république islamique* » scandé lors d'une manifestation en l'honneur de Khomeiny, fait comprendre aux laïques qu'il leur sera difficile de peser sur le gouvernement. Celui-ci est pourtant reconnu immédiatement par les États-Unis, tandis que le monde entier suivait cette révolution accomplie par une population jeune, sous les or-

dres d'un religieux qui affirmait que l'islam apporterait la réponse à tous les problèmes du pays.

### Morceaux choisis

«Le gouvernement islamique est soumis à la loi de l'islam qui n'émane ni du peuple ni de ses représentants, mais directement de Dieu et de la volonté divine.»

«En islam, gouverner signifie uniquement mettre à effet les lois coraniques, autrement dit les lois divines. Ces lois doivent être respectées par tous, sans exception et sans contestation. La loi divine s'applique au chef et au subordonné, à l'employeur et à l'employé. On obéit au Prophète parce que Dieu l'a voulu ainsi. Et on doit obéir aux dirigeants du gouvernement islamique aussi, parce que Dieu l'a ainsi voulu.»

«La guerre sainte signifie la conquête

des territoires non musulmans. Il se peut qu'elle soit déclarée après la formation d'un gouvernement islamique digne de ce nom, sous la direction de l'imam ou sur son ordre. Il sera alors du devoir de tout homme majeur et valide de se porter volontaire dans cette guerre de conquête, dont le but final est de faire régner la loi coranique d'un bout à l'autre de la Terre.»

«Que comprenez-vous de l'accord entre la vie sociale et les principes religieux ? Et d'abord, en quoi consiste cette vie sociale ?

Est-ce que ce sont ces foyers d'immoralité qui s'appellent théâtres, cinémas, danse, musique ?

Est-ce la présence indifférente, dans la rue, de jeunes gens avides et de femmes aux poitrines, aux cuisses et aux bras nus ?

Est-ce le port ridicule du chapeau européen, ou l'imitation de leurs habitudes de boire du vin ?

Nous sommes convaincus qu'on vous a fait perdre votre capacité de distinction entre le bien et le mal, en échange de quelques appareils de radio et de ridicules chapeaux occidentaux. On a attiré votre attention sur les femmes dénudées qu'on rencontre sur les avenues et dans les piscines. Que ces pratiques honteuses prennent fin pour que pointe l'aube d'une vie nouvelle.»

«La foi et la justice islamiques exigent de ne pas laisser survivre, dans le monde musulman, les gouvernements anti-islamiques, ou ceux qui ne se conforment pas entièrement aux lois islamiques.»

Des Ayatollahs.





*L'instauration d'un ordre politique laïque revient à entraver la progression de l'ordre islamique. Tout pouvoir laïque, quelle que soit la forme sous laquelle il se manifeste, est forcément un pouvoir athée, œuvre de Satan. Il est de notre devoir de l'enrayer et de combattre ses effets. »*

### Sur le plan international

L'Iran tente d'appliquer une politique "ni Est, ni Ouest" qui serait simplement islamique.

En réalité, les relations avec l'URSS sont normales, voire amicales. L'Union soviétique est le premier fournisseur d'armes et de matériel de l'Iran.

En revanche, les relations irano-américaines se dégradent très vite. Le 1er novembre 1979, Khomeiny appelle la population à manifester contre les États-Unis et Israël et met en place la rhétorique du "Grand Satan" et des "ennemis de la Révolution". Le 4 novembre, des étudiants pénètrent dans l'ambassade américaine, l'occupent, et prennent en otage 52 diplomates. La prise d'otages dure plus d'un an et constitue, pour l'administration de Carter, un

Manifestation devant l'ambassade d'Arabie saoudite à Théhéran.



conflit d'autant plus cuisant que le régime iranien choisit de les libérer le jour de l'élection de Ronald Reagan.

Les relations avec Israël se détériorent aussi : Khomeiny fait en sorte que Yasser Arafat soit le premier représentant politique reçu officiellement par la République islamique.

**Khmeiny, qui a l'ambition de faire de son pays "le centre révolutionnaire du monde islamique", cherche à exporter le modèle. Les gouvernements du golfe Persique, dont certains ont de fortes minorités chiites, se sentent menacés par la révolution iranienne.**

En 1980, l'Irak, soutenu financièrement et militairement par les autres pays arabes, les États-Unis et la majorité des États occidentaux, envahit l'Iran, avec l'espoir d'étouffer dans l'œuf cette menace. Si l'Irak, au terme d'une guerre de huit ans qui laisse les deux pays exsangues, ne réussit pas à défaire la révolution islamique, celle-ci ne parvient pas à s'exporter.

La seule réussite étrangère, à cette époque, est la création du Hezbollah libanais.

À gauche, un des lieux saints du chiisme : la Mosquée Hussein à Kerbala. À droite, Manifestation anti américaine devant l'ambassade US à Théhéran.

## La guerre Iran-Irak

La guerre Iran-Irak traduit l'opposition toujours croissante entre le Baas irakien et le chiisme révolutionnaire.

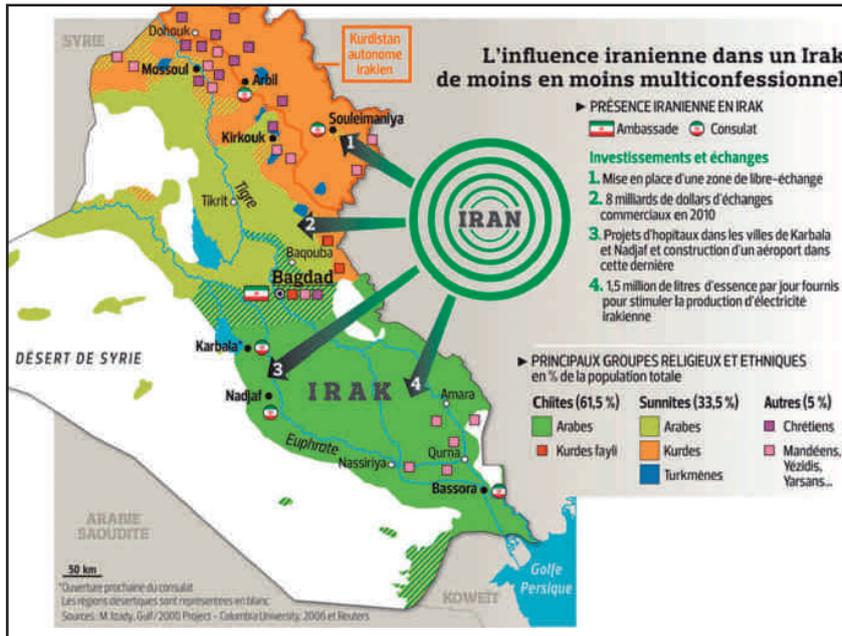
Les événements iraniens ont apporté un puissant encouragement aux mouvements chiites de l'Irak. Dès février 1979, des incidents de frontières éclatent entre les deux pays.

En 1980, le projet de charte panarabe de Saddam Hussein est interprété en Iran comme une véritable menace.

Le projet énumère huit principes :

- Refus d'admettre, sur le sol de la patrie arabe, des forces étrangères ;
- Interdiction du recours à la force entre les États arabes ;
- Utilisation de la force envers les pays voisins arabes pour la défense du monde arabe ;
- Solidarité de tous les Arabes contre une agression ;
- Respect des règles internationales d'utilisation des eaux, de l'espace aérien et des frontières ;
- Développement des relations économiques entre les pays arabes ;
- Rôle dirigeant de l'Irak dans le projet panarabe.

La tension s'accroît entre les deux camps. En avril 1980, un attentat manqué contre Tarek Aziz, membre important du gouvernement irakien et de confession chrétienne, entraîne l'arres-



tation d'al Sadr, qui mène la revendication révolutionnaire chiite en Irak. Après l'exécution d'al Sadr, Khomeiny appelle au renversement de Saddam Hussein.

**Le 22 septembre 1980**, Saddam Hussein lance une attaque surprise sur l'Iran. Il compte sur la désorganisation de l'armée iranienne, suite à la révolution, pour mener une guerre rapide. S'autoproclamant le rempart du monde occidental, il entend déstabiliser la république islamique naissante avant qu'elle ne consolide son pouvoir.

**Cette guerre est à trois niveaux :**

C'est d'abord une guerre ethnique entre Perses et Arabes.

C'est ensuite une guerre religieuse entre sunnites et chiïtes, même si les chiïtes irakiens se battent alors pour l'Irak, contre les chiïtes iraniens.

C'est enfin une guerre pour le pétrole, pour le contrôle du golfe Persique, par lequel passe près de 17 % du pétrole mondial et 65 % de l'approvisionnement énergétique des Occidentaux et du Japon.

**De 1981 à 1984, les attaques se succèdent.**

L'appareil militaire irakien a tenu, face aux offensives iraniennes. Durant cette période, il a été considérablement renforcé par l'aide soviétique et française. L'Iran a disposé des formidables réserves de matériels militaires accumu-

lées du temps du Chah. L'Iran bénéficie aussi d'un montage complexe de livraisons d'armes américaines, avec la participation d'Israël. La révélation de ce trafic entraîne un véritable scandale aux États-Unis. C'est l'affaire de **l'Iran-gate en 1986**.

Cette guerre fera un million de morts et s'arrêtera en 1988 par épuisement mutuel des combattants. Aucune partie n'est déclarée victorieuse. Le cessez-le-feu a lieu au centimètre carré dans les frontières d'avant-guerre.

Dès le début des années 1980, la guerre Iran-Irak acquiert une reconnaissance de plus en plus internationale. Après les défaites irakiennes de

1982, l'expansionnisme iranien devient un danger pour les pays arabes regroupés dans un Conseil de coopération du golfe (CCG). Les monarchies décident alors de subventionner massivement l'effort de guerre irakien. Durant l'ensemble du conflit, elles prêtent près de cinquante milliards de dollars à Bagdad.

Les incidents se multiplient, par ailleurs, entre les autorités saoudiennes et les pèlerins iraniens se rendant dans les villes saintes. Durant l'été 1987, Riyad craint une occupation de la grande mosquée de la Mecque. Les heurts éclatent le **31 juillet** et font plus de 400 morts, dont 275 Iraniens. Les relations diplomatiques sont rompues entre Riyad et Téhéran.

**Le contre-choc pétrolier entraîne la baisse du prix du baril, passant de 30 \$ en 1980 à 15 \$ en 1985. Les revenus pétroliers des pays du Golfe descendent en flèche. La flotte américaine se frotte à la flotte iranienne en octobre 1987 et en avril 1988.**

**Le 18 août 1988**, Téhéran accepte la résolution 598. Le cessez-le-feu est effectif le 20 août.

Les négociations de Genève : une conférence internationale s'ouvre alors à Genève, sur la question des frontières internationales et sur l'échange des prisonniers de guerre, autour des deux pays belligérants. Après la mort de Khomeiny, le 3 juin 1989, les luttes de pouvoir à Téhéran ne permettent plus d'obtenir une décision diplomatique.



## Chronologie de l'Iran 1941-2010

### 1941

Soviétiques et Britanniques occupent une partie de l'Iran. Reza Shah, trop favorable à l'Allemagne, est contraint d'abdiquer en faveur de son fils Mohammad Reza Pahlavi.

### 1951

Mossadegh, Premier ministre, nationalise l'industrie pétrolière. L'Anglo Iranian Oil Company et la Grande-Bretagne portent plainte devant la Cour internationale de justice.

### 1953

Coup d'État appuyé par la CIA. Mossadegh est renversé.

### 1954

L'exploitation du pétrole est accordée pour 25 ans à un consortium international.

### 1963

Lancement de la "Révolution Blanche", programme de modernisation.

### 1965

Répression contre l'opposition de gauche et les religieux à la suite d'un attentat manqué contre le Shah. L'ayatollah Khomeiny est arrêté, puis exilé en Irak.

### 1979

16 janvier : après des mois de manifestation réprimée avec violence, le Shah quitte le pays pour l'Égypte.

1er février : l'ayatollah Khomeiny, exilé en France, rentre à Téhéran. Insurrection menée par les partisans de Khomeiny et une partie de l'armée.

1er avril : proclamation de la République islamique.

Août : la nouvelle constitution accorde à Khomeiny le pouvoir suprême.

Novembre : occupation et prise d'otages à l'ambassade américaine, qui durera jusqu'en janvier 1981.

### 1980

Début de la guerre avec l'Irak, déclenchée par l'invasion des troupes irakiennes.

### 1981

Ali Khamenei est élu président de la République.



Manifestation anti-américaine devant l'ambassade US à Téhéran.

### 1988

Cessez-le-feu entre l'Irak et l'Iran.

### Février 1989

L'ayatollah Khomeiny prononce une "fatwa" contre le livre de l'écrivain britannique Salman Rushdie, *Les Versets sataniques*. Il demande à tous les musulmans « d'exécuter Rushdie ».

### Juin 1989

Décès de l'ayatollah Khomeiny, Ali Khamenei lui succède en tant que "guide de la révolution".

### Juillet 1989

Ali Hachemi Rafsandjani est élu président de la République.

### Juin 1990

Un tremblement de terre dans la province de Zenjan fait 40 000 victimes.

### Septembre 1990

L'Iran restaure ses relations diplomatiques avec l'Irak. Téhéran est resté neutre au moment de l'invasion du Koweït par Bagdad.

### Mai 1995

Les États-Unis imposent un embargo commercial à l'Iran, accusé de soutenir le terrorisme et de vouloir acquérir l'arme nucléaire. Un an plus tard, Washington ajoute une clause imposant des sanctions aux compagnies étrangères qui continuent de commercer avec Téhéran (loi d'Amato).

### Mai 1997

Le réformateur Mohammad Khatami est élu président de la République. Il sera réélu en 2001.

### Juin 1999

Manifestations étudiantes, après la fermeture du journal réformateur Salam, 1 000 personnes sont arrêtées.

## La montée du chiisme

La guerre entre sunnites et chiites n'a jamais connu d'interruption. Mais elle a été latente. Pendant des siècles, les chiites se sont sentis opprimés. Les Seffides, en Iran, choisissent alors d'en faire la religion d'État pour se démarquer du reste du monde musulman. Depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, l'Iran est en quelque sorte le "Vatican" du chiisme.

En 1979, alors que s'installe la République islamique iranienne, l'invasion de l'Afghanistan par l'armée Rouge donne une impulsion extraordinaire à l'islam radical. Un homme se distingue : le prince Turki al Fayçal Ben Abdulaziz, qui dirige les services de renseignements extérieurs au royaume d'Arabie saoudite. Le prince est l'artisan, en 1977, du basculement au Pakistan de l'école théologique sunnite hanafite, la plus libérale, celle qui admet l'opinion personnelle comme critère d'interprétation, à l'école hanbalite, la plus rétrograde, la plus littéraliste, la plus archaïque, celle qui dit qu'après le Prophète il n'y a plus rien de nouveau. Cette invasion de l'Afghanistan va permettre à Turki al Fayçal de mettre sur pied une légion islamique mondiale, recrutant dans tous les pays arabes et dans tous les pays musulmans, grâce au financement exclusif de l'Arabie saoudite, bien entendu, des combattants pour les envoyer en Afghanistan. Ce qui lui permet également, à travers Oussama Ben Laden, recruté en 1982,

## État des lieux

Au XX<sup>e</sup> siècle l'apparition de mouvements fondamentalistes radicaux dans les pays sunnites, comme les Frères musulmans en Égypte et en Syrie, et le mouvement wahhabite en Arabie saoudite, contribue à exacerber à nouveau l'hostilité de la majorité des musulmans contre les chiïtes.

Sunnites et chiïtes sont divisés malgré des causes communes normalement fédératives, par exemple la défense des Palestiniens et la lutte contre l'influence américaine au Moyen-Orient. Les chiïtes, toutes sectes confondues, sont minoritaires à l'échelle du monde musulman, mais ils sont majoritaires dans quelques pays, comme l'Iran, l'Azerbaïdjan ou Bahreïn. Ils représentent environ 140 millions de personnes sur un total de 1,5 milliard de musulmans dans le monde, soit à peu près 9 %. Ils

constituent 98 % de la population en Iran, 80 % en Azerbaïdjan, 75 % de Bahreïn, 54 % en Irak, 30 % au Liban, 25 % au Koweït, 20 % en Turquie, en Afghanistan et au Pakistan, et 10 % en Arabie saoudite.

Certaines populations chiïtes, dans ces pays, se sont déjà révoltées, les autres attendent sans doute une opportunité pour le faire.

Au Liban et en Irak, les chiïtes ont été méprisés. Au Koweït et en Arabie saoudite, les chiïtes sont installés près des zones pétrolifères. Ces minorités opprimées se sont réfugiées dans des endroits à l'écart des populations à majorité sunnite. En Syrie, au Liban, en Turquie et au Yémen, elles se sont retirées dans les montagnes. En Irak, elles se sont abritées dans les marécages du sud, qui jouxtent la Perse protectrice.

d'aider les Américains dans leur entreprise de lutte contre cette invasion soviétique.

Ce n'est qu'en 1992, lorsque en Afghanistan, les Américains quittent le pays, que l'on assiste à la montée en puissance de l'affrontement entre sunnites et chiïtes. Cet affrontement va se transposer au Pakistan, en Inde, en Irak.

Depuis les années 1990, l'Iran a organisé, mis sur pied, une sorte de diplomatie contestataire, vis-à-vis du pouvoir unipolaire qui est celui des États-Unis et notamment de la présence américaine dans la région. Cette diplomatie contestataire a essentiellement pu se développer grâce à l'alliance avec la Syrie au Moyen-Orient. Mais, également, à travers des organisations comme le Hezbollah, lui-même chiïte et le Hamas, bien que sunnite.

Actuellement, le contrôle de la mer Rouge que privilégient l'Arabie saoudite et les Émirats pour évacuer leur pétrole, au détriment de la voie qui traverse le golfe Persique, est en jeu. Il y a là l'instrumentalisation d'un conflit entre sunnites et chiïtes, au Yémen, par des superpuissances régionales (l'Arabie saoudite et l'Iran).

Den Xiaoping est reçu par Jimmy Carter aux États-Unis.

## 1979 Année du siècle ?

L'année 1979 nous offre un tableau exceptionnel d'événements remarquables qui peuvent être retenus et considérés comme majeurs. Certains ont marqué la région et l'ont déstabilisée. Depuis, leurs effets ont traversé le temps et continuent à jouer encore aujourd'hui. Voici leur présentation, dans l'ordre chronologique.

### Visite de Deng Xiaoping aux États-Unis

31 janvier 1979

Au cours du 3<sup>e</sup> plenum du Comité central du Parti communiste chinois (12-18 décembre 1978), la victoire obtenue quelques jours plus tôt (prise de contrôle du PCC) par Deng Xiaoping est officialisée. Il devient de facto le dirigeant de la Chine, avec l'adoption par le



parti de son idée de réforme économique. Cette décision est suivie, le **31 janvier 1979**, par le début d'une visite historique aux États-Unis. Une visite officielle au cours de laquelle il rencontre, à Washington, le président Jimmy Carter et plusieurs membres du Congrès. Il visite le centre spatial de la Nasa à Houston, le siège de Boeing à Seattle et à Atlanta. Il indique clairement que la priorité du nouveau régime chinois est le développement économique. Il en profite pour faire passer son message au monde et au peuple chinois :

*« Il est bon de s'enrichir » et reprend sa fameuse citation : « Peu importe qu'un chat soit blanc ou noir, s'il attrape bien la souris, c'est un bon chat. »*

### L'ayatollah Khomeiny rentre en Iran

1<sup>er</sup> février 1979

Le 13 janvier 1979, le Shah d'Iran Mohammad Reza Palavi, et sa femme la reine Farah, quittent leur pays pour Assouan en Égypte, où le président Sadate les attend. Ce départ, officiellement pour raison de vacances, est en réalité définitif.

La révolution populaire, menée en même temps par les libéraux, la gauche, l'armée et le mollah, qui agite l'Iran depuis janvier 1978, a poussé le souverain hors de son royaume.

Le **1<sup>er</sup> février 1979**, l'ayatollah Khomeiny rentre en Iran après quinze ans d'exil, dont les derniers mois passés en France à Neauphle-le-Château. Le chef spirituel de la communauté chiïte fait un retour triomphal à Téhéran. Il est accueilli en héros national.

Le **1<sup>er</sup> avril**, il instaure une République islamique d'Iran et exercera jusqu'en 1988 une des plus féroces dictatures religieuses du XX<sup>e</sup> siècle.

### L'Égypte et Israël signent un traité de paix

26 mars 1979

Après trente années de lutte et de tension, l'Égypte et Israël signent un traité de paix à Washington. Ce dernier met un terme aux pourparlers entamés par le président égyptien Sadate et le ministre israélien Begin. Le Sinaï sera totalement restitué à l'Égypte en 1982 et les Israéliens quitteront les alentours du canal de Suez. Toutefois, suite à la



le président égyptien Sadate, l'israélien Begin et Jimmy Carter à Washington.

signature de cet accord, l'Égypte sera exclue de la Ligue arabe et Sadate deviendra l'ennemi des islamistes. Il bénéficiera de nouvelles relations avec les États-Unis. Jusque-là acteur militaire du conflit israélo-arabe, l'Égypte rejoint le camp de la paix avec Israël.

Le président Sadate paiera de sa vie, deux ans et demi plus tard, cet acte de réconciliation.

### Le deuxième choc pétrolier

Juin 1979

La révolution iranienne va impacter la planète car, à sa suite, le second choc pétrolier intervient. Le brusque fléchissement des exportations pétrolières iraniennes est dû en grande partie à une grève déclenchée, au début de l'été 1978, par le personnel iranien de l'industrie pétrolière pour soutenir la révolution islamique.

Cette fois-ci, le prix du baril, passé après la guerre du Kippour de 5 dollars à 15 dollars, se voit atteindre 35 dollars en juin 1979, et un prélèvement non plus de 10 dollars par baril, mais cette fois de 20 dollars. Les économies occidentales, qui venaient à peine de se remettre de la première hausse, se trouvent confrontées à un nouveau déséquilibre économique, se traduisant par le cortège : hausse des prix, inflation, accélération de la montée du chômage, qui de conjoncturel va devenir structurel dans les pays occidentaux. Les pays producteurs, principalement au Moyen-Orient, voient affluer vers eux une manne de pétrodollars.

La Kaaba, la mosquée sacrée (Masjid Al-Haram) de La Mecque est le plus haut lieu de pèlerinage pour tous les musulmans depuis le VII<sup>e</sup> siècle.

### Prise de la Mosquée de La Mecque

20 novembre 1979

Un groupe s'empare militairement de la Mosquée de La Mecque. C'est l'effet miroir de la révolution iranienne. Ces extrémistes sunnites, wahhabites, veulent chasser du pouvoir les princes "impies et corrompus"... plusieurs centaines de morts, des exécutions publiques termineront cette affaire.

Les racines d'Al-Qaïda sont là. Elles viennent de surgir à la face du monde. Le soulèvement prend fin grâce au soutien logistique (et probablement avec la participation plus ou moins active du GIGN) demandé et accordé par la France.

### Invasion soviétique en Afghanistan

25 décembre 1979

L'année allait se terminer enfin paisiblement quand, coup de tonnerre, l'URSS annonce au monde, le 25 décembre, que ses chars viennent de franchir les frontières d'Afghanistan.

Le 27 décembre, 5 000 soldats soviétiques font leur entrée à Kaboul, tandis qu'Hafizullah Amin, le président du Conseil révolutionnaire, accusé d'être un agent américain, est assassiné. Près de 40 000 soldats russes se massent dans tout le pays. Dans le même temps une résistance s'organise.

C'est une guerre qui vient de commencer. Elle va durer dix ans. Elle va appauvrir l'URSS et donc accélérer son implosion. Elle va développer les combattants islamistes.

Montée de l'intégrisme musulman et de son prosélytisme. Rivalité entre sunnites et chiïtes. Basculément de l'Iran,



4<sup>e</sup> producteur de pétrole du monde, en dehors du cercle d'influence occidental. L'Iran qui, avec sa révolution d'origine religieuse, montre en plus au monde musulman majoritairement sunnite, qu'il se laisse exploiter par ses dirigeants, incapables de lutter contre Israël. Les Saoudiens, sunnites, wahhabites, protecteurs des lieux saints de l'islam, se voient ainsi contester leur leadership religieux, et donc également politique, par l'autre composante du monde musulman, les chiïtes minoritaires.

Chute de l'URSS. Création du foyer taliban en Afghanistan et ses conséquences. Intervention potentielle de l'Iran dans le conflit israélien avec le Hezbollah au Liban et le Hamas à Gaza. Accumulation des pétrodollars dans les pays du Golfe. Le début de la fin des "Trente Glorieuses" pour les économies occidentales.

Le pétrole, une variable que les Américains vont avoir de plus en plus de mal à contrôler. Enfin, apparition d'une Chine qui recommence à déployer ses ailes et qui va occuper, sur la scène internationale, une place sur le podium.

### Un fait peu connu :

## La prise de la Grande Mosquée de La Mecque

[Références]

La prise de la Grande Mosquée est la prise d'otages par des fondamentalistes islamistes et opposants à la famille royale saoudienne, de la mosquée Al-Masjid al-Haram, à La Mecque (Arabie saoudite), le 20 novembre 1979. Ce coup de force ébranle le monde musulman puisqu'il se déroule dans le lieu le plus saint de l'islam et que des pèlerins, présents à la suite du hajj (pèlerinage) ayant pris fin trois semaines plus tôt, sont pris en otage. Par la suite, un nombre important de membres des forces de sécurité saoudiennes et d'islamistes sont tués dans la bataille qu'ils se livrent pour récupérer le contrôle du site. Le 20 novembre 1979, premier jour de l'an 1400 (1 Mouharram) du calendrier musulman, un groupe d'environ 200 fondamentalistes islamistes, composé de Saoudiens et d'Égyptiens étudiants à

l'Université islamique de Médine, lourdement armés, prend par la force le contrôle de la mosquée Al-Masjid al-Haram à La Mecque. À la tête de cette prise d'otage, qui implique aussi bien des hommes que des femmes, se trouve Juhaiman ibn Muhammad ibn Saif Al Utaibi, caporal retraité de la Garde nationale saoudienne qui appartient à une puissante famille sunnite du Najd.

En premier lieu, il souhaite la reconnaissance de son beau-frère Mohammed Ben Abdallah Al Qahtani, présent avec eux, comme le Mahdi censé apporter la justice sur terre. Il justifie ses actions par le fait que la dynastie des Al Saoud a perdu sa légitimité, puisqu'elle est corrompue, qu'elle vit dans le luxe et qu'elle a détruit la culture saoudienne par sa politique d'ouverture à l'Occident.

### Assaut sur La Mecque

1979

En 1979, Jouhaymane Al-Utaybi et ses partisans décident de frapper un grand coup et ils se procurent des armes en contrebande au Yémen. Dans les derniers jours de novembre 1979, les choses s'accroissent. Les conjurés dissimulent leurs armes dans des paniers de dattes et entrent dans La Mecque, échappant à tout contrôle. Puis ils s'introduisent dans la Grande Mosquée et stockent le matériel ainsi que des galettes, du riz et de l'eau dans des cercueils entreposés dans les sous-sols : là encore, ils savent qu'aucune fouille ne sera opérée.

Ce qui a de l'importance, en revanche, c'est qu'à cette date du **20 novembre 1979**, le pèlerinage est terminé

depuis trois semaines environ, qu'il y a encore environ 50 000 pèlerins dans la Grande Mosquée, que le prince héritier Fahd est en voyage à Tunis pour un sommet arabe et qu'il est 5 h 20 du matin pour la première prière du jour qui doit être lancée par le cheikh Mohammed Ibn Soubbayil. Le ministre du culte commence son appel (au micro) dans le silence et sa voix se diffuse dans tous les haut-parleurs installés à travers la ville. Il se passe alors quelque chose d'extraordinaire, d'inattendu et de totalement imprévisible : quelqu'un, qui s'est glissé dans l'ombre près de lui, lui prend le micro des mains et se met à parler aux fidèles stupéfaits.

*« Je m'appelle Jouhaymane Al-Utaybi, dit-il avant d'ajouter aux fidèles qui ne comprennent rien : Voici Mohammed Al Qahtani [son beau-frère, ndlr] : c'est le Mahdi qui vient apporter la justice sur Terre ! Reconnaissez le Mahdi qui va nettoyer le royaume [saoudien, ndlr] de la corruption ! »*

### Nous y sommes.

Dès les premiers mots de celui qui s'est emparé du micro, des coups de feu éclatent : le dénommé Jouhaymane Al-Utaybi, on s'en doute, n'est pas seul. Parmi ses partisans qui entendent prendre le contrôle de la mosquée, certains font feu sur des gardes, grâce aux armes qu'ils ont stockées dans les sous-sols. Les gardes, eux, ne sont pas armés puisque le port d'arme est strictement interdit dans toute la ville de La Mecque. Immédiatement, c'est la panique et la confusion chez ces derniers, pendant que Jouhaymane Al-Utaybi continue imperturbablement sa dénon-

ciation du pouvoir saoudien jugé corrompu, dépravé, décadent et vendu à l'Occident.

### Qui sont ces insurgés ?

Plusieurs dizaines de Saoudiens, majoritaires, mais aussi des Égyptiens (au moins 10), des Yéménites (au moins 6), des Koweïtiens, des Irakiens, des Soudanais et même deux Américains, ainsi qu'on le découvrira plus tard. Ils ne sont pas les éléments téléguidés d'un vaste complot international mais plutôt des éléments individuels que les circonstances et l'idéologie radicale ont conduit à s'agréger ensemble (un peu à la manière de ceux qui forment l'armée actuelle de l'État islamique irako-syrien). Mais ils sont dirigés par un Saoudien et, donc, il est clair qu'il s'agit d'une rébellion armée contre le trône saoudien. Une action qui prend tout le monde de court dans la mesure où elle était intellectuellement inenvisageable à La Mecque, ville où les armes et leur usage sont interdits et où, par conséquent, la police n'est ni armée ni théoriquement autorisée à tirer. Des musulmans tirant sur d'autres musulmans dans l'enceinte sacrée de La Mecque, le roi Khaled s'inquiète. Il lui faut juguler la crise le plus rapidement possible.

Pour ce qui concerne l'aspect religieux, le 20 novembre 1979, Khaled réunit rapidement les oulémas (docteurs de la foi) pour obtenir d'eux la permission d'utiliser les armes. Ce qui est, en théorie, formellement interdit est finalement autorisé sur la base d'un verset du Coran (II, 191) : une fatwa est donc lancée dans les formes contre les insurgés. Le point théologique a été réglé rapidement. Il faut maintenant passer à l'aspect pratique des choses : rassembler des troupes, définir un plan de bataille, mener l'action.

Pendant ce temps-là, la propagande de Jouhaymane Al-Utaybi auprès des pèlerins bloqués se poursuit : il leur distribue son livre, *« Les Sept Épitres »*.

Le **mercredi 21 novembre 1979**, en fin de matinée, on décide de passer à l'action. Les fantassins de la Garde nationale tentent de prendre la Grande Mosquée d'assaut en attaquant toutes les entrées de façon simultanée. Les insurgés ripostent et font des dizaines de



morts parmi les troupes loyalistes.

Le **jeudi 22 novembre**, on repasse à l'offensive.

Au soir du 22 novembre 1979, la situation est grave : deux jours d'insurrection incontrôlée à La Mecque, des dizaines de morts parmi des forces de l'ordre dépassées, des centaines de pèlerins retenus prisonniers par des rebelles qui contrôlent la Grande Mosquée et sont solidement retranchés sans aucune perspective de reddition.

Il faut demander de l'aide. Mais à qui ? Hélas, l'allié traditionnel américain n'est pas un bon candidat. À la fin des années 70, les États-Unis ne disposent d'aucune troupe militaire "spéciale" formée à ce type d'évènements.

D'ailleurs, les États-Unis préféreraient sans doute éviter d'intervenir sur la question.

## 22 novembre 1979 Appelez le GIGN...

La réputation de cette troupe française a donc suffisamment dépassé les frontières de l'Hexagone pour que, le 22 novembre 1979, le pouvoir saoudien décide de faire appel à ceux que les journalistes (jamais avarés de formules-choc) surnomment les "super-gendarmes". Prudemment. Car les Saoudiens ne veulent pas de troupes d'assaut étrangères qui viendraient tirer sur leurs mosquées. Ils veulent, dirions-nous aujourd'hui, des "conseillers militaires".

Ce qui va suivre est une synthèse d'informations obtenues sur la base de témoignages oculaires ou vécus. Les rapports saoudiens officiels ne mentionneront jamais les Français, comme si la résolution de la crise avait été du début à la fin 100 % arabo-arabe, un pieux mensonge par omission...

La première réunion opérationnelle de crise avec les militaires saoudiens a lieu le samedi **24 novembre 1979** au matin. Et là, franchement, Barril et ses hommes prennent connaissance d'une situation vraiment inhabituelle pour eux.

- La mosquée, grande comment ? Deux hectares.

- Combien de forcenés ? On ne sait pas exactement.

- Retranchés où ? On ne sait pas exactement.

- Combien d'otages ? On l'ignore.

- A-t-on des plans du bâtiment ? Aucun. Ça part mal. Barril veut alors voir les lieux lui-même. Impossible, lui répond-on, la ville est interdite aux non-musulmans ! Dans ce cas, difficile de faire quoi que ce soit à distance. Les Saoudiens sont hésitants. Après moult tergiversations et coups de fil en haut lieu, on convient de deux choses :

- Pour entrer dans La Mecque, les trois gendarmes seront convertis à l'islam pour la forme grâce à la simple formule (shahada) « Il n'y a de dieu que Dieu et Mahomet est son prophète » qu'ils répéteront devant l'autorité religieuse compétente (peu regardante sur la sincérité de la chose), ce qui en assurera la validité si qui que ce soit venait à la contester.

- Cependant ils ne pénétreront pas dans la Grande Mosquée (il y a là une contradiction avec ce qui précède car on ne peut être "à moitié" musulman et, si on l'est, on a l'autorisation – et même l'obligation – d'entrer dans la Grande Mosquée. Mais bon...) C'est la version officielle française donnée par Christian Prouteau (... qui n'était d'ailleurs pas sur place !) dans ses Mémoires d'État (1998).

- Le lendemain, dimanche **25 novembre 1979**, Barril dresse la liste de ce dont il a besoin et de ce qui est disponible :

- des hommes (on lui en dénombre au moins 600 disponibles au titre de la Garde nationale, quoique plus de 2 000 hommes cernent le bâtiment),

- des gilets pare-balles (il n'y en a guère),

- un plan des lieux (Salem Ben Laden, frère de celui qui sera le célèbre terroriste Oussama vingt ans plus tard et fils de l'entrepreneur qui a rénové le sanctuaire une vingtaine d'années auparavant, a finalement retrouvé les plans du bâtiment) : les sous-sols sont constitués de vastes salles reliées entre elles par des couloirs étroits, c'est bon à savoir,

- des radios portatives individuelles (on appelait cela à l'époque des talkie-walkies) : une trentaine possible,

- des masques à gaz (il n'y en a pas),

- du gaz incapacitant (encore moins),

- des explosifs (rien de valable n'est disponible).

Le lundi **26 novembre 1979**, par téléphone (comme s'il commandait à La Redoute !), Barril passe donc une commande de matériel à "Paris", passablement étonné :

- 50 kg de plastic,

- 200 masques à gaz,

- 30 épandeurs (un peu comme les viticulteurs qui sulfatent leurs vignes, mais là, il s'agit de sulfater les terroristes),

- et... 3 tonnes de gaz !

Au matin du mardi **27 novembre 1979**, les terroristes décident de libérer brutalement un grand nombre d'otages (sans doute plus d'un millier). Les malheureux, ne demandant pas leur reste, sortent alors en désordre des sous-sols en courant et s'égaillent en tous sens dans la cour de la Mosquée. Mauvaise idée. Les forces saoudiennes, nerveuses et surprises, croient à une "sortie" des insurgés et... ouvrent le feu sur les pèlerins à la mitrailleuse lourde ! Le temps que la Garde nationale s'aperçoive qu'elle ne tire pas sur les bonnes cibles, la bavure tragique a déjà laissé sur le carreau plusieurs centaines de cadavres...

Cette lamentable méprise permet à la télévision saoudienne de se dechaîner contre le sacrilège des insurgés de la Grande Mosquée, qualifiés classiquement de "fous", de "traîtres à la religion" et de "criminels" mais aussi d'"ingrats" (face aux bienfaits dispensés par le pouvoir) et même (injure suprême !)

(sans lieu ni date)

Le lendemain jeudi 29 novembre 1979, le capitaine Barril reçoit l'assurance que le matériel va pouvoir être livré.

On attend encore.

Encore 48 heures et, le samedi **1<sup>er</sup> décembre** en soirée, une caravelle du GLAM arrive enfin à l'aéroport de La Mecque avec le matériel commandé le lundi précédent. L'objectif, comme toujours avec le GIGN, n'est pas tant de tuer les insurgés que de parvenir à les mettre hors de combat avec le maximum d'efficacité. Pour cela, il va falloir :

- former rapidement une soixantaine d'hommes au maniement de l'épandage de gaz

- et coordonner par radio l'ensemble de l'assaut mené par des troupes masquées (= avec des masques à gaz - dans une chaleur étouffante) dans des lieux où, théoriquement, les gendarmes français n'auront pas le droit de pénétrer. L'assaut est prévu pour 10 heures du matin. Il est déclenché avec la phrase suivante : « *Pour la grandeur d'Allah, en avant !* »

Deux types de troupes se ruent alors à l'assaut de la mosquée :

- les troupes régulières ouvrent le feu sur les insurgés pour les "fixer" sur leurs positions et concentrent plus particulièrement leurs efforts sur 3 entrées (sur 22) de la Grande Mosquée qui donnent accès aux caves. Elles sont essentiellement saoudiennes mais on a évoqué la présence de troupes pakistanaïses, ce qui reste incertain.

- les 30 commandos (composés d'un binôme + un officier) profitent du feu nourri et, dès que l'accès à ces 3 entrées est libéré, descendent sous le bâtiment. C'est à eux que va revenir l'essentiel du travail.

La mosquée est défendue avec acharnement par les rebelles et les soldats, qui distinguent difficilement ceux-ci des pèlerins. Au bout d'une heure, on estime qu'un tiers des 3 tonnes de gaz a déjà été utilisé. Dès 11 h 30, la Garde nationale est maîtresse des bâtiments en surface, au prix d'un véritable carnage : des dizaines de morts jonchent la cour, maculée de sang. Les combats se poursuivent toujours sous terre.

Il est maintenant 14 h.

Cela fait quatre heures que les opérations ont été déclenchées. Enfin, les derniers rebelles retranchés se rendent, hagards et hébétés, le visage noircis par les explosions et la crasse. Parmi eux, il y a leur chef, Jouhaymane Al-Utaybi mais le soi-disant Mahdi, son beau-frère Mohammed Al Qahtani, a été tué par un éclat de grenade, apparemment lors des premiers moments de l'assaut.

La mission du GIGN est achevée avec succès et couronnée par la remise aux trois gendarmes de l'insigne spécial des unités parachutistes saoudiennes. Ils rentrent alors en France dans la plus

totale discrétion, laissant les pouvoirs publics saoudiens célébrer dans l'émotion la détermination et le courage des forces de l'ordre nationales (ce qui est incontestable) tenues pour uniques responsables de la victoire sur les insurgés...

Le bilan de l'opération est donc positif mais il est mitigé :

- (officiellement) 177 terroristes ont été tués,

- le chef et plusieurs dizaines d'insurgés ont été capturés vivants,

- les lieux saints de l'islam sont libérés, - (toujours officiellement) 127 morts parmi les forces de l'ordre,

- 600 blessés divers (sans précision et notamment aucun chiffre concernant les morts et blessés parmi les pèlerins), - mais le fait même qu'un tel événement ait eu lieu démontre l'incapacité du pouvoir saoudien à garantir la sécurité des lieux et des fidèles,

- l'importance des insurgés a montré le nombre et la détermination des forces d'opposition aux Saoud,

- l'ampleur des moyens dont ils ont disposé (armes, munitions, vivres) témoigne des complicités et des soutiens importants dont ils ont bénéficié pour leur action.

Le **9 janvier 1980**, Jouhaymane Al-Utaybi et 62 autres insurgés (Saoudiens, Égyptiens, Yéménites, Koweïtiens, Irakiens, Soudanais...) sont décapités au sabre en public dans quatre villes du pays. Avec les 177 morts officiels recensés dans la mosquée, on peut donc dénombrer un total d'au moins 240 terroristes impliqués. Pour le reste, l'incertitude la plus grande règne, notamment sur les morts parmi les pèlerins otages. Les évaluations indépendantes divergent sans s'accorder et vont de 300 (chiffre très certainement sous-évalué) à 4 000 (vraisemblablement exagéré).

Le **28 janvier 1980**, le magazine *Le Point*, dans un article de Jean-Michel Gourevitch, révèle l'implication du GIGN dans les événements de La Mecque. Le secret a fini par transpirer (pas autant que les gendarmes français dans le désert saoudien, sans doute...) <sup>(1)</sup>

## Quelques autres événements qui ont marqué l'année 1979

**11 janvier - Pol Pot chassé du pouvoir.** Alors que l'armée vietnamienne a chassé Pol Pot du pouvoir, des militants khmers rouges dissidents forment un nouveau gouvernement. Si le Cambodge ne connaît pas pour autant la paix intérieure, le régime totalitaire et sanglant de Pol Pot est renversé. Il affiche un bilan tragique estimé à environ deux millions de morts, alors que le pays ne comptait que sept millions d'habitants.

**13 mars - Entrée en vigueur du système monétaire européen.** Réuni à Paris, le Conseil européen prend la décision de créer un système monétaire européen, le SME. La nouvelle monnaie européenne, qui n'est, dans un premier temps, qu'une unité de compte, est baptisée ECU.



**2 juin - Jean-Paul II en Pologne.**

Le pape Jean-Paul II, en visite dans sa Pologne natale, a été accueilli par des centaines de milliers de personnes. Jean-Paul II est le premier souverain pontife non-italien. C'est aussi la première visite pontificale dans un pays

Le deuxième choc pétrolier signe en France la fin des Trente glorieuses (dessin de Faujour).





communiste. Le pape, qui se recueillera au camp d'Auschwitz, plaidera pour les droits de la personne.

**16 juillet - Saddam Hussein président d'Irak.** Le deuxième homme fort du pays succède au président Hassan al-Bakr, qui vient de donner sa démission pour raison de santé. Saddam Hussein possède désormais la totalité des pouvoirs en occupant les fonctions les plus importantes du régime : président de la République, président du CCR, Secrétaire général du parti et commandant en chef des armées. Dès la fin du mois de juillet, il sécurise son pouvoir en organisant une purge sanglante au sein de son entourage politique.

**17 juillet - Simone Veil présidente du Parlement européen.** Élu en juin au suffrage universel, le Parlement européen siégeant à Strasbourg procède, lors de sa première session, à l'élection de son président. À la majorité absolue et au deuxième tour, l'ancienne ministre française de la Santé, Simone Veil (52 ans),



l'emporte. Madame Veil, qui conduit la liste UDF (Union pour la démocratie française), le parti du président Valéry Giscard d'Estaing, est connue du grand public pour son combat en faveur de la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse en 1975. Éluë pour cinq ans à la présidence du Parlement européen, elle s'attachera jusqu'en 1982 à promouvoir l'élargissement de l'Europe tout en ayant à cœur d'améliorer les conditions sociales des Européens.

**4 novembre - Prise d'otages de Téhéran.** Alors que les États-Unis accueillent depuis le 22 octobre le Shah, exilé au Mexique après la révolution islamique de janvier 1979, 400 étudiants s'attaquent à l'ambassade américaine de Téhéran. Retenus dans un premier temps par les Marines, ils investissent rapidement les lieux et prennent 63 personnes en otage, ainsi que des membres de l'administration. Leurs revendications sont claires, la libération des otages se fera en échange de la livraison du Shah, pour qu'il soit jugé en Iran. Mais les États-Unis ne souhaitent ni livrer leur ancien allié qu'ils reçoivent pour raison médicale, ni céder devant Khomeiny, soupçonné d'être responsable de cette opération. Jimmy Carter fait alors le choix des rétorsions économiques et suspend notamment les importations de pétrole en provenance d'Iran. Mais en vain : alors que seulement 13 otages seront libérés dans les premières se-

À gauche, après 14 années d'exil en Irak puis en France, l'Ayatollah Khomeiny repose le pied en Iran où il est accueilli comme le messie. À droite, les étudiants américains retenus à l'intérieur de l'Ambassade.

maines, 52 devront attendre 444 jours et l'élection de Reagan, pour recouvrer la liberté.

**24 décembre - Naissance de la fusée Ariane.** La première fusée Ariane est lancée dans le ciel du Centre spatial guyanais de Kourou. La réussite de ce lancement marque l'entrée de l'Europe dans la course aux étoiles aux côtés des Américains et des Soviétiques. Le programme européen Ariane s'orientera vers les lancements commerciaux à partir de décembre 1981.



# Ici Tango Charlie : «MEDAY ! MEDAY !»

2000 - 2015

Nous voici dans la dernière ligne droite. Elle mène directement à Daech. Nos trois fils (rouge, vert, bleu) continuent à semer sur leur passage, guerres, conflits et affrontements avec, à leur suite, des morts, des déplacés, des migrants...

## Le fil rouge :

### Le dossier israélo-palestinien

Il s'ouvre sur une Intifada, suivie d'une conférence qui n'aboutit pas, voit des opérations se multiplier à Gaza, des tractations s'enliser et l'Intifada des Couteaux faire l'actualité aujourd'hui. **Le "parrain" américain présente le visage de la lassitude et de l'impuissance.** L'Iran qui s'immisce dans le jeu pour étendre son influence, tout change, mais rien ne bouge.

## Le fil vert :

### L'islam

C'est plus que jamais l'islam contre l'islam. Les conflits se multiplient, les extrêmes sont aux manettes. Dans un premier temps, l'opposition entre l'Arabie saoudite et le Qatar alimente les affrontements. **Survient alors le Printemps arabe en Tunisie, qui se prolonge en "printemps arabes"**, avec des espoirs, des illusions suivis de désillusions, qui entraîneront une guerre civile en Syrie.

## Le fil bleu :

**Les images des deux avions percutant les Twin Towers à New-York le 11 septembre 2001 resteront gravées dans la mémoire du monde.** Apprenant la nouvelle, le président G. W. Bush apparaît figé, tétanisé. Les États-Unis, vite remobilisés, se projettent rapidement dans l'action.

Un premier élément de réponse est donné le 7 octobre 2001. Ils lancent leurs troupes en Afghanistan. Non pas pour délivrer les Afghans des talibans mais, plus certainement, parce que le pays accueille Ben Laden et ses troupes.



Un deuxième temps viendra en 2003, avec la guerre d'Irak, pour la reprise en main des enjeux pétroliers, et pour l'affirmation de leur super puissance. Mais, une victoire éclair, trop facile, va les entraîner dans une guerre civile que vont se livrer ensuite sunnites et chiïtes, pour le contrôle du pouvoir. L'ivresse de la victoire va vite se transformer en cauchemar. Ils subissent. Daech naît sous leurs yeux. Ils rapatrient leurs troupes, se désengagent, pour revenir avec des bombes, et faire face à la situation en Syrie. La Syrie a connu son printemps arabe. Il a débouché sur une guerre civile entre le pouvoir de Bachar-al-Assad et de nombreuses fractions d'insurgés. Un invité de type islamiste, salafiste, djihadiste, est venu d'Irak pour participer à ces affrontements, avec à sa tête un calife, Al Bagdadi. Daech, cette nébuleuse, pourrait avoir sur son drapeau, deux mots : "horreur" et "haine". La communauté internationale semble dépassée par l'ampleur du phénomène, par les intérêts contradictoires des grandes puissances. Les bombes pleuvent. Daech est en recul ou à l'arrêt en Syrie et en Irak, mais garde une solide implantation. En attendant que l'orage s'arrête, Daech s'installe en Libye et tend ses ramifications dans le monde musulman et en Afrique. Ainsi va le Moyen-Orient.

## Le fil rouge

Israël  
et le monde arabe

## Israël et l'Égypte

**21 novembre 2000**, l'Égypte rappelle son ambassadeur en Israël, condamnant l'offensive israélienne de représailles contre la bande de Gaza. Le Premier ministre israélien Ehoud Barak, se dit attristé par ce rappel et décide de maintenir, pour sa part, son ambassadeur au Caire. Par la suite, les relations entre le Caire et Tel Aviv connaissent une détente, matérialisée par plusieurs événements.

**Fin 2004**, Le Caire libère l'Israélien Azzam Azzam, emprisonné en Égypte depuis quinze ans pour espionnage. En échange, Israël libère des Égyptiens accusés d'avoir fomenté un attentat contre des soldats israéliens. Les États patronnent ce rapprochement en signant avec l'Égypte et Israël, un "Q12 free trade agreement" (accord industriel et commercial).

Enfin, en **mars 2005**, l'ambassadeur égyptien retourne en Israël. Pour montrer que le dossier palestinien fait toujours l'objet de ses préoccupations, l'Égypte organise des négociations à Sharm-El-Sheikh, à Taba, entre dirigeants israéliens et palestiniens. Ces négociations n'aboutissent cependant pas, le Caire se méfie du Hamas qui, à la différence du Fatah, refuse de signer le plan de réconciliation inter palestinien négocié par l'Égypte. Pour beau-coup, la chute de Moubarak, le **11 février 2011**, inaugure une ère dangereuse pour Israël. Les Frères musulmans paraissent en bonne position pour remporter d'éventuelles élections et sont notoirement hostiles à Israël. De plus, les attaques ne cessent d'avoir lieu dans le Sinaï contre les pipe-lines qui conduisent le gaz égyptien vers Israël.

Après une attaque en **février 2011** près d'Arish, le transport de gaz vers Israël a été suspendu pendant un mois.

**Le 18 août 2011**, des soldats égyptiens sont tués dans un échange de tirs à la frontière, apparemment provoqué par une erreur des deux côtés, les Israéliens étant à la poursuite de militants responsables d'attaques en Israël, et les Égyptiens à la recherche de terroristes. Le lendemain, l'Égypte menace de rappeler son ambassadeur en Israël en signe de protestation. La semaine suivante, après qu'Israël eut exprimé ses regrets, la tension semble retomber. Mais une déclaration du Premier ministre égyptien, Essam Sharaf, selon laquelle le traité de paix n'est pas "sacré", inquiète Israël, qui demande des explications. La mort des soldats enflamme l'opinion publique égyptienne.

**Le 21 août**, pendant une manifestation devant l'ambassade israélienne au Caire, un homme escalade l'immeuble et hisse le drapeau égyptien, ce qui lui vaut une immense popularité et un surnom "flag man".

**Le 9 septembre**, une foule anti-israélienne, majoritairement composée de supporters de foot, envahit les deux étages de l'ambassade israélienne, disperse des papiers et force le personnel de l'ambassade à évacuer les locaux. Ces derniers reviendront après quelques jours. Lors de la libération du soldat Gilad Shalit, l'Égypte a servi d'intermédiaire actif. Le Hamas a accepté de libérer ce soldat israélien détenu depuis cinq ans, en échange de plus d'un millier de prisonniers palestiniens. Le calme est rétabli, la situation se régularise.

À gauche, la visite controversée de Sharon sur l'esplanade des Mosquées. À droite, les heurts qui s'en suivent entre Police et Palestiniens.

**Pour Israël, les guerres avec les pays arabes ne sont plus d'actualité. Des pourparlers continuent toujours, c'est la routine. Le problème numéro un reste le règlement du dossier israélo-palestinien.**

## Le conflit israélo-palestinien

La seconde Intifada se déclenche, à la suite de la visite du chef du Likoud, Ariel Sharon, sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem fin septembre 2000. Comme la première Intifada, la seconde met en évidence le rejet palestinien de l'occupation israélienne, en particulier la poursuite de la colonisation.

Si les deux Intifadas défendent le même objectif, la seconde diffère de la première, d'une part par l'utilisation des armes à feu et par les attentats-suicides contre les civils israéliens. D'autre part les lieux touchés par les affrontements sont multiples. S'ils se déroulent dans des villes lors de la première Intifada, lors de la seconde Intifada ils sont menés aux lisières des zones palestiniennes autonomes, aux abords des colonies juives, aux points de contrôle de l'armée, comme autant de lignes de front.

**La visite d'Ariel Sharon sur l'esplanade des Mosquées déclenche les événements. Les Palestiniens comprennent cette visite comme une provocation. L'esplanade des Mosquées est ainsi appelée par les musulmans. Les juifs nomment cet espace : esplanade du Temple. C'est un lieu saint pour les deux religions. La visite d'Ariel Sharon, le 28 septembre 2000, sur l'esplanade, permet de montrer que les juifs ont le droit d'y prier. Dans un contexte très tendu, sa venue est l'élément déclenchant de l'Intifada.**

Le lendemain, à la suite de la prière du vendredi à la mosquée Al Aqsa, des Palestiniens lancent des pierres contre la police israélienne en signe de protestation à la visite d'Ariel Sharon. La police intervient contre les manifestants, faisant des centaines de blessés et sept morts. Dans les jours qui suivent, les affrontements s'étendent, touchant la Cisjordanie et la bande de Gaza.

L'insurrection palestinienne est armée et conduite par des activistes opposés au processus d'Oslo (certains membres de l'OLP, du FPLD, du Hamas, du Jihad islamique) mais également par des cadres de la première Intifada qui considèrent les accords d'Oslo comme le résultat de leur lutte.

**Le 1<sup>er</sup> novembre**, un cessez-le-feu est sur le point d'être mis en place entre le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, et le Premier ministre Ehoud Barak. Mais un attentat à la voiture piégée à Jérusalem, revendiqué par le Jihad islamique, tue deux civils Israéliens.

**Le 9 novembre**, l'armée iranienne tue un responsable du Fatah.

**Le 20 novembre**, un bus scolaire israélien est attaqué à Gaza, entraînant la riposte de l'armée israélienne contre les institutions palestiniennes.

**Le 22 décembre**, le président Bill Clinton propose de mettre en place une souveraineté palestinienne dans la bande de Gaza et dans la majeure partie de la Cisjordanie. Des négociations entre représentants palestiniens et israéliens sont organisées en janvier 2001 à Taba, en Égypte, mais ne permettent d'arriver à aucun accord.

**Le 6 février 2001**, Ariel Sharon est élu Premier ministre. Il considère que Yasser Arafat est responsable de la se-





Attentat suicide contre un car civil à Jérusalem.

conde Intifada. L'armée mène une répression intensive contre les Palestiniens.

Le 5 mars 2001, un attentat fait trois morts israéliens et une centaine de blessés. L'armée israélienne mène alors des incursions dans les territoires sous contrôle de l'Autorité palestinienne. Sur le terrain, les attentats-suicides se multiplient. Ils sont considérés par les Palestiniens comme un moyen de défense mais sont, en revanche, perçus comme des actes terroristes par Israël et par l'opinion occidentale. Le cycle des attentats suicides/représailles se poursuit. À la fin de l'année 2002, après 27 mois d'Intifada, 2 073 Palestiniens et 685 Israéliens sont morts.

Certains auteurs considèrent que le soulèvement prend fin en 2003, avec l'amorce de "la feuille de route pour la Paix" du quatuor pour le Moyen-Orient, l'accord sur une trêve avec Israël entre les différentes factions palestiniennes, et le début des pourparlers entre Ariel Sharon et Mahmoud Abbas. Il est cependant très probable que la décision d'Ariel Sharon de construire une barrière de séparation, et la lutte anti-terroristes, amènent à une forte diminution des attaques, marquent la fin du soulèvement courant 2004. Certains auteurs considèrent que les moyens d'action ont changé, mais que l'Intifada réapparaît régulièrement sous une forme ou sur une autre.

## Le mur de séparation

En 2002, le gouvernement israélien d'Ariel Sharon décide de construire un mur le long de la ligne verte (c'est-à-dire

le long de la ligne d'armistice de 1949 entre Israël et la Cisjordanie), destinée, selon les responsables politiques israéliens, à empêcher les attentats palestiniens contre Israël et garantir sa sécurité. Ce mur est prévu pour avoir 730 km de long. Le mur sera pour 85 % en Cisjordanie.

La terminologie diffère selon les Israéliens et la Cour internationale de justice. Pour les Israéliens, il s'agit d'une "barrière de séparation", d'une "barrière anti-terroristes", d'une "clôture de sécurité". Pour les Palestiniens, il s'agit du "mur de l'apartheid" du "mur de la ségrégation", du "mur de la honte". Quant à la Cour internationale de justice, elle parle, dès juillet 2004, de "mur de séparation".

## Le rapport de la commission Mitchell

Le 21 mai 2001, la commission internationale présidée par l'ancien sénateur américain George Mitchell, chargée d'analyser les raisons du conflit, rend son rapport.

### 1- Mettre fin aux violences :

- « Le gouvernement israélien et l'Autorité palestinienne devraient réaffirmer leur engagement à respecter les accords existants et devraient, sans condition, mettre fin aux violences. »

- « Ils devraient reprendre immédiatement leur coopération en matière de sécurité. »

### 2- Pour restaurer la confiance :

- « L'Autorité palestinienne devrait affir-

mer clairement, par des actions concrètes [...], que le terrorisme est inacceptable et condamnable et qu'elle n'épargnera aucun effort pour empêcher les actions terroristes et punir leurs auteurs. »

- « L'Autorité palestinienne et le gouvernement israélien devraient œuvrer ensemble pour "établir" une période d'accalmie significative. »

- « Le gouvernement israélien devrait geler toute activité de colonisation, y compris la "croissance naturelle" des colonies existantes. »

- « Le gouvernement israélien devrait veiller à ce que son armée adopte et applique des procédures d'engagement non mortelles face à des manifestants désarmés. »

- « L'Autorité palestinienne devrait empêcher les tirs à partir des zones d'habitation palestiniennes, sur des zones d'habitation israéliennes et des positions de l'armée israélienne. »

- « Le gouvernement israélien devrait lever le bouclage des territoires, transférer à l'Autorité palestinienne les sommes provenant des taxes et permettre aux Palestiniens qui travaillaient en Israël de retrouver leur emploi. »

### 3 - Reprise des négociations :

La commission souligne que l'arrêt des violences et l'adoption des mesures de confiance « ne dureront pas en l'absence d'un retour à des négociations constructives ». Elle recommande que « les parties se rencontrent pour réaffirmer leur engagement envers les accords signés et les accords de principe » dans l'esprit de Charm el Cheikh et des autres accords de 1999 et 2000.

Le «Mur de la séparation»...



## Feuille de route pour la paix

Une «feuille de route» a été adoptée par un quartet diplomatique réuni le 30 avril 2003 pour tenter de mettre un terme au conflit israélo-palestinien. Le quartet était composé de l'Organisation des Nations-unies, de l'Union européenne, des États-Unis d'Amérique et de la Fédération de Russie. Cette feuille de route était destinée à aboutir, par étapes, à un règlement permanent du conflit israélo-palestinien, sur la base du principe de l'existence de deux États. Le texte officiel indique :

« Le présent document est une feuille de route axée sur des résultats et mue par des objectifs. Elle comporte des étapes claires, un calendrier, des dates limites et des critères destinés à encourager les progrès par des mesures réciproques des deux parties, dans des domaines politique, sécuritaire, économique, humanitaire et de création des institutions, sous les auspices du Quatuor (les États-Unis, l'Union européenne, l'Organisation des Nations-Unies et la Russie). La destination est le règlement définitif général du conflit israélo-palestinien d'ici à 2005, comme l'a indiqué le président Bush dans son discours du 24 juin, et comme l'ont approuvé l'Union européenne, la Russie et l'ONU dans les déclarations ministérielles du Quatuor, le 16 juillet et le 17 septembre 2002. Le règlement du conflit israélo-palestinien sur la base d'une solution à deux États n'est réalisable que s'il est mis fin à la violence et au terrorisme, lorsque le peuple palestinien aura des dirigeants qui agiront de façon décisive contre le terrorisme et qui seront désireux et capables d'instaurer un régime démocratique fondé sur la tolérance

et la liberté, que si Israël est disposé à faire le nécessaire pour qu'un État palestinien démocratique soit rétabli, et que si les deux parties acceptent clairement l'objectif d'un règlement négocié, tel qu'il est écrit ci-dessous.

[...] PHASE I. Mettre fin au terrorisme et à la violence, normaliser la vie des Palestiniens et mettre en place les institutions palestiniennes, d'aujourd'hui à mai 2003.

Pendant la phase I, les Palestiniens entreprennent immédiatement de mettre fin de façon inconditionnelle à la violence [...]. Les Palestiniens et les Israéliens reprennent leur coopération en matière de sécurité [...]. Les Palestiniens entreprennent des réformes politiques générales en prévision de la création d'un État [...]. Israël se retire des territoires palestiniens qu'il occupe depuis le 28 septembre 2000 [...]. Israël suspend toutes ses activités quant à la création de colonies de peuplement.

[...] PHASE II. La transition (juin 2003-décembre 2003).

Dans la deuxième phase, les efforts portent sur la création d'un État palestinien indépendant, aux frontières provisoires, doté des attributs de la souveraineté et fondé sur la nouvelle Constitution. Il est une étape sur la voie d'un accord sur le statut définitif, comme cela a déjà été souligné. Cet objectif pourra être atteint lorsque les Palestiniens auront un gouvernement qui agit de façon décisive contre le terrorisme, et qui a la volonté et la capacité de pratiquer la démocratie fondée sur la tolérance et la liberté.

[...] PHASE III. Accord sur le statut permanent et fin du conflit israélo-palestinien (2004-2005)

L'évolution en phase III se fera sur décision consensuelle du Quatuor, compte



Découverte d'un tunnel permettant l'infiltration en Israël de commandos palestiniens.

tenu des deux parties et des observations des membres du Quatuor. Les objectifs de la phase III sont la consolidation des réformes et la stabilisation des institutions palestiniennes, une sécurité palestinienne soutenue et efficace et des négociations israélo-palestiniennes visant à établir un statut permanent en 2005.

[...] dans le contexte d'un accord de paix général entre Israël et la Palestine, les pays arabes acceptent le principe de la normalisation de leurs relations avec Israël et de la sécurité pour tous les États de la région.[...]

## L'opération «Pluie d'été»

28 juin 2008

Officiellement, l'opération «**Pluies d'été**», déclenchée le 28 juin, vise à obtenir la libération du caporal Gilad Shalit, 19 ans, enlevé trois jours plus tôt, lors de l'attaque du poste militaire israélien de Kerem Shalom, en lisière de la bande de Gaza. L'assaut donné par un commando palestinien infiltré, via un tunnel clandestin, avait en outre coûté la vie à deux soldats de Tsahal, ainsi qu'à deux assaillants. En fait, le sort du jeune conscrit, détenteur de la double

Sharon approuve la «feuille de route pour la paix», main tendue à Mahmoud Abbas, sous le regard de G.W.Bush.





À gauche, le jeune caporal israélien, Gilad Shalit, 19 ans, enlevé par un commando palestinien. À droite, préparations pour «Nuage d'automne».



nationalité israélienne et française, offre au Premier ministre Ehud Olmert le prétexte attendu pour mettre à exécution un plan ébauché au lendemain du triomphe électoral du Mouvement de la résistance islamique (Hams), lors des législatives du 25 janvier : paralyser le gouvernement investi deux mois plus tard, et anéantir le Hamas. Le dauphin d'Ariel Sharon a d'abord misé sur l'étouffement financier du cabinet de son homologue Ismaïl Haniyeh, puis sur la guerre fratricide entre le courant islamiste et les nationalistes du Fatah. Voici que sonne, selon lui, l'heure de l'hallali. Pour preuve la rafle déclenchée le 29 juin, qui s'est soldée par l'arrestation de 64 cadres du Hamas, dont huit ministres, plusieurs dizaines de députés. Puis les raids aériens, le déluge d'artillerie et les incursions de blindés ont aussi pour but de détruire tunnels et caches d'armes et de faire cesser la pluie de roquettes artisanales Qassam, venues du nord de la Bande, qu'essuie notamment la ville israélienne de Sde-rot.

L'opération «*Pluies d'été*» a eu pour effet de ressouder les rangs et de réduire, fût-ce temporairement, la fracture entre Hamas et Fatah.

L'enlèvement de Gilad Shalit a éclipsé l'adhésion du Hamas au «document des prisonniers» officialisé le surlendemain. Un texte, élaboré par des Palestiniens détenus en Israël et qui s'apparente à une reconnaissance implicite et inédite de l'État hébreu par la mouvance islamiste.

Par ailleurs, le pacte prévoit la formation, à brève échéance, d'un gouvernement d'union. Or, le sabotage de

cette avancée réjouit autant les va-t-en-guerre palestiniens que les faucons israéliens. Les premiers s'agrippent à leur chimère : le déni d'un fait historique et politique irréfutable. Quant aux seconds, ils traitent par le mépris un progrès qui risque d'alléger un tant soit peu l'opprobre pesant sur les barbus du Hamas et d'amoinrir la portée du slogan rituel : «*absence de partenaire palestinien*».

## L'opération «Nuages d'automne»

1<sup>er</sup> novembre 2006

L'opération «*Nuages d'automne*» est déclenchée le 1er novembre par l'armée israélienne dans la bande de Gaza. Elle est la plus intense et la plus massive engagée depuis le 28 juin, à la suite de l'enlèvement, par un commando de miliciens, du caporal Gilad Shalit.

Pendant cette opération qui a duré une semaine et qui était centrée sur la ville de Beit Hanoun, l'offensive, selon l'état-major, avait pour but de faire cesser les tirs de roquettes artisanales sur les localités juives frontalières de la bande de Gaza. «*Il s'agit, a souligné le vice-ministre de la Défense Ephraïm Such, de frapper les lance-roquettes et les infrastructures terroristes mais, en aucun cas, de réoccuper Gaza.*» Plusieurs civils sont tombés à l'entrée de Beit Hanoun, alors qu'ils manifestaient contre le siège imposé à cette ville de 30 000 habitants. La tension s'est cristallisée sur la mosquée Nasser où des combattants islamistes s'étaient retranchés.

Les forces israéliennes ont 52 personnes, pour moitié des activistes. Le Maire de la ville, un membre du Hamas,

a déclaré qu'une quarantaine de maisons avaient été détruites et 400 autres endommagées pendant les combats. Annonçant la fin de l'opération «*Nuages d'automne*», l'armée a déclaré avoir trouvé à Beit Hanoun de grandes quantités d'armes et notamment des lance-roquettes et des missiles antichars. De nombreux officiels israéliens, hier partisans du désengagement mené à bien en août 2005, jugent maintenant que le retrait voulu par le Premier ministre Ariel Sharon et son successeur Ehud Olmert fut un échec.

La bande de Gaza est une bombe à retardement.

Des analystes avaient prévu que l'opération prendrait fin avant que le Premier ministre israélien Ehud Olmert ne s'entretienne, le 13 novembre, avec le président américain G.W. Bush à la Maison Blanche. Les deux dirigeants ont déjà fait le point. Ils ont évoqué l'amélioration de la situation humanitaire des Palestiniens dans la bande de Gaza, un territoire frappé par la pauvreté, tout en promettant de boycotter le gouvernement du Hamas jusqu'à ce que ce dernier reconnaisse Israël, renonce à la violence et accepte les accords de paix israélo-palestiniens existants.

## Conférence d'Annapolis

27 novembre 2007

La conférence d'Annapolis, conférence diplomatique pour la paix au Moyen Orient, s'est tenue le 27 novembre 2007, à l'académie navale d'Annapolis, dans le Maryland aux États-Unis. Organisée par Condoleezza Rice, elle réunissait le président palestinien Mahmoud Abbas, le Premier ministre israé-

lien Ehoud Olmert et le président des États-Unis George W. Bush. Il y a eu plus de 40 invités : la Chine, la Ligue arabe, la Russie, l'Union européenne et les Nations-unies... La conférence avait pour but la rédaction d'un document menant à la résolution du conflit israélo-palestinien dans la ligne directe de la "feuille de route pour la paix" de G.W. Bush, pouvant mener à la création d'un État palestinien et à des négociations de paix (le Quatuor qui avait établi la "feuille de route" avait prévu l'aboutissement de ces mêmes objectifs pour 2005).

### La position de la Palestine

Seul un État palestinien comprenant la Cisjordanie et la bande de Gaza serait acceptable. Le contrôle permanent d'Israël au-delà de ses frontières de 1967 fera l'objet d'une discussion. Le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas a demandé qu'il y ait un débat concernant les six principales questions : Jérusalem, les réfugiés et leur droit au retour, les frontières, les colonies, l'eau et la sécurité. Il espère arriver à un premier accord avec Israël à la fin novembre, qu'il soumettra à un référendum.

### La position d'Israël

Un mois avant la conférence, le Premier ministre Ehoud Olmert a indiqué bien vouloir céder des portions de Jérusalem-Est aux Palestiniens, en vue d'un accord de paix, ce qui a soulevé d'énormes critiques de la droite israélienne.

Au terme de la conférence du 27 novembre, Israéliens et Palestiniens se sont mis d'accord sur la relance du processus de paix. Les pourparlers débiteront le 12 décembre par la réunion du comité de coordination. Les négocia-

La création d'un état palestinien était l'objectif de la conférence d'Annapolis menée au Maryland aux États-Unis par G.W.Bush.



tions se poursuivront ensuite au sein des comités bilatéraux qui aborderont les aspects particuliers des négociations (Jérusalem, réfugiés, frontières, colonies).

Le processus sera chapeauté par le ministre des Affaires Étrangères Tzipi Livni et par l'ancien Premier ministre de l'Autorité palestinienne Ahmed Quorei. Les États-Unis s'engagent aussi dans le processus. G.W. Bush a déclaré vouloir s'impliquer lui-même pour assurer sa réussite.

La Syrie a aussi exprimé sa satisfaction à l'issue de la conférence, bien qu'aucune mesure n'ait été prise avec Israël au sujet du Golan.

La Russie a annoncé qu'elle organiserait une future conférence sur ce dossier et sur celui du Liban. Annapolis, par ailleurs, a eu le mérite de regrouper pour la première fois l'ensemble des dirigeants arabes autour de la table. Les bonnes résolutions affirmées vont-elles se réaliser ?

## L'opération «Plomb durci»

27 novembre 2008

L'opération "Plomb durci", lancée le 27 décembre 2008, a été précédée de violents affrontements durant plusieurs mois.

Le 27 février 2008, Tsahal déclenche l'opération "Hiver chaud" en représailles à la mort d'un Israélien tué par un tir de roquette palestinienne. En cinq jours, les bombardements et l'incursion de l'armée israélienne dans Gaza causent la mort de 70 Palestiniens et de deux soldats israéliens. Malgré le retrait des troupes le 3 mars 2008, les violences se poursuivent jusqu'au mois de juin, faisant des centaines de morts supplémentaires côté palestinien. Un cessez-le-feu de six mois est finalement décrété le 19 juin, grâce à la médiation de l'Égypte.

Dans la nuit du 4 au 5 novembre 2008, alors que le monde entier a les yeux tournés vers les États-Unis où Barack Obama vient d'être élu président, l'armée israélienne brise la trêve qui prévalait avec le Hamas depuis quatre mois. Une incursion destinée à détruire



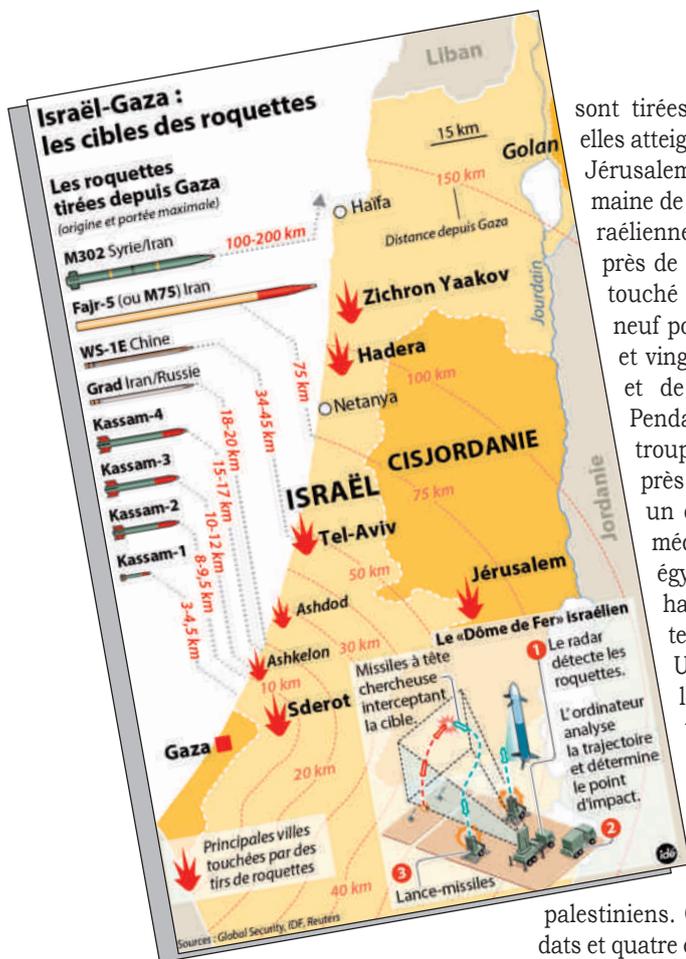
Trois semaines de bombardement durant l'opération «Plomb durci».

un tunnel creusé par des activistes palestiniens cause la mort de six membres des Brigades d'Ezzedine Al Quassam, la branche armée du Hamas. Celle-ci réplique en tirant une cinquantaine de roquettes en direction d'Israël, sans faire de victime.

Le 14 décembre 2008, Khaled Mechaal, dirigeant en exil du Hamas, annonce que la trêve proclamée six mois plus tôt ne sera pas renouvelée « en raison de la poursuite du blocus de la bande de Gaza ». Elle prend fin le 19 décembre 2008. Le lendemain, l'aile militaire du Hamas revendique des tirs d'obus de mortier sur Israël.

Le 27 décembre 2008, l'opération "Plomb durci" est lancée. Elle prend la forme d'une vaste offensive de trois semaines, à la fois aérienne et terrestre, contre le Hamas, le mouvement islamiste aux commandes de la bande de Gaza. Il s'agit de l'attaque israélienne la plus meurtrière jamais menée contre le territoire côtier palestinien.

L'objectif revendiqué par l'État hébreu est de faire cesser les tirs de roquettes qui frappent le sud d'Israël en amoindrissant les capacités de frappe du Hamas. L'aviation de Tsahal pilonne les tunnels aménagés sous la frontière avec l'Égypte, par lesquels les islamistes se ravitaillent en armes. Les "galeries" souterraines permettent aux Palestiniens de contourner le blocus terrestre, maritime et aérien israélien, renforcé depuis la prise de pouvoir du Hamas dans la bande de Gaza en 2007. Les trois semaines de bombardements et de combats ont fait près de 1 400 morts côté palestinien et 13 morts côté israélien. Selon le ministre de la Santé, l'opération a fait plus de 5 000 blessés dans la bande de Gaza.



## L'opération «Pilier de défense» 14 novembre 2012

140

L'année 2012 est marquée par une succession d'attaques et de représailles. Le **9 mars**, Tsahal a procédé à l'élimination de Zouheir al Qaïssi, le secrétaire général des Comités de résistance populaire, et d'un de ses adjoints, Mahmoud Hanani, par un tir de missile sur leur voiture à Gaza. Les deux hommes étaient accusés par Israël de préparer des attaques terroristes. **En juin**, des raids israéliens ont également tué plusieurs membres des brigades Al Qods, la branche armée du Jihad islamique. Selon le gouvernement israélien, dans les dix mois précédant "Pilier de défense", 700 roquettes ont été tirées du sud du pays depuis la bande de Gaza. Elles ont en partie été interceptées par le "Dôme de fer", le bouclier antimissile mis en service par Israël en 2011.

L'opération "Pilier de défense" commence le **14 novembre 2012** par l'élimination du chef des opérations militaires du Hamas, Ahmad Jabari. En 7 jours, 1 500 roquettes palestiniennes

sont tirées. Pour la première fois elles atteignent Tel-Aviv et le sud de Jérusalem. Au terme d'une semaine de raids aériens, l'armée israélienne affirme avoir détruit près de 1 000 lance-roquettes et touché 1 500 cibles, dont dix-neuf postes de commandement et vingt-six sites de fabrication et de stockage d'armement. Pendant plusieurs jours, des troupes israéliennes massées près de la frontière, attendent un ordre d'attaque. Mais la médiation du gouvernement égyptien du président Mohamed Morsi permet d'éviter une incursion terrestre. Un cessez-le-feu est signé le 21 novembre. L'opération "Pilier de défense" a causé la mort de 177 personnes dans la bande de Gaza en une semaine. On dénombre plus de 1 200 blessés palestiniens. Côté israélien, deux soldats et quatre civils sont morts. Le siège du gouvernement du Hamas a été rasé. Deux cents maisons sont complètement détruites et huit mille endommagées.

## L'opération «Bordure protectrice» 8 juillet 2014

Depuis la seconde Intifada (29 septembre 2000-2002), plusieurs opérations ont été lancées par Israël : "Pluies d'été" en juillet 2006, "Nuages d'automne" en novembre 2006, "Plomb durci" en décembre 2008 puis, enfin, "Pilier de défense" en 2012. Ces opéra-

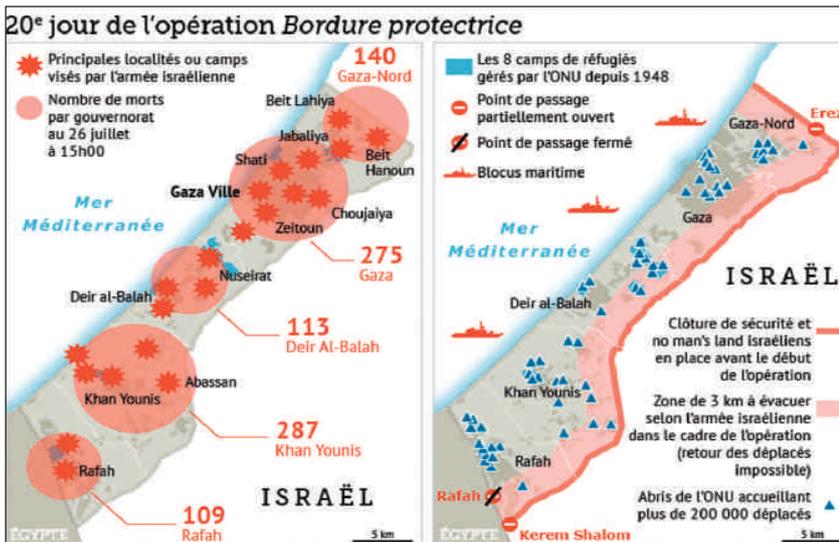
tions ont pris fin grâce à la médiation égyptienne et ce sont conclues par un accord entre les deux parties, ce qui leur a laissé deux à trois ans de répit, selon les cas. Cette succession de combats n'a abouti à la victoire ni de l'un, ni de l'autre. En 2011, le Hamas considère cependant avoir remporté une victoire politique. Le gouvernement israélien, cédant aux pressions de son opinion publique, a relâché plus de mille prisonniers appartenant au mouvement, en échange de la libération de Gilad Shalit.

Mais sa situation s'est aggravée depuis l'accession au pouvoir, en Égypte, du maréchal Sissi, très hostile aux Frères musulmans, qui a décidé la destruction des tunnels permettant le passage de marchandises et d'armes entre la bande de Gaza et l'Égypte.

Pourquoi donc, dans ce contexte, s'orientait-il vers la guerre ? Affaibli et relativement isolé sur le plan régional, en butte avec le gouvernement égyptien, en rupture avec la Syrie pour s'être opposé sur le plan de la politique répressive du président Assad contre sa population, soumis à la pression de ses 40 000 fonctionnaires dont il ne pouvait plus payer les salaires, le Hamas a tenté, en **avril 2014**, un rapprochement stratégique avec l'autorité palestinienne. Il acceptait de lui céder le pouvoir dans la bande de Gaza, à condition de conserver les milices armées sous son autorité. Ce rapprochement a provoqué l'ire du gouvernement de Benjamin Netanyahu, qui y a vu une menace et a définitivement disqualifié l'Autorité palestinienne à ses yeux.

Pour comprendre le processus qui a conduit à l'opération "Bordure protectrice", il faut examiner l'enchaînement





des événements à partir de l'enlèvement, le **12 juin** près de Hébron, de trois adolescents israéliens qui s'apprêtaient à rentrer chez eux en stop. Cet enlèvement n'était pas imprévisible, selon les experts du terrorisme. La libération des mille prisonniers en échange de celle du caporal Shalit ne pouvait que constituer un encouragement à d'autres rapt. Celui de ces trois jeunes leur a donné raison. Le choc en Israël a été considérable. Ni le gouvernement, ni l'opinion publique, n'ont voulu revivre la période éprouvante qu'ils avaient connue au moment de la séquestration du caporal Shalit. Des milliers de soldats et de policiers ont été déployés autour de Hébron à la recherche des trois Israéliens et de leurs ravisseurs.

En marge de cette vaste recherche s'est engagée une opération parallèle, consistant à arrêter des centaines de militants du Hamas habitant la Cisjordanie. Lorsque les corps des trois jeunes ont été retrouvés, le **30 juin**, enfouis à la hâte sous un amas de pierres dans une colline près de Hébron, la colère s'est emparée du peuple israélien. Un fort sentiment anti-arabe s'est exprimé, surtout dans les réseaux sociaux. Le **2 juillet**, on découvrait le cadavre d'un jeune Palestinien de 16 ans, brûlé vif par des extrémistes juifs. Cet acte ignoble a été condamné en Israël de manière unanime. Mais le mal était fait !

Ne voulant pas rester impassibles devant les arrestations de leurs frères en Cisjordanie, le Hamas, ainsi que le Jihad islamique, ont manifesté leur soli-

darité en tirant des roquettes vers le territoire israélien. Israël a riposté, comme elle le fait toujours.

Le Hamas ne voulait pas une confrontation à grande échelle. Benyamin Netanyahu n'était pas plus désireux de s'engager dans une vaste opération militaire. Plusieurs événements ont fait basculer la routine "échange de missiles contre assassinats ciblés" vers un affrontement violent.

Le Premier ministre israélien accorde quarante huit heures au Hamas pour cesser le feu, faute de quoi il s'exposerait à des représailles (Ce type d'objectif ne peut s'obtenir que par des négociations secrètes). S'il avait aspiré à une escalade militaire, il n'aurait pas pu mieux s'y prendre... Ne pouvant répondre à cet ultimatum sans se discréditer totalement, le Hamas amplifie ses tirs vers les populations israéliennes.

L'opération "*Bordure protectrice*" est décidée le **8 juillet**. Elle se limite à des frappes aériennes. Le Premier ministre est conscient des pièges que peut constituer l'envoi de forces dans la bande de Gaza.

**Pourquoi Benyamin Netanyahu décide-t-il alors, le 17 juillet, d'autoriser Tsahal à entrer dans la bande de Gaza ? Une première explication tient dans l'absence d'un intermédiaire agréé par les deux parties. Jusqu'ici, c'est l'Égypte de Moubarak, ou celle de Morsi, qui jouait ce rôle. Cette fois, les deux protagonistes manquent cruellement d'un parrain. Le Hamas récuse le président Al Sissi, tandis qu'Israël refuse la Tur-**

quie et le Qatar, contactés par son adversaire. À partir de là, aucun des protagonistes n'est en mesure de maîtriser la violence armée. La confrontation ressemble une fois de plus à une chamaille de gamins incapables de s'arrêter en l'absence d'une tierce personne.

Les plans d'attaques des israéliens prévoient une incursion ponctuelle et limitée dans le temps. Ce n'est qu'une fois dans la bande de Gaza que leur apparaît l'ampleur de la menace des tunnels "offensifs", creusés par le Hamas et débouchant dans leur territoire, au plus près de leurs forces et au milieu des localités de la région. Tsahal se retrouve, à son corps défendant, obligé de modifier ses plans, de s'engager dans une opération plus ample qu'il ne le prévoyait, et prendre des risques.

Cette guerre que Benyamin Netanyahu ne voulait pas est devenue, à ses yeux, indispensable. Il faut la mener à son terme, avec l'approbation massive de l'opinion publique israélienne, mais avec des risques accrus pour la population gazaouie et les soldats de Tsahal. Tsahal annonce que sa mission est achevée. Un cessez-le-feu de 72 heures, accepté par Israël et le Hamas, est entré en vigueur le mardi 5 août à 8 h locales dans la bande de Gaza, d'où l'armée israélienne s'est retirée après 29 heures de guerre dévastatrice. Jusqu'ici, les trêves précédentes avaient volé en éclats.

## Bilan de 29 jours de guerre à Gaza

- **1 867 Palestiniens tués**, dont 1 176 civils ;
- **64 morts israéliens** dont 3 civils ;
- **485 000 Palestiniens déplacés** de la bande de Gaza se sont réfugiés dans les abris de l'ONU ou chez des proches ;
- **4 683 "sites terroristes" détruits**, dont 32 tunnels ;
- **3 écoles de l'ONU visées**. Les écoles avaient été transformées en centre d'accueil pour les réfugiés et gérées par "l'agence onusienne de l'aide aux réfugiés". Elles étaient situées à Rafah, Beit Hanoun (le 24 juillet) et Jabaliya (le 31 juillet). La première a enregistré une dizaine de morts, les deux dernières ont fait état d'une trentaine de morts ;

- 142 écoles ont été touchées ;
  - 900 "combattants" du Hamas tués, selon le porte-parole de l'Armée. Selon certaines sources, il y aurait 20 000 combattants dont 10 000, les plus entraînés qui feraient partie de la branche armée, Ezzedine al Qassam, les Brigades al Qods, Djihad islamique, autre groupe armé de la Bande de Gaza, revendiquent 8 000 hommes ;
  - 30 360 roquettes ont frappé Israël, dont 578 ont été interceptées par le système de défense antimissile "Dôme de fer" ;
  - Une centrale électrique détruite, des centaines de maisons, des bâtiments civils...
- Selon des estimations provisoires palestiniennes, la guerre a causé **entre 4 et 6 millions de dollars de dégâts dans la bande de Gaza.**

Source : le *Nouvel Observateur*

## John Kerry : «Restaurer le calme»

24 novembre 2015

«Restaurer le calme» et non plus «Trouver le chemin de la paix». Ce glissement sémantique du secrétaire d'État John Kerry, en visite en Israël le mardi 24 novembre, témoigne bien à quel point les États-Unis ont revu leurs ambitions à la baisse au Proche-Orient. Alors que l'attention internationale est concentrée sur la Syrie et la menace djihadiste, le conflit israélo-palestinien n'est plus du tout une priorité. D'autant qu'aucune des parties impliquées n'a le désir de faire des concessions ou des gestes d'ouverture, dans un contexte de haute tension.

Les attaques palestiniennes se poursuivent à un rythme quotidien depuis octobre. Au moment où l'avion de J. Kerry s'apprêtait à se poser, une attaque à la voiture bélier faisait quatre blessés israéliens près de Naplouse. Au total, 21 Israéliens et près de 90 Palestiniens, pour moitié des agresseurs, ont été tués. Lors de cette première visite depuis l'échec du dernier cycle de négociations bilatérales, en mars 2014, J. Kerry a évoqué longuement le terrorisme. En revanche, il a ignoré la question palestinienne, au sens politique, et l'occupation israélienne.



John Kerry œuvre à la restauration du calme.

*«Personne ne devrait avoir à vivre au quotidien avec la violence, les attentats dans la rue commis à l'aide de couteaux, de ciseaux ou de voitures [...]. J'exprime ici une condamnation totale de tout acte de terrorisme qui coûte la vie à des innocents»* a dit J. Kerry lors de sa rencontre avec le Premier ministre Benjamin Netanyahu.

Un peu plus tard, lors de sa rencontre avec le président Reuven Rivlin, il a ajouté : *«Aucune frustration, aucune politique, aucune idéologie, aucune émotion, ne justifie le fait d'ôter des vies innocentes.»*

Selon le quotidien Haaretz, Benjamin Netanyahu, dans ses échanges avec l'administration Obama, se serait dit prêt à des gestes en direction de l'Autorité palestinienne, pour améliorer la vie quotidienne des Palestiniens. Mais, en échange, il souhaiterait que Washington reconnaisse le droit israélien à construire, dans les blocs, des colonies qui finiraient par être rattachées à l'État

hébreu dans le cadre d'un règlement. En début de soirée, John Kerry a rencontré le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas. Les deux hommes n'ont fait aucune déclaration de presse, signe possible de l'irritation de l'Autorité palestinienne après les propos du secrétaire d'État le matin même, jugés trop dans la ligne israélienne.

## Négociations gelees

En réalité, dans un contexte très dégradé, plus personne n'envisage actuellement un nouveau cycle de négociations politiques. Le chef de gouvernement israélien se dit prêt à négocier sans pré-conditions mais, en même temps, il réclame la reconnaissance immédiate d'Israël comme État juif et la condamnation par Mahmoud Abbas des attentats palestiniens.



## Le canal diplomatique émet en clair

18 janvier 2016

Organisée à Tel-Aviv le 18 janvier, la prestigieuse conférence de l'Institut national des études stratégiques (INNS) est le rendez-vous incontournable des pontes de l'appareil sécuritaire et autres chefs de la classe politique. Parmi les temps forts, le discours de l'ambassadeur américain, qui s'apparente d'ordinaire à un exposé de la politique de Washington dans un Moyen-Orient toujours aussi effervescent. Pour les israéliens, il permet de mesurer l'état des relations bilatérales avec leur allié. Volontairement rassurant au sujet de l'application de l'accord sur le nucléaire iranien, l'ambassadeur américain en Israël Dan Shapiro n'a, en revanche, pas ménagé l'État hébreu sur le dossier palestinien.

*« Nous sommes d'abord préoccupés et perplexes par la stratégie israélienne en matière de colonisation, a-t-il lancé, dénonçant en particulier l'annexion des terres palestiniennes en zone C, laquelle couvre 60 % de la Cisjordanie, quelques jours après qu'Israël se fut emparé de 150 ha de terres agricoles près de la ville de Jéricho. De trop nombreuses attaques contre les Palestiniens ne font pas l'objet d'enquêtes rigoureuses de la part des autorités israéliennes, a poursuivi l'ambassadeur. Il semble y avoir deux normes pour appliquer la loi : l'une pour les Israéliens, l'autre pour les Palestiniens. »* Son réquisitoire s'est achevé par une question lourde de sous-entendus : *« Quel est le plan d'Israël pour résoudre le conflit ? »*

Surpris par la charge, le bureau de Benjamin Netanyahu a fustigé des « propos inacceptables. » « Le responsable de l'impasse diplomatique est l'Autorité palestinienne qui continue d'inciter à la violence et refuse de négocier » conclut le communiqué du gouvernement.

Dan Shapiro, 46 ans, est issu d'une famille juive de l'Illinois. Ce père de trois

À gauche, comme sur une banale photo de famille, le président américain Obama, le président israélien Péres et son Premier ministre Netanyahu entourant l'ambassadeur US en Israël Shapiro, sa femme et ses enfants...

Le parti travailliste israélien a la parole.

filles, hébreophone depuis ses études à l'université de Jérusalem, a toujours été présenté comme « un ami d'Israël ». En 2007, Barack Obama en avait fait l'un de ses proches collaborateurs sur le Moyen-Orient. Non seulement Dan Shapiro n'a pas trahi les nouveaux fondements de la politique étrangère américaine, mais il a compris qu'à travers la presse israélienne, dont il accepte volontiers les sollicitations à la différence de ses prédécesseurs, il détenait un canal diplomatique parallèle pour s'adresser à l'État hébreu.

Netanyahu, qui côtoie Shapiro depuis ses navettes au Proche-Orient avec l'ancien émissaire américain George Mitchell, a tenu à recevoir l'ambassadeur pour apaiser les tensions. L'entretien de trente minutes a été qualifié d'amical.

## La paix ! Oui, mais comment ?

La paix « n'est pas au coin de la rue ». La sécurité avant tout. Une priorité : se séparer physiquement des Palestiniens. Ainsi se résume la nouvelle approche du conflit israélo-palestinien de l'opposition travailliste qui se veut réaliste, au risque de désorienter l'électorat de gauche traditionnel. Adopté le **7 février 2016**, au Congrès travailliste, ce plan a été exposé par son concepteur, Isaac Herzog, devant la presse étrangère, le mercredi **10 février**.

Le leader travailliste, à la tête de l'Union sioniste, estime qu'Israël est entré dans une « nouvelle réalité » avec la « troisième Intifada » dite « Intifada des couteaux ».

La vague de violences palestiniennes a débuté à l'automne 2015. Depuis le **13 septembre 2015**, 30 personnes ont été tuées dans des attaques terroristes et 166 Palestiniens ont été tués par les forces israéliennes. Tout en restant attaché à l'objectif à long terme d'une solution à deux États, Isaac Herzog l'estime impossible à atteindre aujourd'hui. Dans un discours prononcé à la Knesset le **10 février 2016**, le Premier ministre Benjamin Netanyahu lui a répondu. Deux articles de presse rendent compte des positions de l'un et de l'autre.



## Le Parti travailliste approuve le plan de retrait unilatéral d'Herzog

Le chef de l'opposition affirme que, sans une « séparation » de la Cisjordanie, le pays perdrait son caractère juif et démocratique.

Le Parti travailliste israélien a officiellement adopté dimanche la proposition de son chef, Isaac Herzog, appelant au retrait d'Israël de la Cisjordanie. Dans un geste considéré par beaucoup comme un virage à droite du chef de file du parti de centre-gauche, Herzog avait le mois dernier demandé un retrait israélien plutôt que de s'engager dans des négociations de paix. Le Parti travailliste est l'un des deux partis – avec Hatnua – composant l'Union sioniste, le principal groupe parlementaire de l'opposition. Un communiqué publié dimanche soir par le parti affirme que « pour la première fois depuis des décennies », il avait « adopté un plan complet et détaillé concernant la politique de sécurité ».

« Seule une séparation entre nous permettra de maintenir une majorité juive en Israël » a déclaré Herzog lors de la présentation de son plan à une conférence du Parti travailliste à Tel Aviv. Un retrait israélien de Cisjordanie empêcherait l'« infiltration de terroristes et renforcerait la sécurité » a-t-il dit.

Selon son plan, la barrière de sécurité en Cisjordanie inclurait en Israël les grands blocs d'implantations.

Herzog a soutenu que la « vision » pour la paix et la solution à deux États n'était pas morte, mais que « ça ne va pas se passer demain ». « Israël est en guerre. Il ne s'agit pas d'une vague de terrorisme, c'est la troisième Intifada. Chaque jour, un autre Israélien est tué et, malheureusement, la situation sécuritaire semble se détériorer. Je ne suis pas prêt à accepter cette réalité, ni à m'y habituer » a-t-il dit.

Si l'idée de désengagement mourait, ce sera aussi le cas de l'État d'Israël – il cessera d'être un État juif. Un État séparé pour les Palestiniens est la seule chance d'Israël de rester un pays juif et démocratique avec des frontières définissables. Ceci est dans notre intérêt » a poursuivi Herzog.

Fustigeant le Premier ministre Benjamin Netanyahu et le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas comme des leaders avec lesquels aucun progrès n'est possible, il a dit : « Netanyahu et Abbas sont réticents à changer la réalité terrible que nous vivons aujourd'hui. »

**Herzog a affirmé que les deux dirigeants ont repoussé au mois d'août de l'année dernière ses avertissements au sujet de la possibilité d'une troisième Intifada.**

**« Israël n'a pas de Premier ministre qui fonctionne, a-t-il dit de Netanyahu. Dans une maison de la rue Balfour vit un homme paralysé par la peur. Sous son lourd maquillage et sa coiffure soignée se cache un Netanyahu peureux. »**

Herzog a récemment proposé son plan à Tel-Aviv, lors de la conférence de l'INSS – l'Institut d'études de sécurité nationale ; et à Rome, au secrétaire d'État américain John Kerry, à qui il a dit que la séparation est la seule façon d'avancer avec les Palestiniens.

Kerry a exprimé son intérêt pour le plan, bien que le Département d'État ait déclaré que le secrétaire n'avait pas de plans visant à visiter la région pour relancer les pourparlers de paix dans un proche avenir.

Shelly Yachimovich, une ancienne dirigeante du Parti travailliste qui est considérée comme une rivale potentielle pour Herzog dans la prochaine course à



la direction, l'a vivement critiqué au sujet de sa proposition. Soulignant l'importance des négociations, en particulier lors de l'actuelle vague de violence, Yachimovich a répondu au micro de la radio publique, que le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas n'est peut-être pas un « amoureux de Sion », Israël pourrait se trouver devant sa « dernière opportunité de discuter avec un dirigeant palestinien laïque, pragmatique, et nous ne pouvons pas laisser passer cette opportunité et faire le jeu du [Premier ministre Benjamin] Netanyahu ». Également dimanche, dans une tentative apparente de conjurer un défi majeur pour son leadership, Herzog a réussi à repousser les élections primaires du parti à plus tard cette année.

Lors de la conférence, les membres du parti ont voté en faveur de la proposition de Herzog – de revoir la décision concernant la date de l'élection de sa direction lors d'une réunion du parti prévue en mai. Des sources proches du parti ont déclaré au site d'information Maariv que, à la réunion de mai, l'élection risquait d'être repoussée à nouveau. Le parti a un long passé de querelles internes pour la direction du parti, avec plus de dix changements de direction dans les deux dernières décennies.

La proposition de Herzog vise à contrecarrer les éventuelles tentatives de le renverser par le maire de Tel Aviv Ron Huldai, Yachimovich et le député Amir Peretz, dont on dit qu'ils pourraient envisager de vouloir conquérir la direction du parti.

L'équipe du Times of Israel a contribué à cet article.

## Réponse de Benjamin Netanyahu

« Vous n'êtes ni monsieur Économie, ni monsieur Sécurité. Vous êtes monsieur Excuses » a lancé Herzog au Premier ministre.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a déclaré mercredi que la réalité actuelle ne permet pas, pour l'instant, la réalisation de la solution à deux États. Dans un discours prononcé dans le cadre d'un débat spécial à la Knesset sur la solution à deux États, Netanyahu a reproché à l'opposition de « prendre des années à comprendre ce



qui se passe ici », s'adressant particulièrement au chef de l'opposition et du Parti travailliste, Yitzhak Herzog.

« Dimanche, ça a fait tilt. Les membres du Parti travailliste ont décidé que

nous ne pouvons pas mettre en œuvre une solution à deux États dans la réalité actuelle. Est-ce que cela vous semble familier ? » a déclaré Netanyahu lors de son discours.

**« Il y a un an, j'ai averti que des grands changements étaient en cours dans la région, que chaque zone est entre les mains de forces extrémistes en Irak, en Syrie, en Libye, partout, a rappelé Netanyahu, ajoutant : J'avais dit qu'en vertu des circonstances actuelles, il ne me semblait pas possible de réaliser la solution de deux États pour deux peuples. »**

Dimanche, le Congrès du Parti travailliste a approuvé le « plan de séparation » élaboré par son chef, Herzog. Au cours des dernières semaines, le parti était plongé dans un vif débat sur le plan, qui appelle à un retrait intérimaire de la Cisjordanie, à la séparation de plusieurs quartiers palestiniens de Jérusalem-est du reste de la ville et à terminer la construction de la barrière de sécurité en Cisjordanie autour des blocs d'implantations. Netanyahu a critiqué le plan, disant que le pays ne peut pas

À gauche, le leader travailliste israélien Isaac Herzog. À droite, Benjamin Netanyahu rejette les arguments de Herzog à la Knesset.

faire confiance à un leader qui prend des “années” à comprendre la situation au Moyen-Orient. « *Même si vous êtes le dernier à avoir compris la réalité, comme on dit, mieux vaut tard que jamais. Mais comment pouvons-nous vous faire confiance pour faire face aux menaces qui nous entourent quand il vous a fallu des années pour comprendre ce qui se passe ici ?* »

Netanyahou a plutôt exhorté la Knesset à adopter sa vision de la “reconnaissance et de la démilitarisation”, qui a pour but de pousser les Palestiniens à reconnaître l’État juif et à démilitariser leur territoire.

*« Je sais qu’avec la situation actuelle en Judée et Samarie, tout plan visant à évacuer [les implantations] va créer une autre rampe de lancement pour le terrorisme palestinien et islamique qui est susceptible de détruire l’État d’Israël, a poursuivi Netanyahou. « Et voilà pourquoi je continue à maintenir les deux mêmes principes – la reconnaissance et la démilitarisation. »*

Suite au discours de Netanyahou, une dispute a éclaté entre lui et Herzog. « *Vous n’êtes ni monsieur Économie, ni monsieur Sécurité. Vous êtes monsieur Excuses* » a lancé Herzog au Premier ministre. « *Vous n’avez pas l’intention de nous séparer d’avec les Palestiniens* », a continué Herzog. « *Peut-être que vous entourez l’État de clôtures, mais les Palestiniens vivront au milieu de nous. Vous avez peur de [Naftali] Bennet et de [Ze’ev] Elkin,* » a-t-il ajouté, faisant référence à deux partisans de la ligne dure au sein du gouvernement de coalition.

S’adressant aux députés de la coalition, Herzog a déclaré : « *Vous avez également échoué quant à “la vie elle-même”,* faisant référence à une dé-

claration que Netanyahou a faite il y a quelques mois quand il a publié un tweet suggérant que les Israéliens s’inquiètent de la crise du logement alors qu’ils devraient se préoccuper de la menace nucléaire iranienne.

« *Le pays est bloqué. Il n’y a ni espoir ni opportunités. Seulement du désespoir. Et vous n’avez absolument aucune réponse* », a continué Herzog. « *Nous sommes en proie à une troisième Intifada avec des dizaines de morts et des centaines de blessés. J’ai discuté de cela maintes et maintes fois à la Knesset. Mais Sir Premier ministre, vous ne bougez pas* », a déclaré Herzog. « *Vous êtes réduits au silence par la peur. Vous ne prenez aucune initiative. Vous gagnez du temps. Et le temps ne joue pas en notre faveur* », a-t-il ajouté.

Herzog a également affirmé que même la droite n’est généralement pas d’accord avec lui. « *La droite pense que l’annexion de territoires avec les Palestiniens à l’intérieur est la solution [...]. Qui vous empêche de le faire ? [...] De qui avez-vous peur ?* »

« *Annexez les territoires, a lancé Herzog, et vous verrez ce qui va se passer.* »

« *Nous avons une vision différente* », a ajouté le chef de l’opposition. « *La vision des deux États n’est pas morte, mais elle ne va pas se réaliser demain. Cela est clair aussi longtemps que vous, M. Netanyahou, et Abbas avez peur de poser un geste.* »

Des tensions à la fois en Israël et à l’étranger ont éclaté au sujet de la solution à deux États suite à une déclaration le mois dernier du ministre français des Affaires Étrangères, Laurent Fabius. Il a affirmé que la France allait reconnaître l’État palestinien si aucun progrès n’était réalisé vers une solution

à deux États dans les prochaines semaines. Il a présenté un plan pour organiser une conférence internationale visant à “renforcer les efforts.”

Un responsable israélien a dénoncé l’avertissement, en disant que “la déclaration de Fabius est une incitation pour les Palestiniens à maintenir l’impasse”, les Palestiniens sachant d’avance que la France reconnaîtra leur État si aucun progrès n’est fait. Les pourparlers de paix ont pris fin en avril 2014 et la situation s’est ensuite détériorée. Les perspectives d’une possible reprise du dialogue apparaissent aujourd’hui de plus en plus éloignées.

Depuis le **13 septembre 2015**, 30 personnes ont été tuées dans des attaques terroristes dont un Palestinien, un Américain et un Érythréen. Cent soixante-six Palestiniens ont été tués par les forces israéliennes. La plupart ont été abattus après avoir mené ou tenté de mener des attaques, tandis que d’autres sont morts au cours d’affrontements et de manifestations.

Israël accuse l’incitation à la haine des dirigeants palestiniens et des médias d’être la cause principale des troubles alors que certains analystes estiment que la frustration des Palestiniens, l’absence de progrès dans les efforts de paix et la fracture politique entre leurs propres dirigeants ont nourri les troubles.

Tal Shalev est la correspondante diplomatique d’I24news. Publié le 11/02/2016.

## Israël-Palestine la dernière tentation de Barack Obama et de John Kelly

En dépit du bon sens, le président américain et son secrétaire d’État vont de nouveau essayer de relancer le processus de paix au Moyen-Orient. En ce début d’année **2016** (qui est aussi la dernière année de présidence de Barack Obama), les observateurs du Moyen-Orient sont sans doute persuadés que l’administration américaine a abandonné tout espoir de relancer le processus de paix israélo-palestinien. Comment ne pas partager ce point de vue ? Le fossé qui sépare les valeurs des deux camps et la méfiance qui règne





Le syndrome du «*Besoin de faire quelque chose*», à l'adresse, notamment, des jeunes générations palestiniennes...

entre le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu et le président palestinien Mahmoud Abbas sont plus vastes que le Grand Canyon. À l'évidence, le président américain et son ancien secrétaire d'État n'avaient aucune intention de se lancer dans cette cause perdue.

Les chances de faire véritablement progresser le processus de paix israélo-palestinien sont minces ; au mieux, c'est une entreprise presque impossible ; au pire, c'est une cause sans espoir. Pour autant je gage que cette administration ne pourra s'empêcher de «*faire quelque chose*» pour relancer le processus de paix – ou ce qu'il en reste. Il s'agit clairement d'une décision paradoxale. Les raisons de s'abstenir de «*faire quelque chose*» ne manquent pas : forte probabilité d'échec, tensions avec Netanyahu, risque de compliquer les nombreuses opérations en cours au Moyen-Orient (arrêter l'État islamique, réunifier la Syrie, organiser une opération pour reprendre Mossoul)...

**Mais Obama désire laisser son empreinte sur le problème palestinien ; c'est là sa dernière tentative en matière de politique étrangère. Ces efforts n'auront peut-être pas pour objectif l'organisation de véritables négociations ou l'obtention d'une avancée d'importance ; mais ils auront pour but de mettre en place un cadre (ou un ensemble de paramètres) américain ou international d'ici la fin de l'année, afin d'exposer la solution potentielle envisagée par l'actuelle administration. Voici pourquoi. Syndrome du «*besoin de faire ici quelque chose*»**

On pense tout d'abord aux projets inachevés. En 2009, deux jours après son inauguration, le président (accompagné de sa secrétaire d'État d'alors, Hillary Clinton) a nommé George Mitchell envoyé spécial chargé du processus de paix. Plus tard, au détour de divers commentaires et remarques, Obama s'est laissé aller à quelques promesses insensées (l'obtention d'un accord israélo-palestinien dans les deux ans) ainsi qu'à un engagement tout aussi imprudent (gel complet des colonies). Il va sans dire qu'aucun de ces projets n'a vu le jour et Netanyahu l'a dominé dans la plupart des situations diplomatiques ; sa crédibilité quant à ses promesses a donc finalement été réduite à néant.

Certes, l'accord sur le nucléaire iranien a montré que le président était prêt à se battre et à l'emporter contre Bibi lorsque l'enjeu lui tenait à cœur mais j'estime qu'il aimerait également obtenir un résultat de nature à prouver qu'il n'a pas perdu la main en tant que négociateur du processus de paix. Et si Obama a prouvé une chose – presque à l'excès –, c'est qu'il est capable d'agir unilatéralement si nécessaire.

Second point : John Kerry l'encouragera en ce sens. Le premier diplomate de la nation s'intéresse fortement à cette question et estime être capable d'obtenir un résultat positif – et il a en ce sens peu d'égaux parmi ses prédécesseurs (voire aucun, si j'en crois mon expérience professionnelle auprès d'une demi-douzaine d'entre eux). Précisons que ce n'est pas forcément une bonne chose : cette attitude renforce le vieil adage, convaincant mais destructeur, selon lequel il est préférable d'essayer et d'échouer que de ne rien tenter du tout.

Et quelle qu'ait été la nature de ses intentions, force est d'admettre qu'il a échoué sur presque toute la ligne.

Toutefois, comme l'a démontré sa malheureuse initiative menée tout au long de l'année 2013, Kerry estime qu'il s'agit d'un problème-clé pour l'Amérique et Israël pour leur crédibilité et leurs futurs intérêts respectifs au Moyen-Orient. Dans un discours prononcé en décembre 2015 au Saban Forum, il a minimisé le rôle de coordinateur principal des États-Unis mais, comme il l'a fait maintes et maintes fois, a mis en garde Palestiniens et Israéliens contre la catastrophe qui pourrait s'abattre sur Israël si les deux partis (autrement dit, principalement Israël) prenaient les mauvaises décisions dans le cadre des négociations pour la paix. Cette fois-ci, l'apocalypse en question prendrait la forme d'un effondrement du gouvernement de l'Autorité palestinienne, qui plongerait la région dans le chaos – ou qui permettrait au Hamas de gagner en influence.

**Dernier facteur : au fur et à mesure que la fin du mandat se rapproche, le syndrome du «*besoin de faire ici quelque chose*» se fait de plus en plus sentir.**

Si j'en crois ma propre expérience professionnelle du processus de paix, ce besoin peut se faire particulièrement pressant, et ce quelles que soient les probabilités de réussite. Si la situation israélo-palestinienne devient véritablement incontrôlable sur le terrain, l'action urgente apparaîtra d'autant plus nécessaire et sera appuyée par d'autant plus de justifications. D'ici un an, le Moyen-Orient de la fin du mandat du président Obama sera dans un état bien pire que celui dont il avait hérité au début de sa présidence. Et cet échec lui sera attribué, à tort ou à raison.

... des jeunes générations israéliennes également...



L'état actuel du processus de paix est un signe qui ne trompe pas : qualité exécrable des relations avec Israël ; aucune crédibilité chez les Palestiniens ; augmentation des initiatives de colonisation ; vagues d'actes terroristes rudimentaires perpétrés par de jeunes Palestiniens ; échec d'une initiative de paix. De fait, Obama ne sera visiblement pas en mesure de confier le moindre projet couronné de succès aux bons soins de la prochaine administration.

## Obsession pour le processus de paix

Reste à déterminer quelle forme pourrait prendre cette dernière tentative de relancer le processus de paix. Quoi qu'il arrive, ce sera certainement de la petite bière. Passons tout de même en revue un éventail de possibilités. Un véritable processus de paix ? Malheureusement, la meilleure stratégie – du moins, sur le papier – est peu susceptible d'aboutir, car elle passe par une implication directe de Netanyahu et d'Abbas dans le processus de paix. Il faudrait, pour ce faire, que chacun d'entre eux reconnaisse un fait d'importance : le conflit ne doit pas être résolu, il doit être géré. S'ils passaient un accord, en optant pour une période transitoire, ce texte devrait se concentrer sur le maintien d'une coopération pour la sécurité ; sur les solutions pouvant être apportées aux problèmes économiques ainsi qu'aux problèmes d'accès et de déplacement des Palestiniens pour faciliter les voyages à l'intérieur de la Cisjordanie ainsi que depuis et vers Israël ; sur une construction responsable d'un État par les Palestiniens ; et peut-être sur un retrait partiel des Israéliens de la Cisjordanie et la conversion d'autres zones où les Palestiniens n'exercent qu'une autorité civile pour y inclure le contrôle de la sécurité.

Toutefois, une telle approche pourrait nécessiter une forme d'accord – fût-il de principe – spécifiant les buts à atteindre, et ce même si le chemin à parcourir s'avère particulièrement long. Étant donné l'absence de confiance, de politiques et d'intérêts communs de chaque côté, il est difficile d'imaginer les Israéliens ou les Palestiniens accepter un tel projet. Je comprends toute-

fois pourquoi l'administration souhaite leur soumettre cette proposition : elle cherche à savoir si cette dernière suscite un quelconque intérêt. Il serait sans aucun doute judicieux de tenter cette approche avant d'en adopter une autre.

Un objectif virtuel ? En l'absence de véritable processus, Obama et son secrétaire d'État voudront peut-être transmettre un autre héritage en matière de processus de paix, un héritage de nature plus virtuelle. L'idée serait de rédiger une sorte de cahier des charges de la création potentielle de deux États – les points essentiels : Jérusalem, frontières, sécurité, territoire, réfugiés – et que les deux camps acceptent ces lignes directrices ou non. Cela pourrait prendre la forme d'une allocution présidentielle, ou pourrait passer par une approche diplomatique plus adaptée – les "paramètres Obama". C'est ainsi qu'a procédé l'ancien président Bill Clinton : en décembre 2000, après les élections, il s'est directement adressé aux négociateurs israéliens et palestiniens pour leur donner ses lignes directrices.

Il serait également possible de porter ce processus virtuel à l'échelle internationale, en convaincant le "quartet" (États-Unis, Nations-unies, Russie et Union européenne) de soutenir les paramètres de l'objectif final – ou d'opter pour l'option la plus radicale : graver ces paramètres dans le marbre via une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU (comme le souhaite la France, qui fait pression sur la communauté internationale pour l'obtenir). Tout État agissant en ce sens s'attirera les foudres de Netanyahu, qui attend patiemment la fin du dernier mandat d'Obama et espère que son successeur sera plus en accord avec les inté-

Barack Obama laissera-t-il un message fort au Moyen-Orient ?

rêts d'Israël. Et il ne sera pas beaucoup plus simple de convaincre les Palestiniens et les États arabes de soutenir le projet.

Une approche régionale ? Il existe une autre stratégie potentielle : tirer parti des intérêts communs des Arabes et des Israéliens face à la menace de l'État islamique pour organiser une réunion régionale consacrée à l'antiterrorisme, comparable en bien des points au sommet de Charm el-Cheikh de 1996. Bill Clinton avait alors convié plus de vingt pays arabes et Israël au lendemain d'une série d'attentats-suicides du Hamas ayant frappé Israël ce même printemps. C'était une autre époque. Shimon Pérès était alors Premier ministre israélien ; il s'apprêtait à affronter... Netanyahu (vous l'aviez deviné) aux élections de mai. (Il a perdu.) Toute approche régionale devrait s'inspirer de près ou de loin de l'Initiative de paix arabe de 2002, qui proposait une reconnaissance d'Israël par les pays arabes en contrepartie de la création d'un État palestinien. Israël et l'Égypte sont plus proches que jamais et Israël et les États





«Tous ensemble !»

du Golfe se rejoignent indirectement dans leur opposition au pouvoir iranien. Reste à déterminer un ensemble commun de principes à même de rassembler Israël, les États arabes et les Palestiniens ; ce ne sera pas chose aisée.

Mais quelles que soient les difficultés rencontrées, je gage que la présente administration n'est pas encore guérie de son obsession pour le processus de paix. Et, d'une façon ou d'une autre – via des efforts pour créer un véritable processus de paix, ou via un processus virtuel –, Kerry et Obama continueront d'œuvrer dans ce sens en 2016. Comptez là-dessus et soyez certain d'une chose : le problème israélo-palestinien (comme bien d'autres aspects de ce Moyen-Orient brisé, colérique et dysfonctionnel) sera sans doute encore d'actualité lorsque Obama quittera la Maison Blanche. Et il s'avérera tout aussi frustrant pour la personne qui prendra sa suite.

Aaron David Miller .

## Attendre et espérer

Le 9 novembre 1917, dans une lettre adressée à Lord Rothschild, président de l'antenne anglaise du mouvement sioniste, le ministre des Affaires Étrangères fait savoir que son gouvernement s'engage à faciliter la formation d'un "Foyer National Juif" en Palestine. C'est la déclaration Balfour. C'était il y a un siècle..

Si l'État d'Israël a fini par voir le jour en 1948, sur le terrain, le délicat et douloureux problème des relations entre

Juifs et Palestiniens s'est imposé dès le départ. Il est toujours à l'ordre du jour. Ce dossier a suivi un parcours invraisemblable. Il a traversé une multitude d'événements militaires, terroristes, diplomatiques, politiques, religieux... il a parfois revêtu les aspects de l'espoir, plus souvent celui du sang et des larmes. Il a exigé des acteurs du courage, de la détermination ; il a laissé entendre de belles intentions, de beaux discours, laissé paraître de belles images de fraternité lors de conférences, de signatures d'accord ou de traités. Ici, plus qu'ailleurs, le langage diplomatique a un côté magique. La même phrase peut laisser espérer aux uns et aux autres la réalisation de leurs attentes, fussent-elles parfaitement incompatibles. Ici, la parole ne tient pas en place ; sitôt prononcée elle s'envole, et les écrits sont enterrés avant même que l'encre n'ait fini de sécher. Les belles résolutions votées par l'ONU et jamais appliquées feront les délices des historiens.

Aujourd'hui (décembre 2015), certains attendent d'une visite supposée d'Obama, un "quelque chose" comme ils disent ! Ils estiment qu'après avoir fait avancer le dossier de Cuba et de l'Iran, s'il veut laisser une trace au Moyen-Orient, c'est sur le dossier de la paix entre Israéliens et Palestiniens qu'il doit agir. On peut le souhaiter ardemment mais, pour réussir, il lui faudrait une énorme baguette magique, car ce dossier est maintenant sorti de son lit. Il est pris dans l'engrenage d'enjeux, avec, autour de la table, les États-Unis, l'Arabie saoudite, l'Iran et la Russie de plus en plus active dans le monde arabe. Peut-être Obama viendra-t-il à Jérusalem et à Gaza, avec de grosses promesses financières pour la sécurité des

uns et le développement des autres. Avec le statut de sage que lui procure son prochain départ, peut-être présentera-t-il, en guise d'héritage, quelques pistes, fruits de ses expériences, qui peuvent mener à la paix.

Avant de quitter la Maison Blanche, il laissera en bonne place, sur le bureau ovale, ce dossier avec une mention manuscrite : « *Ouvrir avec précaution. Bon courage. B.O.* »

L'avenir peut aussi réserver des surprises. Une relève politique dans les deux camps, issue de nouvelles générations, peut faire jaillir des lumières qui démontreront qu'Israéliens et Palestiniens ont fini par trouver en eux la solution que le monde extérieur a été incapable de leur offrir.

## Le fil vert L'islam contre l'islam

### Les printemps arabes

#### Du doux rêve à l'interminable cauchemar.

La Tunisie de 2010 ne ressemble plus à celle de 1960.

En 50 ans, la société tunisienne a profondément changé.

Le taux de natalité est désormais inférieur à celui de la France.

Le modèle patriarcal a éclaté avec des fratries de deux ou trois membres, dont le niveau d'éducation est, en moyenne, bien plus avancé que celui de leurs parents. L'amélioration progressive des services publics de base, notamment de l'enseignement et de la santé, a favorisé une forme d'émancipation féminine, d'abord par l'accès au lycée et à l'université, puis par l'entrée sur le marché du travail.

Les "pères de la nation" de Bourguiba à Nasser et Boumédiène avaient imposé leur autorité charismatique à des masses infantilisées dans leur rapport au chef tout-puissant. Mais l'aura patriotique de ces figures tutélaires n'était pas feinte, alors que la contribution

d'un Ben Ali ou d'un Moubarak à la geste nationale est bien plus discutable. Quant à la succession dynastique expérimentée par Assad en Syrie, elle livre le pays à la rapacité des héritiers.

Les jeunes adultes de 2010 se heurtent, dans le monde arabe, à une impasse cruelle. Malgré leur formation élevée et leurs aspirations citoyennes, ils voient leur rêve d'une vie "normale" condamné par les interventions systématiques du système ou du régime. Le même terme de hizam désigne les deux notions en arabe. Le parti hégémonique et les services de renseignement étroitement liés pour quadriller la population, sont aussi les intermédiaires obligés pour suivre des études, faire carrière, ou établir une entreprise.

Le hizam n'est donc pas seulement un appareil d'oppression politique, il s'insinue dans les espaces les plus intimes pour asservir l'individu, le rendre redevable de ses propres mérites, le contraindre à mendier pour vivre, ou à se corrompre pour gagner un salaire. Les "pères de la nation" avaient systématiquement pillé les ressources du pays

au profit de leur clique. Les ... rendus avides par les bénéfices des "privatisations" accaparent volontiers le travail même de leur sujet. Une centaine de millions de jeunes Arabes, du Maroc au Golfe, partagent, à des degrés divers, une frustration comparable, pour n'avoir jamais été aussi bien éduqués et aussi mal employés (le chômage des jeunes Arabes est deux fois supérieur à la moyenne mondiale). Cette frustration, ils l'expriment par Internet, par les réseaux sociaux et les chaînes satellites. La Voix des Arabes, cœur de la propagande nassérienne, se déversait au nom du maître du Caire sur des populations réduites à l'écouter sans jamais pouvoir lui répondre. Les chaînes satellites avaient déjà brisé le carcan en favorisant la pluralité des sources, mais aussi une convivialité inédite des commentaires. Les réseaux sociaux lèvent les derniers obstacles à un espace horizontal de communication interarabe.

Sidi Bouzid, dans le sud de la Tunisie, présente une densité remarquable

de contrôle politique et policier de la population. C'est pourtant là que le système va craquer, s'effondrant sous son propre poids. Le **17 décembre 2010**,

**Mohammed Bouazizi**, un vendeur à

la sauvette de vingt-six ans, essaie en vain de récupérer sa carriole saisie par les forces de l'ordre, sans doute parce qu'il n'avait pas de quoi leur verser le pot-de-vin d'usage. De désespoir, Bouazizi s'immole devant la préfecture. Le sacrifice va bouleverser la jeunesse arabe, jetant des foules entières dans la contestation ouverte. On ne sait où ce slogan « *Dégage !* » a été lancé la première fois, mais il résonne désormais dans toute la Tunisie et au-delà. Le peuple veut renverser le Nizam, à la fois le régime corrompu et le système étouffant. Les manifestants n'ont que des pierres et des bâtons, mais leur objectif est clair : la révolution, la Thawra.

Angéliques, l'occident et la jeunesse arabe rêvent que les têtes des «pères» des nations arabes tombent les unes après les autres au profit de vraies démocraties... Il en sera autrement.



ABDELAZIZ BOUTEFLIKA (ALGÉRIE) — ZINE EL-ABIDINE BEN ALI (TUNISIE) — MOUAMMAR KADHAFI (LIBYE) — HOSNI MOUBARAK (ÉGYPTÉ) — HAFEZ EL-ASSAD (SYRIE) — BACHAR EL-ASSAD (SYRIE)

# Les printemps arabes par pays

## Tunisie

10,6 millions d'habitants

Zine el-Abidine Ben Ali  
Président de 1987 au 14 janvier 2011

Du **17 décembre 2010 à février**, manifestations massives et répétées, parfois émeutes, après l'immolation de Mohamed Bouazizi à Sidi Bouzid le **17 décembre 2010**.

Le **14 janvier 2011**, fuite du président Ben Ali vers l'Arabie saoudite, mais la contestation se poursuit.

Le Premier ministre Mohamed Ghannouchi conserve son poste, nomme un gouvernement d'union le **17 janvier**, remanié le **27 janvier**.

Le **6 février** annonce de la dissolution de l'ancien parti gouvernemental, le RCD, pour 9 mars.

Le **27 février**, démission de Ghannouchi remplacé par Béji Caïd Essebsi.

Le **3 mars**, annonce de l'élection d'une Assemblée constituante le **24 juillet**, reportée au **23 octobre**. Le mouvement islamiste Ennahdha remporte ces élections. Les incidents et les agressions se multiplient de la part des salafistes et plusieurs manifestations sont organisées, notamment celle du **20 mars 2012**. Le **9 avril**, une manifestation célébrant la fête des martyrs est violemment réprimée faisant des dizaines de blessés et agressés. Certaines sources parlent d'un mort, mais le **4 mai**, un bilan officiel fait état de 338 morts et de 2174 blessés. Les décomptes des morts est de 89 dans le Grand tunis, 86 détenus, 29 forces de l'ordre public, 12 femmes et 8 enfants.

## Algérie

36,3 millions d'habitants

Abdelaziz Bouteflika  
Président depuis 1999

Manifestations de quelques milliers de personnes et auto-immolations.

Le **7 février**, manifestation du CNC dispersée par les forces anti-émeutes, nouvelles manifestations le 19 février. Le 24 février, le gouvernement lève l'état d'urgence en vigueur depuis 1992.

A partir du **2 avril**, les gardes communaux campent sur la place des Martyrs à Alger et le 6 avril, 80 % des fonctionnaires sont en grève. Le 15 avril, le président Bouteflika promet une réforme constitutionnelle.

## Yémen

23,6 millions d'habitants

Ali Abdallah Saleh  
Président du Yémen du Nord en 1978, puis du Yémen réuni de 1990 au 27 février 2012

Le mouvement, lancé par des étudiants, est rejoint par l'opposition, puis par d'importantes tribus, puis par une partie des généraux de l'armée, sous forme d'importantes manifestations et de sit-in. Le **2 février**, le président Ali Abdallah Saleh annonce qu'il ne se représentera pas en 2013, le 20 mars il limoge son gouvernement et le 23 mars il propose un référendum constitutionnel, des élections législatives et présidentielles avant fin 2011. Le 18 mars, 57 manifestants sont tués à Sanaa ce qui provoque une vague de critiques internationales et des défections de l'armée.

Le **22 avril**, 3,5 millions de manifestants dans seulement Sanaa et Ta'ez protestent.

Le **23 avril**, le parti présidentiel accepte le plan présenté par les monarchies du Golfe et prévoyant la démission de Saleh dans les trente jours, après la formation d'un gouvernement d'union nationale et le transfert des prérogatives par le chef de l'État au vice-président mais ne le signe pas. Fin mai, le mouvement dégénère en révolte avec début d'affrontements armés entre insurgés tribaux. Le bilan des affrontements depuis janvier est alors de 620 morts.

Le **22 mai**, 1,5 million d'opposants manifestent à Sanaa et l'attaque contre un campement à Ta'iz fait 57 morts. Le **3 juin**, le président Saleh est blessé dans un attentat. Le lendemain, il a quitté le Yémen pour l'Arabie saoudite dans le but de se faire soigner. Pendant sa convalescence, les affrontements continuent. Lorsqu'il est de retour le **23 septembre**, le pays est toujours dans une ambiance de combats à Sanaa et Ta'iz qui ont fait plus de 120 morts. Le lendemain, 44 morts et des centaines de blessés.

Le **23 novembre**, signature du plan des monarchies du Golfe, qui prévoit le départ de Saleh au profit de son vice-président jusqu'aux élections en **février 2012**. Le président Saleh prévoit alors de se rendre aux États-Unis. Le transfert de pouvoir s'effectue le **27 février**.

Le **18 mars**, à l'occasion du premier anniversaire du massacre de Sanaa, le gouvernement de transition dresse un bilan de +2 000 morts dont 143 enfants et 20 femmes et 22 000 blessés pendant la révolution. Le 27 février 2012, départ du président Ali Abdallah Saleh ; son vice-président, Abd Rab Mansour Hadi lui succède.

## Jordanie

6,4 millions d'habitants

Abdallah II  
Roi depuis 1999

Le **14 janvier 2011**, importantes manifestations.



Le **1<sup>er</sup> février**, démission du gouvernement du Premier ministre Samir Rifai remplacé par Maarouf Bakhit.

## Mauritanie

3,1 millions d'habitants

Mohamed Ould Abdel Aziz  
Président depuis 2009

Le **17 janvier 2011**, auto-immolation.

## Oman

2,7 millions d'habitants

Qabus ibn Saïd  
Sultan depuis 1970

Le **17 janvier 2011**, mouvements de grèves et de manifestations, principalement à Sohar. Le gouvernement annonce des mesures sociales (création d'emplois publics et indemnités pour les chômeurs).

Le **5 mars**, limogeage de deux ministres. Remaniement plus profond le **7 mars**. Le **13 mars**, le sultan annonce une réforme constitutionnelle qui donnera davantage de pouvoir au Conseil législatif.

## Arabie saoudite

28,7 millions d'habitants

Abdallah 1<sup>er</sup>  
Roi depuis 2005

Le **21 janvier 2011**, début des protestations.

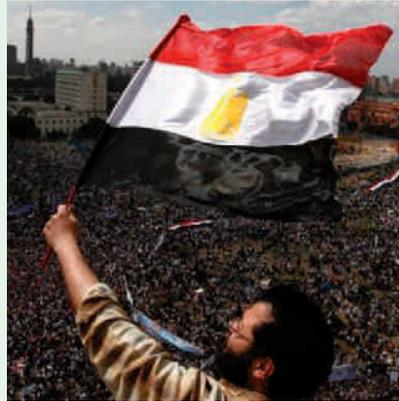
Le **23 février**, le roi Abdallah annonce des mesures sociales en faveur des fonctionnaires, des étudiants, des chômeurs, etc. à hauteur de 36 milliards de dollars. Quelques manifestations ont lieu le **11 mars**, surtout à Qatif. Les manifestations se sont poursuivies même en **2012** à l'est et sont réprimées par les forces de sécurité.

## Liban

4,1 millions d'habitants

Michel Sleïman  
Président depuis 2008

Le **24 janvier 2011**, quelques protestations.



## Égypte

84,5 millions d'habitants

Hosni Boubarak  
Président de 1981 au 11 février 2011

Le **25 janvier 2011**, manifestations massives et renouvelées dans les grandes villes, la répression du régime de Moubarak aurait fait 840 morts.

Le **29 janvier**, de nouveaux Premier ministre et vice-président entrent en fonction, le **30 janvier**, la police, qui avait réprimé brutalement les manifestations, est remplacée par l'armée qui reste neutre et assure la sécurité des manifestants.

Le **11 février**, démission d'Hosni Moubarak et transmission de la gestion du pays au Conseil suprême des forces armées, mais les manifestations et grèves se poursuivent pour demander un changement plus profond.

Le **13 février**, dissolution du Parlement et suspension de la Constitution ; le **3 mars**, démission du Premier ministre, Ahmad Chafic, remplacé par Essam Charaf. Le **19 mars**, approbation par référendum d'une réforme de la Constitution.

Le **13 avril**, placement en détention pour quinze jours d'Hosni Moubarak et de ses deux fils. Il sera jugé par la justice égyptienne.

Le **9 septembre**, des milliers de manifestants attaquent l'ambassade d'Israël et les heurts avec les forces de sécurité font 3 morts et 1049 blessés.

Le **9 octobre**, des manifestants pacifiques coptes sont attaqués par les forces de l'ordre faisant 222 morts et 212 blessés.

Du **19 au 22 novembre**, les policiers répriment dans le sang des centaines de milliers de manifestants faisant 43 morts et 3 000 blessés. En décembre, de nouveaux heurts font 17 morts. En février, 78 personnes sont mortes lors d'un match de football à Port Saïd. Des émeutes font 13 morts. En mai, des affrontements devant le ministère de la Défense font 22 morts et plus de 300 blessés.

## Syrie

22,2 millions d'habitants

Bachar el-Assad  
Président depuis 2000

Le **26 janvier 2011**, début de la contestation. En **janvier et février**, auto-immolations et quelques protestations, le président Bachar el-Assad prend des mesures sociales.

À partir du **18 mars**, manifestations massives dans le sud, surtout à Deraa où la répression fait de nombreuses victimes. Le **24 mars**, le gouvernement annonce de nouvelles mesures sociales, le **25 mars** la contestation s'étend à Damas et le **26 mars** à Lattaquié.

Le **29 mars**, importante manifestation de soutien au pouvoir, alors que le gouvernement syrien remet sa démission. Le **30 mars**, Bachar el-Assad dénonce une conspiration contre la Syrie.

Le **3 avril**, Bachar el-Assad nomme un nouveau Premier ministre, le **7 avril**, la citoyenneté syrienne est accordée à 300 000 Kurdes.

Le **16 avril**, Bachar el-Assad promet la levée de l'état d'urgence, adoptée par le gouvernement le 19 avril mais pas encore effective. Le **21 avril**, il promulgue la loi décrétant la fin de l'état d'urgence, l'abolition de la Cour de sûreté de l'État et l'autorisation de manifestations pacifistes. Manifestations, répression sanglante et arrestations en masse continuent pourtant.

Aux manifestants pacifistes se joignent très rapidement des groupes armés prenant pour cibles les forces du régime. Entre **avril et août**, les opérations de l'armée se multiplient dans les villes contestataires, à Deraa, Homs, Hama, Lattaquié, Baniyas, etc.

Le **31 mai**, Bachar el-Assad annonce une amnistie générale et l'ouverture d'un dialogue national avec l'opposition. Au **1<sup>er août</sup>**, le bilan de la révolte syrienne serait, selon les ONG de défense des droits de l'homme reprises par El Watan, de quelque 2 000 morts et 3 000 disparus, ainsi que 26 000 arrestations. Derrière les manifestations en faveur des libertés, l'islamisme se révèle rapidement le moteur de la révolution et des révoltes armées. Cet aspect confessionnel est accentué par l'aide fournie par les États sunnites (Qatar et Arabie saoudite) aux groupes armés rebelles. Dès le début, notamment par le biais de la chaîne de télévision qatarienne Al Jazeera, le soulèvement est présenté comme un conflit confessionnel entre chiites (ou alaouites) et sunnites. Les révoltes de rue débouchent dès **avril 2011** sur une guerre civile.

## Les territoires palestiniens

**4,2 millions d'habitants**

Mahmoud Abbas  
Président depuis 2005

Le **28 janvier 2011**, quelques protestations.

Le **12 février**, annonce par Mahmoud Abbas d'élections législatives et présidentielles avant septembre, que rejette le Hamas.

Le **29 avril**, annonce d'un accord de gouvernement entre le Hamas et le Fatah.

## Soudan

**32 millions d'habitants**

Omar el-Béchir  
Président depuis 1993

Le **30 janvier 2011**, quelques protestations.

## Maroc

(y compris le Sahara occidental)

**36 millions d'habitants**

Mohammed VI  
Roi depuis 1999

Le **30 janvier 2011**, début des protestations. Des manifestations pacifiques le **20 février** réunissent près de 40 000 personnes dans plusieurs villes. Des réformes politiques et sociales sont réclamées.

Le **9 mars**, le roi Mohammed VI annonce une importante réforme constitutionnelle, soumise à référendum, qui visera à renforcer les pouvoirs du Premier ministre et des partis politiques dans le pays. Des manifestations importantes ont toutefois lieu le **24 avril**.

Le **28 avril**, un attentat à Marrakech fait 17 morts mais des jeunes estiment que « *le printemps du Maroc va continuer* ». Le mouvement des jeunes citoyens ayant déclenché ces manifestations a été par la suite appelé « *Mouvement du 20-Février* ».

## Djibouti

**32 millions d'habitants**

Ismail Omar Guelleh  
Président depuis 1999

Le **1<sup>er</sup> février 2011**, quelques protestations.

## Bahreïn

**1,2 millions d'habitants**

Hamad ben Isa Al Khalifa  
Émir depuis 2002



Le **4 février 2011**, Manifestations importantes, occupation d'espaces publics, sit-in. L'émir de Bahreïn distribue environ 2 000 euros à toutes les familles du pays. Dans un premier temps, les autorités répriment le mouvement puis, le **19 février**, le pouvoir royal ordonne le retrait de l'armée du centre de Manama. Le 26, l'émir procède à un remaniement ministériel.

Le **14 mars**, les pays du Golfe (Arabie saoudite, Émirats arabes unis) envoient des troupes à Bahreïn pour soutenir la monarchie sunnite. Le **16 mars**, les autorités décrètent un couvre-feu dans la capitale, les manifestants sont délogés, puis six dirigeants de l'opposition sont arrêtés. Un dialogue national s'ouvre le **2 juillet** pour résoudre la crise. Le **4 juillet**, l'Arabie saoudite entame le retrait de ses forces qui cause la reprise de la contestation. Les manifestations reprennent le **14 février 2012**. Jugées "illégal", elles sont réprimées par les forces de l'ordre.

## Irak

21,2 millions d'habitants

Jalal Talabani  
Président depuis 2005

Le **10 février 2011**, Manifestations importantes. Le **25 février**, "Journée de la colère" meurtrière.

## Somalie

9,4 millions d'habitants

Sharif Ahmed  
Président depuis 2009

Le 13 février 2011, Q-quelques protestations.

## Koweït

3,6 millions d'habitants

Sabah IV  
Émir depuis 2006

N. Al-Mohammed Al-Sabah  
Premier ministre depuis 2009

Le **18 février 2011**, quelques protestations. Le **31 mars 2011**, le gouvernement du Koweït présente sa démission.



## Libye

6,2 millions d'habitants

Mouammar Kadhafi  
Dirigeant de 1969 au 20 octobre 2011

Le **13 février 2011**, manifestations, émeutes, insurrection armée ; le mouvement est réprimé par des massacres et les protestataires prennent rapidement les armes avec le soutien d'une importante partie de l'armée.

La contestation éclate à Benghazi le **15 février** et s'étend à tout l'est de la Jamahiriya arabe libyenne. Le **21 février**, la contestation gagne tout le pays, dont Tripoli. Le **23 février**, l'est passe sous le contrôle des insurgés et plusieurs villes de l'ouest, formation du Conseil national de transition le **27 février**. La tendance s'inverse à partir du 6 mars, les forces de Kadhafi reprennent l'avantage.

Le **18 mars**, le Conseil de sécurité de l'ONU vote une zone d'exclusion aérienne. La France, les États-Unis, le Canada et le Royaume-Uni commencent

leurs frappes peu après l'attaque de Benghazi, capitale du CNT, par les forces de Kadhafi. Le 11 avril, la rébellion refuse un cessez-le-feu proposé par l'OUA et accepté par Kadhafi.

De **mars à mai 2011**, les insurgés subissent un siège très dur par les forces gouvernementales à Misrata. Alors que le front est figé à l'est, il évolue progressivement à l'ouest. Le **23 août**, Mouammar Kadhafi prend la fuite et Tripoli passe sous contrôle du CNT. Il est capturé le **20 octobre 2011** et tué le jour même.

L'après-Kadhafi voit se dérouler une seconde guerre civile. Le nouveau gouvernement s'avère incapable de construire un véritable pouvoir central et de mettre un terme au désordre et à la violence dans le pays, où milices, clans régionaux et tribaux se font la guerre.

## Iran

76,9 millions d'habitants

Ali Khomeini  
Guide suprême depuis 1989

Mahmoud Ahmadinejad  
Président de 2005 à 2013

Le 14 février 2011, manifestations à Téhéran et dans plusieurs autres villes, blocages de raffineries. Les révoltes dans le monde arabe ont réveillé l'opposition iranienne qui a profité de celle-ci pour manifester le **14 février** contre le régime. De nouveaux incidents ont lieu le **16 février**. Nouvelles manifestations le **20 février**.



## Et après...

**Au** lendemain des événements de ces "Printemps arabes", la palette des commentaires et des conclusions définitives à tirer fut extrêmement riche. Mais, comme toujours lorsque le temps et la distance n'ont pas permis le recul nécessaire, tout nous fut offert, de l'optimisme le plus délirant au pessimisme le plus sombre. Quelques considérations méritent de retenir notre attention et d'alimenter notre réflexion.

*«Le spectacle de jeunes Arabes qui défient leur régime au prix de leur martyr est proprement fascinant. Par un courage inouï et un sens de la dignité inégalé, les révoltes démocratiques de ces jeunes sont citées en exemple. Mouvements populaires spontanés agglutinant toutes les couches sociales. Ce printemps arabe fera date comme la chute du mur de Berlin en 1989.»*

*«Les slogans scandés sont modernes : justice, dignité, démocratie. Les moyens de communication et d'information ont permis la constitution d'un espace commun de l'information, d'un espace public partagé. Des millions de jeunes Arabes sont inscrits sur les réseaux sociaux et ont accès à Internet. Grâce à ces nouveaux médias en ligne, les citoyens ont commencé à former leur propre conscience, à s'individualiser et à s'affranchir des hiérarchies verticales.»*

*«Mais les jeunes ne se sont pas contentés de se réfugier dans la virtualité numérique. Ils ont quitté leurs écrans pour aller dans la rue... ce qui a été remarquable ! surtout dans les révolutions tunisiennes et égyptiennes. C'est le passage de la solitude de l'internaute à... l'euphorie collective. Car, le lieu collectif se fabrique dans le réel et non dans le virtuel.»*



La place Tahir, au Caire, épicentre de la contestation.

*Ce ne sont donc pas les nouvelles technologies en elles-mêmes qui ont fait les révolutions, mais leur usage par des réseaux sociaux multiples, combinés à des formes très physiques d'engagement, mettant en péril la vie de ceux qui s'y risquaient.»*

*«Nous devons donc distinguer trois choses : l'internaute solitaire, le réseau social qui fabrique le lieu collectif virtuel, et l'engagement (c'est-à-dire la prise de possession de l'agora), qui fabrique le lieu collectif réel et le sentiment de citoyenneté. L'écran d'Internet fait l'individu, mais c'est l'agora qui fait le citoyen.»*

*«Plus important a été le rôle des chaînes satellitaires arabes. Non seulement elles ont permis de casser le monopole des régimes autoritaires sur l'information, mais elles ont aussi contribué à couvrir les événements en temps réel et à diffuser les images dans le monde entier. À cet égard, le rôle de la chaîne qatarie Al-Jazira a été le plus remarquable. Les Occidentaux mesurent-ils assez l'importance de cette chaîne dans l'espace médiatique arabe ?*

*D'une part, en utilisant une langue commune, en étant implantée dans un pays arabe et en ayant bénéficié d'un espace de liberté, en recrutant ses effectifs dans tous les pays arabes et de toutes les tendances idéologiques, Al-Jazira a vite surpassé et même éclipsé les médias nationaux. Ce faisant, elle a aboli les frontières entre les peuples arabes, contribuant à forger un fort sentiment identitaire commun. D'autre part, en offrant aux oppositions arabes, souvent clandestines ou exilées, la possibilité de s'exprimer et de se faire connaître, en multipliant les débats contradictoires, en faisant preuve d'un professionnalisme incontestable, Al-Jazira a certainement contribué à préparer le terrain aux révolutions en cours.»*

*«Accusée tour à tour de donner la parole aux responsables israéliens, d'être proche de la mouvance islamiste, de dresser les peuples contre leurs dirigeants, d'encourager l'anti-américanisme populaire dans la région, Al-Jazira n'a jamais changé sa ligne éditoriale. Aussi s'est-elle imposée comme outil incontournable dans le paysage médiatique transnational, devenant non seulement un phénomène arabe, mais un phénomène planétaire, rivalisant avec la chaîne CNN à laquelle elle a arraché la vedette tout au long de 2011. Est-ce un hasard si, entre le 28 et le 31 janvier 2011, le trafic de la version anglaise d'Al-Jazira a augmenté aux États-Unis de 2 500 %, avec près de 1,6 million de téléspectateurs américains ? »*



En Tunisie, la jeunesse est en première ligne.

«*Tout le monde convient que les références "panarabistes", ou la question palestinienne, ont été très discrètes dans les slogans des "Printemps arabes". En Tunisie, c'est l'hymne tunisien qui est devenu le cri de ralliement des manifestants. En Égypte, on a scandé "Irfa'ra'sak anta mizri" (lève la tête, tu es Égyptien). En Libye, les rebelles sont revenus à l'ancien drapeau libyen d'avant le coup d'État de Khadafi en 1969. Au Yémen et en Syrie, partout on appelle au renversement du régime et non de l'Unité arabe ou de la Palestine. Tout cela est vrai, mais la succession des révoltes, la similitude des slogans scandés en arabe, notamment "Irhal"... "Dégage !"..., le rôle joué par les chaînes satellitaires, la solidarité exprimée dans tous les pays avec les peuples révoltés, ce sentiment de fierté retrouvée, tout cela "dessine les contours d'un nouveau sentiment panarabe dont le noyau est moins ethnique (et encore moins racial) que politique : le refus du joug de l'étranger, l'aspiration à la liberté et la foi en la possibilité d'un changement".* »

«*Dans ces révolutions à la fois sociales et démocratique, les jeunes (45 % de la population arabe totale) ont été le fer de la lance. Éduqués et moins éduqués, connectés ou non, dotés d'un courage étonnant, ils ont pris possession de l'espace public dans un lieu fusionnel et dans un élan citoyen. C'est pour cela qu'ils ont réussi l'impensable : se débarrasser de plusieurs dictateurs. Chose que Ben Laden et consorts, avec toute leur violence aveugle, n'ont jamais réussi à réaliser. D'une certaine manière, par leur mobilisation collective et pacifique, les jeunes Arabes avaient déjà tué Ben Laden, politiquement et symboliquement, avant qu'il ne soit éliminé par les États-Unis. C'est sans doute un des acquis du Printemps arabe.* »

«*Naturellement, les pays arabes sont aujourd'hui dans la phase de l'effervescence et, pour certains, dans la passion révolutionnaire et non dans la raison démocratique, et le passage entre les deux phases sera tortueux et par moments risqué. Risque de confiscation, de récupération, de détournement, de perversion, et risque d'incertitude et de doute. Mais quels que soient les risques, les incertitudes et les hypothèques, le Monde arabe ne sera plus le même.* »



## Derrière le rideau

Dans toute révolution il y a la rue, son effervescence, ses foules, ses colères, ses affrontements, ses destructions, ses morts, ses blessés... les acteurs sont "en direct". Comme dans toute révolution, il y a, derrière le rideau, ceux qui tirent les ficelles, ceux qui, invisibles, dirigent, orientent, contrôlent...

Y a-t-il eu des marionnettistes dans ces printemps arabes ? Oui, bien sûr, répondent certains. Deux témoignages nous apportent des éclairages différents avec, dans le rôle principal, des acteurs différents. Dans un cas, il est Américain, dans l'autre, le premier rôle est partagé par un Qatari et par un Saoudien, avec un figurant qui aspire à jouer les vedettes, l'Iranien.

## L'ombre des États-Unis

Point de vue  
d'Antoine-Joseph Assaf<sup>(1)</sup>  
«L'ombre des États-Unis plane»

C'est aux frontières de la Syrie et de sa guerre que la grande question et les

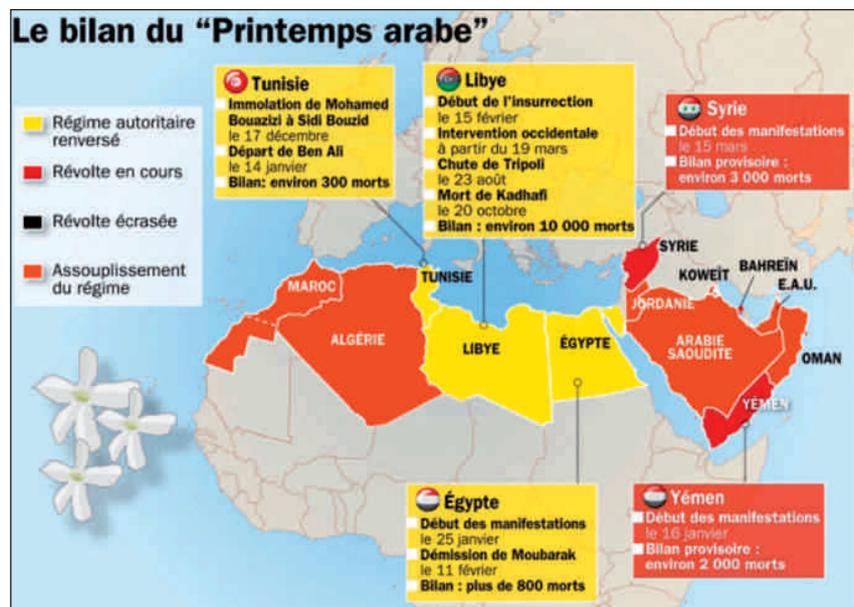
premiers constats sur le "Printemps arabe" doivent s'envisager.

Une première évidence : cette cascade de révoltes et de soulèvements a beau correspondre à une période historique d'éveil des populations arabes, elle reste néanmoins commandée matériellement et financièrement par la volonté d'une des plus grandes puissances : les États-Unis.

Les Américains sont convaincus que le temps des dictatures est révolu au Proche-Orient et que les dictateurs, alliés objectifs de leur stratégie datant de la défense atlantique d'Eisenhower, n'ont plus lieu d'être. Il convient de prolonger cette alliance avec la nouvelle génération de dirigeants, formés pour la plupart dans les prestigieuses universités américaines. Avec elle, la communication est facilitée par l'informatique. La révolution utilisant les réseaux sociaux a fait ses preuves. Ces derniers sont capables d'atteindre directement les foules les plus éloignées et les plus retirées de ces pays. Ils mobilisent une jeunesse qui vit dans une communication directe et presque instantanée.

Une deuxième évidence : les dirigeants des deux plus grands pays arabes, le maréchal Abdel Fattah al-Sissi en Égypte, et le général Rachid Ammar en Tunisie, ont une complicité naturelle avec l'état-major du Pentagone.

Cette alliance objective tient certes de la fidélité de l'ancien élève à son maître d'armes, mais aussi du fait qu'au



Proche-Orient, la constante stratégique pour les États-Unis reste la protection de l'État d'Israël, considéré par les Américains comme la cinquante et unième étoile de leur drapeau. Depuis les accords de Camp David en 1978, l'Égypte est devenue le fer de lance de tous les accords de paix futurs entre les pays arabes et Israël. D'où le rôle de l'armée égyptienne dans le maintien de la sécurité du canal de Suez, aux frontières avec Israël et surtout avec Gaza, où les opérations terroristes contre l'État juif sont régulièrement perpétrées par le Hamas. Pour cette alliance, l'Amérique entretient et renforce, par des aides matérielles en milliards de dollars, les pays qui travaillent à une paix objective avec Israël.

**Une troisième évidence : aux yeux de l'Amérique, le temps est venu pour les mouvements islamistes radicaux d'exprimer leurs idées en passant par la voie des urnes et de la démocratie, comme nous l'avons déjà évoqué.**

C'est dans cet objectif que les révoltes arabes et leurs chefs ont été appuyés et financés par les agents de la CIA, le but ultime étant de stabiliser la région du Proche-Orient et de lui offrir une période de sécurité.

Telles sont les évidences stratégiques. Mais n'y a-t-il pas aussi des constats que la Realpolitik doit faire, au risque de prolonger des illusions dangereuses ?

**Deuxième constat : l'Amérique a beau former et appuyer l'armée régulière, le pouvoir de perturbation et de sabotage des forces du terrorisme est aujourd'hui grandissant. L'attentat du 11 septembre 2001 en est l'illustration la plus cinglante.**

L'appui américain est sans doute utile, mais pas suffisant pour assurer la sécurité et garantir une paix durable dans la région. Le terrorisme est devenu une culture de résistance et un désordre nécessaire pour atteindre et mener les politiques les plus irréalistes.

**Troisième constat : l'idée généreuse de tendre la main aux mouvements radicaux islamistes et de croire qu'ils pourront accéder au pouvoir par la voie démocratique a été malheureusement mise à mal par les résultats électoraux dans les principaux pays qui ont connu la révolution.**

Malgré la victoire du mouvement islamiste Ennahda, la Tunisie a été obligée de procéder à la réforme par une nou-

velle constitution qui équilibre forces politiques modérées et extrémistes, et endigue l'aile extrémiste du mouvement Ennahda, tentée par l'élimination progressive des libertés individuelles.

**Quatrième constat : en Égypte, malgré la victoire des Frères musulmans par la voie des urnes et l'accès à la présidence de leur candidat, Mohamed Morsi, en juin 2012, la pratique secrète d'enlèvement des opposants, les références à une constitution "divine" qui régirait par la charia la vie des Égyptiens, et enfin les crimes cachés du nouveau président ont poussé le général Sissi à l'arrêter et à programmer de nouvelles élections.**

Lui-même candidat à la présidence, il est élu président en **mai 2014**, avec pour mission de sauvegarder les libertés individuelles des Égyptiens et de faire juger les chefs islamistes. La condamnation à mort de centaines de personnes, après l'emprisonnement et l'exécution de leurs leaders secrets, a étonné le monde entier.

L'appui de l'Amérique a été immédiat et inconditionnel. La grande puissance qui défend la démocratie dans le monde ne pouvait continuer à appuyer le parti des Frères musulmans, lesquels ne respectent pas les libertés individuelles. Une chance a été donnée aux islamistes d'exercer le pouvoir et ils l'ont perdue.

Il ne restait plus à l'Amérique qu'à aider l'armée nationale à protéger et à défendre les valeurs fondamentales, fondatrices de l'Amérique elle-même.

**L'état chaotique de la Libye et les di-**

## La stratégie des grandes puissances

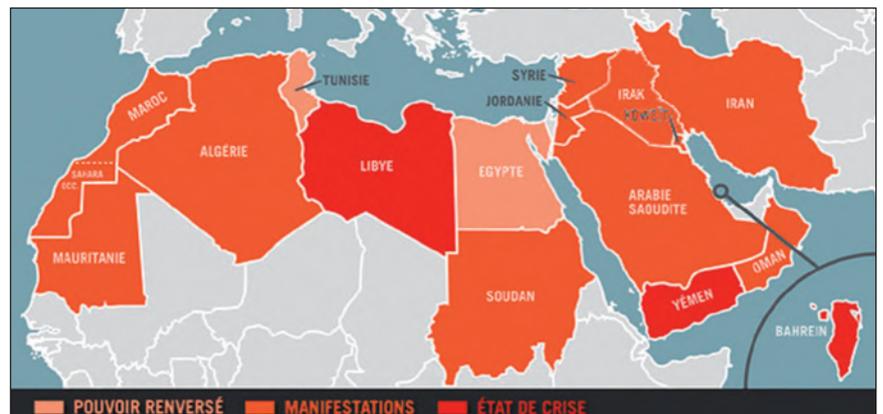
**Premier constat : l'appui des États-Unis à la jeune et nouvelle génération reste limité devant les forces politiques de tous ces pays d'Orient, où le rôle ancestral du pouvoir reste plus fort que la médiatisation.**

Car tout dépend d'un jeu d'alliances tribales très verrouillées et chevillées à la société orientale, elle-même fondée sur les chefs de famille, les coutumes et les traditions. L'emprisonnement, l'arrestation et la torture subis par beaucoup de ces jeunes chefs ont poussé nombre d'entre eux à désespérer de l'avenir de leur pays et à repartir en exil.



**Maya Kandel,** chargée d'études à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire :  
**« Personne, aux États-Unis, n'a vu venir le printemps arabe. »**

elle constitution qui équilibre forces politiques modérées et extrémistes, et endigue l'aile extrémiste du mouvement Ennahda, tentée par l'élimination progressive des libertés individuelles.





visions tribales nourries par les milices qui hantent le territoire tout entier ne laissent pas présager une élection démocratique libre et réussie, dans un pays si longtemps habitué aux exigences farouches de la dictature.

Quant à la Syrie, nous verrons dans le chapitre suivant que c'est entre les puissances régionales, l'Arabie saoudite sunnite et l'Iran chiite, que sa révolution intérieure se noue, mais aussi entre les puissances internationales, les États-Unis et la Russie, qui façonnent sa densité internationale.

### Antoine-Joseph Assaf <sup>(1)</sup>

est philosophe, écrivain, docteur d'État de la Sorbonne et ancien auditeur de l'Institut des hautes études en Défense nationale. Conseiller politique, capitaine de Frégate de réserve, conférencier à l'École navale et à l'École de guerre, ancien otage du Liban. *L'Islam radical*. Éditions Eyrolles.

## Le « grand jeu » de l'Arabie saoudite pour étouffer les « Printemps arabes »

Le 14 janvier 2011, Ben Ali s'envole pour Djedda, en Arabie saoudite, sans se douter qu'il y passera les trois années suivantes dans un exil aussi ennuyeux que doré. Paris n'a pas voulu de lui, ni aucun autre pays arabe. Seul le géant saoudien a l'argent et la légitimité religieuse pour se permettre d'accueillir le nouveau paria. Seule l'Arabie saoudite réalise combien ce qui vient de se passer en Tunisie la menace.

Pendant trois ans, le pouvoir saoudien va se dépenser sans compter pour endiguer la vague des révolutions

arabes ou la mettre au service de ses ambitions régionales. En Égypte, la monarchie a remis en selle les militaires à coups de pétrodollars pour étouffer les Frères musulmans et les révolutionnaires. En Syrie, elle soutient les rebelles pour mieux contrer l'Iran. Retour sur trois années de tourmente.

## Le temps des peuples

Partie de Sidi Bouzid, au centre de la Tunisie, le 17 décembre 2010, après l'immolation de Mohamed Bouazizi, un jeune vendeur de fruits et légumes désespéré, la révolte ne gagne Tunis, la capitale, que le 11 janvier.

Partout, les postes de police et les locaux du parti au pouvoir sont brûlés, les portraits du dirigeant arrachés, aux cris de « Dégage ! » En première ligne, les jeunes affrontent les forces de sécurité malgré les tirs à balles réelles, avant que ne se mêlent, au fil des jours, avocats, enseignants, chômeurs, entrepreneurs.

Al-Jazira, la chaîne qatarie, diffuse en continu les images de cette contestation populaire et son slogan : « Justice, dignité et liberté ! »

D'Alger au Caire, des millions de téléspectateurs assistent, médusés, à l'effondrement, en moins de trois semaines, du premier dictateur arabe.

En Égypte, les premières manifestations éclatent le 25 janvier au Caire, à Alexandrie ou à Suez. Puis la place Tahrir, au cœur de la capitale égyptienne, théâtre de heurts meurtriers avec les forces de sécurité, devient le symbole d'une contestation disparate mais déterminée qui associe des femmes, des hommes, des jeunes, des vieux de tous horizons politiques.

Silencieuse mais pas inactive, l'Arabie saoudite entretient d'étroites relations avec les États-Unis. Ici, John Kerry et le ministre des Affaires étrangères saoudien, Saud al Faisal. Contre la promesse d'une aide de cinq milliards de dollars, les Saoudiens ont opté en faveur d'un nouvel homme fort au Caire, le général Abdel Fatah-al Sissi.

Le 11 février, lâché par l'armée, le raïs égyptien est contraint à la démission. Le monde arabe est sidéré, à commencer par les dirigeants saoudiens, qui reprochent à Washington de souffler sur les braises de la contestation en lâchant un à un ses plus fidèles alliés.

Plus près encore du royaume, le Yémen, qui possède 1 800 kilomètres de frontière commune avec l'Arabie saoudite, s'est à son tour animé. Le 27 janvier, des milliers de manifestants se rassemblent à Sanaa pour réclamer le départ du président Ali Abdallah Saleh. Après trente-trois ans à la tête de l'État, ce dernier veut modifier la Constitution pour se représenter en 2013. La rébellion se répand d'Aden, notamment parmi les étudiants, jusqu'aux wadis extrêmes de l'Hadramaout. Du jamais vu. Ali Abdallah Saleh, qui a survécu à un attentat et a dû se faire soigner en Arabie saoudite, se voit contraint à l'automne de signer, à Riyad, un accord de transition qui le pousse vers la sortie.

Un autre incendie s'allume dans le petit royaume du Bahreïn, le 14 février. Les jeunes manifestants, à majorité chiite, campent sur la place de la Perle de Manama, pour contester la mainmise sur le pouvoir de la dynastie sunnite des Al-Kahlifa. Mais, le 2 mars, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis envoient des troupes au secours de leur voisin : plus de 1 000 hommes affectés à la défense des institutions et des infrastructures stratégiques. Les chars



Enfin le Qatar soutiendra le président égyptien Abdel Fatah al Sissi, sans pour autant abandonner les Frères musulmans, avec un rôle de maillon intermédiaire entre les États-Unis et les islamistes.

des forces de sécurité bahreïnes évacuent violemment les contestataires accusés d'être manipulés par la grande puissance chiite, l'Iran.

**Le 18 mars**, le monument de la place de Manama (six colonnes arquées qui enserment une boule blanche représentant une perle) est rasé. La fronde bahreïne avortée marque la première intervention de Riyad, champion des intérêts sunnites au Moyen-Orient, dans le "Printemps arabe".

Riyad, qui voit s'allumer des feux dans toute sa sphère d'influence, interviendra dans la foulée une deuxième fois en proposant au Maroc, à son tour bousculé par des manifestants du Mouvement du 20-Février, et à la Jordanie de rejoindre le club très fermé du Conseil de coopération des États du Golfe, jusque-là réservé aux pétromonarchies. Une sainte alliance contre-révolutionnaire se dessine.

L'embrasement n'est pourtant pas fini.

La Libye puis la Syrie entrent à leur tour dans le cycle des manifestations-répressions. Mais à la différence des autres, la contestation dans ces deux pays basculera dans la guerre.

Le conflit libyen, qui a débuté par des manifestations à Benghazi le **17 février**,



ne s'achève que le **20 octobre** à Syrte par le lynchage du colonel Mouammar Kadhafi qui, après quarante-deux ans de règne, était le plus vieux dirigeant arabe. Il aura fallu l'intervention de l'OTAN, pour que le conflit s'achève, au prix de milliers de morts.

La tragédie syrienne, elle, commence le **15 mars 2011** par une manifestation à Deraa, une ville située à la frontière avec la Jordanie, pour faire libérer quelques adolescents frondeurs qui avaient tracé des graffitis antirégimes. Arrêtés, sauvagement torturés, ils ne seront rendus à leurs familles qu'une semaine plus tard. Trop tard. La révolte contre le pouvoir autoritaire de Bachar Al-Assad, qui a succédé à son père Hafez en 2000, gagne d'autres villes. Malgré la peur, les cortèges grossissent.

Partout, les murs se couvrent de slogans et de caricatures. La parole s'est libérée. Dans la rue, on harangue, on crie, on interpelle. Les islamistes, longtemps contraints à la clandestinité, rentrent d'exil et fondent des partis, des plus modérés aux plus radicaux. À la "droite" des Frères musulmans émergent les salafistes. L'Arabie saoudite, qui se méfie de la confrérie, réputée trop politique, finance les salafistes, en espérant pouvoir mieux les contrôler. Des groupes radicaux Ansar Al-Charia naissent en Tunisie, en Égypte, au Yémen, en Libye.

Mais, déjà, des pays organisent les premières élections libres. La Tunisie, bientôt imitée par l'Égypte, inaugure ce nouveau cycle le **23 octobre 2011**. Des files interminables de votants se forment.

Youssef al-Qaradawi, réfugié au Qatar sous le coup d'une demande d'extradition de l'Égypte.

## Le temps des Frères musulmans et du Qatar

Les islamistes n'ont pas joué les premiers rôles dans les soulèvements populaires du début de l'année. Mais leur discipline, qui tranche sur la désorganisation des révolutionnaires, et l'aura dont ils sont nimbés en tant qu'opposant numéro un aux régimes qui viennent de s'écrouler, les aident à combler leur retard. Ennahda, le parti de Rached Ghannouchi, une émanation de la confrérie, remporte 89 des 217 sièges de l'Assemblée constituante tunisienne. Un scénario similaire se déroule en Égypte, à la fin de l'année. Les législatives tournent au triomphe pour les Frères musulmans, qui s'emparent de la moitié de l'Assemblée du peuple.

Le Qatar se frotte les mains. Le petit émirat gazier est le protecteur de la confrérie depuis que l'Arabie saoudite l'a répudiée au début des années 1990, en raison de son soutien à l'invasion du Koweït par Saddam Hussein. Le souverain local, le cheikh Hamad Ben Khalifa Al-Thani, est persuadé que l'islam-conservatisme des Frères correspond aux aspirations profondes des peuples arabes.

Les nombreuses figures de l'islam politique ont trouvé refuge à Doha, dont le célèbre télécoraniste égyptien Youssef Al-Qaradawi. Avec les "Printemps arabes" qui portent ses protégés au pouvoir, le Qatar a l'occasion de se hisser sur le devant de la scène régionale et de damer le pion à son voisin saoudien, englués dans des calculs de succession. L'impétueux cheikh Hamad est obnubilé par l'idée de faire connaître et rayonner son minuscule pays : les coffres-forts de l'émirat, gorgés de gazodollars, et l'antenne d'Al-Jazira sont aussitôt mis au service des révolutions.

Cet interventionnisme, qui rompt avec la posture de médiateur, privilégiée jusque-là par Doha, débute avec l'affaire libyenne. Manceuvrier hors pair, le premier ministre Hamad Ben Jassem Al-Thani est l'un des principaux parrains de la résolution 1973 du Conseil de sécurité, qui a conduit au déploiement de l'aviation de l'OTAN dans le ciel libyen. Le soutien des pays du Golfe a permis

de convaincre la Russie de ne pas opposer son veto.

L'hubris qatarie se reporte alors sur la Syrie. En rappelant son ambassadeur à Damas en juillet 2011, quatre mois après le démarrage du soulèvement, l'émirat a officialisé sa rupture avec le régime Assad, qu'il avait pourtant courtoisé à la fin des années 2000.

Les princes de Doha sont d'autant plus portés à l'optimisme que tout semble leur réussir. Le **6 février 2012**, ils ont présidé à la signature d'un accord de réconciliation entre le Hamas et le Fatah. Conformément à leur souhait, le chef du mouvement islamiste palestinien, Khaled Mechaal, a d'ailleurs rompu avec Bachar Al-Assad, son ancien bienfaiteur, pour se placer sous leur tutelle, à Doha.

En Égypte, à la fin du mois de **juin 2012**, la présidentielle est remportée par le poulain de Doha, Mohamed Morsi, issu des Frères musulmans. Quinze jours après la proclamation des résultats, la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton rencontre le nouvel élu. Plus que jamais, le Petit Poucet qatarie se rêve en Pygmalion du nouveau Moyen-Orient.

## Le temps de l'Arabie saoudite

À l'été **2012**, la monarchie des Saoud se met en ordre de bataille. Le prince Bandar Ben Sultan, ambassadeur à Washington de 1983 à 2005, prend la tête des services de renseignement du royaume. On compte sur sa connaissance des arcanes du Congrès américain. Son rôle d'intermédiaire durant le djihad antisoviétique en Afghanistan, qui avait consisté à marier islam radical, pétrodollars, CIA et missiles Stinger, avait fait des merveilles.

À l'échelle régionale s'affrontent l'Iran chiite, meilleur allié de Damas, le Qatar, la Turquie et l'Arabie saoudite, qui se disputent le leadership sunnite. Au niveau mondial, on retrouve la Russie, aux ambitions retrouvées – et la Chine – face aux États-Unis et leurs alliés britanniques et français.

Coincidence ou premier effet de l'arrivée de Bandar Ben Sultan, un attentat

ravage le QG de la cellule de crise du régime syrien le **18 juillet 2012** à Damas. Le ministre de la Défense, le beau-frère du président, Assef Chaoukat, et le chef de la Sécurité nationale perdent la vie, Damas semble aux abois, Riyad exulte. On prétend même un instant que le maître espion iranien, Qassem Suleimani, chef de la force Al-Qods, unité d'élite du régime, a été tué. À tort.

Au même moment, Alep est envahie par les rebelles. Ces derniers progressent partout. Il s'emparent de la totalité de la frontière avec la Turquie, puis de celle avec l'Irak. Au sud, des livraisons d'armes lourdes croates, achetées par Riyad, permettent d'ouvrir un nouveau front. Même Damas est menacée. C'est alors que Morsi commet un faux-pas majeur. Trop confiant, il promulgue le **22 novembre 2012** un décret constitutionnel le plaçant au-dessus de tout recours judiciaire. Et, dans la foulée, présente au référendum une Constitution ambiguë et hâtivement rédigée.

C'est le tollé. L'explosion de colère, simultanée dans tout le pays, surprend la confrérie, qui mobilise ses milices. Les troubles font plusieurs dizaines de morts. La Constitution finit par être adoptée en décembre, mais le charme est rompu : les Frères ont perdu le pays. Mohamed Morsi apparaît comme l'homme d'une faction. Les militaires lui lancent des avertissements mais il n'en a cure, confiant qu'il est dans la ligne de crédit illimitée ouverte par le Qatar. Pourtant, le pays s'enfonce dans la crise, tout comme la Tunisie, à qui l'Arabie saoudite a aussi coupé les financements.

Au printemps **2013**, trois jeunes militants, qui ont fondé un mouvement nommé Tamarrod ("rébellion" en arabe), lancent une pétition pour destituer M. Morsi. Les signatures affluent par millions. Le **30 juin**, des millions de manifestants sont dans la rue, et l'armée envoie ses hélicoptères saluer la foule. Mohamed Morsi est en sursis. Le **3 juillet**, le général Al-Sissi dépose en douceur le premier islamiste élu démocratiquement à la tête d'un pays arabe, avec la bénédiction des autorités religieuses du pays. Un nouveau président par intérim, Adly Mansour, est nommé. Tout est remis à plat : les nouvelles autorités promettent une nouvelle



Révolte occultée au Bahreïn. L'effondrement de la tour de la place Manama après le passage de la contestation dénonçant la mainmise sur tous les pouvoirs par la dynastie sunnite.

Constitution et des élections dans les six mois. L'Arabie saoudite et les Émirats saluent le changement par des prêts et des dons à hauteur de 12 milliards de dollars (8,8 milliards d'euros).

En Égypte, les Frères musulmans s'accrochent à la "légitimité" des urnes. Les médiations américaine et européenne ne parviennent pas à éviter la confrontation. Le **14 août** à l'aube, les véhicules de la police prennent d'assaut le campement islamiste entourant la mosquée Rabaa Al-Adawiya au Caire. C'est le massacre. En représailles, une cinquantaine d'églises coptes sont incendiées. À la fin de la journée, on compte un millier de morts.

S'ensuit une répression impitoyable, encouragée par Riyad et attisée par le nationalisme ombrageux des militaires. Les principaux cadres des Frères musulmans sont sous les verrous, ainsi que des milliers de militants. Mohamed Morsi est déféré devant les tribunaux alors qu'Hosni Moubarak bénéficie d'un non-lieu. Fin **décembre 2013**, la confrérie est décrétée "organisation terroriste" par les autorités égyptiennes. Peu importent la rébellion du Sinaï ou les attentats, un nouveau régime autoritaire s'installe sur les rives du Nil, conformément aux souhaits de Riyad, qui n'a jamais goûté le "printemps des peuples". Mardi **14 janvier 2014**, une

nouvelle Constitution est mise au vote. Le général Al-Sissi, qui ne cache plus ses ambitions présidentielles, veut en faire un plébiscite.

Galvanisée par l'exemple égyptien, l'opposition veut le départ d'Ennahda du gouvernement tunisien. Après six mois de tractations intenses, Ennahda cède la place à un cabinet de technocrates chargé d'organiser des élections dans les meilleurs délais. La Constitution, la plus libérale jamais vue dans le monde arabe, est sur le point d'être adoptée. La Tunisie est désormais le seul pays du Printemps arabe à poursuivre une transition démocratique.

**En Syrie**, rien ne se passe comme espéré. Les députés britanniques votent contre la guerre, Barack Obama hésite, seul François Hollande est vraiment décidé à frapper. Vladimir Poutine offre aux États-Unis une porte de sortie inespérée en proposant le désarmement chimique de la Syrie, et remet du même coup Bachar Al-Assad en selle.

Les dirigeants saoudiens ne pardonneront pas cette "trahison" américaine. Bandar Ben Sultan ne décolère pas contre Washington. Cette trahison n'est pas la seule. Dès **mars 2013**, des contacts secrets ont lieu dans le sultanat d'Oman entre des émissaires américains et iraniens. L'initiative a reçu la bénédiction du guide suprême iranien, Ali Khamenei. Malgré sa bruyante rhétorique anti-américaine, ce dernier est un stratège hors pair. Il sait parfaitement ce qu'une ébauche de réconciliation avec le "Grand Satan" peut apporter à son pays, étranglé par les sanctions, mais surtout ce que l'Iran, oasis de stabilité dans un Moyen-Orient à feu et à sang, de la Méditerranée au Pakistan, peut apporter aux États-Unis, qui s'apprêtent à quitter l'Afghanistan comme ils ont quitté l'Irak. Il sait aussi combien ce rapprochement avec Washington va déstabiliser ses deux ennemis régionaux : Israël et l'Arabie saoudite.

## Le temps de l'Iran ?

**Fin septembre 2013**, Hassan Rohani se rend à New York pour l'Assemblée générale des Nations-unies. Dans les coulisses, Iraniens et Américains ont presque finalisé un texte. Et le dernier jour, Hassan Rohani converse quinze



L'ayatollah Ali Khamenei, guide suprême de la révolution islamique d'Iran et le président de la République islamique d'Iran. Cérémonie au collège militaire de Téhéran.

minute au téléphone avec Barack Obama. Ce coup de fil tectonique sème la panique à Riyad et à Tel-Aviv, où l'on sent que l'équilibre géopolitique du Moyen-Orient est en train de basculer. Dans la foulée, trois sessions acharnées de négociations nucléaires ont lieu à Genève. Il faudra concéder quelques clauses à la France, qui doute de la sincérité iranienne, et ignorer les rugissements du Premier ministre israélien Benjamin Nétahyahou, qui y voit un piège monumental, pour pouvoir signer le **24 novembre** un accord sur le nucléaire iranien, provisoire mais historique, qui sera appliqué dès le **20 janvier 2014**.

Les réactions ne se font pas attendre. Elles ont même précédé l'accord. Le **19 novembre**, un double attentat suicide revendiqué par un groupe lié à Al-Qaïda vise l'ambassade d'Iran à Beyrouth, faisant 25 morts. Et les attaques contre les bastions du Hezbollah, l'allié iranien, s'intensifient dans la capitale libanaise. Le **27 décembre**, une voiture piégée pulvérise un conseiller de l'ancien Premier ministre Saad Hariri, Mohammed Chatah, hostile au Hezbollah et au régime de Bachar Al-Assad en Syrie voisine.

**En trois ans**, la volonté des peuples arabes a été soumise aux impératifs d'un grand jeu géopolitique. Deux ennemis de toujours rivalisent pour l'influence régionale et l'amitié américaine : l'Iran chiite, en plein rebond, et le royaume sunnite à la recherche de sa

puissance de jadis. L'heure est à la fuite en avant. En Irak, où des miliciens sunnites liés à Al-Qaïda ont repris Fallouja à la stupeur générale, on dit vouloir lutter contre "l'occupation iranienne". Riyad offre 3 milliards de dollars (2,19 milliards d'euros) à l'armée libanaise pour acheter, entre autres, des armes françaises, un geste interprété comme un "divorce tactique" avec Washington.

## Yémen, silence on meurt

**Au Yémen**, 9 mois de guerre, 4 cessez-le-feu, 2 tentatives de pourparlers et 6 000 morts. Neuf mois de conflit et plus de 6 000 morts, 28 000 blessés et 2 500 000 déplacés, selon les Nations-unies. La guerre continue de faire rage au Yémen, où les trêves et les pourparlers de paix se succèdent sans mettre un terme aux violences qui affectent directement 80 % de la population du pays.

**Mardi 22 décembre**, un cessez-le-feu, entré en vigueur une semaine plus tôt, a été prolongé, mais les hostilités n'ont pas cessé.

### Comment le conflit a-t-il débuté ?

Le conflit au Yémen a débuté lorsque les miliciens houthistes, issus de la mi-

norité zâidite (branche du chiisme) en lutte contre les autorités de Sanaa depuis le début des années 2000, se sont emparés de larges pans du territoire yéménite. Partis en **juillet 2014** de Saada, leur fief dans le nord, ils ont conquis la capitale, Sanaa, en **septembre 2014** avant de poursuivre leur offensive vers le sud, où ils ont pris Aden, deuxième ville du pays, en **mars 2015**. Abd Rabbo Mansour Hadi, le président reconnu par la communauté internationale, s'y était réfugié. Il a été forcé à s'exiler en Arabie saoudite.

L'offensive des houthistes, soutenus par l'Iran et épaulés par les militaires restés fidèles à l'ancien président Ali Abdallah Saleh, a incité l'Arabie saoudite à intervenir militairement au nom de la lutte contre "l'expansionnisme perse". Le **26 mars**, le royaume sunnite, à la tête d'une coalition de pays arabes, lance ses premiers raids aériens pour stopper la progression des miliciens. En plus de leur fournir un soutien aérien, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont également fourni aux troupes loyalistes des équipements militaires ultramodernes et déployé au sol plusieurs milliers d'hommes.

### Quel est le rapport de forces sur le terrain ?

À la suite de cette intervention saoudienne, une contre-offensive a permis la reconquête de cinq provinces du sud, dont celle d'Aden, puis du détroit stratégique de Bab El-Mandeb, à la pointe sud-ouest du pays. Le **22 septembre 2015**, le président Hadi rentre à Aden, six mois après avoir fui le pays. L'objectif des forces loyales au président Hadi appuyées par l'Arabie saoudite est de reprendre Sanaa en progressant par le sud et le centre. Ce mouvement de reconquête a fait reculer les insurgés, mais ceux-ci conservent le contrôle d'une large partie du nord du pays. Depuis l'intervention de l'Arabie saoudite, le conflit a fait au moins 6 000 morts, 28 000 blessés et 2,5 millions de déplacés, selon les Nations-unies (ONU).

### Comment les pourparlers sous l'égide de l'ONU avancent-ils ?

Entre le **15 et le 20 décembre**, des pourparlers de paix sous l'égide de l'ONU ont pour la première fois réuni les

deux parties yéménites de ce conflit meurtrier, alors qu'une précédente tentative avait échoué. Lors de la première session tenue au mois de juin à Genève, en Suisse, chaque délégation était restée dans son hôtel et l'émissaire de l'ONU, Ismaïl Ould Cheikh Ahmed, avait fait la navette entre eux.

« *Les négociations ont échoué sur le fond, mais pas dans la forme* », a estimé une source au sein de la délégation des rebelles houthistes. « *Nous ne sommes parvenus à aucun résultat* », a tranché une source de la délégation gouvernementale. Les deux parties doivent se réunir à nouveau le **14 janvier**.

### Des négociations sont-elles amorcées entre l'Iran et l'Arabie saoudite ?

L'Iran chiite et l'Arabie saoudite sunnite s'affrontent indirectement au Yémen (comme ils le font aussi en Syrie, en Irak, au Bahreïn et au Liban), le premier fournissant un soutien aux rebelles houthistes et le second aux forces loyalistes.

Des "efforts diplomatiques" ont eu lieu pour faciliter un "dialogue direct" entre les deux pays, a déclaré lundi **21 décembre** le porte-parole du ministère iranien des Affaires Étrangères, Hossein Jaber Ansari, lors de son point de presse hebdomadaire. Ces consultations sont destinées à favoriser « *un cessez-le-feu permanent et total, une amélioration de la situation humanitaire et un retour à une transition politique pacifique et ordonnée* », selon le communiqué du ministère.

Comment les groupes djihadistes s'insèrent-ils dans ce contexte ? Profitant du chaos ambiant, des groupes terroristes rivaux sévissent et s'affrontent sur le terrain, rendant la situation encore plus complexe. L'organisation Al-Qaïda dans la péninsule Arabique (AQPA), née de la fusion en **2009** des branches saoudienne et yéménite du réseau, avait profité de l'affaiblissement du pouvoir central en **2011**, à la faveur de l'insurrection populaire contre l'ancien président Saleh, pour renforcer son emprise dans le sud et le sud-est du pays. Dirigée depuis juin 2015 par le Yéménite Qassem Al-Rimi, qui a succédé à Nasser Al-Wahishi, tué dans une attaque de drone américain, AQPA axe ses

opérations contre les houthistes mais a perdu du terrain en faveur du groupe État islamique (EI).

L'organisation État islamique (EI) a signé ses premiers attentats au Yémen en attaquant, le **20 mars**, plusieurs mosquées fréquentées par des chiites à Sanaa (142 morts). Il a ensuite élargi ses opérations dans le sud, qui était la chasse gardée d'AQPA. Il a revendiqué le **6 octobre** quatre attaques-suicides (15 morts) contre le siège du gouvernement et des sites militaires de la coalition arabe. Le **6 décembre**, l'EI a également tué le nouveau gouverneur d'Aden, dans un attentat à la voiture piégée, quelques semaines seulement après son retour d'exil en Arabie saoudite.

## Chronologies :

### le conflit chiites-sunnites

#### Novembre 2001

En Turquie, la victoire des islamistes aux élections législatives est une tragédie pour les chiites qui constituent le quart de la population. Ces chiites, "les Alevites", de tradition soufie, ont développé une doctrine originale, libérale, sans clergé. Les persécutions qu'ils ont subies sous l'empire Ottoman sunnite en ont fait, lors de la révolution kémaliste, les plus fidèles soutiens d'Atatürk. C'est pour cette raison qu'ils sont, depuis dix ans, la cible d'attentats orchestrés par les salafistes. Les Alevites appartiennent au camp laïque en Turquie.

#### Mars 2003

Intervention américaine en Irak. Début des attentats spectaculaires contre les chiites à Karbala.

#### Septembre 2003

Assassinat du grand ayatollah Mohammed Baqr al Khakim, leader de l'opposition chiite à Saddam Hussein, fondateur des célèbres brigades Badr qui sèment la terreur parmi les populations sunnites de Mésopotamie.

#### Avril et août 2004

Affrontement entre "l'armée du Mahdi" (chiite), la milice de Moktada al Sadr et l'armée américaine à Najaf. Le grand-oncle de Moktada al Sadr, Moq-

tada Baqr al Sadr, est un célèbre ayatollah ami des Iraniens, qui a approuvé le premier projet de Constitution de la république islamique d'Irak et a été sauvagement assassiné par le régime de Saddam Hussein en 1980.

### Janvier 2005

**Élections "libres" en Irak.** La répartition des sièges se fait selon des critères dangereux, sans considération de l'appartenance à une circonscription, une région, une tendance politique. Une liste unique chiite rassemble les plus modérés et les plus fanatiques. Elle détruit la diversité chiite. L'Irak est un pays où les zones mixtes sont nombreuses, enchevêtrées dans des majorités locales sunnites au centre du pays, chiites au sud, kurdes au nord. Bagdad est un patchwork de quartiers métissés. La liste unique chiite, cette illusion d'optique, a contribué à l'aveuglement de tous, car elle colle exactement au fantasme des sunnites : un bloc chiite monolithique, coagulé dans sa revanche majoritaire. Les sunnites s'abstiendront en masse : seuls 2 % d'entre eux iront voter. Ils ne disposeront que de 17 sièges sur les 275 que compte le nouveau parlement.

### 2005

**Mahmoud Ahmadinejad** visite Jamkaram avant et après son élection à la présidence iranienne. Il croit à la résurrection de l'Imam caché et indique que « *le droit de l'Irak à la technologie nucléaire est une des solutions qui préparent le retour de l'Imam* ». Après son élection, Ahmadinejad fait signer à tous les ministres un pacte destiné à l'Imam caché. Le ministre de la Guidance islamique va jeter la missive dans les puits mystérieux, à Jamkaran.

### 7 juin 2006

**Liquidation d'Abou Moussab al-Zarkaoui, chef d'Al-Qaïda en Irak, par les Américains.** Zarkaoui était notoirement opposé aux chiites.

### Attentats de 2006 à Samarra

**Destruction du dôme de la Mosquée d'or et de ses deux minarets (en 2007),** là où disparut le douzième imam dont les chiites attendent le retour. Les chiites, passant outre aux supplications de l'ayatollah Sistani, qui a toujours plaidé contre le recours aux armes, dé-



La mosquée d'or de Samarra, en Irak, après l'attentat.

cident de se venger. La milice de Mqtada al-Sadr veut prendre d'assaut la ville sainte de Nadjaf malgré l'opposition du modéré ayatollah Sistani. Le chaos va réactiver tous les reflexes liés aux mythologies de la fin des temps. Mqtada al-Sadr n'est pas le seul à appeler au retour du Mahdi, l'imam caché. Dans l'Irak voisin, les hommes au pouvoir estiment que la réapparition de l'imam pourrait se produire au terme de bouleversements énormes, dont le drame irakien est la préfiguration. D'autant qu'il existe un lien étroit entre l'Irak et l'Iran dans la géographie mystique de cette résurrection. Car, si le douzième imam a disparu à Samara, il doit réapparaître à Jamkaran, en Iran, près de la ville sainte de Qom. Cette révélation avait été faite au X<sup>e</sup> siècle à un humble paysan. À cet endroit, on édifie un mausolée qui, depuis mille ans, accueille ceux qui espèrent la venue du Mahdi.

### 2006

**Bandar Ben Sultan, ancien ambassadeur à Washington, alimente en armes les groupes sunnites au Liban pour s'opposer au Hezbollah.** L'Irak, qui

soutient le Hezbollah, "récupère" la cause palestinienne, la seule cause dont tous les musulmans se disent solidaires.

### Juillet - août 2006

**Guerre au Liban contre le Hezbollah et l'armée iranienne.** Le mouvement chiite au Liban en sort renforcé. Les wahhabites ripostent : des fatwas anti-chiites exhortent les sunnites à ne pas tomber dans les bras du Hezbollah. Le président égyptien Hosni Mubarak dénonce « *les communautés chiites qui, partout, font allégeance à Téhéran* ».

### Septembre 2006

**L'Égypte annonce la reprise de son programme nucléaire.** Après la guerre de l'été 2006 entre Israël et le Hezbollah, les sunnites prennent peur devant la puissance du mouvement chiite et face à la menace d'une bombe nucléaire iranienne.

### Novembre 2006

**Une "organisation des Moudjahidin du Liban" appelle les « sunnites libanais à se dresser contre les chiites qui veulent dominer le Liban dans sa totalité ».**

### Novembre 2006

**À Bahreïn, gouverné par une dynastie sunnite, les premières élections libres ont donné près de la moitié des sièges aux chiites (70 % de la population).** Il s'agit d'ultra conservateurs qui doivent coexister avec les sunnites. Fin 1995, des émeutes avaient déjà secoué l'émirat.

### 30 décembre 2006

**Au premier jour de la grande fête religieuse de l'Aïd, le sacrifice d'Abraham,**

Le président iranien Ahmadinejad est accueilli chaleureusement au Liban par les partisans du Hezbollah.



**Saddam Hussein est pendu.** Insulté par des hommes masqués alors qu'il prononce la Chahada, la profession de foi musulmane de tout croyant qui va mourir, il termine sa prière sous les insultes et aux cris de « *Moqtada ! Moqtada !* », avant de basculer dans la trappe.

**Les chiïtes ont enfin pris leur revanche sur l'homme qui fit tuer 40 000 d'entre eux pendant l'insurrection qui suivit les derniers jours de la guerre du Golfe, en 1991.**

**Janvier 2007**

Un rapport des Nations-unies estime que 34 000 civils irakiens sont morts en 2006.

**Janvier 2007**

Affrontements entre sunnites et chiïtes à Beyrouth après le déclenchement d'une grève générale par le Hezbollah et ses alliés.

**Mars 2007**

Un attentat anti-chiïte à Tal Afar, dans le nord de l'Irak, fait plus de 150 victimes. En représailles, des chiïtes massacrent 70 sunnites.

**Avril 2007**

Un mur est construit à l'intérieur de la ville de Bagdad afin de séparer une enclave sunnite de la population chiïte et de limiter ainsi les violences sectaires dans la capitale.

**Mai 2007**

La création d'un tribunal international pour juger les assassins de Rafic Hariri, Premier ministre sunnite tué en février 2005, est initiée par les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne. Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte à cet effet la résolution 1757. Les partisans de Hariri, et plus largement les opposants à la présence syrienne au Liban, sont convaincus de l'implication de la Syrie à travers son allié chiïte au Liban, le Hezbollah.

**Juillet 2007**

Au Nigéria, dans le nord-ouest du pays, à Sokoto, aux confins du Sahara, un quartier chiïte est assiégé par une foule sunnite.

**1<sup>er</sup> août 2007**

En Irak, six ministres sunnites quit-

tent le gouvernement d'union nationale contrôlé par les chiïtes, en signe de protestation contre la lenteur du processus de réconciliation et de reconstruction du pays.

**Août 2007**

Le Hizbut-Tahrir, un courant intégriste sunnite indonésien qui compte deux millions de partisans, réunit cent mille personnes pour réclamer la résurrection du califat dans tout le monde islamique. Ce contre quoi le chiïsme se bat depuis le début de l'islam !

**Août 2007**

La minorité yésidie (chiïte) dans le nord de l'Irak, fait l'objet de plusieurs attentats.

**Août 2007**

Le chef de milice chiïte irakien, Moqtada al Sadr accepte une trêve de trois mois durant laquelle il fait cesser tout combat à son armée.

**Septembre 2007**

Blocage institutionnel au Liban où les parlementaires n'arrivent pas à se mettre d'accord sur la formation d'un gouvernement d'union nationale et sur l'amendement de la loi électorale pour les prochaines élections législatives. Les anti-Syriens, dont le sunnite Courant de futur, s'opposent aux pro-Syriens, représentés au premier chef par le Hezbollah chiïte.

**Septembre 2007**

Le groupuscule Fath Al-islam, qui ne compte que 10 % de Palestiniens et qui est implanté dans le camp palestinien de Narh el-Bared au Liban-nord, près de la ville de Tripoli, veut déstabiliser le Hezbollah. Les États-Unis interviennent pour bloquer l'argent destiné au mouvement qui se révolte et se proclame d'Al-Qaïda. Finalement, l'opération est un échec. L'armée libanaise désarme le groupe après cinq mois de combats acharnés.

**Janvier 2008**

Une étude de l'Organisation mondiale de la santé estime à environ 150 000 le nombre d'Irakiens décédés "pour faits de guerre" depuis le début des hostilités jusqu'en juin 2006.

**12 février 2008**

Imad Moughnieh, cadre important du



Hezbollah au Liban, est assassiné à Damas, en Syrie. Il était recherché par Interpol pour des attentats qu'il avait organisés ou commis depuis plus de vingt ans.

**22 février 2008**

Moqtada Al-Sadr suspend à nouveau les activités de l'armée du Mahdi pour une seconde période de six mois.

**Mars - Mai 2008**

Des affrontements entre les forces gouvernementales irakiennes et les partisans de Moqtada al-Sadr à Bassorah et dans les quartiers chiïtes de Bagdad font des milliers de morts.

**Mai 2008**

À la suite de la décision du gouvernement libanais de démanteler le réseau de télécommunication du Hezbollah, celui-ci prend le contrôle de Beyrouth-ouest après trois jours de combat contre les milices sunnites qui appuient le gouvernement. Le 14 mai, ce dernier doit faire machine arrière et le réseau est maintenu. Une médiation de la Ligue arabe et du Qatar aboutit alors à la conclusion de l'accord de Doha, prévoyant l'élection d'un président de la République, la formation d'un gouvernement d'union nationale, et la levée du siège contre Beyrouth organisé par l'opposition chiïte et ses alliés depuis la fin 2006.

**25 mai 2008**

Michel Sleimane, commandant en chef de l'armée libanaise, est élu président de la République.

**Juillet 2008**

Au Liban. Le Premier ministre sunnite Fouad Siniore forme un gouvernement d'union nationale dont seize portefeuilles sont attribués à la majorité anti-syrienne. L'opposition du Hezbol-

lah et de ses alliés obtient onze ministères, tandis que trois membres du cabinet sont nommés par le chef de l'État et le Parlement, Nabih Berri (chiite).

#### **Juillet - août 2008**

**Affrontements intercommunautaires à Tripoli, au nord du Liban, entre le quartier alaouite de Jabal Mohsen et le quartier sunnite de Qobbé.**

#### **9 septembre 2008**

George W. Bush annonce le retrait de 8 000 soldats américains d'Irak pour février 2009.

#### **Septembre 2008**

Au Liban, ouverture d'un dialogue national entre les dirigeants des quatorze partis politiques ayant signé l'accord de Doha en mai 2008. Les discussions portent notamment sur les relations entre l'armée libanaise et la milice du Hezbollah qui contrôle la frontière avec Israël au Liban-sud.

#### **1<sup>er</sup> janvier 2009**

Début du retrait américain d'Irak.

#### **31 janvier 2009**

Premières élections nationales en Irak depuis le 30 janvier 2005. Elles sont remportées par le parti Dawa du Premier ministre Nouri al-Maliki. La participation des sunnites, qui avaient largement boycotté les élections précédentes, s'élève à 40 %.

#### **Mars 2009**

Ouverture à La Haye d'un tribunal spécial pour le Liban, chargé de statuer sur les attentats ciblés perpétrés depuis 2004, qui ont visé exclusivement des personnalités anti-syriennes.

#### **Mars - avril 2009**

Une série d'attentats fait plus de 700 morts en Irak. Mai 2009. La très grande majorité des forces britanniques se retire d'Irak.

#### **7 juin 2009**

Au Liban, la coalition anti-syrienne remporte les élections législatives. Saad Hariri, fils du Premier ministre assassiné, est chargé de former le nouveau gouvernement.

#### **12 juin 2009**

Mahmoud Ahmadinejad est élu avec

force président de la République islamique d'Irak avec un chiffre officiel de plus de 60 % des voix. Le *"Printemps irakien"* est sauvagement réprimé.

#### **Octobre 2009**

En Irak, des attentats contre le ministère de la Justice et le siège du gouvernement de Bagdad font plus de 150 victimes.

#### **Novembre 2009**

Un nouveau gouvernement d'union nationale est formé au Liban par le Premier ministre Saad Hariri.

#### **Décembre 2009**

Une nouvelle loi électorale est votée en Irak. Elle permet aux minorités d'être mieux représentées au Parlement.

#### **7 mars 2010**

Élections législatives en Irak, remportées par le chiite Iyad Allaoui.

#### **Mai 2010**

Recrudescence des attentats terroristes en Irak.

#### **Mai 2010**

Le gouvernement israélien accuse la Syrie de livrer des missiles Scud (iraquiens) au Hezbollah libanais.

#### **Mai 2010**

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan et le président brésilien Lula concluent un accord avec le président iranien sur un échange de technologie nucléaire, sortant partiellement l'Irak de son isolement diplomatique.

#### **4 juillet 2010**

Décès de l'ayatollah libanais Mohammad Hussein Fadlallah, longtemps considéré comme un inspirateur du Hezbollah.

#### **juillet 2010**

Le secrétaire général du Hezbollah, Hassam Nasrallah, annonce que des membres de son parti vont être mis en cause par le tribunal international de l'ONU dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de Rafic Hariri, anticipant les déclarations du tribunal spécial pour le Liban.

#### **août 2010**

La fin de l'opération *"Iraqi Freedom"*

est annoncée par le président Obama.

#### **Octobre 2010**

D'après les informations diffusées par Wikileaks, le nombre d'Irakiens morts depuis le début des hostilités est de 109 000 personnes dont 66 000 civils.

#### **Octobre 2010**

Le président Ahmadinejad effectue une visite controversée au Liban et il est chaleureusement accueilli dans le sud du pays, fief du Hezbollah.

#### **Novembre 2010**

Le Hezbollah met en garde le tribunal spécial pour le Liban et ses partisans libanais : *« La main qui se tendra pour arrêter l'un des nôtres sera coupée. »* Les tensions entre chiites et sunnites sont exacerbées par l'enquête internationale.

#### **Décembre 2010**

**Le gouvernement irakien de Nouri al-Maliki comprend 20 chiites, 10 sunnites, 4 kurdes et 1 chrétien, respectant l'accord de partage du pouvoir entre les trois grandes communautés.**

#### **Décembre 2010**

**L'immolation par le feu d'un jeune Tunisien inaugure les *"Printemps arabes"*. Le soulèvement tunisien, qui conduit à la chute de Ben Ali, est suivi par l'Égypte, la Libye, Bahreïn, le Yémen et la Syrie.**

#### **Janvier 2011**

Le leader chiite radical anti-américain Moqtada al-Sadr revient en Irak après quatre années passées en Iran.

#### **Janvier 2011**

Au Liban, le gouvernement d'union nationale chute, après la démission des ministres du Hezbollah et de ses alliés, qui protestent contre l'enquête internationale. Le Parlement apporte alors son soutien à Najib Mikati face à Saad Hariri pour le poste de Premier ministre.

#### **14 février 2011**

Début de la contestation à Bareïn, État majoritairement chiite gouverné par une minorité sunnite. Les manifestants revendiquent un régime démocratique et une meilleure répartition des richesses. Les chiites sont en effet dis-

criminés dans l'accès aux emplois dans l'administration et les entreprises publiques, et plus touchés par le chômage (20 à 30 % de la population totale selon l'opposition). À la suite d'une grève générale et d'affrontements, le bilan des arrestations s'élève à plusieurs centaines de personnes et à des dizaines de disparus. Des dizaines de mosquées chiites sont détruites.

#### Mars 2011

Début de la contestation en Syrie contre Bachar el-Assad et le parti Baas, au pouvoir depuis 1963.

#### Avril 2011

Trente-quatre personnes sont tuées lors d'un raid de l'armée irakienne dans le camp d'Ashraf au nord de Bagdad, qui abrite des membres de l'opposition iranienne au gouvernement irakien.

#### Avril - mai 2011

Le président syrien entend détruire la contestation, dans laquelle il voit un complot étranger et islamiste. Des blindés s'opposent aux manifestants dans les régions de Daraa, Baniyas, Homs et dans la banlieue de Damas. Les sanctions américaines et européennes sont renforcées malgré une amnistie présidentielle partielle qui permet la libération de plusieurs prisonniers politiques en Syrie.

#### 2 mai 2011

Un commando américain tue Oussama Ben Laden au cours d'une opération au Pakistan.

#### Juin 2011

Le tribunal spécial pour le Liban remet au procureur à Beyrouth un acte d'accusation assorti de quatre mandats d'arrêt dans l'affaire de l'assassinat de Rafic Hariri.

#### Septembre - octobre 2011

Le bilan s'alourdit en Syrie, avec 2 000 tués et près de 10 000 personnes emprisonnées. Un Conseil national syrien est créé, afin d'organiser l'opposition et de préparer l'après Assad. Mais les vetos russe et chinois bloquent toute résolution au Conseil de sécurité de l'ONU.

#### Mars 2012

Les villes syriennes de Damas et

Homs sont soumises à des bombardements intensifs. Damas est le théâtre de deux attentats. La Syrie "donne son accord", à la demande du Conseil de sécurité de l'ONU, d'appliquer le plan de paix proposé par Kofi Annan. La Chine et la Russie l'acceptent après de légères modifications. Mais cet accord n'est contraignant pour aucune des parties en conflit.

#### Juin 2012

L'armée syrienne abat un avion turc. L'OTAN apporte son soutien à la Turquie. Le représentant de l'ONU, Hervé Ladsous, estime que la Syrie est entrée dans une phase de guerre civile générale. Les observateurs de l'ONU suspendent leurs opérations.

#### Mai - août 2012

À Tripoli, au nord du Liban, des accrochages entre pro-syriens du quartier alaouite de Jabal Mohsen et anti-syriens du quartier sunnite de Bab el-Tebbaneh, font 11 morts et 86 blessés en quatre jours, dont un jeune



cheikh sunnite, Khaled el-Baradei.

#### Octobre 2012

Un attentat meurtrier à Beyrouth tue le chef des renseignements de la police libanaise Wissam al-Hassam. La Syrie est pointée du doigt par la communauté internationale ainsi que par le camp anti-syrien au Liban, tandis que le Hez-

bollah et ses alliés affichent leur scepticisme quant à cette hypothèse. (2)

## Le conflit sunnite-chiite au Moyen-Orient une rivalité millénaire ? (3)

### Politisation du religieux et confessionnalisation des conflits au Moyen-Orient au XX<sup>e</sup> siècle

### La guerre Iran-Irak (1980-1988), année zéro de la confessionnalisation des conflits dans le Moyen-Orient contemporain

C'est à partir du double substrat forgé par le sunnisme et le chiisme politiques que se déploieront les rivalités sunnites-chiites dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Dans le chaos que représente le Moyen-Orient au tournant des années 1980, la guerre Iran-Irak, qui dure huit ans et coûte la vie à un million de personnes, surgit comme l'événement matriciel qui redéfinit durablement les rapports de force dans la région. Cette guerre met en avant les fractures profondes au sein de ce que nous pourrions qualifier de "communautés" en présence :

L'Irak arabe majoritairement chiite, mais dominé par un régime baasiste - laïque mais aux mains de la minorité sunnite représentée par Saddam Hussein - attaque l'Iran chiite, théocratique perse (bien que multiculturel), profitant du phénomène révolutionnaire pour tenter de mettre la main sur les puits de pétrole du Khūzistan iranien.

Cette région est majoritairement peuplée par des populations arabes sunnites et, avec son attaque-surprise, Saddam Hussein pariait sur un accueil positif de ces populations historiquement spoliées et méprisées par le pouvoir de Téhéran. Cependant, et contre toute attente, les Arabes d'Iran font immédiatement montre d'un extraordinaire patriotisme et parent le premier

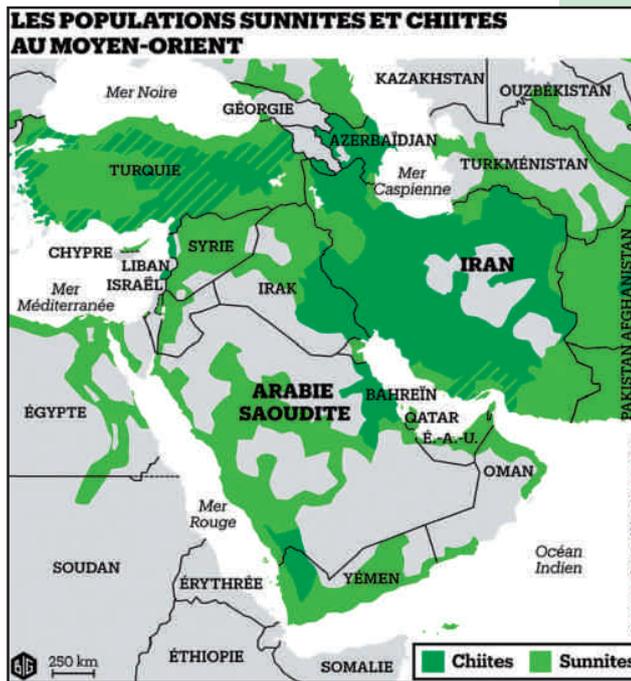
coup d'épée de ce duel meurtrier – qui eût pu être fatal à la nouvelle République islamique d'Iran.

Tout l'enjeu de ce conflit sera de créer un antagonisme systématique entre les communautés (Arabes contre Perses, sunnites contre chiïtes, etc.), ce qui tend à faire de la guerre irako-iranienne un moment-clé dans la confessionnalisation des relations de conflictualités au Moyen-Orient au XX<sup>e</sup> siècle. Selon Jean-Paul Burdy, la révolution iranienne désengage le chiïsme de l'occultation historique dont elle a fait l'objet, et en fait un sujet en mouvement. De fait, la guerre contre l'Irak est l'occasion de fédérer les chiïsmes de la région – et de faire perdre à Saddam Hussein le soutien de sa population, très largement chiïte. C'est en confessionnalisant le conflit, en en faisant la guerre de survie du chiïsme révolutionnaire contre la synthèse sunnito-baasiste, que l'Iran radicalise la position des nations arabes, et particulièrement des monarchies sunnites du Golfe qui s'affichent en soutiens de l'Irak. C'est ainsi qu'en réaction à la renaissance chiïte, des pays comme l'Arabie saoudite ont pu engager une *“radicalisation sunnite néo-salafiste, dont le djihadisme est (aujourd'hui) la forme exacerbée”*, scindant la région Moyen-Orient en une dialectique conflictuelle sunnite-chiïte a priori indépassable et occultant un ensemble de facteurs politiques et sociaux. Cette double radicalisation, développée à l'ombre de la guerre Iran-Irak, est à l'origine de l'antagonisme sunnisme-chiïsme au Moyen-Orient à la fin du XX<sup>e</sup> et au XXI<sup>e</sup> siècle, et s'exprime à travers de nombreux théâtres.



## La guerre froide Iran-Arabie saoudite, un enjeu de puissance plutôt qu'un enjeu religieux

Dans ce qu'on pourrait appeler la *“guerre froide irano-saoudienne”*, commencée en même temps que la guerre Iran-Irak (voir supra.), l'ambivalence sunnites-chiïtes est-elle encore une



dos à l'Arabie saoudite... sans pour autant que l'Iran en soit responsable, ne pouvant que très marginalement tirer sur les ficelles confessionnelles.

Cela explique donc la stratégie déployée par l'Arabie saoudite depuis 2015 : la création d'une coalition arabe au Yémen pousse ses alliés du Golfe à s'engager à ses côtés, et la crise diplomatique de 2016 avec l'Iran permet de réaffirmer la prépondérance du “grand frère” saoudien dans la région, tout en forçant les États-Unis à faire un choix impossible.

Comme la guerre froide qui opposait bloc occidental au bloc communiste faisait du monde un terrain de jeu où tous les coups étaient permis, pourvu que l'autre soit perdant, la carte du Moyen-Orient contemporain répond à ces dynamiques. Le substrat idéologique et religieux compte, mais seul le réalisme dicte le comportement des acteurs.

### Conclusion : la grande guerre pour la civilisation

De fait, chiïsme et sunnisme ne sont pas essentiellement opposés ; mais autour du facteur religieux se structure et se cristallise une dialectique, un rapport de force, où les rôles s'interchangent au cours de l'histoire :

*dominant contre dominé, résistant contre oppresseur, riche contre pauvre sont des points de rupture exacerbée et qui sont envisagés comme le recoupement parfait de l'appartenance religieuse. Autrement dit, si la rivalité “islam contre islam” est un fait récurrent dans les relations de conflictualités au Moyen-Orient, il semble nécessaire de dépasser cette grille de lecture et d'analyser en quoi cette opposition sunnite/chîite, souvent qualifiée comme un élément essentiel, se déploie à l'ombre de faits géopolitiques, politiques et sociaux particuliers.*

*Par ailleurs, l'islam contre l'islam est une réalité, mais qui s'illustre aussi dans les conflits sunnites contre sunnites et chiïtes contre chiïtes – et nous n'évoquons même pas ici les conflits intégrant chrétiens (Liban, Syrie, Égypte), Yazidis (Irak), Druzes (Liban, Syrie), etc. Ainsi, le danger serait, en ayant une analyse sys-*

grille de lecture performante ? Tout semble permis dans ce conflit, ravivé par l'accord sur le nucléaire iranien. L'Arabie saoudite voit réduire son influence dans la région au profit de Téhéran qui, pour l'instant, sort renforcée sur la scène syrienne et vis-à-vis de la communauté internationale.

En outre, depuis le début des printemps arabes, l'Arabie saoudite a aussi joué à la realpolitik en soutenant l'armée égyptienne pour le renversement de Mohammed Morsi, pourtant issu de l'avatar égyptien du wahhabisme, les Frères musulmans. La sphère d'influence sunnite sur laquelle elle s'appuyait s'est ainsi étioyée d'elle-même : le Bahreïn majoritairement chiïte mais dirigé par une famille sunnite, le Qatar wahhabite tournent petit à petit leur

Ex officier du renseignement de l'Armée de l'air de Saddam Hussein, Haji Bakr aurait comploté avec un groupe d'anciens officiers de renseignements irakiens pour placer Abou-Bakr-al Bagdadi à la tête de l'État islamique afin de donner une dimension religieuse à l'organisation.

tématique portée sur ce mode, d'occulter la multiplicité des acteurs et de simplifier la lecture des rapports de force.

**L'**émergence de l'OEI dans la guerre syrienne et le chaos irakien est à ce titre une illustration de cette réalité : structurée comme mouvement salafiste, se réclamant d'une pratique rigoriste de la sunna, il s'avère, lorsqu'on analyse l'organigramme de Daech, qu'il trouve son terreau dans le baasisme irakien. Les têtes de l'organisation terroriste sont en effet d'anciens officiers baasistes du régime de Saddam Hussein : le baasisme, dans sa définition historique, est pensé comme un mouvement qui permettra l'essor des nations arabes par le biais du panarabisme, du socialisme et... de la laïcité. Ainsi, qu'est-ce que le conflit sunnite-chiïte si ce n'est un cache-sexe sous lequel sont dissimulées les problématiques d'ingénierie politique développées depuis la chute de l'empire ottoman ? Il s'agit ainsi, pour mieux comprendre les enjeux régionaux, d'aller au-delà de ces apparences, et d'envisager la confessionnalisation des conflits au Moyen-Orient comme la seule surface des choses.

Un dernier élément, essentiel pour comprendre cette modalité systématique de la conflictualité régionale, consiste à cerner cette dialectique comme une génération non-spontanée, un effet collatéral de la **"grande guerre pour la civilisation"** – selon le titre amer de l'ouvrage du grand journaliste anglais Robert Fisk – menée par l'Occident au Moyen-Orient : la confessionnalisation des rapports de force dans la région intervient ainsi comme la conséquence d'interventions extérieures ayant empêché l'épanouissement de modèles fondés sur des aspirations progressistes, tels que le nationalisme arabe ou le socialisme préché par le Premier ministre iranien Mosaddegh au début des années 1950.

Ce "Moyen-Orient éclaté" que nous connaissons aujourd'hui cherche maintenant à se réinventer par ce qui le rassemble et l'identifie : non son arabité, non son iranité, non son passé ottoman, califale, mais bien l'unique dénominateur commun demeurant, au lendemain des printemps arabes : la religion, au risque de l'exclusion des éléments d'altérité et de la radicalisation des sociétés.

Pierre Emmer

## Le fil bleu

### La descente aux enfers

## A. Georges W. Bush s'en va-t-en guerre

### 11 septembre 2001 Attentats contre le World Trade Center et le Pentagone

Le 11 septembre 2001, pour la deuxième fois de leur histoire après la guerre anglo-américaine de 1812, les États-Unis sont agressés sur leur propre sol.

Quatre avions de ligne sont détournés par des terroristes de la mouvance d'Al Qaïda. Deux s'écrasent avec leurs occupants sur les tours jumelles du World Trade Center à New-York ; un troisième sur le Pentagone (le ministère de la Défense) à Washington ; le quatrième s'écrase dans un bois de Pennsylvanie, les passagers ayant tenté, au prix de leur vie, de maîtriser les terroristes. L'effondrement des tours ayant été filmé en direct, l'émotion est immense dans le monde. Vingt terroristes, tous originaires du Proche-Orient, en particulier d'Arabie saoudite et du Yémen, accomplissaient leur destin envié de "kamikazes-martyrs". Ils entraînaient dans leur sacrifice criminel plus de trois mille innocents.

Les attaques du 11 septembre 2001 sont d'un style inédit. En annexant le Koweït en 1990, Saddam Hussein a peut-être mené la dernière attaque classique. Nous voyons maintenant se développer une nouvelle forme d'agression : l'attaque d'un pays par une organisation et non par un État. C'est pourquoi **"le 11-Septembre 2001"** ne peut se comparer à Pearl Harbor. Dans ce cas, l'agresseur était parfaitement identifié : l'État souverain du Japon qui, à travers sa marine et son aviation, attaquait un autre État souverain : les États-Unis. **Désormais, les États peuvent être attaqués par des organisations criminelles.**

### Quelles sont les origines du 11-Septembre ?

Voici l'analyse de Bernard Dorin, ambassadeur de France.

**«Ben Laden est obsédé par la récupération de la Palestine, et tout particulièrement de Jérusalem, que les musulmans et les Arabes en particulier appellent El Qods. N'oublions pas qu'il s'agit de la troisième ville sainte de l'islam, après La Mecque et Médine. Pour lui, le retour de la Palestine aux Palestiniens suppose la destruction de l'État d'Israël. En quoi cela explique-t-il que Ben Laden se soit attaqué, avec son organisation, aux États-Unis ? Jusqu'à présent, les États-Unis avaient toujours cédé devant une attaque terroriste forte et décidée. En voici deux exemples : après l'attaque terroriste contre le cantonnement américain au Liban, qui a tué plus de 200 marines, leur gouvernement**





En apprenant la nouvelle.  
Consternation et mobilisation.

*a décidé d'évacuer immédiatement ce pays. Il en a été de même quand la chaîne de télévision CNN a diffusé les images de prisonniers américains traînés par les pieds dans une bourgade somalienne. L'effet sur l'opinion publique des États-Unis a été considérable et les États-Unis ont alors immédiatement évacué leurs troupes des deux pays en question.*

*Ben Laden et Zawahiri s'appuient sur le dossier de la Palestine et le soutien sans réserve des Américains à Israël. Ils condamnent la collaboration de pays arabes avec les Américains, notamment l'Arabie saoudite qui a accepté l'implantation de bases américaines sur la terre sacrée. En frappant les États-Unis, ils attendent des représailles qui déstabiliseront le Moyen-Orient. »*

168

## Les réactions

Le président des États-Unis, George W. Bush, apprend qu'il s'agit d'attentats à 9 h 05 le 11 septembre 2001, de la bouche d'Andrew Card : « *A second plane hit the second tower. America is under attack.* », alors qu'il assiste à une leçon de lecture dans une classe élémentaire Emma E. Brooker, en Floride. Il improvise quelques mots dans la bibliothèque de l'école, devant plus de 200 élèves et journalistes. « *Aujourd'hui, nous vivons une tragédie nationale. Deux avions se sont écrasés dans le World Trade Center, ce qui s'apparente à une attaque terroriste contre notre pays.* »

Dans l'après-midi, il déclare : « *Ces actes meurtriers à grande échelle étaient destinés à effrayer notre nation, en la plongeant dans le chaos et le repli. Mais ils ont échoué. Notre pays est fort. Un grand peuple se lève pour défendre une grande nation. Les attentats terroristes peuvent secouer les fondations de*

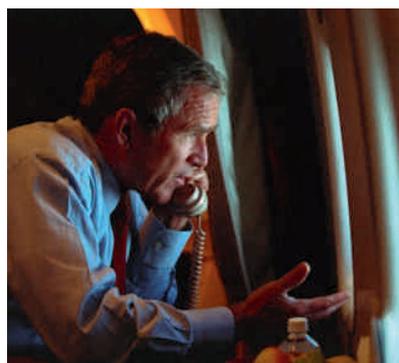
*nos immeubles les plus hauts, mais ils ne peuvent ébranler les fondations de l'Amérique. Ces attaques brisent l'acier, mais ne peuvent entamer l'acier de la détermination.* »

**Jacques Chirac**, président de la République française, a tenu un discours télévisé sur TF1 le 11 septembre 2001 : « *C'est avec une immense émotion que la France vient d'apprendre que des attentats monstrueux, il n'y a pas d'autre mot, viennent de frapper les États-Unis d'Amérique. Dans ces circonstances effroyables, le peuple français tout entier, je tiens à le dire ici, est aux côtés du peuple américain. Je lui exprime mon amitié et ma solidarité dans cette tragédie. J'assume naturellement le président George Bush de mon soutien total...* »

**Vladimir Poutine** condamna les attentats terroristes en déclarant : « *Les États-Unis ont aujourd'hui fait face à une agression sans précédent de la part du terrorisme international. Tout d'abord, je tiens à exprimer mes sincères et profondes condoléances à toutes les victimes et aux familles des disparus. L'évènement qui s'est produit aux États-Unis aujourd'hui va au-delà des frontières nationales. Il s'agit d'un défi confronté à l'Humanité entière, du moins à l'humanité civilisée. Et ce qui se passe aujourd'hui est une preuve supplémentaire de la pertinence de la proposition russe de mettre en commun les efforts de la communauté internationale dans la lutte contre le terrorisme, ce fléau du XXI<sup>e</sup> siècle...* »

Ces attentats ont été, à juste titre, considérés comme abominables dans de très nombreux pays sur tous les continents. Cependant, les réactions populaires ont parfois été différentes.

G. W. Bush : « *Il faut lancer des opérations en Afghanistan !* ».



G. W. Bush et Tony Blair expliquent les raisons de la guerre en Irak.

En Amérique Latine, certains ont pensé : « *Pour une fois, les États-Unis ne font pas la guerre à l'extérieur de chez eux, tout en restant confortablement en sécurité dans leur paradis. Cette fois, les Américains découvrent la guerre et la violence chez eux.* » Des échos comparables sont venus du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Asie.

## Attentats

Les attentats vont entraîner des conséquences intérieures aux États-Unis, avec des répercussions importantes et dramatiques en Europe Occidentale et au Moyen-Orient.

**1** - Sur le plan intérieur. Partant du principe de précaution, les gouvernements vont adopter des mesures et des dispositions que certains ressentent comme répressives et orwelliennes (caméras de surveillance, fichage des empreintes, fouilles au corps...)

**2** - Pour restaurer la confiance, après le choc émotionnel des attentats, le gouvernement américain convainc la Réserve fédérale et les banques d'ouvrir les vannes du crédit. Il va s'ensuivre une bulle spéculative et le développement des « *hedge funds* » jusqu'à l'effondrement bancaire de 2008, avec des répercussions foudroyantes sur l'Europe.

**3** - Le gouvernement de George Bush engage des opérations très coûteuses en Afghanistan et en Irak. Comme il se refuse à couvrir les dépenses supplémentaires par des hausses d'impôt au nom de sa stratégie financière, il s'ensuit une aggravation des déficits américains, dette publique et déficit commercial.

**4** - Au Moyen-Orient, les interventions en Afghanistan et en Irak ont pour effet de déstabiliser tout l'Orient arabe et de réactiver, avec une ampleur inédite, des conflits communautaires entre sunnites, chiïtes et autres.

**5** - Tous les ingrédients des crises des années 2010 en Europe, comme au Moyen-Orient, trouvent une bonne part de leur origine dans les attentats du 11 septembre 2001, et plus encore dans la manière dont le gouvernement américain a réagi à celles-ci.

## Oussama Ben Laden

**Un des chaînons entre le royaume wahhabite et le terrorisme**

**Ben Laden** (10 mars 1957 - 2 mai 2011) est issu d'une riche famille saoudienne apparentée à la famille royale, dont la fortune pèse plus de 5 milliards de dollars. Il fait ses études à l'université du roi Abdulaziz à Djedda, où il étudie les textes fondamentaux du wahhabisme.

**En 1979**, il est contacté par le prince Turkial Fayçal, chef des services secrets saoudiens, en accord avec les États-Unis pour organiser des départs volontaires islamistes vers l'Afghanistan. Il apprend à mettre sur pied une organisation. **En 1989**, à son retour en Arabie saoudite, il passe pour un héros.

De 1992 à 1995, il arme et finance les moudjahidin bosniaques. Un de ses groupes commet, en 1992, au Yémen, le premier attentat contre des soldats américains.

**En 1990**, l'armée irakienne envahit le Koweït. L'Arabie saoudite fait appel à des centaines de milliers d'Américains pour protéger son territoire. En Arabie même, le choc du recours des Saoud aux troupes "infidèles" est immense. Oussama Ben Laden a une entrevue orageuse avec le ministre de la défense d'Arabie saoudite. Il lui propose de mettre ses "verrous" d'Afghanistan au ser-

vice de la résistance à Saddam, il ne lui révèle cependant pas que ses partisans lui ont prêté serment d'allégeance absolue en tant que commandant de la très secrète Al Qaïda. La rupture est totale entre la famille Saoud et Ben Laden, placé de fait en résidence surveillée. Il est expulsé en **mai 1991** de l'Arabie saoudite vers le Pakistan. Ben Laden ne reverra plus son pays natal, qui le déchoit plus tard de sa nationalité. Il finit par s'installer au Soudan où une junte militaire à prétention islamique accueille volontiers les parias du "terrorisme international".

**De décembre 1991 à mai 1996**, Ben Laden tisse patiemment, depuis Kartoum, la toile d'Al Qaïda, l'organisation secrète qu'il a constituée autour de ses compagnons du djihad afghan, à qui il assigne désormais une mission révolutionnaire.

Zawahiri a rejoint Ben Laden au Soudan et il y théorise la dialectique entre "l'ennemi lointain", hier l'URSS, aujourd'hui les États-Unis, et "l'ennemi proche", les régimes faussement musulmans, cibles prioritaires d'Al Qaïda. Le renversement des Saoud devient une obsession pour Ben Laden. Le régime soudanais, qui avait déjà livré Carlos à la France, propose aux États-Unis de leur remettre Ben Laden. Mais la CIA sous-estime encore l'étendue du réseau international d'Al Qaïda, et l'administration Clinton craint que la détention d'un terroriste ne suscite des attentats pour sa libération.

**C'**est ainsi que Ben Laden quitte libre le Soudan. Il retourne s'installer dans l'est de l'Afghanistan, d'où il lance, en **août 1996**, un appel au djihad contre les États-Unis, accusés d'occuper la terre sainte d'Arabie. À cette époque, les services pakistanais soutiennent les avancées militaires des talibans en Af-



La Réserve fédérale va ouvrir ses vannes...

ghanistan. La restauration de la sécurité par les talibans s'accompagne de l'imposition d'un ordre moral sourceilleux. Leur chef, le mollah Omar, prend Ben Laden sous sa protection, car il trouve en lui une caution arabe inespérée au projet taliban.

**En août 1998**, Al Qaïda mène deux attentats suicides simultanés contre les ambassades des États-Unis au Kenya et en Tanzanie (224 morts dont 12 Américains). L'administration Clinton riposte par des missiles de croisière pour les implantations supposées d'Al Qaïda en Afghanistan. Ben Laden sort indemne de ce déferlement de technologie américaine, ce qui rehausse son prestige.

**La** montée en puissance de l'organisation de Ben Laden se déroule en parallèle de l'émergence du Qatar comme un acteur à part entière sur la scène internationale. La famille qatarie régnante, les Al-Thani, partage avec les Saoud les mêmes convictions wahhabites. Mais l'émir Hamad renverse son père et reprend le pouvoir à Doha en juin 1995. Il est bien décidé à affirmer son État face à l'Arabie voisine. **En novembre 1996**, il lance une chaîne satellite dont le nom claqué comme un défi : "Al Jazira" signifie en effet "l'île", mais surtout "la Péninsule" (arabique).

Oussama Ben Laden en Afghanistan d'où il lance, en août 1996, son appel au djihad.



Le Qatar, petit pays à la population réduite, investit volontiers une part de ses ressources colossales dans le soft power, cette puissance immatérielle que l'Arabie saoudite peine à mobiliser aussi agilement. Là où cette dernière promet, à fonds perdus, un salafisme obsessionnel, concentré sur les prescriptions vestimentaires, alimentaires et sociétales, le Qatar joue avec le feu de la "vraie" politique. Là où Riyad valide, auprès des dictatures arabes, des salafistes d'un loyalisme irréprochable, Doha fait le pari des opinions et leur soif de changement même brutal.

La multiplication des chaînes satellitaires a brisé le monopole des propagandes d'État dans le monde arabe. Cela faisait déjà longtemps que les populations des pays arabes voisins d'Israël s'autorisaient des escapades sur les chaînes de "l'ennemi sioniste" pour échapper à la langue de bois des médias officiels. Et les paraboles tournées vers le nord et les chaînes européennes ont transformé les pratiques culturelles dans l'ensemble du Maghreb. La chaîne de télévision, qui émet en continu à partir de 1998, devient la caisse de résonance de tous les exclus du système politique arabe, les islamistes bien entendu, mais aussi les jihadistes.

Une équipe d'Al Jazira suit ainsi, durant de longues semaines, Ben Laden en Afghanistan. Le reportage intitulé "Un homme contre un empire" est diffusé en juin 1999, juste après la décision du FBI de mettre la tête de Ben Laden à prix pour 5 millions de dollars. Le djihadiste apatride, paré du titre d'"ennemi public numéro 1" acquiert un statut d'icône planétaire.

Les camps d'entraînement d'Al Qaïda, dans l'est et le sud de l'Afghanistan, ne désemplissent plus. Ben Laden et Zawahiri décident alors de frapper le terri-



toire américain, afin de déclencher, en représailles, une intervention de "l'ennemi lointain" qui déstabilisera, au Moyen-Orient, "l'ennemi proche". Ce sont les attentats du 11 septembre 2001.

Ben Laden enregistre, pour Al Jazira, un discours appelé à être diffusé lors du début des frappes américaines sur l'Afghanistan. C'est chose faite le 7 octobre 2001, et le chef d'Al Qaïda, par le truchement d'Al Jazira, pénètre dans des centaines de millions de foyers. Il se pose en résistant, en lutte contre l'oppression israélienne en Palestine, et contre l'occupation américaine de l'Arabie.

## Chronologie des événements en Afghanistan depuis 2001 :

### 9 septembre

Attentat suicide contre le commandant Massoud, perpétré par les membres d'Al Qaïda, organisation dirigée par Oussama Ben Laden et basée en Afghanistan.

### 11 septembre

Attentats sur le sol américain. Dix-neuf terroristes affiliés à Al Qaïda détournent quatre avions de ligne pour les projeter contre les tours jumelles du World Trade Center et le Pentagone.

### 7 octobre

Les forces américaines et britanniques entament l'opération "Liberté immuable". Objectif : frapper massivement les installations stratégiques du régime des talibans qui ont refusé d'expulser Oussama Ben Laden.

### 4 décembre

Une large offensive américaine débute contre les talibans à Tora Bora, près de la frontière pakistanaise.

### 5 décembre

Les fractions afghanes s'accordent sur la création d'un gouvernement inté-

L'appel au djihad lancé par Ben Laden sur un message vidéo préalablement enregistré.

Il réchappera des frappes aériennes américaines à Tora Bora.



Le maquis afghan est en deuil depuis l'assassinat du commandant Massoud.

rimaire mené par le leader pachtoune Hamid Karzaï.

### 31 décembre

Une coalition internationale, l'ISAF (Force internationale d'assistance pour la sécurité en Afghanistan) est créée sous mandat de l'ONU. Elle compte 4 500 hommes sous commandement britannique.

## 2002

### 25 janvier

Hamid Karzaï désigne les 21 membres de la commission d'organisation de la "Loya Jirga", une assemblée de notables qui doit désigner, durant le mois de juin suivant, un gouvernement de transition de l'Afghanistan.

### 13 juin

Hamid Karzaï est élu par la Loya Jirga à la tête de l'autorité de transition qui gouvernera le pays au cours des deux années suivantes.

### 24 octobre

Un programme de désarmement vise à démolir 100 000 miliciens et à assurer l'autorité du gouvernement.

## 2004

### 4 janvier

Instauration d'un régime présidentiel pour une nouvelle Constitution.



**9 octobre**

Hamid Karzaï remporte l'élection présidentielle avec 55,4 % des votes.

**23 décembre**

Hamid Karzaï nomme un gouvernement dont la plupart des chefs de guerre sont exclus au profit de ses proches appartenant à la tendance réformiste.

**2006**

**Septembre**

Selon un rapport de l'ONU, la récolte d'opium prévue pour 2006 en Afghanistan représente 92 % de la production mondiale. En un an, la production a augmenté de 59 %.

**Octobre**

La mission de l'OTAN s'étend désormais à l'ensemble du territoire. Douze mille soldats américains passent sous commandement de l'OTAN, ce qui porte les effectifs de l'ISAF à environ 30 000 hommes, originaires de 37 pays.

**13 décembre**

Impuissant à freiner la montée des violences, Hamid Karzaï accuse le Pakistan de soutenir les talibans.

**2007**

**6 mars**

Lancement par l'OTAN de l'opération "Achille" destinée à sécuriser le sud du pays, à ce jour la plus grosse opération de l'Alliance.

**19 juillet**

Les talibans prennent en otage 23 évangélistes sud-coréens à Ghazni. Ils exigent, en échange des otages, la libération du même nombre de prisonniers talibans. Faute d'accord avec le gouvernement afghan, ils exécutent deux d'entre eux.

**2008**

**13 juin**

Un commando de talibans libère près de 1 000 détenus, dont près de 400 talibans, après une attaque de la prison de Kandahar.

**Juillet**

Une attaque-suicide devant l'ambassade d'Inde fait plus de 50 victimes. Des officiers américains, s'exprimant sous



couvert d'anonymat dans le New York Times, accusent les services secrets pakistanais d'avoir aidé les auteurs de l'attentat.

**18-19 août**

Dix soldats français sont tués dans une embuscade à 50 kilomètres de Kaboul, alors que les insurgés multiplient les attaques d'envergure à travers l'Afghanistan.

**9 septembre**

George Bush annonce l'envoi de 4 500 soldats supplémentaires. L'année 2008 a été la plus meurtrière pour les civils depuis le renversement du régime des talibans en 2001, avec 2 118 morts, soit une hausse de 40 % par rapport à 2007, selon un rapport des Nations-unies.

**2009**

**17 février**

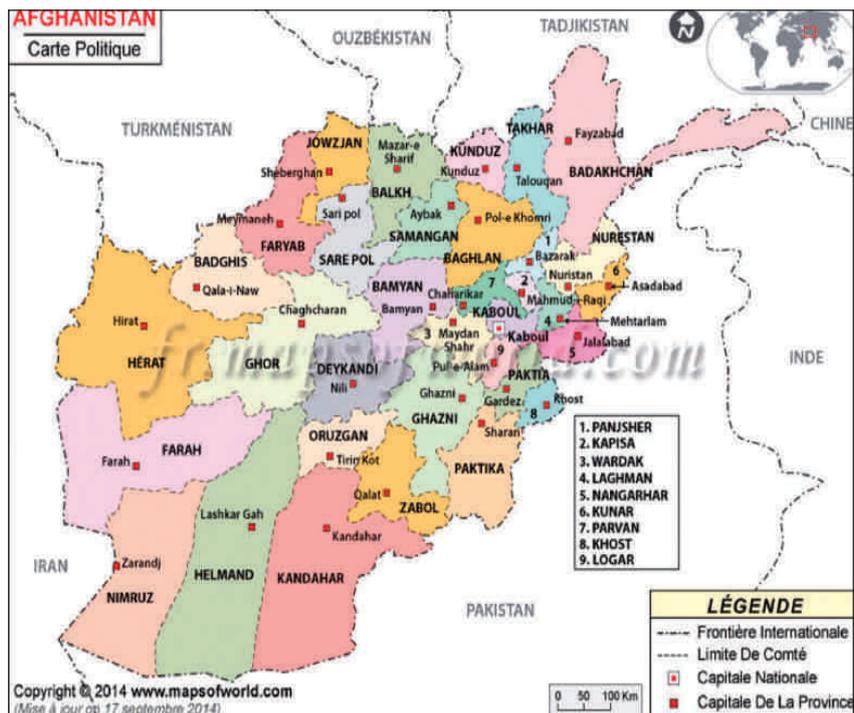
Le nouveau président américain, Barack Obama, annonce l'envoi de 17 000 soldats américains supplémentaires à partir du printemps.

**27 mars**

Barack Obama annonce une nouvelle stratégie en Afghanistan, à laquelle il veut associer le Pakistan. Les États-Unis enverront des centaines de coopérants civils et 4 000 soldats supplémentaires pour former les forces de sécurité afghanes, en plus des 75 000 soldats étrangers, dont 38 000 américains, déjà sur place.

**11 mai**

Le général David Mc Kiernan, com-





Localisation des bases des mouvements insurgés talibans en Afghanistan (en rouge sur la carte).

mandant des forces américaines et des forces de l'OTAN en Afghanistan, nommé par George Bush, est remplacé par le général Stanley Mc Chrystal.

#### 11 octobre

L'ONU reconnaît que les fraudes entachant la présidentielle afghane du 20 août, dont le résultat est toujours attendu, ont été "considérables".

#### Octobre-novembre

Hamid Karzaï accepte l'organisation d'un second tour face à son principal rival, Abdullah Abdullah, qui se retirera finalement de la course. Hamid Karzaï est déclaré élu par les autorités électorales du pays.

#### 1<sup>er</sup> décembre

Barak Obama annonce le déploiement accéléré de 30 000 soldats supplémentaires en Afghanistan. Le contingent américain en Afghanistan atteindra 100 000 hommes.

## 2010

#### 16 février

Le numéro 2 des talibans afghans, Abdul Ghani Baradar, est capturé au Pakistan.

#### 23 juin

Le général Petraeus remplace le général Mc Chrystal à la tête de l'ISAF (International Security Assistance Force).

#### Décembre

Le sommet de l'OTAN à Lisbonne. Les vingt-huit de l'organisation et leurs alliés fixent à 2014 la fin de l'engagement militaire en Afghanistan. À cette date, l'armée afghane prendra les commandes de la sécurité du pays.

Djalaludhin, l'auteur d'un attentat qui tua sept agents de la CIA en Afghanistan.

## 2011

#### 19 juin

Le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, confirme, pour la première fois, l'existence de contact avec les talibans en vue d'une sortie politique du conflit.

#### 22 juin

Barack Obama annonce le calendrier de retrait des forces américaines. Un tiers des 100 000 soldats devrait rentrer au pays d'ici à 2012, dont 10 000 dès cette année. Le retrait total est prévu pour 2014.

#### 23 juin

La France annonce "un retrait progressif" des renforts envoyés en Afghanistan, parallèlement au rapatriement programmé des forces américaines.

#### 7 octobre 2001

## «Guerre contre le terrorisme en Afghanistan»

L'intervention internationale en Afghanistan est la conséquence directe des attentats du 11 septembre 2001. Une enquête rapide des services secrets américains a montré que l'Afghanistan



abritait Oussama Ben Laden et les camps d'entraînement de l'organisation terroriste Al Qaïda, à l'origine des attentats.

Depuis 1996, le pays était sous la coupe d'une mouvance islamique obscure, formée dans les écoles coraniques du Pakistan voisin. Ses membres, appelés "talibans", d'un mot arabe qui signifie "étudiant", appartiennent pour l'essentiel à l'ethnie pachtoune, dominante en Afghanistan et très fortement représentée dans les zones tribales du Pakistan, de l'autre côté de la frontière.

À la demande de Washington, le Conseil de sécurité des Nations-unies exige du gouvernement afghan la « livraison immédiate et inconditionnelle de Ben Laden ». Le refus des talibans, sans appel, enclenche une riposte militaire. Dans la nuit du **7 au 8 octobre 2001**, surviennent les premières frappes américaines. L'Amérique arrive avec la coalition de l'Alliance du nord, nom donné au groupe armé afghan qui s'opposait aux talibans et à leur émirat islamique. De son vrai nom : Front islamique et national pour le salut de l'Afghanistan, sous le commandement du légendaire Massoud, assassiné en 2001. Ecrasés par les bombardements, les talibans se replient dans les provinces du sud, tandis que "les brigades internationales" d'Al Qaïda se concentrent dans le nord du pays.

Le **13 novembre 2001**, les troupes de l'Alliance du nord, alliées aux Occidentaux, entrent à Kaboul.

Le **27 novembre 2001** s'ouvre à Bonn (Allemagne) une conférence inter-afghane, qui réunit les différentes factions de l'opposition aux talibans, sous les auspices de l'ONU. Elle forme un gouvernement intérimaire avec, à sa tête, le pachtoune Hamid Karzaï. Elle constitue une force internationale sous mandat de l'ONU. Son commandement est confié à l'OTAN, dont c'est la première intervention dans cette région du monde. Mais les ambassades de Bonn dissimulent mal la réalité d'un pays toujours divisé en factions rivales. L'autorité du gouvernement de Kaboul ne dépasse pas les limites de la capitale. Un seul facteur unit les factions : l'at-

trait des dollars que déverse à profusion la coalition internationale (plus de 500 milliards en dix ans).

En dépit de ces faiblesses, la coalition et l'OTAN considèrent que leur mission est accomplie.

Ben Laden, assiégé dans l'est afghan, se croit condamné. Les responsables américains, pressés d'en finir et d'en découdre avec Saddam Hussein, sont persuadés qu'Al Qaïda est un épisode clos. Quant au Pentagone, il estime avoir renversé les talibans avec des pertes limitées et refuse d'exposer des troupes au sol pour éliminer Ben Laden, qui parvient à s'enfuir vers le Pakistan voisin. Al Qaïda s'est replié dans les zones tribales du Pakistan, sous la protection des services secrets pakistanais qui, officiellement, affichent néanmoins leur appui à la Coalition internationale.

Tout va basculer avec la décision de G. W. Bush d'abattre aussi le dictateur irakien Saddam Hussein. Peu à peu Washington doit relâcher sa pression sur l'Afghanistan.

Revigorés par l'enlèvement des Américains en Irak et le discrédit du gouvernement, les talibans en profitent pour se refaire une santé, avec le soutien discret mais efficace du Pakistan. Celui-ci préfère avoir en Afghanistan un pouvoir islamiste et sunnite, plutôt qu'un régime laïque et pro-occidental susceptible de faire alliance avec l'Inde et de le prendre en tenaille.

Localisation des talibans et des ethnies afghanes.



## De la guerre juste à l'enlèvement

Plus de 100 000 soldats auront foulé la terre afghane sans pouvoir concrètement soumettre les talibans. Le but ultime de cette guerre était d'éradiquer le terrorisme de cette région du monde et du nord-ouest du Pakistan, où les factions radicales agissent avec ruse et efficacité. Mais les soldats de la Coalition ont fini par reconnaître l'impossibilité d'une victoire totale contre des soldats aguerris de longue date, faisant corps avec les éléments naturels d'une terre ancestrale. Ils évoluent, se battent et se cachent dans un milieu qui leur est d'autant plus familier et favorable, qu'il est hostile et déroutant pour leurs adversaires.

La première revanche américaine sera considérée comme une guerre juste. Le Vatican l'approuvera au nom d'une défense qui revient de droit à un État agressé en plein cœur de sa capitale.

Mais cette guerre "juste" n'a pas atteint son but, puisque le grand coupable, Oussama Ben Laden, ne sera livré par les autorités pakistanaises que plusieurs années après. Cette guerre se maintiendra, en dépit des tentatives d'obtenir l'unité nationale. À la fin du mandat de G. W. Bush, les tensions s'amplifient. Les rapports des généraux commandant les opérations, Petraeus et Mc Kiernan, vont pousser le président Obama à présenter, en 2009, une nou-

velle stratégie, désormais fondée sur des négociations diplomatiques et une coopération économique visant la reconstruction du pays. Les principes psychologiques finissent par prévaloir, comme dans toute guerre enlisée. Pour cela, plutôt que de conquérir leurs montagnes inaccessibles, la stratégie adoptée vise gagner le cœur des Afghans. Il faut aussi concentrer les opérations autour de la guérilla, nécessaire, et capable encore de contrer l'action des talibans. De même qu'il faut renforcer l'armée nationale et la politique afghane pour les rendre les plus autonomes possibles. En politique, l'enjeu consiste à ne pas trop diaboliser les chefs talibans et à rétablir le dialogue, à leur donner un rôle réel dans le gouvernement national, capable d'endiguer la guerre et la corruption galopante.

Ce changement stratégique ne freinera pas les forces de la Coalition, qui continuent à pourchasser les chefs et à arrêter, parmi eux, les plus prestigieux, dont le chef suprême des talibans, "le *mollah Beradar*". Les commandos américains parviendront même à dénicher le célèbre Ben Laden à Abbottabad, au nord-ouest du Pakistan, et à l'abattre le 2 mars 2011. Celui qui incarnait le cauchemar de ce jour aux accents et aux couleurs apocalyptiques, et qui a fait inaugurer aux Américains le XXI<sup>e</sup> siècle dans le deuil et la douleur, a enfin été mis hors d'état de nuire. Mais le changement le plus notable de cette stratégie prend place dans le nord du pays, avec la guerre désormais menée par l'armée pakistanaise contre certains groupes talibans. Ces attaques sont, militairement et financièrement, appuyées par les forces de la Coalition.

### 19 juin 2011

Le secrétaire américain à la défense Robert Gates confirme, pour la première fois, l'existence de contacts avec les talibans, en vue d'une sortie politique du conflit.

### 22 juin 2011

Barack Obama annonce le calendrier de retrait des forces américaines. Un tiers des soldats devrait rentrer au pays d'ici 2012, dont 10 000 cette année. Le retrait total est prévu pour 2014.

### 23 juin 2011

La France annonce "un retrait pro-

gressif" des renforts envoyés en Afghanistan, parallèlement au rapatriement programmé des forces américaines.

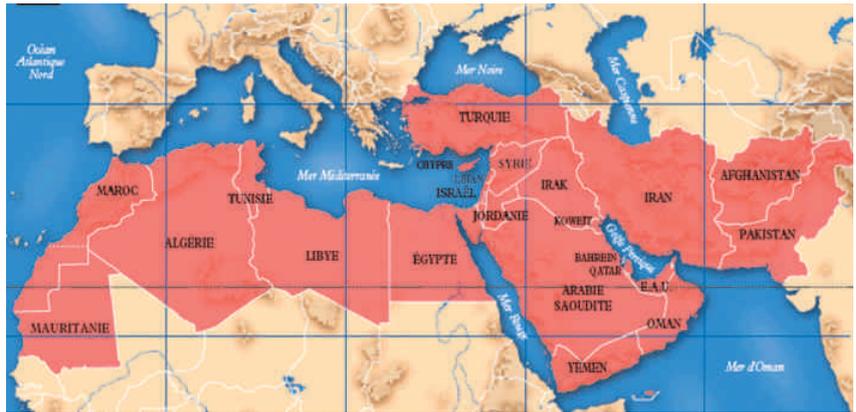
## Le Grand Moyen-Orient

Au cours de l'année 2002, alors que les armées américaines ferraillent en Afghanistan, G. W. Bush charge Colin Powell de tracer la politique américaine pour le monde arabe. Ce sera le "Us Middle East Partner Initiative" (MEPI) qui englobe une zone allant du Maroc au Pakistan, débordant ainsi du monde arabe sur le monde musulman.

**Le 26 février 2003**, devant "the American Enterprise Institute", G. W. Bush argumente : « Un Irak libéré pourra montrer comment la liberté peut transformer cette région, qui revêt une importance extrême. Il existe des signes encourageants de désir de liberté au Proche-Orient. Des chefs de file de la région parlent d'une nouvelle charte arabe qui prônerait la réforme intérieure, une plus grande participation politique, l'ouverture économique et le libre échange ».

Deux mois plus tard, une fois le domino irakien tombé, Bush se fait plus précis. Après avoir fustigé ceux qui « continuent de s'accrocher aux vieilles habitudes de direction despotiques, il ajoute : Les dictatures militaires et les gouvernements théocratiques ne mènent à rien d'autre qu'à l'impasse. » Priée de commenter ces propos, Condoleezza Rice, sa conseillère à la Sécurité, prononce cette autocritique inquiétante pour les alliés traditionnels de l'Amérique : « Nous avons trop longtemps toléré l'oppression au nom de la stabilité. Trop de liens nous ont conduits à fermer les yeux sur les responsabilités des dirigeants. Soixante ans de soutien inconditionnel de la part des États-Unis ont nourri trop de frustrations, de sentiments refoulés, d'idéologie de la haine. »

**Le 20 janvier 2004**, dans un discours sur l'état de l'Union, G.W.Bush déclare : « Tant que le Proche-Orient restera en proie à la tyrannie, au désespoir et à la colère, il continuera à produire des hommes et des mouvements qui mena-



cent la sécurité des États-Unis et de nos amis. L'Amérique poursuit une stratégie de la liberté au Proche-Orient. Nous allons défier les ennemis de la réforme. »

**Le 27 janvier 2004**, Dick Cheney, lors du forum de Davos, précise : « Aider les peuples du Moyen-Orient à surmonter leur déficit de liberté est, en fin de compte, la clé pour remporter la guerre globale contre le terrorisme. C'est l'une des grandes tâches qu'il nous appartient d'accomplir et elle exigera une résolution et des ressources pendant une génération et plus. »

Le Grand Moyen-Orient rêvé par G. W. Bush était plus vaste.



**Le 13 février 2004**, le quotidien de langue arabe Al Hayat, basé à Londres, publiait un document de travail intitulé "Partenariat G8" "Grand Moyen-Orient" en vue du sommet qui devait se tenir à Sea Island (Géorgie) aux États-Unis du 8 au 10 juin.

**Le projet fixe trois axes d'intervention :**

- Promouvoir la démocratie par le biais de la formation et de l'assistance technique et juridique aux élites politiques et au processus électoral.

- Construire une société de savoir par le biais de campagnes d'alphabétisation et de scolarisation, de formation d'enseignants, d'introduction de nouvelles technologies de l'information et de la communication...

- Accroître les chances économiques en développant l'initiative privée, la libéralisation des échanges, des transactions et des services financiers.

## Les critiques

### Les critiques du monde arabe

**Le 19 février 2004**, l'Égyptien Nader Fergany, rédacteur principal du rapport sur le développement humain arabe, publié dans Al Hayat un article comportant de virulentes critiques contre le projet de Grand Moyen-Orient.

Il dénonce « la mentalité arrogante de l'Administration américaine actuelle à l'égard du reste du monde, qui l'entraîne à agir comme si elle pouvait disposer du sort des États et du peuple ».

Il expose plusieurs raisons :

D'abord le fait qu'il est imposé de l'extérieur, sans consultation préalable des principaux intéressés. Ensuite, le "manque de crédibilité" d'une administration qui sème la corruption dans le monde arabe et menace ses intérêts. Enfin, il critique la volonté des États-Unis d'imposer leur modèle économique au Moyen-Orient, en ignorant les problèmes principaux du monde arabe. En conclusion, Fergany appelle les États arabes à rejeter le projet américain.

Le président égyptien Hosni Moubarak argumente : « L'initiative des réformes à introduire dans un groupe de pays doit naître chez ceux-ci et non à

Nader Fergany : des critiques sérieuses.



l'extérieur. De plus, les réformes ne doivent pas être faites d'une même manière dans l'ensemble des pays arabes. »

Le président yéménite Ali Abdallah Saleh déclare : « Il faut que nous nous coupions les cheveux avant que les Américains ne nous tondent. »

### Les critiques de l'Europe

**1** - Une zone géographique floue et hétérogène sur le plan historique, culturel, politique. Elle ne correspond à rien !

**2** - Une même stratégie, de la Mauritanie à l'Afghanistan, n'a aucun sens et traduit une méconnaissance de ces pays.

**3** - Les réserves portent sur l'absence de consultation préalable avec les gouvernements arabes, sur l'omission du conflit israélo-palestinien et, enfin et surtout, sur le peu de considération accordée au processus de Barcelone.

**4** - Étonnés que les Américains semblent découvrir les nécessités et les vertus d'un partenariat que l'Union européenne pratique depuis de longues années, les Européens ont exprimé leur crainte « que les États-Unis ne veuillent se servir de nos instruments pour faire avancer leur vision géopolitique du Proche-Orient et qu'ils nous demandent de financer ce plan titanesque ».

**5** - L'initiative du Grand Moyen-Orient n'est qu'une version élargie du processus de Barcelone, avec cependant une différence de taille : face aux 150 millions de dollars accompagnant le plan de travail du projet de Washington, la contribution financière de l'Union européenne, pour soutenir les pays de la zone sud et est de la Méditerranée, s'élève à 3 milliards d'euros par an. La différence est énorme.

**6** - Nécessité de trouver une solution au conflit israélo-palestinien, sans quoi « il y aura peu de chances de résoudre d'autres problèmes du Moyen-Orient ».

### Les critiques de la Russie

Elle exprime des réserves à l'encontre d'un projet qui représente une menace directe pour ses intérêts. L'initiative de la Maison Blanche participe de l'enjeu géostratégique tel qu'il a été formulé par Zbigniew Brzezinski : « L'Eurasie constitue l'axe du monde. Une puissance qui dominerait l'Eurasie exercerait une in-

fluence prééminente sur deux des trois régions productives du monde : l'Europe occidentale et l'Asie orientale... l'évolution des équilibres de puissance sur l'immense espace eurasiatique sera un impact déterminant sur la suprématie globale de l'Amérique. »

Le 7 juin 2004, Alexandre Iakovenko, porte-parole du ministère russe des Affaires Étrangères, a déclaré : « La Russie considère qu'une approche générale et multilatérale est nécessaire pour résoudre les problèmes du Moyen-Orient. »

### La composition

Le projet comprend 19 États arabes : Mauritanie, Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Égypte, Soudan, Jordanie, Arabie saoudite, Yémen, Oman, Émirats arabes unis, Bahreïn, Qatar, Koweït, Syrie, Liban, Irak, auxquels sont adjoints la Turquie, l'Afghanistan, le Pakistan et Israël. Une région qui s'étend sur trois continents de l'Atlantique à l'Indus, avec une superficie plus de quatre fois supérieure à l'Europe des 25 et une population dépassant les 600 millions de personnes. Une région déchirée, traumatisée par des guerres, traversée depuis un siècle par des crises centripètes, prise en tenaille entre les conséquences de l'ingérence tutélaire et colonisatrice des grandes puissances et les entraves d'un fondamentalisme religieux paralysant, avec des populations dont le niveau de vie par habitant est bien inférieur à la moyenne.

Georges Corm déclare : « Le gouvernement américain ayant échoué dans sa tentative de justification de l'invasion de l'Irak par la présence d'armes de destruction massive tente, maintenant, d'accréditer l'idée que sa présence militaire au Moyen-Orient est due à son désir de promouvoir la démocratie et la gouvernance. Cela n'a pas beaucoup de crédibilité, mais fait partie de la nécessité de faire de l'activisme justificatif de la guerre. »

Le concept de «Grand Moyen-Orient» avancé par G. W. Bush l'a été dans un contexte, très précis, de réelles difficultés pour les États-Unis, en raison d'un pourrissement de la guerre en Irak et du bourbier afghan. Mais son objectif relève d'une stratégie inscrite dans le long terme, parfaitement exprimée par Wil-



Le 29 janvier 2002, G. W. Bush, 43<sup>e</sup> président des États-Unis, prononce son discours sur l'état de l'Union. Il désigne trois pays ennemis de l'Union : la Corée du Nord, l'Irak et l'Iran.

liam Kristol et Lawrence Kaplan, quand ils affirment : « Notre suprématie ne peut pas être préservée à distance. L'Amérique doit, au contraire, se considérer comme une puissance européenne, une puissance asiatique et, bien entendu, une puissance moyen-orientale ».

Le 16 novembre 2004, lors de la désignation aux fonctions de secrétaire d'État de Condoleezza Rice, G. W. Bush a fixé à celle-ci ses grandes priorités : la lutte contre le terrorisme, la démocratisation du Grand Moyen-Orient et le conflit israélo-arabe. Nous sommes une nation en guerre. Nous mettons en place de nouvelles structures et des institutions, pour affronter les régimes hors la loi, pour nous opposer à la prolifération d'armes et de matériaux dangereux, et pour briser les réseaux terroristes.

## La guerre d'Irak

La guerre d'Irak a commencé le 20 mars 2003, avec l'invasion de l'Irak (dite «Opération pour la liberté»), par la Coalition, menée par les États-Unis contre Saddam Hussein.

L'invasion a conduit à la défaite rapide de l'armée irakienne, à la capture de Saddam Hussein et à la mise en place d'un nouveau gouvernement.

Cette guerre est, à ce jour, un modèle de mise en œuvre du concept de guerre préventive, développé par l'administration Bush, pour parer à la menace des armes à destruction massive, dont cette dernière affirmait, à tort, détenir la preuve dans un rapport présenté au Conseil de sécurité de l'ONU le 12 septembre 2002.

Le président G. W. Bush a officiellement déclaré l'achèvement des combats le 1<sup>er</sup> mai 2003, sous la bannière «mission accomplie».

## Chronologie de l'intervention américaine en Irak en quelques dates clés

**29 janvier 2002**

George W. Bush déclare que l'Irak, l'Iran et la Corée du nord forment un **"axe du mal"**.

**16 septembre 2002**

L'Irak accepte sans condition le retour des inspecteurs en désarmement.

**11 octobre 2002**

Le Congrès américain autorise le recours à la force armée contre l'Irak.

**8 novembre 2002**

La résolution 1441 du Conseil de sécurité de l'ONU donne 7 jours à Bagdad pour *"se conformer aux obligations de son désarmement"*.

**11 janvier 2003**

Une armée de 150 000 soldats américains est déployée dans le Golfe.

**30 janvier 2003**

Les chefs d'État de 8 pays européens se rangent derrière Washington.

**10 février 2003**

La France, la Russie et l'Allemagne se prononcent pour la poursuite des inspections en Irak.

**15 février 2003**

Dix millions de manifestants dans le monde, dont 200 villes américaines, contre une guerre en Irak.

Ci-dessous, Bombardements massifs sur Bagdad. À droite, manifestations à Washington contre la guerre en Irak.



**17 mars 2003**

George Bush donne 48 heures à Saddam Hussein pour quitter le pays. Le secrétaire d'État américain Colin Powell affirme qu'une coalition de 45 pays soutient les États-Unis contre l'Irak.

**20 mars 2003**

Début de l'opération *"Liberté pour l'Irak."*

**21 mars 2003**

Début des bombardements intensifs.

**22 au 23 mars 2003**

Nouvelles manifestations anti-guerre dans de nombreuses villes : 250 000 personnes à New York.

**6 avril 2003**

Les Britanniques contrôlent Bassorah. Entre le **9 et le 13**, les Américains contrôlent la plus grande partie de Bagdad, Mossoul, puis Tikrit, dernier bastion du régime.

**1<sup>er</sup> mai 2003**

George W. Bush déclare que *"l'essentiel des combats est terminé en Irak"*.

**30 mai 2003**

Opération *"Crotale du désert"* contre l'ancien bastion de Saddam Hussein au nord de Bagdad.

**2 octobre 2003**

Rapport du groupe d'inspection en Irak : aucune arme de destruction massive n'a été découverte.

**13 décembre 2003**

Arrestation de Saddam Hussein près de Tikrit.

**2 février 2004**

Création, sous pression du Congrès américain, d'une commission d'enquête



Des dollars fantaisistes pastichant la capture de Saddam Hussein.

sur d'éventuelles erreurs dans le dossier des armes de destruction massive.

**1<sup>er</sup> mars 2004**

Adoption d'une Constitution provisoire pour l'Irak.

**28 avril 2004**

Diffusion par CBS de photos de soldats américains infligeant des sévices à des Irakiens dans la prison d'Abou Ghraib. Le **7 mai**, Donald Rumsfeld présente des excuses pour les sévices infligés aux prisonniers.

**28 juin 2004**

Transfert de pouvoirs au gouvernement intérimaire irakien dirigé par Iyad Allouï.

**7 septembre 2004**

Rapport du chef des inspecteurs américains en Irak confirmant l'absence de stocks d'armes bactériologiques, chimiques ou nucléaires.

**2 novembre 2004**

Début d'une vaste offensive américaine sur Falloujah.

**30 janvier 2005**

Premières élections multipartites en Irak depuis 1953.



**6 - 7 avril 2005**

Le Kurde Jalal Talabani élu président, le chiite Ibrahim al-Jaafari nommé Premier ministre.

**24 septembre 2005**

Des dizaines de milliers de manifestants défilent à Washington contre la guerre.

**15 décembre 2005**

Élections législatives en Irak : victoire de l'Alliance unifiée irakienne (chiite).

**11 octobre 2006**

Le Parlement irakien adopte une loi créant un État fédéral.

**6 décembre 2006**

Le groupe d'études sur l'Irak, formé à l'initiative du Congrès américain, rend un rapport prônant un début de retrait des forces américaines pour tenter de sortir de la crise.

**30 décembre 2006**

Saddam Hussein est exécuté par pendaison pour le massacre de 148 chiites en 1982.

**10 janvier 2007**

George Bush annonce l'envoi d'un renfort de 21 500 soldats américains en Irak.

**17 mars 2007**

Cinquante mille manifestants à Washington à l'appel de l'organisation Answer.

**3 septembre 2007**

Retrait britannique de Bassorah.

**23 - 24 mars 2008**

La barre des 4 000 militaires américains tués est atteinte.

**9 septembre 2008**

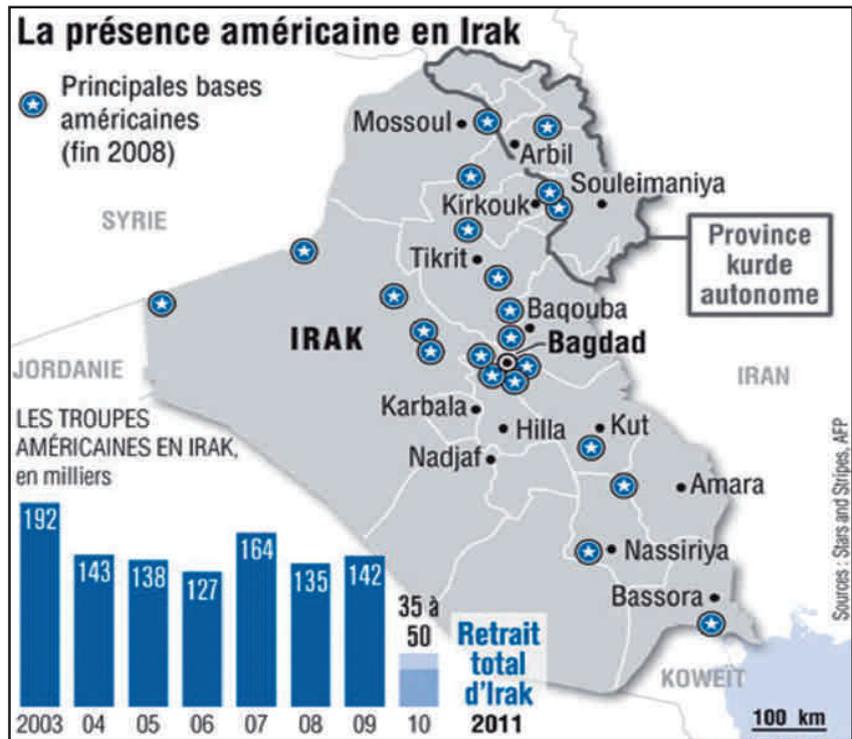
George Bush annonce le retrait de 8 000 soldats d'ici à février 2009 au profit de renforts en Afghanistan.

**27 février 2009**

Barack Obama promet le retrait progressif des troupes d'Irak ; il sera achevé fin 2011.

**14 avril**

Le Parlement élit à sa tête un dirigeant sunnite, Lyad Al Samarraï.



**30 juin**

Retrait des troupes américaines des villes d'Irak. Désormais, ce sont les 500 000 policiers et les 250 000 militaires irakiens qui prennent en charge la sécurité dans les localités.

**25 octobre**

Un double attentat, contre le ministre de la Justice et le siège du gouvernorat de Bagdad, tue au moins 155 personnes.

**6 décembre**

Après des mois de marchandage, vote d'une nouvelle loi électorale qui augmente le nombre de députés et réserve des sièges aux minorités.

**2010**

**Janvier**

L'interdiction d'élection, pour les législatives du 7 mars, faite à plus de 500 candidats accusés d'être des partisans du parti Baas, provoque des manifestations de protestation.

**Février**

Les juges désavouent une crise politique en les autorisant à participer au scrutin.

**7 mars**

Élections législatives. Les résultats,

trois semaines plus tard, donnent l'ancien Premier ministre par intérim (2004-2005) Lyad Allovi, vainqueur d'une courte tête devant la coalition du Premier ministre sortant Nouri al Maliki.

**Novembre**

Une série d'attaques terroristes frappe la communauté chrétienne d'Irak. Les dirigeants irakiens parviennent à un accord sur le partage du pouvoir huit mois après les élections : Djalal Talabani à la présidence et Nouri Al Maliki au poste de Premier ministre. Ousama Al Noujaïfi est élu président du Parlement.

**Décembre**

Parmi les 35 ministres figurent 20 chiïtes, 10 sunnites, 4 kurdes et 1 chrétien, respectant l'accord de partage de pouvoir entre les trois grandes communautés.

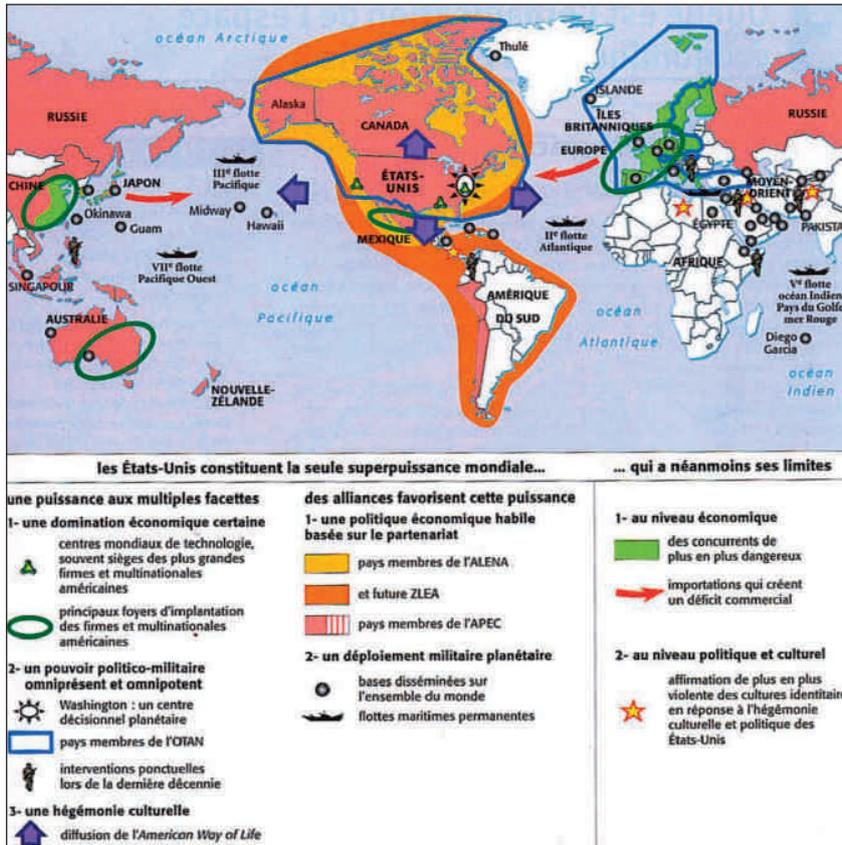
**2011**

**Janvier**

Le leader chiite radical Mogdada Sadr rentre en Irak après quatre années passées en Iran.

**Octobre**

Obama annonce le départ des 39 000 soldats américains encore stationnés en Irak, avant la fin de l'année 2011. (4)



## Les États-Unis : République impériale

178

Peut-on voir les États-Unis comme un empire et la guerre contre l'Irak comme une guerre impériale ?

Oui, sans le moindre doute, les États-Unis sont une puissance impériale, même si la forme qu'a prise cette puissance ne correspond pas aux critères classiques. Raymond Aron avait d'ailleurs intitulé le livre qu'il avait consacré à leur politique étrangère : *"République Impériale"*. Dans leur grande majorité, les Américains refusent de se considérer comme un empire, et le plus souvent, ce concept apparaît dans les regards extérieurs qui sont portés sur eux, plutôt que dans ceux qu'ils portent sur eux-mêmes.

Ce concept d'empire a une connotation négative aux États-Unis. Il évoque une autorité exercée à l'extérieur sur des populations, ce qui est contraire à l'idéal américain de *"gouvernement par le peuple"*. La notion d'empire, c'est-à-dire un ensemble de pays gouvernés par une même autorité, évoque, pour les Américains, l'impérialisme européen, alors

qu'eux-mêmes se perçoivent, précisément, comme une colonie révoltée contre la métropole britannique.

George W. Bush, dans son message sur l'état de l'Union de janvier 2003, a déclaré : *« Nous exerçons la puissance sans conquête et nous nous imposons des sacrifices pour la liberté d'étrangers. »*

Et pourtant... c'est un empire ! qui ne se traduit pas par une domination directe incompatible, nous l'avons vu avec l'image que les Américains ont d'eux-mêmes, mais repose sur un système d'alliances et de bases, sur une formidable capacité de projection de forces, sur des moyens de pression parfois irrésistibles, aussi sur le soft power (la capacité à modeler des règles de fonctionnement du système international et à diffuser ses concepts de par le monde). C'est un empire qui, aujourd'hui, s'est assigné la charge de protéger des valeurs qu'il considère comme universelles, et même de les imposer. Son autorité s'exerce d'autant plus qu'il n'y a, en face, aucune entité comparable et que, en particulier sur le plan militaire, pratiquement rien de sérieux ne peut se faire sans eux.

Évidemment, ce statut impérial s'est puissamment renforcé à partir de la fin de la guerre froide car, jusque-là, il y avait un monde bipolaire, deux modèles qui étaient en rivalité. Inversement, au début des années 1990, les États-Unis se sont retrouvés au centre de tout, et ils se sont métamorphosés en *"empire du milieu"* autour duquel le monde n'a guère eu d'autre choix que de graviter. Quatre traits ont caractérisé le système qui s'est alors instauré : La position centrale des États-Unis sur la plupart des grands dossiers internationaux. Le poids disproportionné des contraintes et des pressions intérieures américaines sur des décisions affectant le reste du monde. Le caractère crucial du rôle des États-Unis pour la plupart des autres pays (l'inverse n'étant pas vrai). La tendance de Washington à instrumentaliser les organismes internationaux au service direct de ses intérêts.

Elle a trouvé une nouvelle et irrésistible justification et une forme de légitimité dans les attentats du 11 septembre, dont l'impact sur la vision que les Américains ont du monde a été quasi sismique.

Dans l'administration de G. W. Bush, on retrouve, à de nombreux postes de responsabilités, des représentants aux vues très engagées, comme Paul Wolfowitz qui, dès 1992, s'était identifié à une fameuse doctrine. La *"doctrine Wolfowitz"* affirmait, en particulier, que les États-Unis devraient désormais veiller à ne laisser aucune superpuissance rivale émerger, bref, qu'ils devaient faire du maintien de leur primauté absolue leur grande priorité. Ce n'était pas devenu la position officielle. Mais elle l'est devenue officiellement en septembre 2002 dans la *"national security strategy"*.

Il ne fait aucun doute que la politique étrangère américaine a revêtu une dimension rhétorique quasi religieuse dans l'après-11-Septembre, dans la mesure où a resurgi l'idée, déjà présente dans la guerre froide, d'une lutte entre le Bien et le Mal (à l'époque, on opposait l'Amérique soumise à Dieu et le communisme athée).

Les attentats ont achevé d'assurer la prépondérance, au sein de l'administration Bush, de *"faucons"*. Comme vice-président, Dick Cheney a eu une grande influence. Il a fait nommer Rumsfeld à

la défense, Wolfowitz comme adjoint immédiat de ce dernier. Néanmoins, le 11-Septembre a joué le rôle de catalyseur. Il a provoqué le passage d'une situation encore floue à une situation plus claire, où les périls ont paru se dessiner de façon aveuglante. L'Amérique a découvert qu'elle était vulnérable et elle a découvert, d'une certaine façon, la dimension sinistre de cette globalisation dont elle s'était faite le plus ardent des champions.

Et le 11 septembre, les interrogations économiques se sont doublées d'une inquiétude d'ordre géostratégique. La possibilité qu'elle assurait aux hommes et aux capitaux de se déplacer avait créé un monde sans frontières, dans lequel l'Amérique se trouvait plus exposé que par le passé et où l'ennemi était souvent, quand il prenait le visage d'un terrorisme aux réseaux disséminés par le monde, difficile à localiser.

Les attentats ont pulvérisé ce qui est traditionnellement le principal obstacle à une politique américaine très activiste : la réticence du pays à accepter une politique étrangère au coût humain ou financier élevé. Ils ont progressivement neutralisé l'obsession héritée du Vietnam «zéro cercueil», le refus du public de voir des vies américaines perdues dans des interventions à l'étranger qui ne s'imposent pas à lui comme absolument nécessaires. Ils ont aussi permis au président d'ignorer ce qui, depuis les années Reagan, était apparu comme un objectif prioritaire : l'équilibre budgétaire.

Enfin, autre conséquence des attentats, ils semblent avoir persuadé les dirigeants américains qu'ils n'auraient aucune difficulté à entraîner derrière eux l'ensemble des démocraties industrialisées, Russie comprise.

Ce qui est neuf, désormais, c'est qu'ils n'estiment plus pouvoir se contenter de séduire par l'exemple, mais ont le droit et le devoir d'envoyer leurs légions pour convertir les marchés réfractaires au Bien, bref, d'instaurer, par la guerre quand cela est nécessaire, ce qu'ils appellent les institutions de la démocratie. L'idée est qu'ici, une fois l'Irak vaincu, on assistera peut-être à un effet «domino» à l'envers, dans lequel des régimes, comme ceux d'Iran ou de Syrie, feront l'objet de soulèvements internes de peuples désireux de connaître la liberté dont leurs voisins disposeront enfin. Wolfowitz croit probablement que les États-Unis doivent pratiquer une forme de wilsonisme impétueux et impérial, consistant à apporter, avec des divisions américaines, la démocratie au reste du monde.

Alors, pourquoi commencer par l'Irak et ne pas le faire avec la Corée du nord, membre éminent de l'axe du Mal ?

« Parce que l'Irak a commis de nombreuses agressions », répondent les dirigeants américains.

Mais on ne peut pas penser que, outre l'importance de l'Irak du fait de ses immenses ressources pétrolières, les États-Unis doivent faire un exemple là où cela paraît le plus facile.

Puisqu'il est important de restaurer la

capacité de dissuasion des États-Unis, il convient de remporter une victoire susceptible de marquer les contemporains de faire passer le message : les États-Unis sont déterminés, il serait très dangereux de les provoquer.

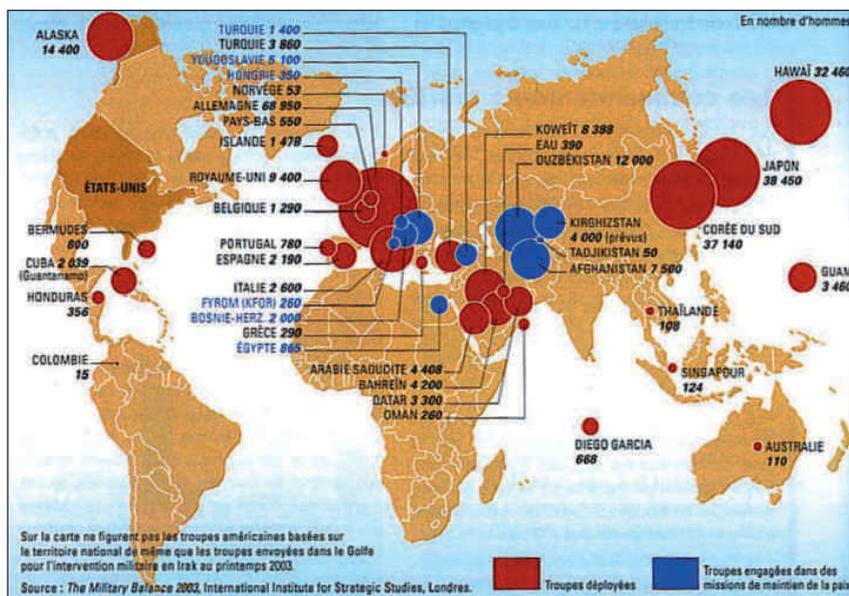
L'Irak a constitué une sorte d'incarnation insupportable, une décennie durant, de l'impuissance américaine. En janvier 2001, Madeleine Albright, alors qu'elle s'appretait à quitter le Département d'État : « *Ils nous ont laissé Saddam Hussein, nous le leur rendons* », «ils» étant l'administration de Bush-père. En fait, les néoconservateurs estiment que Bush-père a eu tort de ne pas aller jusqu'au bout et qu'en tout cas, il faudra y aller cette fois.

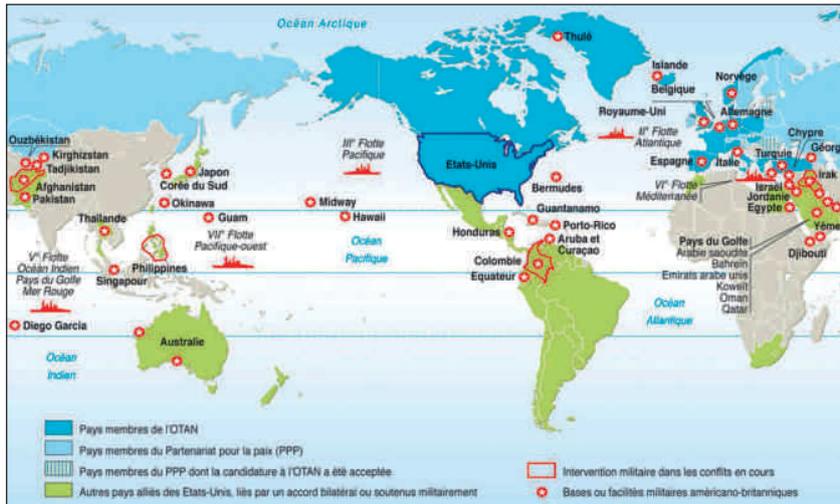
Les Européens redoutent de voir les États-Unis dresser le monde arabo-musulman contre l'Occident.

Les néoconservateurs, eux, estiment que, tout au contraire, le respect qu'inspirera une victoire américaine protégera Washington contre toute forme menaçante de contestation. Après tout, rappellent-ils, la «rue arabe» n'a guère bougé lors de la guerre d'Afghanistan.

Cela nous conduit à la réflexion suivante. Pour les États-Unis, c'est d'une grande banalité. Le plus difficile va être de gagner la paix. Sous cet aspect, le rôle de l'ONU dans la reconstruction, mais aussi dans la gestion, d'un Irak en transition vers un régime démocratique, va être une question clé, qui va placer la démocratie américaine face à un dilemme auquel elle ne pourra échapper. D'un côté, elle ne pourra envisager qu'avec difficulté de remettre à une organisation internationale, dont une partie de ses membres n'hésite pas à dénoncer l'inefficacité, voire la nocivité... la gestion des retombées d'une guerre qu'elle aura menée avec ses alliés anglais. De l'autre, à vouloir l'ignorer, elle prendra le risque de se retrouver isolée.

D'abord parce que les États-Unis vont avoir besoin de l'ONU pour légitimer le produit d'une guerre qui a été conduite hors de l'approbation du Conseil de sécurité et éviter d'aggraver un peu plus le danger de déstabilisation que leur intervention a engendré dans la région. Ensuite parce qu'il n'est pas sûr que leur système politique soit à même de supporter le poids d'une opération qui a





toutes les chances de se révéler longue, difficile, coûteuse. Enfin et surtout parce que, pour eux, le moyen le plus sûr, et en tout cas le meilleur marché, de défendre leurs intérêts est de définir ces derniers d'une façon susceptible de susciter un large consensus chez les partenaires et les alliés. C'est là, en effet, une contradiction que la politique des néoconservateurs a du mal à surmonter.

D'un côté, en effet, la "doctrine Wolfowitz" expliquait que, pour préserver leur primauté et s'assurer qu'aucune superpuissance rivale n'émergerait, les Américains devraient convaincre leurs concurrents potentiels qu'ils avaient tout à gagner au maintien de leur hégémonie, que celle-ci s'exercerait en harmonie avec leurs intérêts, qu'elle serait pour eux le moyen le moins coûteux de préserver ces derniers.

Cette idée a été reprise dans la National Security Strategy (septembre 2002), qui insiste sur la coopération entre les grandes puissances en même temps que sur la nécessité, pour les États-Unis, de veiller à ce qu'aucun concurrent ne menace leur primauté. D'un autre côté, la certitude que l'empire est

Paul Wolfowitz.



"bienveillant" et la conviction que l'acuité du danger justifie la "guerre préventive" peuvent conduire les États-Unis à vouloir se comporter, comme ils en donnent l'impression, à la fois en législateurs et en policiers du monde. Ils risquent alors de se trouver de plus en plus isolés et de trouver, cette fois à juste titre, que l'empire est décidément pour leur démocratie un "fardeau" trop lourd à porter. (5)

## «Liberté en Irak»

### Retour sur le fiasco de l'invasion américaine

Un mois avant le début de l'opération Liberté en Irak, Colin Powell, alors secrétaire d'État américain, brandit, devant le Conseil de sécurité des Nations-unies, une fiole censée contenir de l'anthrax pour prouver la présence d'armes de destruction massive en Irak.

Le 20 mars 2003, sans l'aval de l'ONU, les États-Unis de George W. Bush envahissent l'Irak. Près de 150 000 soldats américains pénètrent sur le territoire irakien en passant par le sud du pays et bombardent les grandes villes du nord, Mossoul et Kirkouk. L'armée américaine rencontre peu de résistance et progresse rapidement vers la capitale, Bagdad, qui tombe le 12 avril. Seule la garde républicaine irakienne, entraînée et bien équipée, aura pu contenir pour un temps l'offensive américaine.

La chute de Bagdad coïncide avec celle du régime de Saddam Hussein. L'opération américaine est officiellement déclarée terminée le 1<sup>er</sup> mai 2003. Très

vite, les États-Unis sont obligés d'admettre qu'aucune arme de destruction massive n'a été trouvée en Irak et que la rapidité avec laquelle le régime baasiste est tombé ne correspond guère à l'image d'un pays menaçant la sécurité mondiale.

Alors que Saddam Hussein, le président déchu, fuit vers le nord du pays, où il sera capturé à la fin de l'année avant d'être jugé puis exécuté, les autorités américaines mettent en place une autorité provisoire de la coalition. L'Irak est occupé par les États-Unis et ses alliés britanniques, australiens et polonais, et dirigé par cette autorité sise à Bagdad, présidée par le diplomate Paul Bremer.

Paul Bremer dirige l'autorité des Alliés à Bagdad. Il s'appuie sur les ethnies dans un climat de grande insécurité.



### Insurrections contre l'occupation américaine

Pendant plus d'un an, la souveraineté est exercée par l'armée américaine. Les forces de sécurité irakiennes, police et armée, sont démantelées. Une décision critiquée par la suite au sein même de l'administration américaine, tout comme l'éviction de tous les cadres du parti Baas, jugés responsables du délitement de l'État irakien. Les Américains jettent les bases d'un modèle politique communautaire pour les nouvelles institutions irakiennes.

L'autorité est ensuite transférée à un gouvernement de coalition irakien alors que viennent d'apparaître les premières insurrections contre l'occupation américaine.

À Fallouja, des miliciens sunnites, dont la branche irakienne d'Al-Qaïda dirigée par Abou Moussab Al-Zarkawi, commettent plusieurs attentats-suicides contre des positions de l'armée américaine. Côté chiite, la milice religieuse radicale de Moqtada Al-Sadr prend le contrôle du quartier de Sadr City à Bagdad, s'en prenant, elle aussi, aux troupes américaines.

Les premières élections libres se déroulent dans un climat de tension entre sunnites et chiïtes en **janvier 2005**. Elles sont remportées par la coalition chiïte de l'ayatollah Ali Sistani, la plus haute autorité religieuse chiïte du pays. Quelques mois plus tard, le gouvernement irakien de transition prend ses fonctions avec, à sa tête, le chiïte Nouri Al-Maliki.

### La guerre civile de 2006-2007

Les États-Unis annoncent un premier retrait d'une partie de leurs troupes pour 2006 alors que les nouvelles forces de sécurité irakiennes, recrutées et entraînées par une mission de l'OTAN, sont encore loin de pouvoir assurer la sécurité du pays. Mais l'année 2006 marque aussi le début de la période la plus violente depuis l'invasion américaine.

L'attentat perpétré en **février 2006** contre la mosquée d'Or à Samarra, un des mausolées chiïtes les plus importants, symbolise le début de la guerre civile qui ravage le pays pendant près de deux ans. Trois ans après la chute du régime de Saddam Hussein, les attentats sont alors quotidiens et causent la mort de milliers de civils – 112 000 personnes auraient trouvé la mort dans des attentats depuis 2003.

Les djihadistes sunnites menés par Zarkaoui et les différentes milices



À Bagdad les attentats se multiplient.

chiïtes s'opposent pour le contrôle des villes principales. Mosquées et quartiers changent de main au rythme des combats sans que l'armée américaine réussisse à rétablir la stabilité.

### “Acheter la paix”

Incapable de ramener la paix, l'état-major américain change alors de stratégie et décide, au début de **2007**, “d'acheter la paix”. De l'argent est proposé à des milliers d'insurgés en échange de leur soutien. Appelées “Sahwa”, ces milices, composées de sunnites à 80 %, vendent leur services à l'armée américaine. Au début de 2008, ce sont plus de 80 000 insurgés qui ont été achetés par les Américains. Le nombre d'attaques baisse ainsi de 70 % environ.

Parallèlement à cette nouvelle stratégie, le Congrès américain approuve l'envoi d'un renfort important en Irak. Au

moins 20 000 soldats supplémentaires sont envoyés sur place, portant le contingent américain à 170 000 personnes. L'action des Sahwa, conjuguée aux renforts de troupes, permet une amélioration de la situation. Les Américains parviennent notamment à démanteler la milice chiïte de Moqtada Al-Sadr au cours d'une grande offensive à Basorah. L'extrémiste religieux fuit en Iran et le quartier de Sadr City est libéré. C'est la fin de la guerre civile qui a détruit le pays et causé le départ de 2,4 millions d'Irakiens à l'étranger.

### Retrait total à la fin de 2011

Dans le courant de 2008, l'armée américaine restitue progressivement l'autorité de chacune des provinces du pays aux forces de sécurité irakiennes avant de se replier dans des bases éloignées des villes. Le 18 décembre 2011, le dernier soldat américain quitte le sol irakien après neuf ans d'occupation. Près de 4 500 soldats sont morts pendant cette période.

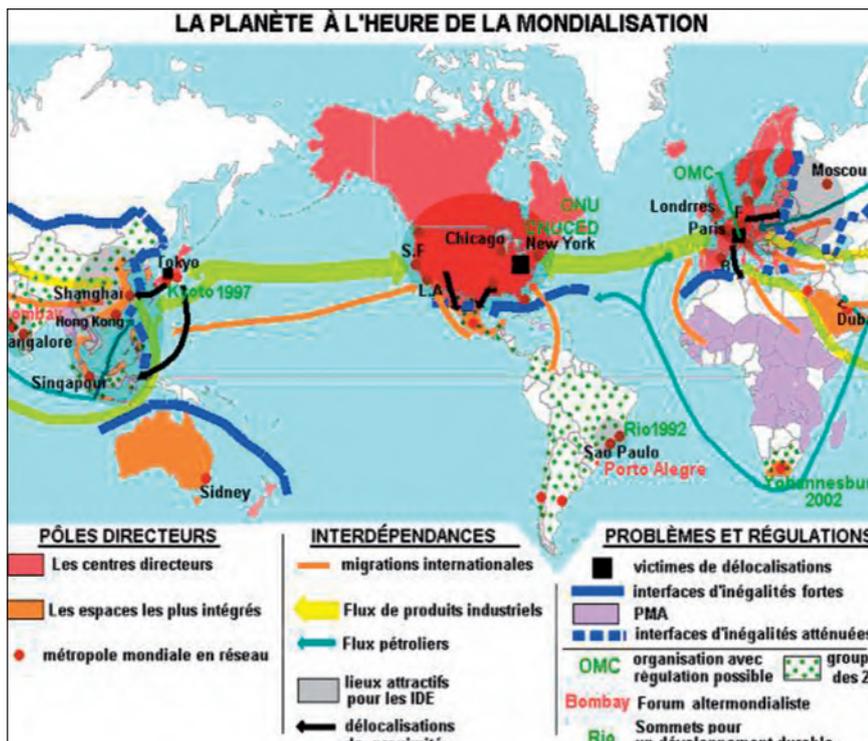
En choisissant le retrait total des troupes à la fin de 2011, Barack Obama respecte l'accord signé avec Bagdad en 2008. Le coût exorbitant de l'opération, près de 600 milliards de dollars, et le volume des pertes humaines ont obligé le président américain à renoncer à prolonger la présence de ses troupes, ce qui avait été envisagé un temps.

Dans un contexte de crise économique et quelques mois avant les élections de 2012, la décision de Barack Obama répond aux exigences de l'opinion publique américaine.

La réalité du terrain aurait pu justifier de repousser le départ, jugé prématuré par une partie de la classe politique à l'époque, qui jugeait trop grand le risque d'une prise de pouvoir par les groupes djihadistes. Les républicains, John McCain en tête, reprochent aujourd'hui à Barack Obama de ne pas avoir su négocier le maintien d'une force résiduelle en Irak, qui aurait empêché l'insurrection actuelle.

### La montée de l'insurrection sunnite

Le pays est, en effet, loin d'être pacifié. Quelques jours après le retrait total des troupes américaines, le gouvernement chiïte de Nouri Al-Maliki lance une vague d'arrestations dans les milieux





À gauche, «Sahwa», la paix s'achète.  
À droite, La montée de l'insurrection sunnite.



sunnites accusés d'être restés fidèles au baasisme. C'est le début de l'insurrection sunnite. Se disant victime de discrimination de la part du pouvoir chiïte, la minorité sunnite reproche au Premier ministre Nouri Al-Maliki ses dérives sectaires et sa violence.

C'est dans ce contexte qu'apparaissent diverses milices djihadistes sunnites, liées aux rebelles syriens en lutte contre Bachar Al-Assad, dont l'EIIL (État islamique en Irak et au Levant), à l'origine de l'offensive lancée en **janvier 2014** contre le gouvernement irakien.

Si la présence américaine en Irak se résume aujourd'hui à quelques centaines de personnes chargées de la sécurité du personnel diplomatique, les États-Unis assurent cependant un soutien logistique considérable. D'après le Pentagone, 11 milliards d'euros d'assistance militaire ont été fournis à l'Irak ces cinq dernières années. Chars, hélicoptères et armes légères ont déjà été livrés dans le cadre de ce soutien logistique et la Maison Blanche a annoncé, jeudi **12 juin**, que du matériel supplémentaire serait livré rapidement.

Quelques jours avant le retrait des troupes, le **14 décembre 2011**, Barack Obama déclarait que les États-Unis laissaient derrière eux un Irak « *souverain, stable et autosuffisant* ». Au vu de

la situation actuelle et après avoir reçu un appel à l'aide du Premier ministre irakien, le président américain a déclaré, jeudi **12 juin**, n'exclure aucune option concernant l'Irak. Il s'est donné plusieurs jours pour étudier toutes les options à sa disposition. <sup>(6)</sup>

## Pourquoi Bush a-t-il envahi l'Irak ?

Par Paul Craig Roberts

**Les soldats américains se battent et meurent en Irak depuis 2003 et les Américains ne savent pas pourquoi.**

Toutes les raisons que le président Bush nous a données pour faire sa guerre sont fausses. Bush a dit qu'il envahissait l'Irak « *pour désarmer l'Irak de ses armes de destruction massive, pour mettre fin au soutien de Saddam Hussein au terrorisme et pour libérer le peuple irakien* ».

Nous savons maintenant que ces prétextes étaient faux. La désinformation sur l'Irak a été produite par une petite unité au sein du Pentagone, conduite par [Donald] Rumsfeld, [Paul] Wolfowitz et [Douglas] Feith. Cette unité a opéré en dehors des canaux officiels des services de renseignements de la CIA et de la DIA. Son but était de créer de faux renseignements pour permettre à Bush d'initier la guerre contre l'Irak.

Le président Bush savait-il que les affirmations placées dans ses discours par ceux qui les écrivaient étaient fausses ?

Qui a donné l'ordre à ceux qui écrivaient ses discours d'incorporer volontairement des mensonges dans les discours du président ? Pourquoi le vice-président Cheney, le secrétaire

Pendant ce temps, Vladimir Poutine développe ses missiles.

d'État [Colin Powell], la conseillère à la Sécurité nationale [Condoleezza Rice] et le secrétaire à la Défense [Donald Rumsfeld] ont-ils tous menti au peuple américain et au monde entier ?

### Quel était le véritable agenda ?

Des millions d'Américains sont arrivés à leurs propres conclusions sur les raisons de l'invasion de Bush :

**1) Le pétrole :** le gouvernement américain veut s'accrocher à sa puissance en étendant son contrôle sur le pétrole et Bush et Cheney veulent récompenser leurs petits copains des compagnies pétrolières.

**2) Le complexe militaro-industriel :** les agences policières privilégient la guerre comme moyen d'étendre leur pouvoir et les industries militaires privilégient la guerre comme moyen d'étendre leurs profits.

**3) L'idéologie néoconservatrice :** les néoconservateurs croient en « *l'exception américaine* » et soutiennent que la vertu américaine donne au gouvernement le droit et l'obligation d'imposer l'hégémonie étasunienne sur le reste du monde, en particulier au Proche-Orient, où les États musulmans indépendants s'opposent au vol de la Palestine par Israël.

**4) Karl Rove [le conseiller spécial de Bush] :** Rove s'est servi du rôle du « *président en guerre* » pour sauver Bush de l'attaque par les Démocrates disant qu'il était un président illégitime élu par la voix de la Cour suprême des États-Unis.

**5) Le droit légitime des Américains après le 11-Septembre** et leur désir de vengeance.

Toutes ses raisons sont arrivées ensemble pour livrer une guerre cruelle contre un peuple innocent.



Il peut y avoir des raisons que nous ignorons. Puisqu'il est désormais admis que toutes les raisons invoquées pour cette guerre sont fausses ou illégitimes, la question est : pourquoi Bush continue-t-il de persister dans une guerre coûteuse et les raisons explicites pour lesquelles nous savons maintenant qu'elles étaient des erreurs ? Il n'y avait pas d'armes de destruction massive, pas de liens avec al-Qaïda et Bush a installé un gouvernement irakien fantoche qui ne peut pas s'aventurer en dehors de la "zone verte" lourdement fortifiée et protégée par les États-Unis. Le gouvernement irakien ne gouverne rien.

### Une guerre sans cause est un crime, pas une guerre.

Que Bush persiste dans une guerre pour laquelle il ne peut apporter aucune raison légitime indique qu'il y a un agenda secret qui n'a pas été partagé avec le peuple américain ! Sommes-nous en train de connaître la privatisation du gouvernement étasunien par les agences policières, le complexe militaro-sécuritaire et le lobby d'Israël ?

Que le peuple américain et ses représentants élus continuent de tolérer une guerre qui a tué et estropié des milliers de leurs propres soldats, qui a détruit les infrastructures d'un pays, qui a tué des centaines de milliers de civils irakiens et créé quatre millions de réfugiés sans aucune raison soulève de sérieuses questions sur la moralité du peuple américain.

L'impuissance du mouvement pour la paix est-elle due à la puissance du lobby d'Israël ou les Américains sont-ils devenus moralement dégénérés, ainsi que les commentateurs l'affirment de plus en plus souvent ?

Une indication serait la réponse des candidats présidentiels à cette guerre gratuite et ratée. Ce que nous avons vu lors du débat des candidats présidentiels républicains le 5 juin est incohérent avec l'amour-propre du peuple américain. Tous les principaux candidats présidentiels républicains soutiennent ouvertement et avec nonchalance l'utilisation d'armes nucléaires contre l'Iran, à moins que l'Iran ne renonce à son droit d'enrichir l'uranium en vertu du traité de non-prolifération, dont l'Iran est signataire (ce qui n'est pas le cas d'Israël, de l'Inde et du Pakistan pantin des États-Unis, qui tous possèdent des armes nucléaires).

Pendant six années et demie, le régime de Bush a compté sur la coercition, l'intimidation, la guerre et les menaces de guerre. La diplomatie et la bonne volonté auront été dédaignées.

Le bellicisme flagrant de ce régime a fait renaître la course aux armes nucléaires. La Chine et la Russie regardent l'offensive de l'Amérique pour l'hégémonie mondiale avec une grande inquiétude. La Chine a placé des MBIC [missiles balistiques intercontinentaux] sur des plates-formes mobiles pour accroître leur capacité à survivre dans le cas d'une attaque américaine. La Russie a

développé de nouveaux MBIC à têtes multiples, qui peuvent pénétrer toute défense antimissiles connue, et de nouveaux missiles de croisière, dont Poutine déclare qu'ils viseront l'Europe si les États-Unis persistent dans leur encerclement militaire agressif de la Russie.

Une administration qui ressuscite la menace de l'apocalypse nucléaire pour que ses petits copains du complexe militaro-industriel puissent devenir encore plus riches est diabolique au-delà de tout entendement. (7)

### Le "non" à la guerre en Irak a coûté 4 milliards à la France.

Le journaliste Vincent Nouzille raconte comment l'administration Bush a fait payer à Chirac le prix de sa "trahison". Dans son livre "Dans le décret des présidents", le journaliste Vincent Nouzille raconte par le menu la manière dont l'administration Bush a fait payer 5,5 milliards de dollars (4 milliards d'euros) à la France comme prix de sa "trahison" lors du déclenchement de la guerre en Irak en 2003.

La Maison Blanche demeure, en cette fin de 2003, très rancunière. George Bush souhaite même mettre la France à l'amende de manière sonnante et rébuchante. Car l'Irak coûte 70 milliards de dollars [50 milliards d'euros, ndr] par an au budget américain. Washington ne veut pas être seul à supporter le coût des opérations militaires et de la reconstruction. Paris devrait partager le fardeau, ne serait-ce que pour compenser son refus d'envoyer des troupes aux côtés des GI's. Durant quelques mois, la Maison Blanche va mener une intense campagne de pression sur l'Élysée afin d'obtenir un chèque de Paris. Le plus surprenant, c'est que Jacques Chirac finira par y céder, piétinant ses propres principes, mais sans le crier sur les toits de peur d'être critiqué pour un geste qui coûtera plusieurs milliards d'euros à la France...

Les coulisses de cette victoire de Bush, passée inaperçue, révèlent la force du rouleau compresseur américain. Le président des États-Unis commence son harcèlement à l'automne 2003. [...]

Chirac à Bush : «Avant de me piquer 4 milliards, tu ferais bien d'enlever cette mouche de ton nez».



## Les principaux créanciers de Saddam Hussein

À défaut d'obtenir une grosse rallonge financière directe, la Maison Blanche revient à la charge sur un autre dossier économique sensible : celui de la dette irakienne, accumulée depuis des années par le régime de Saddam Hussein. Le montant des impayés, qui correspond à des achats militaires ou civils de la dictature, atteint plus de 120 milliards de dollars, en tenant compte des arriérés d'intérêts. Les principaux créanciers de l'Irak sont le Japon, la Russie, la France et l'Allemagne.

Coïncidence ou non, ces trois derniers pays se sont opposés à l'offensive américaine. La Maison Blanche voit donc un double avantage à obtenir un abandon de créances en faveur de Bagdad : cela permettrait à l'Irak "nouveau" de repartir sur des bases économiques plus saines, sans ce lourd fardeau à rembourser ; et il y aurait un petit parfum de revanche à faire assumer cet effacement de dettes par des pays si peu coopératifs ! [...] Lorsque [l'émissaire américain, ancien secrétaire d'État, ndlr] James Baker rencontre Jacques Chirac, le mardi 16 décembre 2003, la position française est plutôt prudente. La France ne souhaite pas faire de cadeau particulier à l'Irak. [...] [Baker obtient ensuite de Chirac que la réduction de la dette irakienne soit d'environ 50 %, ce qui représente déjà un effort énorme, ndlr.]

George Bush ne se contente pas de la réduction de moitié de la dette irakienne. Il veut obtenir davantage. En mars 2004, à l'occasion d'un coup de téléphone à Jacques Chirac, [...] le président américain demande à son homologue français d'« examiner avec la plus grande attention » la lettre qu'il va lui envoyer au sujet de la dette irakienne. La position des États-Unis se dévoile rapidement : ils réclament une annulation de 95 % de la dette irakienne, autrement dit un effacement quasi complet de l'ardoise !

[...] Au fil des semaines, les négociateurs américains gagnent du terrain. Ils obtiennent des promesses d'appui de leurs "bons" alliés, comme le Royaume-Uni, le Canada, l'Italie et le Japon. Le Fonds monétaire international (FMI) apporte un peu d'eau à leur moulin, esti-

mant qu'une annulation de 70 % à 80 % serait nécessaire pour que l'Irak puisse tourner la page du passé.

Dans une note au président Chirac, avant le dîner qui doit avoir lieu à l'Élysée le 5 juin 2004, en l'honneur de George Bush venu commémorer le D-Day, ses conseillers estiment que la requête américaine serait « coûteuse pour la France », qui est le troisième créancier de l'Irak avec 6 milliards de dollars d'impayés. Surtout, selon eux, elle pose fondamentalement des "problèmes de principe" : « Nous ne pouvons pas moralement accorder à l'Irak, un pays potentiellement riche, peu peuplé et qui dispose des deuxième réserves de pétrole du monde, des annulations comparables à celles dont bénéficient les pays les plus pauvres et les plus endettés de la planète (80 % à 90 %).

Alors qu'en termes d'effort, nous allons déjà faire en six mois [pour l'Irak] ce que nous avons mis plus de dix ans à faire [pour les 37 pays éligibles au plan d'aide exceptionnel de pays pauvres, appelé PPTE]. »

Bref, il n'est pas question d'aller au-delà des 50 % promis à James Baker ! Ce cadeau est déjà disproportionné comparé aux autres pays. Les conseillers recommandent à Jacques Chirac de tenir bon devant Bush. [...] La discussion s'achève sur un constat de désaccord. [...] Pourtant, soumis aux charges répétées de Washington et de ses alliés, l'Élysée va craquer.

La dernière session de négociations se déroule à Bercy durant trois journées complètes, en novembre 2004. L'ambiance est à couper au couteau. [...] « La pression américaine était énorme. Je n'ai jamais vécu une négociation aussi unilatérale que celle-là », témoigne Jean-Pierre Jouyet, qui présidait les séances. Au bout de trois jours, le front des

créanciers se fissure. Jean-Pierre Jouyet poursuit :

« J'ai appelé Maurice Gourdault-Montagne [le conseiller diplomatique de l'Élysée, ndlr], qui était avec le président Chirac à un Conseil européen, et je lui ai décrit la situation : les Allemands venaient de lâcher subitement, sans concertation préalable, probablement pour se faire bien voir des Américains. J'ai donc expliqué que nous pouvions continuer de tenir tête, mais que nous étions seuls. Gourdault-Montagne m'a répondu qu'il allait en parler au président Chirac. Il m'a ensuite rappelé pour me dire que le président avait décidé de ne plus s'opposer au consensus. J'ai donc appliqué ces instructions de l'Élysée.

Nous n'aurions sans doute pas pu récupérer grand-chose de nos créances, mais je ne suis pas sorti très content de cette négociation, c'est le moins que l'on puisse dire. » « Nous ne l'avons pas fait pour Bush, mais pour les Irakiens. C'était d'ailleurs le tarif à payer par tous les créanciers », plaide Jean-David Levitte, qui a suivi le dossier comme ambassadeur à Washington.

« Présidente du club de Paris, la France a fait aboutir une solution audacieuse, généreuse et exceptionnelle du problème de la dette (80 % en trois étapes). Cet allègement signifie pour nous une annulation de créances de 5,5 milliards de dollars. »

Cinq milliards et demi de dollars ! Il s'agit d'un chèque colossal, puisqu'il représente plus de 4 milliards d'euros, soit dix fois le coût annuel des forces françaises en Afghanistan. Ou 80 fois l'annulation de la dette consentie à Haïti après le tremblement de terre de janvier 2010...

Bush a bien réussi à faire payer Chirac. Très cher.

Vincent Nouzille, Dans *Le secret des présidents*, Fayard/Les Liens qui libèrent, 2012.



## Échec d'une guerre pour le pétrole

par Jean-Pierre Séréni

Longtemps, les responsables américains l'ont affirmé : l'invasion de l'Irak n'était pas destinée à s'emparer du pétrole. Pourtant, des documents récemment déclassifiés racontent une autre histoire.

Pour la population irakienne, c'est une évidence ; pour les "faucons" du Pentagone, un contresens.

La guerre d'Irak qui, depuis mars 2003, a fait au moins six cent cinquante mille morts, un million huit cent mille exilés et autant de personnes déplacées, a-t-elle été une guerre pour le pétrole ?

Grâce à une série de documents américains récemment déclassifiés (1), et malgré les dénégations de Mr George W. Bush, de son vice-président Richard ("Dick") Cheney, de son ministre de la Défense Donald Rumsfeld, ainsi que de leur fidèle allié Anthony Blair, Premier ministre britannique au moment de l'invasion, l'historien peut désormais répondre à cette question par l'affirmative.

En janvier 2001, quand il arrive à la Maison Blanche, Mr Bush doit faire face à un problème déjà ancien : le déséquilibre entre la demande de pétrole, qui augmente rapidement en raison de la montée en puissance des grands pays émergents comme la Chine ou l'Inde, et une offre qui ne suit pas. La seule solution envisageable se trouve dans le Golfe, qui abrite 60 % des réserves mondiales, avec trois géants, l'Arabie saoudite, l'Irak et l'Irak, et deux autres producteurs importants, le Koweït et les Émirats arabes unis.

**Aucun salarié d'Exxon n'est prêt à "se faire tuer pour un puits".**

Pour des raisons soit financières, soit politiques, la production piétine. Dans la péninsule arabique, les trois riches familles régnantes, les Al-Saoud, les Al-Sabah et les Al-Nahyane, se contentent du niveau très confortable (compte tenu de leur faible population) de leurs recettes, et préfèrent garder leur brut sous terre. L'Irak et l'Irak, qui disposent ensemble de près du quart des réserves mondiales d'hydrocar-



Les flammes sortent de cette raffinerie à Erbil, dans le Kurdistan irakien... Tout marche... pour les pétroliers.  
Photo prise le 16 août 2014.

bures, pourraient combler l'écart entre l'offre et la demande, mais ils sont soumis à des sanctions – uniquement américaines pour Téhéran, internationales pour Bagdad – qui les privent des équipements et des services pétroliers indispensables. Et Washington, qui les range parmi les "États voyous" (rogue states), se refuse à y mettre fin.

Comment, alors, tirer plus de pétrole du Golfe sans mettre en danger la suprématie américaine dans la région ? Les néoconservateurs – à l'origine, des intellectuels démocrates gagnés à un impérialisme décomplexé après la chute de l'Union soviétique – croient avoir trouvé la solution. Ils n'ont jamais admis la décision du président George Bush senior, en 1991, lors de la première guerre du Golfe, de ne pas renverser Saddam Hussein. Dans une lettre ouverte au président Bill Clinton inspirée par leur "Projet pour un nouveau siècle américain" (PNAC), ils préconisent dès 1998 un changement de régime en Irak. La ligne des néoconservateurs est simple :

il faut sortir de force Hussein de Bagdad et faire entrer les majors américaines en Irak. Plusieurs signataires du PNAC se retrouvent à partir de 2001 dans les équipes de la nouvelle administration républicaine.

Deux options sont proposées aux décideurs de Washington et de Londres : revenir de fait au régime des concessions en vigueur avant la nationalisation de 1972, ou vendre les actions de l'Iraqi National Oil Company (INOC) sur le modèle russe, en donnant à la population des bons (vouchers) cessibles. En Russie, ce système a abouti très rapidement à la mise à l'encan des hydrocarbures de la Fédération au profit d'une

poignée d'oligarques devenus riches du jour au lendemain.[...]

Le choc de l'invasion sur l'industrie pétrolière irakienne s'avère dévastateur. Moins du fait du déluge de bombes et de missiles largués par l'aviation américaine que du pillage généralisé dont est victime l'État dans toutes ses incarnations : administrations, écoles, universités, archives, bibliothèques, banques, hôpitaux, musées, entreprises sont systématiquement dépouillés, vidés, saccagés. Les appareils de forage sont démantelés pour les hypothétiques bouts de cuivre qu'ils renferment, laissant des carcasses désossées et inutilisables. Les pillages durent dix semaines, du 20 mars à la fin mai 2003. Un tiers des dommages infligés à l'industrie pétrolière l'ont été pendant les combats, les deux tiers ensuite.

**«Le pillage a été général, le matériel a été volé, les bâtiments ont été incendiés»**

Tout se déroule au nez et à la barbe de la task force RIO (Restore Iraq Oil), encadrée par le prestigieux US Army Corps of Engineers (corps des ingénieurs) et de ses cinq cents sous-traitants, pourtant spécialement préparés et entraînés à protéger les installations pétrolières. Seule la brièveté des opérations militaires a empêché les fidèles de Hussein de faire sauter les puits ; mais, dès le début du mois de juin 2003, les sabotages ont commencé.[...]

Un proconsul prétentieux, Mr Paul Bremer, qui s'est vu confier les pleins pouvoirs pour un an (mai 2003 - juin



Alan Greenspan, directeur de la Réserve fédérale.

2004), préside à la pire année que le secteur pétrolier ait connue depuis son démarrage soixante-dix ans auparavant. La baisse de la production d'un million de barils par jour, soit le tiers de son niveau d'avant-guerre, représente un manque à gagner de plus de 13 milliards de dollars.

Les installations, gardées par à peine trois mille cinq cents vigiles sans moyens, font l'objet de sabotages ininterrompus (cent quarante entre mai 2003 et septembre 2004) dont le coût est estimé à 7 milliards de dollars.

« Le pillage a été général, le matériel a été volé et les bâtiments ont été le plus souvent incendiés », nous confie M. Ghadban. La raffinerie de Daura, près de Bagdad, n'était plus approvisionnée que de manière intermittente, en raison des dommages infligés aux milliers de kilomètres de canalisations qui parcourent le territoire. « Il n'y avait qu'une chose à faire : laisser brûler jusqu'au dernier litre le brut contenu dans la section de l'oléoduc sabotée, puis réparer... » Malgré tout, Daura continue à fonctionner. Une véritable prouesse, alors que le personnel n'est plus payé.[...]

### Soutenu par l'opinion publique, le Parlement se mobilise et résiste à la privatisation

Obnubilé par le précédent de la dénazification de l'Allemagne après sa défaite en 1945, Washington impose une « débaassification » plus rigoureuse que la purge réservée en son temps aux dignitaires nazis. La simple appartenance au parti unique, le Baas, au pouvoir de 1968 à 2003, est sanctionnée par un licenciement, un départ à la retraite ou pis. Dix-sept des vingt-quatre directeurs généraux de la compagnie nationale sont chassés, ainsi que plusieurs centaines d'ingénieurs, ceux-là mêmes qui ont maintenu la production dans des

circonstances épouvantables depuis vingt-cinq ans. Le groupe des pères fondateurs de l'INOC est liquidé par la commission de débaassification dirigée par des exilés, dont l'actuel Premier ministre Nouri Al-Maliki, absent de son pays depuis vingt-quatre ans, qui les remplace par ses affidés, aussi partisans qu'incompétents.

Mr McKee, qui a succédé à Mr Carrol au poste-clé de conseiller pétrolier du proconsul américain, constate à son arrivée, à l'automne 2003 : « Les gens en place sont nuls et ont été nommés par le ministère pour des raisons religieuses, politiques ou de copinage. Ceux qui ont fait tourner l'industrie pétrolière sous Saddam Hussein, puis qui l'ont ramenée à la vie après la libération du pays, ont été systématiquement poussés dehors. »

Sans surprise, l'épuration ouvre une voie royale aux conseillers de tout poil, venus pour l'essentiel d'outre-Atlantique. Ils squattent les directions du ministère du Pétrole et multiplient notes, circulaires et rapports inspirés directement des façons de faire de l'industrie pétrolière internationale, sans trop se préoccuper de leur application sur le terrain...

La rédaction de deux textes fondamentaux, la nouvelle Constitution et la loi pétrolière, va leur donner l'occasion inespérée de bouleverser les règles du jeu. La survie d'un État centralisé est a priori condamnée : Washington n'en veut pas, au nom de la lutte contre le totalitarisme et des crimes perpétrés contre les Kurdes au temps de Hussein. Le nouveau régime, fédéral ou même confédéral, sera donc décentralisé au point d'en être déstructuré. Il suffit de rassembler deux tiers des voix dans l'une des trois provinces du pays pour exercer un droit de veto sur les décisions du gouvernement central.[...]

À partir de 2008, Bagdad va offrir aux majors des contrats de service beaucoup moins intéressants : 2 dollars par baril pour les plus grands gisements, et aucun droit sur les gisements eux-mêmes.

ExxonMobil, BP, Shell, Total, mais aussi des groupes russes, chinois, angolais, pakistanais ou turcs se précipitent néanmoins, dans l'espoir que les choses évolueront dans le bon sens pour eux.

Newsweek titre le 24 mai 2010 sur le « miracle irakien » et écrit : « Ce pays a le potentiel pour devenir la prochaine Arabie saoudite. »

Deux ans après, si la production augmente (plus de trois millions de barils par jour en 2012), les pétroliers s'irritent des conditions qui leur sont faites : les investissements sont lourds, la rentabilité demeure médiocre et les champs pétroliers n'entrent pas dans leurs réserves propres, ce qui déprime leurs cours de Bourse.[...]

Mr Alan Greenspan, qui a dirigé la Réserve fédérale, la banque centrale américaine, de 1987 à 2006, et qui est donc bien placé pour connaître l'importance du pétrole dans l'économie internationale, a sans doute formulé ce qui s'approche le plus de la vérité sur cette sanglante affaire :

« Je déplore qu'il soit politiquement déplacé de reconnaître ce que tout le monde sait : l'un des grands enjeux de la guerre d'Irak était le pétrole de la région. »

<sup>(8)</sup> Alan Greenspan, *Le Temps des turbulences*, J.-C. Lattès, Paris, 2007.

## Dominique de Villepin à l'ONU

### 14 février 2003

Discours sur la deuxième guerre en Irak prononcé à l'ONU lors de la crise irakienne par Dominique de Villepin, ministre des Affaires Étrangères - 14 février 2003

« Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire général, Madame et Messieurs les Ministres, Messieurs les Ambassadeurs,

Je remercie MM. Blix et El Baradei pour les indications qu'ils viennent de nous fournir sur la poursuite des inspections en Iraq. Je tiens à nouveau à leur exprimer la confiance et le plein soutien de la France dans leur mission.

Vous savez le prix que la France attache, depuis l'origine de la crise irakienne, à l'unité du Conseil de sécurité. Cette unité repose aujourd'hui sur deux éléments essentiels :

Nous poursuivons ensemble l'objectif d'un désarmement effectif de l'Iraq. Nous avons en ce domaine une obligation de résultat. Ne mettons pas en doute notre engagement commun en ce sens. Nous assumons collectivement cette lourde

responsabilité qui ne doit laisser place ni aux arrière-pensées, ni aux procès d'intention. Soyons clairs : aucun d'entre nous n'éprouve la moindre complaisance à l'égard de Saddam Hussein et du régime iraquien.

En adoptant à l'unanimité la résolution 1441, nous avons collectivement marqué notre accord avec la démarche en deux temps proposée par la France : le choix du désarmement par la voie des inspections et, en cas d'échec de cette stratégie, l'examen par le Conseil de sécurité de toutes les options, y compris celle du recours à la force. C'est bien dans ce scénario d'échec des inspections, et dans ce cas seulement, que pourrait se justifier une seconde résolution.

La question qui se pose aujourd'hui est simple : considérons-nous en conscience que le désarmement par les missions d'inspection est désormais une voie sans issue ? Ou bien estimons-nous que les possibilités en matière d'inspection offertes par la résolution 1441 n'ont pas encore été toutes explorées ?

En réponse à cette question,

**la France a deux convictions :**  
**La première, c'est que l'option des inspections n'a pas été conduite jusqu'à son terme et peut apporter une réponse efficace à l'impératif du désarmement de l'Iraq ; la deuxième, c'est qu'un usage de la force serait si lourd de conséquences pour les hommes, pour la région et pour la stabilité internationale qu'il ne saurait être envisagé qu'en dernière extrémité.**

Or, que venons-nous d'entendre, à travers le rapport de MM. Blix et El Baradei ? Nous venons d'entendre que les inspections donnent des résultats. Bien sûr, chacun d'entre nous veut davantage et

nous continuerons ensemble à faire pression sur Bagdad pour obtenir plus. Mais les inspections donnent des résultats.

Lors de leurs précédentes interventions au Conseil de sécurité, le 27 janvier, le président exécutif de la CCVINU [Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations-unies] et le directeur général de l'AIEA [Agence internationale de l'énergie atomique] avaient identifié précisément les domaines dans lesquels des progrès étaient attendus. Sur plusieurs de ces points, des avancées significatives ont été obtenues :

Dans les domaines chimique et biologique, les Iraquiens ont remis de nouveaux documents aux inspecteurs. Ils ont aussi annoncé la création de commissions d'investigation, dirigées par les anciens responsables des programmes d'armements, conformément aux demandes de M. Blix ;

Dans le domaine balistique, les informations fournies par l'Iraq ont permis aux inspecteurs de progresser également. Nous détenons avec précision les capacités réelles du missile Al-Samoud. Maintenant, il convient de procéder au démantèlement des programmes non-autorisés, conformément aux conclusions de M. Blix ;

Dans le domaine nucléaire, des informations utiles ont été transmises à l'AIEA sur les points importants évoqués par M. El Baradei le 27 janvier dernier : l'acquisition d'aimants susceptibles de servir à l'enrichissement d'uranium et la liste des contacts entre l'Iraq et le pays susceptible de lui avoir fourni de l'uranium.

Nous sommes là au cœur de la logique de la résolution 1441, qui doit assurer l'efficacité des inspections grâce à une identification précise des programmes prohibés, puis à leur élimination. Nous

sommes tous conscients que le succès des inspections suppose que nous aboutissions à une coopération pleine et entière de l'Iraq. La France n'a cessé de l'exiger. Des progrès réels commencent à apparaître :

L'Iraq a accepté le survol de son territoire par des appareils de reconnaissance aérienne ; il a permis que des scientifiques iraqiens soient interrogés sans témoins par les inspecteurs ; un projet de loi prohibant toutes les activités liées aux programmes d'armes de destruction massive est en cours d'adoption, conformément à une demande ancienne des inspecteurs. L'Iraq doit fournir une liste détaillée des experts ayant assisté en 1991 aux destructions des programmes militaires.

La France attend bien entendu que ces engagements soient durablement vérifiés. Au-delà, nous devons maintenir une forte pression sur l'Iraq pour qu'il aille plus loin dans la voie de la coopération. Ces progrès nous confortent dans la conviction que la voie des inspections peut être efficace. Mais nous ne devons pas nous dissimuler l'ampleur du travail restant à accomplir : des questions doivent être encore élucidées, des vérifications doivent être conduites, des installations ou des matériels doivent sans doute encore être détruits. Pour ce faire, nous devons donner aux inspections toutes les chances de réussir.

J'ai fait des propositions le 5 février devant le Conseil. Depuis lors, nous les avons précisées dans un document de travail adressé à MM. Blix et El Baradei et communiquées aux membres du Conseil.

Quel est leur esprit ? Il s'agit de propositions pratiques et concrètes, qui peuvent être mises en œuvre rapidement et qui sont destinées à renforcer l'efficacité



des opérations d'inspection. Elles s'inscrivent dans le cadre de la résolution 1441 et ne nécessitent par conséquent aucune nouvelle résolution du Conseil. Elles doivent venir à l'appui des efforts menés par MM. Blix et El Baradei. Ils sont naturellement les mieux à même de nous dire celles d'entre elles qu'ils souhaitent retenir pour assurer la meilleure efficacité de leurs travaux. Dans leur rapport, ils nous ont fait des commentaires utiles et opérationnels.

La France a déjà annoncé qu'elle tenait des moyens supplémentaires à la disposition de MM. Blix et El Baradei, à commencer par ses appareils de surveillance aérienne Mirage IV. Alors, oui, j'entends bien les critiques :

Il y a ceux qui pensent que, dans leur principe, les inspections ne peuvent avoir aucune efficacité. Mais je rappelle que c'est le fondement même de la résolution 1441 et que les inspections donnent des résultats. On peut les juger insuffisantes mais elles sont là. Il y a ceux qui croient que la poursuite du processus d'inspection serait une sorte de manœuvre de retardement visant à empêcher une intervention militaire. Cela pose naturellement la question du temps imparti à l'Iraq. Nous sommes là au centre des débats. Il y va de notre crédibilité et de notre esprit de responsabilité. Ayons le courage de mettre les choses à plat.

Il y a deux options :

**L'option de la guerre peut apparaître a priori la plus rapide. Mais n'oublions pas qu'après avoir gagné la guerre, il faut construire la paix.**

Et ne nous voilons pas la face : cela sera long et difficile, car il faudra préserver l'unité de l'Iraq, rétablir de manière durable la stabilité dans un pays et une région durement affectés par l'intrusion de la force. Face à de telles perspectives, il y a l'alternative offerte par les inspections, qui permet d'avancer de jour en jour dans la voie d'un désarmement efficace et pacifique de l'Iraq. Au bout du compte, ce choix là n'est-il pas le plus sûr et le plus rapide ?

**Personne ne peut donc affirmer aujourd'hui que le chemin de la guerre sera plus court que celui des inspections. Personne ne peut affir-**

**mer non plus qu'il pourrait déboucher sur un monde plus sûr, plus juste et plus stable. Car la guerre est toujours la sanction d'un échec.**

Serait-ce notre seul recours face aux nombreux défis actuels ? Donnons par conséquent aux inspecteurs des Nations-unies le temps nécessaire à la réussite de leur mission. Mais soyons ensemble vigilants



et demandons à MM. Blix et El Baradei de faire régulièrement rapport au Conseil. La France, pour sa part, propose un nouveau rendez-vous le 14 mars au niveau ministériel, pour évaluer la situation. Nous pourrions alors juger des progrès effectués et de ceux restant à accomplir.

Dans ce contexte, l'usage de la force ne se justifie pas aujourd'hui. Il y a une alternative à la guerre : désarmer l'Iraq par les inspections. De plus, un recours prématuré à l'option militaire serait lourd de conséquences.

L'autorité de notre action repose aujourd'hui sur l'unité de la communauté internationale. Une intervention militaire prématurée remettrait en cause cette unité, ce qui lui enlèverait sa légitimité et, dans la durée, son efficacité. Une telle intervention pourrait avoir des conséquences incalculables pour la stabilité de cette région meurtrie et fragile. Elle renforcerait le sentiment d'injustice, aggraverait les tensions et risquerait d'ouvrir la voie à d'autres conflits.

**Nous partageons tous une même priorité, celle de combattre sans merci le terrorisme. Ce combat exige une détermination totale. C'est, depuis la tragédie du 11 septembre, l'une de nos responsabilités premières devant nos peuples.**

Et la France, qui a été durement touchée à plusieurs reprises par ce terrible fléau, est entièrement mobilisée dans cette lutte qui nous concerne tous et que

nous devons mener ensemble. C'est le sens de la réunion du Conseil de sécurité qui s'est tenue le 20 janvier, à l'initiative de la France.

Il y a dix jours, le secrétaire d'État américain, M. Powell, a évoqué des liens supposés entre Al-Qaïda et le régime de Bagdad. En l'état actuel de nos recherches et informations menées en liaison avec nos alliés, rien ne nous permet d'établir de tels liens. En revanche, nous devons prendre la mesure de l'impact qu'aurait sur ce plan une action militaire contestée actuellement. Une telle intervention ne risquerait-elle pas d'aggraver les fractures entre les sociétés, entre les cultures, entre les peuples, fractures dont se nourrit le terrorisme ?

La France l'a toujours dit : nous n'excluons pas la possibilité qu'un jour il faille recourir à la force, si les rapports des inspecteurs concluaient à l'impossibilité pour les inspections de se poursuivre. Le Conseil devrait alors se prononcer et ses membres auraient à prendre toutes leurs responsabilités. Et, dans une telle hypothèse, je veux rappeler ici les questions que j'avais soulignées lors de notre dernier débat le 4 février et auxquelles nous devons bien répondre : En quoi la nature et l'ampleur de la menace justifient-elles le recours immédiat à la force ?

Comment faire en sorte que les risques considérables d'une telle intervention puissent être réellement maîtrisés ?

En tout état de cause, dans une telle éventualité, c'est bien l'unité de la communauté internationale qui serait la garantie de son efficacité. De même, ce sont bien les Nations-unies qui resteront demain, quoi qu'il arrive, au cœur de la paix à construire.

Monsieur le Président, à ceux qui se demandent avec angoisse quand et comment nous allons céder à la guerre, je voudrais dire que rien, à aucun moment, au sein de ce Conseil de sécurité, ne sera le fait de la précipitation, de l'incompréhension, de la suspicion ou de la peur.

**Dans ce temple des Nations-unies, nous sommes les gardiens d'un idéal, nous sommes les gardiens d'une conscience. La lourde responsabilité et l'immense honneur qui**

**sont les nôtres doivent nous conduire à donner la priorité au désarmement dans la paix.**

Et c'est un vieux pays, la France, d'un vieux continent comme le mien, l'Europe, qui vous le dit aujourd'hui, qui a connu les guerres, l'occupation, la barbarie. Un pays qui n'oublie pas et qui sait tout ce qu'il doit aux combattants de la liberté venus d'Amérique et d'ailleurs. Et qui pourtant n'a cessé de se tenir debout face à l'Histoire et devant les hommes. Fidèle à ses valeurs, il veut agir résolument avec tous les membres de la communauté internationale. Il croit en notre capacité à construire ensemble un monde meilleur.

Je vous remercie. (9)

## Le mea culpa tardif de Tony Blair

L'invasion de l'Irak en 2003 devait permettre aux États-Unis et leurs alliés de diversifier leurs sources d'approvisionnement en pétrole et d'encercler l'Iran et la Syrie.

L'ancien Premier ministre travailliste, Tony Blair, est visiblement rongé par les remords à l'idée d'avoir activement contribué à plonger l'Irak et la Syrie dans un indescriptible chaos. Dans une interview accordée à la chaîne de télévision américaine CNN, il a réitéré, hier, ses excuses partielles pour la guerre en Irak, tout en reconnaissant une certaine responsabilité dans la montée de l'organisation de l'État islamique.

«Je peux dire que je présente des excuses pour le fait que les informations données par les services secrets étaient fausses», a déclaré Tony Blair à CNN, selon le site internet de la chaîne qui a rapporté l'information.

«Je m'excuse aussi pour certaines erreurs dans la planification et nos erreurs dans notre compréhension de ce qui se passerait une fois le régime [irakien] tombé, a-t-il ajouté, reconnaissant les «éléments de vérité» dans l'idée que l'invasion de l'Irak en 2003 est la principale cause de la montée de Daech.

**Bien sûr, il n'est pas possible de dire que ceux qui ont déposé Saddam en 2003 ne portent aucune responsabilité dans la situation en 2015»,**

a reconnu le Premier ministre britannique, tout en soulignant également l'impact du Printemps arabe et le fait que l'EI a démarré depuis la Syrie et non l'Irak.

## Barak Obama l'attentiste

Le discours du Caire, 4 juin 2009

L'adresse de Barak Hussein Obama aux musulmans a été traduite en onze langues par les services du département d'État et mise en ligne sur Internet. Ces langues sont : l'arabe, le chinois, le farsi, le français, l'hindi, l'indonésien, le punjabi, le russe, l'espagnol, le turc et l'urdu.

«C'est un honneur pour moi de me trouver dans la ville éternelle du Caire et d'être accueilli par deux institutions remarquables. Pendant plus de mille ans, Al-Azhar a été un phare de l'enseignement islamique et pendant plus d'un siècle, l'université du Caire a été une source de développement pour l'Égypte. Ensemble, vous représentez l'harmonie entre la tradition et le progrès». [...]

Les relations entre l'islam et l'Occident ont été marquées par des siècles de coo-

pération et d'existence, mais aussi par des conflits et des guerres de religion. Plus récemment, ces tensions ont été nourries par le colonialisme, qui a privé de droits et d'opportunités bien des musulmans, et par la guerre froide au cours de laquelle les pays à majorité musulmane ont trop souvent été considérés comme des acteurs secondaires, leurs propres aspirations n'ayant pas été prise en compte.

[...] Je suis venu ici à la recherche d'un nouveau départ, fondé sur l'intérêt partagé et le respect mutuel, un nouveau départ fondé sur cette vérité : l'Amérique et l'islam ne sont pas antagonistes et n'ont pas besoin d'être en concurrence.

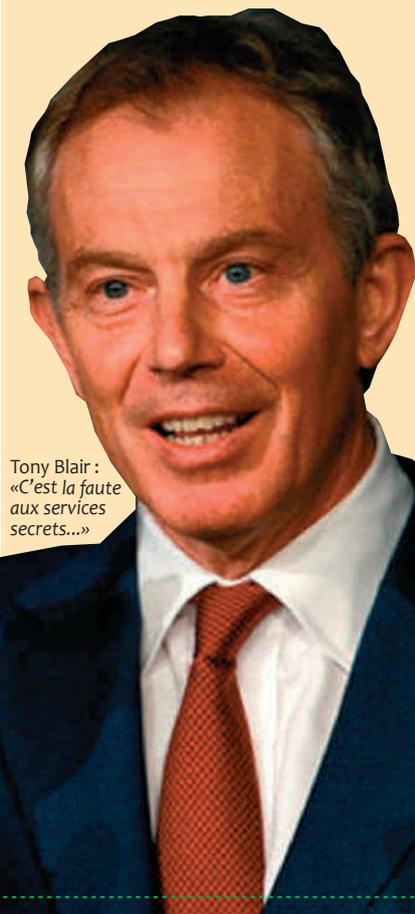
Au contraire, ils s'imbriquent et partagent des principes communs, des principes de justice et de progrès, de tolérance et de dignité pour tous les êtres humains. [...]

**En Amérique, la liberté est indissociable de la liberté de culte. C'est pourquoi il y a une mosquée dans chaque État de l'Union et plus de 1 200 mosquées sur notre territoire. C'est pourquoi le gouvernement américain a recouru aux tribunaux pour défendre le droit des femmes et des filles à porter le hijab et pour punir ceux qui voudraient les en empêcher.**

Le premier défi que nous avons relevé est celui de l'extrémisme violent sous toutes ses formes. À Ankara, j'ai dit clairement que l'Amérique n'était pas et ne serait jamais en guerre contre l'islam.

[...] Permettez-moi d'évoquer l'Irak. À la différence de l'Afghanistan, l'Irak a été une guerre choisie qui a suscité des dissensions dans mon pays et à travers le monde. Bien que je pense que les Irakiens débarrassés de Saddam Hussein vivent mieux, je crois que les événements en Irak ont rappelé à l'Amérique l'importance de la diplomatie et de la recherche d'un consensus international pour résoudre nos problèmes, chaque fois que c'est possible. [...]

L'Irak a sa propre souveraineté. C'est pourquoi j'ai ordonné le retrait de nos brigades de combat d'ici août prochain. C'est pourquoi je respecte l'engagement pris avec le gouvernement démocratiquement élu de l'Irak de retirer nos troupes d'ici à juillet et de rapatrier tous nos soldats d'ici à 2012.



Tony Blair : «C'est la faute aux services secrets...»

La deuxième source de tensions dont nous devons discuter, c'est la situation entre les Israéliens, les Palestiniens et le monde arabe.

**Les liens solides qui unissent l'Amérique et Israël sont connus. Ces liens sont incassables. Ils sont nés de relations culturelles et historiques ainsi que de la reconnaissance de l'aspiration des juifs à une terre, après une histoire tragique qui ne peut être niée.**

D'autre part, nul ne peut nier que les palestiniens, chrétiens et musulmans, ont souffert pour obtenir un territoire. Pendant plus de soixante ans, ils ont connu la douleur des déplacements. Nombre d'entre eux attendent dans des camps de réfugiés de Cisjordanie et de Gaza et des territoires voisins, une vie de paix et de sécurité qu'ils n'ont jamais pu mener. Qu'il n'y ait pas de doute, la situation du peuple palestinien est intolérable. [...]

**La seule solution pour satisfaire les deux bords, c'est celle de deux États, où Israéliens et Palestiniens vivraient en paix et en sécurité. [...]**

Le conflit israélo-arabe ne doit plus être utilisé pour détourner l'attention des peuples arabes des autres problèmes. Au contraire, il doit inciter à aider le peuple palestinien à développer des institutions qui renforceraient son État, à reconnaître la légitimité d'Israël et enfin à choisir le progrès et non l'obsession stérile du passé. [...]

La responsabilité partagée concernant les droits et les devoirs des nations à propos de l'arme nucléaire constitue la troisième source de tensions. Ce problème a été une source de frictions entre les États-Unis et la République islamique d'Iran. Depuis la révolution islamique, l'Iran a joué un rôle dans les prises d'otages et des actions violentes contre des civils et des soldats américains. Plutôt que de rester prisonnier du passé, j'ai dit clairement, à l'intention des dirigeants de l'Iran et des Iraniens, que mon pays était prêt à aller de l'avant.

**La question aujourd'hui n'est plus de savoir à quoi s'oppose l'Iran, mais plutôt quel avenir il souhaite bâtir. [...]**

Le quatrième problème, c'est la question de la démocratie. Je sais qu'il y a eu des controverses à propos de la démocratie ces dernières années, en grande

partie à cause de la guerre en Irak. Permettez-moi d'être clair : aucun système de gouvernement ne peut ni ne doit être imposé à une nation par une autre. Chaque nation donne vie à ces principes à sa façon, en fonction des traditions de son peuple. [...]

Il n'existe pas un chemin direct pour remplir cette promesse. Mais ceci est clair. Les gouvernements qui protègent les droits de l'homme sont en fin de compte plus stables, plus prospères et plus sûrs. [...]

**Certains ne défendent la démocratie que lorsqu'ils sont au pouvoir. Une fois en place, ils suppriment de manière impitoyable les droits des autres. [...]**

Le cinquième point que nous devons aborder, c'est la liberté religieuse. L'Islam a une noble tradition de tolérance. On l'a vu dans l'histoire de l'Andalousie et de Cordoue pendant l'Inquisition. [...]

Dans chaque pays, les gens devraient être libres de choisir et de vivre leur foi sur la base de la conviction de la pensée, du cœur et de l'âme. Cette tolérance est essentielle pour que les religions vivent, mais elle est remise en question de bien des façons. Chez certains musulmans il y a une tendance inquiétante à mesurer sa propre foi par le rejet de celle de l'autre. [...]



Discours du Caire au monde musulman.

**De même est-il important que les pays occidentaux s'abstiennent d'empêcher les citoyens musulmans de pratiquer leur religion comme ils l'entendent. Par exemple, en décidant arbitrairement quel vêtement une femme musulmane doit porter.**

Nous ne pouvons pas déguiser l'hostilité à l'égard d'une religion derrière le prétexte de la défense des libertés. [...]

Sixième question. Celle des droits des femmes. Je sais que cette question fait l'objet d'un débat. Je rejette la position de certains, en Occident, selon laquelle une femme qui choisit de se couvrir les cheveux est en situation d'inégalité. Mais je crois qu'une femme privée d'éducation est privée d'égalité. [...]

Pour finir, je veux parler du développement économique. Je sais que pour beaucoup la globalisation présente des aspects contradictoires. Internet et la télévision peuvent apporter la connaissance et l'information, mais aussi la sexualité débridée et la violence insensée. Les échanges peuvent apporter de nouvelles richesses et de nouvelles possibilités. Le changement peut faire peur. [...] Mais je sais que le progrès humain est inéluctable.

**Il n'y a pas de contradiction entre le développement et la tradition. Des pays comme le Japon et la Corée se sont développés en conservant leur culture.**

Il en va de même pour les pays musulmans qui, de Kuala à Dubaï, font des progrès étonnants. Aujourd'hui comme hier, les communautés musulmanes sont à la pointe de l'innovation et de l'éducation. [...]

Dans le domaine de la science et de la technologie, nous lancerons un nouveau fonds destiné à appuyer le développement technologique dans les pays musulmans et aider au transfert de connaissances susceptibles de créer des emplois. [...]

Nous avons l'obligation de travailler ensemble au nom du monde que nous voulons construire. Un monde où les extrémistes ne menacent plus nos peuples et où les troupes américaines sont rentrées à la maison. Un monde où les Israéliens et les Palestiniens vivent les uns et les autres en sécurité, dans leur propre État et où l'énergie nucléaire est utilisée à des fins pacifiques.

## Chronologie de la politique américaine au Moyen-Orient

### 2009

**4 juin**

Barak Obama prononce à l'université du Caire, en Égypte, un discours intitulé *«Un nouveau départ»* destiné à améliorer les relations entre le monde arabo-musulman et les États-Unis.

### 2011

**Janvier**

La Maison Blanche salue le courage des Tunisiens dans le renversement de Ben Ali. Face aux manifestations en Égypte, les États-Unis appellent dans un premier temps Le Caire à adopter des réformes, avant d'appuyer le départ d'Hosni Moubarak le **11 février**.

**Mars**

Les États-Unis participent à l'opération militaire internationale en Libye contre le régime de Mouammar Khadafi.

**2 mai**

Une opération américaine élimine Oussama Ben Laden à Abbottabad au Pakistan.

**19 mai**

Barak Obama appelle à la création d'un État palestinien sur la base des lignes de 1967. Il apporte son soutien aux *«Printemps arabes»*.

**18 décembre**

Les forces américaines se retirent d'Irak.

### 2012

**6 février**

Opposés à Bachar al-Assad, les États-Unis installent leur représentation dans l'ambassade de Pologne à Damas puis, le 1er mars 2013, dans celle de la République tchèque. Le **11 septembre**, une attaque contre le consulat américain à Benghazi, en Libye, cause la mort du diplomate John Christopher Stevens.

### 2013

**Mars**

Barak Obama réalise une tournée au Proche-Orient en se rendant en Jorda-



Obama et les dirigeants du conseil de la coopération du Golfe.

nie, en Israël et dans les territoires palestiniens. Mai : malgré l'usage d'armes chimiques par les forces de Bachar al-Assad, les États-Unis refusent d'intervenir en Syrie. Août : le secrétaire d'État John Kerry tente de relancer le processus de paix au Proche-Orient, en donnant un délai de neuf mois pour parvenir à un accord. Cela se solde par un échec.

### 2014

**Juillet**

En Libye, les États-Unis évacuent le personnel de leur ambassade, qui s'installe à Malte. Août : Washington s'unit à une coalition pour intervenir militairement contre l'organisation de l'État islamique en Syrie et en Irak.

### 2015

**Janvier**

Une délégation des Frères musulmans est reçue au Département d'État et au Congrès à Washington.

**Mars**

Le Premier ministre Benyamin Netanyahu critique la diplomatie Obama devant la chambre des représentants à Washington. La Maison Blanche annonce le maintien de 9 000 soldats en Afghanistan, le retrait total est pro-

grammé pour 2016.

**Avril**

Une vingtaine d'hommes d'affaires, consultants et investisseurs américains, se rendent en Iran, où ils participent à des colloques sur les opportunités économiques du pays dans les secteurs de l'aviation, du pétrole et de l'industrie alimentaire.

**Mai**

Barak Obama convie les dirigeants du Conseil de coopération du Golfe (CCG) à Camp David, pour les rassurer sur leur alliance dans le contexte des négociations avec l'Iran.

**Juin**

Washington annonce un renforcement de son rôle de conseil militaire en Irak, avec la présence de 3 500 hommes déployés, dans le cadre de la lutte contre Daech.

**Juillet**

Un accord est trouvé sur la question du nucléaire iranien.

**Août**

John Kerry se rend en Égypte pour relancer le partenariat stratégique avec

Après l'attaque contre le consulat américain à Benghazi.





À gauche, Falloujah, le «cimetière des Américains.»

À droite, Début des manifestations populaires à Bagdad.



le régime d'Abdel Fattah al-Sissi, pourtant critiqué par Washington pour être répressif. En mars, Barak Obama avait autorisé la livraison au Caire de huit avions F.16 et levé le gel de l'aide américaine annuelle de 1,3 milliard de dollars. Septembre : le roi Salman d'Arabie saoudite se rend à Washington pour renforcer la relation bilatérale.

## Irak la décomposition

### Quelques dates clés :

**1991-2003**

Mise sous tutelle de l'Irak, au nom de la communauté internationale.

**2003**

Troisième guerre du Golfe. Occupation américaine de l'Irak. Chute du régime de Saddam Hussein et effondrement de l'État Irakien.

**Août 2003**

Premier Conseil de gouvernement irakien sous le patronage américain.

**2003-2004**

Premiers soulèvements de Falloujah contre les Américains.

**2005-2008**

Guerre confessionnelle entre chiites et sunnites.

**2006**

Exécution de Saddam Hussein.

**2006**

Al Qaïda en Irak forme, avec cinq autres groupes djihadistes le Conseil consultatif des moudjahidin en Irak. Le 13 octobre, le Conseil consultatif proclame l'État islamique en Irak.

L'avancée de l'État islamique réveille les tensions entre sunnites et chiites.

**2011**

Début des Printemps arabes.

**2011**

Retrait des derniers soldats américains.

**2011**

Une série d'attaques terroristes dans une quinzaine de villes irakiennes fait 67 morts et 300 blessés.

**2011**

Les autorités irakiennes accusent al Qaïda d'avoir assassiné 22 pèlerins chiïtes se rendant en Syrie.

**2011**

Un mandat d'arrêt est lancé par un comité judiciaire à l'encontre du vice-président irakien Tarek el-Huchemi. Celui-ci est accusé d'avoir planifié et ordonné des attentats terroristes.

**2012**

Pour la première fois depuis 1990, un ambassadeur saoudien prend ses fonctions en Irak.

**2012**

l'Irak accueille, pour la première fois en 20 ans, un sommet de la Ligue arabe.

**2013**

L'État islamique en Irak devient l'État islamique en Irak et au Levant (Daech). Le mouvement Jabhat al-Nosra est pré-

senté comme la branche syrienne de l'État islamique.

**2013**

Divorce entre l'État islamique en Irak et au Levant (Daech) et le mouvement Jabhat-al-Nosra, qui renouvelle son allégeance à al Qaïda. Ayman az-Zawahiri invalide la mainmise de l'État islamique sur la Syrie.

**2013**

Daech occupe Raqqa et Deir ez Zor en Syrie.

**2014**

Falloujah tombe aux mains de Daech.

**2014**

L'ayatollah Sistami appelle au djihad contre Daech.

**2014**

Daech occupe le Jabal Sinjar et la plaine de Mossoul en direction du Kurdistan.

**2014**

Mise en place d'une vaste coalition anti-Daech de 22 pays, menée par les États-Unis et les Occidentaux.

**2014**

Les premières frappes contre des positions de Daech débutent le **8 août** en Irak et le **23 septembre** en Syrie.



## Naissance de l'État islamique

Débutée en mars 2003, l'intervention des États-Unis et du Royaume Uni en Irak atteint Bagdad en trois semaines. La coalition transfère, dès avril, le pouvoir à un gouvernement sous tutelle, dissout le parti Baas de Saddam Hussein et renvoie les cadres de la dictature, privant brutalement le pays de son élite politique et compromettant ainsi la transition. Dès l'été, une série d'attentats à Bagdad inaugure un cycle ininterrompu d'explosions et de victimes civiles. Rencontrant l'opposition frontale des sunnites qu'ils viennent d'écarter du pouvoir, ils doivent aussi affronter les milices chiïtes à Bagdad et dans le sud du pays, sans rencontrer d'adhésion à leur projet de démocratisation.

Dans la zone sunnite, le triangle mortel Tikrit-Falloujah-Ramadi échappe à l'emprise de l'armée américaine et les combats y sont féroces.

Il faut bien noter que les militaires renvoyés dans leur foyer, l'ont été avec leur armement personnel. Ils se sont bien gardés de dévoiler les caches que les fidèles de Saddam Hussein ont réparties dans tout le pays. Militaires, souvent aguerris, ils auraient pu se mettre au service du "nouvel Irak". L'armée américaine ne découvre pas l'ombre d'une "arme de destruction massive". La révolte de Falloujah paralyse les États-Unis entre mars et mai 2004. C'est cette même ville qui sera occupée par les djihadistes dès janvier 2014.

Côté chiïte, les armées de la coalition rencontrent la farouche opposition de "l'armée du Mahdi", la milice de l'imam Moqtada al Sadr.

Le 6 avril, le Kurde Djalal Talabani est élu président, avec l'espoir de confirmer la partition du pays, ou d'initier un fédéralisme qui permettrait au Kurdistan d'être autonome.

L'exécution en décembre 2006 de Saddam Hussein, après un procès bâclé, ne fait que renforcer la haine des sunnites envers le gouvernement central peuplé de chiïtes ralliés à l'armée d'occupation.

Dès le printemps 2004, certains indices dévoilent la présence en Irak de combattants proches d'al Qaïda,

dont les cibles sont les forces gouvernementales. Une multitude de groupes sunnites se créent entre 2004 et 2006, combattus à la fois par les États-Unis, la nouvelle armée irakienne et les milices chiïtes.

À l'origine, ces groupes sunnites, composés d'anciens membres de la Garde républicaine, d'officiers ou de baasistes, se sont radicalisés et ont adopté l'islamisme, jusqu'à faire entrer dans leurs rangs des djihadistes étrangers,

ainsi "l'Unité et le Jihad" fondé dans les années 1990 en Irak et tenu par al-Zarqaoui. La propagande américaine va se focaliser sur al-Zarqaoui, dont la nationalité jordanienne permet de nier le caractère national de la résistance irakienne. En lui attribuant dix fois plus d'attaques que celles effectivement menées par son groupe, Washington oriente vers le djihadiste jordanien des combattants de tous bords.

Ben Laden prend acte de cette montée en puissance et, en décembre 2004, il adoube Zarkaoui chef de la branche irakienne d'Al Qaïda. Zarkaoui qualifie de "grâce divine" l'irruption des États-Unis au cœur du Moyen-Orient.

À partir de là, le djihad anti-américain en Irak attire des recrues du monde entier. Les services d'Assad en Syrie, soucieux d'enliser les États-Unis en Irak pour les détourner de la Syrie, soutiennent la guérilla djihadiste et favorisent par Damas des volontaires, entre autres français.

Cet ennemi désigné fut tué d'une frappe aérienne en 2006. Devenu chef de la branche militaire d'Al Qaïda en Irak, son mouvement constitua, en



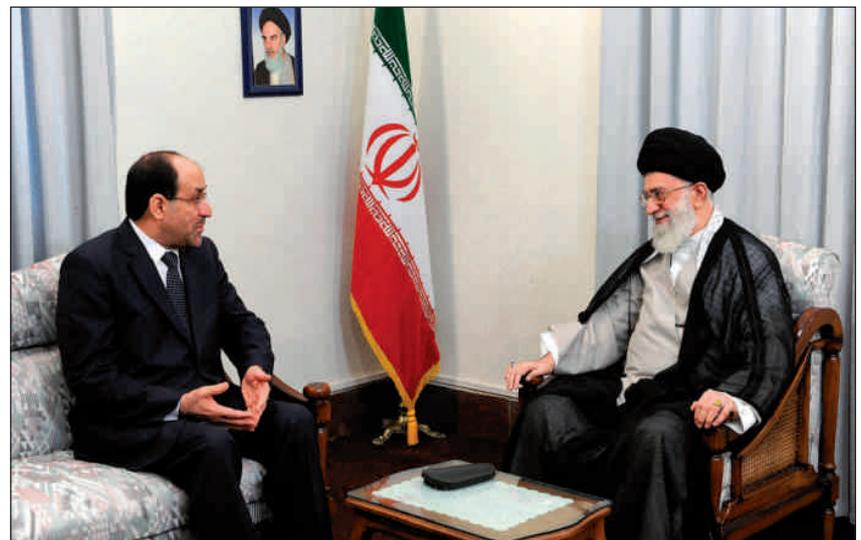
Ils ont servi Saddam, les Américains les ont frappés d'interdit. Ils ont rejoint Daech...

2006, l'État islamique en Irak, un émirat virtuel et terroriste, dirigé par Abū Umar al-Baghdadi, un Irakien qui s'intitula "émir", titre des gouvernants provinciaux dans l'empire islamique au Moyen Âge. Soutenu par Ben Laden, il fut tué en 2010.

C'est cette première organisation qui devint, en 2013, l'État islamique en Irak et au Levant (acronyme Daech). Il ne comptait qu'un millier d'hommes en 2010 et menait des opérations dans l'ombre d'Al Qaïda. EIIL sut profiter de la guerre civile en Syrie et de la porosité des frontières pour se renforcer. Dès 2007, le mouvement avait commencé à approfondir et uniformiser l'endoctrinement religieux dans ses rangs, alors que la nébuleuse d'Al Qaïda s'accommodait de divergences doctrinales. Avec la mort d'Abū Umar, son successeur désigné fut Abū Bakr al Baghdadi qui prêta allégeance à al Zawahari, successeur de Ben Laden, à sa mort en 2011.

En se ralliant à al Qaïda, Daech put profiter de ses conseils, de ses centres

Pour les sunnites irakiens, al Maliki (ici avec Khamenei) n'est qu'un pantin aux mains des Iraniens.



d'entraînement, de ses réseaux et surtout de son prestige.

Face au chaos entretenu par al Qaïda, le gouvernement irakien et l'armée américaine, à l'initiative du général Petraeus, décident, à partir de 2007, de s'appuyer aussi sur les tribus sunnites du centre, en constituant les comités "al Sahwa" (le réveil).

Plus de 100 000 combattants tribaux servent alors l'État irakien, avec promesse d'être un jour intégrés officiellement dans les services de sécurité. Mais, impuissant à unir l'Irak, le Premier ministre chiïte, Nuri al Maliki (2006-2014) laisse le chaos se répandre dans un pays dont la coexistence entre communautés reposait, avant 2003, sur la répression des uns, et le clientélisme envers les autres.

Le départ des troupes américaines, anticipé par Barack Obama s'achève en 2011, mais laisse le Premier ministre al-Maliki seul pour gouverner un pays fracturé, alors qu'il est contesté au sein de son propre camp.

Son autoritarisme renforce la haine des tribus sunnites et prépare leur ralliement aux groupes qui créèrent Daech. Il fait dissoudre les comités al-Sahwa sans honorer sa promesse d'officialiser leurs services. Les milices et les soldats chiïtes humilient régulièrement les sunnites. On "tabasse", on insulte, on viole. L'exaspération favorise l'extrémisme religieux chez les sunnites.

Contre les forces d'al-Maliki, la tribu des Jumayla, omniprésente à Falloujah et Ramadi, qui avait combattu les soldats américains, fonde, en 2013, une direction militaire menée par les chefs de clans et d'anciens officiers de Sad-



Attentas à Damas.

dam, afin de lancer une résistance qui se veut populaire. Le Shaykh Hamud al-Jumayli dirige les opérations. En novembre 2013, il est capturé et assassiné par les forces gouvernementales. D'autres chefs sunnites subissent le même sort, dont le député Ahmad al-Alwani en janvier 2014. Au même moment, les djihadistes de Daech s'emparent des quartiers Falloujah.

Pour beaucoup d'Irakiens sunnites, al Maliki apparaît, lui le chiïte, comme un pantin aux ordres de Téhéran qui souhaite obtenir et offrir la revanche iranienne sur la guerre Iran-Irak (1980-1988).

Le gouvernement irakien mis en place en 2003 était fondé sur une répartition des postes d'importance en fonction de critères confessionnels et ethniques et non sur la citoyenneté individuelle. L'aide occidentale à la reconstruction du pays s'est focalisée sur les installations pétrolières.

## Syrie (2011-2016) 5 ans de conflit

Le conflit syrien va entrer dans sa sixième année ce mois-ci, un triste anniversaire pour la pire crise humanitaire de notre époque.

Cinq ans de destructions massives en Syrie.



Tout a commencé le 15 mars 2011. Le régime syrien a accueilli des manifestations pacifiques qui ont eu lieu dans plusieurs villes du pays avec des coups de feu, des passages à tabac et des arrestations.

L'opposition a fini par se procurer des armes, les soldats ont démissionné, et le soulèvement s'est transformé en une guerre civile. La dimension ethnique du conflit a débordé sur les pays de la région. Près de 250 000 personnes ont été tuées, et l'espérance de vie a chuté de vingt ans, passant à 55 ans d'après les Nations-unies. 3,9 millions de personnes ont fui le pays, et plus de 8 millions de personnes ont été déplacées dans le pays.

L'économie syrienne s'est effondrée, et 80 % du pays vit à présent dans la pauvreté. La moitié des enfants en âge d'être scolarisés n'ont pas été à l'école depuis trois ans. Le pays est dans le noir, au sens propre : 83 % des réserves d'électricité ont été coupées.

La perspective d'une solution pacifique au conflit n'a jamais semblé aussi lointaine et les résolutions du Conseil de sécurité des Nations-unies, destinées à forcer Bachar al-Assad à démissionner, ou à arrêter de tirer sur son peuple, ont buté régulièrement sur le veto de la Chine et de la Russie, les alliés de longue date du régime. Les factions de rebelles modérés qui se battent pour un régime démocratique sont tenues en échec par des groupes islamistes, et le chaos a permis aux militants extrémistes, comme l'organisation Daech de gagner des terres et du pouvoir.

## Mars 2011

Des manifestations, inspirées par le printemps arabe, se tiennent après que la police a arrêté quinze jeunes garçons dans la ville de Daraa, dans le sud du

pays. Ils avaient tagué « *Le peuple veut la chute du régime* » sur les murs de plusieurs bâtiments.

De grandes manifestations ont eu lieu à Damas, Daraa et ailleurs dans le pays pour demander la libération des prisonniers politiques et la démission d'Assad. Les manifestations se sont étendues à d'autres villes, comme Homs et Banyas. Les forces de sécurité ont essayé de faire taire la dissidence, et des douzaines de personnes ont trouvé la mort. Assad accuse les pouvoirs étrangers d'être à l'origine du soulèvement.

Il annonce une série de mesures destinées à calmer les manifestants, notamment l'autorisation de nouveaux partis politiques, ainsi qu'une possible fin de l'état d'urgence, en place depuis 48 ans.

## Avril 2011

Les manifestations demandant le départ d'Assad se multiplient.

La réponse du gouvernement est de plus en plus brutale, et Assad fait le vœu de détruire ceux qu'il décrit comme « terroristes ».

Plus de 120 personnes sont tuées dans des manifestations à Daraa, à Damas et ailleurs, dans ce que l'on appellera plus tard le « *vendredi sanglant* ». Les États-Unis et la France condamnent la répression et demandent à Assad de mettre en place des réformes.

Dans un effort destiné à endiguer le soulèvement, le gouvernement libère des prisonniers politiques et révoque l'état d'urgence.

Les premiers réfugiés syriens traversent la frontière turque, où les autorités construisent le premier des vingt camps qui abritent désormais des réfugiés syriens.

## Mai 2011

Des tanks de l'armée syrienne sont déployés à Daraa, à Homs, à Banyas et dans la banlieue de Damas pour essayer de mettre fin aux manifestations. Les États-Unis imposent des sanctions à Assad et aux responsables syriens, tandis que l'Union européenne met en place un embargo sur les armes, gèle les avoirs des responsables de haut rang, et leur interdit de voyager.

Des comptes-rendus rapportent que l'Iran soutient la répression. Plus tard, Téhéran fournira des armes et des troupes pour soutenir Assad.



Attentas à Damas.

## Juin 2011

La répression continue. Trente-quatre personnes sont tuées dans une immense manifestation anti-gouvernement à Hama. La Ligue arabe condamne les actions du gouvernement syrien.

Plus de 120 soldats sont tués à Jisr al-Shughour, par ce que Damas décrit comme des « gangs armés », mais des témoignages suggèrent que l'attaque a été portée par des membres des forces de sécurité qui ont déserté, alliés avec des locaux. L'armée fait le siège de la ville et des centaines de civils fuient leurs maisons pour trouver refuge dans les campagnes.

## Juillet 2011

Après une immense manifestation à Hama, Assad révoque le gouverneur de la province et déploie ses troupes. Des centaines de personnes sont tuées. Le gouvernement met en place un dialogue national qui est boycotté par les groupes d'opposition.

Les États-Unis disent qu'Assad a « perdu sa légitimité ».

Les militaires qui ont déserté l'armée annoncent la formation de l'Armée syrienne libre (ASL).

## Août 2011

Le Royaume-Uni, les États-Unis, l'Union européenne entre autres demandent la démission d'Assad. L'ONU condamne les violations des droits de l'homme et l'utilisation de la force contre les civils.

L'Arabie saoudite, le Bahreïn et le Koweït rappellent leurs ambassadeurs.

## Septembre 2011

L'Union européenne interdit les im-

portations de pétroles de la Syrie, suivant une décision américaine prise le mois précédent.

La Turquie, ancien allié d'Assad, met fin à ses relations avec les autorités syriennes.

Les combats entre l'armée et les déserteurs continuent.

## Octobre 2011

Le Conseil de sécurité de l'ONU tente de faire passer une résolution pour condamner le régime d'Assad. La Chine et la Russie mettent leur veto.

Pendant ce temps, le haut-commissaire aux Droits de l'homme de l'ONU, Navi Pillay, déclare que la crise montre les signes d'un conflit armé. Des affrontements ont lieu à Homs et le gouvernement bombarde la ville.

## Novembre 2011

La Ligue arabe annonce un plan de paix. Damas accepte mais n'y adhère pas.

La Ligue arabe décide de suspendre la Syrie et impose des sanctions, une mesure sans précédent.

L'ASL attaque une base militaire près de Damas. C'est l'assaut le plus important jusqu'à présent. Les forces syriennes progouvernementales attaquent les ambassades étrangères.

## Décembre 2011

La Syrie accepte que les observateurs de la Ligue arabe se rendent sur place pour surveiller le respect de l'accord dans lequel le gouvernement syrien s'engage à retirer ses troupes des zones civiles et à se débarrasser de son artillerie lourde. Le régime s'engage aussi à laisser passer les travailleurs humanitaires et les journalistes.

Les forces de sécurité font feu sur une manifestation contre le régime dans Hama, la veille de l'arrivée des observateurs.

L'ONU affirme que 5 000 personnes ont trouvé la mort depuis le début du soulèvement.

## Janvier 2012

La Ligue arabe appelle Assad à démissionner et retire ses ambassadeurs devant la violence grandissante.

Jabhat al-Nusra annonce sa formation en tant qu'allié officiel d'Al-Qaïda en Syrie.



Révolte populaire dans les gravas de Homs.

Le groupe, composé surtout de combattants locaux se montre efficace contre le régime. Au départ, c'est un allié pour des groupes plus modérés.

## Février 2012

Le Conseil de sécurité fait une proposition de résolution pour soutenir l'appel à la démission d'Assad lancé par la Ligue arabe. La Russie et la Chine opposent leur veto. L'assemblée générale de l'ONU vote une résolution qui condamne les violations des droits de l'homme et qui demande la démission d'Assad. Kofi Annan est nommé envoyé spécial de l'ONU et de la Ligue arabe.

**Le bombardement de Homs et de d'autres villes s'intensifie.**

Des centaines de personnes meurent. Les zones contrôlées par le gouvernement votent pour une nouvelle constitution qui met en place un système multipartite. Le vote est largement contesté, décrit comme une mascarade. Les États-Unis ferment leur ambassade pour des raisons de sécurité. Le leader d'Al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri, appelle les combattants de la région à rejoindre la lutte contre Assad.

Selon l'ONU, plus de 7 500 personnes ont trouvé la mort dans le pays.

## Mars 2012

**Un an après le début du soulèvement, six pays du Golfe ferment leurs ambassades en Syrie.**

Le conseil de sécurité de l'ONU appuie le plan de paix non-contraignant proposé par Kofi Annan, qui a été adouci pour s'assurer du soutien de la Russie et de la Chine. Le plan échoue et la violence continue. Les troupes syriennes arrivent dans Homs et reprennent le peu qu'il reste du quartier de Bab Amr.

## Avril 2012

Kofi Annan négocie un cessez-le-feu que le régime d'Assad s'engage à respecter. Les observateurs de l'ONU sont déployés. Assad dit qu'il a repris le contrôle sur le pays, mais les rebelles accusent les forces du régime de continuer les massacres.

La coalition internationale des amis de la Syrie se retrouve à Istanbul pour voter une reconnaissance du Conseil national syrien.

**Les États-Unis s'engagent à fournir des équipements de communication aux re-**

**belles, et les pays arabes promettent 100 millions de dollars.**

## Mai 2012

Plus de 100 personnes, dont près de la moitié sont des enfants, sont tuées dans le village d'Houla. Un rapport du conseil des droits de l'homme de l'ONU accuse par la suite les troupes d'Assad, alliées aux milices "shabiha" de crimes de guerre et condamne l'utilisation d'armes lourdes sur des civils.

**Plusieurs pays européens, ainsi que l'Australie, expulsent les diplomates syriens.**

Des élections législatives sont organisées mais sont boycottées par l'opposition. La grande majorité des sièges sont emportés par Assad et ses alliés.

## Juin 2012

Face à la détérioration sécuritaire, l'ONU retire ses observateurs. De nouveaux appels sont lancés pour qu'un plan de paix soit mis en place, mais Assad déclare à son nouveau gouvernement que le pays est face à une « véritable guerre ».

**Les responsables de l'ONU décrivent enfin la crise comme une guerre civile.**

Un pilote de l'armée syrienne part pour la Jordanie, tandis qu'un F-4 Phantom de reconnaissance turc qui survole le ciel syrien est abattu par les forces syriennes. Cet incident fait monter la tension d'un cran entre les pays. En conséquence, la Turquie déclare que les troupes syriennes déployées à la frontière turque seraient considérées comme une menace.

## Juillet 2012

Un attentat à la bombe près du bâtiment de la Sécurité nationale de Damas tue le ministre de la Défense Daoud Rajha et son numéro deux, Assef Shawkat, qui était par ailleurs le beau-frère d'Assad. L'ASL revendique l'attaque et affirme que c'était une attaque en représailles au massacre du village de Treme'h, qui a fait 200 morts. De hauts responsables du gouvernement d'Assad démissionnent.

Le Conseil de sécurité planche sur une résolution qui prévoit des sanctions à l'encontre du régime syrien. La Chine et la Russie opposent leur veto. Assad déclare qu'il utilisera des armes chimiques si la Syrie est attaquée par des puissances étrangères.

Les rebelles prennent le contrôle de l'est d'Alep, qui devient le théâtre d'une des batailles les plus terribles du conflit. Une offensive du gouvernement échoue à les déloger.

Le camp de Zaatari, géré par l'UNHCR ouvre en Jordanie. Il accueillera plus de 80 000 réfugiés syriens.

## Août 2012

Annan démissionne, ayant échoué à négocier un cessez-le-feu. Il accuse Assad d'avoir refusé d'adhérer au plan, et blâme les conflits au sein du conseil de sécurité, ainsi que la rébellion armée pour cet échec. Il est remplacé par Lakhdar Brahimi. On rapporte que les forces de sécurité auraient tué 400 personnes dans la banlieue de Damas. L'ONU accuse et le gouvernement et les rebelles de crimes contre l'humanité.

Barack Obama affirme que les États-Unis considéreront l'utilisation d'armes chimiques par le gouvernement syrien comme le franchissement d'une "ligne rouge",

et que les États-Unis n'auront pas d'autre choix que de répondre par la force. Les avions syriens bombardent Azaz,



près de la frontière turque, tuant 40 personnes.

## Septembre 2012

Les États-Unis déclarent qu'ils fourniront aux rebelles pour 45 millions de dollars d'équipement non légal.

## Octobre 2012

Le marché historique d'Alep est partiellement détruit par les tirs. Les combats continuent.

## Novembre 2012

La Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution (CNFOR) est formée après un rassemblement au Qatar. Les factions islamistes, dont Jabhat Al-Nosra affirment qu'elles ne les représentent absolument pas.

Les forces israéliennes tirent sur des positions syriennes après des bombardements sporadiques dans le Golan.

## Décembre 2012

Les rebelles gagnent du terrain à Damas. Ils prennent des bases militaires et font une poussée vers l'aéroport.

Les États-Unis classent Jabhat al-Nousra comme une organisation terroriste et affirment que la Coalition nationale syrienne est le représentant légitime du peuple syrien. Le Royaume-

La guerre sème le malheur parmi la population des grandes villes syriennes.

Uni, la Turquie, la France et les pays du Golfe sont également reconnus par la coalition.

Selon l'UNHCR, plus d'un demi-million de Syriens ont fui leur pays.

## Janvier 2013

Assad déclare qu'il va mettre en place des réformes politiques pour mettre fin à la guerre.

Les États-Unis disent qu'ils fourniront l'équivalent de 60 millions de dollars d'aide médicale et de provisions, malgré les demandes de la coalition nationale pour une aide militaire.

Un convoi, que l'on pensait transporter des armes antiaériennes destinées à la milice chiite libanaise du Hezbollah est bombardé. On soupçonne les forces israéliennes d'être derrière l'attaque, bien qu'on n'ait pas de confirmation officielle. La Syrie affirme qu'Israël a bombardé un "centre de recherches scientifiques".

## Février 2013

Des douzaines de personnes trouvent la mort dans un bombardement à Damas, près du quartier général du parti Baas d'Assad.

Les rebelles continuent de gagner du terrain, en partie grâce à l'afflux d'armes étrangères.

## Mars 2013

L'ONU affirme qu'un million de Syriens a désormais le statut de réfugié. Les États-Unis et le Royaume-Uni fourniront une aide non-militaire aux

Alep ville morte.



groupes armés de l'opposition et font pression pour lever l'embargo européen sur les armes destinées aux rebelles. Le chef de la coalition nationale, Moaz Al-Khatib, démissionne et la Ligue arabe donne un siège au Conseil national syrien. Ghassan Hitto, qui a reçu une éducation américaine, est élu Premier ministre par intérim.

De plus en plus de témoignages rapportent que Jabhat al-Nusra essaie de mettre en place la loi islamique dans les territoires qui sont sous son contrôle.

## Avril 2013

Les djihadistes étrangers se multiplient et leur influence aussi, avec l'apparition de l'organisation État islamique (EI).

D'abord nommé État islamique d'Irak, son leader Abu Bakr al-Baghdadi annonce dans un message audio que Jabhat al-Nusra est l'extension de l'EI et que les deux groupes vont se fondre. Abu Mohammad al-Joulani, le leader d'Al-Nusra, a décliné ces avances.

Le leader du Hezbollah, Hassan Nasrallah, affirme que des combattants chiïtes de son groupe soutiennent Assad.

Le Premier ministre Wael Nader Al-Halqi échappe de peu à une tentative d'assassinat.

Les États-Unis s'engagent à livrer pour 123 millions de dollars d'aide non létale, tandis que le Royaume-Uni et la France affirment à l'ONU qu'Assad aurait utilisé des armes chimiques contre les zones tenues par les rebelles.

## Mai 2013

Une cargaison de missiles sol-sol iranienne est frappée par des bombarde-



Le sommet de la ligue arabe du 25 mars 2014. Les dirigeants sont divisés et impuissants face à la crise syrienne.

ments à Damas. Israël est soupçonné d'être derrière ce bombardement, pensant que ces missiles étaient destinés au Hezbollah.

Selon l'ONU, 4,25 millions de Syriens sont déplacés en Syrie même.

Le conflit s'étend au-delà des frontières syriennes. Une double attaque à la voiture piégée fait 40 morts dans la ville de Reyhanli en Turquie et des affrontements à Tripoli au Liban font dix morts.

Nasrallah, le chef du Hezbollah affirme que son groupe soutiendra Assad jusqu'à ce que les rebelles soient battus.

L'UE lève l'embargo sur les armes à destination des groupes d'opposition syriens.

## Juin 2013

La ville d'al-Qusair, stratégiquement importante, est prise par les troupes syriennes et le Hezbollah.

Les chefs rebelles se plaignent de ne pas recevoir suffisamment d'armes de la part de la communauté internationale en raison de préoccupations quant à

une présence islamiste grandissante dans leurs rangs.

Les États-Unis estiment qu'il est "possible" que le régime ait utilisé des armes chimiques à plusieurs reprises au cours des douze derniers mois, et en conclut qu'un soutien militaire peut être directement apporté aux rebelles. Les amis de la Syrie font la même conclusion.

L'ONU qualifie la Syrie du "plus grand désastre humanitaire" depuis la guerre froide.

## Juillet 2013

L'ONU rapporte que le nombre de morts dépasse les 100 000 personnes.

Le directeur du renseignement militaire Aviv Kochavi décrit la Syrie comme le "centre mondial du djihad".

Le Premier ministre par intérim Ghassan Hitto démissionne, incapable de former un gouvernement.

Les troupes du régime avancent dans Homs et occupent la mosquée Khalid Ibn Al-Walid, qui est longtemps restée un symbole pour les groupes rebelles.

Le régime syrien commence son siège du camp de réfugiés palestiniens de Yarmouk. Bien plus de cent personnes sont mortes de faim dans ce qu'Amnesty International a qualifié de crime contre l'humanité.

## Août 2013

Une attaque chimique dans une banlieue de Damas tue 1 400 personnes.

Les États-Unis tiennent le régime syrien pour responsable mais celui-ci nie toute

De très nombreux civils n'ont plus d'autre choix que de fuir les villes avec femmes et enfants...



implication et accuse les combattants de l'opposition d'être à l'origine de l'attaque. Human Rights Watch (HRW) a par la suite conclu que les preuves "suggèrent fortement" que les forces syriennes sont coupables de s'être servies "de gaz innervants", comme du gaz sarin comme arme dans cette attaque. Les enquêteurs de l'ONU ont plus tard affirmé avoir trouvé la preuve que les roquettes contenaient du sarin.

Ayant déclaré auparavant que l'utilisation d'armes chimiques par la Syrie pousserait les États-Unis à employer la force contre Assad, Obama se déclare décidé à entreprendre une action militaire, mais qu'il demanderait au Congrès de statuer là-dessus.

Le Premier ministre anglais David Cameron a aussi demandé une intervention militaire, mais celle-ci est bloquée par le Parlement.

## Septembre 2013

Le ministre des Affaires étrangères russe Sergey Lavrov remet en questions les informations des renseignements américains sur l'utilisation des gaz chimiques. Vladimir Poutine met en garde contre les répercussions de bombardements américains. Moscou propose alors une solution diplomatique au problème de l'utilisation des armes chimiques : que la Syrie signe la convention sur les armes chimiques pour autoriser les armes chimiques à être sous contrôle international et démantelées. Obama accepte.

Onze des plus importants groupes rebelles islamistes rejettent l'autorité de la Coalition nationale et déclarent que leur but est désormais de créer un État islamique.

## Octobre 2013

Les membres de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) arrivent en Syrie pour s'assurer du démantèlement de l'arsenal chimique.

Ils déclarent que le régime a rendu inaccessibles ses équipements de production d'armes chimiques.

## Novembre 2013

Un double attentat suicide à l'ambassade iranienne de Beyrouth fait 23 morts.

Bombardement des raffineries.



All Nosra et l'armée de Bachar el Assad s'affrontent à Alep.

Pendant ce temps, les groupes rebelles avancent dans la province de Deir Al-Zor.

## Décembre 2013

Fin 2013, 2,3 millions de Syriens se sont réfugiés en Turquie, en Irak, en Jordanie, au Liban et en Égypte.

18 % d'entre eux vivent dans des camps de réfugiés.

Cent personnes trouvent la mort dans des raids aériens sur d'Alep.

## Janvier 2014

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon se rend au premier tour des discussions de paix à Genève, où sont présents le gouvernement syrien et la coalition nationale. Aucun progrès n'est fait.

L'ONU cesse un temps de compter les morts dans le conflit, en raison de son incapacité à vérifier les informations.

Les spécialistes des crimes de guerre affirment que les images et les documents qui parviennent à eux montrent que les prisonniers sont tués à une "échelle industrielle".

## Février 2014

Un deuxième tour de pourparlers commence, mais les deux partis n'arrivent pas à s'accorder sur un calendrier. L'envoyé spécial de l'ONU Lakhdar Brahimi s'excuse de cet échec et démissionne en mai.

Une "bombe baril" du gouvernement tue près de 250 civils à Alep.

Le directeur des Services secrets américain James Clapper déclare que la guerre pourrait devenir une impasse "perpétuelle" sans victoire possible d'aucun des camps.

L'armée turque tire sur un Mig-23 syrien. Les responsables turcs se défendent en affirmant qu'il est entré dans l'espace aérien turc.

## Mars 2014

Les forces du régime appuyées par le Hezbollah prennent Yabroud, la dernière ville tenue par les rebelles à la frontière libanaise.





Bachar el Assad et Vladimir Poutine. Complicité.

Israël entame une série de bombardements aériens sur les forces syriennes après que quatre de ses soldats ont été blessés dans un bombardement sur le Golan.

## Avril 2014

L'armée de l'air jordanienne bombarde un convoi à la frontière jordano-syrienne, qui se serait apprêté à traverser la frontière.

Des rapports indiqueront plus tard que le convoi aurait pu contenir des rebelles essayant de fuir les troupes du gouvernement.

## Mai 2014

La prise de Homs par le gouvernement, accompagnée d'un accord de cessez-le-feu, marque un revers symbolique pour les rebelles syriens. Les deux parties s'accordent sur une trêve de 48 heures, ce qui permet à des centaines de rebelles de fuir la vieille ville où ils avaient fait un dernier baroud d'honneur alors qu'ils étaient assiégés par les troupes syriennes.

Un rapport d'HRW, fondé sur des interviews de témoins et sur des analyses de vidéos et de photos, conclut que les forces d'Assad ont utilisé des bombes contenant du gaz au chlore, contre les zones tenues par les rebelles.

HRW relève que les fragments de chlore trouvés sur le théâtre des affrontements montrent que ces bombes ont été lancées de très haut. Ce qui suggère que le

régime syrien aurait lancé, depuis des hélicoptères, de grossières "bombes baril" contenant du chlore.

## Juin 2014

Des élections législatives sont organisées dans les zones tenues par le régime. Pour la première fois depuis que la famille d'Assad est au pouvoir, plus d'un seul candidat peut se présenter. Les groupes d'opposition et la communauté internationale décrivent ces élections comme une mascarade.

Daech proclame son califat dans les zones qu'il contrôle : entre Alep et l'est de l'Irak. Abu Bakr Al-Baghdadi en prend la tête.

La mission de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) dit avoir fini de détruire les armes chimiques en Syrie, et que tous les équipements de production et de stockage des munitions ont également été détruits.

## Juillet 2014

L'EI consolide son pouvoir, et prend une base militaire d'importance près de Raqqa.

Le Conseil de sécurité des Nations-unies vote l'autorisation pour les humanitaires de traverser la frontière pour aider les victimes du conflit dans les zones tenues par les rebelles, sans avoir besoin de la permission préalable du gouvernement syrien.

## Août 2014

L'ONU déclare que Daech a violé les

droits de l'Homme et commis des atrocités en Syrie.

Le groupe s'empare de la base aérienne d'Al-Tabqa, le dernier bastion du gouvernement à Raqqa, après d'intenses combats. Le groupe massacre plus de 100 prisonniers faits au sein des troupes gouvernementales. Le journaliste américain James Foley est exécuté par Daech, dans une vidéo sanglante, la première d'une série de vidéos d'exécutions.

Les États-Unis mettent en place une coalition anti-Daech à Paris.

## Septembre 2014

Des forces des États-Unis et cinq pays arabes commencent à bombarder l'EI en Syrie.

Daech lance une attaque sur l'enclave kurde de Kobané. La défense de la ville devient un symbole de la lutte contre Daech. L'ASL, les bombardements de la coalition et les combattants peshmerga du Kurdistan irakien sont les acteurs de la bataille de Kobané.

De la fumée à la ville frontalière de Kobané après les bombardements de la coalition internationale contre les cibles de l'EI.

## Octobre 2014

Daech avance dans Kobané mais se fait pilonner par les bombardements de la coalition. Les forces du régime encerclent Alep, coupant les principales voies d'approvisionnement de la ville.

Le Liban ferme ses frontières aux réfugiés syriens après l'arrivée de plus d'un million de personnes fuyant le pays.

## Novembre 2014

Jebhat al-Nousra pousse le mouvement Hazm (aussi appelé Harakat Hazm) hors de la province d'Idlib. Le groupe laïque a reçu des armes sophistiquées de la part de l'armée américaine. Des réseaux sociaux proches d'Al-Nousra revendiquent une saisie conséquente de ces armes.

Les ONG demandent à la communauté internationale d'en faire plus pour aider les civils qui fuient la guerre civile syrienne.

La Turquie, l'Irak, le Liban et la Jordanie sont dépassés par le nombre de réfugiés et certains pays d'accueil ont commencé à restreindre l'accès aux réfugiés.

## Décembre 2014

Le gouvernement syrien accepte désormais que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) distribue du matériel médical dans les zones tenues par l'opposition, dont Alep, précédemment interdites d'accès aux travailleurs humanitaires.

En 2014, 76 000 personnes sont mortes, victimes du conflit syrien d'après l'ONU. C'est l'année la plus meurtrière à ce jour.

[Extrait du reportage vidéo sur "La crise des réfugiés au Liban" (Photo de Frederick Paxton/VICE news)]

## Janvier 2015

Les forces kurdes annoncent qu'elles ont repoussé Daech hors de Kobané.

## Février 2015

Le gouvernement syrien affirme qu'il suspendra ses bombardements aériens et ses tirs d'artillerie à Alep conformément à une proposition de l'ONU.

HRW affirme que les forces syriennes continuent d'utiliser des bombes baril, qui ont tué et blessé des centaines de personnes. Assad continue de nier de telles actions.

Les États-Unis et la Turquie signent un accord de formation et d'armement des rebelles syriens qui combattent Daech.

Hazm annonce sa dissolution après que son bastion de la province d'Alep a été pris par Jabhat al-Nusra. Assad affirme qu'il reçoit des informations de la part de membres de la coalition sur les bombardements contre Daech en Syrie, mais qu'il ne coopère pas avec la coalition. Daech diffuse une vidéo qui montre un pilote jordanien, qui avait été fait prisonnier, être brûlé vif.

## Mars 2015

Série de défaites pour Daech en Irak et en Syrie.

Jabhat Al-Nusra et d'autres rebelles font sauter des explosifs sous les quartiers généraux du renseignement de l'armée de l'air d'Alep. Le chef militaire du groupe, Abu Homam al-Shami est tué ainsi que trois autres hauts responsables, dans un bombardement aérien. L'ONU et un regroupement d'organisations internationales, dont Oxfam et

Vladimir Poutine n'est pas non plus avare de sourires avec les dignitaires religieux.

Save the Children affirment que 2014 a été la pire année du conflit. Ils accusent les membres de la communauté internationale de ne pas aider les victimes et de ne pas en faire assez pour atténuer le désastre humanitaire en Syrie.

## Mai 2015

Daech prend le contrôle d'un important territoire autour de la ville de Palmyre.

## Septembre 2015

La France décide d'envoyer des forces aériennes.

## Novembre 2015

La ville de Sinjar est reprise à Daech

## Décembre 2015

Le chiffre de 3 000 bombes larguées depuis un an sur la Syrie est atteint. <sup>(10)</sup>

## La Syrie aurait disparu sans l'aide de la Russie et de l'Iran

Le baassisme était une idéologie à la mode au temps du nationalisme arabe, dans les années 1960-1970-1980. Mais, dès les années 1979, le nationalisme arabe a été concurrencé par le panislamisme et le régime baassiste n'est plus parvenu à masquer sa nature confessionnelle. Il a, en effet, été confisqué par les alaouites dès les années 1966-1970 (Salah Jadid, puis Hafez al-Assad) sous couvert de nationalisme arabe séculier et pluriconfessionnel, mais la radicalisation du conflit a fait que les alaouites

ne pouvaient plus masquer leur agenda minoritaire confessionnel derrière un panarabisme qui, d'ailleurs, n'était plus à la mode et était jugé anti-islamique par les islamistes.

Les alaouites ont été dès lors démasqués et l'essentiel de l'opposition est passée d'une opposition antidictatoriale face à un régime tyrannique, à une opposition sunnite de plus en plus islamiste, face à un régime de "mécéants alaouites". On est alors passé d'un conflit idéologique, d'une opposition démocratique, à un conflit identitaire et confessionnel. Or, les forces alaouites, non musulmanes et ethnies minoritaires, plus ou moins associées au régime ou adeptes d'une Syrie laïque, donc ennemies radicales des rebelles islamistes, ne représentent au maximum que 30 % de la population au niveau ethno-confessionnel. De ce fait, le rapport du nombre leur est défavorable et les minorités n'auraient pas pu faire face plus longtemps à une opposition sunnite plus nombreuse, 70 % de la population syrienne est sunnite. Sans l'aide de la Russie et de l'Iran, avec le Hezbollah, et indirectement des Kurdes, le régime était voué à disparaître.

## Sauver les meubles

Le seul enjeu du régime, aujourd'hui, est de sauver les meubles et de conserver la Syrie "utile", c'est-à-dire la Syrie de l'ouest, d'Alep, du sud-ouest, du centre et de Damas la capitale, la Syrie voisine des autres pays riverains de la Méditerranée et qui a accès à la mer, et où vit la moitié de la population. C'est là que se trouve le poumon économique,



démographique, intellectuel et politique du pays. Le régime syrien est prêt à perdre une partie du désert syrien de l'est du pays, si c'est le prix à payer pour survivre dans la "partie utile". La base identitaire du régime, les alaouites, se situe dans le nord-ouest de Djebel Alaouite. Il semble avoir déjà accepté cette idée.

## Syrie La guerre a fait plus de 55 000 morts en 2015

La guerre a fait plus de 55 000 morts en 2015

Plus de 55 000 personnes ont été tuées en Syrie en 2015, dont plus de 2 500 enfants, a annoncé l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) alors que le pays est depuis cinq ans le théâtre d'un conflit sanglant.

L'ONG basée en Grande-Bretagne a par ailleurs indiqué que ce bilan portait à plus de 260 000 le nombre total de morts depuis le début du conflit en mars 2011, dans leur grande majorité des combattants.

[© Sputnik. Maxim Blinov - Moscou dément les informations turques sur son opération en Syrie.]

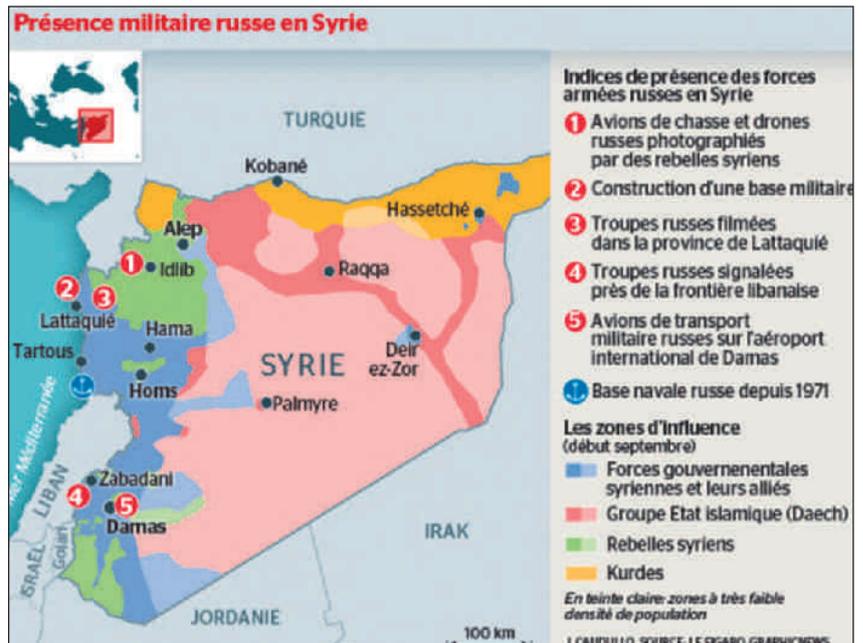
Pour la seule année 2015, 55 219 personnes ont péri, dont 13 249 civils parmi lesquels figurent 2 574 enfants. Un chiffre en recul par rapport à l'année 2014, durant laquelle les violences ont coûté la vie à 76 021 personnes.

La majorité des morts sont des combattants, dont 7 798 rebelles et plus de 16 000 djihadistes du groupe État islamique (EI), du front Al-Nosra – la branche syrienne d'Al-Qaïda – ou de milices associées, engagés contre le président Bachar al-Assad.

Au total, 17 686 personnes sont tombées dans les rangs du régime, dont plus de 8 800 soldats de l'armée, plus de 7 000 membres de milices pro-Assad, et 378 hommes du mouvement chiite libanais Hezbollah, engagé aux côtés de Damas.

Quelque 1 214 combattants étrangers ont également été tués, selon l'OSDH, qui s'appuie sur un large réseau de militants et de sources médicales à travers le pays en guerre.

Par ailleurs l'ONG précise que 274 personnes décédées n'ont pas pu être identifiées.



Depuis le début du conflit, qui a débuté par la répression de manifestations pacifiques et évolué en une guerre complexe opposant nombre d'acteurs et impliquant des puissances étrangères, l'ONG a documenté la mort de 260 758 personnes, dont plus de 76 000 civils, précise l'AFP.

Les combats ont également coûté la vie à 40 121 djihadistes, alors que l'aviation russe et une coalition internationale menée par les États-Unis sont récemment intervenues dans le conflit pour lutter contre les groupes extrémistes.

## Le bilan catastrophique de la diplomatie occidentale en Syrie

Un ancien collaborateur de Barak Obama dresse un bilan sans concession de la stratégie suivie par les Américains et les Européens depuis cinq ans. Après avoir été sous-secrétaire d'État pour les Affaires européennes avec Hillary Clinton. Universitaire de formation, Philip Gordon est maintenant au Council on Foreign Relations de New York et a retrouvé sa liberté de parole. Et il ne se prive pas d'en faire usage.

Le bilan, ce n'est pas seulement les 260 000 morts provoqués par cinq ans de guerre, pour la grande majorité des-

quels le régime de Damas porte l'essentiel de la responsabilité. Ce sont aussi les erreurs d'analyse et de politique accumulées par les Occidentaux. Elles sont au moins au nombre de trois.

La première est d'avoir sous-estimé Bachar el-Assad. Dans la foulée des "printemps arabes" qui avaient vu la destitution du Tunisien Ben Ali puis de l'Égyptien Moubarak, début 2011, les Américains et les Européens ont cru que les manifestations pacifiques des opposants allaient conduire à la chute du président syrien.

« Assad doit partir » était le slogan le plus entendu à Washington comme dans les capitales européennes. À Paris, ce fut le principe suivi aussi bien par Nicolas Sarkozy et son ministre des Affaires Étrangères Alain Juppé que par leurs successeurs à l'Élysée et au Quai d'Orsay, François Hollande et Laurent Fabius.

### « Assad devra partir »

Ce n'est qu'après plusieurs années qu'il a bien fallu se rendre à l'évidence : Assad était toujours là et bien là. « Nous avons sous-estimé la ténacité du régime et le soutien que pouvaient lui apporter la Russie et l'Iran », dit Philip Gordon. Aussi le langage diplomatique occidental a peu à peu évolué. Le départ d'Assad du pouvoir n'a plus été considéré comme la condition d'une solution, ni même la condition de l'ouverture de négociations, mais comme l'aboutissement souhaité d'un processus politique.

Au « *Assad doit partir* » a succédé un « *Assad devra partir* ». Comme l'a répété François Hollande, il ne peut être partie prenante de la solution. En attendant, les Occidentaux, sous la pression des Américains, ont accepté d'ouvrir des négociations avec le régime de Damas en faisant silence sur le sort de Bachar el-Assad.

Les experts occidentaux considèrent que plus de 80 % des frappes russes ont, en fait, ciblé les groupes d'opposants à Assad.

Sans doute ont-ils pensé à plusieurs reprises, que la chute du dictateur de Damas était proche sous les coups de l'Armée syrienne libre (opposition "laïque") et des groupes djihadistes. C'était compter sans l'intervention de Téhéran et de Moscou. Pour des raisons différentes mais concordantes, l'Iran et la Russie ne veulent pas d'un changement de régime en Syrie. Le premier a très tôt envoyé à la rescousse des forces loyalistes ses vassaux du Hezbollah libanais puis les gardiens de la Révolution et vraisemblablement des troupes régulières – un général iranien serait mort en Syrie.

Quant à la Russie, elle a d'abord donné la priorité à la défense de sa base militaire de Tartous sur la Méditerranée puis a fourni à Assad des "conseillers" avant de lancer, fin septembre, des bombardements aériens contre les forces d'opposition, sous prétexte de lutter contre l'État islamique et contre le terrorisme en général. Les experts occidentaux considèrent que plus de 80 % des frappes russes ont, en fait, ciblé les groupes d'opposants à Assad, faisant de nombreuses victimes civiles, selon la méthode employée naguère contre les indépendantistes tchétchènes.

### L'échec de la "ligne rouge"

Cette intervention massive a permis à la Russie de se replacer au centre du jeu militaro-diplomatique au Moyen-Orient.

Vladimir Poutine avait déjà réussi à se rendre indispensable à l'été 2013. L'utilisation d'armes chimiques par le régime syrien avait été décrétée par Barak Obama, soutenu par la France, comme une "ligne rouge" dont le franchissement entraînerait des mesures de rétorsion sous la forme de frappes aériennes contre les bases de Bachar el-Assad. En août, François Hollande était prêt à passer à l'acte après que Damas eut utilisé des armes chimiques contre sa propre population.

Le refus de la Chambre des communes britannique de participer à une opération aérienne en Syrie conduisit le président Obama à attendre du Congrès une autorisation qu'il avait peu de chances d'obtenir.

Laissé seul, François Hollande ne put que s'incliner. Ce fut la deuxième erreur d'Obama.

« La crédibilité des États-Unis en a souffert, explique Philip Gordon. Et cela a semé le doute chez nos alliés. »

Vladimir Poutine se donna le beau rôle en proposant que les armes chimiques de la Syrie soient confisquées et détruites. Il engrangea ainsi un succès diplomatique vis-à-vis des Américains tout en sauvant son allié Assad.

Des frappes franco-américaines auraient-elles changé durablement le rapport des forces ? Philip Gordon en doute. Car même s'il se déclare partisan d'une ligne plus dure, proche de celle préconisée par la France, et par d'autres conseillers de Barack Obama – c'est

aussi la position d'Hillary Clinton qui avait quitté le Département d'État –, il ne pense pas que cette ligne dure aurait suffi à engager une transition politique dans le sens souhaité par les Occidentaux. C'est leur troisième erreur : l'inadéquation entre les objectifs – le départ de Bachar el-Assad et une transition vers un régime démocratique et pluraliste – et les moyens.

L'opposition syrienne dénonce un "recul" de la part de Washington qui a cédé à Moscou.

### Boycott des négociations

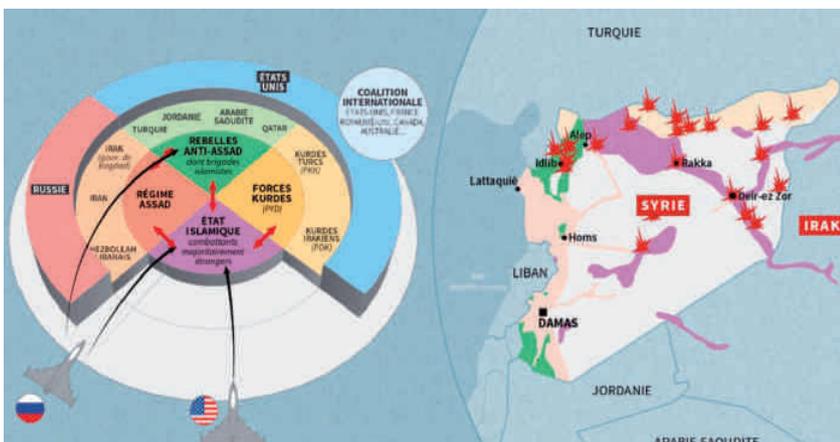
Partisan d'un "pivotement" vers l'Asie et d'un désengagement américain du Moyen-Orient, Barack Obama a dû y revenir sous la pression des événements.

Mais il veut par-dessus tout éviter de se trouver embourbé en Syrie comme son prédécesseur en Irak. Puisque les moyens mis en œuvre ne sont pas à la hauteur des objectifs, malgré la présence croissante de forces spéciales américaines sur le terrain pour aider à combattre à la fois Daech et Assad, il faut revoir les objectifs à la baisse. Essayer de trouver un compromis avec le régime de Damas et ses soutiens iranien et russe, notamment en reportant « à plus tard la question du maintien au pouvoir d'Assad », comme le préconise Philip Gordon, parce que cette question divise tous les protagonistes.

C'est, semble-t-il, ce à quoi s'est finalement résolue l'administration américaine, permettant ainsi l'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU de la résolution 2254. Votée à l'unanimité, celle-ci fixe une feuille de route pour les négociations qui ont commencé à Genève, sans mentionner le sort du président syrien. L'opposition syrienne dénonce un "recul" de la part de Washington qui a cédé à Moscou, selon Riyad Hijab, ancien Premier ministre d'Assad qui a fait défection. Elle a décidé de boycotter le début des négociations de Genève.

### Le risque du chaos

Repousser la décision sur l'avenir d'Assad à la fin de la période de transition qui doit s'étaler sur dix-huit mois, voire lui permettre de se présenter à la prochaine élection présidentielle, est-il le seul moyen d'en finir avec le désastre politique et humanitaire ? Dans le camp



occidental les “réalistes” en sont convaincus. Rien ne garantit qu’un soutien plus ferme des Occidentaux et de leurs alliés sunnites à l’opposition syrienne aurait permis l’avènement d’un régime modéré et le maintien de l’unité du pays. Le risque d’un effondrement total des structures de l’État, comme en Irak après l’intervention américaine de 2003, n’est pas négligeable, sans compter l’hypothèse d’une lutte des groupes islamistes entre eux et contre les modérés, avec un chaos à la libyenne, que personne ne veut, ni les Russes ni les Occidentaux. Ce diagnostic de l’ancien conseiller de Barack Obama est sombre. La politique suivie depuis cinq ans a conduit dans une impasse, « *mais cela ne veut pas dire qu’il y avait une alternative plus simple* ». Il est difficile de ne pas lui donner raison. (11)

## Guerre totale en Syrie : qui bombarde qui ?

Qui se bat en Syrie, et contre qui ? La guerre est totale dans ce pays et, depuis 2011, les fronts se multiplient car s’y affrontent des acteurs intérieurs mais aussi extérieurs. Et chacun poursuit des objectifs différents. Décryptage d’une guerre qui peut en cacher plusieurs.

### La Syrie contre les rebelles et Daech

La guerre en Syrie a débuté en 2011 quand le régime du président syrien a réprimé dans le sang des manifestations pacifiques réclamant davantage de démocratie.

Quatre ans plus tard, le conflit – qui a fait plus de 260 000 morts et poussé des millions de personnes à l’exode – s’enlise, et l’armée de Bachar al Assad continue de bombarder ceux qu’elles considèrent comme des terroristes. Barils d’explosifs, armes chimiques (gaz sarin, chlore, moutarde...), missiles Scud... le régime inflige depuis des années un déluge de feu sur ses opposants.

### La coalition arabo-occidentale contre Daech

La coalition dirigée par les États-Unis comprend les principales armées européennes, l’Australie, le Canada, l’Arabie saoudite, la Jordanie, le Qatar, Bahreïn

et les Émirats arabes unis. Elle frappe depuis l’été 2014 les positions du groupe État islamique, ainsi que le front al-Nosra.

### La Russie contre les rebelles syriens et Daech

Pour Moscou, une intervention en Syrie a un double intérêt : ce pays constitue le dernier point d’influence dans la région, et lui permet de s’affirmer face aux États-Unis. Son aviation est ainsi entrée en action en septembre 2015, officiellement pour frapper des cibles terroristes. Sauf que ce terme recouvre toute l’opposition armée au régime. Sur le terrain, très peu de ses frappes ont donc en réalité visé les djihadistes de l’organisation Daech. Après quasiment six mois de frappes, la Russie estime avoir “renversé la situation” et permis au régime de Damas, en difficulté en 2015, de reconquérir des points dans l’ouest, le sud, et surtout le nord du pays.

### La Turquie contre les forces kurdes de Syrie

Depuis plusieurs jours, Ankara bombarde depuis sa frontière des positions des milices kurdes syriennes dans le nord du pays. Cible visée : les Unités de protection du peuple (YPG), qui constituent le premier allié sur le terrain de la coalition occidentale contre le groupe État islamique (EI) en Syrie. Ces YPG forment la branche armée du Parti de l’union démocratique (PYD), le groupe à majorité kurde qui domine actuellement une partie du nord de la Syrie, le Kurdistan syrien connu sous le nom de Rojava. Ce PYD joue lui-même un rôle diplomatique complexe : il est membre du Conseil démocratique syrien (CDS), une formation kurdo-arabe opposée au régime de Bachar Al-Assad. Mais c’est aussi une émanation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) turc, ennemi juré d’Ankara et classé comme organisation terroriste par les États-Unis et l’Union européenne.

### Et la France dans tout ça ?

Longtemps l’un des pays les plus hostiles au président Assad, elle a, sous la pression des attentats de 2015, fait de la lutte contre le groupe Daech sa priorité, et est membre de la coalition anti-Daech en Irak et en Syrie. Elle continue néanmoins à réclamer un dé-

part d’Assad à plus ou moins court terme et appuie l’opposition syrienne qui s’est constituée en décembre à Riyad, rassemblant des politiques et des représentants de groupes armés.

## En Syrie, beaucoup d’acteurs étrangers et autant de stratégies

Quelques jours après l’accord de “*cessation des hostilités*” annoncé à Munich le 12 février 2016, la situation continue de se détériorer en Syrie. La Turquie frappe les forces kurdes syriennes et hausse le ton face à la Russie, qui soutient le régime de Bachar el-Assad. Quels sont les objectifs qui animent les acteurs non-syriens de ce conflit ?

### Turquie : lutter contre les Kurdes

La Turquie soutient la rébellion syrienne avec comme objectif affiché le départ de Bachar el-Assad. En outre, Ankara est officiellement en “guerre contre le terrorisme”, une appellation qui inclut la lutte contre le groupe Daech et contre la rébellion kurde du PKK, active dans le sud-est de la Turquie. Mais depuis le samedi 13 février, l’armée turque bombarde aussi en territoire syrien, visant les combattants kurdes syriens du PYD, liés au PKK. Ankara nie avoir envoyé des troupes au sol, comme l’affirme le régime de Damas.

Selon le chercheur français Didier Billon, directeur adjoint de l’IRIS (Institut de relations internationales et stratégiques), « *les autorités turques ont une obsession : éviter en Syrie une situation identique à celle qui a permis de constituer une zone kurde autonome en Irak* ».

### Arabie saoudite : contrer l’influence iranienne

L’Arabie saoudite soutient l’opposition syrienne. On parle ainsi “d’opposition de Riyad” à propos du Haut-comité des négociations (HCN), cette coalition formée dans la capitale saoudienne en décembre 2015, incluant des groupes politiques et des rebelles armés. Par ailleurs, le royaume affiche ses efforts de lutte contre le groupe État islamique, en

annonçant par exemple fin 2015 la naissance d'une "coalition internationale antiterroriste" composée d'une trentaine de pays musulmans. Riyad envisage désormais l'envoi de troupes au sol pour lutter contre le groupe EI. Cela dit, en Syrie comme au Yémen, l'implication de l'Arabie saoudite est liée à sa politique désormais assumée de lutte contre l'influence iranienne.

### Russie : soutenir Bachar el-Assad

En intervenant militairement en Syrie à partir de septembre 2015, la Russie a bouleversé l'échiquier syrien. Moscou ne fléchit pas dans son soutien à Bachar el-Assad, affirmant que ses opérations en Russie visent à lutter contre le terrorisme. En Occident, on relève que les frappes russes visent tous les groupes qui luttent contre Bachar el-Assad. Et le groupe Daech reste peu concerné par les bombardements russes. Pour la Russie, l'enjeu est aussi celui de la relation avec l'Occident, déjà dégradée depuis le conflit en Ukraine.

« Nous avons glissé dans une nouvelle guerre froide », a déclaré le Premier ministre russe Dmitri Medvedev, le 13 février.

### Iran : affirmer son influence régionale

Allié de longue date de la Syrie, l'Iran reconnaît avoir dépêché des conseillers militaires ces dernières années pour défendre le pouvoir de Bachar el-Assad. En réalité, l'implication militaire de Téhéran semble inclure des combattants iraniens, engagés aux côtés de miliciens libanais du Hezbollah ou d'Afghans. Pour la République islamique, il s'agit d'affirmer son influence régionale et de se présenter en acteur incontournable dans la région, dans le contexte de la fin de la crise nucléaire et de la levée des sanctions internationales.

### Occidentaux : lutter contre Daech

Formée à l'été 2014, la coalition internationale qui lutte contre le groupe Daech est dirigée par les États-Unis. Sur le papier, elle compte plusieurs dizaines de pays membres, mais ce sont les Occidentaux (USA, Grande-Bretagne, France...) qui mènent l'essentiel des frappes en Syrie et en Irak. Au sein de la coalition, les stratégies évoluent :

longtemps, la France a limité ses frappes à l'Irak avant de les étendre à la Syrie en septembre 2015. Autre exemple, celui du Canada qui a récemment annoncé la fin de ses frappes en Irak et en Syrie.

## Ces (nombreux) pays que l'existence de Daech arrange bien

Olivier Roy, spécialiste de l'islam, estime que certains acteurs dans la région n'ont pas intérêt à le voir disparaître : l'Irak, la Turquie, l'Arabie saoudite, l'Iran, Israël et Bachar al-Assad.

### Interview

[Spécialiste de l'islam et fin connaisseur du djihadisme, il est professeur à l'Institut universitaire européen de Florence.]

### Comment peut-on lutter efficacement contre Daech ?

– La question de la lutte contre Daech est rendue plus complexe du fait que certains acteurs dans la région n'ont pas intérêt à le voir disparaître. Ils trouvent dans son existence un intérêt par défaut : il n'est pas leur ennemi principal mais secondaire.

– En Irak, les tribus sunnites ont eu recours à Daech pour se protéger des exactions des milices chiïtes ; les chiïtes d'Irak, eux, ne veulent pas prendre Falloujah ou Mossoul. Pourquoi ? Parce que ça les obligerait à intégrer politiquement les Arabes sunnites, ce que leur demandent les Américains depuis dix ans.

Les milices chiïtes irakiennes se battent pour leur territoire, donc Daech ne prendra jamais Bagdad. Mais ils ne veulent pas reconquérir le territoire sunnite pris par Daech, ça ne les intéresse pas. Les chiïtes irakiens ont à mon avis intériorisé l'idée que l'État irakien est une construction artificielle élaborée par les Anglais dans les années 1920 pour mettre les sunnites au pouvoir. Alors, sans avoir forcément le projet de créer une république chiïte, ils s'installent dans un provisoire. Ce qui arrange tout le monde.

– En Turquie, Erdogan est extrêmement clair : l'ennemi, ce sont les Kurdes. Point. On ne va donc pas les aider à casser Daech pour renforcer les Kurdes ce qui permettrait au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de se

créer un sanctuaire et de reprendre la lutte armée en Turquie.

D'ailleurs, les Kurdes ne cherchent pas à écraser Daech, seulement à défendre leurs nouvelles frontières. Pour les Kurdes d'Irak, la menace principale c'est la reconstitution d'un État central fort à Bagdad, qui pourrait contester l'indépendance de fait dont jouit le Kurdistan irakien aujourd'hui. Daech en empêche la création. Des mauvaises langues prétendent que Barzani a laissé Mossoul tomber dans les mains de Daech. Il préfère un Mossoul dans les mains de Daech qu'un Mossoul dans les mains du gouvernement irakien.

– En Syrie, Bachar al-Assad, qui a eu un moment intérêt à favoriser l'émergence de Daech, aimerait désormais se poser en ultime rempart contre le terrorisme islamique,

et regagner aux yeux de l'Occident la légitimité qu'il a perdue en réprimant la population syrienne aussi violemment que son régime l'a fait.

– Pour les Saoudiens, l'ennemi principal n'est pas Daech, qui n'est que l'expression d'un radicalisme sunnite qu'ils ont toujours soutenu idéologiquement. Ils ne font donc rien contre, leur ennemi étant avant tout l'Iran.

– Les Iraniens, quant à eux, veulent contenir Daech, mais pas forcément l'anéantir, pour ne pas à avoir à administrer un territoire sunnite

et parce que son existence lui permet de jouer un rôle capital sur la scène internationale.

– Pour les Israéliens, Daech c'est génial : des Arabes qui tapent sur des Arabes et réciproquement !

Ils ne peuvent que se réjouir de voir le Hezbollah se battre contre des Arabes, la Syrie s'effondrer, l'Iran être empêtré dans une guerre, tandis que la question palestinienne devient une cause secondaire.

– les États-Unis. Washington se contente de faire du "containment", à coups de bombes et de drones. Et pourtant, une guerre ne se gagne pas sans infanterie au sol.

– La France, peut-être elle seule, voudrait éradiquer Daech. Mais elle n'a pas de quoi mener une telle guerre sur deux fronts, et dans le Sahel et au Moyen-Orient.

Mais la position de Daech est devenue difficile : il tient plus par défaut que par une dynamique de conquête. Son succès était fondé sur une avancée fulgurante et un effet de terreur qui visait à sidérer l'ennemi. Mais l'expansion de Daech est bornée, parce que le mouvement a atteint la limite des zones où les populations arabes sunnites voient en lui un défenseur...

– Bloqué au Moyen-Orient, **Daech** se lance donc dans une fuite en avant : le terrorisme globalisé. Et même s'il n'y aura pas d'offensive au sol contre lui, l'escalade dans lequel il s'est lancé peut pousser acteurs locaux et internationaux à négocier et à trouver un compromis entre les intérêts de chaque puissance régionale qui cessera de faire de Daech un moindre mal.

Propos recueillis par  
Sara Daniel et Marie Lemonnier

## Une étape décisive ?

L'organisation État islamique (EI), créée en 2006 en Irak, a été au cœur de l'actualité en 2015 et le conflit qui fait rage en Irak et en Syrie ne semble pas près de trouver une issue pacifique. La multiplication de groupes faisant allégeance à l'EI menace la stabilité des autres pays musulmans, de l'Algérie au Pakistan, et les attentats récents ont bouleversé l'Occident.

Cependant, l'EI a commencé à perdre du terrain en Syrie et en Irak au cours de l'année 2015 et le mouvement de reflux pourrait se poursuivre en 2016 si l'intervention internationale se coordonnait davantage et se focalisait sur la menace islamiste. Les actions visant à assécher les ressources financières de l'EI, en particulier celles tirées de l'exploitation du pétrole, commencent à porter leurs fruits, ce qui pourrait constituer une étape décisive de la guerre contre l'organisation terroriste.

### I. L'État islamique perd du terrain en Syrie et en Irak<sup>(12)</sup>

L'EI aurait perdu 14 % de son territoire au cours de l'année 2015. En **Syrie**, l'EI est tenu à l'écart de la "Syrie utile",

la région la plus peuplée de l'ouest. Il reste contenu à l'est de Homs et d'Alep,

où l'Armée syrienne libre et d'autres groupes rebelles continuent à affronter le régime de Bachar al-Assad.

**Au Kurdistan syrien**, la situation tourne à l'avantage de l'Unité de protection du peuple (YPG), la branche armée du Parti de l'union démocratique kurde. Les Kurdes, soutenus par des frappes aériennes américaines, remportent une victoire décisive à Kobané en janvier 2015.

Au cours du premier semestre, ils repoussent les forces de l'EI, ce qui leur permet d'unifier leur territoire et de couper une route de contrebande dont l'EI se servait pour vendre du pétrole en Turquie. En juillet 2015, les YPG repoussent également l'offensive de l'EI sur Hassakah, qu'ils tiennent désormais avec les forces loyales au régime syrien.

**En Irak**, les Kurdes lancent une offensive depuis les monts Sinjar, reprenant la ville de Sinjar et une route majeure reliant Mossoul à la Syrie en novembre 2015.

Le succès de l'opération est le résultat d'une jonction des forces kurdes irakiennes des peshmergas, de miliciens yézidis, des YPG kurdes syriens et des Kurdes turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), soutenus par des frappes aériennes de la coalition. Les combattants qui ont repris Sinjar y ont découvert un charnier, témoignant à nouveau des massacres auxquels se livre l'EI dans les territoires conquis.

L'EI recule également dans les environs de **Bagdad**. En avril 2015, les forces armées irakiennes, appuyées par des milices chiites, reprennent la ville de Tikrit aux islamistes après une quinzaine de jours de siège.

En décembre 2015, l'armée irakienne affronte l'EI à Ramadi, à cent kilomètres à l'ouest de Bagdad. À la fin du mois, les forces irakiennes atteignent le centre de la ville, tandis que la coalition continue de bombarder les quartiers tenus par les islamistes.

**En revanche, en Syrie en mai 2015**, l'EI prend le contrôle d'un important territoire autour de la ville antique de Palmyre.

La prise de Palmyre intervient au moment où l'organisation perd du terrain le long de la frontière turco-syrienne. Elle prouve la mobilité du groupe et il-

lustre une stratégie plusieurs fois appliquée : au lieu de se battre pour défendre un territoire jusqu'à l'épuisement, l'EI préfère se retrancher et ouvrir de nouveaux fronts, de préférence dans des régions sunnites ou il peut espérer le soutien d'une partie de la population.

**En même temps, l'EI continue à commettre des attentats dans les zones qu'il ne contrôle pas, ce qui rend la menace encore plus difficile à contenir pour les forces gouvernementales.**

Les forces régulières syriennes, irakiennes et kurdes empêchent l'EI de s'emparer des villes les plus peuplées et ont réussi à conduire quelques offensives significatives au cours de l'année passée. Ces succès contre l'EI sont aussi largement attribuables à l'intervention militaire internationale. L'appui d'autres pays est indispensable pour frapper le cœur du territoire de l'EI, et seule l'aviation des puissances étrangères peut infliger suffisamment de dégâts aux bastions reculés du groupe.

### II. Une action internationale encore trop peu coordonnée

En août 2014, une coalition menée par les États-Unis commence à bombarder l'EI en Irak. Presque 6 000 bombes y sont larguées entre août 2014 et fin décembre 2015 d'après l'armée américaine.

Les États-Unis bombardent ensuite la Syrie, aux côtés de plusieurs pays du Golfe, à partir de septembre 2014.

La France rejoint les États-Unis dans la lutte aérienne contre l'EI en Irak mais exclut dans un premier temps de bombarder la Syrie, refusant de prendre parti pour le régime ou pour l'EI. L'engagement de forces aériennes en Syrie est décidé en septembre 2015 en raison de la menace terroriste en France et de l'arrivée massive de réfugiés syriens en Europe.

Les frappes françaises s'intensifient suite aux attentats du 13 novembre à Paris. Trois mille bombes auraient été larguées en Syrie entre septembre 2014 et fin décembre 2015.

Les frappes de la coalition ont été particulièrement massives à Kobané pour aider les combattants kurdes à reprendre à l'EI cette ville frontalière stratégique. Elles visent également les villes de Mossoul et Ramadi, principales villes contrôlées par l'EI en Irak. Rakka, la

plus grande ville tenue par l'EI en Syrie a également subi d'intenses bombardements, notamment ceux menés par l'aviation française en réaction aux attentats de Paris.

La Russie commence son intervention en Syrie le 22 octobre 2015, un mois après l'annonce faite par le président Poutine devant l'ONU à New York. L'objectif de la Russie est de soutenir le régime de Bachar al-Assad, qu'elle considère comme seul légitime, et d'éradiquer l'islamisme par la force.

Une trentaine d'avions de combat opèrent des frappes de soutien pour les troupes du régime syrien. L'engagement au sol est limité mais des troupes régulières et des forces spéciales permettent de mieux guider les bombardements et d'aider l'armée syrienne à faire face à l'insurrection. Plusieurs navires frappent Rakka et Alep depuis les mers Caspienne et Méditerranée.

Les frappes russes sont concentrées sur la "Syrie utile", d'Alep à Damas, là où sont situés la plupart des affrontements entre les forces du régime de Damas et ses opposants.

Contrairement aux frappes de la coalition, celles de la Russie ne ciblent pas particulièrement les bastions de l'EI. Des combattants de l'EI sont touchés, comme à Homs où ils étaient aux prises avec les troupes du régime, mais la majorité des frappes est localisée au sud d'Alep, sur le front où le régime affronte l'Armée syrienne libre.

Le choix des cibles le montre, les objectifs russes ne sont pas les mêmes que ceux de la coalition arabo-occidentale. L'intervention militaire de la Russie, la première depuis la fin de l'URSS, s'explique même en partie par la volonté de contrebalancer l'influence des États-Unis et de ses alliés dans la région. Cependant, au cours de l'année 2015, il est devenu de plus en plus clair que la Russie et la coalition avaient pour objectif commun l'élimination de l'EI.

Les États-Unis, suivis par la France et les autres pays de la coalition, ont adopté une attitude beaucoup plus "attentiste" à l'égard du régime syrien et ont fait le choix de privilégier l'endiguement de la guerre civile et la lutte contre les terroristes de l'EI plutôt que le changement de régime. Du point de vue russe, l'EI est également un ennemi

de plus en plus sérieux pour Bachar al-Assad à mesure que le groupe avance vers ses bastions à l'ouest du pays et multiplie les attentats dans des grandes villes restées fidèles au régime comme Homs. L'EI constitue également une menace pour la Russie en raison du risque grandissant de contagion au Nord-Caucase.

L'alignement des intérêts des puissances intervenant dans le conflit devrait permettre une meilleure coordination, même si elle reste informelle. Il est désormais clair que l'objectif prioritaire est d'affaiblir l'EI avant de pouvoir engager un processus de reconstruction et d'envisager les issues politiques de la crise.

### III. Viser les infrastructures pétrolières pour tarir les finances de Daech

L'EI est considéré comme l'organisation terroriste la plus riche du monde. Le chiffre de 2 000 milliards de dollars d'actifs aux mains de l'organisation est parfois avancé (4).

La majorité de cette somme est composée des ressources pétrolières et gazières que renferment les zones contrôlées par l'EI. Le groupe a en effet réussi à prendre le contrôle de la majorité des champs de pétrole syriens, dont les principaux sont situés dans la région de Deir-ez-Zor. L'organisation extrait également du pétrole en Irak, dans la région de Mossoul. Le pétrole brut est ainsi la principale ressource de l'EI, constituant la majorité des trois milliards de dollars de ses revenus annuels, devant les taxes prélevées dans les territoires occupés, la contrebande de céréales, le trafic d'antiquités, les kidnappings et les dons régionaux.

D'après une récente enquête du Financial Time, le brut extrait par l'EI est vendu en majorité à des acheteurs syriens et irakiens qui viennent directement sur les sites d'extraction.

Une partie du brut est vendu tel quel au marché d'al-Qaim, à la frontière syro-irakienne, une autre partie est transformée en essence ou en mazout dans des raffineries construites par les habitants de la région ou assemblées par l'EI à partir de préfabriqués. Les produits raffinés sont vendus sur des marchés locaux dans les régions contrô-

lées par l'EI ou par d'autres groupes rebelles. Des trafiquants, qui ne sont généralement pas liés à l'EI, exportent de l'essence en traversant à pied ou à dos d'âne la frontière nord de la Syrie ou le Kurdistan irakien.

Les frappes aériennes de la coalition comme de la Russie visent les installations implantées par l'EI autour des champs pétroliers. La production est par conséquent en chute depuis le début de l'année 2016, beaucoup de raffineries mobiles installées par l'EI ayant ainsi été détruites.

L'objectif est aussi de mettre fin au commerce, en frappant par exemple les files de camions qui transportent le pétrole depuis les champs. Al-Omar, le principal site d'extraction de pétrole de l'EI, a notamment été très endommagé par les frappes de la coalition en 2015. La destruction des infrastructures pétrolières est un moyen efficace de tarir les finances de l'EI, donc de réduire son attractivité pour les combattants étrangers et limiter ses possibilités d'acheter le soutien des populations locales. Cependant, des frappes aériennes trop massives sur les champs de pétrole risqueraient d'avoir un effet contraire aux objectifs poursuivis. Les destructions accroîtraient les pénuries, ce qui radicaliserait davantage les populations, et nuirait à la reconstruction sur le plus long terme.

## Conclusion

Plusieurs signes permettent de penser que l'EI a atteint le maximum de son expansion en 2015, qu'il aura du mal à faire face à l'intervention simultanée d'une vingtaine de pays contre lui et qu'il ne pourra plus compter sur des ressources financières aussi abondantes qu'auparavant. Pourtant, cela ne signifie pas que l'organisation cessera de nuire. La guerre contre le terrorisme est loin d'être gagnée. En effet, la menace évolue constamment, l'ennemi est largement invisible, il ne peut pas être battu comme une armée régulière. Face à cette menace, les moyens militaires ont une efficacité limitée. Les efforts de reconstruction devront être la priorité car le danger est que l'intervention ne fasse qu'ajouter au chaos qui nourrit l'extrémisme dans la région.

## Libye : Daech et la passivité des pays arabes

Chronique . La question se pose : pourquoi les pays arabes n'interviennent-ils pas contre Daech en Libye ?

Analyse. Par Mireille Duteil

Le 19 février, les États-Unis ont bombardé pour la quatrième fois le territoire libyen. Des frappes ciblées. Elles ont détruit deux maisons d'un camp d'entraînement de djihadistes de l'État islamique, à Ksar Alalga, près de Sabratha, à 80 kilomètres de Tripoli. Les 43 morts sont presque tous des Tunisiens – et deux Serbes, une jeune diplomate et son chauffeur, enlevés il y a trois mois à Tripoli. En ligne de mire des États-Unis :

Noureddine Chouchane, 26 ans, Tunisien responsable des attentats contre les touristes au musée du Bardo, à Tunis, et les vacanciers d'un hôtel à Sousse, au printemps dernier. Chouchane serait au nombre des morts, estime le Pentagone.

En novembre dernier, les Américains avaient déjà bombardé, à Derna, dans

l'est du pays, l'Irakien Abu Nabil, celui qu'El-Baghdadi, l'émir de Daech, avait envoyé en Libye pour prendre la tête de cette filiale de l'EI.

### Les États-Unis en première ligne

En Libye, Barack Obama a fait le choix d'opérations ponctuelles et ciblées contre le groupe salafiste.

Au moins aussi longtemps qu'un gouvernement libyen d'union nationale ne demandera pas une éventuelle intervention de pays occidentaux. Pour être légitime, ce gouvernement devra être accepté par les deux Parlements rivaux (celui de Tripoli et celui de Tobrouk). Les Européens (Italie, Grande-Bretagne) sont sur la même longueur d'onde. Hier, 22 février 2016, l'Italie a accepté que des avions américains porteurs de drones décollent de son sol pour des frappes en Libye.

Si la France déclare être de plus en plus soucieuse de ne pas mettre le doigt dans le chaudron libyen, il semble qu'elle dispose, comme les Américains, les Britanniques et les Italiens, d'une poignée d'hommes des forces spéciales engagés dans des opérations de renseignements et des prises de contact avec des tribus et des milices locales.

### Méfiance

Les capitales occidentales craignent, à juste titre, la réaction de la population face à une intervention qui sera considérée, au bout de quelques semaines, comme celle de nouveaux "croisés". Les inévitables victimes civiles alimenteront rapidement la haine et un désir de vengeance qui pousseront des jeunes au djihad. Un remède qui serait pire que le mal dans ce pays où l'EI, fort de 3 000 à 5 000 hommes selon les sources, compte plus de djihadistes étrangers que de Libyens. Une crainte qui n'est pas vaine.

Ces derniers jours, le gouvernement libyen de Tobrouk (reconnu par la communauté internationale et vu comme "pro-occidental") a logiquement dénoncé le bombardement américain « comme une violation flagrante de la souveraineté de l'État libyen ».

### Les États arabes absents du terrain

Pour éviter ces réactions, les États arabes ne pourraient-ils pas, eux, s'engager dans la lutte contre Daech en Libye ? Concrètement, il n'en sera rien. **Le monde arabe est incapable de s'entendre**, il n'est certes pas le seul. Ainsi, en mars 2015, lorsque l'Égypte, sur une initiative des États du Golfe, propose, à Charm el-Cheikh, lors d'une réunion de la Ligue arabe, de créer une armée arabe pour lutter contre le terrorisme, chacun a ses visées. Le Caire y voit le moyen de mater ses islamistes armés dans le Sinaï et éventuellement en Libye ; le Golfe et l'Arabie saoudite y cherchent un prétexte pour faire front contre l'Iran, en particulier au Yémen. Concrètement, le projet n'aboutira pas, sinon sur le papier.

Même échec en décembre dernier, lorsque l'Arabie saoudite lance la Coalition islamique contre le terrorisme. Elle regroupe 34 pays du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Asie (Malaisie, Pakistan). Le commandement militaire est installé à Riyad et une coordination existe officiellement avec la coalition internationale sous l'égide des Américains. Mais, en décembre, l'objectif saoudien était prioritairement de voir des États membres de la coalition soutenir les soldats saoudiens au Yémen. Peine perdue (à



Attentat meurtrier à Misrata, en Libye.



l'exception du Soudan). Les Saoudiens sont fort mécontents.

### Quels pays et quels moyens ?

Quant à **la Libye**, hormis les pays arabes du sud de la Méditerranée, inquiets, nul ne s'en soucie. Pas une capitale d'un État voisin ne se lancera dans une intervention militaire contre Daech. Les pays frontaliers du Sahel, le Niger et le Tchad, pauvres d'entre les pauvres, n'en ont pas les moyens. Les deux grands voisins, l'Égypte à l'est, l'Algérie à l'ouest, n'en ont pas la volonté politique. Pour des raisons différentes.

**L'Égypte** d'abord. Avec ses 80 millions d'habitants et son armée puissante, le grand voisin égyptien aurait, en théorie, les moyens militaires de lutter contre l'EI. D'autant plus qu'il existe des liens étroits entre l'Égypte et l'est de la Libye. Les populations sont les mêmes, parlent le même arabe avec l'accent égyptien, et nombre de djihadistes arrivent clandestinement en Libye, à

travers la frontière égyptienne, poreuse. **Mais Le Caire se soucie d'abord de sa propre lutte contre Daech dans le Sinaï. L'armée égyptienne n'en vient pas à bout.**

Aussi la seule intervention de l'armée égyptienne en Libye s'est-elle déroulée "à l'américaine", en février 2015, lorsque des avions égyptiens ont bombardé l'EI dans l'est libyen après la décapitation, filmée, d'Égyptiens coptes (chrétiens) sur une plage. Le Caire fournit, il est vrai, des armes à son allié, le général Khalifa Haftar, ancien proche de Kadhafi rallié à la révolution libyenne, et aujourd'hui chef anti-islamiste de la nouvelle armée libyenne.

**L'Algérie, ensuite. Son histoire est autre. Elle soutient un principe depuis 1962 : pas d'intervention militaire hors des frontières. Son credo : les conflits doivent se résoudre par la politique, non par les armes.**

Pourtant, Alger est inquiet de la situation libyenne. L'Algérie partage 700 ki-

Interminables cortèges de réfugiés kiurdes.

lomètres d'une frontière désertique avec son immense voisin. Les hommes de Mokhtar Belmokhtar ont franchi sans problème cette frontière en janvier 2013 pour attaquer un site pétrolier près d'In Amenas. Depuis, l'armée est sur le pied de guerre.

**Mais en Libye aujourd'hui, comme au Mali hier, l'Algérie n'interviendra pas militairement. Elle rencontre, officiellement ou officieusement, les différents partis, les groupes armés, les milices, pour tenter de faire dialoguer les groupes rivaux et mettre sur pied un gouvernement d'union nationale libyen qui, lui, devra lutter contre Daech. Alger pourra alors accepter, éventuellement, de fournir une aide dans le domaine du renseignement.**

**En fait, l'Algérie a une grande peur : qu'une intervention étrangère en Libye déstabilise la région. Elle y voit une menace pour sa sécurité intérieure.**

- 1 p.157 Assaut sur La Mecque 1979. [<http://laplumeetlerouleau.over-blog.com/2015/11/1979-assaut-sur-la-mecque.html>]
- 2 p.165 SFEIR Antoine *l'Islam contre l'Islam* le livre de Poche 2015.
- 3 p.165 [<http://www.lesclesdumoyenorient.com/Le-conflit-sunnite-chiite-au-Moyen-Orient-une-rivalite-millenaire-Deuxieme.html>]
- 4 p.177 ROUSSEL Violaine, "Chronologie. L'intervention américaine en Irak en quelques dates clés", Art vs war, Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), 2011, 316 pages. [<http://www.cairn.info/art-vs-war-782724611946-page-10.htm>]
- 5 p. 180 PIERRE MÉLANDRI « *l'empire américain* » après le 11 septembre 2001. [<http://www.cairn.info/revue-herodote-2003-2-page-17.htm>] [<http://www.herodote.org/spip.php?article21>]
- 6 p.182 Maxime BLANCHARD. [[http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2014/06/14/liberte-en-irak-retour-sur-le-fiasco-de-l-invasion-americaine\\_4438289\\_3218.html](http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2014/06/14/liberte-en-irak-retour-sur-le-fiasco-de-l-invasion-americaine_4438289_3218.html)]
- 7 p.183 Article original : "Why Did Bush Invade Iraq?". [[http://questionscritiques.free.fr/edito/CP/Paul\\_Craig\\_Roberts/Bush\\_Irak\\_guerre\\_nucleaire\\_080607.htm](http://questionscritiques.free.fr/edito/CP/Paul_Craig_Roberts/Bush_Irak_guerre_nucleaire_080607.htm)]
- 8 p.186 Jean-Pierre SÉRÉNI in *Le Monde diplomatique* mars 2013. [<https://www.monde-diplomatique.fr/2013/03/SERENI/48845>]
- 9 p.189 [<http://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/2014/04/08/25001-20140408ARTFIG00066-le-discours-de-villepin-sur-l-irak-a-l-onu.php>]
- 10 p.201 [<https://news.vice.com/fr/article/la-syrie-4-ans-apres-une-chronologie-du-conflit>]
- 11 p.204 Daniel VERNET *Le Monde* 01.02.2016. [<http://www.slate.fr/story/113425/bilan-catastrophique-syrie>]
- 12 p.206 CORENTIN Denis. [<http://www.lesclesdumoyenorient.com/2016-vers-un-reflux-de-l-Etat-islamique-Cartographie-du-conflit-en-Irak-et-en.html>]

## Références

# Épilogue

## Rappels chronologiques

**29 mai 2014** - L'État islamique proclame le "califat" islamique, placé sous le commandement de son chef Abou Bakr al-Baghdadi, autoproclamé calife Ibrahim, qui appelle tous les mouvements djihadistes à lui prêter allégeance.

**7 août 2014** - Barack Obama annonce qu'il autorise des frappes aériennes pour protéger les intérêts américains et venir au secours des minorités.

**5 septembre 2014** - Les États-Unis annoncent la formation d'une coalition internationale contre les djihadistes. Dix pays occidentaux constituent le "noyau dur" : France, Royaume-Uni, Canada, Australie, Allemagne, Italie, Albanie, Pologne, Danemark, Estonie.

**27 septembre 2015** - Premiers bombardements français en Syrie.

**30 septembre 2015** - Premiers bombardements russes en Syrie.

**13 novembre 2015** - Attentats à Paris

En Syrie, Bachar al Assad vous a partout à l'œil...

## Tour de table

### Syrie - Irak des frontières mais pas de nation

*« La Nation, comme l'individu, c'est l'aboutissement d'un long passé d'efforts, de sacrifices et de dévouement. »*

Renan.

Les structures étatiques sont historiquement récentes en Irak et en Syrie, dès lors bien peu enracinées. Sous l'Empire ottoman, ces pays musulmans étaient gouvernés par la "Porte" et ne disposaient pas de leur propre État. En dehors de la Turquie, l'Égypte a une tradition étatique qui remonte au pacha Mehmet-Ali qui, à partir de 1805, entreprit une profonde modernisation du pays, rendant l'Égypte largement autonome de Constantinople. Il y a aussi la Perse, dont la tradition étatique est extrêmement ancienne. Cette tradition est pour beaucoup dans la stabilité de l'Irak. En revanche, l'Irak et la Syrie sont des pays neufs et ne sont pas de vraies nations.

Le temps du nationalisme, qui est venu avec l'indépendance des deux

pays, n'a pas suffi, malgré la constitution d'ennemis communs, pour renforcer l'unité nationale. Pour la Syrie, cet ennemi a été Israël, contre qui elle a perdu toutes les guerres (1948, 1967, 1973, 1982). Cela ne l'a pas aidée. À Bagdad, Saddam Hussein n'a pas réussi à renforcer le nationalisme irakien avec l'invasion du Koweït en 1990, qu'il n'a pu conserver. Ou même avant, lors du conflit qui l'opposa à l'Iran de 1980 à 1988. La première guerre du Golfe entre l'Irak et l'Iran, qui a fait plus d'un million de victimes, s'est terminée sans vainqueur ni vaincu.

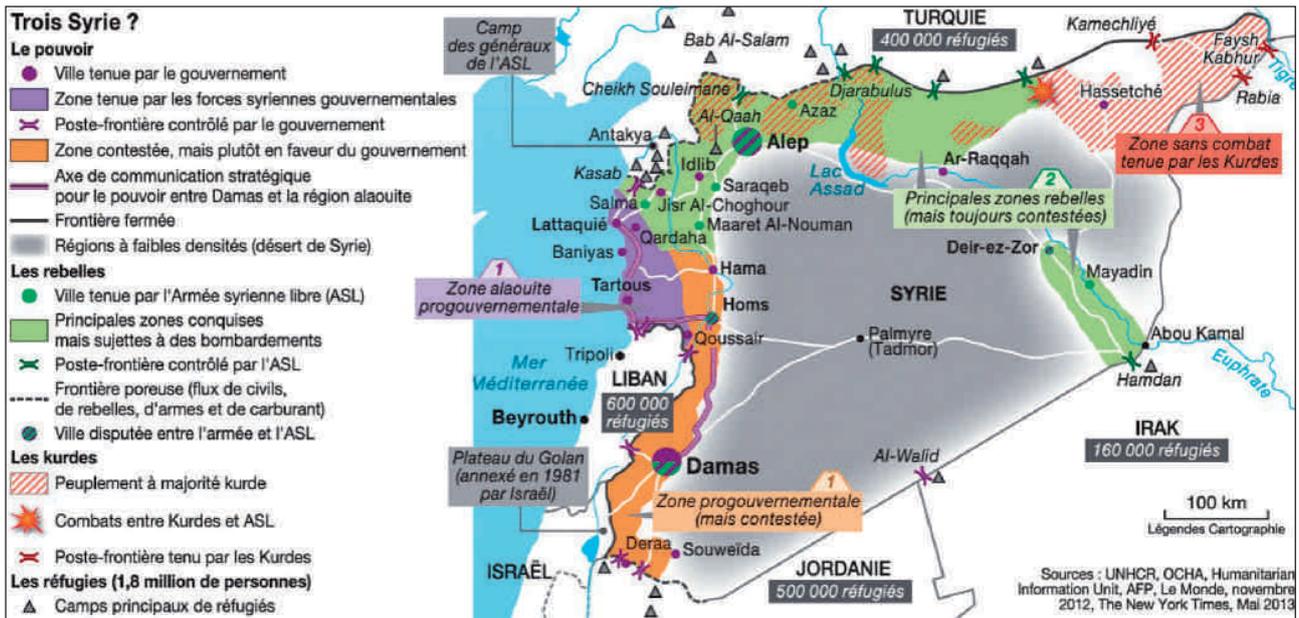
Dans ces territoires irakien et syrien, la loyauté à l'égard de la tribu, du clan ou de la foi, est beaucoup plus puissante que le lien avec l'État. En réalité, l'Irak et la Syrie ont été gouvernés par les anciens supplétifs des puissances coloniales. C'est précisément l'origine de la domination alaouite en Syrie. Appartenant à une minorité considérée comme en péché d'apostasie par les sunnites, les alaouites ont eu l'occasion de se libérer de cette soumission lorsqu'ils sont entrés dans l'armée et sont devenus les supplétifs des Français. Ces derniers partis, ils ont gagné le contrôle de l'armée. C'est précisément le schéma qu'a suivi Hafez el-Assad, le père de Bachar el-Assad.

Quel peut être l'avenir des États syrien et irakien ? Il ne faut pas être dupe. Les accords Sykes-Picot de 1915 sont morts. On ne rétablira pas les frontières de ces pays telles qu'elles ont été écrites dans le marbre lors du retrait des Occidentaux, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale.

L'Irak n'existe déjà plus. Le Kurdistan a une autonomie si poussée qu'on ne peut pas dire que le gouvernement de Bagdad ait la moindre influence sur les décisions qui sont prises à Erbil. Quant au triangle sunnite formé par les villes de Bagdad, Tikrit et Ramadi, il est improbable que les tribus qui s'y trouvent puissent accepter d'être gouvernées à l'avenir par un gouvernement chiite.

On se dirige donc vers un éclatement inévitable de l'Irak. De la même manière, l'unité de la Syrie n'existe plus et





aucun des deux camps ne pourra l'emporter sur l'autre.

Le régime laïque de Bachar el-Assad, où le religieux est séparé du politique, a largement les faveurs de toutes les minorités religieuses et ethniques du pays, que ce soient les chrétiens, les druzes, les chiites ou les alaouites. Il a aussi le soutien d'une partie importante des sunnites modérés, baasistes ou laïques. En revanche, le régime syrien ne parviendra jamais à reconquérir l'immense masse islamiste sunnite du pays. Inversement, les minorités qui soutiennent Bachar al-Assad n'accepteront jamais la domination des provinciaux sunnites. On se dirige donc vers un éclatement de la Syrie. Un fédéralisme extrêmement poussé comme il en existe aujourd'hui au sein de l'Irak avec le Kurdistan, permettrait de sauver les apparences, mais il ne s'agirait bien que d'apparences.

Le problème de Bachar al-Assad, c'est qu'aux yeux de millions de Syriens il n'est plus considéré comme le chef de l'État, mais comme un chef de milice confessionnelle embrigadé par Téhéran et protégé par la Russie et l'Iran.

Avec leur aide, il vise à sauver une partie du territoire, avec, en prime, la plaine de la Bekaa et, pourquoi pas, le Liban. Depuis le début de la guerre en Syrie, l'arme ethnique et confessionnelle a été utilisée par Bachar al-Assad, en poussant une partie de la population sunnite hors des frontières, cela lui permet de conforter le poids des alaouites.

Les différentes forces en présence sur le terrain.

## L'exode des chrétiens, la fin du monde

Fuyant les djihadistes, les derniers membres de cette communauté ont quitté Mossoul pour se réfugier au Kurdistan.

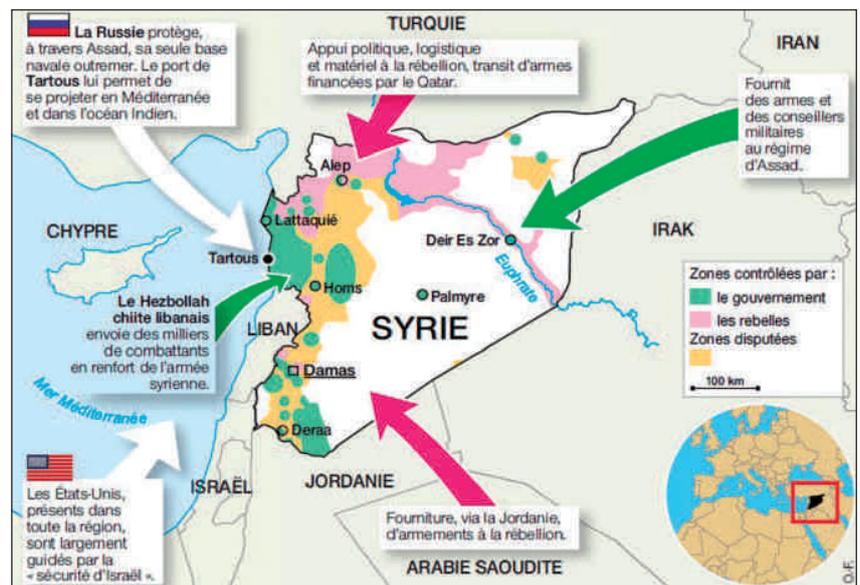
### La fin d'un monde.

J'ai lu avec une appréhension grandissante les titres des journaux sur la situation en Irak (dans les premières semaines de juin 2014). Le sentiment que j'ai alors éprouvé était semblable à celui qui m'envahit lorsque j'apprends dans la presse la disparition d'une énorme couche de glace dans l'Antarctique ou

celle d'une espèce animale rare. J'avais l'impression qu'un nouvel élément précieux de la vie sur Terre était sur le point de disparaître, vraisemblablement à jamais.

La prise de Mossoul par les djihadistes de Daech est une catastrophe pour le peuple irakien. Mais c'est un drame plus particulier qui m'a affligé : la fuite ou la dispersion des derniers membres de la fière communauté chrétienne d'Irak.

Emil Shimoun Nona, archevêque chaldéen de Mossoul, a déclaré à la presse que les rares chrétiens qui étaient encore dans la ville avant l'invasion des djihadistes, avaient quitté les lieux. Après l'invasion de l'Irak par les Américains, en 2003, la population





Le camp des réfugiés de Qaatari, en Jordanie, accueille 150 000 personnes.

chrétienne de Mossoul était tombée de 35 000 à 3 000, a-t-il fait observer.

« Aujourd'hui, il n'en reste plus un seul. »

La plupart d'entre eux ont rejoint les réfugiés qui ont fui l'avancée des troupes djihadistes ; beaucoup, dont l'archevêque, ont opté pour la sécurité relative du Kurdistan irakien.

Cet exode a été déclenché par la réputation sanguinaire des djihadistes. À peine entrés dans Mossoul, certains combattants ont incendié une église arménienne. Un comportement dans la logique des agissements du groupe durant la guerre civile en Syrie, où il a notamment remis en vigueur les restrictions islamiques datant du Moyen Âge, à l'encontre des populations chrétiennes.

En 2003, le nombre de chrétiens en Irak était estimé à 1,5 million, soit environ 5 % de la population. Depuis, la plupart d'entre eux ont réagi à l'extension du conflit religieux et à la multiplication des attentats en quittant le pays.

Au cours des deux derniers millénaires, l'Irak a abrité la culture bouillonnante des chrétiens d'Orient. Aujourd'hui, cette histoire légendaire semble toucher à sa fin.



Même si les forces djihadistes sont repoussées, il est difficile d'imaginer que les chrétiens de Mossoul qui ont pris la fuite puissent à nouveau se projeter dans l'avenir de leur pays.

À l'automne 2003, alors que j'étais en poste en Irak, je n'ai pas tardé à découvrir que cette ville était plus que ce que l'on pouvait lire dans les journaux. Les habitants que j'y ai rencontrés m'ont accueilli avec une hospitalité que je n'avais jamais connue dans la capitale irakienne. Cela s'expliquait peut-être par le fait que Bagdad, le cœur de l'État baasiste de Saddam Hussein, était une cité sans âme, un peu comme les villes soviétiques, les vastes et sinistres étendues de logements préfabriqués n'avaient rien à envier à celles des métropoles comme Varsovie ou Pékin. Mossoul, au contraire, conservait son caractère d'ancien centre de commerce de l'Empire ottoman, une ville à la fois délabrée et familière. Et elle tirait fierté de sa diversité : on ne savait jamais si la personne qu'on allait rencontrer était sunnite ou chiite, kurde ou chrétienne.

Les chrétiens étaient particulièrement fascinants, entre autres parce que qu'on ne pouvait échapper à l'impression qu'ils pratiquaient des traditions qu'on ne retrouvait nulle part ailleurs. Certains chrétiens obéissent à Rome, d'autres ont pour chef spirituel des patriarches orthodoxes, et d'autres encore, comme les membres de l'ancienne Église d'Orient, ne sont soumis qu'à

Le pape François avec les patriarches et archevêques majeurs des églises orientales.

Le camp de Qaatari, ses artères, ses rues, ses commerces, sa vie...

leur propre autorité. À Mossoul et dans les environs, on trouve encore des chrétiens qui parlent araméen, la langue du Christ.

## Langues disparues

J'ai pu admirer l'intérieur de l'église syriaque orthodoxe de Mar Toma (Saint-Thomas), illuminée par de longues guirlandes d'ampoules. Les fidèles étaient très fiers de sa grande bible en syriaque, langue ancienne dont la calligraphie élaborée orne les murs de l'édifice. L'Église abrite aussi une série de précieux manuscrits en syriaque et en garshouni, dialecte arabe utilisé par les chrétiens de l'époque féodale. Bien que l'époque de sa construction reste inconnue, l'édifice remonte au moins au VIII<sup>e</sup> siècle. J'ai également visité la cathédrale Saint-Paul, où siège l'évêque chaldéen, une imposante structure en pierre qui semblait pouvoir résister à n'importe quelle attaque. Un an plus tard, l'édifice a été sérieusement endommagé par un attentat de rebelles djihadistes.

Si, en 2003, on ne présageait guère la catastrophe qui allait s'abattre sur les chrétiens d'Irak, aujourd'hui il ne semble pas y avoir grand-chose à faire pour inverser la situation.

Christian Caryl,  
*Courrier International*, 18 juin 2014.

## Daech islamisation de la radicalité

Nabil Mouline. « Daech constitue un problème global. Pour y mettre fin, il faut une réponse globale qui dépasse les opérations militaires. Daech, c'est avant tout une idéologie. L'idéologie djihadiste qui repose sur deux piliers : les idées des Frères musulmans, notamment d'Hassa Al-Banna et Sayyid-Qotb et, d'autre part, le wahhabisme. Sans un véritable combat intellectuel contre ces composantes de l'idéologie djihadiste à travers tout un processus de déconstruction religieux et



un travail en sciences sociales, jamais on n'arrivera à bout de ce cancer. On va toujours faire face à des métastases. Si Daech est anéanti en Irak et en Syrie, il repoussera ailleurs, là où il y a eu le chaos. »

**Nabil Mouline.** « Il y a deux sortes de scénarios pour l'avenir de Daech. Le premier c'est la "routinisation", une sorte de normalisation de Daech, qui descendrait d'un cran en matière de violence et tenterait de se faire accepter par son environnement immédiat, puis par la communauté internationale. Dans l'histoire contemporaine, on a déjà eu affaire à ce genre de phénomène : le développement de l'Arabie saoudite a ressemblé à une sorte de Daech au début du XXe siècle. Le socle idéologique de l'État saoudien était le même que celui de l'organisation État islamique, c'est-à-dire le wahhabisme. Et le sabre jouait le même rôle que les kalachnikovs. »

**Nabil Mouline.** « De fortes contradictions internes agitent le mouvement. Des contradictions politiques, culturelles, idéologiques existent entre les combattants d'origines différentes. Si les ressources commencent à manquer, et les victoires se font plus rares, les tensions internes se mueront en luttes fratricides, lesquelles engendreront, selon toute vraisemblance, l'implosion de l'organisation terroriste. »

**Olivier Roy.** « Ce n'est pas la révolte de l'islam ou celle des musulmans, mais un problème précis concernant deux catégories de jeunes originaires de l'immigration en majorité, mais aussi des Français "de souche". Il ne s'agit pas de la radicalisation de l'islam, mais de l'islamisation de la radicalité.

Qu'y a-t-il de commun entre les "deuxième génération" et les "convertis" ? il s'agit d'abord d'une révolte généra-

tionnelle. Les deux rompent avec leurs parents, ou plus exactement avec ce que leurs parents représentent, en termes de culture et de religion. Les "deuxième génération" n'adhèrent jamais à l'islam de leurs parents, ils ne représentent jamais une tradition qui se révolterait contre l'occidentalisation. Ils sont occidentalisés, parlent mieux le français que leurs parents. Tous ont partagé la culture "jeune" de leur génération, ils ont bu de l'alcool, fumé du shit, dragué des filles en boîte de nuit. Une grande partie d'entre eux a fait un passage en prison. Et puis, un beau matin, ils se sont (re)convertis en choisissant l'islam salafiste, c'est-à-dire un islam qui rejette le concept de culture, un islam de la norme qui leur permet de se reconstruire tout seuls. Car ils ne veulent ni de la culture de leurs parents, ni d'une culture "occidentale", devenues symboles de leur haine de soi. »

**Olivier Roy.** « C'est l'adhésion à un "islam de rupture": rupture générationnelle, rupture culturelle, rupture politique. Rien ne sert de leur offrir un islam modéré, c'est la radicalisation qui les attire. Le salafisme est bien le produit qui convient à des jeunes en rupture de "ban". »

**Faker Korchame Sophie Gherardi.**  
« Les djihadistes, en réalité, agressent tous azimuts. Ils tuent les salafistes quiétistes qu'ils considèrent comme des traîtres, comme ils tuent des réformistes qu'ils considèrent comme des apostats. Rien ne résume mieux ce qui anime, au fond, des groupes nihilistes, que la déclaration d'un apprenti djihadiste rapporté à l'AFP par un policier français : "Le Coran moi je m'en tape, ce qui m'intéresse c'est le djihad." »

**Scott Atran.** « L'État islamique, comme le parti nazi, est un mouvement joyeux. Leur propagande montre un djihad fra-



ternel et cool. On voit des jeunes, cheveux au vent sur le toit des camions, avec leur kalachnikov en l'air. Le sourire aux lèvres, ils tuent et détruisent pour créer un monde nouveau. Pour notre société occidentale post guerre mondiale, cette fascination pour la mort est très difficile à comprendre. Mais, si on se penche sur l'histoire de l'humanité, on se rend compte que tous les mouvements révolutionnaires ont versé du sang. La Révolution française en est un parfait exemple. Le chef de l'État islamique, Abou Bakr Al-Baghdadi, comme Hitler, a compris que pour provoquer un changement politique radical, il faut un "volcan de passion". L'État islamique est convaincu que la passion du sacrifice et de la transcendance l'emportera sur la culture de la "sécurité, du confort et du centre commercial." »

**Olivier Roy.** « Nous faisons face à un nihilisme générationnel, à une jeunesse fascinée par la mort. Ce phénomène se traduit par des conduites à risque, des overdoses, une attirance pour le satanisme... on constate, chers citoyens, un terrain pathologique de morbidité. Avec Daech, ces enfants perdus de la mondialisation, frustrés ou marginaux, se retrouvent investis d'un sentiment de toute-puissance du fait de leur propre violence, de surcroît à leurs yeux légi-

À gauche, «Obligation de se convertir à l'islam» ou «L'exil». Ci-dessous, «Il faut partir faire le djihad !»



time. Daech leur offre un vrai terrain, où ils peuvent se réaliser. C'est un coup de génie : il peut absorber beaucoup plus de volontaires qu'Al Qaïda, lequel recrute dans la clandestinité. Désormais, ces djihadistes peuvent se battre au grand jour pour défendre un territoire au sein des bataillons islamistes. Ils se voient comme des héros dans les vidéos préparées, dans lesquelles ils expliquent pourquoi ils sont heureux de mourir en martyrs. »

**François Burgat.** « Le succès de l'État islamique est le résultat de l'inter-fécondation improbable entre deux groupes que le chercheur F. Burgat a justement désignés comme les "djihadistes sans frontières" et les "angry sunnis" (sunnites en colère). Les deux se retrouvent sur les territoires d'Irak et de Syrie pour créer un "sunnistan" idéal, mais fantasmé. Du côté des systèmes politique des pays d'où ils proviennent [...], la "machinerie" qui radicalise en France une poignée d'individus, n'est pas uniquement économique et sociale, ni même religieuse. Elle est surtout politique. Le mal-être de très nombreux musulmans jeunes ou moins jeunes (y compris lorsqu'ils se démarquent de ces conduites de rupture), ne renvoie pas seulement aux réelles difficultés professionnelles de ceux qu'on englobe dans l'appellation parsemée de "jeunes des banlieues" et encore moins à leur bonne ou mauvaise interprétation supposée du dogme musulman. Elle requiert une analyse banalement politique. »

**Nicolas Henin.** « Le mécanisme de radicalisation se joue à deux niveaux. À l'échelle individuelle, avec l'échec de l'intégration et les discours identitaires qui produisent l'exclusion. À l'échelle diplomatique, avec une relation qui privilégie toujours les autocrates à leur population. »

### L'avenir de Daech ?

Sous des assauts permanents, avec des ressources limitées, Daech finira-t-il par se déstructurer ? En Syrie, en dehors de quelques villes, son territoire est surtout constitué de zones désertiques. Cela n'a pas la consistance d'un État. Sous l'effet des différentes pressions, une dislocation pourrait intervenir. On pourrait assister au repli de la façade

"les religieux" vers des zones plus vastes et plus sécurisées, la Libye, le Soudan, avec une relance du mouvement vers l'Afrique. Et voir les militaires irakiens de Saddam, égarés dans cette aventure de



Daech, se replier au nord de l'Irak. Et, dans le cadre des tractations, déposer les armes et obtenir autour de Mossoul et de quelques puits de pétrole, l'administration d'un territoire sunnite dans un Irak fédéré ou confédéré ?

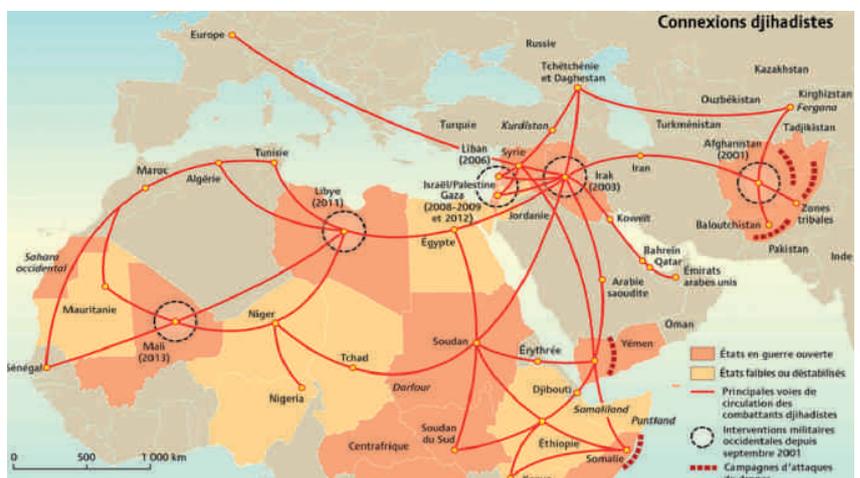
## Libye-Maghreb-Afrique Attention danger !

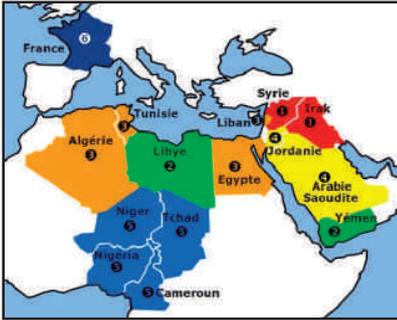
La Libye a explosé. Affrontements entre les fractions, coalition à géométrie variable, État introuvable. Au cours de l'année 2015, un nouvel arrivant a montré qu'il menaçait de bousculer encore plus profondément le pays : Daech. Son apparition avait été formalisée par une déclaration d'allégeance à Abou Bakir Al-Baghdadi en novembre 2014. D'autres groupes, en Algérie, en Égypte, en Tunisie ont fait la même "baya" (serment d'allégeance). Mais la Libye fait figure de nœud régional, avec un potentiel plus global.

Pendant l'année 2015, les forces de Daech ont commencé à pousser vers le sud et ont installé des camps d'entraînement vers l'oasis de Jouffra. C'est en Libye que les exécutants des attentats commis en Tunisie ont été entraînés. C'est ici qu'ont été conçues plusieurs attaques : celle du musée du Bardo en mars puis, en juin, celle de la plage de Port El Kantaoui, près de Sousse. Le chercheur Charlie Winter, de la fondation Quillam, dans un rapport d'étude des phénomènes djihadistes de cette organisation (Daech), note qu'il est devenu évident que certains groupes djihadistes en Libye, après avoir prêté allégeance à Abou Bakr Al-Baghdadi, ont reçu de l'assistance. À l'appui de la démonstration, il cite un avenant en arabe, émanant de cercles proches de Daech à destination des djihadistes du monde entier.

Y sont recensés les avantages de la Libye : permettre de réduire la pression sur le pays du califat (Syrie et Irak), cœur de Daech, mais aussi tirer profit de la situation géostratégique du pays qui s'ouvre vers la mer, sur le désert, des montagnes et six États : l'Égypte, le Soudan, le Tchad, le Niger, l'Algérie et la Tunisie. Tout cela constituant, avec ses ressources pétrolières, ses stocks d'armes et des bateaux, une plate-forme de lancement sans égale pour attaquer les États européens.

Leur côté, l'Algérie, l'Égypte, le Niger et le Tchad s'effraient à la fois de la force d'attraction de Daech sur leurs djihadistes locaux, mais aussi de la perspective d'être à portée de colonnes





Les principales régions menacées par Daech.

de pick-up capables de livrer des armes ou de frapper à travers le Sahara. Comme lorsque Moktar Belmoktar, un des djihadistes les plus recherchés au monde, a attaqué, en janvier 2013, le complexe gazier d'In Amenas. Les attaquants étaient partis de Libye pour frapper dans le sud de l'Algérie, signifiant au pouvoir algérien que désormais le cœur de son économie pouvait être touché.

D'autre part, les Nigériens du groupe Boko Haram, devenus la wilaya d'Afrique de l'ouest depuis leur allégeance à Daech en mars 2015, envoient des hommes à travers le Tchad.

Le président tchadien Idriss Deby craint la jonction entre Boko et les forces libyennes de Daech. Cette jonction pourrait démultiplier la puissance de Daech en Afrique.

## Arabie saoudite nervosité et instabilité

Au début de l'année 2016, en Arabie saoudite, en un peu plus de deux mois, il y a eu 70 exécutions. Pour 90 %, les exécutés étaient des opposants sunnites, radicaux, liés soit à Al Qaïda, soit à Daech, qui, de par leur appartenance tribale, sont beaucoup plus dangereux pour le pouvoir saoudien que ne le sont les chiites minoritaires. Et pour faire passer la pilule de l'exécution de tous ces sunnites radicaux, le gouvernement saoudien a donné en pâture, d'une certaine manière, pour faire bonne figure et bonne mesure, le petit nombre de chiites qui ont été exécutés.

L'Arabie Saoudite est un peu prise entre le marteau et l'enclume. Entre le marteau d'une situation intérieure où elle se sent obligée de lutter contre l'extrémisme islamiste, sunnite, qu'un cer-

tain nombre d'hommes d'affaire saoudiens a financé, qui a financé Al Qaïda, qui a financé Daech et qui se retourne aujourd'hui contre eux. En même temps, en face d'eux, l'enclume de l'Irak qui veut avoir une position hégémonique sur le Golfe.

À cela s'ajoute la baisse du prix du baril du pétrole, qui en dessous des 40 \$, pose donc un gros problème d'équilibre du budget saoudien. Cela fait monter les revendications, en particulier parmi tous ceux qui ont été écartés de la succession qui vient d'avoir lieu en Arabie saoudite.

Le problème des Saoudiens, c'est d'avoir déclenché la baisse du prix en augmentant la production. Ils veulent faire plier les États-Unis qui, en mettant sur le marché du "shale oil" (pétrole de schiste), menacent aujourd'hui la suprématie saoudienne. Si les prix sont très bas, alors les producteurs de schiste américains ne pourront plus produire et les Saoudiens vont pouvoir redevenir hégémoniques sur le marché. Mais il y a un délai de latence, plusieurs mois, voire plusieurs années, avant que cette stratégie ne produise ses effets. Entre-temps, le royaume risque de faire face à des difficultés financières, politiques et sociales.

La crise diplomatique qui s'est ouverte entre l'Arabie et l'Irak ne concerne pas que les deux pays. Elle concerne aussi la région. Serguï Lavrov, ministre russe des Affaires Étrangères, s'est proposé pour faire la médiation entre l'Irak et l'Arabie saoudite, ce qui laisse à penser que les États-Unis ne peuvent pas se prêter à cet exercice.

C'est une manière aussi de montrer que les États-Unis du président Obama se sont mis, d'une certaine manière, hors

course dans la région du Moyen-Orient.

Le clivage religieux est régulièrement mis en avant pour expliquer cette guerre larvée entre les deux pays. En effet, l'Arabie saoudite est un pays sunnite alors que l'Irak obéit aux rites du chiisme, autre branche de l'islam. Toutefois, cette ligne de fracture n'est pas suffisante pour comprendre ce conflit. Il s'agit surtout d'un affrontement géopolitique classique entre deux puissances régionales. Si ces deux mastodontes de la région ont parfois recours à la rhétorique communautariste pour mobiliser les masses, leur affrontement n'a pas de fondement théologique. Il est surtout question de puissance, d'économie et de territoire.

Concernant le clivage religieux, il faut revenir sur un point. L'Arabie saoudite, pays à majorité sunnite, a une minorité chiite qui est fortement présente dans la région du sud-est, où se trouvent les champs pétrolifères les plus importants.

Cette population est très souvent traitée en citoyens de seconde zone. Pour les Saoudiens, ce n'est pas seulement un conflit géopolitique avec l'Irak, c'est un enjeu de politique intérieure. Ils craignent que l'Irak ne se serve des communautés chiites pour accroître son influence. L'exécution de Nima al Nimir, qui militait uniquement par des discours et des écrits contre la discrimination que subissait la communauté chiite en Arabie saoudite, était bien un message envoyé en direction de l'opinion publique saoudienne.

Le conflit irano-saoudien se joue sur cinq terrains régionaux, dans une succession de guerres par procuration : l'Irak, la Syrie, le Yémen et, dans une moindre mesure, le Liban et Bahreïn.





La guerre du pétrole n'arrange pas la situation...

Les intérêts profanes géopolitiques, économiques, stratégiques des deux puissances viennent instrumentaliser le religieux. Ce qui conduit à l'émergence de politiques identitaires. L'identitarisme ravage la politique au Moyen-Orient.

On a parfois le sentiment que Daech est un ennemi secondaire et non l'ennemi prioritaire. Certains considèrent ainsi que l'objectif principal doit être d'endiguer l'influence iranienne, de faire tomber le régime syrien, de prêter attention à la question kurde, de conseiller à l'Arabie saoudite d'assouplir ses rapports avec le wahhabisme... etc.

Cet affrontement irano-saoudien qui perdure depuis une dizaine d'années a permis à Daech de prospérer. Pour juguler Daech, il faut apaiser cette guerre régionale entre l'Iran et l'Arabie saoudite.

Plusieurs facteurs fragilisent la monarchie saoudienne. Alliée des États-Unis mais finançant le djihadisme, l'Arabie saoudite continue à jouer sur les ambiguïtés de sa politique étrangère. Mais celle-ci commence à rencontrer des limites au sein même du monde arabe. Ainsi, les six monarchies du golfe, réunies autour du Conseil de coopération du golfe (C.C.G.) voulaient un front arabe aussi large que possible sur la condamnation du Hezbollah libanais et son classement comme "organisation terroriste". Réponse catégorique de l'Algérie : « Cela relève des affaires internes du Liban et du Liban seul. »

Au nom de la non-ingérence, Alger avait déjà refusé de rejoindre une coalition panarabe armée imaginée par le président égyptien et financée par l'Arabie saoudite. Deuxième refus pour les monarchies du golfe. Pour le ministre algérien des Affaires Étrangères, Ramdane Lamamra,

le Hezbollah est « un mouvement politico-militaire qui s'active sur la scène politique interne au Liban, et les dispositions sur lesquelles repose la coexistence dans ce pays doivent être respectées de même que la constitution du Liban. » « L'Algérie a raison de ne pas s'engager dans cette stratégie de formation d'une sainte alliance contre les chiïtes. Les pays du Golfe veulent nous entraîner dans une aventure dont eux-mêmes ne maîtrisent pas les effets collatéraux, explique le diplomate Abdelaziz Rahabi. Alger met aussi en garde le Hezbollah à ne pas s'ingérer dans les affaires des autres et d'éviter toute implication dans la déstabilisation de son environnement. »

Par ailleurs, les djihadistes contestent la légitimation du régime saoudien par les autorités religieuses depuis des années. Daech reprend à son compte aujourd'hui le discours de l'union d'un guide spirituel de l'Oumma (communauté des croyants).

Daech s'attaque également aux populations chiïtes pour forcer le royaume saoudien à réagir. Soit il protège ses chiïtes au risque de contredire son idéologie officielle wahhabite qui fait des chiïtes des hérétiques, soit il lutte contre l'expansion des mouvements chiïtes frappés par Daech comme les houthis et renforce ainsi son antagonisme avec l'Iran.

## Iran reconnu et engagé

Le 15 juin 2013, énorme surprise. Le monde apprenait ce jour-là le résultat de l'élection présidentielle iranienne. Les électeurs avaient donné la majorité de leurs voix, dès le premier tour, au candidat modéré, Hassan Rohani. Adoubé par Ali Khamenei, guide suprême de la République islamique d'Iran, Hassan Rohani allait succéder à l'ultra conservateur Mahmoud Ahmadinejad. Imposé aux Iraniens pendant huit longues années, ce dernier avait



Une jeunesse iranienne ouverte sur le monde.

défrayé la chronique par ses outrances. Populiste et mauvais gestionnaire, Ahmadinejad avait dilapidé les ressources de l'Iran et l'avait isolé du monde.

Pourquoi Ali Khamenei et ses proches conseillers se sont-ils inclinés devant la volonté populaire ? Ils se sont adaptés au courant et ont laissé Hassan Rottani installer une nouvelle équipe, élaborer et mettre en œuvre une autre politique, fondée sur la nécessité du changement. Ce faisant, ils ont évité à leur pays de nouveaux remous. Le printemps arabe s'est alors arrêté aux portes de l'Iran.

La révolution iranienne de 1979 a vidé le pays d'une partie de ses forces vives : plusieurs centaines de milliers de jeunes diplômés ont quitté l'Iran pour les États-Unis, le Canada ou l'Europe, et l'hémorragie persiste.

La diaspora iranienne, une des plus importantes du monde, est évaluée à 3 millions de personnes. On pense que plusieurs milliers d'entre elles pourraient retourner en Iran si le régime se modernisait. Hassan Rohani en est-il capable ?

L'Iran, certes, a changé. Les jeunes d'aujourd'hui ne sont plus ceux des années 1990, religieux, embrigadés dans l'une des grandes idéologies alors survivantes. Ils se sont émancipés de leurs parents et ont pris leurs distances avec la religion. Qu'ils soient garçons ou filles, ils sont mieux éduqués que leurs aînés, se marient plus tard, divorcent plus souvent, et ont été transformés et façonnés par les nouvelles technologies de l'informatique. La jeunesse de ce pays est plus ouverte qu'on ne le pense aux influences étrangères. Elle demande à ses dirigeants politiques plus de liberté et de modernité. Elle souhaite qu'ils soient à l'écoute de ses exigences,

L'Iran revient au centre du jeu...

de satisfaire les plus pressantes, d'aller plus vite et plus loin. Mais elle doute qu'ils en soient capables.

**En** Iran comme en Algérie, la population estime avoir déjà fait la révolution et la guerre, avoir l'expérience du changement par la violence et en avoir payé le prix. Ici, on aspire au changement par la réforme et, à la révolution, on préfère le pas-à-pas.

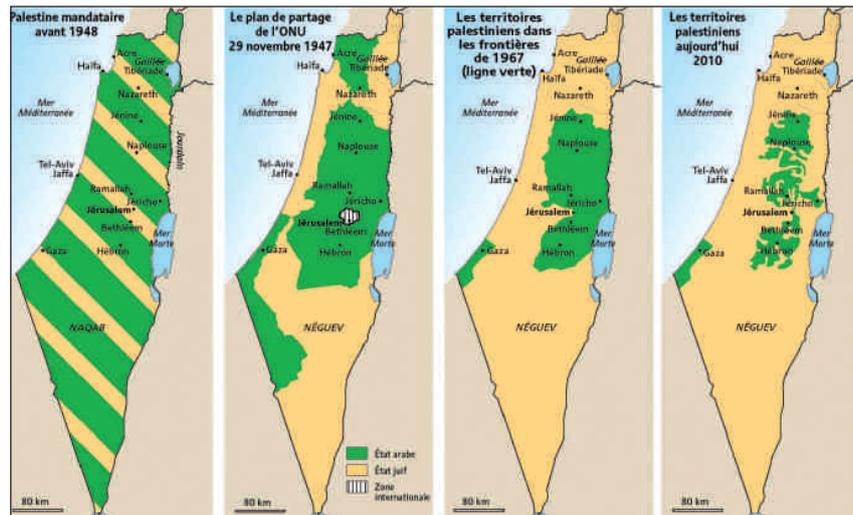
Autre facteur : en Iran, le marché du travail doit faire face chaque année à l'arrivée de quelques 500 000 personnes pour lesquelles il faut trouver un emploi.

**En** signant l'accord sur le nucléaire avec les États-Unis et les cinq autres grands, l'Iran peut entrevoir une chance. Celle sur laquelle a misé Obama : renoncer à changer le régime iranien et parier sur son évolution pacifique vers une forme de modernité.

Il semble que le regard du monde sur l'Iran ait changé suite à la signature de l'accord historique sur le nucléaire en juillet 2015, Téhéran ayant accepté le plan global d'action conjointe.

**Le** ministre allemand des Affaires Étrangères, Frank-Walter Steinmeier a ainsi souligné le rôle que jouait l'Iran dans la sécurisation du Moyen-Orient. Il a également fait remarquer que l'Iran était le pays "clé pour la stabilité de la région", ce qui montre bien que Téhéran est en passe de regagner les faveurs de l'Occident. Les sanctions contre Téhéran ont été levées le 16 janvier 2016, dès l'entrée en vigueur de l'accord nucléaire qui a mis fin à plus d'une décennie d'isolement diplomatique de l'Iran. La montée en puissance de l'Iran remonte à 2003, au moment de la guerre en Irak. Après la chute de Saddam Hussein, dirigeant sunnite, la communauté chiite irakienne devient plus puissante, renforçant ainsi l'influence de l'Iran. Cette montée en puissance a suscité une réaction des pays du Golfe, majoritairement sunnites et qui souhaitent arrêter la percée chiite iranienne. L'Arabie saoudite et l'Iran, s'affirment comme les deux leaders de cette "guerre froide".

**L'**accord du 14 juillet 2015 sur le nucléaire représente, pour l'Iran, le moyen de préserver et de développer son savoir-faire nucléaire tout en allégeant les sanctions et l'isolement. Le pays pourrait devenir, à terme, un partenaire im-



portant des États-Unis pour maintenir l'équilibre de la région, un rapprochement que la menace commune de Daech a précipité du moins temporairement.

## Israël gérer le terrorisme et les opportunités

*Stratégies pour l'avenir d'Israël*  
Par Manfred Gerstenfeld  
J. Forum 18-06-2015 (extraits)

**John Allen**, le général américain (retraité), a récemment déclaré que cela prendrait « une génération ou plus » pour vaincre le mouvement de l'État islamique, Daesh.

Il est l'envoyé spécial en chef, à la tête de la coalition contre l'organisation radicale islamiste Daesh. On doit supposer que ce qu'Allen veut dire par une telle déclaration, c'est qu'il prédit que l'État islamique, Daesh, continuera longtemps de dominer un territoire équivalent à celui qu'il possède déjà. Car s'il devait perdre le contrôle de tout le terrain dont il s'est emparé, son existence deviendrait alors un problème de terrorisme, plutôt que de constituer un véritable défi militaire. Allen a ajouté que si Daesh n'était pas vaincu, il ferait des ravages incommensurables pour l'ordre du monde.

**En** ce qui concerne le monde musulman, le Printemps arabe a déjà ajouté la Libye, le Yémen et la Syrie à la longue liste des États faillis. L'existence de Daesh en continu va provoquer l'ajout de l'Irak et, probablement, d'autres pays à cette liste. Puisque Daesh est un mou-

Stratégie gagnante pour Israël : Saisir toutes les opportunités pour grignoter le sol palestinien...

vement extrémiste, il s'oppose directement, sans aucune tendance au moindre compromis, aux musulmans chiites. Plus l'État islamique va durer, plus grande sera la menace pour les chiites.

Cela signifierait, éventuellement, que Daesh-État islamique va probablement se confronter à l'Iran, le pays chiite dominant. L'Iran est un semeur de troubles et très peu de forces extérieures ont osé réagir militairement contre lui au cours du siècle actuel. Plus l'État islamique-Daesh deviendra puissant, plus il devra défier l'Iran de toutes les manières possibles. Alors que l'État islamique-Daesh s'oppose également aux pays sunnites dirigés par diverses familles royales, l'instabilité de ces pays augmentera d'autant, considérablement. La même chose est vraie pour l'Égypte.

**Concernant l'Occident**, ces menaces seront de nature variée. Une première inquiétude se fonde sur la dépendance de l'Europe à l'égard des pays arabes pour son approvisionnement en pétrole. L'instabilité des pays producteurs de pétrole, comme l'Irak et la Libye, a été



gérée, jusqu'à présent, sans trop de problèmes. L'instabilité en Arabie saoudite et dans d'autres pays fournisseurs pourrait avoir un impact bien plus important. Une pénurie des fournitures d'énergie exacerberait ce problème déjà existant, qui ferait que la prochaine génération sera bien moins nantie que l'actuelle génération.

**Une deuxième répercussion importante pour l'Occident serait une probable montée en puissance de la menace terroriste.**

Au cours du siècle précédent, les actes terroristes commis par les musulmans en Europe ont souvent été perpétrés par des non-Européens. On en a eu un exemple par l'attentat meurtrier contre le restaurant Goldenberg à Paris en 1982. Les assassinats de masse du 11 septembre 2001 aux États-Unis commis, en particulier, par des Saoudiens ont été d'une tout autre dimension.

C'était déjà, partiellement, le cas lors du gigantesque attentat de Madrid, en 2004. Il en allait certainement de même lors des meurtres de Londres en 2005, du massacre en face du musée Juif de Bruxelles en 2014, et des tueries à Paris et Copenhague au début de 2015. De la même façon, c'est bien le terrorisme musulman intérieur qui s'est manifesté aux États-Unis lors de l'attentat à la bombe du marathon de Boston en 2013, par exemple (et du Bataclan à Paris en 2015). [...]

Un terrorisme important provoqué par des djihadistes en Occident mènera à un renforcement des stéréotypes hostiles aux musulmans dans leur ensemble. En Occident, l'arrivée massive de musulmans et les problèmes sociaux qui s'en sont suivis, dont le manque d'intégration réussie, ont déjà conduit à l'émergence et au renforcement de partis nationalistes anti-islam dans diffé-

rents pays. L'éventualité d'actes terroristes accrus de la part de musulmans ne va pas seulement accroître la popularité de ce genre de partis, mais va influencer la position des autres partis, qui devront concourir pour s'attirer les suffrages de ceux qui ont adopté des positions plus fermes en ce qui concerne l'islam.

Qu'est-ce que cela pourrait vouloir dire, pour les juifs qui vivent en diaspora ? Rien de bon, assurément. Toute attaque contre d'autres groupes est, de toutes façons, fréquemment suivie par des attentats contre les juifs. C'était vrai concernant les meurtres de Merah, de Charlie Hebdo et de Copenhague.

Face à cet avenir imprévisible et éminemment complexe, Israël doit montrer beaucoup de flexibilité dans la conduite de sa politique. Les menaces sont très graves. Israël peut se retrouver, presque du jour au lendemain, avec l'État islamique-Daesh ou d'autres organisations terroristes de même acabit à toutes ses frontières en même temps. [...]

Le savoir-faire israélien dans le domaine est déjà très recherché et la demande ne pourra qu'augmenter. Ce fait n'est pas l'objet d'une grande publicité, mais cela pourrait être le cas à l'avenir, contribuant à valoriser l'image d'Israël au sein de certaines franges des courants majoritaires de population en Occident.

Une deuxième opportunité peut reposer sur une bonne gestion, de la part d'Israël, du sentiment hostile à Daesh, en Occident, de façon à mettre en lumière le comportement de la faction dominante parmi les Palestiniens, le Hamas, qui n'est pas très différent de l'État islamique.

Israël en a fait très peu en ce domaine jusqu'à maintenant mais, en même temps, les motifs de réponse, en Occident, sont restés moins fertiles qu'ils ne

pourraient le devenir à l'avenir.

**Une troisième source d'opportunité pour Israël pourrait bien correspondre au changement d'alliances politiques au Moyen-Orient.**

Certains États arabes pourraient bien considérer que, quelle que soit la haine d'Israël dont ils font la promotion, elle risque d'être moins efficace que le fait de s'allier avec Israël contre l'État islamique-Daesh, qui est devenu une véritable menace directe contre beaucoup d'États arabes. Un sondage récent a démontré que les Saoudiens considèrent que l'Iran est la menace la plus importante qui pèse sur eux, suivi par Daesh-État islamique, alors qu'Israël ne se retrouve plus qu'au troisième rang de leurs préoccupations.

**Tout ce qu'on vient de dire ne représente que des hypothèses lourdes.** Cependant, les stratèges ont besoin d'un bon point de départ avant de parcourir le panorama qui s'annonce à l'avenir.

Mais si l'État islamique-Daesh a, effectivement, la capacité de durer d'une génération à plus, nous n'en sommes alors, actuellement, qu'aux balbutiements, au tout premier stade de ce cycle de vie. Même s'il n'y a qu'une partie de ces hypothèses qui s'avèraient, elles pourront contribuer à développer des stratégies réussies, pour l'avenir d'Israël.

Le Dr. Manfred Gerstenfeld est membre du conseil d'administration du Centre des affaires publiques de Jérusalem, qu'il a présidé pendant 12 ans.

## La France un rôle émoussé

La diplomatie contemporaine est caractérisée par cette posture qui consiste à prendre ses désirs pour des réalités.

*« Nous devons prendre les réalités telles qu'elles sont » ; c'est ce qu'affirmait le général de Gaulle en janvier 1964 lorsqu'il décida, avant tous les pays occidentaux, de nouer des relations avec la Chine.*

Conférence quadripartite de Vienne sur le Moyen-Orient, le 23 Octobre 2015. De gauche à droite, les ministres des Affaires étrangères Feridun Sinirlio (Turquie), Adel al-Jubeir (Arabie Saoudite), John Kerry (USA) et Sergueï Laurov (Russie). Leur homologue français, Laurent Fabius, n'a pas été invité !





Vladimir Poutine sait jouer du téléphone.

En diplomatie, le rôle traditionnel de la France, notamment sa qualité historique de médiateur entre les États-Unis et le reste du monde, s'est profondément émoussé. La France aurait mérité d'être à l'avant-garde des relations entre l'Union européenne et la Russie. Or Paris est transparent sur ce dossier. S'agissant de la crise en Syrie, on pourrait s'interroger tout à la fois sur le manque de constance, de réalisme et de pragmatisme. Trois erreurs ont été commises en Syrie : avoir sous-estimé la résilience de l'armée et du régime, avoir cru qu'une intervention internationale pourrait avoir lieu malgré les Russes. Enfin, la France a donné le spectacle de l'improvisation et de la démesure. L'abaissement de la France a été manifeste lorsqu'elle ne fut pas invitée à la conférence quadripartite (États-Unis, Russie, Turquie, Arabie saoudite) de Vienne le 23 octobre 2015, consacrée au conflit.

## La Russie active et offensive

La Russie, rappelons-le, est honnie par les djihadistes depuis l'Afghanistan. Poutine lui-même, lui qui promettait de « combattre les terroristes jusque dans les chiottes », agit comme un chiffon rouge pour les membres de l'État islamique, dont certains viennent de Tchétchénie et sentent l'occasion trop belle d'une revanche. Il est évident que le seul intérêt de la Russie est de préserver son protégé, Bachar al-Assad. La lutte contre l'État islamique, si elle figure à son agenda, n'est qu'accessoire. Au contraire, l'État islamique fournit aux Russes une occasion rêvée de renforcer leur puissance militaire dans la région.

L'initiative russe de désarmement chi-

mique de la Syrie, pour éviter l'ingérence militaire occidentale, fut du reste acceptée avec un « ouf » de soulagement par l'Amérique et facilement adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies le 27 septembre 2013. La Russie sauve son vieil ami syrien et redevient un acteur diplomatique de premier plan. C'était un premier grand pas.

Depuis septembre 2015, l'intervention militaire russe en Syrie a non seulement bouleversé la donne, mais internationalisé la crise syrienne et déplacé le centre de décision à Moscou, loin devant Washington. Les rôles ont été redistribués, la destruction de Daech et des adversaires d'Assad remplace le départ d'Assad en tant que préalable à la résolution du conflit. L'intervention russe se coordonne avec Téhéran, dont le rôle demeure important sans être déterminant.

### L'Occident se trompe de cible La victoire de Daech passera par une coalition incluant l'Iran et la Syrie

Un point de vue russe.

Certes, les Alliés affirment qu'ils se battent également contre Daech et qu'ils ne sous-estiment pas l'importance de la menace. « La cruauté des terroristes en Syrie et en Irak nous force à regarder au cœur des ténèbres » a dit Obama. Mais il semble que la « coalition de la lumière » n'a pas l'intention de dissiper ces ténèbres. Certains alliés se limitent à des bombardements périodiques ; d'autres, les pays du Golfe, font simplement de la figuration ; enfin, la Turquie se concentre sur les Kurdes, qui remportent pourtant des succès contre Daech. Avec une telle coalition, Daech n'a même pas besoin d'alliés, pour résister et tenir.

Constatant que l'Occident et le monde arabe n'étaient pas capables, ou ne souhaitaient pas, se débarrasser de Daech, l'Iran et la Russie, deux États concernés par la menace de Daech de manière vitale, ont décidé de prendre le taureau par les cornes.

Les Iraniens conduisent déjà depuis assez longtemps des opérations de grande ampleur avec leurs « conseillers militaires » et les combattants chiites du Hezbollah, selon toute hypothèse, vont continuer dans cette voie, si néces-

saire, faire entrer en Syrie ou en Irak des corps expéditionnaires.

La Russie a, pour sa part, relancé activement son aide aux autorités syriennes. Officiellement, il n'est question que d'aide humanitaire. Cependant, de nombreuses sources font état d'une aide technico-militaire et même de participation de spécialistes et de petites unités d'élite dans des combats aux côtés des forces gouvernementales syriennes.

En Occident, les agissements de Moscou sont vertement critiqués. En réponse, le Kremlin a un argument en béton. Les Russes agissent avec l'autorisation officielle de Damas et son entier soutien.

L'Occident peut bien dénoncer à tout-va le caractère non fréquentable du régime syrien, d'un point de vue juridique on ne peut pas le déclarer illégitime. Les autorités syriennes ont été élues par le peuple et elles représenteront le pouvoir tant que le peuple n'en aura pas élu un autre. Pour l'heure, Bachar al-Assad est le président syrien et lui seul peut décider de qui a le droit de faire entrer des troupes en Syrie. En l'occurrence, ceux à qui on peut reprocher d'agir selon leur bon vouloir et de violer régulièrement la souveraineté syrienne avec leurs avions de combat, ce sont bel et bien les Occidentaux.

Quoi qu'il en soit, l'Iran et la Russie devront tôt ou tard collaborer avec l'Occident. Même si cette coalition de circonstance parvenait à écraser les combattants de Daech et à libérer les villes syriennes et irakiennes de leur terrible joug, le problème ne serait pas réglé. Les couteaux syriens, iraniens, kurdes et russes ne feront que couper la tige de la mauvaise herbe, et non ce qui en constitue la racine, à savoir la crise sociale et politique du monde arabe. Ce n'est un secret pour personne, Daech est la réponse de la population à l'effondrement des régimes civils. Afin de les convaincre de l'absence de perspectives qu'offre un tel modèle, il faut se lancer dans une transformation de grande ampleur de tout le monde arabe. Débarrasser ce monde du radicalisme ne sera possible que grâce à la coordination des efforts de tous les acteurs extérieurs qui ont des intérêts au Moyen-Orient.



Barak Obama pivote vers l'Asie...

## Les États-Unis préoccupés et tournés vers un autre objectif

Février 2003. L'intervention au Conseil de sécurité des Nations-unies de Colin Powell, envoyé au front par G. W. Bush avec pour mission de présenter au monde "les preuves" de la culpabilité de Saddam Hussein justifiant l'urgence de son renversement, restera dans l'histoire. Parmi les trouvailles de Colin Powell, au milieu des perles présentées ce soir-là au vénérable auditoire, figure "un chaînon manquant", l'homme qui constitue le lien entre Oussama Ben Laden et Saddam Hussein. Celui qui permet donc, grâce à la remarquable élasticité rhétorique de l'Amérique bushiste de lier l'Irak à la "guerre mondiale contre le terrorisme"; cet homme s'appelle Abou Moussab al-Zarquawi. Le fait est que Zarquawi entretient avec Ben Laden des relations beaucoup plus conflictuelles que complices. Il n'a rien à voir avec Saddam Hussein, puisqu'il se cache dans la région de Souleimaniya, une province autonome kurde qui échappe à toute autorité de Bagdad.

Voilà comment, à seule fin de "personnaliser" la guerre contre le terrorisme, de la rendre plus "vendable" aux opinions publiques en lui donnant médiatiquement un visage, le secrétaire d'État américain a créé une légende et a transformé un djihadiste de second rang, tout à fait marginal dans l'organigramme mondial d'al Qaïda, en un challenger très efficace d'Oussama Ben Laden. Challenger puissant, au point de créer une organisation "l'État islamique", qui est actuellement le principal concurrent et la principale menace pour Al Qaïda.

Pendant que les reporters du monde entier s'enthousiasment sur l'euphorie des Irakiens qui célèbrent la fin de la dictature et l'arrivée de la démocratie,

de la foule commence à jaillir le prénom d'Ali. Ali, oui, le premier imam chiite, l'un des personnages les plus vénérés du chiisme.

Au même moment, aux États-Unis, pris au dépourvu au détour d'une interview télévisée, G. W. Bush avoue ne pas connaître la différence entre sunnites et chiites. La donne communautaire a été largement ignorée par les Américains.

Deux décisions précoces du proconsul Bremer signent le départ de l'insurrection irakienne, sous forme de décrets coloniaux, d'"executive orders".

**Executive order no 1.** Dissolution du parti baass et exclusion de l'administration de tous ses membres.

**Executive order no 2.** Démantèlement de l'armée irakienne. Ce démantèlement de l'armée a jeté l'opprobre sur une élite militaire. Renvoyés chez eux sans honneur, les militaires se sont retrouvés désœuvrés. Apprenti-sorcier, l'occupant a trouvé la recette d'un cocktail explosif islamo-baassiste.

### Ainsi commence la descente aux enfers.

Comme ils avaient autrefois délaissé leurs alliés en Afghanistan après le départ des Soviétiques, les États-Unis se lavent largement les mains de l'Irak après leur départ. Ce qui importe, pensent-ils, c'est qu'Obama ait tenu sa promesse de ramener les boys au pays. Pour la Maison Blanche, il n'y a que cela qui compte. Mais le départ des troupes aura été à l'image de l'invasion et de l'occupation : bâclé !

En septembre 2014, les grandes puissances occidentales et celles du Golfe étaient réunies à Paris pour une conférence dédiée à la sécurité en l'Irak. Les opinions étaient encore sous le choc des premières décapitations d'otages, la campagne militaire était lancée. Les dirigeants devaient coordonner leurs efforts pour lutter contre le phénomène État islamique, dans la foulée de sa redécouverte. Les États-Unis, lors de cette conférence, n'ont eu de cesse de pousser leurs partenaires à séparer les volets syriens et irakiens dans la réponse à apporter au défi islamique.

Le discours de Washington est que « l'on ne peut pas régler tous les problèmes de la Syrie ». Mais cette stratégie ignore non seulement que le groupe contrôle une

part substantielle du territoire syrien, mais aussi que la répression en Syrie a été le principal ferment et demeure l'un des principaux carburants de l'État islamique.

Au mois d'octobre 2014, les États-Unis ont confirmé leur stratégie "Irak d'abord", se contentant d'opérations ponctuelles en Syrie. Barack Obama joue la montre en se contentant de mesures cosmétiques. L'administration compte sur ses frappes aériennes afin de geler les positions de l'État islamique et gagner du temps.

Après l'accord du 14 juillet 2015 sur le nucléaire obtenu avec l'Iran, il semble que les États-Unis, avant de se repositionner en Asie, souhaitent mettre en place au Moyen-Orient une zone de sécurité fondée sur une tripolarité. Ils essaient de défendre leurs intérêts en apportant un soutien indéfectible à Israël, en poursuivant l'alliance avec l'Arabie saoudite, pour tenter de maintenir l'ordre dans le monde sunnite, contre le djihadisme et les revendications des minorités chiïtes, et en facilitant une réintégration très contrôlée de l'Iran dans le concert régional pour maintenir l'ordre dans le monde chiite et contre Daech. Cela suppose bien sûr que les fleurs des printemps arabes ne repousseront plus.

## Obama face au Moyen-Orient conclusions

### Les erreurs d'Obama face à Daech en cinq phrases clés

Barack Obama a assisté à l'émergence et à la montée en puissance de l'organisation État islamique, un danger que son administration a tardé à prendre au sérieux. Retour sur cinq citations emblématiques de l'échec stratégique du président américain. La coalition internationale se réunit ce mercredi à Paris pour déterminer la stratégie à adopter pour lutter contre le groupe État islamique, qui ne cesse de gagner du terrain en Irak et en Syrie. Un échec évident qui est largement celui des États-Unis à l'origine de cette coalition. Illustration en cinq petites phrases de Barack Obama.

**« Si une équipe de jeunes met le maillot des Lakers, ça ne fait pas d'eux Kobe Bryant pour autant. »**

Interviewé le 7 janvier 2014 par un journaliste du *New Yorker* sur les nouveaux groupes djihadistes en Irak et en Syrie, Barack Obama balaie la question d'un revers de la main. Il explique que ce n'est pas parce que l'on met un maillot des Los Angeles Lakers, équipe mythique de NBA, que l'on devient pour autant Kobe Bryant, la star du basket américain. La métaphore, qu'Obama trouve « appropriée » à l'époque, est absolument désastreuse. Le journaliste lui fait pourtant remarquer que cette « équipe de jeunes » vient d'envahir la ville de Fallujah en Irak. Il s'agissait en fait de l'État Islamique en Irak et en Levant, que beaucoup d'Occidentaux considéraient encore comme une simple émanation d'Al-Qaïda.

**« Nous n'avons pas encore de stratégie. »**

Quand la Maison Blanche finit par réaliser que l'EI n'est pas qu'une équipe de jeunes débutants, c'est trop tard : le 29 juin, Daech proclame l'instauration du « califat islamique », sous le commandement d'Abou Bakr Al-Baghdadi. L'armée américaine lance donc ses premières frappes aériennes le 9 août contre les positions de Daech en Irak. Mais le constat est désormais alarmiste. À la suite de la vidéo de la décapitation de l'otage américain James Foley, le secrétaire à la Défense, Chuck Hagel, déclare à propos de l'État islamique : « Ils sont plus qu'un simple groupe terroriste. Ils allient idéologie et sophistication militaire [...] Ils sont incroyablement bien financés. Cela va au-delà de tout ce qu'il nous a été donné de voir. »

Malgré cela, Barack Obama avoue le 28 août dans une conférence de presse : « Nous n'avons pas encore de stratégie. » Seule certitude, les Américains écartent

... et se détournent de l'Europe.



toute intervention au sol « *no boots on the ground* » (« aucun soldat ne foulera le sol »). Les bombardements s'imposent donc comme une solution par défaut.

**« Les États-Unis prendront la tête d'une large coalition pour [...] détruire l'EI. »**

Le 11 septembre 2014, jour anniversaire des attentats de 2001, les États-Unis passent à l'offensive. Barack Obama annonce son plan pour « détruire » le groupe djihadiste : extension des raids aériens contre l'EI, « où qu'il soit » ; envoi de 475 conseillers militaires supplémentaires en Irak pour entraîner les forces kurdes et irakiennes ; soutien financier aux rebelles syriens modérés ; et formation d'une coalition internationale avec des pays occidentaux et arabo-musulmans, comme l'Arabie saoudite ou l'Égypte. Mais même si ces frappes aident les combattants kurdes à résister aux djihadistes à Kobané, ces mesures se révèlent vite insuffisantes. L'armée irakienne est accusée de ne pas vouloir se battre. La coalition, trop hétérogène, peine à se coordonner pour être efficace. L'Arabie saoudite, puissance sunnite, essaye d'étendre son influence sur la région. L'Iran, un des principaux adversaires de l'EI en Irak, ne fait pas partie de cette coalition.

**« Notre coalition est à l'offensive. L'EI est sur la défensive et l'EI va perdre. »**

Le 11 février 2015, Barack Obama demande au Congrès américain l'autorisation de poursuivre l'intervention militaire en Syrie et en Irak pendant trois ans. À cette occasion, l'ancien sénateur de l'Illinois paraît bien confiant. Il exprime également son souhait d'autoriser ponctuellement l'envoi de troupes spéciales au sol, mais en se refusant toujours à une large opération terrestre. L'heure est en effet à l'optimisme. À la fin mars, le ministre américain de la Défense Ashton Carter se réjouit de la conquête de Tikrit, la qualifiant de « *claque* » reçue par le groupe État islamique.

**« Non, nous ne sommes pas en train de perdre. »**

Barack Obama est interviewé le 18 mai par *The Atlantic* après la prise de Ramadi par l'État islamique et à la veille de celle de Palmyre. Le président améri-

cain concède des « *revers* » pour la coalition mais soutient contre toute évidence que « *l'EI a été considérablement affaibli à travers le pays* ». Les nouveaux progrès réalisés depuis par Daech tant en Irak qu'en Syrie prouvent que son analyse péchait une nouvelle fois par optimisme. Le 44<sup>e</sup> président des États-Unis refuse toujours de concéder que les frappes aériennes n'ont pas affaibli Daech comme espéré. À charge pour la conférence de Paris de confirmer – ou non – ce diagnostic. <sup>(1)</sup>

## La Chine silencieuse et ambitieuse

La Chine est timide concernant son engagement dans le combat contre l'État islamique. Elle ne semble pas disposée à s'engager publiquement à autre chose qu'à l'entraînement de l'armée irakienne.

La Chine reste donc en retrait du combat international contre l'État islamique.

International car coalition arabo-occidentale en Irak et en Syrie, où coalition contre l'État islamique rassemble 22 pays européens et arabes.

Cependant, la Chine continue de considérer l'Irak comme un État ami et elle s'engage donc à lui fournir tout ce dont il a besoin, y compris une aide humanitaire d'urgence.

Ainsi, malgré les déclarations chinoises répétées concernant la menace que constitue l'État islamique (notamment la possibilité d'attaques terroristes diligentées par des combattants chinois, ayant rejoint l'État islamique, de retour en Chine), la Chine ne semble pas disposée à fournir une quelconque aide militaire au gouvernement irakien. La Chine soutient l'Irak dans ses efforts pour préserver sa souveraineté nationale, son intégrité territoriale et sa stabilité domestique. C'est la ligne diplomatique sans toutefois expliquer la nature de ce soutien.

Cependant, l'Irak peut compter sur la coopération économique de la Chine, notamment dans le cadre du projet chinois de « *nouvelle route de la soie* ». Ce projet permettra de renforcer la coopération sino-irakienne dans les domaines

de l'énergie et de la construction d'infrastructures.

Ce refus de la Chine de rejoindre la coalition internationale dans la lutte peut s'expliquer par plusieurs facteurs. La Chine refuse catégoriquement d'interférer dans les affaires internes d'autres pays et de s'embarquer dans des conflits loin de son territoire. En outre, la Chine, qui est en train de développer et moderniser son armée ainsi que son arsenal militaire, refuse de montrer aux États-Unis son potentiel militaire.

Mais la position de la Chine vis-à-vis de l'État islamique est paradoxale, car elle a des intérêts vitaux dans l'industrie du pétrole irakien. La Chine est tout simplement le plus gros investisseur pétrolier du pays. Elle perdrait donc des milliards de dollars si l'État islamique parvenait à s'emparer des champs pétrolifères du pays.

De plus, environ 300 ressortissants chinois combattraient dans les rangs de l'État islamique. Et le gouvernement chinois redoute les effets que cela pourrait avoir au Xinjiang, province de l'ouest de la Chine où vit une importante communauté ouïghour musulmane. En effet, le Xinjiang compte plus de 10 millions d'ouïghours, des musulmans turcophones en partie hostiles au gouvernement chinois, dont une frange radicalisée serait à l'origine d'attaques meurtrières ces dernières années.

Ces partisans de la violence argumentent en mettant en avant des décennies de discriminations ; le sentiment de dépossession de leur terre, de leur identité, et l'absence de toute vie pacifique d'opposition ou de dialogue. Ils soulignent, pour preuve, la condamnation à la prison à vie pour "séparatisme", en septembre 2014, d'Iham Tonti, professeur d'université bien connu dans les milieux intellectuels de Pékin, porte-parole modéré de la cause ouïghour. La voie pacifique vers une réelle autonomie venait de se fermer, au profit des prédicateurs les plus radicaux.

## La nouvelle route de la soie

**Une voie juste pour la paix et la prospérité sur le continent eurasiatique par David Gosset, mercredi 24 juin 2015 <sup>(2)</sup>**, S'appuyant sur des capacités de financement considérables provenant de la Banque asiatique



d'investissement pour les infrastructures et le Fonds de la route de la Soie, la "Ceinture économique de la route de la Soie", d'abord présentée à l'occasion d'une visite au Kazakhstan du président Xi Jinping six mois après sa prise de fonction, et la "Route de la Soie maritime du XXI<sup>e</sup> siècle" sont les deux axes principaux, l'un continental, l'autre maritime, de la "Nouvelle route de la Soie".

Certains analystes chinois aiment faire référence au caractère ("jie", "entre") pour visualiser une configuration dans laquelle le Pays du Milieu apparaît comme une clef de voûte : dans la partie supérieure du caractère, un toit, le trait de gauche représentant la "Ceinture économique de la route de la Soie", celui de droite la "Route de la Soie maritime du XXI<sup>e</sup> siècle" et, dans la partie inférieure, d'un côté le couloir Chine (Xinjiang)-Pakistan, de l'autre le couloir Chine (Yunnan)-Myanmar (Birmanie)-Bangladesh-Inde. Il faut noter que les quatre vecteurs sont orientés vers le continent africain.

La "Chine-Monde" est certainement l'une des caractéristiques qui définit la renaissance chinoise, l'ouverture du Pays du Milieu permet à l'extérieur d'influencer, sans toutefois en altérer l'essence, l'intérieur, mais une Chine ouverte enrichit aussi le système qui l'entoure. La "Nouvelle route de la Soie", qui n'est pas sans rappeler les dynamiques de la dynastie Tang, Song ou de la première moitié des Ming, est une illustration de ce mouvement de projection globale.

Certains observateurs souligneront que le regain d'intérêt de Pékin pour le

continent eurasiatique peut être compris, en termes géopolitiques, comme une réponse au pivot américain vers l'Asie initiée par l'administration de Barack Obama,

cependant, la "Nouvelle route de la Soie" ne doit pas être interprétée comme une réaction tactique qui s'opposerait à d'autres initiatives, elle vient tout simplement s'ajouter à des relations bilatérales entre la Chine et les États-Unis qui veulent être "d'un nouveau type". Plus généralement, la Chine ne définit pas sa politique étrangère de manière négative en s'opposant à tel ou tel, elle est en recherche constante de synthèses dynamiques dans un réseau de relations inclusives.

Le pays dont l'économie dépassera bientôt celle des États-Unis a intégré l'idée que la puissance doit être synonyme de responsabilité et que cette dernière renforce, d'ailleurs, la première. De ce point de vue,

la "Nouvelle route de la Soie" est un plan Marshall aux caractéristiques chinoises, elle rassure les pays qui voient avec une grande puissance responsable, contribue à leur croissance tout en les placant, certes, dans un ordre qui aura d'abord été conçu par Pékin. Avec la "Nouvelle route de la Soie", son caractère international et coopératif, c'est le principe souvent souligné par Pékin de "réémergence pacifique" qui prend une forme plus concrète.

Ce sont en partie de grands projets d'infrastructure qui ont contribué à l'unité du monde chinois – la Grande Muraille, le Grand Canal et plus récemment un réseau gigantesque de trains à

grande vitesse par exemple –, c'est donc avec une expertise inégalée que Pékin propose de partager une expérience qui présuppose une vision de long terme et qui génère de la cohésion.

Le projet diplomatique de Xi Jinping a évidemment l'avantage d'envelopper l'ouest de la Chine, le Xinjiang, un sixième du territoire chinois, de facto le cœur du continent eurasiatique, et qui est un élément clef de la "Ceinture économique de Route de la Soie".

Ce serait pour le premier partenaire commercial de la Chine, l'Union européenne, tout simplement de l'aveuglement stratégique que de manquer les opportunités offertes par Xi Jinping dans une vision dont la portée va bien au-delà de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS).

2015, année du 40<sup>e</sup> anniversaire des relations entre la Chine et l'Union européenne, doit marquer un nouveau départ dans les relations entre les deux régions qui se situent aux extrémités d'un même continent, l'Eurasie.

Alors que l'Agenda stratégique de coopération Chine-UE 2020 et les négociations sur un accord d'investissements sont des développements positifs, Bruxelles doit répondre de manière active à l'initiative de la "Nouvelle route de la Soie". S'il ne le faisait pas, Bruxelles prendrait le risque d'isoler l'UE d'un projet majeur qui sera, en tout cas, grâce à la volonté politique et à la puissance économique de Pékin, une force structurante des relations internationales.

Un fonds sino-européen pour la "Nouvelle route de la Soie" pourrait être un mécanisme utile pour financer de grands projets – infrastructures, énergie, économie verte – au service d'une Eurasie pacifique et prospère.

L'Italie, où la route de la Soie revêt une signification particulière, l'Allemagne, le pays de Ferdinand von Richthofen, le géographe à qui l'on doit l'expression même de "Seidenstrasse" – route de la Soie –, et la France qui a su souvent, depuis le général de Gaulle, concevoir une politique audacieuse et indépendante à l'égard de la Chine, se doivent d'encourager l'Union européenne à répondre de manière adéquate à l'appel ambitieux de la "Nouvelle route de la Soie".

L'Eurasie est sous la menace immédiate d'un terrorisme territorialisé qui ne sera pas vaincu par des drones, des machines à tuer qui, au contraire, engendrent toujours plus de haine. En répondant aux besoins à long terme de progrès économique et social, la "Nouvelle route de la Soie" crée les conditions pour éliminer les racines de l'extrémisme.

En outre, l'approfondissement des synergies entre l'Union européenne et la Chine, double moteur aux deux extrémités de la "Nouvelle route de la Soie", serait une invitation lancée à la Russie, lien indispensable dans un réseau de coopération trans-eurasiatique, à agir comme un co-architecte d'une Eurasie coopérative.

Le Japon, une nation qui fait face à de multiples crises mais dont l'économie demeure la troisième du monde, n'est pas, en théorie, exclu de la "Nouvelle route de la Soie"; c'était bien l'Europe et Nara que reliait l'ancienne route de la Soie, toujours un objet de fascination pour les élites japonaises. En cette année qui coïncide avec la commémoration du 70<sup>e</sup> anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, Tokyo peut choisir de renouer avec ses profondes racines eurasiatiques et devenir l'un des moteurs d'une Eurasie plus intégrée.

La "Route de la Soie maritime du XXI<sup>e</sup> siècle" qui va encore renforcer les liens entre la Chine et l'Asie du sud-est, accorde un rôle important à la province du Fujian.

Xi Jinping, qui a passé de nombreuses années dans cette province maritime en face de Taïwan crée une situation dans laquelle Taïpei peut contribuer au succès d'un projet international majeur et, par là même, jouir d'une plus grande visibilité.

À côté du "Rêve chinois" qui s'adresse plus spécifiquement au peuple de Chine, Xi Jinping propose une vision humaniste et de progrès qui va au-delà des intérêts nationaux immédiats. Basée sur l'expérience qui a conduit à la modernisation de la Chine, inspirée par l'idéal chinois de l'universalisme, Da Tong, ou Grande Harmonie, la "Nouvelle route de la Soie" est un "Rêve eurasiatique", un rêve qui doit être aussi le nôtre. Cheminons ensemble sur cette voie juste !

## L'échec occidental face à l'État islamique

L'échec occidental face à l'État islamique  
par Renaud Girard,  
in *Le Figaro* 11 août 2015.

Il y a un an, le 8 août 2014, sur ordre du président Barack Obama, l'US Air Force commençait à bombarder les troupes de l'État islamique du calife Ibrahim. En moins d'un quart de siècle, c'était la troisième guerre entreprise par les États-Unis d'Amérique en Mésopotamie. Comme à chaque fois, ils étaient à la tête d'une coalition internationale, tout en fournissant eux-mêmes la quasi-totalité de l'effort militaire réel. S'exprimant devant le Congrès le 11 février 2015, le président américain avait dit : « *La coalition est à l'offensive et l'État islamique sera vaincu !* »

Force est de reconnaître que ce n'est toujours pas le cas. Dirigé depuis Mossoul, la grande ville en amont du Tigre, jadis berceau d'une des plus anciennes communautés chrétiennes d'Orient, l'État islamique contrôle aujourd'hui la moitié des territoires de deux États arabes dessinés par les Français et les Anglais après la Première Guerre mondiale, l'Irak et la Syrie. Comment expliquer que l'Amérique, aujourd'hui première puissance militaire de la planète, soit tenue en échec par une organisation récente, dirigée par un petit prêcheur d'école coranique, qui n'était composée au début de notre décennie que d'une poignée de militants fanatisés en sandales ?

Comme souvent en géopolitique, les raisons sont à chercher au sein des deux acteurs en confrontation. Ne revenons pas sur les atouts que Daech a su exploiter en sa faveur : un islam radical mais simple, fustigeant aussi bien les "infidèles" (chrétiens et yézidis) que les "apostats" (chiites et alaouites) ; la frustration des officiers sunnites de l'ancienne armée de Saddam Hussein ; la sympathie de nombreuses riches familles issues des pétromonarchies arabes du Golfe envers un mouvement wahhabite ; l'attirance pour une violence qu'on ne trouve que dans les jeux vidéo au sein de la jeunesse musulmane déstructurée vivant dans les capitales arabes surpeuplées ou dans les ban-

lieues de l'émigration en Europe. Concentrons-nous sur les erreurs que nous, Occidentaux, avons commises. Elles sont aussi bien politiques et tactiques que stratégiques.

Politiquement, Barack Obama a commis l'erreur de proclamer que les Américains ne se lanceraient pas dans une opération terrestre d'envergure. On peut comprendre que, pour amadouer chez lui à la fois les colombes du Parti démocrate et les isolationnistes du Parti républicain, le président américain, en huis-clos avec eux au Congrès ou à la Maison Blanche, s'en tienne plus ou moins à sa doctrine du "No boots on the ground". Il est incompréhensible en revanche qu'il fasse le cadeau à ses ennemis de leur dire comment il va leur faire la guerre et jusqu'à quelles limites.

Tactiquement, les Occidentaux ont commis une erreur que l'on retrouve historiquement fréquemment dans leurs expéditions outre-mer : ils ont pris leurs désirs pour des réalités ; ils ont imaginé que les schémas mentaux des riverains du Tigre et de l'Euphrate étaient les mêmes que ceux du Potomac, de la Tamise, de la Seine. Ils ont cru qu'en Orient la détestation de la dictature l'emporterait sur les solidarités ethnico-religieuses et que l'État serait construit, comme chez eux, sur un principe d'égalité et d'impartialité envers tous les citoyens. Ils ont fait de l'euro-péocentrisme. En Syrie, ils n'ont pas compris que toutes les minorités religieuses et tous les athées se regrouperaient autour du drapeau de Bachar al-Assad, pas par amour pour lui mais simplement pour survivre face au sunnisme conquérant. Ils ont cru au mythe de l'Armée syrienne libre, faite d'opposants "modérés". À coups de dizaines de millions de dollars, les Américains avaient entraîné et armé en Turquie de tels militants au sein d'une unité appelée la Division 30. À la fin du mois de juillet 2015, son chef, le colonel Nadim Hassan, a pénétré sur le territoire syrien à la tête d'une colonne de trente véhicules tout-terrain. Son premier réflexe fut, dans la région d'Alep, d'essayer de faire ami-ami avec leurs "frères", militants du front al-Nosra. Mais les responsables de ce dernier, sympathisants d'Al-Qaïda, ont changé d'avis et ont fait prisonniers ces "agents de l'impérialisme américain" !

Stratégiquement, les Occidentaux n'ont toujours pas réussi à fédérer l'ensemble des grandes puissances régionales (l'Iran, l'Arabie saoudite, la Turquie) dans un combat commun contre Daech. Pour des considérations morales hors de propos, ils n'ont pas su se coordonner avec le régime de Damas, par pusillanimité envers Ankara, ils n'ont pas suffisamment équipé les pechmergas kurdes, qui sont les seuls combattants au sol capables de s'en prendre à Daech. le président turc Erdogan fait la guerre aux Kurdes pour des raisons de politique intérieure. Il a besoin des nationalistes au Parlement pour changer la constitution. Quand la diplomatie obéit à des considérations de politique intérieure, on aboutit toujours à des catastrophes.

## Sous la table

### Déclaration du général US Wesley Clark

Interview par la journaliste Amy Goodman, le 2 mars 2007. Elle est la première journaliste récompensée du Prix Nobel alternatif en 2008, diplômée de l'université de Harvard.

Il est ancien commandant général de l'US European Command, qui comprenait toutes les activités militaires dans les 89 pays et territoires de l'Europe, en Afrique et au Moyen-Orient. Il a été commandant des forces suprêmes militaires de l'OTAN en Europe de 1997 à 2001.

Lors d'une interview qui a eu lieu le 2 mars 2007, il reçoit un memo qui lui a été montré au Pentagone en 2001, expliquant comment l'administration américaine envisage de prendre le contrôle de 7 pays en 5 ans : Irak, Syrie, Liban, Libye, Somalie, Soudan, Iran.

Environ 10 jours après, le 11 septembre, je suis allé au Pentagone. J'ai vu le secrétaire à la Défense Rumsfeld et le secrétaire-adjoint Wolfowitz. Je suis descendu pour dire bonjour à certaines personnes de l'état-major qui travail-



Le général Wesley Clark.

laient pour moi, et un des généraux m'a dit : « Venez, il faut que je vous parle une minute. » Je lui ai dit : « Mais vous êtes trop occupé. » Il a dit : « Non, non, nous avons pris une décision et nous allons attaquer l'Irak. » Je lui ai demandé : « Mais pourquoi ? » Il a dit : « Je ne sais pas. » Il a ajouté : « Je pense qu'ils ne savent pas quoi faire d'autre. » Je lui ai demandé : « Ont-ils trouvé des informations qui relient Saddam Hussein à Al Qaïda ? » Il a dit : « Non, non. Il n'y a rien de nouveau. Ils ont juste pris la décision de faire la guerre à l'Irak. » Il a dit : « Je pense que c'est parce qu'on ne sait pas quoi faire au sujet du terrorisme, mais on a une bonne armée et on peut renverser n'importe quel gouvernement. »

Je suis revenu le voir quelques semaines plus tard et, à cette époque, nous étions en train de bombarder l'Afghanistan. Je lui ai demandé : « Allons-nous toujours bombarder l'Irak ? » Il a répondu : « C'est pire que ça. » Il a pris une feuille de papier et a dit : « Je viens de recevoir ça d'en haut, en voulant dire le bureau du secrétaire à la Défense. Ceci est un memo qui décrit comment nous allons prendre 7 pays en 5 ans, en commençant par l'Irak, ensuite la Syrie, le Liban, la Libye, la Somalie, le Soudan, et pour finir l'Iran. » Je lui ai demandé : « Est-ce confidentiel ? » Il a répondu : « Oui, monsieur. » La journaliste lui demande : « Pouvez-vous répéter à nouveau le nom des pays ? » « Eh bien, répondit-il, ça commence par l'Irak, ensuite la Syrie, puis le Liban, ensuite la Libye, la Somalie, le Soudan et pour finir l'Iran. » (3)

## Le plan Bernard Lewis

Bernard Lewis, né en 1916 à Londres, est un historien, professeur émérite des études sur le Moyen-Orient à l'université de Princeton, spécialiste de la Turquie, du monde musulman et des interactions entre l'Occident et l'Islam. De citoyenneté britannique à sa naissance, il a aujourd'hui la double nationalité américaine et israélienne.

Parrain du choc des civilisations

C'est en 1956, c'est-à-dire après l'affaire de Suez et lorsque plusieurs pays arabes manifestent leur volonté de s'émanciper, comme l'Égypte, de la tutelle coloniale, que Lewis "découvre" le choc des civilisations. Lorsque l'État

égyptien s'oppose à l'empire anglo-américain, ce n'est plus, prétend-il, à cause d'un différend politique mais d'une incompatibilité culturelle insurmontable : les ressentiments actuels des peuples du Moyen-Orient se comprennent mieux lorsqu'on s'aperçoit qu'ils résultent non pas d'un conflit entre des États ou des nations, mais du choc entre deux civilisations.

Si le monde musulman rejette "nos" valeurs, poursuit Lewis, c'est parce qu'il est depuis deux siècles en déclin. Comment expliquer la nationalisation du canal de Suez par Nasser en 1956 ? Non pas à cause du refus de John Foster Dulles de financer, comme promis, le barrage d'Assouan, mais... de la haine de l'Occident...

Car cet "islam affaibli" évoqué par Lewis a toujours cherché des appuis pour combattre son ennemi : la démocratie occidentale. Il a d'abord soutenu les puissances de l'Axe (Hitler, Mussolini et le Japon fasciste) contre les Alliés, puis les communistes contre les États-Unis : ce qui a abouti à deux désastres...

Le ton est donné : l'islam, par sa nature même, est l'ennemi à abattre. Alors que bizarrement à la même époque, avec le soutien des Britanniques, Riyad va promouvoir, pour combattre le "panarabisme" de Nasser, le "panislamisme", en organisant en mai 1962 le sommet islamique de La Mecque...

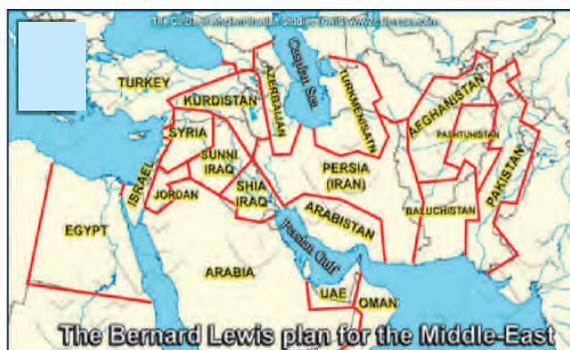
### Le plan Bernard Lewis (4)

Pour empêcher la montée du nationalisme arabe qui mettrait potentiellement en danger les intérêts pétroliers anglo-américains, Lewis envisage toutes les possibilités : changement de régime, balkanisation des États, réduction de leur population et, si nécessaire, la guerre. C'est dans cette perspective qu'il faut situer en 1975 la guerre et la partition du Liban envisagée par un adepte de Bernard Lewis à Harvard : Henry Kissinger.

En 1978, l'Executive Intelligence Review (EIR), la revue fondée par Lyndon LaRouche, révéla l'existence du "plan Bernard Lewis", un plan visant, grâce à des guerres, à balkaniser la région s'étendant du Proche-Orient au sous-

continent indien en une myriade de petits États fondés sur des identités tribales et ethniques.

Le plan prévoyait une guerre entre l'Iran et l'Irak. Lorsque le shah remet en



cause les privilèges des groupes pétroliers anglo-américains en Iran, il est remplacé en 1978 par Khomeini, dont les Britanniques espèrent se servir pour accélérer le processus général de dissolution dans la région.

Un document de l'époque précisait : « Les chiïtes se dresseront contre les sunnites et les musulmans modérés contre les groupes fondamentalistes ; des mouvements séparatistes et des entités régionales propres comme le Kurdistan ou le Baloutchistan verront le jour. »

### Le plan du colonel Ralph Peters

Dans son article « Blood borders » Les Frontières du sang, publié le 1<sup>er</sup> juin 2006 dans le Armed Forces Journal, Ralph Peters donne une version détaillée et argumentée de son projet. Ce dernier consiste en un découpage régional

visant à éliminer les sources de conflits entre les puissants États que sont la Turquie, l'Iran, l'Arabie saoudite et le Pakistan. Ces pays seront réduits à leur noyau ethnique et, à leurs dépens, seront créés des États plus faibles. Ainsi, de nouveaux États verront le jour (Kurdistan, Baloutchistan, Irak sunnite, etc.) tandis que des États déjà faibles comme la Jordanie ou le Yémen verront leur territoire s'agrandir.

La carte ci-dessous permet de mieux comprendre cette nouvelle organisation.

À première vue il n'est pas évident de comprendre quel avantage les USA tireraient de ce nouveau redécoupage. Cependant l'analyse d'Alain Chouet, ancien chef des services de renseignement de la sécurité de la DGSE, dans son livre "Au cœur des services spéciaux", éclaire le revers de la médaille : « Le noyau dur du système repose sur la mise en place de deux États sous étroit contrôle américain : un grand Afghanistan où iront se vider les querelles régionales et un État arabe chiïte regroupant le sud de l'Irak et s'étendant au sud des deux côtés du golfe Persique, sur toutes les zones actuelles d'extraction pétrolière de l'Iran et de l'Arabie. La création de cet État, qui rassemblerait alors 90 % des capacités de production de la région, serait évidemment subordonnée à une présence militaire américaine massive, au démantèlement complet de l'Arabie saoudite et à l'effondrement de l'Iran islamique... »

Le futur Moyen-Orient vu par le colonel Peters.



Par ailleurs les États-Unis, en promouvant ce projet encore officiellement inavouable, gagnent la sympathie des pays qu'ils auront aidés. Le Yémen aura un territoire plus grand, la Jordanie gagne une façade maritime sur la mer Rouge, les Kurdes reçoivent leur propre État, les chiites d'Irak eux gagnent des puits de pétrole et les Baloutches deviennent indépendants. Les Américains espèrent ainsi avoir la mainmise sur les ressources énergétiques de la région (pétrole et gaz) tout en conservant cette partie du monde dans leur "zone d'influence" au grand dam de l'Inde et de la Chine.

Enfin, l'État d'Israël voit disparaître ses puissants ennemis, ces derniers étant transformés en États politiquement et militairement faibles ou encore en vassaux d'une Amérique pro-israélienne.

De nombreuses voix s'élèvent pour dénoncer les manœuvres américaines qui se cachent derrière ce projet. Cette région possède 65 % des réserves prouvées de pétrole et 25 à 30 % des réserves de gaz. Il est clair que la mainmise des États-Unis sur cette région leur permettrait de prendre un avantage certain face à l'autre grand consommateur d'énergie qu'est la Chine. Un autre avantage pour les États-Unis serait d'améliorer les relations euro-atlantiques qui s'étaient détériorées lors de l'invasion irakienne. S'unir autour d'un projet affiché comme démocratique serait, selon les Américains, une façon de retrouver l'appui européen.

Cependant les critiques les plus vives concernent la faisabilité du projet en lui-même.

Sur le plan géographique, le grand Moyen-Orient réunit les 22 pays de la Ligue des États arabes et également des États non-arabes comme la Turquie, Israël, l'Iran, l'Afghanistan et le Pakistan. Soit environ 600 millions d'habitants. Dès lors il semble très utopique d'imaginer pouvoir maîtriser une zone si vaste et si variée impossible à "encapsuler dans une unité géopolitique compacte".

Ce plan est d'autant plus difficile à mettre en œuvre que son technicien, son penseur, est non seulement extérieur au monde Moyen-Oriental mais, en plus, est Américain. Ce qui, comme

nous l'explique le professeur Bichara Khader (directeur du Centre d'études et de recherches sur le monde arabe contemporain – Université catholique de Louvain) vient compliquer le processus : « Les peuples arabes, comme tous les peuples de la terre, ne se délectent pas dans la servitude et aspirent à la liberté. Mais s'ils aiment écouter le message de la démocratie, ils rechignent à croire le "messenger". Pour être entendus, les États-Unis doivent être au-dessus de tout soupçon. Or, ni leur complaisance passée et présente avec des régimes arabes autoritaires et cleptomanes, ni leur mépris du droit international dans les prisons d'Abu Ghraïb ou les prisons "extra-muros" de Guantánamo, ni a fortiori leur chevauchée guerrière en Irak et leur complicité avec l'occupant israélien en Palestine et au Golan n'offrent de garanties quant à la sincérité du messenger. En somme, pour que le juge américain soit entendu, écouté et compris, il faut qu'il soit intègre, sans antécédents judiciaires. L'est-il ? S'interrogent beaucoup de commentateurs arabes. »

## Le plan Robin Wright

Nouvelles frontières imaginaires au Moyen-Orient

« Imaginons un Moyen-Orient remodelé. »

Robin Wright.

Fruit de l'imagination géopolitique d'une spécialiste américaine, une carte choc publiée par le New York Times relance à sa manière le débat sur l'avenir des poids lourds de la région.

Les lecteurs du New York Times – et

ils sont nombreux – n'ont pas manqué de relever, le 28 septembre 2013, un op-ed au titre faussement naïf ? : « Imaginons un Moyen-Orient remodelé », signé de la plume de Robin Wright. Cette "spécialiste" américaine des relations internationales, rattachée actuellement au United States Institute of Peace (USIP), intervient régulièrement dans les médias américains, récemment encore sur l'Iran. Son analyse sur les convulsions du Moyen-Orient n'aurait peut-être pas retenu l'attention, n'eût été la carte à l'intitulé choc –

« Comment cinq pays pourraient en devenir quatorze » – qui accompagne et justifie la publication de sa tribune. Une carte qui préfigure ce que serait le nouveau Moyen-Orient fragmenté sous le coup de dynamiques multiples. Partition de la Syrie en trois blocs ethno-religieux (alaouite, sunnite et kurde) ? ; implosion de l'Arabie saoudite en cinq provinces ; retour aux deux Yémens, et résurgence de la Libye fédérale (Tripolitaine, Cyrénaïque et Fezzan).

Au-delà des arguments historiques et politiques qui sous-tendent cette tentative de géopolitique prospective, la démarche est elle-même révélatrice d'un certain discours occidental sur le Moyen-Orient.

Le thème est explosif, puisqu'il tourne autour de la hantise du tout État : fragmentation, désunion, séparatismes. La perte de territoires ou la prolifération étatique sont d'ailleurs, quasiment toujours et partout, vécues comme un drame et agissent comme un repoussoir. Que l'on songe à l'ex-Yougoslavie ou au Soudan. Dans une région où dominent encore des régimes autoritaires et obsédés par leur stabilité, la



question de l'unité est centrale. Wright décrit un scénario où les rivalités confessionnelles pourraient conduire à une partition de la République arabe de Syrie en trois entités : un Alaouistan couvrant un large corridor le long de la côte méditerranéenne, un Kurdistan débordant de l'autre côté de la frontière irakienne et un Sunnistan dans le centre et l'est, qui rejoindrait à terme l'ouest irakien. L'Irak, justement, est sommairement divisé selon le même principe, avec une région méridionale baptisée Chiistan. À propos de l'Arabie saoudite, l'auteur évoque les « idées les plus incongrues » (*“the most fantastical ideas”*), dont celle d'un royaume divisé en cinq entités. Une situation alimentée et aggravée par la scission du Yémen en deux républiques, comme ce fut le cas avant 1990. Enfin, Robin Wright décèle des risques en Libye, imputables aux forts sentiments régionalistes en Tripolitaine et en Cyrénaïque, voire au Fezzan.

**Divide et impera, “divise et règne”.** Voilà ce qui permet aux empires de réduire des concentrations de pouvoir en éléments de taille domesticable et leur permet de régner sur une population alors que cette dernière, si elle était unie, aurait les moyens de faire tomber le pouvoir en question.

### Le découpage de la Syrie : impossible du fait des brassages des populations

Les scénarios ainsi envisagés se parent d'une dernière coquetterie avec l'apparition de cités-États : Bagdad, la cosmopolite ouverte aux différentes communautés, Misrata, le port marchand et jaloux de son autonomie, ou encore la montagne des Druzes (Jebel al-Druze), en Syrie, qui eut pour capitale As-Suwaida, à l'époque mandataire. « Un siècle après que l'aventurier-diplomate britannique sir Mark Sykes et l'envoyé français François Georges-Picot eurent découpé la région, le nationalisme est diversement enraciné dans les pays initialement définis plutôt par les appétits impériaux et le commerce que par la logique », conclut la journaliste. Et d'ajouter : « La question, en cette période de conflit et de transition incertaine, est de savoir si le nationalisme est plus fort que les sources plus anciennes de l'identité. »

Une série de reproches peuvent être adressés à ce texte et à la carte qui l'accompagne. Sur la forme, d'abord, l'utilisation du suffixe “-stan”, décliné à toutes les sauces, semble plutôt guidée par le souci du bon mot que par celui de la justesse. D'origine persane, le nom de lieu “-stan” n'est utilisé qu'en Asie centrale et pas du tout dans les pays arabes. Sur le fond, la thèse de l'écèlement soulève de nombreux problèmes, liés tant à la chronologie qu'à la probabilité même de tels changements.

En Syrie, la réalité du terrain et les dynamiques de la guerre en cours n'accréditent pas ce découpage grossier. Prendre comme point de départ la déflagration de la Syrie est peut-être justifié par l'actualité noire des derniers mois, mais la partition reste fortement improbable : la région côtière baptisée hâtivement Alaouistan regroupe en réalité les principaux foyers de la population syrienne, dont les plus grandes villes que sont Alep, Damas, Homs, Lattaquié, Hama, entre autres. Le Sunnistan, au-delà des villes (contrôlées aujourd'hui par des rebelles hostiles à Bachar al-Assad) de Raqqah et de Deir Ezzor, n'engloberait qu'une vaste zone désertique. La réalité du terrain et les dynamiques de la guerre en cours n'accréditent pas ce découpage grossier. Les villes de l'ouest syrien sont, à l'exception de quelques localités, plutôt multiethniques, et le brassage des populations, notamment dans les grandes agglomérations, est réel.

### Un découpage “colonial”

S'il y a une tentation fédérale en Irak, elle est surtout le fait des Américains. Comme en Libye, dont ils ont favorisé la naissance sous forme de trois provinces en 1951, les États-Unis semblent vouloir exporter leur modèle de gouvernement sans prendre en compte les réalités locales, au rang desquelles un fort sentiment national, préexistant au “découpage colonial” et alimenté par des régimes autoritaires (Husseïn, Assad, Kadhafi, voire Abdelaziz Al Saoud). Si les frontières actuelles semblent récentes, elles ne sont pas plus artificielles que celles de nombreux pays européens. L'Irak, hors la province de Kirkouk, est une entité nationale vieille de plusieurs siècles, les divisions de l'Arabie saoudite se jouent davantage

entre factions de la famille royale que d'un point de vue territorial, dans un modèle très original de multidomination et de répartition des ressources. En Syrie, les principaux acteurs du conflit revendiquent une Syrie unie et rejettent les scénarios de partition. En Libye, la revendication d'autonomie de certains acteurs de Cyrénaïque n'a pas débouché sur une forme d'autogouvernement, en dépit d'appels récurrents depuis bientôt deux ans. Même au Yémen, pourtant réuni en 1990 après des décennies de conflit, la domination du nord préserve la fiction de l'unité, appuyée par les puissances tutélaires (Arabie saoudite, Russie et, dans une moindre mesure, États-Unis). N'en déplaise aux Cassandre professionnelles, la Palestine pourrait bien être le plus récent et véritable ajout à la carte du Moyen-Orient. Qu'en pensent les partisans du Grand Israël ?

Youssef Aït Akdim <sup>(5)</sup>

## Sur la table

### «Lettre ouverte au monde musulman»

par Abdennour Bidar

Cher monde musulman, je te vois en train d'enfanter un monstre qui prétend se nommer État islamique et auquel certains préfèrent donner un nom de démon : Daesh. Et cela m'inspire une question, LA grande question : pourquoi ce monstre ignoble a-t-il choisi ton visage et pas un autre ? Ce problème est celui des racines du mal. Car ce monstre, en réalité, est sorti de tes propres entrailles, et il n'est que le symptôme le plus radical de ta propre crise de civilisation. Crise d'une religion incapable de se régénérer, crise d'une culture qui éprouve toutes les peines du monde à se défaire des liens de cette religion qui l'étrangle. Et en face de toi, l'Occident connaît une étrange crise en miroir : lui, c'est au contraire une déliaison généralisée qui le frappe, une rupture de tant de liens, à commencer par celui qui peut relier l'existence humaine à une signification sacrée ! Chacun renvoie ainsi à l'autre l'image inversée de lui-même : la fossilisation du rapport au sacré d'un côté, contre sa disparition de l'autre ; un sacré devenu totalitaire contre un sacré devenu introuvable.

Comment donc vous étonner l'un et l'autre que vous passiez autant de temps à vous accuser ? Moi, votre fils à tous les deux, je vous exhorte à affronter ensemble cette crise du sacré qui menace également vos deux civilisations, et dont l'issue déterminera notre avenir.

**Abdenour Bidar, philosophe de culture française et musulmane, docteur et agrégé de philosophie, est auteur de plusieurs ouvrages : *Self islam, Histoire d'un islam personnel* (Seuil, 2006), *L'islam sans soumission, Pour un existentialisme musulman* (Albin Michel, 2008), *Histoire de l'humanisme en Occident* (Armand Colin, 2014), *Plaidoyer pour la fraternité* (Albin Michel, 2015).**



Abdenour Bidar.

## « Intégristes, je vous hais ! »

par Leïla Slimani

Quand j'étais enfant, au Maroc, nous apprenions le Coran à l'école. Une partie de l'après-midi était consacrée à réciter, par cœur, des passages du livre saint. Pour être tout à fait honnête, j'ai presque tout oublié. Ne me restent que quelques litanies, dont je ne connais même pas les sens. Et je m'en fiche. Mais ce que je n'ai pas oublié, c'est ce jour où notre maîtresse nous a raconté l'histoire de l'araignée qui, pour protéger Mohammed de ses ennemis, a tissé une toile devant la grotte où s'était réfugié le prophète. J'avais huit ans, des parents humanistes et amateurs de débats. Je me suis levée et j'ai dit : « *Mais c'est impossible ! Une araignée ne peut pas faire autant de choses en si peu de temps.* » La maîtresse s'est avancée vers moi et elle m'a giflée. « *Tu devrais avoir honte d'insulter ainsi Dieu et ton prophète.* » Quand je suis rentrée à la maison, j'ai raconté cette histoire à mes parents. J'étais sûre d'être consolée, peut-être même vengée. Mes parents m'ont punie. « *Tu dois comprendre qu'il faut parfois se*

Ne pas prêter l'oreille à ces discours de haine, anachroniques, comme remontant des heures les plus obscures et barbares du Moyen-Âge.

*taire. Ne pas provoquer. Tu as le droit de penser ce que tu veux, mais garde-le pour toi. Avec eux, on ne discute pas.* » Mes parents aimaient Voltaire et les Lumières, mais ils aimaient sans doute plus leurs enfants. Ils avaient peur. Ils avaient tort.

Après l'horrible carnage qu'a vécu Paris, on hésite à parler, à écrire. S'il faut employer des mots, assurons-nous qu'ils ne soient pas creux. Car c'est de cela aussi que l'on meurt : de trop de tiédeur, trop de compassion, trop de cynisme. Notre monde, et en particulier nos dirigeants, manquent de clarté, de cohérence, d'intransigeance.

Force est de constater que la realpolitik ne nous protège pas. Nos ennemis rient de nos calculs à la fois vains et minables. Ils veulent de toute façon notre anéantissement. À mourir pour mourir, sur des terrasses ou en écoutant de la musique, mourons au moins en défendant fermement nos convictions. Je ne suis ni stratège, ni idéologue. Je ne sais pas comment on combat une telle menace. Mais je suis certaine qu'il faut, plus que jamais, croire en notre mode de vie, en notre liberté, et lutter contre l'idéologie immonde de ces tueurs. Nous le devons à ceux qui, hier, ont été tués. Je n'ai qu'une chose à dire aux barbares, aux terroristes, aux intégristes de tout poil : je vous hais.

Nous nous devons d'être entiers, d'avoir un panache. D'être vraiment Français. Nous devons le dire à nos prétendus alliés Saoudiens, Qataris et à tous les pays musulmans où, chaque jour, gagnent du terrain les conservateurs, les arriérés, les misogynes. Le dire à ceux qui achètent nos armes, dorment dans le confort de nos palaces et sont reçus sur le perron de nos institutions.

Comment expliquer à nos enfants que nous combattons les barbares alors que nous nous allions à des gens qui crucifient des opposants et lapident des femmes ? Comment leur expliquer que nous sommes tués pour nos valeurs de liberté, de féminisme, de tolérance, d'amour de la vie humaine, quand nous-mêmes nous nous révélons incapables de défendre ces valeurs ?

Arrêtons de nous cacher derrière un pseudo-respect des cultures, dans un relativisme écoeurant qui n'est que le masque de notre lâcheté, de notre cynisme et de notre impuissance. Moi, née musulmane, marocaine et française, je vous le dis : la charia me fait vomir.

Je n'ai jamais été nationaliste ni religieuse. J'ai toujours fui les mouvements grégaires. Mais Paris est ma patrie depuis le jour où je m'y suis installée. C'est là que je suis devenue une femme libre, là que j'ai aimé, que j'ai été ivre, que j'ai connu la joie, que j'ai eu accès à l'art, à la musique, à la beauté. À Paris, j'ai appris la passion de vivre.

« *Qu'une telle ville, écrivait Victor Hugo, qu'un tel chef-lieu, qu'un tel foyer de lumière, qu'un tel centre des esprits, des cœurs et des âmes, qu'un tel cerveau de la pensée universelle puisse être violé, brisé, pris d'assaut, par qui ? Par une invasion de sauvages ? Cela ne se peut. Cela ne sera pas. Jamais, jamais, jamais ! Paris triomphera, mais à une condition : c'est que vous, moi, nous tous qui sommes ici, nous ne serons qu'une seule âme ; c'est que nous ne serons qu'un seul soldat et un seul citoyen, un seul citoyen pour aimer Paris, un seul soldat pour le défendre.* »

Aujourd'hui, plus que jamais, je mesure la beauté de ma ville. Cette ville, je ne l'échangerais contre aucun des para-



dis que les fous de Dieu promettent. Vos fontaines de lait et de miel ne valent pas la Seine. Paris pour qui je serai un soldat. Paris qui est tout ce que vous haïssez. Un mélange sensuel et délicieux de langues, de peaux et de religions. Paris où l'on s'embrasse à pleine bouche sur les bancs, où l'on peut entendre au fond d'un café une famille se déchirer pour des opinions politiques et finir sa soirée en trinquant à l'amour. Cette nuit, nos théâtres, nos musées, nos bibliothèques sont fermés. Mais demain ils ouvriront à nouveau et c'est nous, enfants de la patrie, mécréants, infidèles, simples flâneurs, adorateurs d'idoles, buveurs de bière, libertins, humanistes, qui écrivons l'histoire.

14 novembre 2015

**Leila Slimani.**

Journaliste et écrivaine franco-marocaine, diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris. École supérieure de Commerce de Paris. Lauréate de la 6<sup>e</sup> édition du Prix littéraire de la Mamounia, décerné par un jury international.



Leila Slimani.

## « Daesh noir Daesh blanc »

par Kamel Daoud

Le 20 novembre 2015, Kamel Daoud fustige « *l'Arabie saoudite, un Daesh qui a réussi* ». Kamel Daoud, l'auteur de *Meursault, contre-enquête*, publie un long article dans le *New York Times* sur le rôle de l'Arabie saoudite dans la diffusion de ce qu'il appelle « *l'islamisme puritain dont se nourrit Daesh* ». Le titre de l'article, « *L'Arabie saoudite, un Daesh qui a réussi* » est particulièrement dur, comme sa condamnation du « *déni de l'Occident face à ce pays* ». Sa conclusion : « *Les attaques à Paris remettent sur le comptoir cette contradiction. Mais*

*comme après le 11-Septembre, nous risquons de l'effacer des analyses et des consciences.* »

Extrait de la version française mise en ligne par le *New York Times*



Kamel Daoud.

**Daesh noir, Daesh blanc.** Le premier égorge, tue, lapide, coupe les mains, détruit le patrimoine de l'humanité et déteste l'archéologie, la femme et l'étranger non musulman. Le second est mieux habillé et plus propre, mais il fait la même chose. L'État islamique et l'Arabie saoudite. Dans sa lutte contre le terrorisme, l'Occident mène la guerre contre l'un tout en serrant la main de l'autre. Mécanisme du déni, et de son prix. On veut sauver la fameuse alliance stratégique avec l'Arabie saoudite tout en oubliant que ce royaume repose sur une autre alliance, avec un clergé religieux qui produit, rend légitime, répand, prêche et défend le wahhabisme, islamisme ultra-puritan dont se nourrit Daesh.

Le wahhabisme, radicalisme messianique né au XVIII<sup>e</sup> siècle, a l'idée de restaurer un califat fantasmé autour d'un désert, un livre sacré et deux lieux saints, La Mecque et Médine. C'est un puritanisme né dans le massacre et le sang, qui se traduit aujourd'hui par un lien surréaliste à la femme, une interdiction pour les non-musulmans d'entrer dans le territoire sacré, une loi religieuse rigoriste, et puis aussi un rapport maladif à l'image et à la représentation et donc l'art, ainsi que le corps, la nudité et la liberté. L'Arabie saoudite est un Daesh qui a réussi.

Le déni de l'Occident face à ce pays est frappant : on salue cette théocratie comme un allié et on fait mine de ne pas voir qu'elle est le principal mécène idéologique de la culture islamiste. Les nouvelles générations extrémistes du monde dit « *arabe* » ne sont pas nées dji-

hadistes. Elles ont été biberonnées par la Fatwa Valley, espèce de Vatican islamiste avec une vaste industrie produisant théologiens, lois religieuses, livres et politiques éditoriales et médiatiques agressives.

On pourrait contrecarrer : mais l'Arabie saoudite n'est-elle pas elle-même une cible potentielle de Daesh ? Si, mais insister sur ce point serait négliger le poids des liens entre la famille régnante et le clergé religieux qui assure sa stabilité – et aussi, de plus en plus, sa précarité. Le piège est total pour cette famille royale fragilisée par des règles de succession accentuant le renouvellement et qui se raccroche donc à une alliance ancestrale entre roi et prêcheur. Le clergé saoudien produit l'islamisme qui menace le pays mais qui assure aussi la légitimité du régime.

Il faut vivre dans le monde musulman pour comprendre l'immense pouvoir de transformation des chaînes TV religieuses sur la société par le biais de ses maillons faibles : les ménages, les femmes, les milieux ruraux. La culture islamiste est aujourd'hui généralisée dans beaucoup de pays – Algérie, Maroc, Tunisie, Libye, Égypte, Mali, Mauritanie. On y retrouve des milliers de journaux et des chaînes de télévision islamistes (comme Echourouk et Iqra), ainsi que des clergés qui imposent leur vision unique du monde, de la tradition et des vêtements à la fois dans l'espace public, sur les textes de lois et sur les rites d'une société qu'ils considèrent comme contaminée. [...]

Daesh a une mère : l'invasion de l'Irak. Mais il a aussi un père : l'Arabie saoudite et son industrie idéologique. Si l'intervention occidentale a donné des raisons aux désespérés dans le monde arabe, le royaume saoudien leur a donné croyances et convictions. Si on

Jean-Christophe Rufin.





Le très «people» Bernard-Henri Lévy, en mai 2016 à Cannes, lors de la présentation de son reportage sur les combattants kurdes «Peschmerga» et de son film sur la révolution libyenne «Le Serment de Tobrouk». Le côté «je sais tout», «j'ai tout vu», «j'ai tout compris» du philosophe agace et pose un vrai problème de légitimité lorsqu'il se permet de faire la leçon au Moyen-Orient.

ne comprend pas cela, on perd la guerre même si on gagne des batailles. On tuera des djihadistes mais ils renaîtront dans de prochaines générations, et nourris des mêmes livres.

Les attaques à Paris remettent sur le comptoir cette contradiction. Mais comme après le 11-Septembre, nous risquons de l'effacer des analyses et des consciences.

## « La fin du bernard-henri-lévisme »

par Jean-Christophe Rufin

Depuis vingt ans la France a le même ministre des Affaires Étrangères. Il se nomme Bernard-Henri Lévy.

C'est lui qui a mené le combat médiatique contre Milosevic, qui a convaincu Jacques Chirac d'intervenir au Kosovo, qui a poussé Sarkozy à entrer en guerre en Libye et qui, ces derniers mois, n'a cessé de recommander une attitude offensive face à Bachar Al-Assad.

On ne peut lui en faire le reproche : il est dans son rôle d'intellectuel. Il a fait le choix de lutter toujours et partout pour la liberté et contre la dictature. C'est une attitude respectable.

La question est plutôt : pourquoi les politiques lui obéissent-ils ? Pourquoi, malgré les réticences des diplomates et des militaires, malgré les difficultés et

les incertitudes, les gouvernants choisissent-ils la voie sacrée qu'il leur trace ? Pourquoi une étrange unanimité politique entoure-t-elle ces interventions extérieures, même quand il est clair qu'elles ne peuvent conduire qu'à des catastrophes ?

Pourquoi aucune mise en garde n'est-elle audible dès lors que se déclenche la mécanique médiatico-politique de ces guerres prétendument «justes» ?

Commençons par une évidence : le bernard-henri-lévisme est une pensée simple. Elle n'est pas simpliste, elle est même très subtile et argumentée, nourrie de références empruntées à la Seconde Guerre mondiale et d'observations humanitaires rigoureuses. Reste qu'elle est simple dans sa formulation : elle désigne clairement les bons et les méchants. À la complexité géopolitique des situations particulières, elle substitue un critère exclusivement moral : où sont les victimes ? qui sont les bourreaux ? Interdisant toute description équilibrée des atrocités commises de part et d'autre (qualifiées avec mépris de «renvoi dos à dos»), le bernard-henri-lévisme distingue l'agression et la légitime défense. La violence, tamisée par ce filtre idéologique, devient ainsi condamnable absolument d'un côté et moralement acceptable de l'autre.

C'est une pensée très adaptée à la mentalité américaine. Le «nouveau monde» s'est construit sur le rejet de vieilles querelles européennes et avec le souci de n'être guidé que par des considérations morales. Les Américains personnalisent ainsi volontiers leurs combats et soudent leur peuple dans la détestation d'un ennemi dont la méchanceté, la noirceur, le cynisme sont

d'abord soigneusement décrits. Saddam Hussein en fit les frais, en son temps. Bernard-Henri Lévy a donné un coup de jeune à cette pensée américaine qui fleurait un peu trop la paroisse presbytérienne ou baptiste. En s'inscrivant dans la filiation de Malraux, Camus et Lévinas, il a rendu le procédé plus efficace et plus médiatique, même s'il reste, au fond, identique.

Pour un politique, résister à l'injonction morale de BHL est presque impossible. Et lui céder ne présente que des avantages.

Lancer une guerre recommandée par le philosophe, c'est s'assurer d'être considéré comme humanitaire, courageux et antifasciste. Humanitaire, parce que, au principe de ces interventions, il y a toujours des civils qui souffrent. Tant pis s'ils souffrent des deux côtés. Seuls ceux qui sont dans le bon camp sont dignes de recevoir le statut de victimes. Courageux, parce que donner l'ordre de larguer des bombes est considéré comme viril. Tant pis si les armées engagées sont celles d'États modernes surpuissants face à l'arsenal hétéroclite des dictateurs du tiers-monde. Et antifasciste, parce qu'on peut faire confiance à Bernard-Henri Lévy pour filer la comparaison suprême, celle qui convoque les mânes de Hitler et de Mussolini pour qualifier les situations présentes.

L'autre avantage de ce type d'entreprises est qu'elles sont immanquablement victorieuses. Quand la foudre internationale se déchaîne sur un tyran, il tombe. Si Bachar a résisté, c'est parce que les Américains se sont récusés et qu'on n'a pas mis toute la gomme. La chute du dictateur est un moment de liesse qui peut faire frémir les courbes de popularité les plus déprimées...

Hélas, cette euphorie ne dure pas. Le refoulé finit toujours par revenir. Il est revenu en Afghanistan où, malgré les milliards de dollars déversés, les talibans sont de nouveau aux portes du pouvoir. Il est revenu en Irak où George Bush avait imprudemment déclaré, en voyant abattue la statue de Saddam Hussein : « War is over » et où les ex-paroissiens de Saddam font un fracassant retour sous les couleurs de l'État islamique. Il revient en Libye depuis plusieurs années. L'éclatement de l'État

libyen s'est d'abord fait sentir au sud, vers le Sahara, et l'on pouvait encore faire semblant de l'ignorer. Il concerne maintenant la Méditerranée et les côtes italiennes, et nul ne peut désormais nier l'évidence.

Nous mettrons des années à tirer des leçons de nos erreurs et il serait présumptueux de vouloir s'en acquitter dans ce court article. Dessinons simplement quelques pistes de travail, sous la forme d'aphorismes à méditer avant toute intervention nouvelle.

– On ne doit prendre la responsabilité d'abattre un régime que si l'on sait par quoi il sera remplacé.

– On ne peut "libérer" un pays qu'en étant prêt à l'accompagner dans la longue durée de sa reconstruction. Les Américains, après avoir libéré l'Europe, ont lancé le plan Marshall...

– Empêcher un dictateur de massacrer sa population est une chose ; détruire un État en est une autre. Arrêter le bras sanguinaire de Kadhafi à Benghazi était légitime. Le renverser était une tout autre entreprise...

– En matière humanitaire, les États doivent se déterminer dans la durée. Le principe n'est pas de calmer nos émo-



Hommages à toutes les victimes innocentes de la barbarie aveugle qui a pour objectif de nous imposer une idéologie médiévale, et à tous ceux qui se battent sur les terrains d'opération pour la défense de nos valeurs.

tions, mais d'agir dans l'intérêt à terme des populations. Nous sommes intervenus pour protéger le peuple libyen. Quatre ans plus tard, son sort est-il amélioré ? Les souffrances des civils n'ont-elles pas augmenté ?

– Le jugement moral est rarement pertinent en politique, surtout en politique internationale. Vouloir distinguer des bons et des méchants dans des régions où, hélas, s'affrontent surtout des salopards, est une folie ou un mensonge. Au Moyen-Orient par exemple, les rôles sont distribués entre mollahs iraniens,

baasistes sanguinaires, djihadistes forcés, monarchies médiévales... la pensée morale s'égaré et se désespère. La diplomatie doit se fonder sur des stratégies, des intérêts, des rapports de force et résister à la tentation de la perruque de victime, sauf à aggraver le chaos.

Le bernard-henri-lévisisme a été un moment éphémère de notre histoire, un moment pendant lequel nous avons pathétiquement voulu nous abstraire des contraintes de la réalité au profit d'une vision idéale et morale.

Qui tue qui ?



231

- 1 p.221 [<http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-moyen-orient/les-5->]
- 2 p.222 *Une voie juste pour la paix et la prospérité sur le continent eurasiatique* mercredi 24 juin 2015 par David GOSSET [<http://lemondeenmarche.fr/spip.php?article49>]
- 3 p.224 Amy GOODMAN Interview du Général US Wesley Clark [<https://www.youtube.com/watch?v=????>]
- 4 p.225 le plan Bernard LEWIS. [<http://www.solidariteetprogres.org/bernard-lewis-choc-des-civilisations-pegida>]
- 5 p.227 Youssef AÏT AKDIM. [<http://www.jeuneafrique.com/135809/politique/nouvelles-fronti-res-imaginaires-au-moyen-orient/>]

Références

## Bibliographie

**ASSAF** Antoine-Joseph, *L'Islam radical*, Eyrolles, 2015  
**ASLANI** Amir Ardavan, Ran, *Le sens de l'histoire*, Éditions du moment, 2016  
**BARNAVI** Eli, *Une histoire moderne d'Israël*, Flammarion 1982, Sud champs 1997  
**BASBOUS** A., *Le Tsunami arabe*, Seuil, 2015  
**BAUSSIER** Sylvie - **MAJA** Daniel, *Petite Histoire des religions*, Syros jeunesse, 2004  
**BIDAR** Abdenour, *Lettre ouverte au monde musulman*, Les liens qui libèrent, 2015  
**BOZARSLAN**, *Histoire de la Turquie contemporaine*, La Découverte, 2016  
**CHALIAND** G., *L'Amérique en guerre Irak-Afghanistan*, Éditions du Rocher, 2007  
**CHALIAND** G., *Pourquoi perd-on la guerre ? Un nouvel art occidental*, Éd. Odile Jacob, 2016  
**CHEBEL** M., *Changer l'islam*, Albin Michel, 2013  
**CHESNOT** Ch. - **MALBRUNOT** G., *Qatar, les secrets du coffre-fort*, Michel Laffont, mars 2013  
**CLARK** Wesley K., *L'Irak, le terrorisme et l'empire américain*, Seuil, 2004  
**CLOAREC** V. - **LAURENS** H., *Le Moyen-Orient au XX<sup>e</sup> siècle*, Armand Colin  
**CRESH** A., *Israël-Palestine. Vérités sur un conflit*, Pluriel, 2003  
**DANIEL** J., *Les Arabes, la Palestine*, Galaate éditions, 2008  
**DIEKHOF** A., *L'invention d'une nation. Israël et la modernité politique*, Gallimard, 1993  
**DIEKHOF** A., *Israéliens et Palestiniens, l'épreuve de la paix*, Aubier, 1996  
**DJALILI** Mohammad Reza - **KELLNER** T.,

*L'Iran en 100 questions*, Tallandier, 2016  
**ENCEL** F., *Géopolitique des printemps arabes*, PUF, 2014  
**ENDERLIN** Charles, *Les années perdues, Intifada et guerres au Proche-Orient*, Fayard, 2006  
**ENDERLIN** Charles, *Paix ou guerres. Les secrets des négociations israélo-arabes. 1917-1997*, Stock, 1997  
**FELLOUS** G., *Daech "État islamique"*, L'Harmattan, 2015  
**FILIU** Jean-Pierre, *Le Nouveau Moyen-Orient*, Fayard 2013  
**Filiu** Jean-Pierre, *Les Peuples à l'heure de la révolution syrienne*, Fayard, 2013  
**FILIU** Jean-Pierre, *Les Arabes, leur destin et le nôtre*, La Découverte, 2015  
**GIRARD** R., *Retour à Peshawar*, Grasset, 2010  
**GIRARD** R., *Le Monde en marche*, CNRS éditions, 2014  
**HANNE** Olivier - **Flichy de La Neuville** Thomas, *L'État islamique*, Bernard Giovanangeli, 2014  
**HÉNIN** Nicolas, *Jihad Académie*, Le livre de poche, 2016  
**HÉNIN** Nicolas, *Islam : Les textes fondamentaux commentés*, Le point Tallandier, 2006  
**KEPEL** G., *Passion arabe. Journal 2011-2013*, Gallimard, 2013  
**KEPEL** G., *Quatre-vingt treize*, Gallimard, 2012  
**KEPEL** G., *Passion française. La voix des cités*, Gallimard, 2014  
**LAURENT** S., *L'État islamique*, Seuil, 2014  
**LUIZARD** Pierre-Jean, *Le Piège de Daech*, La Découverte, 2015  
**MINOUI** Delphine, *Je vous écris de Téhéran*, Seuil, 2015

**NAYOUF** Mamduh, *Vers le déclin de l'influence américaine au Moyen-Orient*, L'Harmattan, 2014  
**PALHAVI** P. et Ch., *Le Marécage des ayatollahs*, Perrin, 2015  
**PICHOU** F., *Pourquoi on s'est trompé*, Éditions du Rocher, 2014  
**FOTTORINO** Éric (sous la direction de), *Qui est Daech ? Les Indispensables*, 2015  
**REYNAERT** François, *La Grande Histoire du monde arabe*, Le livre de poche, 2015  
**RYO** O., *L'échec de l'islam politique*, Seuil Point Essais, 2015  
**SCOTT** Dale P., *La Machine de guerre américaine*, Résistances, 2012  
**SFEIR** Antoine, *L'islam contre l'islam*, Le livre de poche, 2015  
**TREVIDIC** Marc, *Terroristes*, Le livre de poche, 2015

## Revues

Arabies, Confluences, Courrier International, Diplomates, Expansion, Futuribles, Histoire, Jeune Afrique, L'Express, Le Moyen-Orient, Le Nouvel Observateur, Le Point, Les Cahiers de l'Orient, Les Cahiers de Science et vie, Les Collections de l'histoire, Marianne, Quantara, Questions Internationales, Valeurs Actuelles.

## Journaux

El Watan, La Tribune, Le Monde, Le Figaro, Le Monde diplomatique, Les Échos, Libération, L'Orient le Jour, Midi Libre.

232

## Remerciements

Remerciements bien sincères à Françoise et Jean-Yves, Jeanine, pour leur sérieux concours, leur disponibilité et leur fidélité jamais démentie.

Grande affection pour les miens, Lucienne, Alain, Sabrina et Ariane, pour leur participation active et efficace.

Une attention particulière pour les amis Michel, Jo, Georges, Yvette et Daniel.

À l'intention de Noémie, Carla et William.

### Willy Diméglio

- Docteur Es Sciences économiques
- Diplômé de l'Institut de préparation aux affaires
- Lauréat de la faculté de Droit de Montpellier
- Membre du Conseil Économique et Social 1976-1981
- Député de l'Hérault 1986-1997
- Directeur du District de Montpellier 1965-1983

[willy.dimeglio@wanadoo.fr](mailto:willy.dimeglio@wanadoo.fr)  
[willy.dimeglio.fr](http://willy.dimeglio.fr)

Guillaume Bonnefont / La Gazette de Montpellier



## Itinéraire de Paris à Jérusalem

François-René DE CHATEAUBRIAND  
extrait de « Voyage de juillet 1806 à juin 1807 »

Il était minuit quand nous arrivâmes au Kan de Ménémén. J'aperçus de loin une multitude de lumières éparses : c'était le repos d'une caravane. En approchant, je distinguai les chameaux, les uns couchés, les autres debout ; ceux-ci chargés de leurs fardeaux, ceux-là débarassés de leurs bagages. Des chevaux et des ânes débridés mangeaient l'orge dans des seaux de cuir ; quelques cavaliers se tenaient encore à cheval, et les femmes, voilées, n'étaient point descendues de leurs dromadaires ? Assis les jambes croisées sur des tapis, des marchands turcs étaient

## Souvenirs, impressions, pensées et paysages pendant un voyage en Orient, 1832-1833

### ou Note d'un voyageur

Alphonse DE LAMARTINE

Le 28 octobre, nous partons, à cinq heures du matin, du désert de Saint-Jean-Baptiste. Nous attendons l'aurore à cheval, dans la cour du couvent, fermé de hautes murailles, pour ne pas communiquer, dans les ténèbres, avec les Arabes et les Turcs pestiférés du village et de Bethléem.

À cinq heures et demie, nous sommes en marche ; nous gravissons une montagne toute semée de roches grises énormes, et attachées en bloc, les unes les autres, comme si le marteau les avait cassées. Quelques vignes rampantes, aux feuilles jaunies par l'automne, se traînent dans de petits champs défrichés dans les intervalles des rochers, et d'énormes tours de pierre, semblables à celles dont parle le cantique des cantiques, s'élèvent dans ces vignes : des figuiers, dont le sommet est déjà dépouillé de feuilles, sont jetés sur les bords de la vigne, et laissent tomber leurs figues noires sur la roche.

À notre droite, le désert de Saint-Jean, où retentit la voix, *vox clamavit in deserto*, se creuse, comme un immense abîme, entre cinq ou six hautes et noires montagnes ; et, dans l'intervalle que laissent leurs sommets pierreux, l'horizon de la mer d'Égypte, couvert d'une brume noirâtre, s'entr'ouvre à nos yeux : à notre gauche, et tout près de nous, voici une ruine de tour ou de château antique, sur la pointe d'un mamelon très élevé, qui se dépouille, comme tout ce qui l'entoure : on distingue quelques autres ruines, semblables aux arches d'un aqueduc, descendant de ce château : sur la pente de la montagne, quelques ceps croissent à leurs pieds, et jettent sur ces arches écroulées quelques voûtes de verdure jaune et pâle : un ou deux térébinthes croissent isolés dans ces débris ; c'est Modin, le château et le tombeau des derniers hommes hé-

groupés autour des feux qui servaient aux esclaves à préparer le pilau ; d'autres voyageurs fumaient leur pipe à la porte du kan, mâchant de l'opium, écoutant des histoires. On brûlait le café dans les poêlons ; des vivandières allaient de feu en feu, proposant des gâteaux de blé gruë, des fruits et des volailles : des chanteurs amusaient la foule ; des imans faisaient des ablutions, se prosternaient, se relevaient, invoquaient le Prophète ; des chameliers dormaient étendus sur la terre. Le sol était jonché de ballots, de sacs de coton, de *couffes* de riz.

Tous ces objets, tantôt distincts et vivement éclairés, tantôt confus et plongés dans une demi-ombre, selon la couleur et le mouvement des feux, offraient une véritable scène des *Mille et une nuits*. Il n'y manquait que le calife Aroun al Raschild, le vizir Giaffar et Mesrou, chef des eunuques. Je me sou-

roïques de l'histoire sacrée, les Machabées. Nous laissons derrière nous ces ruines, étincelantes des rayons les plus hauts du matin : ces rayons ne sont pas fondus, comme en Europe, dans une vague et confuse clarté, dans un rayonnement éclatant et universel ; ils s'élancent du haut des montagnes qui nous cachent Jérusalem, comme des flèches de feu de diverses teintes, réunies en leur centre, et divergeant dans le ciel à mesure qu'ils s'en éloignent : les uns sont d'un bleu légèrement argenté, les autres d'un blanc mat ; ceux-là d'une couleur de feu ardent, et chauds comme les rayons d'un incendie, divisés, et cependant harmonieusement accordés, par des teintes successives et dégradées : ils ressemblent à un brillant arc-en-ciel, dont le cercle se serait brisé dans le firmament, et qui se disséminerait dans les airs.

C'est la troisième fois que ce phénomène de l'aurore ou du coucher du soleil se présente à nous sous cet aspect, depuis que nous sommes dans la région montagneuse de la Galilée et de la Judée ; c'est l'aurore ou le soir tels que les peintres antiques les représentent, image qui paraîtrait fautive à qui n'a pas été témoin de la réalité.

À mesure que le jour monte, l'éclat distinct et la couleur azurée ou enflammée de chacune de ces barres lumineuses diminue, et se fond dans la lueur générale de l'atmosphère ; et la lune qui était suspendue sur nos têtes, rose encore et couleur de feu, s'efface, prend une teinte nacrée, et s'enfonce dans la profondeur du ciel comme un disque d'argent, dont la couleur pâlit à mesure qu'il s'enfonce dans une eau profonde.

Après avoir gravi une seconde montagne, plus haute et plus nue encore que la première, l'horizon s'ouvre tout à coup sur la droite, et laisse voir tout l'espace qui s'étend entre les derniers sommets de la Judée où nous sommes, et la haute chaîne des montagnes de l'Arabie. Cet espace est inondé déjà de la lumière ondoyante et vaporeuse du matin ; après les collines inférieures qui sont sous nos pieds, roulées et brisées en blocs de roches grises et concassées, l'œil ne distingue plus rien que cet espace éblouissant et si semblable à une vaste mer, que l'illusion fut pour nous

vins alors, pour la première fois, que je foulais les plaines de l'Asie, partie du monde qui n'avait point encore vu la trace de mes pas, hélas ! ni ces chagrins que je partage avec tous les hommes. Je me sentis pénétré de respect pour cette vieille terre où le genre humain prit naissance, où les patriarches vécurent, où Tyr et Babylone s'élevèrent, où l'Éternel appela Cyrus et Alexandre, où Jésus-Christ accomplit le mystère de notre salut.

Un monde étranger s'ouvrait devant moi : j'allais rencontrer des nations qui m'étaient inconnues, des mœurs divers, des usages différents, d'autres animaux, d'autres plantes, un ciel nouveau, une nature nouvelle. Je passerais bientôt l'Hermus et le Granique : Sardes n'était pas loin ; je m'avançais vers Pergame et vers Troie : l'histoire me déroulait une autre page des révolutions de l'espèce humaine.

complète, et que nous crûmes discerner ces intervalles d'ombre foncée et de plaques mates et argentées, que je jour naissant fait briller ou fait assombrir sur une mer calme.

Sur les bords de cet océan imaginaire, un peu sur la gauche de notre horizon, et environ à une lieue de nous, le soleil brillait sur une tour carrée, sur un minaret élevé, et sur les larges murailles jaunes de quelques édifices qui couronnaient le sommet d'une colline basse, et dont la colline même nous dérobaient la base : mais à quelques pointes de minarets, à quelques créneaux de murs élevés, et à la cime noire et bleue de quelques dômes qui pyramidaient derrière la tour et le grand minaret, on reconnaissait une ville, dont nous ne pouvions découvrir que la partie la plus élevée, et qui descendait le long des flancs de la colline : ce ne pouvait être que Jérusalem : nous nous en croyions plus éloignés encore, et chacun de nous, sans oser rien demander au guide, de peur de voir son illusion détruite, jouissait en silence de ce premier regard jeté à la dérobée sur la ville, et tout m'inspirait Jérusalem.

C'était elle ! Elle se détachait en jaune sombre et mat sur le fond bleu du firmament et sur le fond noir du Mont de l'Olivier. Nous arrêâmes nos chevaux pour la contempler dans cette mystérieuse et éblouissante apparition. Chaque pas que nous avions à faire, en descendant dans les vallées profondes et sombres qui étaient sous nos pieds, allait de nouveau la dérober à nos yeux : derrière ces hautes murailles et ces dômes abaissés de Jérusalem, une haute et large colline s'élevait en seconde ligne, plus sombre que celle qui portait et cachait la ville : cette seconde colline bordait et terminait pour nous l'horizon. Le soleil laissait dans l'ombre son flanc occidental ; mais rasant de ses rayons verticaux sa cime, semblable à une large coupole, il paraissait faire nager son sommet transparent dans la lumière, et l'on ne reconnaissait la limite indéfinie de la terre et du ciel qu'à quelques arbres larges et noirs plantés sur le sommet le plus élevé, et à travers lesquels le soleil faisait passer ses rayons.

C'était la Montagne des Oliviers.

Le temps est venu où la pédagogie de l'échec  
doit faire son œuvre.  
Nous savons maintenant que dans l'équation  
Hégémonie + Pétrole + anesthésie des peuples  
égale richesses + bonheur,  
le résultat, loin d'approcher un équilibre,  
débouche sur conflits, guerres, sang et larmes.  
Les printemps arabes ont montré que le Moyen-Orient  
pouvait compter sur la sève puissante de sa jeunesse.  
Certains, déçus, désemparés,  
attirés par un islam fantasmé,  
se jettent dans les bras de Daech,  
tandis que d'autres militent pour les notions  
de liberté, de démocratie et de justice,  
retrouvant ainsi l'esprit de Cordoue où l'intégrisme  
avait laissé place à la tolérance, à la musique,  
aux sciences, à la médecine,  
à la cohabitation en paix des trois religions.  
Cordoue où s'installa l'esprit d'Averroès, de Maïmonide,  
d'Alphonse X et d'Ibn Arabi, attisé par le souffle d'Aristote.  
**L'important est de ne jamais désespérer.**

